



Couvrir les
Migrations
et les **Réfugiés**

MANUEL POUR LES FORMATEURS EN JOURNALISME

Série UNESCO SUR L'ENSEIGNEMENT DU JOURNALISME

Couvrir les
Migrations
et les **Réfugiés**

MANUEL POUR LES FORMATEURS EN JOURNALISME

Série UNESCO SUR L'ENSEIGNEMENT DU JOURNALISME

Publié en 2022 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France et Erich Brost Institute for International Journalism, Otto Hahn Str. 2, 44227 Dortmund, Allemagne.

© UNESCO, Erich Brost Institute for International Journalism, 2022

ISBN: 978-92-3-200271-6



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr).

Titre original: Reporting on Migrants and Refugees - Handbook for Journalism Educators. Publié en 2021 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Rédacteurs : Susanne Fengler, Monika Lengauer, Anna-Carina Zappe

Citation recommandée : Fengler, S., Lengauer, M., & Zappe, A.-C. (sous la direction de) (2022). Couvrir les migrations et les réfugiés: manuel pour les formateurs en journalisme. Paris: UNESCO.

Crédits photographiques de la première page des modules : J. Bävman (HCR ; p. 13) ; A. Sen (HCR; p. 35); H. Caux (HCR; p. 65); M. O'Shea (p. 115) ; S. Korovainyi (p. 135) ; C. ten Brink (p. 159) ; C. K. Arnaud (p. 181) ; S. Dinges (p. 205) ; C. Tijerina (HCR) (p. 231) ; A. Tzortzinis (p. 261) ; M. Hofer (HCR) (p. 283) ; J. McIntosh (flickr ; p. 305) ; W. Vassilopoulos (p. 321).

Crédits photographiques des contributeurs : privé (pp. 347-351)

Photo de couverture : Fishman64/www.shutterstock.com

La description des photos se trouve en pages 343-345

Création graphique : thinkandact-mainz.de

Graphisme de la couverture : thinkandact-mainz.de

Composition : thinkandact-mainz.de

Impression : Institut Erich-Brost pour le Journalisme International

Imprimé en Allemagne.

Version originale en anglais, traduite en français par Michel Leroy.

Adaptation du design pour l'édition française : Tawfiq Omrane (Editions Alfiniq - Tunisie).

RÉSUMÉ

Couvrir les migrations : Un défi pour les formateurs en journalisme du monde entier

Ce manuel permet aux formateurs en journalisme du monde entier de relever l'un des défis du XXI^e siècle : la migration et le déplacement forcé. Cet ensemble de treize modules constitue un cursus complet. Il couvre tous les aspects nécessaires pour enseigner l'analyse, la recherche documentaire, la mise en forme, le démarchage des organes de presse et l'éthique de la couverture des migrations. Unique en son genre, il intègre les connaissances issues des champs de la communication et des sciences politiques et sociales. Il a été conçu par un groupe international et interculturel de chercheurs, de formateurs et de journalistes.

Les enseignants seront à même de lancer un programme d'études innovant. Les étudiants apprendront que les questions de migration et de déplacement forcé concernent des êtres humains et nécessitent donc une connaissance et une attention particulière à l'exactitude des faits, à la fiabilité des sources, à l'éthique de la collecte d'informations et aux bonnes pratiques en la matière. Les journalistes expérimentés y trouveront un outil d'auto-apprentissage. Quant aux organisations de développement des médias, elles pourront intégrer le cursus à leurs plans de formation.



Cette initiative vise à couvrir de manière plus complète les questions relatives aux migrants et aux réfugiés dans les pays d'origine, de transit et de destination, pour que puisse s'instaurer un débat public plus équilibré et plus éclairé à travers le monde et les cultures.



«Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes et des femmes, c'est dans l'esprit des hommes et des femmes que doivent être élevées les défenses de la paix.»

TABLE DES MATIÈRES

x	Liste des acronymes et abréviations
xi	Préfaces
xvi	Avant-propos du traducteur
1	INTRODUCTION
5	Objectifs et structure
8	Sortir des sentiers battus !
9	Conclusion
10	Références
13	MODULE 1 : MIGRANTS ET RÉFUGIÉS, DES ENJEUX MAJEURS DU XXIE SIÈCLE
	<i>par Susanne Fengler et Monika Lengauer</i>
14	Finalités du module
14	Objectifs d'apprentissage
14	Introduction
18	Le Pacte mondial pour les réfugiés et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières
22	Différents pays, différentes perspectives
26	Structure du manuel
29	Suggestion de devoir
29	Lectures recommandées
30	Références
35	MODULE 2 : ACTEURS, FAITS, CHIFFRES ET NOTIONS CLÉS
	<i>par Monika Lengauer</i>
36	Finalités du module
36	Objectifs d'apprentissage
36	Aperçu
37	Des sources de données sélectionnées
42	Termes clés – distinguer migrants et réfugiés
51	Florilège d'acteurs clés
56	Suggestions de devoir
56	Lectures recommandées
57	Références

**65 MODULE 3 : ÉLÉMENTS DE CONTEXTE SUR LA MIGRATION
ET LE DÉPLACEMENT FORCÉ**

par Monika Lengauer et Susanne Fengler

66	Finalités du module
66	Objectifs d'apprentissage
66	Aperçu
67	Etat de la recherche
69	Migration et développement
71	La migration, une « bonne » ou une « mauvaise » nouvelle ?
73	Déterminants attractifs et répulsifs pour les migrants et les réfugiés
76	Croissance de population
78	Conflit
81	Facteurs économiques
83	Transferts de fonds
86	Institutions
87	Education
92	Changement climatique
94	Réseaux co-ethniques (diaspora)
95	Suggestion de devoir
97	Lectures recommandées
98	Questions de genre
102	Lectures recommandées sur les questions de genre
103	Références sur les questions de genre
105	Références

**115 MODULE 4 : MÉDIAS ET TRAITEMENT MÉDIATIQUE DE LA MIGRATION,
AU PRISME DES PAYS**

par Susanne Fengler

116	Finalités du module
116	Objectifs d'apprentissage
116	Aperçu
118	Études sur le traitement médiatique de la migration : une revue de littérature
121	Études transnationales du traitement médiatique de la migration (I) : Afrique et Europe
124	Migration et circulation internationale de l'information
126	Études transnationales du traitement médiatique de la migration (II) : Europe, États-Unis, Russie
129	Suggestion de devoir
129	Lectures recommandées
130	Références

135 MODULE 5 : COUVRIR LES MIGRATIONS, RÉPERCUSSIONS MÉDIATIQUES ET DÉFIS PROFESSIONNELS

par Anna-Carina Zappe

136	Finalités du module
136	Objectifs d'apprentissage
136	Aperçu
137	Opinion publique et migration
139	Campagnes électorales et migration
141	Couverture médiatique de la migration et impact potentiel sur les publics
144	L'effet CNN et le cas d'« Aylan Kurdî »
147	Défis professionnels
148	Manque de ressources
149	Stéréotypes et partialité
150	Liberté de la presse et sources ayant leur propre agenda
152	Suggestion de devoir
152	Lectures recommandées
153	Références

159 MODULE 6 : ÉTUDE DE CAS : LA GUINÉE-BISSAU (AFRIQUE DE L'OUEST)

par Monika Lengauer

160	Finalités du module
160	Objectifs d'apprentissage
160	Aperçu
160	Fiche pays
162	Profil de la migration
169	Quelques facteurs contextuels 1 : la pauvreté
172	Quelques facteurs contextuels 2 : la croissance de la population et sa jeunesse
174	Quelques facteurs contextuels 3 : l'arrivée à Bissau
175	Suggestion de devoir
176	Lectures recommandées
177	Références

181 MODULE 7 : ÉTUDE DE CAS : LE CAMEROUN (AFRIQUE CENTRALE)

par Monika Lengauer et Johanna Mack

182	Finalités du module
182	Objectifs d'apprentissage
182	Aperçu
183	Fiche pays
185	Profil de la migration
188	Quelques facteurs contextuels
193	Questions de genre
196	Suggestion de devoir
196	Lectures recommandées
197	Références

205 MODULE 8 : ÉTUDE DE CAS : L'ALLEMAGNE (EUROPE DE L'OUEST)

par Monika Lengauer et Johanna Mack

206	Finalités du module
206	Objectifs d'apprentissage
206	Aperçu
207	Fiche pays
211	Une société vieillissante
211	Profil de la migration
218	Le sort invisible des enfants non accompagnés dans l'UE
219	Facteur attractif : « l'effet boussole » de la protection sociale
220	Facteur attractif : le havre de paix
222	Suggestion de devoir
223	Lectures recommandées
223	Références

231 MODULE 9 : MIGRATIONS AFRICAINES : QUITTER L'AFRIQUE, PARTIR DANS UN AUTRE ETAT AFRICAIN OU AU SEIN DE SON PROPRE PAYS

par Monika Lengauer

232	Finalités du module
232	Objectifs d'apprentissage
232	Aperçu
233	Mouvements internationaux africains, à partir du continent
240	Mouvements internationaux africains, à l'intérieur du continent
246	Déplacement forcé par suite de conflit : réfugiés et déplacés internes
249	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
254	Lectures recommandées
255	Références

261 MODULE 10 : COUVRIR LES MIGRATIONS DE MANIÈRE PROFESSIONNELLE, BONNES PRATIQUES ET DÉONTOLOGIE

par Anna-Carina Zappe

262	Finalités du module
262	Objectifs d'apprentissage
262	Aperçu
263	L'angle journalistique sur la migration
266	Exercer de manière professionnelle : critères de bonnes pratiques
267	Sélectionner des sources et des interlocuteurs pertinents
270	Crédibilité de l'information et fiabilité de l'enquête
273	Bien formuler et mettre en perspective
276	La couverture médiatique de la migration et des réfugiés, florilège de productions
278	Suggestion de devoir
278	Lectures recommandées
279	Références

283 MODULE 11 : LA GESTION DES TRAUMATISMES DANS LE REPORTAGE SUR LES MIGRANTS ET LES RÉFUGIÉS

par Anna-Carina Zappe

284	Finalités du module
284	Objectifs d'apprentissage
284	Aperçu
285	Le traumatisme psychologique
286	Traumatisme, migrants et réfugiés
290	Migrants et réfugiés : savoir interroger, savoir relater
293	Interroger des migrants en tenant compte des traumatismes (TIIM)
297	La santé mentale des journalistes qui couvrent les migrants et les réfugiés
299	Suggestion de devoir
299	Lectures recommandées
300	Références

**305 MODULE 12 : VERS UN TRAITEMENT JOURNALISTIQUE COLLABORATIF
DE LA MIGRATION**

par Tina Bettels-Schwabbauer et Nadia Leihls

306	Finalités du module
306	Objectifs d'apprentissage
306	Aperçu
307	Collaborations entre professionnels des médias
311	Collaborations avec les citoyens
312	Reportages collaboratifs avec des migrants et des réfugiés
314	Collaborations transfrontalières
316	Suggestion de devoir
316	Lectures recommandées
317	Références

**321 MODULE 13 : AMÉLIORER L'IMPACT, STRATÉGIES JOURNALISTIQUES
ET MARKETING ÉDITORIAL**

par Anna-Carina Zappe et Gordon Wüllner-Adomako

322	Finalités du module
322	Objectifs d'apprentissage
322	Aperçu
323	Usage des médias en Afrique et en Europe
325	Comment les migrants et les réfugiés utilisent les médias
326	Intérêt des médias et intérêt des publics
329	Une histoire d'intérêt
331	Récits exemplaires sur la migration et le déplacement forcé : un aperçu des bonnes pratiques
334	Savoir « vendre » des articles sur la migration et le déplacement forcé
336	Suggestion de devoir
336	Lectures recommandées
337	Références

341 ANNEXES

341	Graphiques
343	Photos
346	Rédacteurs
347	Contributeurs
352	Remerciements

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

4Mi	Mécanisme de surveillance des migrations mixtes	IRC	International Rescue Committee
AFP	Agence France Presse	JiGC	Le Journalisme dans la mondialisation [Journalism in a Global Context en anglais]
AG	Assemblée générale des Nations unies [UNGA en anglais]	LGBTI	Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes
AMI	African Media Initiative	LIC	Pays à faible revenu [Low-Income Countries en anglais]
ANMO	Afrique du Nord Moyen-Orient [MENA en anglais]	LMIC	Pays à revenu intermédiaire inférieur [Lower-Middle-Income Countries en anglais]
AP	Africa Positive	MSF	Médecins Sans Frontières
APD	Aide publique au développement [ODA en anglais]	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques [OECD en anglais]
BAD	Banque africaine de développement [AfDB en anglais]	ODD	Objectifs de développement durable [SDGs en anglais]
BAD	Banque asiatique de développement [ADB en anglais]	OG	Organisation gouvernementale
BBC	British Broadcasting Corporation	OIM	Organisation internationale pour les migrations [IOM en anglais]
BEAA	Bureau européen d'appui en matière d'asile [ou BEAMA, EASO en anglais]	OIT	Organisation internationale du travail [ILO en anglais]
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	ONG	Organisation non gouvernementale
CNN	Cable News Network	OSC	Organisations de la société civile
CPJ	Comité pour la protection des journalistes	PAM	Programme alimentaire mondial [WFP en anglais]
CPLP	Communauté des pays de langue portugaise	Peco	Pays d'Europe centrale et orientale [CEE en anglais]
CSI-Afrique	Organisation régionale africaine de la confédération syndicale internationale [ITUC-Africa en anglais]	PEID	Petits États insulaires en développement [SDIS en anglais]
DAES	Département des affaires économiques et sociales des Nations unies [UNDESA en anglais]	PMA	Pays les moins avancés [LDC en anglais]
DTM	Matrice de suivi des déplacements [Displacement Tracking Matrix en anglais]	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement [UNDP en anglais]
DW	Deutsche Welle	RDH	Rapport sur le développement humain [HDR en anglais]
EIIL	État islamique en Irak et au Levant [ISIS en anglais]	REM	Réseau européen des migrations [EMN en anglais]
EJN	Ethical Journalism Network	SBTF	Standby Task Force
EJO	Observatoire européen du journalisme	TSPT	Trouble (ou Etat ou Syndrome) de stress post-traumatique [PTSD en anglais]
Eurostat	Office statistique de l'Union européenne	UA	Union africaine
FOIA	Loi d'accès à l'information [Freedom of Information Act en anglais]	UE	Union européenne
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme [OHCHR en anglais]	UIT	Union internationale des télécommunications [ITU en anglais]
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés [UNHCR en anglais]	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
ICIJ	Consortium international des journalistes d'investigation	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
IDE	Investissements directs étrangers [FDI en anglais]	UNPD	Division de la population des Nations Unies
IDH	Indice de développement humain [HDI en anglais]	UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
IDMC	Observatoire des situations de déplacement interne	DSNU	Division de la statistique des Nations Unies [UNSD en anglais]
IDP	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays ou déplacé interne [Internally Displaced Person en anglais]	WDI	Indicateurs du développement dans le monde [World Development Indicators en anglais]
INGO	Organisation non gouvernementale internationale		
IPC	Indice des prix à la consommation [CPI en anglais]		

Note : Dans la version en français de ce manuel, les pays sont désignés par leur nom dans cette langue et les abréviations qui en découlent. Pour les noms officiels dans les différentes langues, voir [https://protocol.un.org/dgacm/pls/site.nsf/files/Country%20Names%20UNTERM3/\\$FILE/UNTERM%20-%20EFSRCA.pdf](https://protocol.un.org/dgacm/pls/site.nsf/files/Country%20Names%20UNTERM3/$FILE/UNTERM%20-%20EFSRCA.pdf)

PRÉFACE

Je me suis engagée pour la première fois dans ce projet lorsque j'ai été invitée à apporter une perspective ougandaise à ce qui a finalement pris la forme, en 2016, d'une analyse de contenu portant sur 11 pays concernant la couverture des migrations et des déplacements forcés au sein du continent africain et entre ce dernier et l'Europe. Après de nombreux courriels et des échanges en présentiel, un article intitulé « Covering Migration – in Africa and Europe : Results from a Comparative Analysis of 11 Countries » (« Couverture des migrations en Afrique et en Europe : résultats d'une analyse comparative de 11 pays ») a été publié par la revue *Journalism Practice* en 2020. L'une des conclusions de cette étude était que les médias, tant en Afrique qu'en Europe, accordaient peu d'attention aux causes de la migration et du déplacement forcé. Sur cette toile de fond, une idée encore plus vaste a germé : il était nécessaire de rassembler la mine de connaissances et d'expériences de l'équipe en une seule et même source afin de participer à l'amélioration et à l'approfondissement de la couverture des migrations et des déplacements forcés dans le monde entier. Sous la conduite du professeur Susanne Fengler, de Monika Lengauer et d'Anna-Carina Zappe de l'Institut Erich-Brost pour le journalisme international, cette idée est devenue réalité grâce au soutien de partenaires de presque tous les continents. Il a fallu plus de 30 auteurs et experts spécialisés dans les médias, la migration et les déplacements forcés, originaires de près de 20 pays, pour produire « Couvrir les migrations et les réfugiés : Un manuel pour les formateurs en journalisme ».

Il ne fait aucun doute que la couverture des flux migratoires et des déplacements forcés est complexe et, dans certains cas, périlleuse. Tout manuel cherchant à transmettre des connaissances et des compétences sur le traitement journalistique des migrations et des réfugiés doit par conséquent bénéficier d'une approche multidisciplinaire et multiculturelle. On trouve rarement un point d'accès unique aux multiples informations, ressources, conseils et études de cas sur ce sujet. Ce manuel arrive à point nommé, et sa visée autant que sa flexibilité constituent un avantage considérable pour un lectorat international. Il fournit une multitude de ressources librement accessibles qui répondent aux besoins de ses lecteurs les plus démunis en la matière. La collaboration internationale a été remarquable, avec un vaste éventail d'études de cas pertinentes. Les exemples proviennent de toutes les régions du monde (à l'exception du Pacifique). Le manuel abonde en références, ce qui constitue un atout pour tout formateur en journalisme qui l'utiliserait pour enseigner ou faire des recherches. Il couvre également un large spectre de théories sur la migration et le déplacement forcé, fournissant ainsi une assise à l'analyse de leur traitement journalistique.

Le module 1 pose le décor et décrit la structure du manuel. Les chapitres suivants traitent des acteurs clés, des facteurs, des conditions, des statistiques et du contexte de la migration et du déplacement forcé. Le module 4 traite de la nature des récits de la migration et du déplacement forcé, en s'appuyant sur un riche corpus de recherches et en mettant les formateurs en journalisme au défi de penser de manière interculturelle. Le module 5 traite des effets que les médias

ont potentiellement ou réellement sur la perception des migrants et des réfugiés ainsi que sur le contexte politique de cette perception, et il met en lumière les défis professionnels. Les modules 6 et 7 éclairent la place de la pauvreté, des conflits et du genre, ainsi que l'importance et les défis de la liberté de la presse dans la couverture de ces questions complexes. Ils soulignent en outre l'importance du contexte à la fois pour écrire et analyser l'histoire. Le module 8 se penche ensuite sur les migrations en mettant l'accent sur l'Allemagne, dont la chancelière Angela Merkel a fait les gros titres en 2015 lorsqu'elle a accueilli dans le pays des centaines de milliers de réfugiés en déclarant : « Nous pouvons le faire. » Le module 9 présente les dynamiques intracontinentales en mettant l'accent sur les « mouvements africains ». L'aspect primordial de l'éthique professionnelle est le sujet du module 10. L'auteur y présente le processus de vérification des faits, de validation et de formulation, avec des exemples pratiques. Le sujet du traumatisme, souvent ignoré dans la couverture des migrants et des réfugiés, est exploré en détail dans le module 11. Il faut noter ici que le traumatisme est abordé en tant qu'il concerne les migrants et les réfugiés, mais aussi en tant qu'il affecte les journalistes qui les couvrent. Le module 12 révèle que la nature transfrontalière d'une grande partie des migrations et des déplacements forcés nécessite une collaboration entre les professionnels des médias, mais aussi avec les migrants et les réfugiés. Le module 13 aborde un aspect souvent occulté : comment intéresser à un projet de sujet sur un migrant ou un réfugié.

Il s'agit d'un excellent travail, longtemps attendu et qui a le potentiel d'infléchir la représentation de la migration et du déplacement forcé au niveau mondial. Il est difficile de trouver une ressource pédagogique plus élaborée et mieux documentée sur le sujet. Cet ouvrage devrait vite devenir indispensable à tous les établissements de formation au journalisme à travers le monde.

Professeur Monica B. Chibita

Doyenne de la Faculté de journalisme, des médias et de communication

Université chrétienne d'Ouganda

PRÉFACE

Les gens se déplacent de façon massive et pour une myriade de raisons, ce qui rend la complexité difficile à saisir – et encore plus difficile à couvrir par les journalistes. Les médias d'information couvrent le sujet lorsqu'un événement dramatique survient ou lorsque c'est devenu un enjeu politique. Mais, pour améliorer la compréhension du public, les journalistes et les formateurs en journalisme peuvent faire beaucoup plus. Lire ce manuel, c'est se rendre compte de tout ce qu'il y a à apprendre. C'est reconnaître qu'une véritable expertise est nécessaire pour que les journalistes puissent vraiment faire honneur à leur mission sur la migration et le déplacement forcé. Que signifie, par exemple, que les journalistes utilisent comme des synonymes les appellations de migrant, de réfugié et de déplacé interne ? En quoi l'utilisation d'expressions telles que « immigrant illégal » ou « migrant sans papiers » peut-elle poser problème ? Certains enseignants en journalisme choisiront et adapteront probablement quelques modules de ce manuel, pour les intégrer à leurs propres cours. D'autres pourraient y trouver l'inspiration pour dispenser un cursus totalement dédié et spécialisé. Dans les deux cas, la vie des étudiants en journalisme s'en trouvera enrichie. Et ce, parce que les pages qui suivent sont une mine d'informations stimulantes et d'exercices d'apprentissage innovants.

Cette publication embrasse un volume substantiel, qui nécessite un jour ou deux de lecture intense. Cependant, un tel exercice procure de grandes satisfactions. Comme professeur de journalisme, vous apprendrez énormément sur un phénomène majeur de notre époque, et vous trouverez des exercices prêts à l'emploi pour vos cours. En outre, les éditeurs ont fait un excellent travail en trouvant des coupures de presse de journalistes en activité, et en présentant des encadrés spécifiques à chaque pays, rédigés par des formateurs en journalisme de premier plan. En outre, pour vous permettre d'approfondir le sujet, un site web richement illustré contient de nombreuses autres études de cas et des recherches approfondies. Ce manuel souligne, entre autres, l'importance de rendre compte de l'exil en fonction du lieu d'origine, de transit et de destination. Personne ne peut comprendre l'ensemble de l'histoire s'il ne s'intéresse qu'à une seule étape du processus.

Ce manuel nous montre également comment décortiquer l'histoire tant au niveau individuel que collectif, en tenant compte de facteurs clés tels que le sexe et l'âge, la diversité des motivations et les traumatismes associés. Trop souvent, les sujets sont qualifiés de « crise des réfugiés » ou de « crise de l'immigration ». Pourtant, les journalistes auraient tout intérêt à se demander : « une crise pour qui ? » mais aussi « une chance pour qui ? ». Cela permet de considérer qu'il peut y avoir des bénéficiaires de cette « crise » – tout à la fois parmi ceux qui se déplacent, ceux qui sont en transit et ceux qui se trouvent dans les lieux de destination. Et, comme il est rappelé, il serait souvent plus exact de parler plutôt de la « crise » de la stratégie politique. Il devient par conséquent primordial pour les journalistes de se pencher sur la manière dont les flux de personnes – de l'origine à la destination, en passant par le transit – s'entrecroisent avec la manière dont les décideurs ont créé les cadres politiques pertinents.

Le journalisme joue un rôle clé dans l'équilibre de la relation entre les détenteurs de droits et les détenteurs d'obligations. Comme le montre bien ce manuel, les migrants et les réfugiés ont des droits et, corrélativement, chacun a le devoir de les respecter. En particulier, les dirigeants politiques qui gèrent ces déplacements humains et qui ont besoin d'informations de qualité et du feu des projecteurs pour être en mesure de rendre des comptes. Les médias d'information ont également un devoir envers les personnes en migration dont ils parlent, dans le cadre de leurs obligations en matière de droits humains au sens large. Il y a des considérations juridiques et éthiques liées à la circulation des personnes, et les journalistes doivent connaître et respecter ces principes fondamentaux. Parallèlement à tout cela, le manuel signale les possibilités ouvertes par le journalisme de construction – nonobstant l'importance de demander des comptes aux puissants, mais en allant au-delà du simple exposé des problèmes, pour partir en quête de solutions. Tout cela met également en évidence, comme le montre bien le manuel, la valeur des collaborations, entre les pays et sur le terrain, avec les personnes déplacées. Les pages qui suivent donnent des conseils sur la façon dont les valeurs traditionnelles de l'information et la notion de « sujets dignes d'intérêt » peuvent être invoquées pour défendre un angle et faire en sorte qu'il franchisse les filtres éditoriaux pour être finalement sorti.

Le mandat de l'Unesco vise aussi à renforcer le journalisme, conçu comme un exercice spécifique de la liberté d'expression et l'engagement de communiquer des informations vérifiées, dans l'intérêt du public. L'enseignement du journalisme est un vecteur clé pour son amélioration. Ce manuel s'insère dans la collection de l'Unesco sur l'enseignement du journalisme qui cherche à faire une différence au niveau international dans ce domaine, en gardant bien sûr à l'esprit le large éventail géographique des migrants. Les rédacteurs ont le mérite d'accorder une attention particulière à l'Afrique et à l'Europe, ainsi qu'aux liens qui les unissent, tout en permettant d'extraire des renseignements utiles pour les autres continents. Le manuel est également impressionnant quand il souligne l'impact de la Covid-19 sur la migration et le refuge. Le renforcement de l'enseignement du journalisme est l'un des quatre résultats clés visés par le Programme international pour le développement de la communication (PIDC) de l'Unesco. Tous les deux ans, les États membres de l'organisation élisent 39 d'entre eux pour diriger le PIDC, qui est un programme intergouvernemental unique au sein du système des Nations unies, spécialisé dans le développement des médias. À l'occasion de son 40e anniversaire en 2020, le PIDC avait déjà soutenu une série de manuels sur d'autres sujets. Nombre d'entre eux ont été accueillis avec enthousiasme, au point que des lecteurs ont offert de les traduire. Ces offres sont toujours les bienvenues, car elles permettent de diffuser les connaissances dans de nombreuses langues. Dans un premier temps, le présent manuel sera publié en anglais, français, arabe, espagnol et kiswahili. Mais si un lecteur souhaite se porter volontaire pour contribuer à rendre cette ressource disponible dans d'autres langues, il est chaleureusement invité à prendre contact avec nous.

La nécessité de disposer de journalistes bien formés réalisant des reportages de qualité sur les migrants et les réfugiés dans l'offre de contenus proposée aujourd'hui est soulignée par les flux inouïs qui circulent, débordant de désinformation et de théories du complot. Un journalisme de

qualité sur ces sujets est particulièrement vital lorsque le populisme et les préjugés se banalisent pour de larges pans de l'humanité, déchainant les malentendus, la peur et la haine.

Puisse donc ce manuel contribuer de manière significative à l'avènement d'un monde dans lequel la gestion des personnes en migration se ferait sur la base des meilleures informations disponibles et dans le respect des droits humains, au lieu d'être guidé par une couverture superficielle ou sensationnaliste qui peut alimenter à la fois les fantasmes et la fébrilité.

Professeur Guy Berger

**Directeur pour les stratégies et politiques en matière de communication et d'information,
UNESCO**

AVANT-PROPOS DU TRADUCTEUR

Si la traduction est en soi, pour reprendre le mot d'une récente livraison de la revue Critique, un « art de l'intranquilité » (Critique, 2021), c'est encore plus vrai sans doute s'agissant d'un texte sur la migration et les déplacements forcés. Le souci de transparence méthodologique a donc rendu nécessaire ce court avant-propos, pour expliquer notamment la posture adoptée vis-à-vis de la langue cible (de quel français s'agit-il ?), les choix terminologiques opérés pour ce champ très spécifique, mais également pour la géographie, le vocabulaire technique, les anglicismes et concernant l'impératif de prendre en compte la question du genre.

L'ambition universaliste de ce projet de manuel fait qu'il s'adresse au plus grand nombre. Cette version en français s'adresse donc aux 300 millions de locuteurs francophones (Beck et al., 2018, p.149), c'est-à-dire non seulement aux locuteurs natifs, dont le français est la langue maternelle mais aussi à tous ceux qui le connaissent ou l'apprennent et qui trouveront peut-être là un moyen d'accéder à ce texte dans une langue qu'ils maîtrisent, notamment en Afrique francophone où sa place se renforce.

Il ne s'agit pas de nier, même si ce n'est pas ici le lieu pour le mettre en perspective, ce que Bourdieu désigne comme les « hiérarchies de pouvoir », qui sont à l'œuvre dans les processus de traduction. C'est précisément pour cette raison qu'on a cherché à métisser les lexiques et à puiser, pour ne céder ni à des velléités hégémoniques ni à la crainte du pittoresque, dans les ressources françaises (CNTRL, 2005) mais également québécoises (OQLF, 2012), belges (Juli-bel, 2001), suisses (Termdat, 2013) ou africaines (Bureau de la traduction canadien, 2013), même si ces dernières sont encore relativement peu présentes en ligne. Le récent dictionnaire des francophones (MC, IIF, AUF et OIF, 2019) a également été compulsé. On pourra ainsi trouver au détour d'un module une référence aux « radioteurs », souvent utilisée en Afrique de l'Ouest pour désigner les gens de radio, ou bien à la « génération du millénaire » que les Québécois privilégient aux « millenials » ou encore à la « gazette » que les Belges utilisent pour « journal ». Le souci principal a consisté à combiner diversité francophone et souci de lisibilité, pour donner à lire aussi la richesse des imaginaires.

Une langue vivante continuant à évoluer par-delà les normes, par nature figées, qui l'encadrent, on a également consulté le site France Terme qui compile les nouveaux termes validés par la Commission d'enrichissement de la langue française (Celf, 2013) ainsi que plusieurs blogs de correcteurs de médias (Monthéard., 2019 ; Francard, 2016 entre autres), puisque ces nouveaux usages s'épanouissent souvent dans les journaux, les radios, les télévisions et sur les sites internet.

Traduire, c'est aussi restituer l'essence d'un texte, non seulement dans sa terminologie mais aussi dans son style propre. Pour ce faire, on a suivi les orientations ortho-typographiques fran-

çaises en usage (Lacroux, 2008 entre autres)., qui tendent notamment à proscrire les titres académiques (docteur, professeur...) qui sont courants en Allemagne et l'excès de majuscules. Les acronymes de plus de quatre lettres n'ont pas exemple que leur initiale en capitale.

Le vocabulaire des migrations et des déplacements forcés a des enjeux propres qui sont rappelés dès l'introduction. C'est évidemment le cas aussi en français et la littérature souligne l'impact, notamment juridique, qu'ils peuvent revêtir (Perrin, 2011 ; Pace et Severance, 2016). Mais, qui plus est, certaines nuances s'y surimposent. La notion de « communauté » par exemple, ne véhicule pas le même référentiel dans un contexte francophone et dans un contexte anglo-saxon ; de la même manière, la distinction entre « droit du sang » et « droit du sol » structure différemment la notion de « citoyenneté » en Allemagne et dans l'espace francophone. Il a donc fallu expliciter autant que faire se peut ces nuances, lorsqu'elles étaient particulièrement signifiantes, et les éclairer avec le vocabulaire administratif et institutionnel afférent (Ofii, n. d. ; Ministère français de l'Intérieur, 2013 à titre d'exemples). Dans le même souci d'élégance et de simplicité, on a évité de parler de « réseau co-ethnique » pour privilégier « diaspora », on a préféré « effectif » à « stock » de migrants et on a trouvé des alternatives à « races », à « sexospécificités » et autres formulations trop complexes, trop technocratiques, absconses ou polémiques en français. On a également privilégié la simplicité en occultant les nuances inutiles (on ne distingue pas « déontologie » et « éthique » par exemple).

Pour ne pas surcharger le texte, on a préféré ne pas systématiser la féminisation des termes, qui sont souvent neutres en anglais mais le masculin n'est évidemment utilisé que de manière générique, sans discrimination et dans un seul souci d'allègement. On n'a pas hésité en revanche à parler de « chercheure » plutôt que de « chercheuse », de droits « humains » plutôt que de droits « de l'homme » et même d'« autrice », comme le journal *Le Monde* lui-même en a pris l'habitude, depuis la fin mai 2020 (Rousseau et Houdart, 2020).

Les références mobilisées dans ce manuel sur les migrations relèvent de champs spécialisés très variés. On a donc recouru, pour établir des ponts entre les langues, à de nombreux lexiques spécialisés. Outre la version française des glossaires utilisés dans le texte original (OIM, 2019 ; REM, 2012) et du guide pratique à l'usage des journalistes qui y est également mentionné (Turpin, 2018), la consultation de dictionnaires spécialisés sur internet (Dico du net, 2004), les médias (Clemi, 2017 ; RadioKing, 2020), les médias sociaux (Bureau de la traduction canadien, 2017), la géographie (Géoconfluences, 2013) ou la terminologie de l'Union européenne (IATE, 1999) ont été d'une aide précieuse, pour préférer par exemple « messages instantanés » à « textos » pour les textes courts que reçoivent les migrants sur leur téléphone, distinguer les pratiques du « code source ouvert » de celles du « logiciel libre » ou comprendre qu'en géographie, la « migration » (qui implique un changement d'habitation sur la durée) n'est pas un synonyme de « mouvement ». Toutes ces références sont bien entendu loin d'être exhaustives.

Sur la géographie précisément, outre l'explication qui est faite dans le manuel du terme de « Pa-

lestinien », on a préféré parler de « Moyen-Orient » plutôt que de « Proche-Orient » (qui reste utilisé par l'UNRWA) et de faire référence à une zone « ANMO » (Afrique du Nord-Moyen-Orient) plutôt que Mena. Dans le monde anglophone, la délimitation de ces zones peut varier mais sauf mention contraire explicite, celle dont il est question dans la version française de ce manuel est la même que celle qui est mentionnée dans la version originale, les sources mentionnées permettant toujours de les identifier.

Plus fondamentalement, la distinction entre les différents termes de « réfugiés », de « migrants », d'« immigrés » ou de « demandeurs d'asile », qui sera largement développée dans le manuel¹, mérite qu'on s'y attarde un peu, à cause de l'« ombre portée » (Leprince, 2020) qu'ils projettent dans le monde francophone. Comme l'explique la sociologue Karen Akoka, la construction sociale du terme de « migrants », souvent employé de manière générique, est intéressante à bien des égards. On pourrait le dire aussi d'« immigré » auquel on a préféré le terme d'« immigrant » dans ce manuel, nonobstant la durée d'établissement dans le pays d'accueil. En France, la Fédération des acteurs de la solidarité, qui regroupe 870 associations a choisi de ne plus utiliser le terme de « migrant » et préfère lui substituer le terme d'« exilé », « migrant » étant trop saturé de connotations. On a gardé, pour ce manuel, les mêmes termes que ceux de la version originale, et les définitions officielles auxquelles ils renvoient le cas échéant. On a cependant repris le terme d'« exilés » (souvent utilisé dans une acception passive dans le monde anglophone) pour traduire l'expression générique « people on the move » et la distinguer de l'équivoque « personnes en déplacement », qui renvoie aussi, en français, aux mouvements pendulaires de populations.

Sans en faire une règle intangible, on a cherché à privilégier des termes francophones et d'éviter de recourir à des anglicismes (on parlera ainsi d'« infox » et non de « fake news » et de « Peuls » plutôt que de « Fulas », même si on peut retrouver les termes anglais dans le langage courant dans l'espace francophone. Quand l'équivalent francophone ne va pas de soi (out-migration, upworthy...) on a recouru à des périphrases et, quand cela a paru nécessaire, le terme anglais est ajouté entre parenthèse. Pour certains (rares) termes techniques ou consacrés (flashback, smartphone), seul le terme en anglais est mentionné, en italique.

Enfin, on notera que chaque module commence par une liste d'objectifs. La référence à cette « taxonomie » pourrait paraître obscure à un public francophone, peu habitué à ces modèles pédagogiques utilisés pour classer l'acquisition des compétences. Si la littérature francophone est assurément moins fournie que dans l'aire linguistique anglo-saxonne, les mentions qui en sont faites (FA2L, 2014 ; Unige, 2015 par exemple) permettent tout de même de transposer ces grands types d'objectifs.

Toutes les sources utilisées sont citées en référence ci-dessous, pour que les journalistes et

¹ Le module 2 renvoie aux versions anglaises et françaises des glossaires de base, de manière à croiser les traductions.

apprentis journalistes traitant de ces matières puissent les retrouver aisément, les compiler et en tirer bénéfice à leur tour.

Michel LEROY

Références

Akoba K. (2020). L'Asile et l'exil. Une histoire de la distinction réfugiés/migrants. La Découverte. Paris. DOI : 10.3917/dec.akoka.2020.01

Beck B., Marcoux R., Richard L. et Wolff A. (2018). Estimation des populations francophones dans le monde en 2018. Sources et démarches méthodologiques. Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone. [Note de recherche]. Université Laval. Québec. En ligne. <https://www.odsef.fss.ulaval.ca/sites/odsef.fss.ulaval.ca/files/odsef-lfdm-2018.pdf> [consulté le 5 avril 2021]

Bureau de la traduction canadien (2017). Lexique des médias sociaux (2017). Gouvernement du Canada. Services publics et approvisionnement. Ottawa. [En ligne]. <https://www.btb.termium-plus.gc.ca/publications/media-soc-fra.html> [consulté le 5 avril 2021]

Bureau de la traduction canadien. (2013). Lexique panafricain de la femme et du développement (2013). Gouvernement du Canada. Services publics et approvisionnement. Ottawa. [En ligne]. https://www.btb.termiumplus.gc.ca/tpv2guides/guides/chroniq/index-fra.html?lang=fra&lettr=indx_titls&page=9cL6pKkaR5vo.html [consulté le 5 avril 2021]

Celf (2013). France Terme. Commission d'enrichissement de la langue française. Délégation générale à la langue française et aux langues de France. Ministère français de la Culture. Paris. [En ligne]. <http://www.culture.fr/franceterme> [consulté le 5 avril 2021]

Clemi (2017). Glossaire des termes de presse écrite. Centre pour l'éducation aux médias et à l'information. Paris. [En ligne] <https://www.clemi.fr/fr/ressources/nos-ressources-pedagogiques/ressources-pedagogiques/glossaire-des-termes-de-la-presse-ecrite-c-clemi.html> [consulté le 5 avril 2021]

CNRTL (2005). Ortholangue. Centre national de ressources textuelles et lexicales. Centre national de la recherche scientifique et Université de Lorraine. [En ligne]. <https://www.cnrtl.fr/> [consulté le 5 avril 2021]

Critique (2021). La traduction, art de l'intranquillité. 2021/3, n°886, p. 195. Editions de Minuit. Paris. DOI : 10.3917/criti.886.0195

Dico du net (2004). Dictionnaire collaboratif en ligne. AgentWebRanking. [En ligne]. <http://www.dicodunet.com/> [consulté le 5 avril 2021]

FA2L (2014). Les Acquis d'apprentissage. Les cahiers du FA2L. Université catholique de Louvain. Louvain-la-Neuve. [En ligne]. http://www.fa2l.be/sites/default/files/pdf/FA2L_cahier03.pdf [consulté le 5 avril 2021]

Francard M (2016). Vous avez de ces mots. [Blog]. Le Soir. [En ligne]. <https://plus.lesoir.be/39467/sections/vous-avez-de-ces-mots> [consulté le 5 avril 2021]

Géoconfluences (2013). Ressources de géographie pour les enseignants. Eduscol et Ecole natio-

nale supérieure de Lyon. [En ligne]. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire> [consulté le 5 avril 2021]

IATE (1999). Interactive Terminology for Europe. Translation Centre for the Bodies of the European Union. Luxembourg. [En ligne]. <https://iate.europa.eu> [consulté le 5 avril 2021]

Julibel (2001). Centre de recherche sur les variétés linguistiques du français en Belgique. [Base de données]. Université catholique de Louvain. Louvain-la-Neuve. [En ligne]. <http://julibel.fltr.ucl.ac.be/> [consulté le 5 avril 2021]

Lacroux J. P. (2008). Orthotypographie. Orthographe & typographie françaises, dictionnaire raisonné. [En ligne]. <http://www.orthotypographie.fr/> [consulté le 5 avril 2021]

Leprince C. (24 novembre 2020). « Réfugiés », « migrants », « exilés » ou « demandeur d’asile » : à chaque mot sa fiction, et son ombre portée. France Culture. Paris. [En ligne]. <https://www.franceculture.fr/societe/refugies-migrants-exiles-ou-demandeur-dasile-a-chaque-mot-sa-fiction-et-son-ombre-portee> [consulté le 5 avril 2021]

MC, IIF, AUF et OIF (2019). Dictionnaire des francophones. Ministère français de la Culture, Institut international pour la francophonie, Agence universitaire de la francophonie, Organisation internationale de la francophonie. [En ligne]. <https://www.dictionnairedesfrancophones.org> [consulté le 5 avril 2021]

Ministère français de l’Intérieur (2013). Glossaire. Définitions et méthodologie. Immigration, asile, accueil et accompagnement des étrangers en France. Ministère de l’Intérieur. Paris. [En ligne]. <https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Documentation/Definitions-et-methodologie/Glossaire> [consulté le 5 avril 2021]

Monthéard X. (2019). L’ornithorynque. La langue française, les écritures du monde et la typographie revues par un correcteur. [Blog]. Le Monde diplomatique. Paris. <https://blog.mondediplo.net/l-ornithorynque-> [consulté le 5 avril 2021]

OFII (n. d.). L’accueil des demandeurs d’asile. Office Français de l’Immigration et de l’Intégration. Paris. [En ligne]. <https://www.ofii.fr/procedure/demande-dasile/> [consulté le 5 avril 2021]

OIM (2019). Termes clés de la migration. Genève. [En ligne]. <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration> [consulté le 20 mars 2021]

OQLF (2012). Le Grand dictionnaire terminologique (GDT). Office québécois de la langue française. Montréal. [En ligne]. <http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/> [consulté le 5 avril 2021]

Pace P. et Severance K. (2016). L’importance de la terminologie migratoire. Revue Migrations forcées. Janvier 2016, n° 51. Oxford. [En ligne]. <https://www.fmreview.org/sites/fmr/files/FMR-downloads/fr/destination-europe/pace-severance.pdf> [consulté le 5 avril 2021]

Perrin D. (2011). Développement terminologique et incertitudes sémantiques autour des migrations – De quelques impacts juridiques in Mehdi R. et Gherari H. (sous la direction de), La Société internationale face aux défis migratoires, pp. 71-89. Pedone. [En ligne]. <https://hal-amu.archives-ouvertes.fr/hal-01395268/document> [consulté le 5 avril 2021]

RadioKing (23 octobre 2020). Lexique radio : les termes à connaître. [Billet de Blog]. [En ligne]. <https://fr.radioking.com/blog/radio-termes/> [consulté le 5 avril 2021]

REM (2012). Glossaire 2.0 sur l’asile et les migrations : un outil pour une meilleure comparabilité. Réseau européen des migrations (Commission européenne). Bruxelles. [En ligne].

https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/european_migration_network/docs/emn-glossary-fr-version.pdf [consulté le 28/02/2021].

Rousseau M. et Houdart O. (31 mai 2020). L'« autrice » enfin déconfinée ! Langue sauce piquante. [Blog]. Le Monde. [En ligne]. <https://www.lemonde.fr/blog/correcteurs/2020/05/31/lautrice-enfin-deconfinee/> [consulté le 5 avril 2021]

Termdat (2013). Banque de données terminologiques de l'administration fédérale. Confédération suisse. [Base de données]. [En ligne]. <https://www.termdat.bk.admin.ch> [consulté le 5 avril 2021]

Turpin, S. (2018). Couvrir les migrations. Un guide pratique à l'usage des journalistes. [En ligne]. https://rodakar.iom.int/sites/default/files/document/publications/media_toolkit_2018_-_fr_ro_dakar.pdf [consulté le 22 mars 2021]

Unige (2015). Taxonomies d'objectifs d'apprentissage et exemples de verbes d'action. Université de Genève. Genève. [En ligne]. https://www.unige.ch/dife/files/3514/5372/9196/Taxonomies-verbos-action_SEA-2015.pdf [consulté le 5 avril 2021]

INTRODUCTION

L'époque contemporaine voit un nombre sans précédent de personnes se déplacer. En 2019, 272 millions de personnes dans le monde étaient migrantes ou réfugiées, soit plus de 120 millions de plus qu'en 1990 (Portail sur les données migratoires, 2020). Le nombre brut et la proportion de ces flux dépassent déjà certaines projections faites pour l'année 2050, qui étaient de l'ordre de 230 millions (OIM, 2019b, p. 2). Actuellement, les migrants internationaux représentent 3,5 % de la population mondiale, contre 2,8 % en l'an 2000. Étant donné que le nombre de personnes en migration augmente plus rapidement que la population totale, leur part dans la population mondiale augmente également (DAES, 2019, p. 1). Les grands mouvements de migrants et de réfugiés ont des ramifications politiques, économiques, sociales, humanitaires ou en termes de développement et de droits humains. Celles et ceux qui s'exilent peuvent courir de grands risques ; ils peuvent être soumis à des trafiquants d'êtres humains, aux périls de leur exode ou faire face à un accueil incertain à leur arrivée – ils ont cependant des droits. Les capacités des pays et des communautés d'accueil tout comme leur cohésion sociale et économique¹ sont affectées. Il en va de même pour les pays d'origine, qui peuvent pâtir de la fuite des cerveaux – ou bénéficier au contraire du retour des cerveaux, issu de la réinstallation d'anciens migrants dans leur pays d'origine.

La migration et le déplacement forcé sont des sujets transversaux à multiples facettes, éminemment internationaux, interculturels et interdisciplinaires. Ils requièrent des connaissances dans un large spectre de champs complexes et interdépendants, notamment les droits humains, le développement durable, les médias, le journalisme, l'opinion publique locale et étrangère, ainsi que les domaines politiques, économiques, culturels, psychologiques, théoriques et pratiques, impliquant les acteurs des politiques nationales, régionales et internationales et des organisations connexes (gouvernementales, non gouvernementales et organisations internationales non gouvernementales). Et ce ne sont là que quelques-uns des éléments qui s'ajoutent aux facteurs contextuels connus – quoiqu'ils restent à débattre². La migration et le déplacement forcé transcendent tous les domaines de la vie humaine.

Ce constat est encore plus évident avec l'apparition de la pandémie de la Covid-19, qui représente un défi mondial sans précédent – le secrétaire général des Nations unies (ONU), António Guterres, n'aurait pas pu choisir des mots plus radicaux lorsqu'il s'est adressé aux médias en septembre 2020 en évoquant la « première menace pour la sécurité mondiale dans notre monde aujourd'hui ». Il a déploré « un million de vies perdues à cause du virus. Pendant ce temps, l'épidémie reste hors de contrôle » (ONU, 2020c). L'ampleur de cette épidémie et les

1 La cohésion sociale comprend l'intégration, un sujet important qui sera développé en tant que module supplémentaire grâce à un financement du gouvernement allemand.

2 Les facteurs contextuels de la migration et du déplacement forcé sont également connus comme facteurs répulsifs et attractifs (push and pull factors) – voir le module 3 pour plus de détails et/ou les glossaires recommandés dans le module 2 : REM (2012) ; OIM (2019a) ; HCR (2005).

restrictions de mobilité qui y sont associées sont historiques. Son impact est le plus dur pour les exilés, comme les migrants en situation irrégulière, les travailleurs migrants aux moyens de subsistance incertains et les personnes fuyant les persécutions, la guerre, la violence, les violations des droits humains ou les catastrophes, que ce soit dans leurs frontières – les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays – ou au-delà – les réfugiés et les demandeurs d'asile³. L'impact hors-normes de la Covid-19 se présente sous la forme de trois crises imbriquées : un péril sanitaire, une crise socio-économique et un défaut de protection [NdT : cette expression (« protection crisis » en anglais) est apparue lors de la crise humanitaire au Darfour]. Les gens vivent souvent dans des conditions de pauvreté ou de surpeuplement qui ne leur permettent pas d'accéder aux services de base tels que l'eau et l'assainissement ou la nutrition ; les femmes et les filles sont exposées à des risques de violence fondée sur le genre ; les réfugiés peuvent être bloqués, incapables de chercher une protection au-delà des frontières. La Covid-19 a de graves répercussions sur les droits de nombreux exilés (ONU, 2020a ; ONU, 2020b). « Face à cette maladie mortelle, a déclaré António Guterres, nous devons faire tout notre possible pour mettre fin à une désinformation mortelle » (ONU, 2020c).

Les journalistes ont un rôle charnière à cet égard – celui d'informer le public de manière professionnelle (Unesco, 2020). Cependant, leur travail est également entravé par la pandémie, non seulement parce que le sujet à la une, qui a été désigné comme la « crise des réfugiés » (voir module 4), dont les médias ont abondamment parlé, a été supplanté par la crise suivante, celle de la Covid-19 – mais aussi parce que les conditions de travail des journalistes ont changé. Reporters sans frontières a montré, dans une enquête mondiale sur l'impact de la Covid-19 sur les conditions de travail et la liberté de la presse, que la pandémie a amplifié « les nombreuses crises qui menacent le droit à une information libre, indépendante, pluraliste et fiable » (Reporters sans frontières, 2020). Le journalisme de qualité est essentiel dans des contextes où les gouvernements autoritaires « mettent en œuvre la fameuse stratégie du choc [NdT : l'expression est tirée de l'ouvrage de Naomi Klein, *La stratégie du choc : La montée d'un capitalisme du désastre*, 2008, NdT] – [... et] imposent des mesures qui seraient impossibles en temps normal » (Reporters sans frontières, 2020). Une étude de l'Unesco sur la désinformation liée à la Covid-19 (Posetti & Bontcheva, 2020a, Posetti & Bontcheva, 2020b) met l'accent sur le contexte des droits humains. Le secteur des médias pourrait, parmi d'autres « pistes d'action », envisager des collaborations internationales autour de la Covid-19 et de son impact sur les migrations et veiller à ce que les expériences des pays en développement ne soient pas négligées.

L'enseignement du journalisme doit traiter de ces questions planétaires déterminantes de notre temps, qui relèvent de domaines d'étude interdisciplinaires. Pour les migrations et les déplacements forcés, cette mission a été initiée dans les premières initiatives qui ont inspiré ce manuel (Posetti, 2015 ; Turpin, 2018 ; UNHCR & NUJ, 2015). Le Pacte mondial pour les migrations a abordé la problématique de l'enseignement du journalisme, en incluant la nécessité de sensibili-

3 Pour la définition des groupes de migrants, voir les glossaires recommandés dans le module 2 : REM (2012) ; OIM (2019a) ; HCR (2005).

ser et de former les journalistes sur les migrations et leur terminologie propre afin de promouvoir une « couverture médiatique de qualité, indépendante et efficace » guidée par des « normes professionnelles éthiques [...] dans le plein respect de la liberté des médias » (Assemblée générale des Nations unies, 2018, p. 26, paragraphe 33(c)). Si nul État ne peut gérer seul les défis politiques de la migration et des déplacements forcés, nul établissement d'enseignement du journalisme et nul système médiatique ne peuvent gérer ces défis à eux seuls, sans parler des salles de rédaction ou des journalistes individuels. La migration et les déplacements forcés sont des questions mondiales autant qu'individuelles et l'enseignement du journalisme doit répondre à ces défis.

C'est là que ce Manuel pour les formateurs en journalisme « Couvrir les migrations et les réfugiés » entend apporter sa pierre, lorsqu'il sera partagé, transmis et dispensé au sein d'un réseau international de formateurs et d'étudiants en journalisme. Il a été conçu pour stimuler l'échange de points de vue, ainsi que la réalisation de reportages conjoints et suppose un déroulement par étapes, visant une véritable appropriation à travers les continents et les cultures médiatiques, à commencer par l'Afrique et l'Europe, en passant par l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (ANMO), l'Asie, les Amériques et la Fédération de Russie. Le manuel a été imaginé et élaboré par une cellule interculturelle composée de chercheurs en journalisme et de praticiens des médias d'Europe et d'Afrique, et inclut les commentaires de plus de 100 journalistes africains et européens, qui ont participé depuis 2018 à des ateliers de formation pilotes basés sur ce support. Si une grande partie concerne l'Afrique et l'Europe, le contenu est également pertinent ailleurs (pour les perspectives de la région ANMO, de l'Asie, des Amériques et de la Fédération de Russie, voir le portail du projet www.mediaandmigration.com).

Les recherches sur la couverture des migrations et des déplacements forcés dans les médias africains et européens ont montré que le sujet est soit totalement sous-couvert, soit qu'il souffre d'un traitement unilatéral et autocentré. Des études comparatives impliquant l'Afrique et l'Europe montrent que les médias d'information des deux continents se concentrent sur les naufrages spectaculaires en mer Méditerranée, tandis que l'analyse des causes complexes à l'origine de ces mouvements de population tend à être marginalisée. Selon les analyses de l'African Media Initiative (AMI), la couverture des migrations dans de nombreux pays africains néglige les réalités économiques et sociopolitiques qui poussent les gens à quitter l'Afrique pour l'Europe, tandis que les médias européens se focalisent fréquemment sur la question de la sécurité aux frontières (Fengler et al., 2020). Cela suggère que les journalistes européens ont tout autant besoin de formation que leurs homologues africains – un credo qui est l'une des idées centrales de ce manuel, puisque nous nous intéressons aux formateurs en journalisme et à leurs étudiants quels que soient leur continent et souhaitons les mettre en relation grâce à notre portail de projet www.mediaandmigration.com.

Il est important d'inscrire les sujets sur la migration et le déplacement forcé dans le contexte concret de la culture et de l'économie politique d'une nation. Les reportages dans les pays d'origine ont tendance à mettre l'accent sur l'impact de la migration et du déplacement forcé

sur les pays de destination. Cependant, la migration peut – mais surtout elle devrait – servir de miroir aux sociétés d'où émergent les personnes concernées. Il faut ramener avec soi des reportages aussi neutres que probants et captivants, en tenant compte des points de vue de toutes les parties prenantes, locales et internationales. Les médias dessinent la première esquisse de l'histoire d'un peuple. Cette première esquisse, c'est ce que les journalistes racontent de cette époque marquée par des cohortes périlleuses à la recherche de terres plus fertiles et des lieux où elles finissent par se retrouver.

Le manuel ancre la migration et le déplacement forcé dans des connaissances scientifiques et une approche critique des sources, en mettant l'accent sur le pilier académique du journalisme. La recherche a également montré que la couverture médiatique se concentre rarement sur le migrant ou le réfugié comme individu ; ce manuel en fait au contraire la priorité du travail de reportage et cette spécificité sera applicable à toutes les régions du monde.

D'un point de vue analytique, les personnes en situation de migration se répartissent en différentes catégories, et les choses se compliquent un peu ici, ce qui exige que les journalistes prêtent attention aux détails ; ils doivent étudier les migrants et les réfugiés afin d'informer au plus juste leur public et de stimuler le débat public, et ce manuel destiné aux formateurs en journalisme entend les y aider. Les journalistes doivent savoir que les exilés sont parfois contraints de quitter leur pays d'origine en tant que réfugiés et de demander l'asile ailleurs, et que d'autres peuvent être contraints de quitter leur domicile mais de rester dans leur pays d'origine en tant que personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays – les déplacés internes sont beaucoup plus nombreux que les réfugiés mais sont très peu couverts par les médias. Ces groupes et d'autres encore (par exemple, les apatrides) sont définis comme des personnes « déplacées de force », et la plupart d'entre elles sont sous la protection de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR⁴). En 2019, le HCR a signalé 74 millions de personnes déplacées de force sous sa protection, auxquelles s'ajoutent 5,6 millions de réfugiés palestiniens⁵, soit un total d'environ 80 millions de personnes (HCR, 2020, p. 1). Les Palestiniens constituent un groupe spécial de réfugiés sous le mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). D'autres exilés peuvent choisir de quitter leur foyer d'une façon qu'on présume volontaire. Ce sont aussi des migrants. Environ deux tiers des 272 millions de migrants internationaux (180 millions) sont des travailleurs migrants dont la plupart viennent de pays en développement à la recherche de marchés du travail plus ouverts (OIM, 2019b, p. 2, 25).

4 Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

5 Il est à noter que l'UNRWA parle de réfugiés « de Palestine » et non de réfugiés « palestiniens », définissant le groupe comme « des personnes dont le lieu de résidence normal était la Palestine pendant la période du 1er juin 1946 au 15 mai 1948, et qui ont perdu à la fois leur foyer et leurs moyens de subsistance à la suite du conflit de 1948 » (UNRWA, n. d.). Ce manuel utilise, conformément au langage courant, le terme de réfugiés « palestiniens ».

Objectifs et structure

Le manuel vise à fournir aux formateurs en journalisme un ensemble exhaustif de modules, leur permettant d'amener les étudiants à mieux comprendre les dimensions factuelles complexes de la couverture médiatique des migrations et du déplacement forcé, et à traduire ces connaissances en techniques de reportage solides et sensibles, tout en étant critiques et stimulantes.

Ce manuel est basé sur cinq années de recherche et d'analyse dans le cadre du projet « Le Journalisme dans la mondialisation » (Journalism in a Global Context, JiGC), fondé en 2015, pour promouvoir le rôle des médias dans la migration et le déplacement forcé en Afrique et en Europe. Dans le cadre du projet JiGC, des universitaires du champ du journalisme et des praticiens des médias d'Afrique et d'Europe ont uni leurs forces pour développer une perspective interculturelle sur la couverture des migrations et du déplacement forcé. Les principaux partenaires du projet sont l'Institut Erich-Brost pour le journalisme international (EBI) de l'Université TU Dortmund en Allemagne, l'ONG Africa Positive (AP) basée en Allemagne et l'AMI (basée au Kenya), qui représente 2 000 organes de presse indépendants en Afrique. Nos partenaires universitaires sur le continent africain comprennent l'Université Makerere, à Kampala (Ouganda) ; l'Institut de journalisme du Ghana, à Accra ; l'Université de Dar es Salaam (Tanzanie) ; l'Université chrétienne d'Ouganda, à Kampala ; l'Université Daystar, à Nairobi (Kenya) ; l'Université d'Addis Abeba (Ethiopie) ; l'Université Nnamdi-Azikiwe à Awka (Nigeria) ; l'Université du Witwatersrand, à Johannesburg (Afrique du Sud) et l'Université de Yaoundé I (Cameroun). En outre, nous avons établi des partenariats avec l'Institut supérieur de l'information et de la communication (Isic), au Maroc, le département de journalisme et de communication de masse de l'Université américaine du Caire (Egypte), l'Université d'État de Saint-Pétersbourg (Russie) et l'Universidade Estadual Paulista (UMESP) de Sao Paulo (Brésil). Des chercheurs et des universitaires du Bangladesh, du Népal, du Myanmar et du Pakistan ont également contribué à ce manuel et à ses ressources additionnelles. Alors que le ministère allemand des affaires étrangères a fourni les fonds nécessaires à la création du réseau JiGC et à la réalisation de conférences et de formations pilotes, la fondation Robert-Bosch a permis de concevoir ce matériel pédagogique en donnant la priorité aux échanges interculturels et à la compréhension internationale en Afrique et en Europe et entre ces deux continents – tout en s'attachant à ouvrir la conversation à la région ANMO, à l'Asie, aux Amériques et à la fédération de Russie.

Dans le cadre d'une série de conférences internationales et d'ateliers organisés à Addis-Abeba, Dakar, Dortmund, Nairobi et Rabat, l'équipe du JiGC a identifié de concert les défis auxquels sont confrontés les acteurs et les organisations des médias principalement africains mais également dans les pays européens, qui seront abordés dans ce manuel. Plus de 200 journalistes et universitaires invités à partager leurs expériences ont souligné le manque de connaissance sur l'ampleur et les aspects interculturels des sujets sur la migration. Ils ont souligné la nécessité d'avoir davantage de ressources consacrées à l'investigation et d'un soutien plus affirmé des rédacteurs en chef pour les suites données à des articles critiques. Non seulement les journalistes africains ont tout à gagner à se former pour témoigner de l'histoire africaine des migrants et des

réfugiés, mais en construisant des réseaux de journalistes intra-africains – tout en reconnaissant qu’il s’agit là d’une question complexe (Berger, 2011) – ils peuvent également contrer la position dominante des fils d’actualité internationaux. Il est également nécessaire de trouver des débouchés médiatiques indépendants pour permettre la publication d’articles approfondis et diversifiés, ainsi que de renforcer les compétences entrepreneuriales afin de vendre ses articles d’investigation. La contribution de journalistes européens et un corpus de recherches sur les représentations de l’immigration en Europe indiquent que les journalistes tireraient profit d’une formation sur ce thème.

Les contenus pédagogiques de ce cursus ont été testés lors de sessions de formation en Afrique en 2018 et 2019, et les journalistes africains qui ont participé à ces formations ont confirmé les lacunes susmentionnées dans leur travail de terrain. De plus, le cursus a été expérimenté en formant les étudiants en journalisme de l’université TU Dortmund en Allemagne pendant trois semestres. Sur les 100 participants à nos ateliers pilotes en Guinée, au Ghana, en Côte d’Ivoire et au Nigeria, beaucoup n’avaient aucune expérience préalable de la couverture des migrations et des déplacements forcés ou n’avaient pas établi de lien entre ce phénomène et les questions de développement. Les participants ont fait référence à un manque de sensibilisation sur les difficultés que rencontrent les migrants dans les pays de destination européens. Ils ont également affirmé que même si les citoyens africains sont conscients des dangers de la migration irrégulière, les retours positifs qu’on attend d’une migration en Europe – l’envoi de fonds et les gains financiers pour la famille ainsi que les bénéfices en termes de réputation – l’emportent sur les risques. Les journalistes européens qui ont participé à nos conférences pilotes ont souligné de leur côté la nécessité d’échanges interculturels pour comprendre les migrations.

Ce manuel vise à doter les futurs journalistes des compétences et connaissances décrites plus haut. Il s’adresse aux formateurs en journalisme et aux étudiants en journalisme des cursus universitaires en Afrique, en Europe et plus largement des facultés de journalisme du monde entier, qui sont invités à adapter ce cursus à leur contexte spécifique. L’outil a été conçu sur trois niveaux :

- **Niveau I** : Transmission de connaissances issues de la recherche en matière de migration et de déplacement forcé, l’accent étant mis sur les facteurs contextuels en Afrique et en Europe, ainsi que sur la couverture de ces questions.
- **Niveau II** : Études de cas sur les facteurs contextuels en Afrique et en Europe.
- **Niveau III** : Pratiques journalistiques pour couvrir les migrations et le déplacement forcé et créer des réseaux de reportage interculturels.

Des perspectives sur la migration dans la région de l’ANMO, en Asie, dans les Amériques et dans la Fédération de Russie sont accessibles en ligne. En plus de ces perspectives nationales, le portail du projet www.mediaandmigration.com offre de nombreuses ressources et complète ainsi utilement le manuel.

Des supports multimédia et interactifs sont disponibles sur le portail du projet **www.mediaand-migration.com**. Treize cours sont présentés sous forme de modules à mettre en œuvre dans un semestre de treize sessions maximum. La structure modulaire permet de réduire ou d'étendre le nombre de sessions en fonction de la structure universitaire et des exigences spécifiques. Idéalement, un minimum de 12 sessions est recommandé. Chaque session a une durée de 90 minutes. Les modules de synthèse des recherches pertinentes sur les migrations et les déplacements forcés sont plus complets que les modules axés sur le journalisme, car l'objectif de ce manuel au service des formateurs en journalisme est bien de les aider à enseigner le sujet de la manière la plus large possible.

Le manuel se veut convivial et utilisable dans tous les systèmes de formation au journalisme. Conscient des contraintes courantes (manque de financement, traditionalisme du référentiel pédagogique, coupures d'électricité, manque de ressources dans les bibliothèques et les laboratoires, clivage entre universitaires et professionnels des médias etc.), le cursus offre deux options : soit se concentrer sur les cours magistraux, en suggérant la présence occasionnelle de conférenciers invités, soit créer des espaces plus participatifs pour les étudiants. Les modules font le pari d'une méthodologie de formation participative, qui encourage le travail en équipe et l'implication des participants. Chaque module commence par une présentation des objectifs, qui s'adresse aux formateurs.

Sont ensuite formulées les finalités de l'apprentissage, ce qui, selon la taxonomie d'Anderson et de Krathwohl (2001) reflète les objectifs d'apprentissage (OA) poursuivis par les étudiants et ce que les participants devraient être en mesure de faire à l'issue du module. La taxonomie est un cadre de référence reconnu pour catégoriser les objectifs éducatifs en six niveaux cognitifs différents (voir Figure 1 et avant-propos)⁶.

La description des objectifs d'apprentissage joue donc un rôle essentiel dans la conception des examens et de l'enseignement. Les objectifs d'apprentissage fournissent des instructions claires pour l'enseignement et en même temps pour l'évaluation. C'est pourquoi les objectifs d'apprentissage sont également reflétés dans les activités suggérées pour la classe et les projets. Les objectifs d'apprentissage ne concernent pas seulement le domaine cognitif, mais aussi le domaine affectif et d'autres encore⁷.

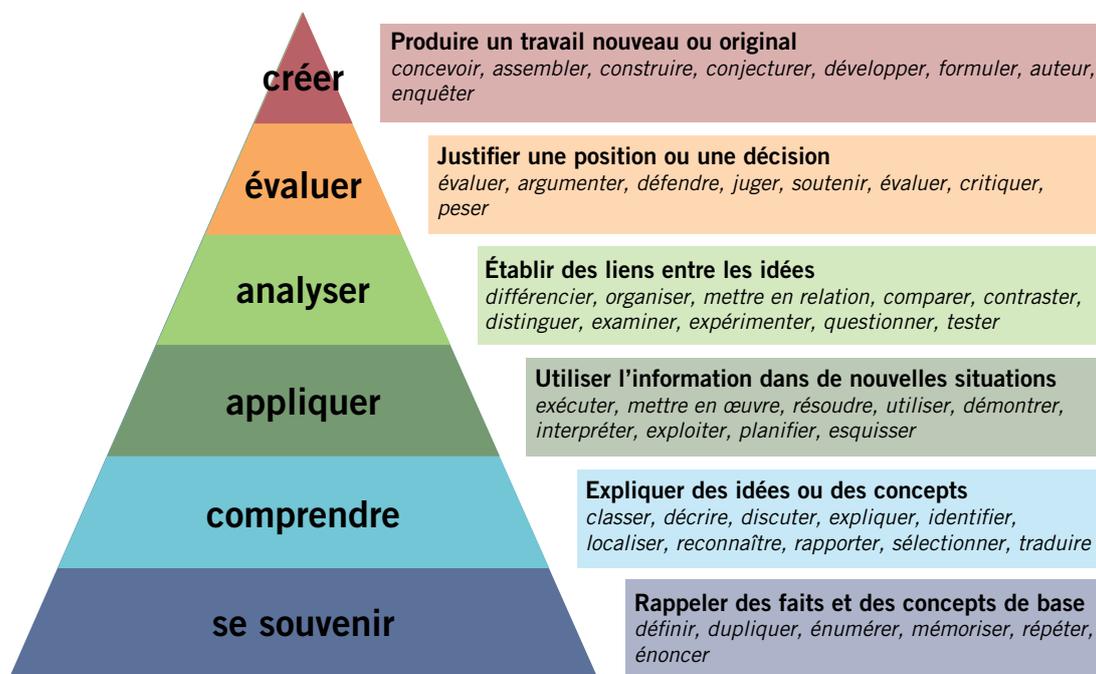
Les objectifs de l'apprentissage sont suivis d'un aperçu de chaque module, qui combine un

6 La taxonomie d'Anderson & Krathwohl (2001) est une version révisée de celle de Bloom (1956). Il y a six niveaux (cognitifs) dans la taxonomie.

7 Les niveaux fondamentaux des domaines affectifs sont les valeurs de réception et de réponse. Les degrés supérieurs d'internalisation (acceptation d'une valeur, préférence pour une valeur, engagement ; organisation et caractérisation) sont difficiles à vérifier en cours. Le domaine dit « psychomoteur » comprend le mouvement physique, la coordination et l'utilisation des zones d'habileté motrice et pourrait, par exemple, impliquer que les techniques journalistiques telles que l'écriture, la photographie et les compétences connexes sont maîtrisées. Pour plus d'informations, voir entre autres: Krathwohl, Bloom, & Masia (1973), Simpson (1972), et Harrow (1972). [Voir également l'avant-propos du traducteur qui évoque les taxonomies, NdT]

résumé et l'introduction, avant de poursuivre la présentation du thème, de son contexte et de proposer des activités en classe ainsi qu'une liste complète de références. Les formateurs et les étudiants trouveront une sélection de courtes vidéos, de fichiers audios et le matériel d'apprentissage en ligne sur le portail du projet www.mediaandmigration.com. La plupart ont été spécifiquement produits pour ce manuel et pour être utilisés en classe. Chaque module comprend des entretiens avec des experts, des migrants et des réfugiés, ainsi qu'une sélection d'articles journalistiques exemplaires. Plus important encore, les formateurs sont invités à télécharger des supports de conférences sous forme de diapositives sur le portail du projet www.mediaandmigration.com. Nous espérons qu'ils apprécieront de pouvoir adapter librement ces diapositives à leurs besoins et à leurs attentes spécifiques.

Figure 1 : Taxonomie de Bloom des processus cognitifs étudiants les plus fréquemment sollicités dans le cadre de l'enseignement



Source: Armstrong (2010). Own illustration.

Sortir des sentiers battus !

Ce manuel s'inspire également de projets culturels et artistiques. Les formateurs en journalisme du monde entier identifieront leurs propres exemples inspirants. Le manuel, qui met l'accent sur les migrants et les réfugiés, propose quelques idées de bonnes pratiques : Les artistes qui croient que les messages délivrés en musique sont plus forts que ceux prononcés en paroles (voir le module 7, Cameroun (Prolific Dream Revolution 237) par exemple), ou les artistes qui créent des mots dans des poèmes qui se propagent plus intensément que ceux en prose (Mansour, 2018). A l'EBI, nous nous sommes lancés dans un projet au croisement des mondes

académique et artistique : L'artiste internationale Yoko Ono a exposé Add Color (Refugee Boat) à Dortmund. Son œuvre d'art participative a été inaugurée à l'occasion de la conférence annuelle de l'Association européenne de la formation au journalisme (Ejta) en octobre 2019, accueillie par l'EBI. Cela fait des décennies que Yoko Ono se préoccupe de la souffrance des personnes qui fuient les guerres et l'oppression et elle a réalisé un certain nombre d'œuvres majeures qui font référence à cette détresse, notamment Add Color (Refugee Boat). Nos étudiants ont participé activement en tant que guides et ont communiqué avec des milliers de visiteurs pendant trois mois. Ils ont appris des leçons de journalisme qui ne se transmettent pas dans une salle de classe. Roman Winkelhahn, étudiant en journalisme, partage certaines des leçons apprises : « Les visiteurs de cette exposition sont très honnêtes. Lorsqu'ils se tiennent devant le bateau de réfugiés, et qu'on les invite à écrire à la peinture leurs pensées, ils s'exécutent. Sans hésiter. Pour nous, journalistes, l'honnêteté et l'authenticité signifient beaucoup. C'est pourquoi il a été si enrichissant de s'occuper de l'exposition et d'interagir avec ses visiteurs. Écouter les expériences des migrants et des réfugiés nous a donné un aperçu de l'un des sujets majeurs de notre époque. » L'exposition a été un succès populaire, et plus encore : tous les jours, nos étudiants en journalisme ont pu aller à la rencontre des nombreux visiteurs venus des quatre coins de la planète, ils ont appris de leurs histoires de migrants et de réfugiés et ils ont discuté de la manière dont cette histoire est racontée dans les différentes cultures journalistiques.

Conclusion

En encourageant la qualité du traitement médiatique des migrations et des déplacements forcés dans les pays d'origine, de transit et de destination, le projet espère contribuer à la qualité du débat public. Le manuel cherche à renforcer l'indépendance des acteurs et des organisations journalistiques par leur professionnalisme dans les pays souffrant de restrictions politiques et économiques à la liberté de la presse. Il stimulera un débat à multiples facettes sur la question cruciale de la migration et du déplacement forcé dans les médias, ce qui aura un impact sur les processus décisionnels à différents niveaux de la société. Le manuel améliorera les compétences des lecteurs en matière d'enquête et de reportage, et élargira de façon substantielle leurs connaissances et leur compréhension de cette question dans un contexte mondial. En créant des réseaux intra-africains de journalistes et en favorisant la compréhension interculturelle panafricaine, les journalistes élargiront leur compréhension des événements dans les pays voisins et seront en mesure de s'appuyer sur l'expertise de collègues d'autres pays africains pour leur travail. Cela s'applique également à l'Europe et aux échanges entre les professionnels des médias africains et européens. Dans toutes les régions du monde, le manuel peut contribuer à renforcer les compétences entrepreneuriales des participants afin de leur permettre de trouver des organes de presse pour leurs articles et de solliciter le soutien des éditeurs. Les participants sont encouragés à faire profiter de leurs connaissances leurs collègues et leurs supérieurs, tandis que les formateurs en journalisme sont encouragés à proposer des cours plus substantiels et plus concrets dans le domaine du reportage international. Nous espérons que ce manuel renforcera les formateurs en journalisme, les étudiants et les journalistes en exercice dans leurs missions de reportages. Nous espérons aussi que cette production renouvelée contribuera à restaurer la

confiance, en cela qu'elle sera enracinée dans le savoir académique, guidée par des décisions éclairées sur les données à exploiter et par une réflexion critique sur les sources institutionnelles. Les individus seront au cœur de l'acte journalistique, élevés au rang d'acteurs et mieux outillés pour prendre des décisions éclairées à la fois pour la société actuelle et pour la société future dans laquelle ils vivront.

Susanne Fengler, Monika Lengauer, Anna-Carina Zappe et tous les contributeurs

Références

Anderson, L. W. et Krathwohl, D. R. (2001). *A taxonomy for learning, teaching and assessing: Revision of Bloom's taxonomy of educational objectives*. New York: Longman.

Armstrong, P. (2010). *Bloom's Taxonomy*. Vanderbilt University Center for Teaching. [En ligne]. <https://cft.vanderbilt.edu/guides-sub-pages/blooms-taxonomy> [consulté le 8 mars 2021].

Assemblée Générale des Nations Unies (2019): *Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières*. Soixante-treizième session. Points 14 et 119 de l'ordre du jour. Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 2018. Résolution /RES/73/195. [En ligne]. https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/73/195&Lang=F [consulté le 28/02/2021].

Berger, G. (2011). *Networking African journalism educators: Bonding, bridging, and linking*. *Global Media Journal*, 5(1), 1-23. <https://doi.org/10.5789/5-1-55>

Bloom, B. S. (1956). *Taxonomy of educational objectives: Handbook I: Cognitive domain. Handbook II: Affective domain*. New York: David McKay.

DAES (2019). *Population facts 2019: International migrants numbered 272 million in 2019, continuing an upward trend in all major world regions*. New York. [En ligne]. https://www.un.org/development/desa/en/news/population/international-migrant-stock-2019.html_PopFacts_2019-04.pdf [consulté le 28/02/2021].

Fengler, S., Bastian, M., Brinkmann, J., Zappe, A.-C., Tatah, V., Andindilile, M., Assefa, E., Chibita, M., Mbaine, A., Obonyo, L., Quashigah, T., Skleparis, D., Splendore, S., Tadesse, M. et Lengauer, M. (2020). *Covering Migration – in Africa and Europe: Results from a comparative analysis of 11 countries*. *Journalism Practice*, 1-21. <https://doi.org/10.1080/17512786.2020.1792333>

Harrow, A. (1972). *A taxonomy of psychomotor domain: A guide for developing behavioral objectives*. New York. David McKay.

HCR (n. d.b.). *Glossary*. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <http://www.issm.cnr.it/progetti/emigrazione/METADATA%20E%20GLOSSARI/UNHCR/GLOSSARY%20UNHCR.pdf> [consulté le 9 décembre 2020]
Glossaire en français dans les rapports mondiaux annuels jusqu'à l'édition 2017 : Rapport mondial du HCR (2017). P. 238. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/gr2017/pdf/GR2017_French_Full_lowres_FR.pdf [consulté le 9 avril 2021]

HCR (2020d). *Global Trends: Forced displacement in 2019*. Haut-Commissariat aux réfugiés. Copenhague. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/5ee200e37.pdf> [consulté le 10 avril 2021]. Communiqué de presse en français : HCR (18 juin 2020d), *Le déplacement forcé s'est largement accru à travers le monde en 2019*. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/stories/2020/6/5eeb513ba/deplacement->

force-sest-largement-accru-travers-monde-2019.html?query=%20%20Global%20Trends%202019 [consulté le 10 avril 2021]

HCR & NUJ (2015): Reporting on refugees. Guidance by and for journalists. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/en-ie/58e1ed994.pdf> [consulté le 28/02/2021].

Krathwohl, D. R., Bloom, B. S. et Masia, B. B. (1973). Taxonomy of educational objectives. Handbook II: Affective domain. New York: David McKay.

Mansour, I. (2018). I am a refugee. [En ligne]. <https://www.pbs.org/video/i-am-a-refugeehrq5gb/> [consulté le 28/02/2021].

ONU (2020a). Note de synthèse : La COVID-19 et les personnes en situation de déplacement. New York. [En ligne]. <https://unsdg.un.org/fr/resources/note-de-synthese-la-covid-19-et-les-personnes-en-situation-de-deplacement> [consulté le 28/02/2021]. Version anglaise : UN (2020a). Policy Brief: Covid-19 and people on the move. New York. [En ligne]. <https://unsdg.un.org/resources/policy-brief-covid-19-and-people-move> [consulté le 28/02/2021].

ONU (2020b). Riposte de l'ONU face à la COVID-19. New York. [En ligne]. <https://www.un.org/fr/coronavirus/UN-response> [consulté le 28/02/2021]. Version anglaise : UN (2020b). UN Response to Covid-19. New York. [En ligne]. <https://www.un.org/en/coronavirus/UN-response> [consulté le 28/02/2021].

ONU (2020c). Le Secrétaire général annonce la publication d'un rapport pour faire le bilan de l'ONU face à la COVID-19 et sur la suite à donner à son action. New York. [En ligne]. <https://www.un.org/press/fr/2020/sgsm20258.doc.htm> [consulté le 28/02/2021]. Version anglaise : UN (2020c). Press Conference by Secretary-General António Guterres at United Nations Headquarters. New York. [En ligne]. <https://www.un.org/press/en/2020/sgsm20258.doc.htm> [consulté le 28/02/2021].

OIM (2019a). Termes clés de la migration. Organisation internationale pour la migration (Nations Unies). Genève. [En ligne]. <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration> [consulté le 28/02/2021]. Version anglaise : IOM (2019a). Glossary on Migration. Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf [consulté le 28/02/2021].

OIM (2019b). État de la migration dans le monde 2020. Organisation internationale pour la migration (Nations Unies). Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2020_fr.pdf [consulté le 28/02/2021]. Version anglaise : IOM (2019b). World migration report 2020. Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2020.pdf [consulté le 28/02/2021].

Portail sur les données migratoires (2020). Portail sur les données migratoires: Pour une perspective globale. [En ligne]. https://migrationdataportal.org/?i=stock_abs_&t=2019 [consulté le 28/02/2021].

Posetti, J. (2015). Reporting migration, with a focus on refugees. In Banda, F. (sous la direction de), Teaching journalism for sustainable development: New Syllabi (pp. 79-98). Pons: UNESCO.

Posetti, J. et Bontcheva, K. (2020b). Désinfodémie: déchiffrer la désinformation sur le COVID-19. Note d'orientation 1. Paris. [En ligne]. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374416_fre [consulté le 28/02/2021]. Version anglaise : Posetti, J. et Bontcheva, K. (2020a). Deciphering Covid-19 disinformation (Policy Brief No. 1). Paris. [En ligne]. https://en.unesco.org/sites/default/files/disinfodemic_deciphering_covid19_disinformation.pdf [consulté le 28/02/2021].

Posetti, J. et Bontcheva, K. (2020a). Désinfodémie: dissection des réponses à la désinformation sur le COVID-19. Note d'orientation 2. Paris. [En ligne]. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374417_fre [consulté le 28/02/2021]. Version anglaise : Posetti, J. et Bontcheva, K. (2020b). Disinfodemic: Dissecting responses to Covid-19 disinformation (Policy Brief No. 2). [En ligne]. https://en.unesco.org/sites/default/files/disinfodemic_dissecting_responses_covid19_disinformation.pdf [consulté le 28/02/2021].

INTRODUCTION

REM (2012). Glossaire 2.0 sur l'asile et les migrations : un outil pour une meilleure comparabilité. Réseau européen des migrations (Commission européenne). Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/european_migration_network/docs/emn-glossary-fr-version.pdf [consulté le 28 février 2021]. Version anglaise : EMN (2018), European Migration Network Glossary 6.0. Réseau européen des migrations. Bruxelles. [En ligne]. https://www.emn.at/wp-content/uploads/2018/06/emn-glossary-6-0_en.pdf [consulté le 28 février 2021].

Reporters sans frontières (2020) Classement mondial de la liberté de la presse 2020 : « Nous entrons dans une décennie décisive pour le journalisme, et le coronavirus est un facteur multiplicateur ». Paris. [En ligne]. <https://rsf.org/fr/classement-mondial-de-la-liberte-de-la-presse-2020-nous-entrons-dans-une-decennie-decisive-pour-le> [consulté le 28/02/2021]. Version anglaise : Reporters Without Borders (2020). 2020 World Press Freedom Index: Entering a decisive decade for journalism, exacerbated by coronavirus. Paris. [En ligne]. <https://rsf.org/en/2020-world-press-freedom-index-entering-decisive-decade-journalism-exacerbated-coronavirus> [consulté le 28/02/2021].

Simpson, E. J. (1972). The classification of educational objectives in the psychomotor domain. Washington, D.C.: Gryphon House.

Turpin, S. (2018): Couvrir les migrations. Un guide pratique à l'usage des journalistes. OIM, UE, Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires. [En ligne]. https://rodakar.iom.int/sites/default/files/document/publications/media_toolkit_2018_-_fr_ro_dakar.pdf [consulté le 28/02/2021]. Version anglaise : Turpin, S. (2018). Media coverage on migration: A practical guide for journalists. Dakar. [En ligne]. <https://rodakar.iom.int/sites/default/files/document/publications/Media%20Toolkit%202018%20-%20EN%20RO%20Dakar%20%281%29.pdf> [consulté le 28/02/2021].

Unesco (27 mars 2020). Le Sous-Directeur général de l'UNESCO pour la communication et l'information, Moez Chakchouk, souligne l'importance de la sécurité des journalistes dans le contexte de la pandémie de COVID-19 [Communiqué de presse]. Paris. [En ligne]. <https://fr.unesco.org/news/directeur-general-lunesco-communication-linformation-moez-chakchouk-souligne-limportance> [consulté le 28/02/2021]. Version anglaise : Unesco (2020, March 27). UNESCO stresses importance of safety of journalists amid COVID-19 pandemic [Communiqué de presse]. Paris. [En ligne]. <https://en.unesco.org/news/unesco-stresses-importance-safety-journalists-amid-covid-19-pandemic> [consulté le 28/02/2021].

UNRWA (n. d.). Palestine refugees. [En ligne]. <https://www.unrwa.org/palestine-refugees> [consulté le 28/02/2021].



MODULE 1

Migrants et réfugiés, un enjeu majeur du XXIe siècle

Par Susanne Fengler
et Monika Lengauer



FINALITÉS DU MODULE

- Présenter aux participants une vision globale des questions relatives aux migrants et aux réfugiés.
- Sensibiliser les participants à l'impact sur les pays d'origine, de transit et de destination.
- Encourager les participants à exercer leur sens critique pour examiner le débat actuel.



OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE¹

A la fin de ce module, les participants pourront :

- Être conscient de l'importance du sujet pour les pays d'origine, de transit et de destination.
- **OA affectif : Recevoir**
- Reconnaître les défis que représente la couverture de sujets sensibles tels que la migration et les déplacements forcés.
- **OA affectif : Recevoir**
- Se faire une idée de l'actualité du sujet sur les différents continents.
- **OA cognitif : Appliquer**
- Examiner différents types de documents sur les migrants et les réfugiés.
- **OA cognitif : Analyser**

Introduction

Les questions relatives aux migrants, aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays constituent le défi de notre siècle. A l'été 2020, le nombre de migrants et de réfugiés dans le monde a atteint un niveau jamais atteint depuis la Seconde Guerre mondiale (OIM, 2019b, p. 2 ; HCR, 2020a, p. 2) : on estime qu'en moyenne 272 millions de personnes ont migré volontairement ou ont été déplacées de force² (Portail sur les données migratoires, 2020b). La croissance de ces flux est une réalité actuelle sur tous les continents, comme le montre clairement la figure 1 de la Banque asiatique de développement (BAD, 2018, p. 80, figure 5.2).

Une grande partie des migrants internationaux quittent leur pays pour chercher de meilleures

¹ Voir Introduction, notes 6/7.

² Notons que le HCR utilise le terme de « déplacement forcé ». Les personnes déplacées de force comprennent toutes les personnes relevant du mandat du HCR, y compris les réfugiés, les personnes déplacées, les demandeurs d'asile, les apatrides et autres. Les réfugiés palestiniens, pour lesquels l'Office de secours et de travaux des Nations unies (UNRWA) a un mandat, sont également des personnes déplacées de force. Voir le module 2 pour plus de détails, et consulter le glossaire du HCR pour les définitions des peuples relevant de son mandat (HCR, s. d.).

opportunités de vie – près des deux tiers sont des migrants de main-d’œuvre³ (OIM, 2019b, p. 2). En ce qui concerne les réfugiés et autres personnes déplacées de force, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a recensé, à la fin de 2019, 74 millions de personnes déplacées de force (sans compter 5,6 millions de réfugiés palestiniens⁴) pour des raisons telles que la persécution, les conflits, la violence ou les violations des droits humains. Il s’agit des niveaux de déplacement forcé les plus élevés jamais enregistrés, et les chiffres sont impressionnants sur tous les continents⁵ (HCR, 2020a, p. 3, p. 30, p. 71-82).

- En Colombie, 8 millions de personnes ont été déplacées de force à l’intérieur du pays en raison de décennies de conflits armés.
- 7 millions de Syriens ont été enregistrés comme réfugiés et 6 millions sont devenus des déplacés à l’intérieur du pays à cause du conflit.
- 5 millions de personnes en République Démocratique du Congo (RDC) sont devenus des déplacés à l’intérieur du pays et près d’un million ont été enregistrées comme réfugiés.
- 4 millions de Vénézuéliens ont été contraints à l’exil.
- 3 millions de personnes en provenance d’Afghanistan ont été enregistrées comme réfugiés.
- 2 millions de Sud-Soudanais ont fui la guerre civile qui a suivi l’indépendance⁶.
- 1 million d’apatrides⁷ ont fui le Myanmar.

Les autres pays d’origine des personnes en situation de déplacement forcé sont l’Ukraine, l’Irak, la Libye, la Somalie, la République centrafricaine, l’Éthiopie et le Yémen (HCR, 2020a, p. 6). La grande majorité des réfugiés (68 %) viennent de cinq pays seulement (Syrie, Venezuela, Afghanistan, Sud Soudan et Myanmar), et de même, la plupart des déplacés internes (désignés en anglais par l’acronyme IDPs pour Internally displaced persons, NdT) viennent de Colombie, Syrie, République démocratique du Congo, Yémen, Somalie et Afghanistan. Il est important de noter que la grande majorité des personnes déplacées de force sont des déplacés internes (environ 46 millions) qui restent dans leur pays d’origine et qu’environ 20 millions sont des réfugiés qui traversent des frontières internationales (HCR, 2020a, pp. 2-3).

3 Pour la définition des travailleurs migrants, voir les glossaires recommandés dans le module 2 ; REM (2012) ; OIM (2019a) ; HCR (n. d.).

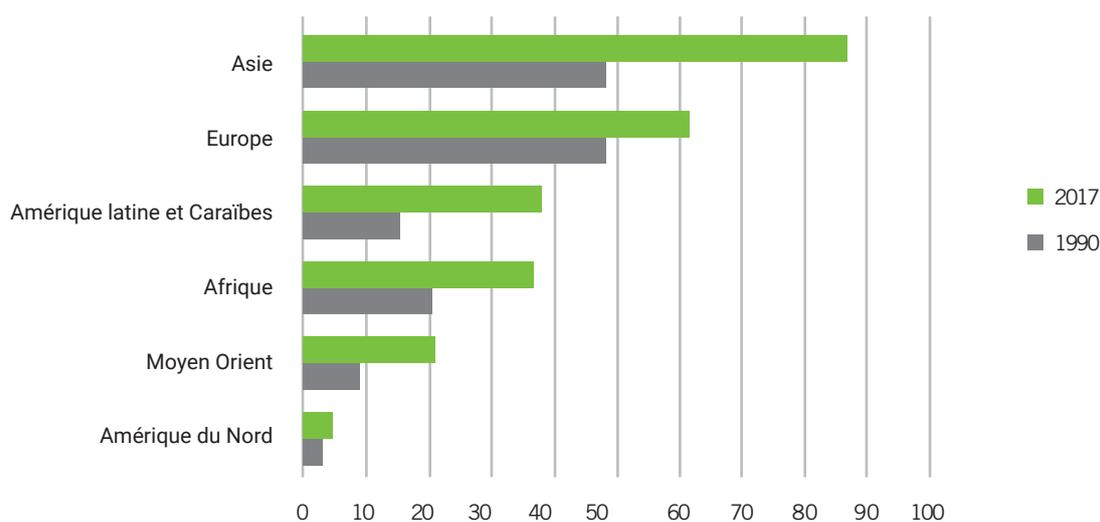
4 Notons que l’Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) fait référence aux réfugiés « de Palestine », et non aux réfugiés « palestiniens », définissant le groupe comme « les personnes dont le lieu de résidence normal était la Palestine pendant la période du 1er juin 1946 au 15 mai 1948, et qui ont perdu à la fois leur maison et leurs moyens de subsistance à la suite du conflit de 1948 » (UNRWA, n. d.). Ce manuel utilise, conformément à l’usage courant, le terme de réfugiés « palestiniens ».

5 Les chiffres et les décimales sont arrondis dans ce texte, afin de maintenir un juste équilibre entre précision et lisibilité.

6 Le Soudan du Sud a obtenu son indépendance en 2011, la guerre civile a commencé en 2013.

7 Pour la définition et la protection des apatrides, on peut consulter les glossaires recommandés dans le module 2, en particulier celui du HCR (s. d.).

Figure 2 : Migrants internationaux, par région d'origine (en millions)

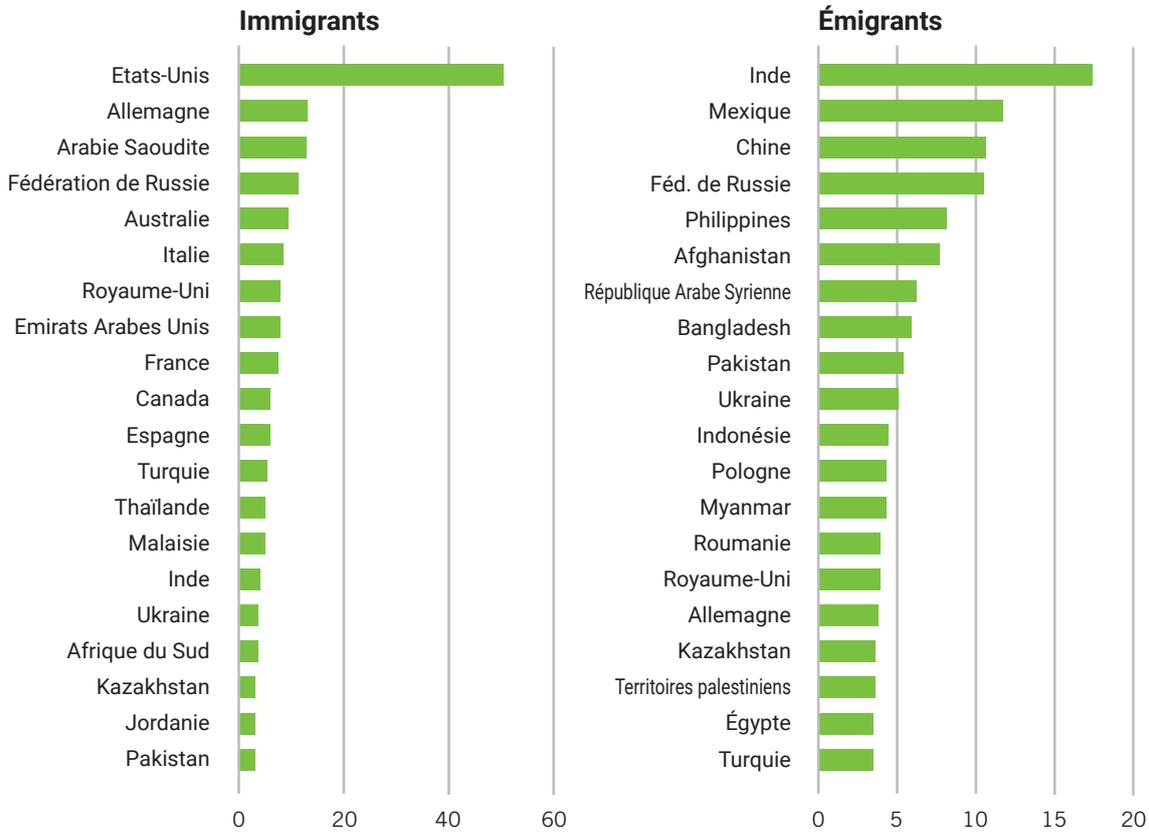


L'Asie reste la plus grande source de migrants internationaux. Selon la Banque asiatique de développement (BAD, 2018, p. 80), les pays qui connaissent une croissance démographique soutenue et dont la population active est en expansion continuent de dominer les flux migratoires sortants.

Source : Banque asiatique de développement (BAD, 2018, p. 80) : Calculs de la BAD, à partir de données du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (BAD, 2018, p. 80, figure 5.2). Illustration originale.

Les questions de migration et de déplacement forcé ont également un impact profond sur les pays qui fournissent un refuge. Quelques exemples suffisent à illustrer ce fait. Cinq pays accueillent la majorité des réfugiés : En 2019, la Turquie en a accueilli 3,6 millions, la Colombie 1,8 million, le Pakistan 1,4 million, l'Ouganda 1,4 million et l'Allemagne 1,1 million (HCR, 2020a, p. 3). Deux tiers de tous les migrants internationaux vivent dans seulement 20 pays, principalement aux États-Unis (51 millions), en Allemagne et en Arabie saoudite (environ 13 millions chacun), dans la Fédération de Russie (12 millions) et au Royaume-Uni (10 millions ; DAES, 2019a, p. 11). Cependant, les flux de migration et de déplacement forcé se sont fondamentalement transformés dans un monde où l'information, la numérisation et la mobilité ne cessent de croître. Bien que la migration soit un phénomène mondial, la plupart des mouvements impliquent un nombre limité de pays. Le phénomène transcende toujours davantage les frontières régionales et continentales, ce qui pose encore plus de problèmes aux migrants et aux réfugiés, comme aux sociétés de destination, aux décideurs politiques et aux professionnels des médias qui jouent un rôle clé dans la formation de l'opinion publique.

Figure 3 : Les 20 premiers pays de destination (à gauche) et d'origine (à droite) des migrants internationaux en 2019 (en millions)



En 2019, plus de 40 % de tous les migrants internationaux (112 millions) sont nés en Asie, principalement en Inde et en Chine. Le Mexique se classe entre les deux et la Fédération de Russie en quatrième position. Outre les États-Unis, plusieurs pays européens comptent des populations importantes de migrants, notamment l'Allemagne. En ce qui concerne la répartition des migrants internationaux par groupe de revenu⁸, près des deux tiers des migrants internationaux résidaient dans des pays à revenu élevé, soit environ 176 millions de personnes. En comparaison, 82 millions de personnes nées à l'étranger résidaient dans des pays à revenu intermédiaire (environ un tiers du nombre total de migrants) et 13 millions dans des pays à faible revenu cette même année 2019 (OIM, 2019b, p. 26).

Source : Rapport de l'OIM sur l'état de la migration dans le monde en 2020 (2019b, p. 26, figure 2). Illustration originale.

Les exemples présentés ci-dessus montrent non seulement clairement la pertinence de la thématique, mais ils nous rappellent également la nécessité de choisir les mots avec soin. Les médias utilisent souvent de manière interchangeable des termes ayant des significations très différentes, en confondant migrants, réfugiés, migrants en situation irrégulière⁹, personnes dé-

⁸ Voir le module 2 pour plus de détails. La distinction entre pays en fonction de leur revenu fait référence à la typologie de la Banque mondiale, qui distingue les pays à revenu élevé, à revenu intermédiaire (de la tranche supérieure ou inférieure) ou à faible revenu (DAESNU, n. d. ; Banque mondiale, n. d.).

⁹ On désigne par toute une série de termes les migrants qui n'ont pas les documents légaux requis (par exemple, un visa) pour entrer et/ou séjourner dans un pays étranger, voir module 2.

placées, flux mixtes de réfugiés et de migrants etc. Les migrants quittent généralement leur pays d'origine à la recherche de meilleures opportunités de vie, contrairement aux réfugiés qui sont contraints de fuir la guerre, la violence, les conflits ou les persécutions et qui ont traversé une frontière internationale pour se mettre en sécurité dans un autre pays. La distinction entre les migrants et les réfugiés est une question politique sensible, alors que la différence entre les deux groupes est clairement réglementée par le droit international. Les réfugiés sont définis par le droit international et régional des réfugiés, et la communauté internationale a envers eux des obligations légales (la Convention de 1951 sur les réfugiés et son protocole de 1967 déterminent les obligations des États signataires ; HCR, 2016). Les migrants et les réfugiés ont cependant tous deux des droits que leur confère leur nature humaine (voir module 2). Les différences entre les migrants et les réfugiés expliquent que deux Pactes mondiaux différents ont été négociés (ONU, 2020). Tous deux sont issus de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants de 2016 (Assemblée générale des Nations unies, 2016).

SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR)

Le HCR et EarthTime donnent à voir les flux de réfugiés dans certaines situations entre 2000 et 2015 (Earthtime & HCR, 2019). Il faut garder à l'esprit que chaque point représente 17 réfugiés. Les participants doivent sélectionner des situations différentes – au Nigeria, en Colombie, en Syrie ou dans tout autre pays de leur choix – et rédiger un court reportage (au moins 600 caractères) sur la situation, en se référant aux données et aux éléments de contexte de la page pays du Portail sur les données migratoires. Ils partageront ensuite en classe leurs reportages, leurs connaissances et leur évaluation des mouvements de réfugiés et de migration.

Le Pacte mondial pour les réfugiés et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

Les deux pactes – le Pacte mondial pour les réfugiés et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières – abordent la prise en charge des exilés et la manière de les protéger dans les États d'origine, de transit et de destination. Les pactes offrent pour la première fois depuis 1951 un cadre normatif largement accepté sur la circulation des personnes¹⁰. La gestation de ces pactes coïncide avec l'arrivée de plus d'un million de migrants et de demandeurs d'asile en Europe en 2015 mais, dans le processus de négociation, de nombreux autres sujets de préoccupation anciens ont été inclus comme le déplacement prolongé et les mesures de protection des droits des migrants (Ferris & Martin, 2019, p. 5)¹¹.

¹⁰ Ratification de la Convention de 1951 sur les réfugiés, suivie de son protocole de 1967 (voir module 2).

¹¹ Le HCR définit l'état de réfugiés en situation prolongée (a protracted refugee situation en anglais) comme celle dans

Le Pacte mondial pour les migrations (Assemblée générale des Nations unies, 2018a) est ancré dans les conventions qui déterminent les droits des migrants et des réfugiés : les droits humains principalement et les conventions contre la criminalité organisée (dont le protocole de prévention de la traite des êtres humains et celui contre le trafic illicite de migrants) ; la convention sur l'esclavage ; la convention sur le changement climatique ; les conventions sur la promotion du travail décent et la migration de main-d'œuvre ; l'Agenda 2030 pour le développement durable etc. (Assemblée générale des Nations unies, 2018a, p. I, préambule, paragraphe 2). Le pacte vise à améliorer le partenariat mondial en faisant référence à la « solidarité », à un « partage [...] des responsabilités », à une « appréciation mutuelle » et à « une même compréhension de la situation » sur les migrations internationales qui « ont indéniablement des répercussions très différentes et parfois imprévisibles sur nos pays ainsi que sur les communautés et les migrants et leur famille » (Assemblée générale des Nations unies, 2018a, p. I, préambule, paragraphe 8), dans les pays d'origine, de transit et de destination. L'objectif du Pacte est de :

« faciliter des migrations sûres, ordonnées et régulières, tout en réduisant l'incidence et les répercussions négatives de la migration irrégulière. [...] Nous reconnaissons que des migrations sûres, ordonnées et régulières sont bénéfiques à tous lorsqu'elles se font de manière éclairée, planifiée et consensuelle. La migration ne devrait jamais être un acte désespéré. Lorsque c'est le cas, nous devons coopérer en vue de répondre aux besoins des migrants en situation de vulnérabilité et de résoudre les problèmes qui se posent. Nous devons œuvrer de concert pour créer des conditions qui permettent aux communautés et aux individus de vivre en sécurité et dans la dignité dans leur propre pays » (Assemblée générale des Nations unies, 2018a, p. 4, paragraphe 11, 13).

Au paragraphe 12, le pacte explique qu'il vise à « atténuer les facteurs négatifs et structurels qui empêchent les individus de trouver et de conserver des moyens de subsistance durables dans leur pays d'origine et les forcent à rechercher un avenir ailleurs ».

Le pacte est par nature ambitieux, mais il permet d'entrevoir une gestion de la migration internationale qui serait ordonnée, régulière et sûre – là où l'actuelle « architecture légale et politique [...] a historiquement échoué » (Gest et al., 2019). Vingt-trois objectifs donnent le chemin, à commencer par la collecte de données précises (objectif 1 ; voir module 2). Propre au contexte des médias et de la migration, l'objectif 17 aspire à éliminer « toutes les formes de discrimination et [à] encourager un débat public fondé sur l'analyse des faits afin de faire évoluer la manière dont les migrations sont perçues ».

laquelle 25 000 réfugiés ou plus de la même nationalité sont en exil pendant au moins cinq années consécutives dans un pays d'accueil donné (les réfugiés palestiniens ne sont pas inclus car ils sont sous le mandat de l'UNRWA). Les réfugiés qui restent en exil à long terme nécessitent une attention particulière du point de vue de la protection et des réponses à y apporter. On estime que quelque 15,7 millions de réfugiés (77 %) se trouvaient dans une situation de refuge prolongé à la fin de 2019, un peu moins qu'un an plus tôt (15,9 millions). Ces 15,7 millions de réfugiés vivaient dans 32 pays d'accueil, soit un total de 51 situations prolongées. Les chiffres incluent les Afghans en situation de refuge long au Pakistan et en Iran, ainsi que des situations plus récentes comme celle des réfugiés sud-soudanais au Kenya, au Soudan et en Ouganda (HCR, 2020a, p. 24).

Le Pacte mondial pour les réfugiés (Assemblée générale des Nations unies, 2018b) s'appuie sur les normes et accords internationaux existants, notamment la Convention de 1951 sur les réfugiés et son protocole de 1967, ainsi que les traités sur les droits humains. Il invite toutes les parties concernées à redoubler d'efforts pour prévenir ou résoudre les conflits ainsi que pour s'attaquer aux causes principales des situations de refuge (paragraphe 9). La responsabilité et la charge doivent être partagées de manière prévisible et équitable entre tous les États membres des Nations unies ainsi qu'avec d'autres protagonistes, y compris les médias (Assemblée générale des Nations unies, 2018b, paragraphe 3).

Dans ses quatre objectifs clés, le Pacte mondial pour les réfugiés vise à (i) alléger les pressions exercées sur les pays qui accueillent des réfugiés, en particulier ceux qui se trouvent dans des pays voisins de zones de conflit ; (ii) renforcer l'autonomie des réfugiés (par exemple en matière de sécurité alimentaire et de nutrition) ; (iii) élargir l'accès à des solutions provenant de pays tiers (une voie sûre et réglementée qui permet aux réfugiés de séjourner légalement dans ce pays tiers, par exemple, outre les réinstallations¹², par le biais d'un visa humanitaire, du regroupement familial, de possibilités d'éducation ou d'emploi) ; et (iv) appuyer les conditions d'un retour dans les pays d'origine dans la sécurité et la dignité (Assemblée générale des Nations unies, 2018b, p. 2, paragraphe 7).

Les observateurs internationaux se demandent si les migrants et les réfugiés seront mieux lotis grâce à ces accords. McAdam (2018) prédit que 2018, l'année où les deux pactes ont été approuvés, « sera inscrite dans l'histoire comme une date importante pour la protection des réfugiés et des migrants », mais elle ajoute : « au moins sur le papier » (McAdam, 2018, p. 571). Le bon côté des choses, c'est que les deux pactes promettent de respecter les droits humains des migrants, et qu'ils bénéficient du soutien d'une grande majorité des membres des Nations unies¹³. Ce sont de nouveaux cadres normatifs pour la circulation des personnes dans le sens où ils fixent de nouveaux standards et de nouveaux mécanismes pour renforcer la coopération internationale vis-à-vis des migrants et des réfugiés (Ferris & Martin, 2019). Le Pacte mondial pour les migrations est un point de départ pour une régulation internationale des migrations (McAdam, 2018). Le Pacte mondial pour les réfugiés accélère l'évolution visant à « faire des réfugiés des partenaires de leur propre avenir » en ce sens qu'il vise à remplacer les dispositifs d'accueil comme les camps par « un modèle qui favorise l'inclusion socio-économique des réfugiés, y compris l'accès à l'éducation, à la santé, à d'autres services, ainsi qu'à des emplois » (Grandi, 2019, p. 24). Les deux pactes répondent à un ensemble d'intérêts et d'aspirations très

¹² Pour la définition de la réinstallation, voir les glossaires recommandés dans le module 2 : REM (2012) ; OIM (2019a).

¹³ Les deux pactes sont issus de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), à l'unanimité, le 19 septembre 2016. Le Pacte mondial pour les réfugiés a été approuvé par l'Assemblée générale des Nations unies le 17 décembre 2018, avec 181 voix pour, deux contre (Hongrie et États-Unis) et trois abstentions (République dominicaine, Érythrée et Libye). Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières a été adopté par 164 gouvernements lors d'une conférence intergouvernementale organisée par la Commission européenne à Marrakech, au Maroc, le 10 décembre 2018. Elle a été formellement approuvée par l'AGNU le 19 décembre 2018, avec 152 voix pour, cinq contre (République tchèque, Hongrie, Israël, Pologne et États-Unis) et 12 abstentions (Algérie, Australie, Autriche, Bulgarie, Chili, Italie, Lettonie, Libye, Liechtenstein, Roumanie, Singapour et Suisse ; ONU Infos, 2018).

variés ; ils sont explicitement non contraignants et reconnaissent la responsabilité première et la souveraineté des États. Ils sont ambitieux et visent à chercher des solutions. Dans le cas du Pacte pour les réfugiés, la mise en œuvre doit être examinée dans le cadre d'un Forum mondial des réfugiés tous les quatre ans (le premier s'est tenu à Genève en décembre 2019), et les progrès du Pacte pour la migration font l'objet d'un forum quadriennal d'examen des migrations internationales, qui doit être lancé en 2022 (Assemblée générale des Nations unies, 2018a ; Assemblée générale des Nations unies, 2018b).

La Covid-19 pourrait constituer le premier grand défi du Pacte mondial pour les réfugiés et du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. La pandémie fait courir le risque que les populations déplacées soient « exclues de l'accès aux soins, aux dispositifs de soutien économique et aux efforts de relance » (Lambert et al., 2020, p. e313), Les deux pactes, comme indiqué ci-dessus, offrent un nouveau cadre normatif pour la circulation des personnes avec de nouveaux standards et de nouveaux mécanismes visant à renforcer la coopération internationale. La pandémie a donné à voir une nouvelle réalité qui n'avait rien à voir, avec des milliers de restrictions de voyage, de fermetures de frontières et des réglementations en constante évolution. Des personnes ont été bloquées aux frontières, placées en détention, certaines ont été expulsées ou n'ont pas été en mesure de rentrer chez elles ; certaines « ont été discriminées et exclues de l'accès à leurs droits [...] y compris l'information, le dépistage » etc. (Réseau des Nations unies sur les migrations, s. d., p. 3). Dans ces conditions, les migrants et les réfugiés sont exposés à la stigmatisation et à la xénophobie (Réseau des Nations unies sur les migrations, s. d., p. 3 ; HCR, 2020b). Ce contexte menace de freiner l'insertion des migrants et des réfugiés dans les systèmes et dispositifs de santé et de protection sociale envisagés dans les deux pactes. L'examen des bonnes pratiques (Réseau des Nations unies sur les migrations, n. d., pp. 8-22) montre que les gouvernements du monde entier ont octroyé une période d'amnistie permettant aux travailleurs migrants sans documents de voyage de retourner chez eux (Koweït), de se voir renouveler automatiquement leurs permis de travail ou leur visa (Emirats Arabes Unis), de libérer des personnes en détention (Pays-Bas, Zambie) ou de coordonner les services de soins pour la prise en charge des migrants (Colombie). Le Portugal a décidé d'accorder un permis de séjour temporaire à tous les migrants et réfugiés dont la demande était en cours de traitement ainsi que les mêmes droits que ceux conférés par la citoyenneté, y compris l'aide sociale. Enfin, l'Allemagne a mis en place une plateforme en ligne pour recruter des travailleurs saisonniers, y compris des demandeurs d'asile, pour les récoltes agricoles suite aux pénuries de main-d'œuvre qu'a engendrées la Covid-19 (Lambert et al., 2020 ; Réseau des Nations unies sur les migrations, n. d. ; HCR, 2020b).

SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ANALYSER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR)

Répartissez les participants en deux groupes : Le groupe 1 s'intéressera au Pacte mondial pour les migrations ; le groupe 2 au le Pacte mondial pour les réfugiés (ONU, 2020).

Examinez les textes à la recherche de contenus liés aux médias et résumez vos résultats dans un document d'une page en répondant à la question suivante : Dans quelle mesure les médias pourraient-ils contribuer de manière volontaire et synergique aux objectifs des deux pactes ?

Différents pays, différentes perspectives

Dans de nombreux pays, les débats sur le Pacte mondial pour les migrations et le Pacte mondial pour les réfugiés ont montré que les perceptions des questions relatives aux migrants et aux réfugiés diffèrent fondamentalement. Bien qu'une grande partie de ce manuel soit consacrée à l'Afrique et à l'Europe, nous encourageons vivement nos collègues formateurs d'autres régions du monde à enrichir les exemples et illustrations que nous utilisons dans les modules 1 à 13. Nos éminents co-auteurs, originaires de la région ANMO, d'Asie, des Amériques et de la Fédération de Russie, proposent des contributions académiques et des analyses journalistiques qui permettent un regard singulier sur les migrations et des déplacements forcés dans les différentes régions du monde. Ces ressources précieuses sont publiées de manière exhaustive sur le portail du projet www.mediaandmigration.com.

On est souvent surpris de découvrir comment la migration et le déplacement forcé peuvent être perçus ailleurs. En Afrique, la migration a une connotation positive pour beaucoup de gens, même si elle peut être parfois associée à de la xénophobie ou ne pas être considérée comme un sujet d'actualité tant ce phénomène est profondément ancré dans les sociétés du continent. La migration circulaire¹⁴ – la circulation fluide des personnes entre les pays – est un phénomène commun à toute l'Afrique où plusieurs unions régionales garantissent la libre circulation des personnes¹⁵. Les frontières sont couramment franchies du fait, par exemple, que les ethnies restent étroitement liées au sein de leurs cultures, traditions et langues communes, même si elles sont réparties dans différents États-nations créés par les anciennes puissances coloniales (Robinson, 2016). De nombreux pays africains accueillent un grand nombre de réfugiés et de travailleurs migrants en provenance des pays voisins, ce qui est souvent négligé par les observateurs internationaux. La carte interactive de EarthTime et du HCR (2019) permet de le visualiser, à une certaine échelle, et le Département des affaires économiques et sociales (DAES) met régulièrement

¹⁴ Pour les définitions, voir les glossaires recommandés dans le module 2 (OIM, 2019a ; REM, 2012).

¹⁵ La libre circulation est réglementée, du moins au niveau national, par exemple dans la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC, en anglais ECCAS) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao, en anglais ECOWAS; OIT, n. d.). L'Union africaine encourage la libre circulation (Union africaine, 2018).

à jour ses données. En 2019, 65 % de tous les migrants d’Afrique subsaharienne vivaient dans d’autres pays d’Afrique subsaharienne¹⁶ (DAES, 2019b, p. 3). Dans certains cas, la migration a une connotation positive (voir l’encadré sur le Nigeria ci-dessous). Une personne qui a voyagé à l’étranger – en particulier en Europe – jouit d’un plus grand prestige à son retour (Marfaing, 2016). De nombreux Africains se sentent fortement liés aux anciennes puissances coloniales et considèrent la France, le Portugal et le Royaume-Uni comme une extension logique de leur rayon d’action personnel (voir module 3). Cette tendance est favorisée par l’image positive de l’Europe qui est véhiculée non seulement par les médias d’information et de divertissement, mais aussi – et peut-être même davantage – par les photos et les messages que les migrants et la diaspora envoient chez eux par le biais des médias sociaux. Les migrants sont généralement soumis à de fortes pressions pour démontrer leur réussite aux membres de leur communauté d’origine, qui se sont souvent saigné les veines pour financer leur migration et qui espèrent un retour sur investissement à travers des transferts de fonds (Sanchez et al., 2018). Ces derniers sont devenus une source majeure de revenus dans de nombreux pays africains (Groupe de la BAD, 2011; Plaza & Ratha, 2011). De ce fait, il est difficile pour de nombreux dirigeants politiques d’agir sur les enjeux de la migration, eu égard également à la précarité des marchés du travail locaux dans les pays d’origine (Koch et al., 2018). Dans le cas du Nigeria, l’Union européenne (UE) a annoncé un resserrement des procédures d’obtention du visa Schengen pour les ressortissants nigériens, arguant que le pays « ne jouait pas son rôle dans la réadmission de ses ressortissants en séjour illégal en Europe » (Schengen Visa News, 2020). Dans les médias africains, l’absence d’intérêt journalistique sur la migration au niveau national explique qu’il n’y ait que quelques sujets et grands titres qui se focalisent surtout sur les personnes qui quittent le continent et se dirigent vers le nord.

En comparaison, ce qu’on a appelé la crise des migrations et des réfugiés commencée en 2015 a dominé la scène politique et les débats publics en Europe, en particulier depuis la décision de la chancelière allemande Angela Merkel d’accepter un nombre illimité de victimes de la guerre civile syrienne en 2015 (Commission européenne, 2018). Depuis lors, la discussion sur la capacité de l’UE à accueillir des migrants et des réfugiés a eu un impact notable sur les résultats des élections, par exemple au Royaume-Uni, en Allemagne, en France et en Italie. Les partis populistes ont mis l’accent sur la menace que représentent des flux incontrôlés de personnes. Cela a mis en lumière un net clivage entre les Pays d’Europe centrale et orientale (PECO) et les pays d’Europe occidentale en matière de politique migratoire (Lehne, 2016 ; voir le module 5). Plus récemment, la perspective d’une immigration croissante des pays africains vers l’UE – attribuée principalement à une croissance économique insuffisante et à une forte augmentation de la population sur le continent africain prévue jusqu’en 2050 (Kebede et al., 2019) – a pris de l’importance dans les débats publics en Europe et a donné lieu à de nombreuses initiatives

¹⁶ Cette situation est conforme aux mouvements migratoires internationaux habituels : La plupart des migrants internationaux se déplacent vers d’autres pays au sein de leur région de naissance, par exemple plus des deux tiers de tous les migrants internationaux nés en Europe résident en Europe. En 2019, 42 des 61 millions de migrants internationaux nés en Europe résidaient dans des pays européens (69 %). La plupart des migrants originaires d’Afrique subsaharienne vivaient dans d’autres pays d’Afrique subsaharienne (65 % ; DAES, 2019b, p. 3).

politiques. Les bateaux de réfugiés en mer Méditerranée, remplis de migrants africains, sont devenues l'une des images emblématiques dans les médias européens – tout comme les photos de migrants d'Amérique centrale à la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Cependant, d'autres endroits affectés par les problématiques de migration et de déplacement forcé ne reçoivent qu'une attention sporadique de la part des médias internationaux, quand ils ne sont tout simplement pas du tout couverts.

Chinyere Stella Okunna, professeur au département de communication de masse, université Nnamdi-Azikiwe, Awka, État d'Anambra, Nigeria

« Au Nigeria, l'opinion publique sur la migration est globalement favorable, car la migration est généralement considérée comme enviable. En fait, les Nigériens admirent (voire envient) et approuvent les personnes qui émigrent hors du pays. Les Nigériens peuvent se donner beaucoup de mal pour aider les membres de leur famille ou leurs amis à quitter le pays. Les facteurs déterminants combinent diverses forces comme l'économie, le prestige et d'autres encore. Outre les avantages économiques que procure la migration vers des terres plus fertiles, vivre ou étudier à l'étranger constitue un symbole de statut social très prisé de la plupart des Nigériens. Ces derniers émigrent partout en Afrique, en particulier en Afrique du Sud, en Libye, au Ghana et au Togo. En fait, les Nigériens émigrent vers tous les pays du monde, y compris les régions les plus éloignées et les plus inhospitalières de la planète. Cette étonnante dispersion est illustrée par une blague populaire sur les Nigériens qui dit que si vous vous rendez dans un pays, quelque part dans le monde et que vous ne trouvez pas de Nigérian (en particulier un Igbo), vous devez vous enfuir à toutes jambes ! L'incitation à émigrer vers des pays africains ou vers d'autres cieux est pratiquement irrésistible. Le développement du Nigeria n'a pas été à la hauteur des espérances. »¹⁷



Source : DR.

De nombreux Européens ont eux-mêmes été victimes de déplacements forcés. Au XX^e siècle, la Seconde Guerre mondiale a déraciné quelque 40 millions de réfugiés européens. Aujourd'hui, cependant, les questions relatives aux migrants et aux réfugiés sont perçues de manière contradictoire en Europe. La réticence des pays de l'UE à ouvrir leur marché du travail aux ressortissants de pays tiers est un facteur important. Parallèlement au durcissement des restrictions en matière de visas, la demande d'asile a longtemps été la seule possibilité d'accéder aux marchés du travail de l'UE pour les personnes ne détenant pas de passeport européen. Cette situation a,

¹⁷ Pour un premier aperçu des migrations et des déplacements forcés en provenance et à destination du Nigeria, voir la page pays du Portail sur les données migratoires (Portail sur les données migratoires, 2020e).

en retour, suscité une certaine confusion et des débats sur les motivations réelles et le statut des migrants et des réfugiés. Au lendemain de ce qu'on a appelé la crise de la migration et des réfugiés de 2015, de nombreux pays européens ont été confrontés à un ressentiment croissant à l'égard des migrants et des réfugiés, qui s'est accentué avec l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile.

L'histoire a également un impact sur la perception des migrants et des réfugiés en Europe (voir module 8). La décision de l'Allemagne d'ouvrir ses frontières en 2015 doit être interprétée dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, lorsque le régime nazi a contraint des millions d'Européens à la mort, à la fuite et à l'exil, et où des millions d'Allemands ont été déplacés de force après la cession de territoires à la Pologne et à la Tchécoslovaquie qui a suivi. D'autre part, les sensibilités de nombreux Pays d'Europe centrale et orientale (PECO) sont ancrées dans un faisceau de guerres et de conflits, d'histoire, d'évolutions politiques et d'identités culturelles ; les PECO ont perdu leur autonomie et ont été contraints de rejoindre le bloc soviétique après 1945. Des perceptions différentes sur la manière de relever le défi de l'immigration et de l'asile sont sans cesse à l'origine de tensions entre les partenaires de l'UE, reflétant entre autres les différences d'histoire, de culture, de besoins en main-d'œuvre et de démographie pour ce qui est du vieillissement de la population. La question du rapatriement¹⁸ peut constituer un autre exemple de la manière dont diffèrent les opinions publiques et les décideurs politiques en Afrique et en Europe (de Haas, 2009). D'un côté, de nombreux dirigeants africains cherchent à éviter le rapatriement de ressortissants qui se voient refuser l'asile en Europe ; la réadmission peut nuire à la réputation internationale des États et peut être perçue comme honteuse par les familles africaines, tandis que la migration est favorisée par les envois de fonds. D'autre part, les dirigeants européens sont soumis de manière comparable à la pression de leur opinion publique pour démontrer leur capacité à gérer les migrations de manière effective : le retour et la réadmission sont un aspect important du nouveau pacte européen sur les migrations et l'asile (Commission européenne, 2020). L'exemple suivant peut illustrer ce dilemme : en 2018, les ambassades et consulats des pays de la zone Schengen au Nigeria ont traité près de 90 000 demandes de visa, dont près de 45 000 ont été rejetées, ce qui représente le taux de rejet le plus élevé parmi tous les pays (Schengen Visa Info, 2019 ; Schengen Visa News, 2020).

¹⁸ Pour les définitions, voir les glossaires recommandés dans le module 2 : REM (2012) ; OIM (2019a).

salles de rédaction du monde entier seront mis au défi de couvrir ce sujet complexe et sensible. Le Pacte mondial des Nations unies pour les migrations cherche à :

« Promouvoir une information indépendante, objective et de qualité, y compris sur internet, notamment en sensibilisant les professionnels des médias aux questions de migration et à la terminologie afférente, en instituant des normes déontologiques pour le journalisme et la publicité » [...], dans le plein respect de la liberté de la presse » (UN, 2018, p. 24, objectif 17, paragraphe 33c).

Ce manuel vise à aider les formateurs en journalisme à préparer la future génération de journalistes à assumer sa tâche. Il est toutefois tout aussi utile pour les journalistes déjà en activité et pour ceux qui sont en reconversion de milieu de carrière. Si le manuel se concentre sur les migrants, les réfugiés et les personnes déplacées en Afrique, en Europe et entre ces deux continents, il contient également des données et des exemples provenant d'autres régions, et sa structure et son contenu permettent aux formateurs en journalisme de l'adapter à leurs propres études de cas. Le manuel se concentre sur les migrations et les déplacements forcés sous toutes leurs facettes. Notre objectif est d'encourager les formateurs à sensibiliser les étudiants en journalisme – en tant que futurs agents de changement dans leurs sociétés – au fait que nous devons d'abord étudier et essayer de comprendre les questions complexes de la migration et du déplacement forcé. Ce n'est qu'alors que le reportage pourra rendre justice aux migrants, aux réfugiés et aux personnes déplacées ainsi qu'aux personnes dans les pays d'origine et d'accueil, grâce à une couverture éclairée, précise, claire, compatissante, professionnelle et honnête.

Quand le discernement prévaut dans une gestion conjointe des flux de population, entre toutes les parties, ce peut être une stratégie efficace pour minimiser les risques d'une vie dans la pauvreté et les difficultés familiales et cela peut être bénéfique aussi bien pour le pays d'origine que pour le pays d'accueil. Partir n'est pas pour autant l'unique option, et pour de nombreux migrants en situation irrégulière, morts, disparus ou échoués²⁰, il s'agissait tragiquement d'un choix funeste.²¹ La migration irrégulière, en particulier, ne compense pas le manque d'opportunités dans le pays d'origine. Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières fait ressortir ces objectifs et d'autres encore. Les programmes de développement gouvernementaux ou non gouvernementaux, parfois soutenus par des agences de coopération internationale au développement, peuvent appuyer, dans les pays d'origine des migrants, les formateurs, les inventeurs, les créateurs ou les entrepreneurs.

et al. (2020) prévoient pour 2100 la plus grande immigration en chiffres absolus aux États-Unis, en Inde, en Chine et la plus grande émigration de Somalie, des Philippines et d'Afghanistan. Le Portail sur les données migratoires (2020a) plaide pour « une meilleure préparation et une plus grande résilience grâce à la mise en place de plans d'urgence envisageant les différents futurs possibles » [partie non traduite dans la version française du site, NdT].

²⁰ Pour la définition des migrants en situation « irrégulière », voir les glossaires recommandés dans le module 2 : REM (2012) ; OIM (2019a)

²¹ Sauver des vies et mettre en place des efforts internationaux coordonnés sur les migrants disparus est l'un des 23 objectifs du Pacte mondial pour les migrations.

Selon Eric Chinje, ancien président de l’African Media Initiative (AMI), les médias d’information en Afrique racontent rarement les succès africains mais copient les stéréotypes négatifs sur l’Afrique véhiculés par les médias étrangers. L’équilibre entre une couverture critique – indispensable – et ces exemples positifs, qui sont de nature à inciter les jeunes Africains à éviter les risques d’un exode, fait également partie de la responsabilité sociale des médias. Dans les pays de destination, les médias d’information peuvent faire beaucoup pour expliquer l’afflux des personnes, y compris par des reportages qui vont à l’encontre des stéréotypes, humanisent l’« autre » et montrent les avantages concrets pour les économies locales confrontées à la perspective du vieillissement de leurs populations et de la pénurie de main-d’œuvre. De même, le journalisme constructif et axé sur les solutions est également une option pour les médias des pays d’accueil face aux défis intérieurs liés aux migrants et aux réfugiés. Ces questions ne concernent pas seulement des institutions abstraites, mais des êtres humains, comme le montrent les cas de bonnes pratiques que nous avons recueillis.

- Les modules 2 à 5 analysent les définitions et les éléments clés ainsi que les facteurs répulsifs et attractifs qui influent sur les migrations et les déplacements forcés en utilisant des exemples d’Afrique et d’Europe. Le manque d’opportunités, le développement économique, le changement climatique, les conflits et autres persécutions politiques ainsi que la corruption sont quelques-uns des facteurs qui poussent les gens à quitter leur pays d’origine, tandis que la sécurité, le marché du travail, l’éducation, les transferts de fonds et les programmes sociaux sont des facteurs clés qui attirent les gens dans les pays de destination. Ces modules se penchent également sur le rôle des médias de masse dans la couverture des questions relatives aux migrants et aux réfugiés.
- Les modules 6 à 9 utilisent des études de cas et des exemples d’Afrique et d’Europe pour illustrer les théories et les modèles.
- Les modules 10 à 13 appliquent les connaissances de base acquises jusqu’à présent en formant les participants pour trouver des angles solides, approfondis et convaincants sur les questions de migration et de refuge qu’ils traiteront de manière déontologique. Les modules fourniront des exemples de bonnes pratiques avec des reportages du monde entier, présenteront aux participants les sources et les techniques de reportage, et fourniront des recommandations en matière de déontologie. Ils prépareront également une nouvelle génération de jeunes journalistes à collaborer au sein d’équipes transnationales.



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ANALYSER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE)

Écoutez la chanson « Emigrason Clandestino » du rappeur Abdul Embalo de Guinée-Bissau, qui a effectué un voyage traumatisant avant de rentrer chez lui. Vous trouverez la chanson sur le portail du projet www.mediaandmigration.com.

Identifiez les productions des artistes locaux sur la migration et les déplacements forcés et discutez-en à la lumière des principaux messages sur les migrants et les réfugiés qu'ils transmettent, et sur la manière dont ils peuvent être perçus par leurs publics.



SUGGESTION DE DEVOIR PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

Le politiste Ivan Krastev (2018) a assimilé le mouvement des peuples à la révolution du XXI^e siècle : « Il n'est pas guidé par l'idéologie, mais par Google Maps. Si vous voulez changer votre vie, il vaut mieux ne pas changer de gouvernement, mais plutôt changer de pays de résidence. »

Rédigez un rapport et un article d'opinion sur ce projet en vue d'une éventuelle publication dans un journal national (au moins 5 000 caractères) : Cette « révolution » a-t-elle des chances de se produire dans votre pays ou non ? Quelles sont les implications en termes de déplacements des populations, pour votre pays et pour les autres pays concernés ? Que pensez-vous de la déclaration et de son contenu ? Est-il parfois plus risqué de travailler pour le changement chez soi ou plus intelligent de fuir ? Les gens ont-ils toujours le choix ?



LECTURES RECOMMANDÉES

Académique :

McAdam, J. (2018). The Global Compacts on Refugees and Migration: A new era for international protection? *International Journal of Refugee Law*, 30(4), 571-574.

Journalistiques :

Anyadike, O. (2015). Depuis ton départ. Les familles restées au pays : Reportage spécial. *Irin*. Du Nigeria au Maroc et de la Gambie à l'Italie. [En ligne]. <http://newirin.irinnews.org/reportage-special-depuis-ton-depart> [consulté le 26 novembre 2020]

Krastev, I. (2018). Flüchtlinge und Migranten sind die wahren Revolutionäre unserer Zeit. [En ligne] <https://www.nzz.ch/meinung/revolution-ist-nicht-laenger-ein-sprung-in-der-zeit-sondern-eine-bewegung-im-raumld.1351218> [consulté le 26 novembre 2020]

Institutionnelle :

DAES (2019a). *International Migration 2019: Report*. New York. [En ligne]. https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/migrationreport/docs/InternationalMigration2019_Report.pdf [consulté le 26 novembre 2020]

Références

AGNU (2016). Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants : Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 19 septembre 2016. [En ligne]. https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/71/1&Lang=F [consulté le 11 avril 2021]

AGNU (2018a). Global Compact on Migration. [En ligne] https://refugeesmigrants.un.org/sites/default/files/180713_agreed_outcome_global_compact_for_migration.pdf [consulté le 9 décembre 2020] Version en français : AGNU (2018): Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Soixante-treizième session. Points 14 et 119 de l'ordre du jour. Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 2018. Resolution /RES/73/195. [En ligne]. https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/73/195&Lang=F [consulté le 28/02/2021].

AGNU (2018b). Pacte mondial sur les réfugiés. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr-fr/events/conferences/5c700c524/pacte-mondial-sur-les-refugies.html?query=pacte%20mondial> [Consulté le 20 mars 2021]

Anyadike, O. (2015). Depuis ton départ. Les familles restées au pays. Reportage spécial d'Irin. Du Nigeria au Maroc et de la Gambie à l'Italie. [En ligne]. <http://newirin.irinnews.org/reportage-special-depuis-ton-depart> [consulté le 11 avril 2021]

BAD (2018). Asian economic integration Report 2018: Toward optimal provision of regional public goods in Asia and the Pacific. Banque asiatique de développement. Manille. [En ligne]. <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/456491/aeir-2018.pdf> [consulté le 15 décembre 2020]

Banque mondiale (n. d.). Country and lending groups: World Bank Data, Help Desk. [En ligne]. <https://data-helpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519> [consulté le 6 juillet 2020]

Groupe de la BAD (2011). Leveraging migration for Africa remittances, skills, and investments. Banque mondiale et Banque africaine de développement. Washington, D.C. [En ligne]. <https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/Leveraging%20Migration-P4-rev-3.31.2011.pdf> [consulté le 19 décembre 2020]

Commission européenne (2018). Special Eurobarometer 469: Integration of immigrants in the European Union. Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/home-affairs/news/results-special-eurobarometer-integration-immigrants-european-union_en [consulté le 23 septembre 2020]

Commission européenne (2020). Communication de la Commission au parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur un nouveau pacte sur la migration et l'asile. COM(2020) 609 final. 23 septembre 2020. Bruxelles. [En ligne]. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52020DC0609&from=EN> [consulté le 11 avril 2021]

DAES (2019a). International Migration 2019: Report. New York. [En ligne]. https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/migrationreport/docs/InternationalMigration2019_Report.pdf [consulté le 20 décembre 2020]

DAES (2019b). Population Facts 2019: International migrants numbered 272 million in 2019, continuing an upward trend in all major world regions. New York. [En ligne]. https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/populationfacts/docs/MigrationStock2019_PopFacts_2019-04.pdf [consulté le 17 novembre 2020]

DAES (n. d.). Definition of regions. [En ligne] <https://population.un.org/wpp/DefinitionOfRegions/> [consulté le 5 septembre 2020]

De Haas, H. (2009). The Myth of Invasion: The inconvenient realities of African migration to Europe. *Third World Quarterly*, 29(7), 1305-1322.

Earthtime et HCR (2019): Global Refugee Crisis: The big picture. [En ligne]. <https://earthtime.org/stories/global-refugee-crisis-the-big-picture/>

bal_refugee_crisis_the_big_picture [consulté le 25 janvier 2021]

Ferris, E. E., & Martin, F. S. (2019). Introduction to the Special Issue “The Global Compact for safe, orderly and regular migration and The Global Compact on refugees. *International Migration*, 57(6), 5-18.

Gest, J., Kysel, I. M., & Wong, T. K. (2019). Protecting and Benchmarking Migrants' Rights: An Analysis of the Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration. *International Migration*, 57(6), 60-79.

Grandi, F. (2019). The Global Compact on Refugees: A historic achievement. *International Migration*, 57(6), 23-26. <https://doi.org/10.1111/imig.12671>

HCR (2016). Refugee or Migrant? Word choice matters: UNHCR viewpoint: ‘Refugee’ or ‘migrant’ – Which is right? The two terms have distinct and different meanings, and confusing them leads to problems for both populations. [En ligne]. <http://www.unhcr.org/news/latest/2016/7/55df0e556/unhcr-viewpoint-refugee-migrant-right.html> [consulté le 26 novembre 2020]

HCR (2020a). Global Trends: Forced displacement in 2019. Haut-Commissariat aux réfugiés. Copenhague. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/5ee200e37.pdf> [consulté le 10 avril 2021]. Communiqué de presse en français : HCR (18 juin 2020d), Le déplacement forcé s’est largement accru à travers le monde en 2019. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/stories/2020/6/5eeb513ba/deplacement-force-sest-largement-accru-travers-monde-2019.html?query=%20%20Global%20Trends%202019> [consulté le 10 avril 2021]

HCR (2020b). The role of the Global Compact on Refugees in the international response to the Covid-19 pandemic. [En ligne]. <https://globalcompactrefugees.org/article/role-global-compact-refugees-international-response-covid-19-pandemic> [consulté le 29 septembre 2020]

HCR (n. d.b.). Glossary. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <http://www.issm.cnr.it/progetti/emigrazione/METADATA%20E%20GLOSSARI/UNHCR/GLOSSARY%20UNHCR.pdf> [consulté le 9 décembre 2020] Glossaire en français dans les rapports mondiaux annuels jusqu’à l’édition 2017 : Rapport mondial du HCR (2017). P. 238. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/gr2017/pdf/GR2017_French_Full_lowres_FR.pdf [consulté le 9 avril 2021]

Kebede, E., Goujon, A., & Lutz, W. (2019). Stalls in Africa’s fertility decline partly result from disruptions in female education. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 116(8), 2891-2896. <https://doi.org/10.1073/pnas.1717288116>

Koch, A., Weber, A., & Werenfels, I. (2018). Profiteers of Migration? – Authoritarian States in Africa and European Migration Management. Berlin. [En ligne]. https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/research_papers/2018RP04_koh_et_al.pdf [consulté le 19 décembre 2020]

Krastev, I. (2018). Flüchtlinge und Migranten sind die wahren Revolutionäre unserer Zeit. [En ligne]. <https://www.nzz.ch/meinung/revolution-ist-nicht-laenger-ein-sprung-in-der-zeit-sondern-eine-bewegungim-raum-ld.1351218> [consulté le 26 novembre 2020]

Lambert, H., Gupte, J., Fletcher, H., Hammond, L., Lowe, N., Pelling, M., Raina, N., Shahid, T., & Shanks, K. (2020). Covid-19 as a global challenge: Towards an inclusive and sustainable future. *The Lancet Planetary Health*, 4(8), e312-e314. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(20\)30168-6](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(20)30168-6)

Lehne, S. (2016). How the refugee crisis will reshape the EU. [En ligne]. <https://carnegieeurope.eu/2016/02/04/how-refugee-crisis-will-reshape-eu-pub-62650> [consulté le 29 septembre 2020]

Mack, J. (2018). Nuages de mots autour de la migration. Côte d’Ivoire. Document interne.

Marfaing, L. (2016). Nicht nur “Armutflüchtlinge”! Mobilität von Migrant/inn/en in Westafrika und von afrikanischen Unternehmern als Entwicklungspotenzial. *Le journalisme dans la mondialisation (JiGC)*. Dortmund. [En ligne]. <https://en.ejo.ch/?s=Nicht+nur+%22Armutfl%C3%BChtlinge%22%21+Mobilit%C3%A4t+von+Migrant%2Finn+%2Finn+in+Westafrika+und+von+afrikanischen+> [consulté le 18 décembre 2020]

- McAdam, J. (2018). The Global Compacts on Refugees and Migration: A new era for international protection? *International Journal of Refugee Law*, 30(4), 571-574.
- McAuliffe, M., Pedrotti, M., & Weerasinghe, S. (2017). Migration research and analysis: Growth, reach and recent contributions. In *World Migration Report 2018* (pp. 95-121). Genève. OIM.
- OIM (2019a). Termes clés de la migration. Organisation internationale pour les migrations. Genève. [En ligne] <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration> [consulté le 22 mars 2021]. Version anglaise : OIM (2019). Glossary on Migration. International Organization for Migration. Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf [consulté le 5 août 2019].
- OIM (2019b). État de la migration dans le monde 2020. Organisation internationale pour les migrations. Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2020_fr.pdf [consulté le 30 mars 2021]
- OIT (n. d.). Communautés économiques régionales (CER) - Travail sur la libre circulation des personnes et la migration de travail (Afrique). Organisation internationale du travail. [En ligne]. <https://www.ilo.org/africa/areas-of-work/labour-migration/economic-communities/lang--fr/index.htm> [consulté le 11 avril 2021]
- ONU (2018). Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration: Intergovernmentally negotiated and agreed outcome. [En ligne]. https://refugeesmigrants.un.org/sites/default/files/180713_agreed_outcome_global_compact_for_migration.pdf [consulté le 6 juillet 2020]
- ONU (2020). Réfugiés et migrants. Pacte mondial pour les migrations/Pacte mondial pour les réfugiés. [En ligne]. <https://refugeesmigrants.un.org/fr> [consulté le 20 mars 2021]
- Plaza, S., & Ratha, D. (2011). *Diaspora for development in Africa*. Washington, D.C. [En ligne]. <http://www.knomad.org/publication/diaspora-development-africa> [consulté le 19 décembre 2020]
- Portail sur les données migratoires (2020a). Prévisions en matière de migration. [En ligne]. <https://migrationdataportal.org/fr/themes/previsions-en-matiere-de-migration> [consulté le 11 avril 2021]
- Portail sur les données migratoires (2020b). Portail sur les données migratoires : Pour une perspective globale. [En ligne]. <https://migrationdataportal.org/fr> [consulté le 11 avril 2021]
- Portail sur les données migratoires (2020c). Nigeria. [En ligne]. https://migrationdataportal.org/fr?i=stock_abs_&t=2020&cm49=566 [consulté le 11 avril 2021]
- REM (2012). Glossaire 2.0 sur l'asile et les migrations : un outil pour une meilleure comparabilité. Réseau européen des migrations (Commission européenne). Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/european_migration_network/docs/emn-glossary-fr-version.pdf [consulté le 28 février 2021]. Version anglaise : EMN (2018), *European Migration Network Glossary 6.0*. Réseau européen des migrations. Bruxelles. [En ligne]. https://www.emn.at/wp-content/uploads/2018/06/emn-glossary-6-0_en.pdf [consulté le 28 février 2021].
- Robinson, A. L. (2016). Nationalism and ethnic-based trust: Evidence from an African border region. *Comparative Political Studies*, 49(14), 1819-1854.
- Sanchez, G., Hoxhaj, R., Nardin, S., Geddes, A., & et al. (2018). A study of the communication channels used by migrants and asylum seekers in Italy, with a particular focus on online and social media. [En ligne]. <https://missingchildreneurope.eu/Portals/0/Docs/publication%20hub/Comm%20channels%20used%20by%20migrants%20in%20italy.en.pdf> [consulté le 29 décembre 2020]
- Schengen Visa Info (2019). Country-specific Schengen visa statistics. [En ligne]. <https://statistics.schengenvi-sainfo.com/> [consulté le 24 septembre 2020]
- Schengen Visa News (2020). EU plans to impose visa restrictions on Nigerians. [En ligne]. <https://www.schengenvi-sainfo.com/news/eu-plans-to-impose-visa-restrictions-on-nigerians/> [consulté le 24 septembre 2020]
- UN (2018). General Assembly endorses landmark global Compact on Refugees. UN Meetings Coverage and Press Releases [En ligne]. <https://www.un.org/press/en/2018/ga12107.doc.htm> [consulté le 25 janvier 2021]

UN Network on Migration (n. d.). The Global Compact for Migration: Well governed migration as an essential element of effective Covid-19 response. [En ligne] https://migrationnetwork.un.org/sites/default/files/docs/policy_brief-gcm_and_well_governed_migration_as_an_essential_element_of_effective_covid-19_response_1.pdf [consulté le 20 mars 2021]

Union africaine (2018). Protocole au traité instituant la communauté économique africaine, relatif à la libre circulation des personnes, au droit de résidence et au droit d'établissement. [En ligne]. https://au.int/sites/default/files/treaties/36403-treaty-protocol_on_free_movement_of_persons_in_africa_f.pdf [consulté le 11 avril 2021]

UNRWA (n. d.). Palestine refugees. [En ligne]. <https://www.unrwa.org/palestine-refugees> [consulté le 20 décembre 2020]

Vollset, S. E., Goren, E., Yuan, C.-W., Cao, J., Smith, A. E., Hsiao, T., Bisignano, C., Azhar, G., Castro, E., Chalek, J., Dolgert, A., Frank, T., Fukutaki, K., Hay, S., Lozano, R., Mokdad, A., Nandakumar, V., Pierce, M., Pletcher, M., Robalik, T., Steuben, K., Wunrow, H., Zlavog, B. et Murray, C. J. L. (2020). Fertility, mortality, migration, and population scenarios for 195 countries and territories from 2017 to 2100: A forecasting analysis for the Global Burden of Disease Study. *The Lancet*. Advance online publication. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)30677-2](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)30677-2)



MODULE 2

Acteurs, faits, chiffres et notions clés

Par Monika Lengauer



FINALITÉS DU MODULE

- Déterminer quelles définitions des notions clés utiliser et pourquoi.
- Classer les acteurs majeurs dans le domaine de la migration et du déplacement forcé.
- Identifier les sources de données fiables et s'entraîner à les utiliser.



OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

A la fin de ce module, les participants pourront :

- Décrire l'impérieuse nécessité de recourir à des sources fiables pour les données et les définitions.
- **OA affectif : Recevoir**
 - Débattre des nuances autour des différentes acceptions des notions clés.
- **OA affectif : Répondre**
 - Expliquer ce qui a un impact sur les migrations et les déplacements forcés.
- **OA cognitif : Comprendre**
 - Choisir et utiliser de manière appropriée les définitions et les données clés.
- **OA cognitif : Appliquer**
 - Examiner les acteurs et les organisations clés dans le traitement médiatique.
- **OA cognitif : Analyser**

Aperçu

Les mots doivent être intelligibles, les données fiables, les sources transparentes et les acteurs conscients d'eux-mêmes, de leurs présupposés, de leurs valeurs et de leurs biais – cela fait partie du credo de ce manuel pour informer le débat public sur les mouvements de population. Les journalistes, les futurs journalistes, les formateurs en journalisme mais aussi les directeurs des études ont la responsabilité de prendre des décisions éclairées sur les définitions, les données et les sources qu'ils utilisent et par conséquent qu'ils diffusent.

L'objectif de ce module est de les aider à stimuler un débat public de qualité. Nous y présentons les acteurs qui ont un rôle clé dans le domaine de la migration et du déplacement forcé ; nous discutons des définitions et expliquons combien elles sont connectées aux données ; nous montrons les sources qui collectent et diffusent les données ; nous partageons celles qui ont été récoltées et qui sont présentées selon des méthodologies transparentes tout en étant ouvertes à l'examen des universitaires et du public ; enfin nous indiquons des applications et des outils simples qui permettent de mieux les visualiser. L'ambition de ce module est de donner aux utilisateurs les moyens de prendre des décisions éclairées sur les sources, les données et les définitions qu'ils utilisent. Il facilitera aussi le développement de cursus et stimulera la conception de modules propres à chaque pays sur la couverture des questions relatives aux migrants et aux

réfugiés, dans la mesure où les sources recommandées peuvent être pertinentes pour des études de cas spécifiques.

Des sources de données sélectionnées

Les journalistes qui couvrent les questions de migration et de déplacement forcé sont souvent confrontés au manque de données d'une part et au dédale des personnes ressources d'autre part. Il est complexe d'évaluer la valeur des sources et d'utiliser leurs informations pour mener sa propre recherche. À ce jour, et malgré de nombreuses initiatives visant à améliorer la recension et la comparabilité des données, de nombreux systèmes nationaux de collecte sont encore mal préparés à recueillir des informations détaillées (ONU, 2020). Différents dispositifs collectent et diffusent des données aux niveaux national et international (par exemple les offices statistiques nationaux, par le biais de recensements ou de registres de population). Les raisons de ce manque global de données (de qualité) sont multiples. Il y a des difficultés objectives, par exemple toutes les questions liées aux définitions : Qu'est-ce qu'un migrant ? Qu'est-ce qu'un réfugié ? Ces définitions diffèrent-elles ou non ? La migration, comme l'a souligné Zlotnick (1987), est sans doute le phénomène démographique le plus difficile à mesurer car – contrairement à la mortalité et à la fécondité – il n'est pas lié à une manifestation biologique tangible. Un bébé naît une fois, et c'est sans conteste un nouveau-né, mais qui peut être considéré comme migrant ? Combien de fois migre-t-il (ou elle) ? A partir de quand peut-il (ou elle) être considéré(e) comme un(e) réfugié(e) ? Il y a beaucoup d'exemples de régions et de pays dans le monde où ces défis sont, qui plus est, amplifiés. Prenons l'exemple de l'Afrique. Contrairement aux événements qui ne se produisent qu'une fois dans la vie, comme la naissance et la mort – et pour cela même, les statistiques dans un certain nombre de pays sont un sujet de préoccupation (Sankoh et al., 2020) – la migration est plus complexe, peut-être plus fréquente, voire plus imprécise. Oucho (1998, p. 89) explique que « l'Afrique subsaharienne constitue un cas typique pour étudier le [...] problème de la pénurie de données » sur les mouvements de population internes, régionaux et internationaux. Actuellement, le Pacte mondial pour les migrations est chargé de fournir des données comparables de manière exhaustive et le Pacte mondial pour les réfugiés souligne la nécessité de collecter et de présenter des données fiables, comparables et actualisées (ONU, 2020).

Les formateurs en journalisme s'engagent souvent à guider leurs étudiants d'abord et avant tout vers des données provenant de sources faisant autorité – ce qui est difficile dans le domaine de la migration et du déplacement forcé car la collecte de données est non seulement complexe mais aussi très coûteuse, surtout lorsqu'on se réfère à des données longitudinales, périodiques et comparables au niveau international. Dans la mesure du possible, ce manuel se réfère à des sources officielles ou universitaires crédibles et faisant autorité (IMI, 2020) ou à des sources hybrides (Our World in Data, 2020¹). Étant donné que les étudiants en journalisme et les jour-

1 "Our World in Data" (Notre monde en données) est le fruit d'une collaboration entre des chercheurs de l'université d'Oxford, qui sont les rédacteurs scientifiques du contenu, et l'organisation à but non lucratif Global Change Data Lab,

nalistes en exercice ont besoin d'un accès rapide à des données fiables et à jour, ce manuel recommande d'utiliser des données provenant de sources qui :

(1) sont aussi dignes de confiance que possible sur la base de leurs mandats de collecte et de la diffusion des données, et sur la base de leurs méthodologies qui doivent être transparentes et ouvertes à l'examen académique et public ;

(2) ont l'obligation de fournir des données pertinentes, exactes, à jour et récurrentes, longitudinales, qui soient comparables au niveau international et cohérentes au niveau mondial, ventilées par sexe et par âge, créditées, et dont les données sont disponibles en accès libre, facilement accessibles et clairement compréhensibles ;

(3) montrent de préférence comment visualiser les données afin de faciliter la recherche journalistique comparative sur une large gamme d'indicateurs, au niveau mondial.

Les bases de données organisées qui ne répondent pas à ces normes ne sont pas recommandées (Buneman et al., 2009). Ce manuel recommande le Portail sur les données migratoires (2020a; 2020d) comme point d'accès privilégié pour effectuer des recherches. En quatre langues (français, anglais, espagnol et allemand), le portail s'adresse explicitement aux journalistes et au grand public. Il est administré par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et soutenu par des gouvernements (les États-Unis, l'Allemagne et la Suisse entre autres). Il s'agit d'un guichet unique avec des données provenant de sources internationales dûment mandatées (Commission statistique des Nations unies, 2020 ; UNSD, 2020a²). Les autres sources sont les suivantes :

- La Division des statistiques des Nations Unies (UNSD) collecte et diffuse des données nationales officielles sur les flux et les effectifs de migrants internationaux³. La collecte de données de l'Annuaire démographique de l'UNSD et son Annuaire statistique sont des sources précieuses offrant des données variées pour tous les pays et toutes les régions (UNSD, 2020b; UNSD, 2020c).
- La Division de la population des Nations unies (UNPD) prépare des estimations des effectifs de migrants pour chaque pays à partir des données fournies par l'UNSD, et ses statistiques annuelles sont très utiles pour effectuer des comparaisons dans le temps, entre les continents et les pays (DAES, 2019a ; DAES 2019b).

qui publie et entretient le site internet et les outils de données. Voir le programme Oxford Martin sur le développement mondial (Our World in Data, 2020).

- 2 La Commission de statistique des Nations unies est l'organe le plus élevé du système statistique mondial. Elle réunit les statisticiens en chef des États membres des Nations unies du monde entier. C'est l'organe de décision le plus élevé pour les activités statistiques internationales, et elle supervise le travail de la UNSD.
- 3 Définition des effectifs de migrants et des flux de migrants : Voir les glossaires recommandés par le présent manuel : OIM (2019a) ; REM (2012).

- L'Organisation internationale du travail (OIT) recueille et compile des statistiques internationales sur les migrations de main-d'œuvre (OIT, 2020).
- Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) – également connu comme l'Agence des Nations unies pour les réfugiés – collecte et compile des données sur les réfugiés, les demandeurs d'asile, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les apatrides et autres « personnes relevant de la compétence du HCR » (HCR, 2020b ; voir Figure 6).
- L'OIM recueille, utilise, analyse et publie des données sur un large éventail de sujets liés à la migration (Portail sur les données migratoires, 2019a).
- L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) fournit des statistiques sur les réfugiés palestiniens (UNRWA, 2019).
- La base de données des Indicateurs du développement dans le monde (WDI) de la Banque mondiale est une compilation de statistiques comparables au niveau international sur le développement mondial et la lutte contre la pauvreté, disponible en plusieurs langues dont l'arabe, le russe et le portugais (Banque mondiale, 2019).

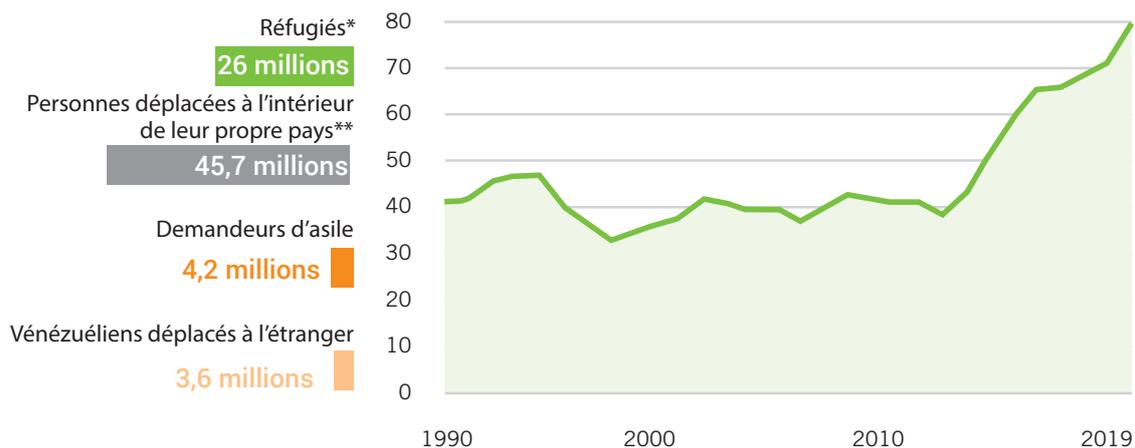
Parmi les exemples de pôles régionaux, citons la Banque africaine de développement (BAD) et ses annuaires statistiques africains (BAD et al., 2019 ; BAD, 2020). L'Office statistique de l'UE (Eurostat) a également pour mission la collecte et la diffusion de données (Eurostat, 2019).

La collecte de données comprend toutes les sources disponibles, y compris les observateurs spéciaux sur le terrain et les reportages des médias, déployés par exemple par l'Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC, 2019, pp. 9, 13, 19). Dans le contexte de la Covid-19, les données ont dû être collectées dans des conditions très difficiles, notamment les règles de distanciation sociale, alors que de nombreux migrants et réfugiés ont été bloqués lorsque les frontières ont été fermées ou ont été confinés dans des centres d'accueil, leurs droits humains étant souvent affectés de manière disproportionnée. Dans ces circonstances, il est d'autant plus important de disposer de données précises et actualisées afin de comprendre la portée et l'impact de la pandémie, de planifier les interventions et, en fin de compte, de sauver des vies (Réseau des Nations Unies sur les migrations, n. d. ; HCR, 2020c).

Étant donné la diversité des entités de collecte et des groupes cibles, il n'est pas surprenant que les données ne soient pas nécessairement concordantes. Les différentes institutions collectent souvent les données de manière indépendante, avec leurs propres objectifs, en utilisant des définitions, des critères et des paramètres différents, ce qui rend difficile le partage, la comparaison et l'analyse conjointe (HCR, 2016a, p. 40). Par exemple, l'OIM suit les « personnes déplacées », et le HCR collecte des données sur les « personnes déplacées de force » – les deux mesures ont des significations différentes et ne peuvent pas être utilisées de manière interchangeable. Pour le HCR, les personnes déplacées de force comprennent principalement les réfugiés, les demandeurs d'asile et certains déplacés internes (HCR, 2019, p. 63). Les réfugiés palestiniens sont

souvent, mais pas toujours, inclus dans les chiffres qui indiquent un déplacement forcé (HCR, 2020d, p. 2 ; Banque mondiale, 2017, pp. 15-16, annexe A, pp. 34-35).

Figure 6: 79.5 millions de personnes déplacées de force dans le monde à la fin de 2019



*20,4 millions de réfugiés sous couvert du HCR ; 5,6 millions de réfugiés palestiniens sous couvert de l'UNRWA.

**Source : IDMC

Plusieurs groupes de « personnes déplacées de force » sont sous le mandat du HCR, notamment des réfugiés, des personnes déplacées dans leur propre pays, des demandeurs d'asile et des apatrides (données ci-dessus au 18 juin 2020). Le HCR collecte des données sur ces « personnes relevant de sa compétence ».

Les réfugiés palestiniens sont sous le mandat de l'UNRWA. Source : HCR (2020b). Illustration originale.



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE), AFFECTIVES (RECEVOIR) ET PSYCHOMOTRICES (DÉVELOPPER LA PRÉCISION) :

Pourquoi les chiffres ne correspondent-ils pas ?

Divisez les participants en deux groupes.

Le groupe 1 s'occupera des personnes déplacées suivies par la Matrice de Suivi des Déplacements (ou DTM en anglais) de l'OIM. Par exemple : A partir d'octobre 2020, la DTM a suivi une population déplacée de 25 064 734 personnes. Citant l'IDMC comme source, la DTM indique également une population déplacée par les conflits et la violence de 37 564 555 personnes en décembre 2019 (IOM DTM, 2020).

Le groupe 2 s'intéressera aux personnes déplacées de force et se penchera sur les données que l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés fournit : 79,5 millions de personnes déplacées de force dans le monde à la fin 2019 (HCR, 2020b).

Les deux groupes commenceront par actualiser les chiffres mentionnés ci-dessus afin de travailler avec les données les plus récentes. Ils rechercheront ensuite ce que les chiffres nous disent, en utilisant les sources fournies ci-dessus :

- Quel était le but et la portée de l'exercice de collecte de données ?
- Quelle était la période couverte ?
- Comment les données ont-elles été recueillies (par exemple, des observateurs sur le terrain ou des reportages de médias ont-ils été inclus?)

Les informations sur les personnes qui sont représentées dans ces chiffres peuvent inclure :

- Les caractéristiques des exilés, par exemple leur profil démographique (âge, sexe, situation économique, niveau d'éducation, etc.).
- Le fait qu'elles voyagent seules ou avec des membres de leur famille.
- Les groupes de personnes recensés, par exemple les réfugiés, les travailleurs migrants, les enfants non accompagnés et séparés, les femmes, les victimes de la traite ou les personnes provenant de certains pays d'origine, se dirigeant vers certaines destinations ou empruntant certains axes de migration etc.
- Les risques qu'elles encourent en matière de protection.

Une courte présentation de type Powerpoint permettra de mettre en lumière les histoires que ces chiffres racontent. En échangeant sur les deux présentations, les participants examineront pourquoi les chiffres des personnes déplacées fournis par une organisation internationale (l'OIM) ne correspondent pas aux chiffres des personnes déplacées de force publiés par une autre (le HCR).

Lorsque l'on abordera la question des définitions, dans la section suivante, il sera manifeste que le secteur ne dispose toujours pas d'une définition commune d'un terme clé – les migrants – ce

qui entrave la comparaison et l'analyse des données.

Lors de la préparation d'études de cas par pays, des sources officielles sont également disponibles avec des données pertinentes, datées, précises pour chaque pays et cohérentes au niveau mondial. Outre les sources susmentionnées, d'autres peuvent être pertinentes : le site UNdata (2020), les Rapports sur le développement humain du Pnud (RDH ; Pnud, n. d. ; Pnud, 2019), l'Unesco avec des données sur l'éducation (Unesco, 2020), pour n'en citer que quelques-unes. Certains groupes de réflexion fournissent des analyses à partir de données, par exemple sur l'évolution démographique et le développement durable (Berlin Institute for Population and Development, 2020), l'affiliation religieuse (Pew Research Center & John Templeton Foundation, 2016) et bien d'autres. En gardant à l'esprit que les cartes « comme les discours et les peintures, sont des assemblages d'informations réalisés par des personnes et donc susceptibles d'avoir été déformés » (Monmonier, 2018), ce manuel recommande, autant que possible, de consulter la Section de la cartographie de l'ONU (2019).

Termes clés – distinguer migrants et réfugiés

Les deux termes clés du débat sont les migrants et les réfugiés, plus le cas particulier des réfugiés palestiniens qui ne sera pas détaillé à ce stade pour des raisons de clarté. Les réflexions suivantes visent à comprendre ces deux termes en soulignant les différences entre les migrants et les réfugiés. Il convient de noter que si nous examinons des différences, les droits de tous les groupes sont toujours reconnus. En effet, si les réfugiés sont protégés par le droit international, les migrants ont également des droits, même s'ils ne sont pas aussi étendus (voir ci-dessous).

Les réfugiés sont persécutés dans leur pays d'origine et sont donc obligés de fuir. Alors qu'un gouvernement garantit généralement les droits fondamentaux et la sécurité physique de ses citoyens, les réfugiés, par définition, ne sont pas protégés par leur gouvernement ; la communauté internationale intervient pour garantir leurs droits et leur sécurité physique. Comme les réfugiés ne peuvent être protégés dans leur pays d'origine, ils bénéficient de la protection du droit international. Les migrants, en revanche, peuvent être protégés dans leur pays d'origine (Cherem, 2016, p. 190). La pièce maîtresse de la protection internationale des réfugiés reste la Convention des Nations unies (ONU) relative au statut des réfugiés, dite « Convention sur les réfugiés », également connue sous le nom de « Convention de Genève »⁴ ; elle a été adoptée en 1951, et modifiée par le Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés, dit « Protocole sur les réfugiés » (HCR, 2010 ; pour les situations africaines spécifiques⁵, voir module 9). Un réfugié, selon l'article 1A (2), est une personne qui,

4 La Convention sur les réfugiés a été adoptée par la Conférence des plénipotentiaires des Nations Unies sur le statut des réfugiés et des apatrides, tenue à Genève en juillet 1951.

5 Convention régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, adoptée le 10 septembre 1969 par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement ; entrée en vigueur le 20 juin 1974 (OUA, 1969).

« craignant avec raison d’être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n’a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner. » (HCR, 2010, p. 12)

Les personnes fuyant des conflits armés et la guerre sont explicitement couvertes par cette définition, comme l’a précisé le HCR (HCR, 2016c). La Convention sur les réfugiés définit non seulement le terme « réfugié », mais elle établit également les droits des réfugiés en vertu des normes internationales. Le plus important est celui de ne pas être renvoyé dans le pays où leur vie ou leurs libertés sont menacées ; c’est ce que l’on appelle le principe de non-refoulement. « Les États ne peuvent, en aucune circonstance, renvoyer une personne réfugiée ou qui prétend l’être dans le pays qu’elle fuit » (Grech, 2014, p. 41). Outre le non-refoulement, la protection comprend le ressort d’un nouvel État. Les réfugiés doivent bénéficier au moins des mêmes droits et assistance de base que tout autre étranger en situation régulière – y compris la liberté d’expression et l’absence de traitement dégradant – et des mêmes droits économiques et sociaux, notamment l’accès aux soins médicaux, à la scolarité et le droit au travail. Pour des raisons humanitaires, les États devraient permettre à un conjoint ou à des enfants à charge de rejoindre les personnes auxquelles un refuge temporaire ou un asile a été accordé (Cherem, 2016, pp. 184-187 ; Grech, 2014, p. 191).

Les États ont l’obligation de coopérer avec le HCR, qui a pour mandat de fournir cette protection aux réfugiés dans les camps, dans tout dispositif de logement privé, en transit et en retournant chez eux (« rapatriement »⁶). Outre les réfugiés, le HCR est responsable d’autres « personnes relevant de sa compétence » qui sont confrontées à de graves risques de protection et peuvent donc escompter la protection de cette agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR, n. d.a; HCR, 2019, p. 63) :

- Demandeurs d’asile : Les personnes qui ont demandé une protection internationale et dont la demande de statut de réfugié n’a pas encore été déterminée.
- Personnes déplacées à l’intérieur de leur propre pays : Les personnes qui ont été forcées de quitter leur domicile mais qui n’ont pas franchi de frontière internationale ; les raisons pour lesquelles elles ont quitté leur domicile peuvent être un conflit armé, une violence généralisée, des violations de droits humains, des catastrophes (par exemple, des inondations) etc.
- Apatrides : Personnes qui ne sont considérées comme des ressortissants d’aucun État.
- Les autres groupes comprennent les réfugiés de retour, les déplacés internes de retour et d’autres groupes relevant de la compétence du HCR.

⁶ Pour la définition du rapatriement, voir les glossaires recommandés par ce manuel : REM (2012) ; OIM (2019a).

Les migrants ne sont pas aussi clairement définis, et leurs droits ne sont pas aussi étendus. Le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU a déployé des efforts considérables pour tenter d'harmoniser les nombreuses approches visant à définir les migrants, ce qui a abouti à cette définition de 1998, selon laquelle un migrant international de longue durée est :

« [une] personne qui s'installe dans un pays autre que celui de sa résidence habituelle pour une période d'au moins un an (12 mois), de sorte que le pays de destination devient effectivement son nouveau pays de résidence habituelle »⁷ (DAES, 1998, encadré 1, p. 10).

Cette définition des migrants internationaux est basée sur le concept de pays de résidence habituelle qui n'est pas nécessairement le pays de naissance du migrant ou celui dont il ou elle possède la nationalité. Il s'agit d'une distinction importante pour comprendre que, par exemple, un migrant originaire du Cameroun qui a résidé en France pendant plus de douze mois et qui émigre ensuite de France vers le Maroc sera désormais considéré comme un émigrant de France, et que son émigration antérieure depuis son pays d'origine, le Cameroun, ne sera plus prise en compte à partir de ce moment-là, même si elle peut encore être pertinente pour le statut de la personne dans le deuxième pays. Les migrants internationaux comprennent deux groupes : ceux qui quittent un pays – les émigrants – et ceux qui traversent une frontière et entrent dans un autre pays – les immigrants (REM, 2018 ; OIM, 2019a). Peut-être contrairement aux idées reçues, cette distinction s'explique-t-elle par l'objectif visé par la définition de l'ONU de faciliter les statistiques sur les migrations internationales. Cela implique davantage de complexités, par exemple le changement de statut juridique du migrant lorsqu'il passe de la souveraineté et de la protection d'un État à celle d'un autre. « La citoyenneté est un concept particulièrement important dans les migrations internationales » (Bilsborrow, 2016, p. 114) car elle détermine qui est soumis au contrôle de l'immigration et qui est sous la protection de l'État – les immigrants peuvent avoir moins de droits juridiques que les citoyens. Pour rendre les choses encore plus complexes pour la pratique journalistique, la définition d'un migrant international par la DAES comprend non seulement les migrants légaux, mais aussi les demandeurs d'asile et ceux qui tentent de franchir les frontières sans documents valides (passeports, visa) – les migrants irréguliers – ou qui restent après l'expiration de leur document légal requis, ceux que les anglophones appellent les *overstayers*⁸ (Bilsborrow, 2016).

7 Ceux qui restent de trois mois à moins de douze mois sont considérés comme des migrants internationaux de court terme (UNDESA, 1998, p. 10, encadré 1).

8 Définition de *overstayers* : voir les glossaires recommandés dans le présent document REM (2012) ; OIM (2019a). Pour les migrants qui ne disposent pas des documents légaux requis (par exemple, un visa) pour entrer et/ou séjourner dans un pays étranger, des termes tels que clandestin, illégal, non autorisé, sans papiers et irrégulier sont courants. La Commission européenne a utilisé dans sa législation l'expression ressortissant de pays tiers dont on constate qu'il est en situation de présence ou de séjour irrégulier. Le Conseil de l'Europe fait la distinction entre la migration illégale et la migration irrégulière – le terme illégal est préféré lorsqu'il fait référence à un statut ou à un processus, et le terme irrégulier lorsqu'il fait référence à une personne. L'ONU a reconnu que le terme illégal ne devrait pas être utilisé pour définir les migrants en situation irrégulière. Le terme irrégulier est préférable à celui d'illégal car ce dernier comporte une connotation criminelle, contraire à la dignité des migrants et porte atteinte au respect des droits humains des migrants (REM, 2018 ; OIM, 2019a).

Le Pacte mondial pour les migrations reflète les efforts déployés pour rendre la définition statistique des migrants internationaux « plus opérationnelle » (DAES, 2006, p. 4, para A.2) tout en reconnaissant la nécessité de la faire évoluer, y compris vers « un ensemble de normes pour mesurer les effectifs et les flux de migrants, et documenter des profils et tendances migratoires, des caractéristiques de migrants, ainsi que les vecteurs et les incidences de la migration » (AGNU, 2018, p. 7-8, paragraphe 17).

Dans le domaine des droits, la différence entre les migrants et les réfugiés est clairement réglementée par la législation internationale : Les réfugiés sont définis par le droit international et régional des réfugiés et la communauté internationale a des obligations légales à leur égard – la Convention de 1951 sur les réfugiés et son Protocole de 1967 déterminent les obligations des États signataires. Ces textes et d'autres textes juridiques comme la Convention africaine sur les réfugiés de 1969 (OUA, 1969 ; voir module 9), ont « imprégné d'innombrables autres lois et pratiques internationales, régionales et nationales » (HCR, 2016b). « S'il existe une seule convention juridiquement contraignante pour régir le traitement des réfugiés, [...] il n'existe pas de document fondateur contraignant obligeant les gouvernements à défendre les droits de tous les migrants » (Ferris & Martin, 2019). Cependant, tant les migrants que les réfugiés ont des droits en vertu de leur nature humaine partagée, comme les droits humains universels et les libertés fondamentales, ce qui les protège de la violence raciste et xénophobe, de l'exploitation, du travail forcé, etc. (Amnesty International, n. d. ; Portail sur les données migratoires, 2020c). Les droits des migrants sont accordés principalement par le cadre juridique des droits humains, et également par des traités d'autres branches du droit international public, par exemple le droit du travail, le droit humanitaire, le droit pénal transnational, en particulier les traités relatifs à la traite des êtres humains et au trafic de migrants (Portail sur les données migratoires, 2020c). Les migrants constituent un groupe hétérogène confronté à de nombreuses vulnérabilités auxquelles sont exposés les femmes, les filles, les hommes et les garçons, mais aussi les personnes ayant des besoins spécifiques, les personnes âgées ou les membres de la communauté LGBTI⁹. Une grande variété de facteurs peut les pousser à quitter leur foyer et à s'installer dans de nouveaux lieux à l'intérieur de leur pays d'origine (déplacés internes) ou en dehors (voir module 3). Lorsque les migrants et les réfugiés arrivent à la frontière d'un pays de transit ou de destination, ils sont confrontés au droit souverain de l'État nation à déterminer sa politique d'immigration en conformité avec le droit international. Cela a été réaffirmé dans le Pacte pour les migrants et dans le Pacte pour les réfugiés. Chaque État a le droit de déterminer sa politique migratoire nationale, ses politiques de gestion des frontières et de régir la migration à l'intérieur de sa juridiction. Les États peuvent établir une distinction entre les statuts de migration régulière et irrégulière, en tenant compte de réalités différentes, de politiques, de priorités et d'exigences propres pour l'entrée, la résidence et le travail. L'intégration locale des réfugiés a également été confirmée comme relevant de la décision souveraine des États. La décision d'un État doit être guidée par les principes des droits humains, le droit international et les obligations découlant des traités. Cela signifie que les migrants et les réfugiés seront confrontés à des situations

⁹ Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes (LGBTI).

d'immigration différentes selon les pays (HCR, 2018, p. 1, paragraphe 2 ; p. 7, paragraphe 33; p. 17, paragraphe 86 ; p. 19, paragraphe 97 ; AGNU, 2018, p. 5, paragraphe 15(c) ; p. 20, paragraphe 27).

En dehors de la définition statistique des migrants internationaux (voir la définition de l'ONU de 1998) et de la définition juridique des réfugiés (voir la Convention sur les réfugiés), la question de savoir qui fait partie des migrants est toujours débattue (Anderson et Blinder, 2017 ; Crawley et Skleparis, 2017 ; Long, 2013 ; Zetter, 2007). Les institutions divergent considérablement sur celles et ceux qu'elles veulent considérer comme tels. Trois approches seront présentées, celles proposées par le HCR, par l'OIM et par un média, la British Broadcasting Corporation (BBC). Rappelant que le HCR a pour mandat de répondre aux besoins de protection des « personnes relevant de sa compétence », y compris les réfugiés, les demandeurs d'asile et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, cette agence des Nations unies pour les réfugiés explique :

« Il existe des différences importantes entre les termes 'migrant' et 'réfugié', qui ne peuvent être utilisés de manière interchangeable. Les réfugiés se trouvent hors de leur propre pays en raison d'une menace pour leur vie ou leur liberté. Ils sont définis et protégés par un cadre juridique international spécifique. Le terme 'migrant', quant à lui, n'est pas défini par le droit international et est parfois utilisé différemment par les différentes parties prenantes. Traditionnellement, le mot 'migrant' a été utilisé pour désigner les personnes qui se déplacent par choix plutôt que pour échapper à un conflit ou à des persécutions, généralement à travers une frontière internationale, [...] par exemple pour rejoindre des membres de leur famille déjà à l'étranger, pour chercher des moyens de subsistance ou pour toute une série d'autres raisons » (HCR, 2018a).

En conséquence, le groupe d'experts de l'ONU sur les statistiques relatives aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays identifie :

« un besoin de différencier plus efficacement, sur le plan conceptuel, les migrants internationaux et les réfugiés. [...] Un réfugié] sur le plan juridique, sur le plan de la protection, ainsi que sur le plan statistique, [...] n'est pas couvert de manière adéquate par le terme 'migrant' et, dans certaines situations, les réfugiés ne sont clairement pas des migrants du tout (par exemple, la plupart des réfugiés palestiniens) » (Commission statistique des Nations unies, 2018, p. 7, paragraphe 25).



SUGGESTION POUR LES PARTICIPANTS PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER) :

Après l'introduction de la différenciation entre les migrants et les réfugiés, invitez votre classe à :

- jouer le rôle de migrants (groupe 1),
- jouer le rôle de réfugiés (groupe 2),

Chaque groupe fera preuve d'empathie, en explorant si et comment les migrants et les réfugiés peuvent avoir des caractéristiques, des difficultés et des opportunités qui leur sont propres, par exemple :

Les migrants peuvent	Les réfugiés doivent
Choisir de quitter leur domicile (« volontairement »).	Quitter leur pays parce qu'ils sont « persécutés » et sont donc « déplacés de force ».
Les migrants peuvent supposer qu'ils seront protégés par leurs gouvernements qui garantissent les droits humains fondamentaux et la sécurité physique de leurs citoyens.	Supposer que leurs gouvernements ne les protégeront plus.
Avant de quitter leur domicile, les migrants peuvent rassembler des documents importants (passeports, cartes d'identité), des certificats d'études et des antécédents professionnels, etc.	S'emparer rapidement de ce qui est disponible au moment où ils fuient leur pays.
Les migrants peuvent envoyer de l'argent à leur famille (transferts de fonds), afin de subvenir à leurs besoins à distance.	S'efforcer de rester en contact avec leur famille afin de ne pas mettre en péril la sécurité et le bien-être de leurs proches.
Etc.	Etc.

Développez la grille en ajoutant des moments déterminants pour structurer une discussion sur les expériences des deux groupes ; essayez de suivre une chronologie provisoire avec la préparation de l'individu, sa décision, son départ, son transit, son arrivée dans le pays de destination, sa vie dans ce nouveau lieu, en mentionnant ses droits.

L'OIM travaille désormais avec une définition générique des migrants qui inclut les réfugiés ainsi que toutes les autres personnes qui s'éloignent de leur résidence habituelle, « que ce soit à l'intérieur d'un pays ou en traversant une frontière internationale, de manière temporaire ou permanente, et pour diverses raisons ». L'OIM inclut ainsi explicitement les personnes qui fuient soit les guerres, soit les persécutions, par exemple les réfugiés (OIM, 2019a, pp.132-133). L'organisation a donc amendé sa définition de 2011 qui stipulait que le terme

« migrant était généralement compris comme recouvrant tous les cas où la décision de migrer était prise librement par l'individu concerné pour des raisons de 'convenances personnelles' et sans intervention d'un facteur contraignant extérieur ; il s'appliquait donc aux personnes, et aux membres de leur famille, qui se déplacent vers un autre pays ou une autre région pour améliorer leurs conditions matérielles ou sociales et améliorer leurs perspectives ou celles de leur famille » (OIM, 2011, p. 61).

En plus des définitions statistiques et/ou légales des migrants internationaux et des réfugiés, certains médias ont proposé leurs propres définitions. La BBC a décidé d'utiliser une définition complètement différente en ajoutant l'élément de demande d'asile, et considère les migrants comme étant :

« tous les exilés qui n'ont pas encore terminé le processus légal de demande d'asile. Ce groupe comprend des personnes fuyant des pays déchirés par la guerre, comme la Syrie, qui sont susceptibles d'obtenir le statut de réfugié, ainsi que des personnes à la recherche d'un emploi et d'une vie meilleure, que les gouvernements sont susceptibles de considérer comme des migrants économiques » (The BBC News, 2016).

Le journal The Guardian a invité ses lecteurs à débattre de la question de savoir si le terme « immigrant illégal » devait être remplacé par « immigrant accusé d'être entré illégalement dans le pays » et a conclu que c'était peut-être la meilleure option, « aussi lourd que cela puisse paraître » (Elliott, 2014).



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

Invitez les participants à préparer de courts articles (deux pages) sur la manière de définir les deux termes clés « migrants » et « réfugiés ». Les articles doivent aborder les questions suivantes et se conclure par des recommandations :

1. Comment définissez-vous les migrants ? Comment définissez-vous les réfugiés ? Pourquoi ?
2. Quel(s) terme(s) recommanderiez-vous pour votre activité journalistique et comment suggérez-vous de le(s) définir ?

La terminologie dans la langue officielle de votre pays d'origine et surtout dans les langues locales et ethniques pourrait enrichir utilement la discussion. Partagez et postez sur le portail du projet www.mediaandmigration.com.

De nombreux autres termes sont utilisés dans le débat sur les migrations et les déplacements forcés – migrants clandestins/illégaux/irréguliers/sans papiers d’un côté, migrants légaux, en migration circulaire (voir module 1), en rapatriement, migrants de retour, déplacés internes de retour, réfugiés de retour, demandeurs d’asile et déplacés internes, de l’autre. Le concept de mouvements mixtes de migrants et de réfugiés souligne le fait que les migrants et les réfugiés se déplacent souvent sur les mêmes itinéraires, dans les mêmes groupes, font face aux mêmes difficultés et visent la même destination – qui plus est souvent pour les mêmes raisons mais sous des appellations différentes (Crawley & Skleparis, 2017).

Ce manuel conseille aux lecteurs de consulter des ouvrages universitaires avant d’adopter une terminologie. Il existe des encyclopédies, mais elles sont souvent accessibles sur abonnement (Oxford Research Encyclopedias, 2019), ce qui nécessite un financement, rarement disponible pour nombre de salles de classe et de salles de rédaction dans le monde. Par conséquent, trois glossaires institutionnels – tous trois en accès libre – offrent un premier point d’accès pour naviguer dans la terminologie : Tout d’abord, le glossaire « Asile et migration », publié par le Réseau européen des migrations (REM), s’efforce de présenter différents contextes, et traduit les termes en 22 langues. Le titre même du glossaire témoigne de la volonté de l’éditeur de mettre l’accent sur l’asile et la migration (REM, 2012) – une perspective que la BBC privilégie également (voir ci-dessus). Deuxièmement, le glossaire du HCR fait référence aux personnes relevant de la compétence de l’agence (HCR, n. d.a). Troisièmement, nous recommandons le glossaire de l’OIM sur la migration (OIM, 2019a). Il est préférable d’utiliser ces glossaires en parallèle afin de tenir compte des différents angles de ces institutions. Les glossaires académiques ou institutionnels d’Afrique ou d’Asie ne sont pas facilement disponibles, mais un glossaire journalistique sud-africain existe tout en faisant principalement référence à l’OIM (Chiumia, 2016). Face à ce foisonnement de définitions, il est difficile de choisir le bon terme à employer. Les universitaires révèlent la profondeur de cette problématique interdisciplinaire. Les médias ont besoin de mots courts qui sont précis, qui établissent un pont avec leurs destinataires, qui sont faciles à comprendre et qui attirent l’attention. Les statistiques internationales doivent fournir des éléments probants pour élaborer des politiques. Les institutions suivent leur mandat. Ce manuel considère les migrants et les réfugiés comme des groupes distincts de personnes en mouvement ou en fuite. Les deux groupes ont des droits, comme indiqué ci-dessus. La perspective repose sur la situation dans les pays d’origine, où les réfugiés ne sont pas protégés par leur gouvernement : Ils ont un besoin urgent de protection à l’étranger. Les migrants restent sous la protection de leur gouvernement. Ceux qui sont mandatés pour les protéger et les assister – notamment leurs gouvernements, les agents de coopération internationale au développement, les ONG, etc. – peuvent atteindre les migrants potentiels dans leur pays d’origine avec des programmes et des projets spécifiques. Du point de vue du pays de destination, les pays qui ont signé la Convention de 1951 sont tenus de protéger les réfugiés sur leur territoire et de les traiter conformément aux normes internationalement reconnues. Globalement, les États-nations ont le droit souverain de déterminer leurs politiques d’immigration en conformité avec le droit international, et ils peuvent faire la distinction entre les demandeurs d’asile et les statuts de migration régulière et irrégulière (comme le réaffirment le Pacte mondial pour les migrations et le Pacte mondial pour les réfugiés, voir ci-dessus).

Par conséquent, ce manuel fait largement référence aux migrants et aux réfugiés et aux questions de migration et de déplacement forcé. Il reconnaît également d'autres groupes tels que les apatrides ou les déplacés internes et fait référence aux mouvements mixtes de migrants et de réfugiés si le contexte le justifie pour plus de clarté. Nous soulignons que toutes les personnes qui se déplacent ou fuient ont des droits, même s'ils sont différents. Nous insistons également sur le fait que le journalisme doit toujours décomposer les catégories de personnes mentionnées dans tout dispositif statistique qu'il cite, afin d'éviter les amalgames et les présupposés involontaires.

Les termes de Nord et de Sud sont largement utilisés dans les milieux universitaires (Kloß, 2017). Les médias les aiment aussi, dans les deux hémisphères (Glennie, 2016 ; Kelegama, 2014 ; The New Humanitarian, 2012). Ils rappellent la Commission Nord-Sud présidée par Willy Brandt qui a popularisé le terme, en appelant à la coopération Sud-Nord pour la paix et le développement, en luttant contre « le gaspillage et la corruption, l'oppression et la violence [...], le déchaînement du fanatisme, la misère de millions de réfugiés, ou d'autres violations des droits humains qui nuisent à la cause de la justice et de la solidarité, chez nous et à l'étranger » (Schmidt, 2018, p. 7). Au fil du temps, les défis ont évolué et les solutions ont été ajustées, et les Objectifs de développement durable (ODD ; ONU, n. d.a) tentent aujourd'hui de résoudre ces problèmes brûlants. Pour certains observateurs, diviser le monde en une partie sud et une partie nord n'offre pas une voie constructive pour la résolution collaborative des problèmes. Selon l'avis de Toshkov (2018) : « Le 'Sud' est un terme terrible. Ne l'utilisez pas ! ». Ce manuel comprend les termes Sud et Nord comme procédés heuristiques pour le journalisme. Cependant, pour des classifications qui font sens, nous opterons pour celles qu'utilisent les Rapports annuels sur le développement humain (RDH) qui identifient trois dimensions : (1) vivre une vie longue, saine et créative, (2) être informé et (3) avoir accès aux ressources indispensables à une qualité de vie décente. Le schéma du RDH classe le développement humain des pays dans les catégories suivantes : très élevé, élevé, moyen et faible (Pnud, 2019). La communauté internationale a mis au point et utilise d'autres classifications, que ce manuel fait siennes, et dont chacune est utilisée au mieux dans son contexte approprié (DAES, n. d.) :

- Régions géographiques : pays regroupés géographiquement en six grandes zones désignées comme suit : Afrique, Asie, Europe, Amérique latine et Caraïbes, Amérique du Nord, et Océanie.
- Groupes de développement des Nations unies (les désignations « développé » [more developed en anglais] et « en développement » [less developed en anglais] n'ont ici qu'une visée statistique et ne représentent nullement un jugement sur le processus de développement) :
 - ▶ Les régions développées comprennent l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Australie/Nouvelle-Zélande et le Japon.
 - ▶ Les régions en développement comprennent toutes les régions d'Afrique, d'Asie (sauf le Japon), d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que la Mélanésie, la Micronésie et la Polynésie.

- ▶ Les pays les moins avancés comprennent maintenant 47 pays, la plupart (32) en Afrique subsaharienne.
- ▶ Les Pays en Développement Sans Littoral (PDSL, Landlocked Developing Countries) comprennent 32 pays.
- ▶ Les Petits États Insulaires en Développement (PEID, Small Island Developing States) comprennent 58 États.
- La Banque mondiale classe les économies nationales en trois catégories : à faible revenu, à revenu intermédiaire (de la tranche inférieure ou supérieure) et à revenu supérieur (Banque mondiale, 2020).
- Regroupements régionaux pour le rapport sur les objectifs du développement durable : les pays et les zones sont regroupés en 8 régions : (1) Afrique subsaharienne, (2) Afrique du Nord et Asie occidentale, (3) Asie centrale et du Sud (4) Asie de l'Est et du Sud-Est, (5) Amérique latine et Caraïbes, (6) Océanie, (7) Europe, (8) Amérique du Nord.

Florilège d'acteurs clés

Qui sont les acteurs ? Ou, dit autrement, en traduisant le langage de la salle de classe dans celui de la salle de rédaction : Les acteurs sont-ils des gens ? Frey (1985) explique que, dans son acception la plus générale, les acteurs sont des participants à la vie politique, dans toute la diversité de leurs rôles.

Traditionnellement, les États-nations sont considérés comme des acteurs majeurs en ce qui concerne les politiques de migration et de déplacement forcé. Ils conservent des droits importants malgré leur appartenance à des organisations supranationales telles que l'Union européenne (UE) ou l'Union africaine (UA). Les États membres de l'UE, par exemple, détiennent le droit d'admettre ou d'exclure les personnes venant de pays non membres de l'UE pour chercher du travail et une politique commune en matière d'asile n'est encore qu'un « objectif » à développer (Ong'ayo, 2013 ; Schmid-Drüner, 2019 ; Sokolska, 2020).

Au niveau international, la gouvernance des migrations est guidée par les ODD : dans la cible 10.7 de l'ODD 10, les États membres de l'ONU s'engagent à faciliter « la migration et la mobilité des personnes de manière ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées » (ONU, n. d.b). La question de savoir quels acteurs dirigent réellement l'élaboration des politiques est l'une des questions qui guide les indicateurs de gouvernance migratoire (MGI en anglais) de l'OIM, actuellement disponibles pour une cinquantaine de pays (Portail sur les données migratoires, 2020b). L'OIM, tout comme d'autres acteurs internationaux tels que le HCR ou l'UNRWA, est également un acteur clé (BpB, 2016), et les acteurs non étatiques assument un rôle de plus en plus important.

Tout comme les questions de migration et de déplacement forcé sont devenues hautement politiques et significatives, les réseaux internationaux d'acteurs sont devenus nombreux, complexes et fortement interconnectés. Le HCR, par exemple, organise des consultations annuelles avec les ONG (HCR, 2020a), et déclare collaborer avec plus de 900 partenaires, et déboursé environ 40 % de ses dépenses annuelles via ce groupe (HCR, n. d. b). Ces fonds sont destinés, par exemple, à de grandes organisations non gouvernementales internationales ayant fait leurs preuves dans la mise en œuvre de projets, comme Médecins Sans Frontières (MSF), Care, Caritas, Save the Children et l'International Rescue Committee (IRC), ainsi qu'à des ONG locales, comme les comités nationaux de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Ces organisations fournissent des soins de santé, de la nourriture, garantissent le droit d'asile, scolarisent les enfants, intègrent les migrants et les réfugiés, forment des journalistes, renforcent les capacités des communautés locales dans le cadre de projets de médias communautaires, etc. Ces ONG ne se contentent pas de mettre en œuvre des projets mais influencent également les politiques. Par exemple, 200 ONG et organisations de la société civile (OSC) étaient présentes lors de la séance plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies sur le traitement des grands mouvements de migrants et de réfugiés qui a constitué un jalon en septembre 2016, et dont 10 % étaient africaines¹⁰ (AGNU, 2016). Des OSC de toutes sortes ont émergé, notamment des villes, des communautés locales et des régions (Caponio, 2019 ; Lausevic, 2018), des diasporas, du secteur privé et de groupes d'individus (femmes, jeunes). Köngeter & Smith (2015) avancent que :

« La migration ne peut plus être conceptualisée uniquement en termes de politiques d'État-nation, telles que l'assimilation, l'intégration ou le multiculturalisme. En fait, les migrants entretiennent des liens, créent des réseaux et construisent des champs sociaux transnationaux au-delà des frontières nationales [...] Les migrants ne sont plus conceptualisés comme des victimes de la mondialisation économique ou de la gouvernamentalité néolibérale, mais sont plutôt perçus comme des acteurs transnationaux dans un monde caractérisé par des inégalités sociales et des relations de pouvoir » (Köngeter & Smith, 2015, pp. 1 et 2).

¹⁰ Après 2015, avec l'important mouvement migratoire vers l'Europe, de nouvelles ONG ont poussé comme des champignons pour soutenir les migrants. Jong et Ataç (2017) ont analysé les organisations de réfugiés nouvellement apparues en Autriche après 2015, suggérant qu'un « nouveau type » a fait surface : très critiques à l'égard du système établi, inspirées par des relations personnalisées avec les réfugiés, combinant prestation de services et revendications politiques. Pour toutes, qu'elles soient établies ou nouvelles, le financement est une préoccupation, et les grands noms qui ont fait leurs preuves se taillent la part du lion. Les ONG locales déplorent la discrimination (Redvers, 2017).



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ANALYSER) :

Invitez les participants à regarder le reportage [en anglais] de la Deutsche Welle (DW) de 5 min 20 « Clôture de Ceuta : L'enclave espagnole en Afrique attire le désespoir des migrants » (DW, 2018), et en déduire une liste de personnes et d'institutions qui sont considérées comme des acteurs clés dans le domaine de la migration et du déplacement forcé, au niveau international et en particulier dans le pays des participants.

Vous trouverez le document à l'adresse <https://www.youtube.com/watch?v=w6h5X86KhCo>

Les journalistes, avec leurs différents rôles professionnels, façonnés par leurs systèmes médiatiques (Hallin & Mancini, 2004; Hallin & Mancini, 2021; Hanitzsch et al., 2019) et guidés par la mission et les valeurs de leurs organes de presse, constituent un autre groupe d'acteurs clés du débat. Les médias ont un impact sur la façon dont les gens pensent, agissent et réagissent. Ils influent également sur la manière dont les politiques sont formulées et réformées et, de fait, sur la façon dont les migrants et les demandeurs d'asile prennent leurs décisions. Un nombre considérable d'études ont exploré l'impact des médias (par exemple Allen et al., 2017 ; Allen & Blinder, 2013), comme cela est détaillé dans les modules ultérieurs de ce manuel (voir module 5). Parfois, deux acteurs clés fusionnent, par exemple lorsque des migrants ou des réfugiés deviennent journalistes (Womack & Meier, 2018 ; Wüllner & Spies, 2019).

Un autre groupe d'acteurs clés qui façonnent le discours est constitué par les chercheurs, organisés en réseaux, centres de recherche, organes de publication, programmes universitaires, etc. Les domaines de recherche interdisciplinaires sont bien établis, et l'OIM souligne la « plus grande production universitaire jamais réalisée » (OIM, 2019b, p. 4, pp. 125-126). Il existe peu d'universités qui ne consacrent pas de reconnaissance institutionnelle aux études sur la migration et les réfugiés (Yalaz & Zapata-Barrero, 2018)¹¹.

Il ne faut pas négliger non plus le fait que la volonté des gens de se déplacer vers d'autres

¹¹ Les revues académiques dans le domaine sont bien établies, en migration par exemple les revues : International Migration (depuis 1961), International Migration Review (1964), Journal of Ethnic and Migration Studies (JEMS, depuis 1998), Migration Studies (depuis 2013). Bien que ces revues portent le terme « migration », elles publient sur tous types de migration, contrairement au Journal of Refugee Studies (depuis 1988) qui se concentre sur les déplacements forcés (Vargas-Silva, 2015). Les guides de recherche de la bibliothèque des Nations unies à Genève renvoient à une multitude de centres de recherche internationaux sur les réfugiés (United Nations Library and Archives, 2019). L'UE soutient la recherche sur les migrations par le biais de son programme-cadre de recherche, et le programme Horizon 2020 (2014-2020) a offert « une mobilisation sans précédent des ressources publiques pour relever le défi des migrations » (King & Lulle, 2016). En Afrique subsaharienne, des recherches sont par exemple menées à l'African Center for Migration and Society (ACMS) de l'université de Witwatersrand à Johannesburg, en Afrique du Sud, et se concentrent particulièrement sur l'Afrique australe (Wits University, 2019). En Afrique du Nord, le Center for Migration and Refugee Studies de l'Université américaine du Caire est un acteur académique clé (American University of Cairo, n. d.).

endroits a créé un véritable marché de la migration, semblable à une grande firme internationale, avec des activités commerciales croissantes ; certaines sont légales, d'autres criminelles et même inhumaines, certaines ne rapportent pas grand-chose, d'autres de véritables fortunes. Les bénéficiaires sont les chauffeurs de taxi locaux qui font monter des migrants en nombre dans leur voiture pour des prix exorbitants, la police qui exige des pots-de-vin, les agences d'immigration de main-d'œuvre qui perçoivent des commissions pour le courtage (parfois pour des missions douteuses) et qui sont parfois interdites par les gouvernements comme en Ouganda), les entreprises multinationales qui gèrent les centres de détention ou la sécurité aux frontières. Cette affaire juteuse bénéficie aussi aux réseaux criminels organisés qui profitent du trafic et de la traite des êtres humains (Gammeltoft-Hansen & Nyberg Sorensen, 2012). Aussi surprenant que cela puisse paraître pour certains, considérer les migrants et les réfugiés comme des acteurs clés semble être une nouveauté, que Fengler et al. (2020) ont analysée dans leur étude sur la façon dont ces thématiques sont couvertes sur les deux rives de la Méditerranée (voir module 4).



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER) AFFECTIVES (RÉPONDRE) ET PSYCHOMOTRICES (DÉVELOPPER LA PRÉCISION) :

Pour résumer ce module et ses contenus sur les sources de données, les termes et acteurs clés, invitez les participants à préparer un court reportage qui pourrait être publié dans un journal national (au moins 2 000 caractères), décrivant, pour un pays de leur choix, les informations de base et les données migratoires, en utilisant le Portail sur les données migratoires (Portail sur les données migratoires, 2020d), en répondant par exemple aux questions suivantes :

1. Profil du pays

Pour le profil du pays (par exemple, le Cameroun), ils peuvent utiliser les données du Portail sur les données migratoires et de UNData, les rapports sur le développement humain, le HCR, la section d'information cartographique de l'ONU, les groupes de réflexion comme l'Institut de Berlin pour la population et le développement, le Pew Research Center ou d'autres sources présentées dans ce module ou qui sont conformes aux recommandations énoncées ici.

2. Profil migratoire

Pour le profil migratoire, ils peuvent effectuer des recherches sur :

- L'immigration et l'émigration (choisir l'année la plus récente) :
 - ▶ Combien de migrants internationaux ont migré, par exemple, vers le Cameroun ?
 - ▶ Quels sont les trois principaux groupes qui ont immigré, par exemple, au Cameroun ?
 - ▶ Combien de personnes ont émigré, par exemple, du Cameroun ?
 - ▶ Quels étaient les trois destinations principales des émigrants, par exemple, du Cameroun ?
- Vulnérabilité des migrants (choisissez l'année la plus récente) :
 - ▶ Combien de femmes ont été victimes de traite ?
 - ▶ Combien d'enfants ont été victimes de traite ?
 - ▶ Combien de migrants ont été portés disparus ?
 - ▶ Combien d'instruments relatifs aux droits humains le pays d'origine a-t-il ratifié (dites lesquels, si possible) ?
- Déplacements forcés :
 - ▶ Combien de réfugiés le pays accueille-t-il ?
 - ▶ Combien de réfugiés ont fui le pays ?
 - ▶ Combien de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays pour cause de conflit ?
 - ▶ Combien de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays suite à une catastrophe ?
 - ▶ Combien de déplacés internes le pays hébergeait-il en 2019 ?

Les pages du Portail sur les données migratoires consacrées aux pays – dont certaines contiennent des rapports récents sur le profil migratoire (par exemple, pour le Cameroun en 2009) – peuvent fournir des éléments de contexte.



SUGGESTION DE DEVOIR PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER, ANALYSER) AFFECTIVES (RÉPONDRE) ET PSYCHOMOTRICES (DÉVELOPPER LA PRÉCISION) :

Invitez les participants à regarder le webinaire sur la façon d'utiliser le Portail sur les données migratoires (Portail sur les données migratoires, 2019b). Cette conférence de 45 minutes aide à se familiariser avec l'outil de la meilleure façon. Choisissez une ou plusieurs des options suivantes :

(A) Chargez les participants de rechercher des chiffres sélectionnés dans les reportages des médias locaux et de recouper les données, en utilisant le Portail sur les données migratoires.

(B) Demandez aux participants d'écrire un article pour un journal national (au moins 5 000 caractères), évoquant le Pacte pour les réfugiés et sa portée pour les réfugiés dans leur pays, le Pacte pour les migrations et sa portée pour les migrants qui quittent leur pays ; les participants doivent inclure des chiffres en utilisant le Portail sur les données migratoires.

(C) Vous pouvez inviter un expert (par exemple un membre du bureau local de l'OIM) pour une session de questions-réponses et de mise en pratique afin de discuter de la signification des différents usages des termes clés.



LECTURES RECOMMANDÉES :

Académique :

Bilsborrow, R. E. (2016). Concepts, definitions and data collection approaches. In M. J. White (sous la direction de). International Handbook of Migration and Population Distribution (6e éd., pp. 109-156). Dordrecht, Heidelberg, New York, Londres. Springer.

Journalistique :

Raymond, N. A., Scarneccia, D. P. et Campo, S. R. (2017). Humanitarian data breaches: The real scandal is our collective inaction. [En ligne]. <https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/2017/12/08/humanitarian-databreaches-real-scandal-our-collective-inaction> [consulté le 27 novembre 2020]

Institutionnelle :

Portail sur les données migratoires (2020d). [En ligne]. https://migrationdataportal.org/?i=stock_abs_&t=2019 [consulté le 18 mars 2021].

Références

- AGNU (2016). NGOs and CSOs attend high-level plenary of the General assembly on 19 September 2016 on addressing large movements of refugees and migrants. [En ligne]. <https://refugeesmigrants.un.org/list-approved-ngos-and-csos> [consulté le 19 avril 2019]
- Allen, W. & Blinder, S. (2013). Migration in the News: Portrayals of immigrants, migrants, asylum seekers and refugees in national British newspapers, 2010 to 2012. Migration Observatory report, COMPAS, University of Oxford. [En ligne]. https://migrationobservatory.ox.ac.uk/wp-content/uploads/2016/04/Report-Migration_News.pdf [consulté le 14 décembre 2020]
- Allen, W., Blinder, S. et McNeil, R. (2017). Couverture médiatique des migrants et de la migration. In *État de la migration dans le monde 2018* (pp. 211-232). Genève. OIM. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2018_fr.pdf [consulté le 14 décembre 2020]
- American University of Cairo (n. d.). AUC, Center for Migration and Refugee Studies. Le Caire. [En ligne]. <https://www4.aucegypt.edu/CMRS/> [consulté le 11 novembre 2020]
- Amnesty International (n. d.). Réfugiés, demandeurs d'asile et migrants. [En ligne]. <https://www.amnesty.org/fr/what-we-do/refugees-asylum-seekers-and-migrants/> [consulté le 25 septembre 2020]
- Anderson, B. et Blinder, S. (2017). Who counts as a migrant? Definitions and their consequences (Briefing). Oxford. [En ligne]. http://www.migrationobservatory.ox.ac.uk/wp-content/uploads/2016/04/Briefing-Who_Counts_as_a_Migrant.pdf [consulté le 11 septembre 2020]
- BAD (2020). Statistiques. Banque africaine de développement. Abidjan. [En ligne]. <https://www.afdb.org/fr/knowledge/statistiques> [consulté le 13 décembre 2020]
- BAD, Commission de l'UA et UNECA (2019). Annuaire Statistique pour l'Afrique. Banque africaine de développement, Commission de l'Union africaine et Commission économique pour l'Afrique. Addis-Abeba. [En ligne]. <https://www.afdb.org/fr/knowledge/publications/african-statistical-yearbook> [consulté le 13 décembre 2020]
- Banque mondiale (2017). Forcibly Displaced: Toward a development approach supporting refugees, the internally displaced, and their hosts. Washington, D.C. [En ligne]. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/25016/9781464809385.pdf?sequence=11&isAllowed=y> [consulté le 13 décembre 2020]
- Banque mondiale (2019). World Development Indicators. [En ligne]. <http://datatopics.worldbank.org/world-development-indicators/> [consulté le 27 novembre 2020]
- Banque mondiale (2020). The world by income and region. [En ligne]. <https://datatopics.worldbank.org/world-development-indicators/the-world-by-income-and-region.html> [consulté le 9 mai 2020]
- Berlin Institute for Population and Development (2020). Shaping demographic change. [En ligne]. <https://www.berlin-institut.org/en> [consulté le 13 décembre 2020]
- Bilsborrow, R. E. (2016). Concepts, definitions and data collection approaches. In White, M. J. (sous la direction de). *International handbook of migration and population distribution* (6e éd., pp. 109-156). Dordrecht, Heidelberg, New York, Londres. Springer.
- BpB (2016). Actors in national and international (flight) migration regimes. Bundeszentrale für politische Bildung. Bonn. [En ligne]. <https://www.bpb.de/gesellschaft/migration/kurz dossiers/229618/actors-in-national-and-international-flightmigrationregimes> [consulté le 8 mai 2020]
- Buneman, P., Müller, H. et Rusbridge, C. (2009). Curating the CIA world factbook. *International Journal of Digital Curation (IJDC)*, 4(3), 29-43. <https://doi.org/10.2218/ijdc.v4i3.126>
- Caponio, T. (2019). City networks and the multilevel governance of migration: Policy discourses and actions. European University Institute (EUI, Robert Schuman Centre for Advanced Studies (RSCAS) No. 8). [En ligne]. http://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/60666/RSCAS_2019_08.pdf?sequence=1&isAllowed=y [consulté le 20 avril 2019]

- Cherem, M. (2016). Refugee rights: Against expanding the definition of a “refugee” and unilateral protection elsewhere. *Journal of Political Philosophy*, 24(2), 183-205. <https://doi.org/10.1111/jopp.12071>
- Chiumia, S. (2016). Guide: Defining migration, migrants, and refugees (and why it matters). [En ligne]. <https://africacheck.org/factsheets/guide-defining-migration-migrants-refugees-matters/> [consulté le 27 novembre 2020]
- Commission de statistique des Nations Unies (2018). Conseil économique et social des Nations Unies Rapport du Groupe international d'experts en statistiques sur les réfugiés et les déplacés (E/CN.3/2018/16). 14 décembre 2017. [En ligne]. <https://unstats.un.org/unsd/statcom/49th-session/documents/2018-16-Refugee-F.pdf> [consulté le 10 avril 2021]
- Crawley, H. et Skleparis, D. (2017). Refugees, migrants, neither, both: Categorical fetishism and the politics of bounding in Europe's 'migration crisis'. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44(1), 48-64. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2017.1348224>
- DAES (1998). Recommendations on statistics of international migration. Revision 1. New York. [En ligne]. https://unstats.un.org/unsd/publication/seriesm/seriesm_58rev1e.pdf [consulté le 8 décembre 2020]
- DAES (2006). Migration statistics: Report of the Secretary-General. New York. [En ligne]. <https://unstats.un.org/unsd/statcom/38th-session/documents/2007-16-migration-E.pdf> [consulté le 3 octobre 2020]
- DAES (2019a). World Population Prospects. [En ligne]. <https://population.un.org/wpp/> [consulté le 14 décembre 2020]
- DAES (2019b). World Population Prospects 2019, Volume I: Comprehensive Tables. New York. [En ligne]. https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2019_Volume-I_Comprehensive-Tables.pdf [consulté le 14 décembre 2020]
- DAES (n. d.). Definition of regions. [En ligne]. <https://population.un.org/wpp/DefinitionOfRegions/> [consulté le 9 mai 2020]
- De Jong, S. et Ataç, I. (2017). Demand and deliver: Refugee support organisations in Austria. *Social Inclusion*, 5(3), 28. <https://doi.org/10.17645/si.v5i3.1003>
- DSNU (2020a): Demographic and social statistics: International Migration. Division Statistique des Nations Unies. New York. [En ligne]. <https://unstats.un.org/unsd/demographic-social/sconcerns/migration/> [consulté le 13 décembre 2020]
- DSNU (2020b). Statistical Yearbook 2020. Division Statistique des Nations Unies. New York. [En ligne]. <https://unstats.un.org/unsd/publications/statistical-yearbook/> [consulté le 13 décembre 2020]
- DSNU (2020c). Demographic and social statistics: Demographic Yearbook System. Division Statistique des Nations Unies. New York. [En ligne]. <https://unstats.un.org/unsd/demographic-social/products/dyb/index.cshml> [consulté le 13 décembre 2020]
- DSNU. (2020). United Nations Statistical Commission. [En ligne]. <https://unstats.un.org/unsd/statcom/> [consulté le 13 décembre 2020]
- DW (2018). Ceuta fence: Africa's Spanish enclave lures desperate migrants. [En ligne]. <https://www.youtube.com/watch?v=w6h5X86KhCo> [consulté le 27 novembre 2020]
- Elliott, C. (2014, August 14). The readers' editor on ... whether we should use the term 'illegal immigrant': A person can't be illegal – but is there a concise alternative to describe someone who is in a country unlawfully? *The Guardian*. [En ligne]. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2014/aug/24/open-door-should-we-use-term-illegal-immigrant> [consulté le 6 mai 2020]
- Eurostat (2019). Rôle d'Eurostat en matière de coordination des activités statistiques. Bruxelles. [En ligne]. <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/about/overview/co-ordination-role> [consulté le 10 avril 2021]
- Fengler, S., Bastian, M., Brinkmann, J., Zappe, A.-C., Tatab, V., Andindilile, M., Assefa, E., Chibita, M., Mbaine,

- A., Obonyo, L., Quashigah, T., Skleparis, D., Splendore, S., Tadesse, M. & Lengauer, M. (2020). Covering Migration – in Africa and Europe: Results from a comparative analysis of 11 countries. *Journalism Practice*. <https://doi.org/10.1080/17512786.2020.1792333>
- Ferris, E. E. et Martin, F. S. (2019). Introduction to the special issue “The Global Compact for safe, orderly and regular migration and The Global Compact on refugees”. *International Migration*, 57(6), 5-18. <https://doi.org/10.1111/imig.12668>
- Frey, F. W. (1985). The problem of actor designation in political analysis. *Comparative Politics*, 17(2), 127-152. [En ligne]. <https://www.jstor.org/stable/pdf/421726.pdf?refreqid=excelsior%3Ac00137ba7c12a3ee27ed5d0f9663511e> [consulté le 14 décembre 2020]
- Gammeltoft-Hansen, T. et Nyberg Sorensen, N. (sous la direction de) (2012). *The migration industry and the commercialization of international migration*. Londres. Routledge.
- Glennie, J. (18 janvier 2016). Who lives in the real world: global south pessimists or northern optimists? *The Guardian*. [En ligne]. <https://www.theguardian.com/global-development/2016/jan/18/who-lives-in-the-real-world-global-south-pessimists-or-northern-optimists> [consulté le 9 mai 2020]
- Grech, O. (2014). Migrants’and refugees’ rights: A brief international law perspective. In O. Grech & M. Wohlfeld (sous la direction de). *Migration in the Mediterranean: Human rights, security and development perspectives* (pp. 40-49). Msida. Medac, University of Malta.
- Hallin, D. C., & Mancini, P. (2004). *Comparing Media Systems: Three Models of Media and Politics*. Oxford. Cambridge University Press.
- Hallin, D. C., & Mancini, P. (2012). *Comparing Media Systems beyond the Western World*. Oxford. Cambridge University Press.
- Hanitzsch, T., Hanusch, F., Ramaprasad, J., & de Beer, A. S. (sous la direction de) (2019). *Worlds of Journalism: Journalistic Cultures around the Globe*. New York. Columbia University Press.
- HCR (2010). *Convention et Protocole relatifs au Statut des Réfugiés*. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr-fr/about-us/background/4b14f4a62/convention-protocole-relatifs-statut-refugies.html?query=convention%20et%20protocole> [consulté le 9 avril 2021]
- HCR (2016a). *The 10-Point Plan in Action: Chapter 2: Data collection and analysis*. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/the-10-point-plan-in-action.html> [consulté le 1er octobre 2020]
- HCR (2016b). Point de vue du HCR : « Réfugié » ou « migrant » – Quel est le mot juste ? Les deux termes ont des significations distinctes et différentes. Les confondre pose des problèmes à ces deux populations. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2016/7/55e45d87c/point-vue-hcr-refugie-migrant-mot-juste.html> [consulté le 10 avril 2021]
- HCR (2016c). *Principes directeurs de la protection internationale n° 12 (HCR/GIP16/12)*. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opensslpdf.pdf?reldoc=y&docid=58ac41d14> [consulté le 10 avril 2021]
- HCR (2018a). *Définition de migrant : Emergency handbook version 2.3*. [En ligne]. <https://emergency.unhcr.org/entry/250459/migrant-definition> [consulté le 10 avril 2021]
- HCR (2018b). *Report of the United Nations High Commissioner for Refugees. Part II. Global compact on refugees*. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. https://www.unhcr.org/gcr/GCR_English.pdf [consulté le 2 février 2019]. Version française : ONU (2019a). *Pacte mondial sur les réfugiés*. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr-fr/events/conferences/5c700c524/pacte-mondial-sur-les-refugies.html?query=pacte%20mondial> [Consulté le 20 mars 2021]
- HCR (2019). *Global trends: Forced displacement in 2018*. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]

<https://www.unhcr.org/5d08d7ee7.pdf> [consulté le 10 mars 2020]. Communiqué de presse en français : HCR (19 juin 2019), Le nombre de personnes déracinées à travers le monde dépasse 70 millions ; le chef du HCR appelle à davantage de solidarité. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2019/6/5d08a9954/nombre-personnes-deracinees-travers-monde-depasse-70-millions-chef-hcr.html> [consulté le 10 avril 2021]

HCR (2020a). Annual consultations with NGOs. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/annual-consultations-ngos.html> [consulté le 27 novembre 2020]

HCR (2020b). Data. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/data.html> [consulté le 30 septembre 2020]

HCR (2020c). Data collection in times of physical distancing. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/blogs/data-collection-in-times-of-physical-distancing/> [consulté le 30 septembre 2020]

HCR (2020d). Global Trends: Forced displacement in 2019. Haut-Commissariat aux réfugiés. Copenhague. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/5ee200e37.pdf> [consulté le 10 avril 2021]. Communiqué de presse en français : HCR (18 juin 2020d), Le déplacement forcé s'est largement accru à travers le monde en 2019. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/stories/2020/6/5eeb513ba/deplacement-force-sest-largement-accru-travers-monde-2019.html?query=%20%20Global%20Trends%202019> [consulté le 10 avril 2021]

HCR (n. d.b). Non-governmental organizations. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/non-governmental-organizations.html> [consulté le 27 novembre 2020]

HCR (n. d.b.). Glossary. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <http://www.issm.cnr.it/progetti/emi-grazione/METADATA%20E%20GLOSSARI/UNHCR/GLOSSARY%20UNHCR.pdf> [consulté le 9 décembre 2020] Glossaire en français dans les rapports mondiaux annuels jusqu'à l'édition 2017 : Rapport mondial du HCR (2017). P. 238. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/gr2017/pdf/GR2017_French_Full_lowres_FR.pdf [consulté le 9 avril 2021]

IDMC (2019): Global Report on Internal Displacement (GRID): Methodological Annex. [En ligne]. <https://www.internal-displacement.org/sites/default/files/2019-GRID-methodology.pdf> [consulté le 13 décembre 2020]

IMI (2020). Migration databases. International Migration Institute. Oxford. [En ligne]. <https://www.migrationinstitute.org/data/demig-data> [consulté le 13 décembre 2020]

ISU (2020). Données pour les Objectifs de développement durable. Institut statistique de l'Unesco. [En ligne]. <http://uis.unesco.org/fr> [consulté le 10 avril 2021]

Kelegama, S. (23 juillet 2014). Will the Brics bank and fund boost Global South? The Daily Star. [En ligne]. <https://www.thedailystar.net/will-the-brics-bank-and-fund-boost-global-south-34443> [consulté le 9 mai 2020]

King, R. et Lulle, A. (2016). Research on migration: Facing realities and maximising opportunities: A policy review. Bruxelles. [En ligne]. https://web.archive.org/web/20170320054452/https://ec.europa.eu/research/social-sciences/pdf/policy_reviews/ki-04-15-841_en_n.pdf [consulté le 10 avril 2021]

Kloß, S. T. (2017). The Global South as subversive practice: Challenges and potentials of a heuristic concept. *The Global South*, 11(2), 1-17. <https://doi.org/10.2979/globalsouth.11.2.01>

Köngeter, S. et Smith, W. (2015). Transnational agency: Migrants, movements and social support crossing borders. In Köngeter, S. & Smith, W. (sous la direction de). *Transnational Agency and Migration: Actors, movements and social support* (pp. 1-22). Abingdon. Routledge.

Lausevic, V. (2018). Increased role and sovereignty for urban areas – A key to handle migration crisis. [En ligne]. <https://www.vocaleurope.eu/increased-role-and-sovereignty-for-urban-areas/> [consulté le 27 novembre 2020]

Long, K. (2013). When refugees stopped being migrants: Movement, labour and humanitarian protection. *Migra-*

tion Studies, 1(1), 4-26. <https://doi.org/10.1093/migration/mns001>

Monmonier, M. (2018). *How to lie with maps* (3e éd.). Chicago, Londres. University of Chicago Press.

OIM (2011). Glossary on migration. Organisation internationale pour les migrations (Nations Unies). Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml25_1.pdf [consulté le 22 août 2018]

OIM (2019a). Termes clés de la migration. Organisation internationale pour la migration (Nations Unies). Genève. [En ligne]. <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration> [consulté le 28/02/2021]. Version anglaise : IOM (2019a). Glossary on Migration. Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf [consulté le 28/02/2021].

OIM (2019b). État de la migration dans le monde 2020. Organisation internationale pour les migrations (Nations Unies). Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2020_fr.pdf [consulté le 10 avril 2021]

OIM DTM (2020). Displacement Tracking Matrix: Displacement. Organisation internationale pour les migrations (Nations Unies). Genève. [En ligne]. <https://displacement.iom.int/> [consulté le 27 novembre 2020]

OIT (2020). Key ILO databases and sources. Organisation internationale du travail. Genève. [En ligne]. https://www.ilo.org/pardev/public-private-partnerships/WCMS_418560/lang--en/index.htm [consulté le 13 décembre 2020]

Ong'ayo, A. O. (2013). Linking local actors in migration and development: Strengthening strategic cooperation between diaspora and civil society institutions in Africa. [En ligne]. <https://www.diaspora-centre.org/DOCS/2013/2013researchreportOtieno.pdf> [consulté le 20 avril 2019]

ONU (2018). Global Compact on Migration. [En ligne] https://refugeesmigrants.un.org/sites/default/files/180713_agreed_outcome_global_compact_for_migration.pdf [consulté le 9 décembre 2020] Version en français : AGNU (2018): Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Soixante-treizième session. Points 14 et 119 de l'ordre du jour. Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 2018. Résolution /RES/73/195. [En ligne]. https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/73/195&Lang=F [consulté le 28/02/2021].

ONU (2020). Réfugiés et migrants. Pacte mondial pour les migrations/Pacte mondial pour les réfugiés. [En ligne]. <https://refugeesmigrants.un.org/fr> [consulté le 20 mars 2021]

ONU (n. d.a). Sustainable development goals. [En ligne]. <https://sdgs.un.org/fr/goals> [consulté le 10 avril 2021]

ONU (n. d.b). Sustainable Development Goals: ODD 10: Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre. [En ligne]. <https://sdgs.un.org/goals/goal10> [consulté le 10 avril 2021]

OUA (1969). La Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, adoptée par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement lors de la Sixième Session Ordinaire, Addis-Abéba, 10 septembre 1969. United Nations Treaty Series n° 14691. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr-fr/about-us/background/4b14f4a96/convention-loua-regissant-aspects-propres-problemes-refugies-afrique-adopte.html?query=Convention%20OUA> [consulté le 10 avril 2021]

Oucho, J. O. (1998). Recent internal migration processes in Sub-Saharan Africa: determinants, consequences, and data adequacy issues. In R. E. Bilborrow (sous la direction de), *Migration, urbanization, and development: New directions and issues* (pp. 89-120). New York. UNFPA and Kluwer Academic Publishers.

Our World in Data (n. d.). About. [En ligne]. <https://ourworldindata.org/about> [consulté le 30 septembre 2020]

Oxford Research Encyclopedias (2019). Oxford Research Encyclopedias. Oxford. [En ligne]. <http://oxfordre.com/page/subjects/> [consulté le 27 novembre 2020]

Pew Research Center et John Templeton Foundation (2016). Global Religious Futures Project. [En ligne]. <http://www.globalreligiousfutures.org/explorer/about> [consulté le 25 avril 2020]

Pnud (2019). Rapport sur le développement humain 2019 : Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent : les inégalités de développement humain au XXI^e siècle. Programme des Nations Unies pour le développement. New York. [En ligne]. http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_fr.pdf [consulté le 10 avril 2021]

Pnud (n.d.). Rapports sur le développement humain. [En ligne]. <https://report.hdr.undp.org/fr/index.html> [consulté le 10 avril 2021]

Portail sur les données migratoires (2019a). IOM data overview. [En ligne]. <https://migrationdataportal.org/themes/iom-data-overview> [consulté le 30 septembre 2020]

Portail sur les données migratoires (2019b). Webinar: 5 best uses of the Migration Data Portal. [En ligne]. <https://migrationdataportal.org/fr/video/webinar-5-ways-use-migration-data-portal> [consulté le 10 avril 2021]

Portail sur les données migratoires (2020a). A propos du Portail sur les données migratoires. [En ligne]. <https://migrationdataportal.org/fr/node/607> [consulté le 10 avril 2021]

Portail sur les données migratoires (2020b). Profils de gouvernance de la migration. [En ligne]. <https://migrationdataportal.org/fr/overviews/mgi#0> [consulté le 10 avril 2021]

Portail sur les données migratoires (2020c). Migrant rights. [En ligne]. <https://migrationdataportal.org/themes/migrant-rights> [consulté le 17 novembre 2020]

Portail sur les données migratoires (2020d). Portail sur les données migratoires : Pour une perspective globale. [En ligne]. <https://migrationdataportal.org/fr> [consulté le 10 avril 2021]

Raymond, N. A., Scarnecchia, D. P. et Campo, S. R. (2017). Humanitarian data breaches: The real scandal is our collective inaction. [En ligne]. <https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/2017/12/08/humanitarian-data-breaches-real-scandal-our-collective-inaction> [consulté le 27 novembre 2020]

Redvers, L. (2017). Local aid agencies: still waiting for a bigger share of the funding cake. [En ligne]. <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2017/03/27/local-aid-agencies-still-waiting-bigger-sharefunding-cake> [consulté le 27 novembre 2020]

REM (2012). Glossaire 2.0 sur l'asile et les migrations : un outil pour une meilleure comparabilité. Réseau européen des migrations (Commission européenne). Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/european_migration_network/docs/emn-glossary-fr-version.pdf [consulté le 28 février 2021]. Version anglaise : EMN (2018), European Migration Network Glossary 6.0. Réseau européen des migrations. Bruxelles. [En ligne]. https://www.emn.at/wp-content/uploads/2018/06/emn-glossary-6-0_en.pdf [consulté le 28 février 2021].

Sankoh, O., Dickson, K. E., Faniran, S., Lahai, J. I., Forna, F., Liyosi, E., Kamara, M., Jabbi, S.-M., Johnny, A., Conteh-Khali, N., Bangali, A., Kangbai, J., Bockarie, T., Massaquoi, M., Smart, F., Jambai, A., Clarke, M., Dlamini, A. et Weston, M. (2020). Births and deaths must be registered in Africa. *The Lancet Global Health*, 8(1), e33-e34. [https://doi.org/10.1016/S2214-109X\(19\)30442-5](https://doi.org/10.1016/S2214-109X(19)30442-5)

Schmid-Drüner, M. (2019). Politique d'immigration policy (Fiches techniques sur l'Union européenne). Parlement européen. Bruxelles. [En ligne]. https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/fiches_techniques/2017/N54569/doc_fr.pdf [consulté le 10 avril 2021]

Schmidt, W. (2018). Willy Brandt: Online Biography. "One world" – Engagement in the North-South conflict 1969–1992. [En ligne]. <https://www.willy-brandt-biography.com/politics/north-south-conflict/> [consulté le 9 mai 2020]

Sokolska, I. (2020). Politique d'asile (Fiches techniques sur l'Union européenne). Parlement européen. Bruxelles. [En ligne]. https://www.europarl.europa.eu/ftu/pdf/fr/FTU_4.2.2.pdf [consulté le 10 avril 2021]

The BBC News (2016). Migrant crisis: Migration to Europe explained in seven charts. [En ligne]. <https://www.bbc.com/news/world-europe-34131911> [consulté le 27 novembre 2020]

The New Humanitarian (11 septembre 2012). Global South leads the way towards universal healthcare cove-

- rage. [En ligne]. <http://www.thenewhumanitarian.org/report/96280/health-global-south-leads-waytowards-universal-healthcare-coverage> [consulté le 9 mai 2020]
- Toshkov, D. (2018). The 'Global South' is a terrible term. Don't use it! [En ligne]. <http://re-design.dimiter.eu/?p=969> [consulté le 9 mai 2020]
- UN Geospatial Location Information for a better world (2019). Maps & Geospatial services. New York. [En ligne] <https://www.un.org/geospatial/mapsgeo> [consulté le 20 mars 2021]
- UN Network on Migration (n. d.). The Global Compact for Migration: Well governed migration as an essential element of effective Covid-19 response. [En ligne] https://migrationnetwork.un.org/sites/default/files/docs/policy_brief-gcm_and_well_governed_migration_as_an_essential_element_of_effective_covid-19_response_1.pdf [consulté le 20 mars 2021]
- UNdata (2020). About: Country profiles. [En ligne]. <https://data.un.org/> [consulté le 1er octobre 2020]
- United Nations Library and Archives (2019). Research guides: Refugees and asylum seekers: Websites. Genève. [En ligne]. <https://libraryresources.unog.ch/c.php?g=462675&p=3162952> [consulté le 27 novembre 2020]
- UNRWA (2019). In figures 2018-2019. [En ligne]. <https://www.unrwa.org/?id=253> [consulté le 9 mai 2020]
- Vargas-Silva, C. (30 septembre 2015). Which migration journal has the highest Impact Factor? Compas Blog, [En ligne]. <https://www.compas.ox.ac.uk/2015/which-migration-journal-has-the-highest-impact-factor/> [consulté le 27 novembre 2020]
- Wits University (2019). African Centre for Migration and Society. [En ligne]. <https://www.wits.ac.za/acms/> [consulté le 27 novembre 2020]
- Womack, H. et Meier, J. (2018). Magazine's media studies course is good news for refugees. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/news/stories/2018/6/5b3502004/magazines-media-studies-course-good-newsrefugees.html> [consulté le 5 octobre 2020]
- Wüllner, G. et Spies, M.-C. (2 janvier 2019). Newspaper gives refugees a voice. Deutsche Welle. [En ligne]. <https://www.dw.com/en/newspaper-gives-refugees-a-voice/a-46877218> [consulté le 9 mai 2020]
- Yalaz, E. et Zapata-Barrero, R. (2018). Mapping the qualitative migration research in Europe. An explanatory analysis. In Zapata-Barrero, R. & Yalaz, E. (sous la direction de). *Imiscoe Research Series. Qualitative Research in European Migration Studies*. Cham. Springer International Publishing. [En ligne]. https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-319-76861-8_2 [consulté le 14 décembre 2020]
- Zetter, R. (2007). More labels, fewer refugees: Remaking the refugee label in an era of globalization. *Journal of Refugee Studies*, 20(2), 172-192. <https://doi.org/10.1093/jrs/fem011>
- Zlotnick, H. (1987). Introduction: Measuring international migration: Theory and practice. *The International Migration Review*, 21(4), v-xii. <https://doi.org/10.2307/2546497>



MODULE 3

Élément de contexte sur la migration et le déplacement forcé

Par Monika Lengauer
et Susanne Fengler



FINALITÉS DU MODULE

- Introduire des notions choisies de sociologie des migrations dans l'analyse des mouvements migratoires.
- Engager une discussion sur les facteurs attractifs et répulsifs qui poussent les gens à migrer ou à fuir.
- Faciliter une compréhension approfondie de certains facteurs contextuels.



OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

A la fin de ce module, les participants pourront :

- Reconnaître la pertinence des facteurs contextuels pour rendre compte des questions de migration et de déplacement forcé.
 - **OA de type affectif : Recevoir**
- Expliquer la théorie et fonder leur recherche sur un corpus de littérature académique.
 - **OA de type cognitif : Comprendre**
- Identifier les facteurs contextuels pour les migrants et les réfugiés, en considérant que les deux groupes sont parfois en flux mixtes.
 - **OA de type cognitif : Comprendre**
- Contextualiser correctement les facteurs répulsifs et attractifs en les présentant dans un travail journalistique.
 - **OA de type cognitif : Appliquer**

Aperçu

De nombreux facteurs peuvent avoir une influence dans le départ des migrants et des réfugiés. Certains peuvent être politiques, sociaux, liés au genre, économiques, ethniques, culturels, religieux etc. Les sociologues de la migration et du déplacement forcé¹ font la distinction entre les facteurs répulsifs et les facteurs attractifs (push and pull factors), également connus sous le nom de facteurs contextuels. Les facteurs de répulsion poussent les gens à quitter leur foyer, qu'ils le choisissent volontairement (et/ou pas) comme les migrants ou qu'ils soient contraints de fuir la guerre ou les persécutions dans leur pays d'origine comme les réfugiés (voir module 2). Par facteurs d'attraction, on entend les déterminants qui incitent les gens à aller dans un pays de destination. Ce module s'appuie sur certains concepts de la sociologie de la migration. Il donne une vue d'ensemble des principaux facteurs d'attraction et de répulsion qui déracinent les migrants ou les réfugiés, et nous mettons ici en évidence les situations dans lesquelles les migrants et les réfugiés sont liés. Certains de ces facteurs seront approfondis dans les études de cas par pays (modules 6 à 8), les perspectives propres à l'Afrique (module 9) et les vues

¹ Pour la définition du déplacement forcé, des migrants et des réfugiés, voir le module 2 et les glossaires recommandés: (HCR, n.d. ; REM, 2012 ; OIM 2019a)

d'ensemble (la région ANMO, l'Asie, les Amériques et la Fédération de Russie – voir le portail du projet www.mediaandmigration.com)

État de la recherche

La migration est une dimension essentielle de la vie humaine et les gens ont toujours migré depuis que les premiers êtres humains ont quitté l'Afrique centrale pour se rendre sur d'autres continents. Historiquement, l'humanité a toujours été en mouvement, de manière volontaire ou forcée (Bellwood, 2013). Néanmoins, les exilés ont souvent été considérés comme des étrangers (OIM, 2019a, p. 6)². Jusqu'au XXe siècle, les réfugiés n'étaient pas une priorité de l'agenda international ; avant la Première Guerre mondiale, ils étaient traités conformément aux lois nationales comme des étrangers, et aucune politique internationale n'abordait leur situation spécifique. La Première Guerre mondiale (1914-1918) a déraciné des millions d'Européens et beaucoup ont dû chercher refuge dans des pays étrangers. La Convention de 1933 relative au statut international des réfugiés a été le premier traité juridiquement contraignant (Kugelman, 2010, para pp. 18 et 19). Instrument modèle, elle traitait des documents de voyage, du statut personnel, de l'emploi, des droits sociaux, de l'éducation, de l'expulsion etc. Les déplacements forcés, la traite des êtres humains et l'esclavage en Afrique sont toutefois restés des non-sujets sur la scène internationale jusque dans les années 1960. Dans le cadre de l'expansion impériale et coloniale, d'importants mouvements de population de ceux qui deviendront des colons ont eu lieu, avec peu de considération pour les vies, les cultures, les langues et les propriétés préexistantes et peu d'analyse de leur impact.

Les travaux de recherche sur les migrations ont débuté à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle (Aigner, 2017). Selon les premières analyses des flux migratoires du scientifique germano-britannique Ravenstein (1876, 1885, 1889), les migrants cherchent à améliorer leurs conditions de vie, notamment sur le plan matériel. Dans le contexte historique de la migration massive de l'Europe vers l'Amérique à la fin du XIXe siècle, plus de 60 millions d'Allemands, de Suédois, d'Irlandais, d'Italiens, de Polonais et de nombreux autres Européens ont migré vers les Amériques du Nord et du Sud à la recherche d'une vie meilleure. Les théories sur la migration du début du XXe siècle étaient focalisées sur l'intégration des immigrants, perçus comme des étrangers, dans les cultures distinctement différentes des sociétés hôtes (par exemple Park, 1928). Alors que l'immigrant y est décrit comme demandant à être accepté, les sociétés hôtes, elles, sont présentées comme recherchant sa loyauté. Le processus d'immigration a été modélisé comme un ensemble d'étapes par lesquelles passaient les migrants, ce qui inclut aussi des phases de compétition entre eux et les sociétés hôtes, et des phases de conflit. Les premiers chercheurs ont mis l'accent sur l'objectif d'une pleine assimilation des migrants dans la société de destination, tandis que les études ultérieures ont également pris en compte l'impact de leur culture celle des sociétés réceptrices, en insistant sur la pluralité et le multiculturalisme. En outre, on a constaté que les différents groupes ethniques avaient un rapport et une approche

² Pour la définition des étrangers, voir les glossaires recommandés dans le module 2 : (REM, 2018 ; OIM, 2019a).

différents vis-à-vis de l'assimilation (par exemple, Eisenstadt, 1953).

Ce n'est qu'au milieu du XXe siècle que les chercheurs se sont intéressés aux migrants et à leurs motivations profondes. L'insécurité et les carences perçues dans les pays d'origine poussent les gens à migrer, dans l'espoir de surmonter ces manques ; mais de nouvelles insécurités apparaissent une fois dans les pays de destination. Différents moteurs influencent la décision des migrants. Le modèle des facteurs d'attraction et de répulsion de Lee (1966) fait figure de contribution majeure au débat. Première tentative systématique d'analyse des facteurs influençant le départ, ce modèle distingue les facteurs de répulsion économiques, sociaux, politiques, religieux, personnels/familiaux et environnementaux : Le manque d'emplois, les conflits armés, l'intolérance religieuse, la famine et les sécheresses ne sont que quelques-uns des facteurs qui poussent les personnes capables de trouver les ressources requises à quitter leur foyer. Les facteurs de répulsion agissent de manière indépendante, interdépendante ou conjointe avec les facteurs d'attraction : Les personnes migrent vers les pays de destination en quête de sécurité, de liberté (politique et autre), d'éducation et d'emploi, sur des marchés du travail qui ont besoin de main-d'œuvre (hautement et faiblement qualifiée). La recherche a progressivement intégré les aspects culturels et sociaux de la migration. Elle a ressitué l'étude de la migration dans un cadre mondial, mis l'accent sur le pluralisme ethnique et culturel de l'immigration (par exemple, Glazer et Moynihan, 1963) et souligné les tensions suscitées par les déséquilibres entre les sociétés, alimentant le désir de migrer dans les sphères perçues comme moins puissantes ou prestigieuses de la société (par exemple, Hoffmann-Nowotny, 1970). Dans une société mondialisée, la migration internationale peut être un vecteur de mobilité sociale ascendante et se révéler bénéfique sur des marchés du travail saturés dans les pays d'origine, comme dans les pays de destination qui ont besoin de main-d'œuvre (Sassen, 2007). Si la fuite des cerveaux peut initialement affaiblir les sociétés d'origine et l'afflux de cerveaux profiter au contraire aux sociétés d'accueil, la migration circulaire³ peut en définitive profiter aux pays d'origine lorsque les migrants rentrent chez eux (Constant, 2020, p. 5). Les pays d'origine et de destination sont souvent liés par des contextes historiques (coloniaux), des liens culturels et ethniques, une tradition de relations commerciales, la langue, la religion etc. Ensemble, ils forment un système de migration, interconnecté par des transactions financières (transferts de fonds) et la communication (voir les sections ci-dessous). Les contacts entre les membres des sociétés d'origine et leurs compatriotes résidant à l'étranger au sein de la diaspora peuvent entraîner une augmentation des migrations, facilitée par la réduction des distances liée aux progrès technologiques (Douglas et al., 1994). Internet et les médias sociaux permettent aux migrants internationaux de rester en contact étroit avec leurs réseaux dans les pays d'origine, ce qui renforce les cas d'identités hybrides (Dekker et Engbersen, 2014).

³ Pour la définition de la migration circulaire, voir les glossaires recommandés dans le module 2 : OIM (2019a) ; REM (2012).



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) :

Les participants doivent se concentrer sur leur pays et écrire une histoire de 4 000 mots pour un média universitaire autour de la question de recherche suivante: « Quelle est l'histoire de l'immigration et de l'émigration dans notre pays ? »

- Ils rechercheront au moins deux articles ou ouvrages universitaires sur l'histoire de la migration dans leur pays.
- Ils décriront leur pays comme un lieu d'immigration et d'émigration. Afin de collecter les données nécessaires, ils pourront utiliser la page pays du Portail sur les données migratoires (2020d).
- Ils doivent veiller à définir les migrants internationaux comme des immigrants et des émigrants.
- Ils interrogeront une personne sur place ayant une expérience en tant que migrant et compareront son expérience à la littérature universitaire et aux données recueillies.

Remarque : si les étudiants n'ont pas encore étudié l'éthique du reportage, ils ne seront peut-être pas suffisamment préparés pour interroger des migrants. Dans ce cas, les entretiens peuvent être remplacés par une recherche de témoignages dans les médias ou les ONG ou par un entretien avec un représentant d'une ONG locale qui s'occupe des migrants (par exemple l'OIM).

Migration et développement

Une autre perspective pertinente pour le débat sur la migration est le rôle du développement. Les décideurs politiques se retrouvent de plus en plus régulièrement souvent sous la pression de l'opinion publique pour combattre les causes profondes de la migration. L'hypothèse implicite est que – parallèlement à des accords commerciaux plus favorables et à une coopération économique – le renforcement de l'aide au développement et de la coopération aura un impact sur la migration : L'amélioration des conditions de vie peut réduire les facteurs de répulsion, ce qui réduit à son tour la migration (Lanati et Thiele, 2017). Cependant, les analyses montrent que la coopération au développement a des effets équivoques sur la migration, nonobstant le fait qu'une partie importante de l'aide publique au développement (APD) ne parvient pas aux populations mais est engloutie par les élites de nombreux pays par le biais de la corruption (Alesina et Weder, 2002 ; Asongu, 2012). Selon certaines études, le nombre de migrants qui quittent un pays augmente en fonction de la croissance des revenus et de l'amélioration de l'éducation, et ne diminue que lorsqu'un pays a atteint un produit intérieur brut relativement élevé. Par conséquent, selon ces recherches, le développement social et économique – du moins dans un premier temps – coïncide avec une augmentation rapide des taux de migration, car il permet aux gens de migrer autant qu'il les y incite (de Haas, 2007). En prenant comme point

de départ la théorie de la transition de la mobilité de Zelinsky (1971) et les travaux de Martin et Tayler (1996), l'impact du développement sur la migration et inversement de la migration sur le développement (par exemple, par le biais des transferts de fonds) a fait l'objet de débats pendant près d'un demi-siècle. Le concept en vogue est la « théorie de la bosse migratoire » (Martin et Taylor, 1996).

Dans le droit fil de cette pensée, la coopération au développement avec les pays à faible revenu peut conduire à de nouvelles migrations. Belloc (2011) montre, dans une enquête portant sur 48 pays subsahariens, que ce qui est souvent appelé « aide publique au développement » (APD) a un effet positif et statistiquement significatif sur la migration (Belloc, 2011, p. 187). L'APD peut stimuler la migration car ses fonds soutiennent souvent les institutions qui permettent aux personnes de se doter de compétences et de trouver ainsi de nouvelles opportunités d'emploi (secteurs de l'éducation, des affaires, de la communication, des infrastructures etc). Mais « freiner [... les flux migratoires] avec des politiques de développement [dans cette visée] nécessite de découpler les performances économiques dans des proportions sans précédent pour de nombreux pays en développement » (Dao et al., 2018, p. 32).



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) :

Invitez la classe à écouter la déclaration vidéo d'Eric Chinje, ancien président de l'AMI (voir le portail du projet www.mediaandmigration.com).

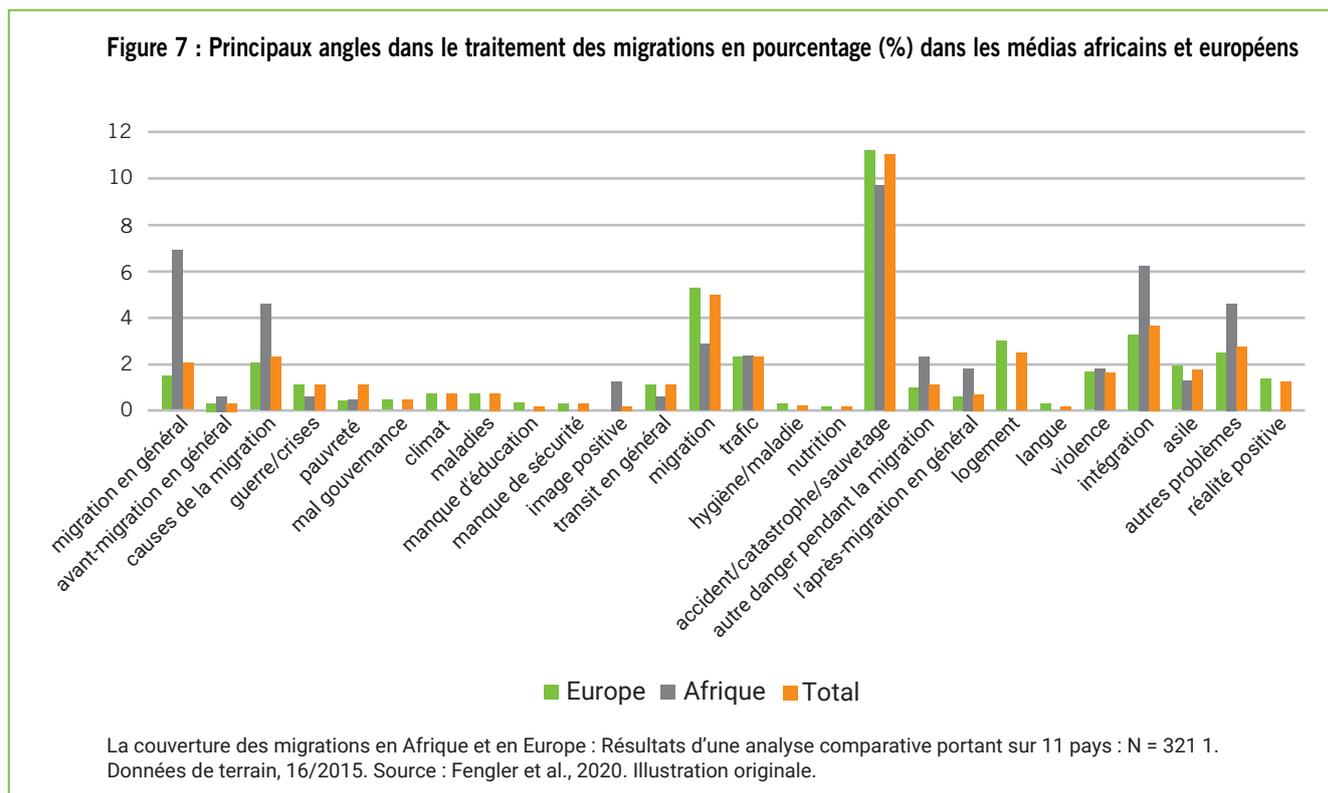
Demandez aux étudiants d'expliquer le lien entre migration et développement.

L'Afrique du Nord peut servir d'exemple car la majorité des personnes qui migrent vers l'Europe sont originaires des pays d'Afrique du Nord à revenu intermédiaire inférieur⁴, notamment le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. En général, les migrants ne font pas partie des plus pauvres de leur communauté mais représentent ceux qui ont acquis les moyens de migrer ou qui ont été en mesure de réunir les fonds nécessaires auprès de leur communauté (de Haas, 2010a, p. 239). Les migrants africains en Europe disposent de certains atouts qui facilitent un voyage éprouvant et périlleux : la jeunesse, la vigueur, quelques moyens financiers et la capacité de gagner de l'argent au cours du transit ; ils ont des amis dans la diaspora et s'en font d'autres en route, partageant des contacts et des informations tandis que la famille élargie au pays continue d'envoyer de l'argent (voir la section sur les réseaux et la diaspora ci-dessous). Le téléphone portable est pour chacun un compagnon de route incontournable.

⁴ Voir le module 2 pour le contexte de ces classifications de pays qui sont expliquées par le DAES (n. d.). À partir de 2020, tous les pays d'Afrique du Nord sont des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, à l'exception de la Libye qui relève de la tranche supérieure (Serajuddinada et Hamadeh, 2020).

La migration, une « bonne » ou une « mauvaise » nouvelle ?

Les médias ont tendance à se focaliser sur les épisodes dramatiques de la migration. Selon l'une de nos études comparatives (pour de plus amples informations sur l'étude et la couverture médiatique des facteurs, voir le module 4), les catastrophes spectaculaires qui touchent les embarcations des migrants d'Afrique dominent la couverture des migrations sur les deux rives de la Méditerranée (voir Figure 7).



De nombreux citoyens et décideurs africains ont longtemps ignoré les conditions souvent difficiles, voire inhumaines, auxquelles sont confrontés les migrants en transit. C'est un reportage de Cable News Network (CNN) sur les Africains traités comme des esclaves dans les camps libyens qui a suscité les réactions publiques des dirigeants africains lors d'un sommet de l'Union africaine (voir module 5). Les médias de nombreux pays africains ont également repris des histoires de violence en Afrique du Sud contre des migrants d'autres pays du continent (Bornman et Cronjé, 2020), surtout lorsque des compatriotes étaient visés. Par ailleurs, les violations des droits humains et la criminalité à l'encontre des migrants africains dans le Golfe restent toujours sous-couvertes (Best, 2019 ; Thorogood, 2019).

Les médias doivent rendre compte des événements dramatiques comme ceux décrits ci-dessus, mais ils ne doivent pas s'arrêter là, car par-delà la catastrophe, il existe des histoires qui offrent au public une perspective plus large : Qu'est-ce qui a poussé les victimes à quitter leur pays ? Quelles sont les circonstances et les réalités auxquelles les migrants sont confrontés dans leur

pays de destination ? Que se passe-t-il en cours de route ? Les modules suivants vous donneront des idées sur la façon de trouver de meilleurs angles journalistiques pour fournir au public les faits pertinents qu'il doit connaître, sur la façon de surmonter les dilemmes éthiques (voir modules 10 et 11) et sur la façon de « vendre » les histoires de migration aux rédacteurs en chef (voir module 13). Les facteurs d'attraction et de répulsion influencent les décisions migratoires individuelles autant que les mouvements collectifs. Cependant, s'ils forment une connaissance de base précieuse, ils ne constituent pas forcément des sujets d'actualité en tant que tels. Ce manuel vise à identifier les nombreuses histoires qui méritent d'être traitées et qui sont cachées en arrière-fond, n'attendant qu'à être dénichées.

Chinyere Stella Okunna, professeur au département de communication de masse, université Nnamdi-Azikiwe, Awka, État d'Anambra, Nigeria :

« Les médias sont largement silencieux sur les questions de migration ou alors ils ont un traitement valorisant dans leurs reportages, en phase avec l'opinion publique et la politique gouvernementale en la matière, hormis dans les cas où la vie-même est particulièrement menacée, comme lors des récentes attaques xénophobes en Afrique du Sud ou lors du scandale de la traite des esclaves en Libye. En termes de couverture, on peut citer comme meilleur exemple le reportage sur le rapatriement des migrants nigériens d'Afrique du Sud à la suite de ces attaques.



Photo : DR

Dans un reportage à dimension humaine consacré à l'affaire, on a pu voir les Nigériens rapatriés faire montre de patriotisme en entonnant avec émotion l'hymne national lorsque le propriétaire de Peace Airlines (M. Allen Onyema) est arrivé pour les accueillir dans l'avion qui les avait ramenés chez eux à titre gracieux – ce qui a fait verser des larmes de joie et de patriotisme à de nombreux rapatriés et à M. Onyema lui-même. De tels témoignages empreints d'émotion et de civisme pourraient endiguer la vague de migration hors du Nigeria. »



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER) :

Présentez à vos étudiants quelques témoignages, tirés par exemple du site internet « Je suis un migrant » (OIM, 2017). Expliquez les facteurs d'attraction et/ou de répulsion qui peuvent déclencher la décision des migrants de quitter leur pays d'origine. Après avoir montré comment utiliser les témoignages pour décrire ces facteurs, invitez la classe à interpréter ceux qui ont pu déclencher le choix des migrants.

De petits groupes sont chargés de

- choisir un témoignage sur le site internet « Je suis un migrant » (OIM, 2017) ;
- rechercher d'autres témoignages de migrants (sur des sites institutionnels, des médias nationaux ou à partir de rencontres personnelles).

SUGGESTION POUR LA CLASSE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ÉVALUER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

Demandez à la classe de dresser une liste des facteurs d'attraction et de répulsion mentionnés dans ces témoignages. Chaque participant peut rédiger une courte évaluation de la force du témoignage, en suivant les questions :

1. Ces témoignages aident-ils les autres – par exemple vous-même – à mieux comprendre les migrants ?
2. Selon vous, ces témoignages aident-ils les migrants à s'exprimer en leur nom ?
3. Enfin, un paragraphe proposera une réflexion critique sur le titre « Je suis un migrant » : Ce titre favorise-t-il l'intégration des migrants dans leur communauté d'accueil ou les singularise-t-il plutôt en les stéréotypant ? La question maîtresse ne serait-elle pas plutôt « Je ne suis pas un migrant ! Je suis qui je suis » ?

Déterminants attractifs et répulsifs pour les migrants et les réfugiés

Il peut être révélateur pour des étudiants tant africains qu'euro-péens d'examiner de plus près les facteurs d'attraction et de répulsion, car les stéréotypes et l'absence de médiatisation peuvent continuer à régenter les perceptions. Par exemple, la couverture des migrations en Europe a longtemps laissé entendre que les gens quittaient leur pays d'origine en raison d'une guerre ou d'un conflit (Berry et al., 2015), ce qui n'est vrai que pour une proportion relativement faible de la mobilité transcontinentale actuelle (voir modules 1 et 9 ainsi que les sections sur les conflits, l'économie, les transferts de fonds et le changement climatique ci-dessous). D'autre part, de nombreux Africains ne sont pas conscients des perspectives politiques, économiques, sociales et personnelles que les migrants rencontrent réellement en Europe (Zappe et al., 2019).

Un certain nombre de facteurs de répulsion peuvent servir de point de départ à la discussion: Même si les économies de nombreux pays africains ont connu des taux de croissance relativement élevés depuis 2000, et en dépit d'une profusion de ressources naturelles (Devarajan et Fengler, 2013 ; DAES, 2005, pp. 90-93 ; DAES, 2010, pp. 125-127 ; Banque mondiale, 2020a), la pauvreté est toujours une réalité dans de nombreuses communautés du continent, même dans les pays à croissance économique soutenue (Wilhelm, 2020). Le changement climatique exacerbe les niveaux de risque à travers les sécheresses, l'élévation du niveau de la mer, les inondations, la durée de la saison des pluies et d'autres facteurs encore (Adenle et al., 2017). Alors que de nombreux pays africains ont connu de profondes transformations politiques (Decalo, 1992 ; Lynch, 2011), des tensions diverses prévalent et des pays comme le Cameroun, le Tchad, le Mali, le Nigeria, le Rwanda, le Soudan, le Soudan du Sud, la République démocratique du Congo (voir module 7) et d'autres ont connu des troubles ou des guerres civiles (Alcorta et al., 2020 ; Moscona et al., 2018 ; Ottoh, 2018). L'insuffisance des infrastructures publiques est un autre facteur de répulsion, car de nombreux citoyens africains ne sont pas satisfaits de la qualité de l'éducation, des services de santé et des autres services publics (énergie, internet, transports etc. ; Banque mondiale, 2017). Les transferts de fonds sont un facteur de développement considérable et un « moyen éprouvé de partager la prospérité » (Banque mondiale, 2019, p. 15).

Dans un avenir proche, les évolutions démographiques en Afrique et en Europe vont profondément affecter les facteurs d'attraction et de répulsion et aggraver encore les déséquilibres entre les continents. La population mondiale continue de croître et devrait augmenter de deux milliards⁵ de personnes entre 2020 (7,7 milliards) et 2050 (9,7 milliards) ; plus de la moitié de cette croissance se produira en Afrique subsaharienne, qui devrait devenir la région du monde la plus peuplée d'ici 2062 (DAES, 2019, p. 6). La croissance démographique, la « force imparable » (Dao et al., 2018, p. 11), est un déterminant primordial de la migration. On prédit une « augmentation très soutenue des pressions migratoires » (Dao et al., 2018, p. 31) en général, et vers l'Europe en particulier, que l'on explique principalement par les changements démographiques en Afrique subsaharienne et dans certains pays de la région ANMO (Dao et al., 2018, pp. 31-32). De Haas rappelle toutefois clairement que les gens ne migrent pas « à cause » de la croissance démographique, mais en raison d'autres facteurs (par exemple, une croissance économique faible ou un chômage élevé) qui aggravent les effets d'une forte densité de population (2010b, p. 12). Par exemple, la forte croissance démographique dans les États pétroliers du Golfe, avec leur essor économique rapide, n'est pas associée à une augmentation des taux d'émigration – mais, à l'inverse, les faibles taux de fécondité dans les économies stagnantes d'Europe de l'Est correspondent à des taux d'émigration élevés (de Haas, 2010b, p. 12).

Dans une recherche sur la migration et le déplacement forcé de l'Afrique vers l'Europe sous le paradigme de la sécurité humaine, Giménez-Gómez et al. (2019, p. 1797) ont récapitulé la

⁵ Les nombres et décimales sont arrondis dans ce texte, afin de maintenir un bon équilibre entre précision et lisibilité.

combinaison de facteurs d'attraction et de répulsion qui influencent la mobilité des individus: « notamment la persécution politique croissante, [...] les violations des droits humains, l'instabilité politique et les conflits civils » en plus des conflits ethniques (Giménez-Gómez et al., 2019, p. 1797). Il est largement reconnu que nul facteur d'attraction ou de répulsion n'explique à lui seul la migration et que les gens sont rarement mus par un seul déterminant. Les deux niveaux d'attraction et de répulsion fonctionnent main dans la main, tout comme les facteurs correspondants, qui influencent mutuellement le choix du départ. Les corrélations entre différents facteurs qui interviennent dans les pays d'origine, de transit et de destination font qu'il est difficile d'isoler le rôle moteur de chacun. Il est donc parfois malaisé, à première vue, de distinguer qui est migrant et qui est réfugié – par exemple, des réfugiés qui ont fui les persécutions en franchissant des frontières peuvent être exposés à un déplacement secondaire à la suite de catastrophes naturelles comme des tempêtes, des inondations ou autres. Les corrélations entre les facteurs d'attraction et de répulsion sont bien documentées, par exemple les opportunités par rapport aux défis économiques, la paix par opposition aux conflits, la protection par rapport à la persécution (Docquier et al., 2014 ; Hooghe et al., 2008). Ce caractère multidimensionnel s'applique également lorsque l'accent est mis uniquement sur les facteurs de répulsion : Les personnes dont la vie est en danger en raison de persécutions politiques sont souvent également touchées par une insécurité économique qui met en péril leurs moyens de subsistance (Braithwaite et al., 2014 ; Université de Maastricht et GMDAC, 2016 ; Giménez-Gómez et al., 2017). Hanlon et Christie (2016) considèrent que les niveaux de conflictualité et d'instabilité, associés à des taux élevés de chômage et de sous-emploi, en particulier chez les jeunes, constituent un faisceau de facteurs.

La multiplication des dérèglements environnementaux qui réduisent les ressources des populations peut également déclencher des conflits et des violences (Raleigh, 2011). Freeman (2017) a fait des recherches sur cette corrélation pour l'Afrique, tandis que Gleick (2014) a décrit de manière novatrice le début de la guerre en Syrie comme

« le résultat de facteurs complexes et interdépendants. Le point central du conflit est le changement de régime, mais les éléments déclencheurs comprennent un large ensemble de facteurs religieux et sociopolitiques, l'érosion de la santé économique du pays, une vague réformiste balayant le Moyen-Orient [...] les défis associés au [changement] climatique [...] et la disponibilité de la ressource en eau douce » (Gleick, 2014, p. 331).

Afifi (2011) montre que les problèmes environnementaux (par exemple, les sécheresses, la dégradation des sols, la déforestation) aggravent considérablement l'insécurité économique et la migration au Niger. En analysant les données de 45 pays d'Afrique subsaharienne entre 1965 et 2005, Naudé (2008) met en évidence la croissance démographique et les pressions environnementales, qui ont un impact sur les déplacements des personnes par le biais des conflits et du manque d'emploi. La croissance démographique et la raréfaction des ressources peuvent déclencher des conflits relatifs à la préservation des ressources et accroître la pression en faveur du départ (Borderon et al., 2019).

Certains facteurs contextuels surnagent – notamment les déterminants économiques et les conflits, qui sont des facteurs de répulsion, et la paix, le respect des droits humains (leur protection ou leur avènement) ainsi que l'amélioration du niveau de vie, qui sont des facteurs d'attraction. La croissance démographique et la communication (le journalisme, les médias sociaux, la communication personnelle entre les migrants ainsi qu'avec leur diaspora etc.) sont des facteurs contextuels transversaux de première importance. La présentation qui suit de certains facteurs d'attraction et de répulsion ne prétend pas à l'exhaustivité, mais elle englobe certains facteurs contextuels importants pour la migration et le déplacement forcé. Pour des raisons de clarté, mais en reconnaissant pleinement qu'ils sont souvent interdépendants, les facteurs contextuels retenus sont présentés ici isolément.

Croissance de population

Rappelant que de Haas (2010b, p. 12) met en garde contre la tentation de considérer la croissance démographique comme un facteur de répulsion autonome, puisque les gens ne migrent pas « à cause » de la croissance démographique mais en raison d'autres facteurs (voir ci-dessus), cette section présente quelques chiffres et leur contexte. On estime que la population mondiale augmentera de deux milliards de personnes entre 2020 (7,7 milliards) et 2050 (9,7 milliards)⁶. Sur ces deux milliards de personnes, 1,5 milliard proviendra de 22 pays dans le monde, dont 12 d'Afrique subsaharienne (DAES, 2019, p. 13, figure 6). Dix de ces 12 pays d'Afrique subsaharienne font partie des pays les moins avancés (Pnud, 2019b, pp. 2-5)⁷. Par exemple, au cours de la même période (2020-2050), la population de la République démocratique du Congo devrait passer de 87 millions à près de 200 millions d'habitants, celle du Nigeria devrait doubler, passant de 200 à 400 millions d'habitants, et celle de la Tanzanie également – de 58 à 129 millions d'habitants ; l'Éthiopie passera de 112 à 205 millions d'habitants et l'Égypte de 100 à 160 millions. L'Afrique, région où la croissance sera la plus rapide au monde, devrait dépasser les 2 milliards d'habitants d'ici 2050, ce qui signifie que la population de l'Afrique subsaharienne devrait doubler (DAES, 2019, p. 6, tableau 1). En 2019, l'indice de fécondité dans 36 pays du monde était supérieur à quatre enfants par femme, et 33 États subsahariens faisaient partie de ce groupe. Avec 4,6 enfants par femme, selon les chiffres de 2019, la fécondité dans ces pays dépasse de loin la moyenne mondiale de 2,5 enfants par femme (DAES, 2019, p. 23). Après 2050, on s'attend à ce que l'Afrique soit la seule région à connaître encore une croissance

6 Ceci est conforme à une projection à variante moyenne. Il convient de noter que les démographes insistent généralement sur le fait que les projections ne sont pas des prévisions, bien que celles de l'ONU soient couramment utilisées à cette fin. Les tendances démographiques mondiales étant largement déterminées par la fécondité, ces estimations sont également basées sur l'hypothèse que les niveaux de fécondité continueront à baisser. Une fécondité moyenne sur toute la durée de la vie de 2,1 naissances vivantes par femme est à peu près le niveau requis pour que les populations à faible mortalité aient un taux de croissance de zéro sur le long terme (DAES, 2019a). Le seuil de renouvellement des générations peut être différent de la moyenne de 2,1 naissances vivantes par femme (par exemple, au Niger, il est supérieur à 3).

7 Le Nigeria, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, la Tanzanie, l'Ouganda, le Niger, le Soudan, le Mozambique, Madagascar, la Côte d'Ivoire sont des pays à « faible développement humain ». deux (Angola, Kenya) ont un « développement humain moyen ». L'Égypte, qui n'est pas un pays d'Afrique subsaharienne mais un pays africain, est classée comme ayant un développement humain « élevé » (Pnud, 2019a, p. 301). Les principaux pays non-africains qui contribueront à la croissance de la population d'ici 2050 sont pour la plupart asiatiques (Inde, Pakistan, Indonésie, Philippines, Bangladesh, Afghanistan) et les États-Unis (DAES, 2019a, p. 13, figure 6).

démographique substantielle, le nombre de naissances augmentant encore malgré la baisse des indices de fécondité. (DAES, 2019, p. 24).

Si la plupart des enfants naissent en Asie, du moins en termes absolus, les femmes d'Afrique subsaharienne ont en moyenne le plus grand nombre d'enfants. Dans le même temps, elles courent un plus grand risque sanitaire pendant la grossesse et après l'accouchement, car la mortalité maternelle et infantile y est plus élevée que partout ailleurs dans le monde. Contrairement à l'Afrique, la population diminue dans certains pays d'Europe et d'Asie, car il naît moins d'enfants qu'il n'en faudrait pour remplacer la génération de leurs parents (Sippel et al., 2011, p. 13).

La part des jeunes dans la population totale des pays d'origine, par exemple, est souvent analysée comme un facteur important pour expliquer des taux d'émigration élevés. Le DAES estime que le nombre de migrants internationaux âgés de moins de 19 ans est passé de 29 millions en 1990 à 38 millions en 2017 (Portail sur les données migratoires, 2020a). L'Afrique a la population la plus jeune du monde, ce qui est souvent célébré comme un « dividende », et parfois craint comme une « catastrophe » (Canning et al., 2015). La croissance rapide de la population pose un casse-tête à de nombreux gouvernements africains. Prenons l'exemple de l'éducation au Nigeria : 16 millions de personnes sont dans la tranche d'âge correspondant à l'enseignement supérieur (18 à 22 ans) et pourtant le taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur n'était que de 10 % en 2011 (Banque mondiale et ISU, 2011). Mahabub (2014) explique que la demande en matière d'enseignement universitaire augmente en fonction de la croissance démographique mais que le système ne suit pas. Le « dividende démographique » ne peut être acquis que lorsque les politiques publiques changent en mettant l'accent sur la gestion de la fécondité afin de stopper ou d'inverser la croissance de la population et d'autonomiser les femmes, ce qui conduit à des familles moins nombreuses, à un investissement plus important dans la santé et l'éducation de chaque enfant et, partant, à une cohorte de jeunes nombreux et bien éduqués prêts à occuper des emplois bien rémunérés créés dans un environnement favorable (Canning et al., 2015 ; Sippel et al., 2011). Certains universitaires mettent en garde contre des écueils majeurs, comme la tiédeur des gouvernements en faveur d'une baisse rapide de la fécondité, la capacité d'absorption insuffisante des marchés du travail, la discrimination des femmes et des jeunes, les bas salaires et la faible protection sociale (Groth et al., 2019). Si l'on veut que le dividende démographique profite à un nombre croissant de jeunes Africains, la mise en œuvre doit être immédiate et tangible. La « feuille de route pour le dividende démographique » que Sippel et al. (2011) suggèrent, met en avant l'autonomisation des femmes, la planification familiale, l'éducation, les soins de santé, la sécurité sociale, et rappelle qu'il n'y aura « pas de dividende démographique sans emplois » (Sippel et al., 2011, p. 71). Pour les jeunes d'aujourd'hui dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, la concurrence démographique limite fortement les opportunités. Des espérances immenses, lorsqu'elles sont déçues, peuvent vite se muer en frustration, avec une seule alternative : la migration ou la protestation (« exit or voice » ; Baudassé et al., 2016).



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER) :

Invitez la classe à regarder l'interview de 4 minutes 48 du Dr. Reiner Klingholz, ancien directeur de l'Institut de Berlin pour la population et le développement, accessible sur le portail du projet www.mediaandmigration.com.

Adaptez ses hypothèses et ses données à votre pays ou à un pays de votre choix et faites des recherches sur la question : Quel y sera l'impact des changements démographiques sur la migration ? Utilisez le Portail sur les données migratoires pour collecter des données spécifiques à ce pays pour votre argumentation.

Outre les migrations internationales, la croissance démographique a également une incidence sur les migrations internes des régions rurales vers les zones urbaines. D'ici 2050, on estime que les deux tiers de la population mondiale vivront dans des villes. À mesure que la population urbaine augmente, la part des ressources destinées aux populations rurales décroît. L'électricité, la nourriture, l'eau et le logement sont redirigés vers les centres peuplés. L'urbanisation des pays en développement diffère de l'urbanisation de la plupart des pays développés dans la mesure où, dans le premier cas, elle n'est pas nécessairement liée à des emplois manufacturiers (Beauchemin et Bocquier, 2004 ; Liddle, 2017 ; Mountford et Rapoport, 2014 ; Oucho et Gould, 1993).

Conflit

Les conflits ont été identifiés comme une cause sous-jacente importante pour les personnes qui ont été conduites ou forcées à quitter leur foyer⁸ (Davenport et al., 2010 ; Université de Maastricht et GDMAC, 2016 ; Giménez-Gómez et al., 2017 ; Hayes et al., 2016). Le conflit et la violence peuvent frapper sous n'importe quelle forme, que leur menace soit réelle ou perçue, que ce soit de l'instabilité, un conflit armé, une absence globale de sécurité, des persécutions politiques, des conflits civils et ethniques, des violations des droits humains, des heurts intercommunautaires ou des attaques aveugles contre des civils. Ce genre d'événements survient souvent en période de transition vers un système politique démocratique (Adebayo, 2012). On peut citer comme exemples la République centrafricaine, l'Afrique du Sud et le Kenya (Amodio & Chiovelli, 2017 ; André et al., 2019 ; Klopp & Zuern, 2007 ; Vlavonou, 2016), et les deux études de cas africaines de ce manuel, le Cameroun (Mbuagbo & Akoko, 2004) et la Guinée-Bissau (Ferreira, 2004). Dans une revue de la littérature sur les facteurs d'attraction et de répulsion importants qui déterminent la migration liée à l'asile (Université de Maastricht, & GMDAC, 2016), les auteurs font également référence aux travaux de Naudé (2010), Schmeidl (1997), et Moore & Shellman (2004 ; tous cités dans : Université de Maastricht et GDMAC, 2016, pp.

⁸ Pour la définition de la migration volontaire et du déplacement forcé, voir les glossaires recommandés dans le module 2 (HCR, n.d. ; REM, 2018 ; OIM, 2019a).

21-22). Naudé a constaté qu'en Afrique subsaharienne, une année de conflit augmentait la mobilité de 1,7 pour 1 000 habitants. Schmeidl avance que les catégories de violence ou d'instabilité différencient l'intensité des déplacements forcés (par exemple, la violence généralisée telle que le génocide, la guerre civile provoque la plupart des déplacements forcés). Moore et Shellman utilisent un échantillon mondial de pays dont les données s'étendent de 1952 à 1995 pour conclure que plus la menace est grande, plus le nombre de personnes qui fuient est élevé. Ces différentes catégories de risques au niveau national peuvent également être corrélées aux risques que les gens sont prêts à accepter pour leur fuite (Malakooti, 2015). Les déplacements diminuent lorsque la stabilité politique et les systèmes démocratiques sont instaurés, et que les droits politiques et civils s'améliorent sensiblement (Giménez-Gómez et al., 2019, p. 1816).

Le nombre de personnes déplacées de force en raison de guerres, de conflits, de persécutions, de violations des droits humains et d'événements troublant gravement l'ordre public a atteint 79,5 millions fin 2019. Il s'agit du nombre le plus élevé jamais enregistré – en augmentation significative par rapport aux 70,8 millions enregistrés en 2018 et près du double des 41 millions enregistrés en 2010. La population mondiale de réfugiés sous le mandat de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) s'élevait à 20,4 millions de personnes à la fin de 2019 – auxquels il faut ajouter 5,5 millions de réfugiés palestiniens sous le mandat de l'UNRWA, ce qui porte la population mondiale totale de réfugiés à près de 26 millions, en ne considérant que ces réfugiés qui, par définition, traversent des frontières internationales, beaucoup étant par ailleurs déplacés dans leur propre pays. Ces déplacés internes étaient estimés à 45,7 millions à la fin de 2019⁹ (HCR, 2020b, p. 2,3 et 8).

Les deux principaux groupes de personnes déplacées de force en raison d'un conflit sous le mandat du HCR sont les réfugiés et les déplacés internes (sans inclure les Palestiniens dans ce cadre particulier). Plusieurs crises majeures ont contribué à ces déplacements massifs au cours de la dernière décennie, notamment dans les pays de la région ANMO (Irak, Libye, Syrie, Yémen), en Asie (Afghanistan, Myanmar), en Europe (Ukraine), en Amérique latine (Venezuela, Colombie) et en Afrique (par exemple, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Éthiopie, région du Sahel, Soudan du Sud ; HCR, 2020b, p. 6).

À la fin de 2019, plus des deux tiers (68 %) des réfugiés dans le monde provenaient de cinq pays seulement : Syrie, Afghanistan, Soudan du Sud, Myanmar et Somalie, et la majorité était accueillie par seulement cinq pays : la Turquie, la Colombie, le Pakistan, l'Ouganda et l'Allemagne. Au cours de la dernière décennie (2000-2019), seuls le Pakistan, l'Allemagne et l'Iran ont occupé une place dans le top 10 des pays d'accueil des réfugiés, au début comme à la fin de la période (HCR, 2020b, p. 22) ; seule l'Allemagne représente une destination lointaine pour la plupart des réfugiés, alors qu'habituellement, la proximité géographique est un facteur important pour les personnes qui fuient les conflits et les persécutions : Les Syriens se dirigent

⁹ Pour les données, voir le module 2. S'agissant des données utilisées ici, le HCR cite les données de l'IDMC pour le nombre de déplacés internes (HCR, 2020b, pp. 2-3, note de bas de page 1).

principalement vers la Turquie, le Liban ou la Jordanie ; en Afrique subsaharienne, le nombre de réfugiés a presque triplé au cours de la décennie. Dans chacune des dix dernières années, au moins les trois quarts des réfugiés ont été accueillis par des pays voisins de leur pays d'origine. L'élément de proximité dans les mouvements de réfugiés pèse de manière disproportionnée sur les pays les moins avancés, notamment le Bangladesh, le Tchad, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Rwanda, le Soudan du Sud, le Soudan, la Tanzanie et l'Ouganda. Ces pays, qui ne représentent que 1,2 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, sont ceux qui disposent du moins de ressources pour répondre aux besoins des personnes en quête de refuge (HCR, 2020b, p. 22). Alors que les pays limitrophes accueillent la plupart des réfugiés, les demandes d'asile, elles, sont principalement déposées aux États-Unis et en Europe (HCR, 2020b, p. 38, carte 4, p. 45).

Un autre groupe en croissance rapide, les déplacés internes, est largement négligé. Alors que les réfugiés, par définition, traversent les frontières internationales pour fuir les persécutions et/ou les conflits dans leur pays, les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays sont contraintes de demeurer dans leur pays sous la protection de leur gouvernement, même si celui-ci ne peut ou ne veut les protéger (HCR, 2020d).

Leur nombre atteint également des niveaux records, et il a rapidement dépassé celui des réfugiés. Le nombre de déplacés internes sous la protection du HCR est passé de 6,6 millions en 2005 à 15 millions en 2010 et à plus de 43,5 millions à la fin de 2019. Pour la dernière décennie, le HCR fait état d'une population de déplacés internes sous son mandat de 59 millions de personnes, mais prévient que « ce chiffre ne constitue pas le nombre global » (HCR, 2020b, p. 30). Il pointe les 79 millions de nouveaux déplacements enregistrés entre 2010 et 2019 par le Centre de surveillance des déplacements internes (IDMC). A la fin 2019, de vastes cohortes de déplacés internes qui relèvent de la compétence du HCR se trouvaient en Colombie, au Yémen, en République démocratique du Congo, en Somalie, en Afghanistan, au Nigeria, au Soudan, en Éthiopie et au Soudan du Sud (HCR, 2020b, p. 3 ; carte 3, p. 31). « Bien que le déplacement forcé soit un phénomène mondial, écrit le commissaire aux affaires politiques de l'UA, il est plus prononcé en Afrique » (André et al., 2019, p. 7). Les conflits et la violence émergent ou s'intensifient dans de nombreux pays africains comme le Cameroun, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, la Libye. Beaucoup de ces conflits ne sont pas nouveaux mais ils se prolongent et perdurent (HCR, 2020b).

Une évolution analogue concerne les personnes chargées de protéger et d'aider les déplacés internes : Les déplacements internes vers les zones rurales étaient prédominants dans le passé, mais de plus en plus, ils se translatent vers les zones urbaines. Selon les données du HCR, deux déplacés internes sur trois se trouvent désormais dans des zones urbaines ou semi-urbaines. Cela pose des problèmes de protection majeurs dans les pays où les conflits se poursuivent dans les zones urbaines, comme à Alep en Syrie, à Bangui en République centrafricaine, à Tripoli en Libye ou à Jijiga en Éthiopie. Les déplacés internes vivent dans des quartiers défavorisés et marginalisés ou dans des installations de fortune, au milieu de la pauvreté des villes, avec un accès

limité à l'eau potable, à l'assainissement, à l'éducation et à l'emploi pour ne citer que ceux-là, ce qui les rend très exposés et particulièrement vulnérables (André et al., 2019 ; HCR, 2020b).

Les chiffres relatifs aux déplacements liés aux conflits et à la violence appellent à une action urgente pour stopper et inverser la tendance. Outre les initiatives politiques visant à soutenir ou à maintenir la paix, le HCR propose trois « solutions durables » : le rapatriement volontaire, l'intégration locale et la réinstallation. Cette dernière désigne le transfert des réfugiés vers un État qui a accepté de les accueillir et de leur accorder, à terme, une installation permanente. L'Agence des Nations unies pour les réfugiés déplore que « seul un petit nombre d'États participe au programme de réinstallation du HCR », principalement l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Australie (HCR, 2020b ; p. 2, p. 48 et suiv. ; HCR, 2020c).



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER) :

Téléchargez la courte vidéo « Qu'est-ce qu'un déplacé interne ? », qui présente les personnes déplacées dans leur propre pays, sous mandat du HCR (2020d).

Demandez à la classe d'utiliser les sources de données présentées ci-dessus (par le HCR et l'IDMC) pour préparer une présentation de 10 minutes qui décrit le mouvement des déplacés internes dans votre pays d'origine (ou, si cela n'est pas possible, dans un pays de votre choix).

Les questions principales pour cette présentation sont les suivantes

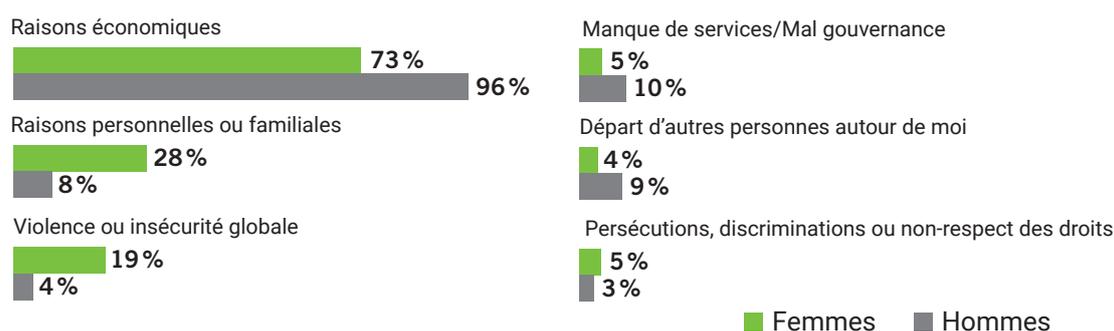
1. Quel est le nombre de déplacés internes dans ce pays ?
2. Pourquoi ont-ils été forcés de quitter leur foyer ?
3. Pouvez-vous trouver des données ventilées par sexe et par âge (femmes, enfants, jeunes) ?

Facteurs économiques

Les facteurs économiques ont toujours été considérés comme un moteur de la migration. Les auteurs de différentes obédiences s'accordent à dire que les décisions en matière de migration sont également déterminées par le retour sur investissement attendu (sur toute la durée de la vie ; Borjas, 1994 ; Bryceson, 2019 ; Sjaastad, 1962). Les évolutions au niveau macro, comme la mondialisation avec sa demande de main-d'œuvre bon marché dans les secteurs industriels et d'experts hautement qualifiés pour la société de la connaissance, jouent un rôle décisif (Adepoju, 2007). Les migrants espèrent généralement obtenir une meilleure valorisation de leurs compétences dans le pays de destination que dans leur pays d'origine. Dans une perspective purement économique, l'une des hypothèses sous-jacentes est que les gens se déplacent lorsque les avantages financiers de la migration sont plus élevés que ceux qu'ils auraient en restant chez eux et que la valorisation de leur travail est supérieure à l'investissement combiné du

migrant individuel, de sa famille élargie et de sa communauté d'« investisseurs ». À cette fin, les perspectives d'emploi et les écarts de salaire sont des stimulants importants dans le choix de la migration. La portée des différences salariales et de celles du niveau de vie entre les pays d'origine et de destination apparaît systématiquement parmi les facteurs explicatifs des migrations internationales. Leur capacité à déclencher en soi la migration fluctue toutefois en fonction du profil des migrants, par exemple entre les personnes hautement qualifiées et les personnes moins qualifiées (Kuschminder et al., 2012 ; Neto et Mullet, 1998 ; Vogler et Rotte, 2000). Le mécanisme de surveillance des migrations mixtes ou « 4M-Initiative » montre une écrasante majorité de migrants motivés par des raisons économiques : 73 % des femmes et 96 % des hommes en provenance d'Afrique de l'Ouest interrogés au Mali et au Niger en avril 2018 (311 entretiens approfondis au total) ont cité des raisons économiques pour expliquer leur départ, suivies par des motifs personnels ou familiaux, la violence, le manque de services et les persécutions (4Mi, 2018 ; voir Figure 8).

Figure 8 : Motivations au départ



Les raisons économiques sont les principaux facteurs d'attraction et de répulsion pour les migrantes et les migrants, mais elles sont plus importantes pour les hommes (96 % des répondants) que pour les femmes (73 %). Pour les femmes, les raisons personnelles ou familiales viennent en deuxième position (28 %), pour les hommes, ce sont le manque de services sociaux et la mal-gouvernance. La violence ou l'insécurité générale représentent un motif important pour les femmes (19 % des répondants), mais pas autant pour les hommes (4 %). Source : 4Mi (2018, p. 2). Illustration originale.

Des résultats similaires ont été rapportés par d'autres études. L'Afrobaromètre a constaté que les trois quarts des migrants potentiels envisagent de partir en quête de travail (44 %) ou pour échapper à la pauvreté ou aux difficultés économiques (29 % ; Appiah-Nyamekye et al., 2019, p. 14). Kirwin et Anderson (2018) montrent dans leur étude sur six pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Nigeria et Sénégal) que les raisons économiques arrivent largement en tête de liste des motifs évoqués. Les éditeurs du premier rapport sur la migration africaine, l'UA et l'OIM, contestent cependant l'interprétation de ces chiffres (Adepoju et al., 2020 ; voir module 9).

Transferts de fonds

Les transferts de fonds¹⁰ – « le nouveau mantra du développement » (Kapur, 2004) – constituent le lien le plus direct et le plus connu entre la migration et le développement. Ils désignent habituellement l'argent que les migrants envoient chez eux à titre privé. Ils dépassent les flux de capitaux privés¹¹, représentent plus de trois fois le montant de l'APD et (à l'exception de la Chine) sont nettement plus importants que les investissements directs étrangers (IDE) dans les pays en développement (voir Figure 9). Ces chiffres ne reflètent que les données officiellement enregistrées – « la taille réelle des envois de fonds, y compris les flux par les canaux informels, est nettement plus importante » (Banque mondiale, 2018b, p. 4).

Les transferts de fonds peuvent être expliqués comme une stratégie d'investissement non seulement pour un individu mais plus largement pour un ménage ou une communauté entière et comme une manifestation d'accords informels entre un migrant, sa famille étendue et/ou sa communauté. Ils investissent dans le voyage du migrant afin qu'il trouve un emploi et envoie de l'argent à la maison. Ces « accords contractuels informels garantissent que tous les membres partagent les coûts et les avantages de la migration » (Université de Maastricht et GMDAC, 2016, p. 15). S'il est vrai que les migrants se sacrifient pour leurs proches (Jordan, 2020), l'altruisme comme motif de l'envoi d'argent n'explique pas tout. Les transferts de fonds redistribuent également les gains d'une migration réussie et constituent une stratégie de diversification des risques pour les ménages et les communautés qui investissent (Université de Maastricht et GDMAC, 2016). Kirwin et Anderson (2018) montrent, à l'aide de données récentes, que le travail et les transferts de fonds sont les principales raisons de la migration dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Mali, Nigeria, Sénégal) et Tiemoko (2004) a mis en évidence le rôle important de la famille dans tous les aspects de l'acquisition et de l'investissement en capital humain, social et financier lors de la migration, sur la base de cas d'étude ouest-africains (Ghana, Côte d'Ivoire).

Les envois de fonds, de manière générale, ne cessent d'augmenter : Les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI)¹² ont reçu 501 milliards de dollars de transferts de fonds en 2019, contre 273 milliards de dollars en 2009 (+84 % en dix ans) ; les transferts de fonds reçus dans les pays à faible revenu (PFR) ont plus que doublé, passant de 10 milliards de dollars en 2009 à plus de 21 milliards en 2019 et ils ont bondi dans les pays à revenu intermédiaire (PRI), passant de 263

¹⁰ Dans son acception anglaise (remittances), le terme de transferts de fonds peut également inclure des biens, des idées, des connaissances, etc. mais dans ce manuel, nous nous référons uniquement aux transferts monétaires (Fackler et al., 2018).

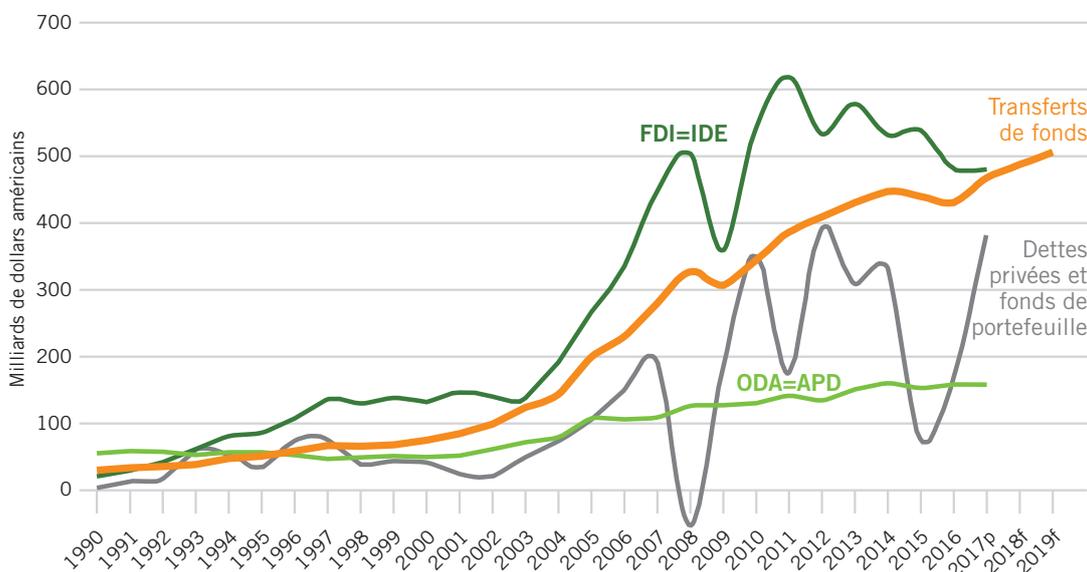
¹¹ « Les flux de capitaux privés se composent des investissements directs étrangers (IDE) nets et des investissements de portefeuille. Les IDE sont des entrées nettes d'investissements visant à acquérir une participation durable dans la gestion [...] d'une entreprise opérant dans une économie autre que celle de l'investisseur. Il s'agit de la somme des capitaux propres, du réinvestissement des bénéfices, des autres capitaux à long terme et des capitaux à court terme tels qu'ils apparaissent dans la balance des paiements. Les investissements de portefeuille couvrent les transactions sur les titres de participation et les titres de créance » (Banque mondiale, 2020e).

¹² Voir le module 2 pour le contexte de ces classifications de pays qui sont expliquées dans DAES (n. d.).

milliards de dollars (2009) à près de 480 milliards en 2019 (+82 % en dix ans ; Banque mondiale, 2020d). En pourcentage du PIB, les transferts de fonds sont particulièrement importants pour les PFR où ils représentent près de 4,3 % du PIB en 2019, contre 1,6 % dans les PFR-PRI et 1,5 % dans les PRI (Banque mondiale, 2020c). Au Soudan du Sud, par exemple, les transferts de fonds représentaient plus de 35 % du PIB, au Lesotho 21 %, en Gambie, aux Comores, au Sénégal, au Liberia entre 10 % et 15 %. Au Nigeria, la plus grande économie d’Afrique, les transferts de fonds représentaient une part de plus de 5 % du PIB (données d’octobre 2020 ; Banque mondiale, 2020f). Les flux de transferts de fonds offrent généralement une perspective contrastée (voir la figure 10).

Lorsque la Covid-19 a frappé le monde en 2019-2020, des frontières ont été fermées, le prix du pétrole a chuté et l’onde de choc s’est propagée aux migrants expéditeurs de fonds, à leurs communautés destinataires et aux pays concernés eux-mêmes. En avril 2020, la Banque mondiale a envoyé une alerte rouge, s’attendant à ce que les envois de fonds diminuent jusqu’à 20 %, « la plus forte baisse de l’histoire récente » (Banque mondiale, 2020b, p. 7). Ces transferts étant de nature à atténuer la pauvreté, la perte du soutien financier devrait conduire à une aggravation de la misère et à des privations (Banque mondiale, 2020b).

Figure 9 : Flux de transferts de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire par rapport à l’APD et aux IDE

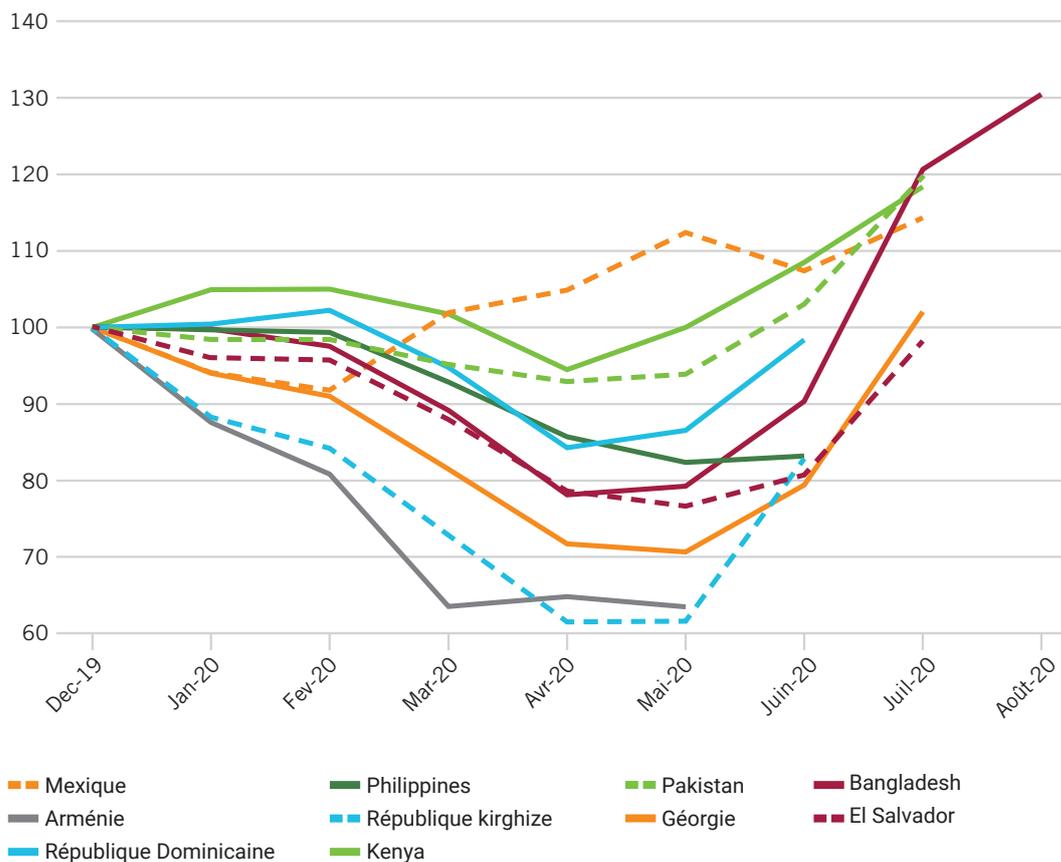


Les transferts de fonds sont un facteur important du lien entre le développement et la migration, car ils profitent directement au ménage ou à la communauté qui les reçoit. Ils réduisent la pauvreté et/ou soutiennent les investissements locaux. Les flux de transferts de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) dépassent les IDE et l’APD.

Source: Banque mondiale (2018b, p. 3, figure 1.1). Illustration originale.

Noxolo (2016, p. 53) constate que l'impact des transferts de fonds sur la pauvreté est considérablement plus faible en Afrique que dans d'autres contextes : Une « augmentation de 10 % de la part des transferts de fonds dans le PIB entraîne une diminution d'environ 1 % du taux de pauvreté [en Afrique alors qu'une étude sur...] l'impact des transferts de fonds dans les pays en développement d'Asie-Pacifique a révélé qu'une augmentation de 10 % des transferts de fonds entraîne une diminution de 2,8 % de la pauvreté » (Noxolo, 2016, p. 53). Le « moindre impact sur la pauvreté en Afrique [...] est [principalement] dû au coût élevé de l'envoi de fonds vers l'Afrique » (Noxolo, 2016, p. 53). Les coûts des envois de fonds sont très problématiques dans le cadre du lien entre migration et développement : Les Objectifs de développement durable

Figure 10 : Tableau contrasté des flux de transferts de fonds (moyenne glissante sur 3 mois, base 100 en décembre 2019).



Alors que la Banque mondiale estimait, après le déclenchement de la pandémie de Covid19- en avril 2020, que les envois de fonds diminueraient de 20 % dans les pays à revenu faible et intermédiaire, de manière peut-être surprenante, cela ne s'est pas vérifié de manière uniforme. Le Fonds monétaire international (FMI) a indiqué en septembre 2020 que « les envois de fonds se maintiennent souvent en réponse à des chocs défavorables dans les pays récipiendaires ». Ce chiffre montre que les envois de fonds ont évolué « de façon parallèle aux stratégies d'endiguement du virus [dans les pays à revenu élevé] où des mesures strictes ont été mises en place en mars 2020 », entraînant une baisse des transferts de fonds. Lorsque la rigueur des mesures s'est relâchée en mai, les envois de fonds ont augmenté, dans certains cas bien au-dessus du niveau pré-pandémique (Kenya, Mexique, Bangladesh, Pakistan). Source : Quayyum & Kpodar (2020). Illustration originale.

(ODD) traitent des transferts de fonds dans l'objectif 10, cible 10c, qui vise à réduire à moins de 3 % les coûts de transaction des transferts de fonds des migrants et à éliminer les canaux de transfert de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5 % (Nations unies, n. d.). Le Pacte mondial pour les migrations préconise « un transfert plus rapide, plus sûr et moins coûteux des fonds envoyés par les migrants et favorise l'inclusion financière des migrants » (ONU, 2020b, p. 6, pp. 27-29, objectif 20). Les coûts d'envoi d'argent sont élevés dans les pays en développement et, avec 7,1 % en 2018, ils sont « bien supérieurs » à l'objectif de 3 % fixé par les ODD (Banque mondiale, 2018b, p. 6). Le coût en Asie du Sud était le plus faible en 2018, à 5,2 %, tandis que l'Afrique subsaharienne « présentait le coût moyen le plus élevé » (Banque mondiale, 2018b, p. 6), à 9,4 %, avec une flambée des coûts dans de nombreux corridors africains (les raisons sont par exemple les faibles volumes de flux formels ou la pénétration insuffisante des nouvelles technologies). Les corridors intra-régionaux sont les plus coûteux : « Le corridor reliant l'Angola à la Namibie était le plus coûteux [...] [21,4 % en 2016- 2017, et le moins cher avec 2,9 %] était celui de la Côte d'Ivoire au Mali » (Banque mondiale, 2018b, p. 34).

Institutions

De plus en plus, l'impact des institutions sur les décisions migratoires fait l'objet de recherches, présentant le cadre démocratique comme un facteur important d'attraction des migrants. Baudassé et al. (2016, p. 25) soutiennent que les institutions sont « fondamentales » et « au même niveau que les facteurs économiques » pour expliquer pourquoi les gens quittent leur pays d'origine en faveur d'un pays de destination. Bertocchi et Strozzi (2008, p. 97), qui ont analysé la migration de l'Europe vers le Nouveau Monde entre 1870 et 1910 dans la même perspective, ont établi que les pays démocratiques dotés d'institutions afférentes étaient associés à des taux de migration plus élevés. Dans la même lignée, des institutions favorables comprennent des aspects politiques (par exemple, la constitution, les droits civils, la participation), sociaux (la protection, la redistribution des revenus, la solidarité informelle, etc.) et économiques (par exemple, les droits de propriété, l'esprit d'entreprise par opposition à la corruption considérée comme un indice de faiblesse institutionnelle ; Baudassé et al., 2016, p. 6). Bertocchi et Strozzi (2008, p. 83) différencient l'impact des institutions qui peuvent attirer les migrants, comme la citoyenneté et les politiques foncières et éducatives, de l'impact des institutions politiques.



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE ET APPLIQUER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) :

Invitez les participants à se pencher sur les « perceptions du bien-être » selon les indicateurs indiqués dans l'indice de développement humain (PNUD, 2019b, pp. 30-33) et l'indice de perception de la corruption (Transparency International, 2019) et utilisez ces sources pour :

- Collecter des données concernant votre pays ou un pays de votre choix : Examinez les indicateurs de développement humain comme la « liberté de choix », et les perceptions à propos de la gouvernance comme la « confiance dans le système judiciaire », les « actions pour préserver l'environnement » et la « confiance dans le gouvernement national ».
- Identifier les reportages des médias du pays que vous avez choisi qui traitent des questions de corruption et du « bien-être » de la population au regard des indicateurs de développement humain.

Plusieurs études ont révélé que les citoyens particulièrement qualifiés émigrent lorsque la corruption augmente et que la qualité des institutions démocratiques diminue (Cooray et Schneider, 2016 ; Kirwin et Anderson, 2018).

La corruption, endémique dans un certain nombre de pays africains, est le signal de la faiblesse des institutions. Avec une ambition empreinte d'idéalisme, l'Union africaine a désigné 2018 comme l'année pour « Gagner la lutte contre la corruption : Une voie durable pour la transformation de l'Afrique » (Tankou, 2018). « La corruption continue de nuire à l'Afrique, entravant la démocratie, le développement et la capacité à sortir les gens de la pauvreté », avertit Transparency International qui avance que « l'impact de la corruption ne peut être sous-estimé ». Environ 43 % des Africains vivent dans la pauvreté, tandis que plus de 50 milliards de dollars d'actifs volés quittent l'Afrique chaque année ». Elle observe que « l'absence généralisée de développement [...] est renforcée par de vastes systèmes de corruption, qui font fuir les investisseurs et découragent tout développement ultérieur ». L'ONG estime que « les fonds détournés représentent une perte de 25 % des ressources de développement sur le continent africain » (Transparency International, 2018).

Education

L'éducation transforme la vie des individus et constitue la clé de la mobilité sociale. Elle est un déclencheur central du changement socio-économique, extrêmement pertinent pour la réalisation des ODD. L'éducation est une valeur primordiale dans le lien entre migration et développement et, selon l'Unesco, « un moteur majeur dans la décision de migrer » (Unesco, 2019, p. xvii, pp. 2-4).

De toutes les régions du monde¹³, stipule l'Unesco, l'Afrique subsaharienne présente les taux les plus élevés de non-scolarisation : Dans toute la région, 9 millions de filles¹⁴ et 6 millions de garçons âgés de 6 à 11 ans n'iront jamais à l'école (ISU, 2020). Attestant du fait que plus de 20 % des enfants de cette tranche d'âge ne sont pas scolarisés en Afrique, et environ 60 % des jeunes entre 15 et 17 ans, l'Unesco prévient que « la situation va probablement s'aggraver car la région est confrontée à une demande croissante d'éducation en raison d'une population d'âge scolaire qui ne cesse de croître » (ISU, 2020). Cet avertissement a été lancé avant la Covid-19, qui a encore aggravé la situation. En Afrique subsaharienne, des fermetures d'écoles sont intervenues à l'échelle nationale à cause de la pandémie, alors qu'un très grand nombre avaient déjà été fermées en raison d'une grave insécurité, de grèves ou d'aléas climatiques (AfricaNews, 2019 ; ONU, 2020a ; Yameogo et Tidey, 2019). La présence des élèves à la maison exige des familles non seulement de compenser les repas scolaires, et de faciliter l'apprentissage à distance, avec la menace plus inquiétante encore que, sans accompagnement, ils ne retournent jamais à l'école.

Si l'Afrique a fait des progrès significatifs pour combler l'écart en matière de scolarisation dans le primaire, en Afrique subsaharienne, les chiffres chutent brutalement, passant officiellement de 99 % dans les écoles primaires à 43 % dans les écoles secondaires et seulement 9 % dans l'enseignement supérieur (Banque mondiale et ISU, 2020a ; Banque mondiale et ISU, 2020b ; Banque mondiale et ISU, 2020c). Seuls 4 % des enfants d'Afrique devraient intégrer un établissement d'enseignement supérieur et de troisième cycle, contre 14 % en Asie du Sud et de l'Ouest et 36 % en Amérique latine (Musau, 2017-2018). Partout, la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage est un sujet de grande préoccupation (Sifuna et Sawamura, 2009). Un exemple tiré de l'un des pays subsahariens les plus développés, l'Afrique du Sud, peut illustrer l'ampleur du défi : Près de 80 % des enseignants de mathématiques de 6e « ne parviennent pas à obtenir 12/20 [NdT : 60 % dans le système de notation anglo-saxon] à un test de mathématiques de 6e/5e [NdT : grade 6/7 dans le système anglo-saxon] » (Spaull, 2019, p. 3) ; la plupart « des enseignants n'ont pas actuellement les connaissances du contenu ou les compétences pédagogiques nécessaires pour transmettre le programme » (Spaull, 2019, p. 8). L'un des pays affichant un des plus faibles indices de développement humain du Pnud, la Guinée-Bissau, qui fera l'objet d'une étude de cas dans ce manuel (Pnud, 2019a, p. 302), présente une « situation désastreuse » (Boone et al., 2013) dans laquelle seuls 27 % des quelque 10 000 enfants âgés de 7 à 17 ans interrogés étaient capables d'additionner deux chiffres simples, et à peine 20 % étaient capables de lire et de comprendre un mot simple (Boone et al., 2013)¹⁵.

¹³ Pour les classifications par région et par pays, voir le module 2 et le DAES (n. d.).

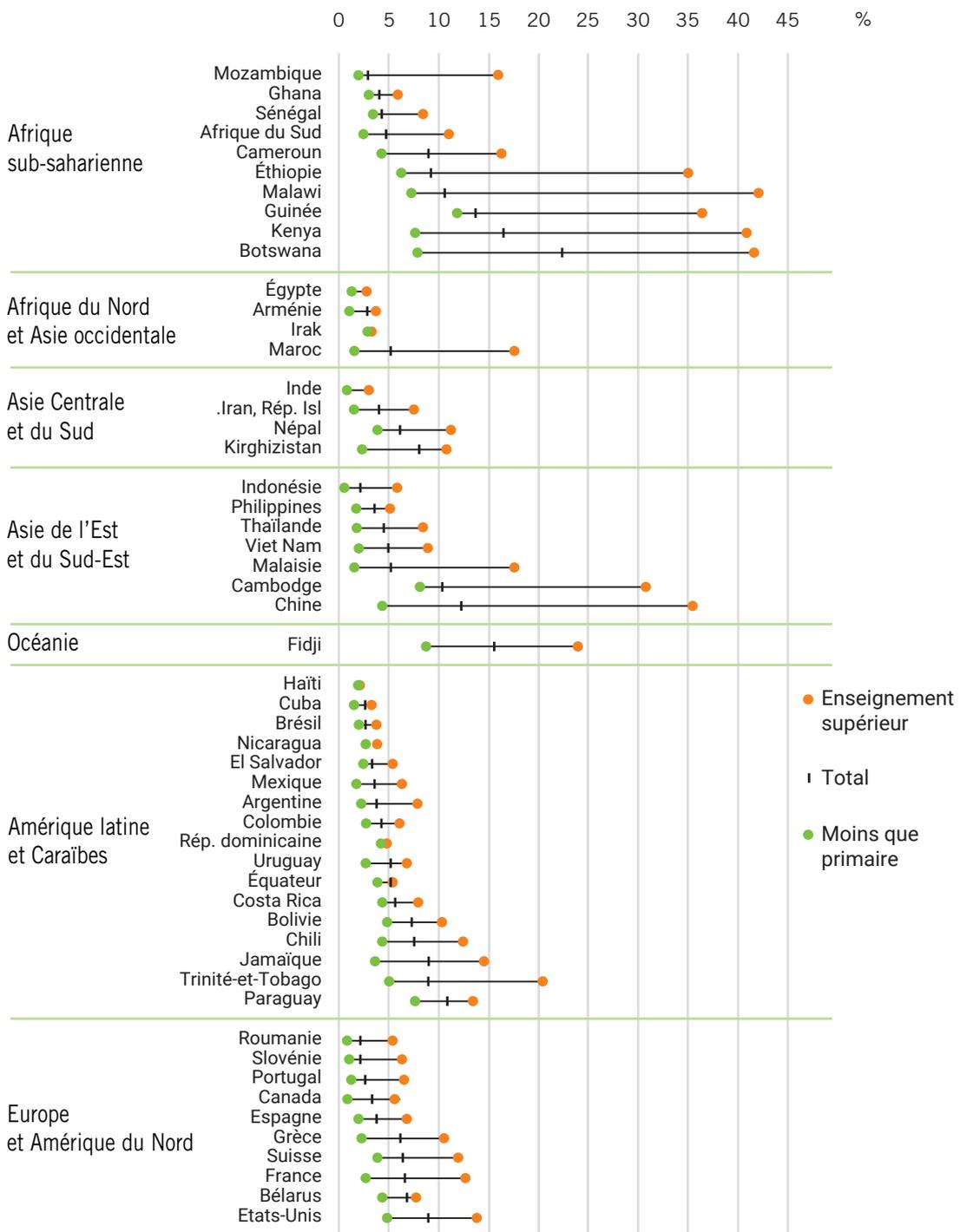
¹⁴ Kaps et al (2019) soulignent le rôle exceptionnellement important de l'éducation des femmes à la lumière de la baisse des taux de fécondité : « De nombreux experts estiment que l'éducation est la meilleure méthode de contrôle des naissances » (Kaps et al., 2019, p. 12).

¹⁵ Voir le rang de l'Afrique du Sud et de la Guinée-Bissau sur l'indice de développement humain : Pnud (2019a, pp. 300-303). En Afrique du Sud, l'incapacité des enseignants à obtenir 20/20 au test de mathématiques de 6/7e année se traduit - selon des enquêtes représentatives au niveau national - par le fait que plus de 60 % des apprenants de 5e année sont incapables d'additionner et de soustraire des nombres entiers, et qu'ils ne comprennent pas la multiplication par des nombres à un chiffre, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent pas faire de mathématiques de base (Spaull, 2019).

Ces défis sont abordés de manière large dans la recherche sur les problématiques pédagogiques en Afrique et parfois les médias en rendent compte (UA, 2020 ; News24, 2011 ; ONU, 2020b, ONU, 2020c)¹⁶. Le rapport de l'Unesco intitulé « Migration, déplacement et éducation » (2019) fournit un compte rendu complet sur le sujet, en considérant les migrants, les réfugiés et les communautés d'accueil. Le rapport expose la problématique depuis la petite enfance jusqu'à l'éducation pour adultes, en passant par la formation professionnelle, l'enseignement universitaire et les programmes d'échanges universitaires, en traitant des élèves, des étudiants, des éducateurs et en incluant les migrants internes et internationaux ainsi que les réfugiés. Il montre que les migrations et les déplacements forcés ont un impact sur l'éducation dans les lieux d'origine et de destination. Par exemple, dans les lieux de destination, le système éducatif doit gérer la nouvelle diversité dans les classes et homogénéiser les différents niveaux scolaires des apprenants natifs et des migrants ou des réfugiés, ce qui nécessite des éducateurs mieux préparés. Dans les pays d'origine, l'émigration des jeunes d'âge scolaire peut décourager les investissements dans l'éducation et réduire ainsi les opportunités pour ceux qui restent sur place; l'émigration de citoyens instruits (connue sous le nom de fuite des cerveaux) éloigne les plus performants de leur pays d'origine, mais peut aussi être partiellement compensée par les envois d'argent des migrants (voir la section ci-dessus sur les transferts de fonds). Ces personnes plus instruites – candidates potentielles de la fuite des cerveaux dans leur pays – sont susceptibles d'émigrer (voir Figure 11) : Dans 53 pays, la probabilité de migration double chez les personnes ayant suivi un enseignement primaire, triple chez celles ayant suivi un enseignement secondaire et quadruple chez celles ayant suivi un enseignement supérieur, par rapport aux personnes n'ayant pas suivi d'enseignement (Unesco, 2019, p. 15). Cela dit, les réfugiés sont souvent aussi partiellement illettrés (15 % des réfugiés en Allemagne sont dans ce cas tout en étant aussi les moins susceptibles de suivre un cours d'alphabétisation ; Unesco, 2019, p. 183, figure 13.3), et « parmi les demandeurs d'asile ayant suivi un enseignement primaire, seuls 50 % des personnes interrogées en Grèce et 41 % en Italie avaient atteint le niveau minimum de compétence en matière d'alphabétisation » (Unesco, 2019, p. 117, figure 7.2).

¹⁶ Voir, par exemple : L'éducation est l'un des six principes directeurs de la Stratégie éducative continentale pour l'Afrique (CESA) de l'Union africaine. 2016-2025 (UA, 2020) avec ses pensées très aspirationnelles comme « Les systèmes d'éducation et de formation de l'Afrique [...] [répondront] aux connaissances, compétences, aptitudes, innovation et créativité requises [...] aux niveaux national, sous-régional et continental ». L'éducation est un thème transversal du Pacte mondial pour les migrations, et le Pacte mondial pour les réfugiés (paragraphe 68 et 69) aborde l'éducation, notamment du point de vue de la qualité, de la réduction du délai entre l'arrivée et le début de la scolarité pour les enfants réfugiés et de la reconnaissance de l'équivalence des qualifications académiques et professionnelles (ONU, 2020b). Voir également les ODD, en particulier l'ODD 4 (ONU, 2020c).

Figure 11 : Les plus instruits sont plus susceptibles de migrer (taux de fréquence de la migration par niveau d'instruction, pays sélectionnés, intervalles de cinq ans, 2010-1999)



Au niveau mondial, les personnes les plus instruites sont plus susceptibles de quitter leur pays, mais le tableau est particulièrement marqué en Afrique subsaharienne. Source : Unesco (2019, p. 16). Illustration originale.

Alors que certains experts considèrent l'éducation comme un moteur majeur dans la décision de migrer, d'autres décrivent l'éducation comme un facteur socio-économique parmi d'autres visant une vie meilleure (Browne, 2017). Explorant les raisons d'envisager la migration, l'Afrobaromètre (Appiah-Nyamekye Sanny et al., 2019, p. 16, tableau 1) signale que seule une fraction de ses répondants indique vouloir poursuivre des études (6 %), soit nettement moins que ceux qui veulent échapper à la pauvreté ou aux difficultés économiques (29 %) et ceux qui souhaitent trouver un emploi (44 % ; Appiah-Nyamekye Sanny et al., 2019, p. 14, figure 12). Ces catégories sont toutefois étroitement liées, car les aspirations économiques et l'éducation vont de pair, comme l'explique Browne (2017, p. 2) ; l'auteur suggère que l'éducation devient un facteur de migration internationale au niveau universitaire. L'enseignement universitaire est, dans une comparaison mondiale, le moins accessible en Afrique subsaharienne et le plus accessible en Europe (Unesco, 2019, p. 148 et 149).

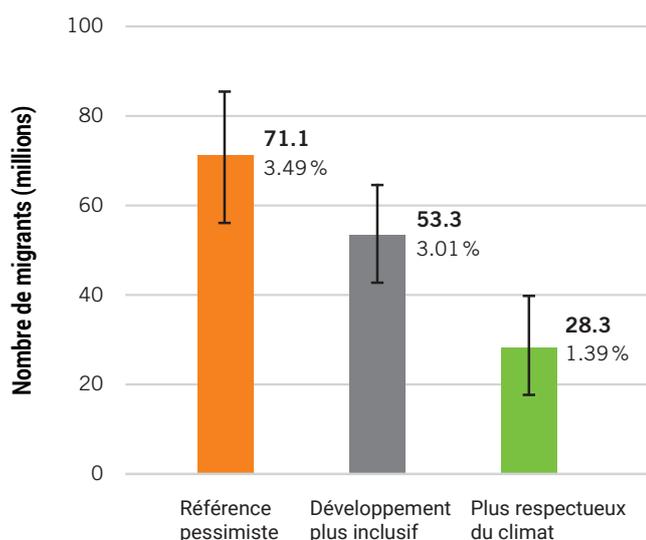
Pour l'Afrique subsaharienne, Klingholz et al. (2017) décrivent le manque d'éducation (de qualité) comme la principale source de nombreux défis : Les jeunes seront souvent relégués à gagner leur vie comme simples ouvriers agricoles ou dans le secteur informel. L'éducation ne peut être surestimée en tant que valeur ajoutée dans le lien entre migration et développement. Kaps et al. (2019) expliquent qu'un « déficit d'éducation et un manque d'opportunités de revenus freinent le développement économique et entravent ainsi la possibilité pour les gens d'échapper au piège de la pauvreté ». Faire face à ce risque par des interventions adéquates est un défi dans des conditions normales, et encore plus dans le cadre de la Covid-19. Dreesen et al. (2020) montrent dans une étude pour le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) que des réponses sur mesure sont nécessaires. Leur étude sur les fermetures d'écoles dans plus de 120 pays conclut qu'il n'existe pas d'approche unique pour offrir du contenu d'apprentissage à distance. Outre les grandes inégalités mondiales en matière d'accès à l'internet, à la télévision et à la radio (environ 3 % seulement des ménages dans des pays comme la Guinée-Bissau ont l'électricité), l'Unicef recommande d'utiliser plusieurs canaux de diffusion. En Jordanie, par exemple, les enfants réfugiés ont reçu des kits d'apprentissage ; ailleurs, les sociétés de télécommunications n'ont pas facturé le transfert de données pour la continuité pédagogique et des cartes SD pour téléphones mobiles avec des contenus audio ont été fournies aux familles dans des zones difficiles d'accès au Burundi ; la télévision est également utilisée dans la plupart des pays pour diffuser des programmes éducatifs.

Les apprenants les plus vulnérables font également partie de ceux qui n'ont qu'un accès limité aux médias numériques et à l'apprentissage à distance et beaucoup ne maîtrisent pas la langue d'enseignement (ONU, 2020a, p. 7). L'ONU utilise donc des mots très forts pour tirer la sonnette d'alarme : « Empêcher que la crise de l'apprentissage ne devienne une catastrophe générationnelle exige une action urgente de la part de tous » (ONU, 2020a, p. 3).

Changement climatique

L'aggravation des effets du changement climatique devrait entraîner le déplacement interne de millions de personnes dans trois régions du monde : l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud et l'Amérique latine. Dans le plus pessimiste des trois scénarios (fortes émissions de gaz à effet de serre et trajectoires de développement inégales), d'ici 2050, environ 143 millions de personnes (3 % de la population totale de ces trois régions) pourraient être contraintes de quitter leur foyer pour se réfugier dans des endroits plus sûrs à l'intérieur de leur pays d'origine. Cette projection sur le changement climatique, la migration, le déplacement forcé et le développement, publiée par la Banque mondiale dans une étude de référence intitulée « Mouvement de fond » (Groundswell ; Rigaud et al., 2018 ; Banque mondiale, 2018a), ouvre des perspectives désastreuses, même dans le meilleur scénario « favorable au climat » qui suppose de meilleures voies de développement. Pour l'Afrique subsaharienne, les déplacements internes dus au changement climatique augmenteront dans les trois scénarios en raison de la baisse des réserves en eau et de la productivité des cultures, parallèlement à la hausse du niveau de la mer et aux inondations liées aux tempêtes (Banque mondiale, 2018a, p. 1 ; voir Figure 12). D'ici 2050, le nombre total de déplacés internes dus au changement climatique « pourrait atteindre 85,7 millions, soit quatre pour cent de la population totale de ces régions » selon le scénario pessimiste, soit plus qu'en Asie du Sud et en Amérique latine ; le scénario le plus optimiste prévoit quant à lui 28,3 millions de personnes déplacées (Banque mondiale, 2018a, p. 2).

Figure 12: Projection du nombre total et de la part des migrants climatiques internes en Afrique subsaharienne selon trois scénarios d'ici 2050.



Source : Banque mondiale (2018a, p. 2, figure 1). Illustration originale.

Les recherches théoriques et empiriques sur les migrations et les déplacements forcés dus au changement climatique sont nombreuses et se sont multipliées au cours des trois dernières décennies (Portail sur les données migratoires, 2020c). Au moment de la rédaction de ce manuel en 2020, une revue de littérature a été publiée et offre une vue d'ensemble récente du sujet (Flavell et al., 2020). Comme indiqué dans la section sur les conflits (voir ci-dessus), le nombre de déplacés internes est plus important que celui des déplacés transfrontaliers (réfugiés) et ne suscite que peu d'attention au niveau international. Cela vaut également pour les personnes déplacées en raison du changement climatique. L'IDMC déplore que les personnes déplacées dans leur propre pays soient « déplacées internes mais ignorées externes » (Bilak, 2020). Même certains documents de référence internationaux comme les ODD ne mentionnent pas explicitement ce groupe (Zeender, 2018). Peu de sources en Afrique rendent ces questions publiques – à l'exception de la série « Changement climatique et migration en Afrique » (2020) de l'Africa Portal et quelques analyses journalistiques occasionnelles (Fagan, 2019), pour ne citer que ceux-là.

Il existe un consensus, lit-on dans Groundswell, selon lequel les déplacements internes induits par le changement climatique – plutôt que les déplacements à travers les frontières internationales – continueront d'être de loin « le phénomène le plus important » (Banque mondiale, 2018a, p. 2). Des défis substantiels en matière de développement en découlent, et le rapport plaide avec force en faveur d'une « action concertée pour atténuer le changement climatique et s'y adapter, ainsi que des politiques de développement inclusives et la prise en compte des migrations climatiques dans la planification des politiques » (Banque mondiale, 2018a, p. 1). Dans le même ordre d'idées, Klingholz et al. (2020) plaident pour une réorientation du secteur agricole africain vers la soutenabilité avec plus de productivité, pour nourrir une population en pleine croissance ; les bases de ce « grand saut sont la recherche, le développement et la diffusion d'innovations techniques et sociales, ainsi que le transfert de connaissances et l'entrepreneuriat » (Klingholz et al., 2020, p. 67).

Le rapport Groundswell fait référence aux migrants climatiques, et non aux réfugiés climatiques. Cette décision éditoriale est conforme au droit international et à la position du HCR qui consiste à défendre la définition du réfugié¹⁷. Dans le débat public et même dans les glossaires recommandés par ce manuel, l'usage et les définitions des termes varient – on parle par exemple de migrants environnementaux, de réfugiés climatiques – et parfois les définitions incluent même les personnes déplacées à la suite d'accidents industriels (REM, 2018 ; OIM, 2019a ; Ionesco et al., 2017 ; HCR, 2020a). Ce manuel fait référence au déplacement climatique, en le reliant au fait que la plupart des personnes sont déplacées à l'intérieur de leur pays. Quels que soient les mots choisis par les auteurs et les institutions – ils sont tous d'accord pour dire que les déplacés internes ont des besoins humanitaires aigus, qu'ils sont vulnérables et qu'ils doivent être protégés.

¹⁷ Il convient de rappeler les définitions abordées dans le module 2. Un « réfugié » est défini comme une personne qui a franchi une frontière internationale « parce qu'elle craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques », selon la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés.

Le manque de données décrit dans le module 2 sur la migration et le déplacement forcé est encore plus prononcé en ce qui concerne les déplacés internes et particulièrement quand le changement climatique est en cause. L'IDMC rapporte par exemple que les déplacements provoqués par la sécheresse sont largement sous-estimés, car les données ne sont disponibles que pour quelques pays depuis 2017 (André et al., 2019, p. 19). Selon cette source, les catastrophes liées aux aléas naturels, à l'exclusion des accidents industriels ont déclenché 2,6 millions de nouveaux déplacements en 2018 et plus de 21,2 millions entre 2009 et 2018. Au total, 85 % de tous les déplacements dus à des catastrophes enregistrés en Afrique depuis 2009 ont été le fait des inondations. Les cyclones Idai et Kenneth ont causé les catastrophes les plus dévastatrices en 2019, avec 2,2 millions de personnes touchées et 617 000 nouveaux déplacements au Mozambique, au Malawi, au Zimbabwe et à Madagascar (André et al., 2019, p. 19, p. 24). L'agence de presse spécialisée dans le développement The New Humanitarian a livré ses impressions sur Praia Nova, un bidonville de la ville portuaire de Beira, au Mozambique, qui a été le premier à être frappé par le cyclone Idai. Ce quartier d'environ 500 000 habitants a été en grande partie détruit. Les familles étaient partagées entre le désir de rester chez elles dans des abris d'urgence, l'espoir d'une reconstruction, et le fait de se reloger dans de nouveaux lotissements soutenus par le gouvernement et les groupes de secours dans des villages éloignés des zones de basse altitude, sujettes aux inondations (Kleinfeld, 2019).

Le rapport Groundswell conclut que les déplacements climatiques internes « vont probablement augmenter jusqu'en 2050, puis s'accélérer, à moins de réductions significatives des émissions de gaz à effet de serre et de mesures de développement vigoureuses » (Rigaud et al., 2018, p. xix).

Réseaux co-ethniques (diaspora)

Les recherches sur les réseaux et la migration partent souvent du principe que les individus sont plus enclins à migrer vers des lieux où ils ont des attaches. C'est vrai, mais cela ne fait pas tout. Des réseaux plus larges peuvent en fait dissuader la migration, par exemple si les migrants sont en concurrence les uns avec les autres pour des opportunités ou des ressources et qu'ils ressentent une certaine forme de rivalité à partager des informations (Blumenstock et al., 2019, p. 2 et 3), ou bien s'ils sont découragés par le manque de soutien de leurs pairs (Kuschminder, 2016).

Les réseaux de la communauté co-ethnique, de la famille et des amis dans le pays et à l'étranger ont toutefois été identifiés comme des moteurs essentiels à la migration. Les gens sont en effet plus susceptibles d'aller dans des endroits où ils connaissent d'autres migrants qui y ont récemment déménagé, et ces réseaux jouent un rôle notable en fournissant un soutien (matériel, social) et en tant que source d'information dès la phase de planification, pendant le voyage et une fois arrivé à destination, en facilitant, voire en influençant les choix du pays de destination (Université de Maastricht et GDMAC, 2016, pp. 21-22). Comme Blumenstock et al. (2019) l'ont constaté pour l'exemple du Rwanda, le réseau social d'un seul migrant est étendu.

Aussi important que soit le réseau co-ethnique sur le lieu de destination, la famille et les proches au pays restent l'entité décisionnaire, quand il s'agit de prendre le chemin, régulier ou illégal, de la migration. Le phénomène est souvent facilité par l'utilisation des médias sociaux (Cummings et al., 2015 ; Fleischer, 2006 ; Portail sur les données migratoires, 2020b ; Simpson, 2017). Pour cette communauté, accorder des fonds à un membre de confiance et l'envoyer à l'étranger, est souvent considéré comme une stratégie de diversification des risques au niveau familial.

Comme indiqué précédemment, cette sélection de facteurs contextuels est une présentation non exhaustive. Les formateurs en journalisme qui utilisent ce manuel trouveront, nous l'espérons, l'inspiration pour inviter leurs classes à réfléchir de manière critique à ces facteurs contextuels et à d'autres ; nous espérons qu'ils contribueront à compléter le tableau en faisant connaître la perspective de leur propre pays.

SUGGESTION DE DEVOIR PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE ET APPLIQUER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) À METTRE EN ŒUVRE DANS UN TRAVAIL JOURNALISTIQUE :



Invitez les participants à résumer le cours sur les facteurs contextuels dans un article de 2 pages, en utilisant comme cas d'étude soit leur pays, soit un lieu de leur choix. Permettez aux étudiants de choisir entre deux sujets et demandez-leur d'expliquer la théorie et de baser leur recherche sur un corpus de littérature académique.

Sujet 1 : Autres facteurs contextuels de la migration

Les étudiants doivent expliquer la théorie exposée dans ce module, décrire le(s) facteur(s) contextuel(s) de la migration pertinent(s) pour leur pays – ou le lieu de leur choix – et dire pourquoi. En outre, ils doivent penser à tout facteur d'attraction ou de répulsion pertinent qui n'a pas été présenté dans ce module et expliquer pourquoi il(s) est/sont important(s).

- Ils peuvent reconnaître la pertinence des facteurs contextuels pour la couverture des questions de migration et de déplacement forcé en examinant la couverture d'un média dans le pays de leur choix sur une semaine (choisissez une semaine avec une actualité conséquente) : ils doivent repérer les facteurs d'attraction et de répulsion qui ont été couverts.
- Ils devront identifier les facteurs contextuels qui rassemblent les migrants et les réfugiés dans des flux mixtes.
- Ils fourniront les facteurs contextuels et les présenteront dans un document de 2 pages.

Sujet 2 : Réfugiés dans des situations de risques multiples

Les réfugiés sont persécutés dans leur pays et doivent fuir au-delà des frontières. Parce qu'ils sont persécutés, ils sont soumis à des défis supplémentaires qui, à première vue, peuvent apparaître comme des facteurs de répulsion pour la migration, par exemple le manque d'opportunités d'emploi.

Les étudiants prendront l'exemple d'une femme journaliste et décriront les multiples risques et défis auxquels elle est confrontée dans leur pays ou dans un lieu de leur choix. Ils choisiront parmi les récits de vie recueillis par le Comité pour la protection des journalistes (CPJ, 2020).

- Ils expliqueront le cadre théorique et fonderont leur recherche sur un corpus de littérature universitaire.
- Ils devront reconnaître la pertinence des facteurs contextuels pour les reportages sur les femmes réfugiées : Quels sont les risques spécifiques qu'elles encourent ?
- Ils contextualiseront les facteurs d'attraction et de répulsion en examinant comment les femmes réfugiées sont présentées dans les médias. Ils examineront la couverture médiatique des femmes dans un média de leur choix sur un mois (choisissez un mois avec une actualité conséquente) : Comment les femmes sont-elles présentées en tant que réfugiées et sont-elles écoutées ?
- Ils identifieront les facteurs contextuels pour les femmes réfugiées et décriront comment elles se retrouvent parfois dans des flux mixtes avec des migrants.



LECTURES RECOMMANDÉES :

Académique :

Piché, V. (2013). Les théories migratoires contemporaines au prisme des textes fondateurs. *Population*, 68(1), 141-164. <https://doi.org/10.3917/popu.1301.0153>

Journalistique :

News Deeply (n. d.). Articles. [En ligne]. <https://deeply.thenewhumanitarian.org> [Consulté le 5 janvier 2021]

Institutionnelles :

OIM (2019b). Rapport sur la migration dans le monde 2020. Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2020.pdf [Consulté le 15 décembre 2020]

DAES (2019b). Migration internationale 2019 : Rapport. New York. [En ligne]. https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/migrationreport/docs/InternationalMigration2019_Report.pdf [Consulté le 15 décembre 2020].

HCR (2020b). Tendances mondiales : Déplacement forcé en 2019. Copenhague. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/5ee200e37.pdf> [Consulté le 15 décembre 2020].

QUESTIONS DE GENRE

Par Monika Lengauer

Les termes « genre » et « sexe » ne devraient pas être utilisés de manière interchangeable – même s'ils le sont encore bien souvent. Le genre décrit les caractéristiques des femmes, des hommes ou d'une autre identité, qui sont construites socialement, tandis que le sexe fait référence à des caractéristiques qui sont déterminées biologiquement. Autrement dit, le sexe est « une catégorisation basée sur l'apparence des organes génitaux à la naissance » (LGBT Resource Center, n. d.). L'identité de genre et les rôles dévolus au genre déterminent également les expériences des femmes, des filles, des hommes, des garçons et des membres du groupe LGBTI en tant que migrants et réfugiés. Dans la collecte de données, cependant, non seulement le genre et le sexe sont fréquemment utilisés comme synonymes, mais le genre est souvent assimilé aux femmes uniquement ; en outre, les données ne sont presque jamais ventilées par identification LGBTI (Portail sur les données migratoires, 2020). A minima, les répartitions par sexe sont essentielles pour élaborer et planifier des politiques sur la base de données factuelles. Le Pacte mondial pour les migrations et le Pacte mondial pour les réfugiés s'engagent à améliorer ces insuffisances (Hennebry et Petrozziello, 2019 ; ONU, 2018 ; AGNU, 2018). Sur la base des données parcellaires disponibles, les femmes représentent environ 50 % de l'ensemble des personnes déplacées de force – réfugiés, déplacés internes ou apatrides (UNHCR, 2020)¹. La part des femmes dans la mobilité internationale n'a pas changé de manière significative au cours des dernières décennies, mais davantage de migrantes se déplacent de manière indépendante à des fins de travail, d'éducation ou comme chefs de famille (Portail sur les données migratoires, 2020).

Le champ de recherche sur le genre et la migration est aussi bien installé que celui sur le genre et le déplacement forcé². En ce qui concerne les études sur la migration, « les chercheurs insistent désormais sur le fait que la migration elle-même est un phénomène genré et nécessite des outils théoriques et analytiques plus sophistiqués que les études sur les rôles dévolus à chaque sexe » (Donato et al., 2018, p. 6-7). Les études sur les réfugiés ont examiné les questions de genre à partir d'un large spectre, y compris l'exploration des motifs juridiques et moraux permettant aux individus de recevoir l'asile et la protection contre des persécutions liées au genre (Gerver et Millar, 2013). Dans leur collection d'ouvrages sur le genre, la violence et les réfugiés, Buckley-Zistel et Krause (2019) ne se contentent pas de développer ces concepts et d'autres, mais ils donnent également un aperçu d'un large éventail de cas d'étude – y compris les LGBTI – de l'Angola, en Afrique australe, à la Suède, en Europe du Nord.

¹ Les femmes représentent environ 48 % du nombre de migrants internationaux. Il convient de noter que « les effectifs comprennent tous les résidents d'un pays nés à l'étranger, quelle que soit la date de leur entrée dans le pays ». Ces données ne peuvent donc pas être comparées aux données du HCR sur les personnes déplacées de force. Voir la page thématique du Portail sur les données migratoires « Sexe-spécificités et migration » pour les sources de données (Portail sur les données migratoires, 2020).

² Les revues de littérature montrent la portée des deux domaines, par exemple Fleury (n. d.) ou le Joint Data Center on Forced Displacement (2020).

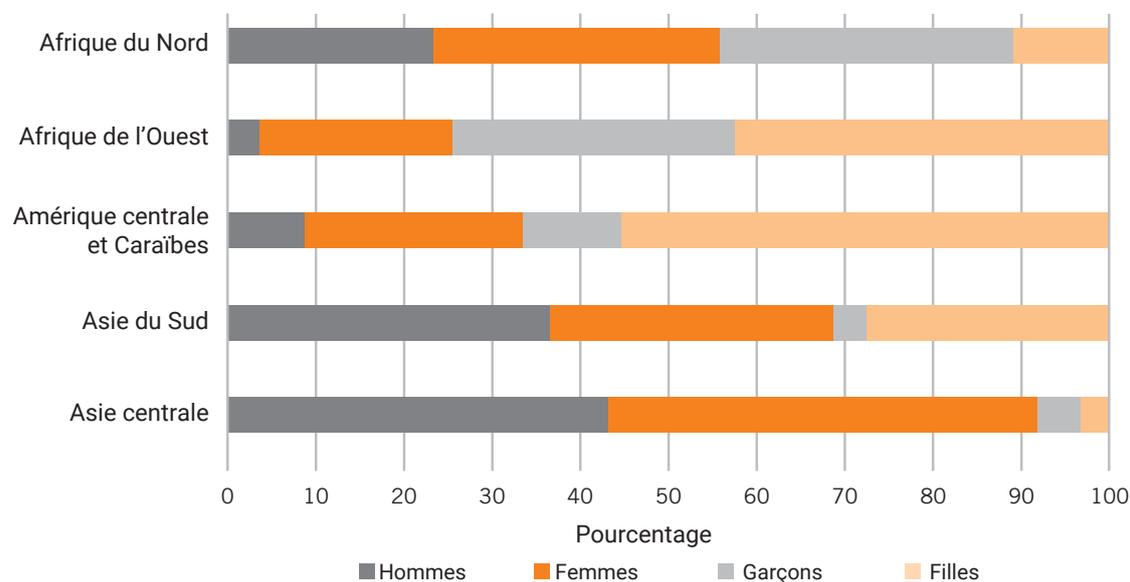
Dans la mobilité humaine, le genre a sans doute « le plus grand impact » sur les expériences des femmes, des filles, des hommes, des garçons et des personnes s'identifiant comme membres des LGBTI (Portail sur les données migratoires, 2020). Le genre influence les mobiles, les itinéraires et les réseaux que les gens utilisent, les expériences, l'accueil, les opportunités, les restrictions et les vulnérabilités chez eux, en transit et dans les pays de destination en façonnant les débats dans les sphères médiatiques et politiques (Schrover et Moloney, 2013). Il existe évidemment de nombreuses différences entre ces groupes et si les femmes, les hommes et les membres de la communauté LGBTI peuvent être confrontés à des vulnérabilités spécifiques ou communes, tous peuvent être exposés à des formes de violence fondée sur le genre. La recherche – par exemple, la collection mentionnée plus haut de Buckley-Zistel et Krause (2019), les institutions et les médias ont rendu publics des crimes horribles de violence et d'abus sexuels. « Women on the run » (Femmes en fuite) est une étude menée par le HCR au Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Mexique, révélant des « niveaux endémiques de violence » qui ont « dépassé les capacités des gouvernements à protéger les victimes » (HCR, 2015, p. 2) dans de grandes portions des pays, et où les femmes fuient les meurtres, les extorsions et les viols. La République démocratique du Congo (RDC) a connu des déplacements suite à des viols dans des contextes de conflit, et le journal *The Washington Post* a montré le déni des rebelles concernant les violations des droits humains qu'ils commettent (Wilén et Ingelaere, 2017).

Les femmes sont victimes de discriminations spécifiques et sont soumises à des vulnérabilités explicites en tant que migrantes et réfugiées, notamment dans le cadre de la traite des êtres humains (voir Figure 13). Cette dernière est un crime³. Elle suit largement les itinéraires et les structures de la migration et du déplacement forcé. Selon le rapport mondial 2018 de l'Office des Nations Unies contre les drogues et le crime sur la traite des êtres humains (ONUDC), « les femmes représentent la grande majorité des victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, et 35 % des victimes de la traite à des fins de travail forcé » sont des femmes et des filles (ONUDC, 2018, p. 10). Le rapport souligne « des différences régionales considérables dans les profils de sexe et d'âge des victimes de la traite détectées. (...) En Afrique de l'Ouest, la plupart des victimes détectées sont des enfants, garçons et filles, tandis qu'en Asie du Sud, les victimes seraient à parts égales des hommes, des femmes et des enfants » (ONUDC, 2018, p. 10). En Asie centrale, une part plus importante d'hommes adultes est victime de la traite que dans d'autres régions du monde ; en Amérique centrale et dans les Caraïbes, davantage de filles sont enregistrées (ONUDC, 2018, p. 10).

3 « L'expression 'traite des personnes' désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organe. » Source : Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (OIM, 2019a, p. 213).

Figure 13: Classification des victimes détectées de la traite des êtres humains dans des sous-régions montrant diverses configurations, 2016 (ou années ultérieures)



L'étude de l'ONUDC fait état d'enlèvements de femmes et de filles à des fins d'esclavage sexuel et de mariage forcé dans de nombreux conflits en Afrique centrale et occidentale et au Moyen-Orient (ONUDC, 2018, p. 12). Source : ONUDC, 2018, p. 10. Illustration originale.

Les femmes qui fuient des situations de conflit sont particulièrement vulnérables. La nécessité de prendre des mesures urgentes a été reconnue par la remise du prix Nobel de la paix 2018 à Denis Mukwege et Nadia Murad, qui ont été récompensés « pour leurs efforts visant à mettre fin à l'utilisation de la violence sexuelle comme arme de guerre et de conflit armé » (Comité du prix Nobel, 2018). Denis Mukwege, chirurgien originaire de la République démocratique du Congo, « a traité des milliers de victimes de violences sexuelles lors de conflits armés, et a critiqué les gouvernements pour ne pas avoir fait assez pour mettre fin à l'utilisation de la violence sexuelle contre les femmes en tant que stratégie et arme de guerre » (Comité du prix Nobel, 2018). Nadia Murad a fondé « L'initiative de Nadia » (Nadia's Initiative, 2020), une organisation à but non lucratif qui se consacre à la reconstruction des communautés en crise et à la représentation au niveau mondial des survivants de violences sexuelles. L'ONG se concentre actuellement sur le redéveloppement de la région natale des Yazidis à Sinjar (Irak), où Nadia Murad a grandi. Les terroristes de l'EI avaient détruit son village, tué, réduit en esclavage et violé les membres de sa communauté (Arraf, 2019 ; Marczak, 2018 ; Comité du prix Nobel, 2018).

« Le régime de protection internationale fait défaut aux femmes et aux filles réfugiées », a écrit le Réseau de recherche sur les migrations forcées de l'Université de Nouvelle-Galles du Sud,

dans sa contribution au processus participatif du HCR qui a conduit au Pacte mondial pour les réfugiés (Bartolomei et al., 2017). Les auteurs ont également conclu qu'être vulnérable en tant que femme n'équivaut pas à être « intrinsèquement vulnérable » ni à être une victime passive ou une bénéficiaire impuissante de l'aide. Krause (2020) le montre dans sa recherche sur l'Ouganda, reconnaissant les femmes comme des « acteurs sociaux », mais aussi des « acteurs du régime des réfugiés ». Dans un reportage photo, ONU Femmes présente des réfugiées comme autonomisées malgré leur vie dans les camps de réfugiés (ONU Femmes, 2016).

Les femmes journalistes réfugiées ou migrantes sont sous-médiatisées, quel que soit l'angle choisi, à quelques rares exceptions, comme l'école de journalisme du Missouri qui produit le *Global Journalist* et a fait le portrait de journalistes en exil (*Global Journalist*, 2020) et *Reporters sans frontières* (2019) ou le *Committee to Protect Journalists* (CPJ, 2020), pour ne citer que ceux-là. Le site *Refugees Deeply*, hébergé sur le site *The New Humanitarian*, a également proposé un article spécial sur les journalistes réfugiées de Libye (Nallu, 2016).

Fleury (n. d.) révèle dans une revue de littérature sur les femmes et la migration à quel point le domaine est varié et combien des études empiriques différentes ont permis d'éclairer différents aspects. L'« état de la recherche sur le genre et la migration est fondamentalement florissant [...] avec] un véritable raz-de-marée depuis la fin des années 1980 », estiment Donato et al. (2018, pp. 6-7).

Dans le sous-domaine de la migration et du développement, les transferts de fonds que les femmes envoient chez elles racontent des histoires qui mériteraient d'être publiées, enfouies dans les données ventilées par sexe. Azam et al. (2020) concluent, à partir d'une petite étude portant sur onze pays⁴, que les femmes migrantes envoient une part substantielle de leurs revenus, autant si ce n'est plus que les hommes. Cette étude semble confirmer des recherches antérieures qui montrent que les femmes migrantes en Espagne ont envoyé 38,5 % de leurs revenus, contre 14,5 % pour les hommes (Fleury, s. d., p. 14). Ces tendances en matière d'envois de fonds par les femmes se produisent en dépit d'un écart de rémunération global entre les sexes, qui fait qu'elles sont payées en moyenne 20 % de moins que les hommes, et en dépit des préférences spécifiques des femmes en matière de modes de transfert d'argent : Les femmes optent plus volontiers pour des établissements de transfert alors que les hommes utilisent plus souvent la technologie du virement par téléphone portable. Cette tendance s'explique par la persistance de la fracture numérique entre les sexes et la moindre agilité numérique des femmes. Ces dernières enverraient de plus petits montants mais plus fréquemment, ce qui entraîne des coûts plus élevés pour elles (Azam et al., 2020, p. 4 ; Fleury, s. d., p. 15). Du côté des bénéficiaires, plusieurs études ont montré que les femmes utilisent l'argent pour améliorer le bien-être de leur

4 L'étude n'est pas représentative et sa portée est limitée dans la mesure où elle se réfère à des enquêtes nationales auprès des ménages de 11 pays où le sexe des expéditeurs de fonds est inclus comme variable dans la base de données avec la valeur des fonds reçus. Ils s'agit de 6 pays d'Afrique subsaharienne (Burkina Faso, Kenya, Nigeria, Sénégal, Ouganda, Tanzanie), trois d'Asie du Sud (Bangladesh, Inde, Népal) et deux d'Europe de l'Est et d'Asie centrale (Albanie et Tadjikistan ; Azam et al., 2020, p. 4).

famille ; elles l'investissent dans la santé et l'éducation, tandis que les hommes qui reçoivent des fonds sont plus susceptibles d'acheter des biens (Fleury, s. d., p. 15). Les femmes sont au cœur du processus de développement, et il est urgent d'investir dans le secteur de l'éducation, car l'éducation « est un facteur primordial de réduction des taux de fécondité, l'éducation des femmes ayant un impact considérable » (Kaps et al., 2019, p. 12).

Une autre différence entre les femmes et les hommes migrants est la ségrégation dans la migration du travail. Les hommes ont tendance à travailler dans la production ou la construction. Les femmes sur des emplois peu qualifiés ou bien au contraire hautement qualifiés – les travailleuses peu qualifiées sont surtout des aides domestiques et des gardiennes d'enfants, les femmes hautement qualifiées sont par exemple celles qui occupent des postes d'infirmières (Fleury, s. d., p. 10-11). Les travailleuses migrantes sont souvent exposées à des abus, au travail comme dans leur foyer, comme l'a documenté Hiralal (2017) pour les femmes migrantes en Afrique du Sud. « Il est essentiel que nous mettions fin à une gouvernance migratoire aveugle au genre », implore ONU Femmes, qui fait la liste des principaux organes de l'ONU traitant des droits humains et faisant le lien entre le genre et la migration, notamment le Comité des travailleurs migrants (CMW), le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR ; von Hase, 2017).



LECTURES RECOMMANDÉES SUR LES QUESTIONS DE GENRE :

Académique :

Buckley-Zistel, S. et Krause, U. (sous la direction de) (2019). Gender, Violence, Refugees. Forced Migration. New York. Berghahn.

Académique/journalistique :

Global Journalist (2020). Project Exile (Projet Exil). [En ligne]. <https://globaljournalist.org/2018/01/8964/> [Consulté le 22 janvier 2020].

Institutionnelle :

Portail sur les données migratoires (2020). Sexospécificités et migration. [En ligne]. <https://migrationdataportal.org/fr/themes/sexospecificites-et-migration> [Consulté le 20 mars 2021]

Références sur les questions de genre

AGNU (2018). AGNU (2018): Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Soixante-treizième session. Points 14 et 119 de l'ordre du jour. Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 2018. Resolution /RES/73/195. [En ligne]. https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/73/195&Lang=F [consulté le 28/02/2021].

Arraf, J. (2019). 'We Pray For The Caliphate To Return': ISIS Families Crowd Into Syrian Camps. KUNC, Community Radio for Northern Colorado. [En ligne]. <https://www.kunc.org/post/we-pray-caliphate-returnisis-families-crowd-syrian-camps#stream/0> [consulté le 11 mai 2020]

Azam, M., Rodgers, Y., Stewart-Evans, M. et von Hase, I. (2020). Migrant women & remittances: Exploring the data from selected countries (Policy Brief). New York. [En ligne]. <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2017/policy-brief-women-migrant-workers-and-financial-remittances-en.pdf?la=en&vs=5236> [consulté le 15 octobre 2020]

Bartolomei, L., Dixon, T., Sheikh-Eldin, M., Zahau, C. et Pittaway, E. (2017). Gender audit report on the second and third thematic discussion on the Global Compact on Refugees: Recommendations from the Gender Audit Team, University of New South Wales Forced Migration Research Network. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/events/conferences/5a251b537/gender-audit-report-second-third-thematic-discussionsglobal-compact-refugees.html> [consulté le 16 octobre 2020]

Buckley-Zistel, S. et Krause, U. (sous la direction de) (2019). Gender, Violence, Refugees. Forced Migration. New York: Berghahn.CPJ (2020). Defending journalists worldwide. [En ligne]. <https://cpj.org/> [consulté le 13 décembre 2020]

Donato, K. M., Gabaccia, D., Holdaway, J., Manalansan, M. et Pessar, P. R. (sous la direction de) (2018). A Glass Half Full? Gender in Migration Studies [Numéro spécial]. International Migration Review, 40(1), 3-26. <https://doi.org/10.1111/j.1747-7379.2006.00001.x>

Fleury, A. (n. d.). Understanding women and migration: A literature review. [En ligne]. <https://www.knomad.org/publication/understanding-women-and-migration-literature-review-annex-annotated-bibliography> [consulté le 17 octobre 2020]

Gerver, M. et Millar, K. (2013). The Gendered Refugee Experience. St Antony's International Review, 9(1), 2-10.Global Journalist (2020). Project Exile. [En ligne]. Global Journalist website: <https://globaljournalist.org/2018/01/8964/> [consulté le 22 janvier 2020]

HCR (2015). Women on the run: First-hand accounts of refugees fleeing El Salvador, Guatemala, Honduras and Mexico. Washington, D.C. [En ligne]. <https://www.refworld.org/docid/56307e2a4.html> [consulté le 15 octobre 2020]

HCR (2020). Women. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/women.html> [consulté le 27 novembre 2020]

Hennebry, J. L. et Petrozziello, A. J. (2019). Closing the Gap? Gender and the Global Compacts for Migration and Refugees. International Migration, 57(6), 115-138. <https://doi.org/10.1111/imig.12640>

Hiralal, K. (2017). Women and Migration-Challenges and Constraints – A South African Perspective, 26(2), 158-175.

Joint Data Center on Forced Displacement (2020). Forced displacement Literature Review 2019-2020. Washington, D.C. [En ligne]. <https://documents.banquemondiale.org/fr/publication/documents-reports/document-detail/940291575434038147/forced-displacement-literature-review-2019-2020> [consulté le 19 décembre 2020]

Kaps, A., Schewe, A.-K. et Klingholz, R. (2019). Africa's demographic trailblazers: How falling fertility rates are accelerating development. Berlin. [En ligne]. <https://www.berlin-institut.org/fileadmin/Redaktion/Englisch/>

Studien/Africa_s_Demographic_Trailblazers/Pressemitteilung_Afrikas_demografische_Vorreiter_en_final.pdf [consulté le 14 août 2020]

Krause, U. (2020). Rethinking Refuge: Rethinking refugee women's power and vulnerability. [En ligne]. <https://www.rethinkingrefuge.org/articles/rethinking-refugee-women> [consulté le 16 octobre 2020]

LGBT Resource Center (n. d.). General definitions. [En ligne]. Université de Californie à San Francisco. <https://lgbt.ucsf.edu/glossary-terms> [consulté le 17 octobre 2020]

Marczak, N. (2018). A Century Apart: The Genocidal Enslavement of Armenian and Yazidi Women. In Connelan, M. M. et Fröhlich, C. J. (sous la direction de), Rethinking political violence. A Gendered Lens for Genocide Prevention (pp. 133-162). Londres: Palgrave Macmillan.

Nadia's Initiative (2020). Nadia's Initiative. [En ligne]. <https://www.nadiasinitiative.org/> [consulté le 10 novembre 2020]

Nallu, P. (2016, May 3). High profile to exile. Part 1: Libyan female journalists. News Deeply. [En ligne]. <https://deeply.thenewhumanitarian.org/refugees/articles/2016/05/04/high-profile-to-exile-libyan-female-journalists> [consulté le 17 octobre 2020]

Nobel Price Committee (2018). The Nobel Peace Prize 2018: Nadia Murad and Denis Mukwege. [En ligne]. <https://www.nobelprize.org/prizes/peace/2018/murad/facts/> [consulté le 1er janvier 2020]

OIM (2019). Termes-clés de la migration. Genève. [En ligne]. <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration> [consulté le 20 mars 2021]. Version anglaise : IOM (2019). Glossary on Migration. Genève. https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf

ONU (2018). Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés: Pacte mondial sur les réfugiés. [En ligne]. https://www.unhcr.org/gcr/GCR_French.pdf [Consulté le 20 mars 2021]

ONUUDC (2018). Global report on trafficking in persons 2018. Office des Nations unies contre les drogues et le crime. New York. [En ligne]. https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2018/GLOTIP_2018_BOOK_web_small.pdf [consulté le 17 octobre 2020]

ONU Femmes (2016). Reportage photo : Histoires d'espoir d'un camp de réfugiés au Cameroun. [En ligne]. <https://www.unwomen.org/fr/digital-library/multimedia/2016/5/photo-refugee-camps-in-cameroon> [consulté le 20 mars 2021]

Portail sur les données migratoires (2020). Sexospécificités et migration. [En ligne]. <https://migrationdataportal.org/fr/themes/sexospecificites-et-migration> [Consulté le 20 mars 2021]

Reporters sans frontières (2019). « RSF aide les voix libres et indépendantes à résister dans leur pays d'origine comme en exil ». [En ligne]. <https://rsf.org/fr/actualites/rsf-aide-les-voix-libres-et-independantes-resister-dans-leur-pays-dorigine-comme-en-exil> [Consulté le 20 mars 2021]

Schrover, M. et Moloney, D. M. (2013). Introduction: Making a difference. In Schrover, M. et Moloney, D. M. (sous la direction de), Gender, migration and categorisation: Making distinctions between migrants in Western countries, 1945-2010 (pp. 7-53). Amsterdam: Amsterdam University Press.

Von Hase, I. (2017, May 19). Protecting women migrant workers' rights: View from UN Women. [En ligne]. <https://europa.eu/capacity4dev/articles/view-un-women-protecting-women-migrant-workers-rights> [consulté le 20 mars 2021]

Wilén, N. et Ingelaere, B. (2017, August 31). War-torn Congo has been called the 'rape capital of the world.' Here is how fighters think about sexual violence. The Washington Post. [En ligne]. <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2017/08/28/what-do-rebels-think-about-sexual-violence-in-congo-we-asked-them/> [consulté le 16 octobre 2020]

Références

- 4Mi (2018). West Africa: Monthly 4Mi update: Mali and Niger. [En ligne]. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/4miwestafricaapril2018.pdf> [consulté le 16 décembre 2020]
- Adebayo, A. G. (sous la direction de) (2012). *Managing conflicts in Africa's democratic transitions*. Lanham: Lexington Books.
- Adenle, A. A., Ford, J. D., Morton, J., Twomlow, S., Alverson, K., Cattaneo, A., Cervigni, R., Kurukulasuriya, P., Huq, S., Helfgott, A. et Ebinger, J. O. (2017). Managing climate change risks in Africa: A global perspective. *Ecological Economics*, 190-201. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2017.06.004>
- Adepoju, A. (2007). Highly skilled migration: balancing interests and responsibilities and tackling brain drain. Brussels. [En ligne]. http://www.gfmd.org/files/documents/gfmd_brussels07_csd_session_1_en.pdf [consulté le 5 janvier 2021]
- Afifi, T. (2011). Economic or environmental migration? The push factors in Niger. *International Migration*, 49(D4), e95-e124. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2435.2010.00644.x>
- Africa Portal (2020). The climate change and migration in Africa: Series. [En ligne]. <https://www.africaportal.org/features/climate-change-migration-africa-series> [consulté le 11 octobre 2020]
- AfricaNews (2019). Protestation d'élèves en Guinée-Bissau. AfricaNews. [En ligne]. <https://fr.africanews.com/2019/02/09/protestation-d-eleves-en-guinee-bissau/> [consulté le 20 mars 2021]
- Aigner, P. (2017). *Migrationssoziologie: Eine Einführung*. Studienskripten zur Soziologie. Wiesbaden: Springer VS.
- Alcorta, L., Swedlund, H. J. et Smits, J. (2020). Discrimination and ethnic conflict: A dyadic analysis of politically-excluded groups in sub-Saharan Africa. *International Interactions*, 46(2), 251-273. <https://doi.org/10.1080/03050629.2020.1716748>
- Alesina, A. et Weder, B. (2002). Do corrupt governments receive less foreign aid? *American Economic Review*, 92(4), 1126-1137. <https://doi.org/10.1257/00028280260344669>
- Amodio, F. et Chiovelli, G. (2017). Ethnicity and violence during democratic transitions: Evidence from South Africa. *Journal of the European Economic Association*, 16(4), 1234-1280. <https://doi.org/10.1093/jeea/jvx034>
- André, C., Anzellini, V., Hajžmanová, I. et Leduc, C. (2019). Africa Report on internal displacement. [En ligne]. <https://www.internal-displacement.org/sites/default/files/publications/documents/201912-Africa-report.pdf> [consulté le 16 décembre 2020]
- Appiah-Nyamekye Sanny, J., Logan, C. et Gyimah-Boadi, E. (2019). A la recherche d'opportunités: En Afrique, les jeunes et les instruits sont plus susceptibles de penser à émigrer. *Afrobaromètre*. (288). [En ligne]. <https://afrobarometer.org/fr/publications/ad288-la-recherche-dopportunités-en-afrique-les-jeunes-et-les-instruits-sont-plus> [consulté le 20 mars 2021]
- Asongu, S. (2012). On the effect of foreign aid on corruption. *Economics Bulletin*, 32(3), 2174-2180. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2493289>
- Banque mondiale (2017). *Africa's Pulse*. Une analyse des enjeux façonnant l'avenir économique de l'Afrique (Africa's Pulse n° 15). Washington, D.C. [En ligne]. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/311451492547317681/pdf/114375-REVISED-WB-AfricasPulse-Sping2017-vol15-FRN-v9-050317.pdf> [consulté le 20 mars 2021]
- Banque mondiale (2018a). *Groundswell: Preparing for internal climate migration: Internal climate migration in sub-Saharan Africa (Policy Note No. 1)*. Washington, D.C. [En ligne]. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29461/GroundswellIPN1.pdf?sequence=6&isAllowed=y> [consulté le 24 novembre 2021]

2020]. Résumé en français : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29461/GroundswellIOVfr.pdf> [consulté le 20 mars 2021]

Banque mondiale (2018b). Migration and remittances: Recent developments and outlook. Special topic: transit migration. [En ligne]. <https://www.knomad.org/sites/default/files/2018-04/Migration%20and%20Development%20Brief%2029.pdf> [consulté le 16 décembre 2020]

Banque mondiale (2019). Leveraging economic migration for development: A briefing for the World Bank Board. Washington, D.C. [En ligne]. https://www.knomad.org/sites/default/files/2019-08/World%20Bank%20Board%20Briefing%20Paper-LEVERAGING%20ECONOMIC%20MIGRATION%20FOR%20DEVELOPMENT_0.pdf [consulté le 20 décembre 2020]

Banque mondiale (2020a). Africa's pulse: The World Bank's bi-annual analysis of the state of African economies: Volume 1 to Volume 20. [En ligne]. <https://www.worldbank.org/en/region/afr/publication/africas-pulse> [consulté le 6 août 2020]. Version en français : <https://www.banquemondiale.org/fr/region/afr/publication/africas-pulse> [consulté le 20 mars 2021]

Banque mondiale (2020b). Covid-19 crisis through a migration lens (Migration and Development Brief No. 32). [En ligne]. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33634> [consulté le 25 novembre 2020].

Banque mondiale (2020c). Envois de fonds des travailleurs et rémunérations des salariés, reçus (% du PIB) – Low & middle income, Middle income, Low income : Données. [En ligne]. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS?locations=XO-XP-XM> [consulté le 20 mars 2021]

Banque mondiale (2020d). Transferts personnels et rémunération des employés (\$ US courants) - Low & middle income, Middle income, Low income : Données. [En ligne]. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BX.TRF.PWKR.CD.DT?locations=XO-XP-XM> [consulté le 20 mars 2021]

Banque mondiale (2020e). Private capital flows: Data catalog. [En ligne]. <https://datacatalog.worldbank.org/private-capital-flows-total-gdp> [consulté le 11 octobre 2020]

Banque mondiale (2020f). Migration and Remittances Data. [En ligne]. <https://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaissues/brief/migration-remittances-data> [consulté le 29 janvier 2021]

Banque mondiale et UIS (2011). Inscriptions à l'école, enseignement supérieur (% brut) – Nigeria : Données. [En ligne]. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.TER.ENRR?locations=NG> [consulté le 20 mars 2021]

Banque mondiale et UIS (2020a). Inscriptions à l'école, primaire (% brut) - Sub-Saharan Africa : Données. [En ligne]. https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.PRM.ENRR?locations=ZG&most_recent_value_desc=false [consulté le 20 mars 2021]

Banque mondiale et UIS (2020b). Inscriptions à l'école, secondaire (% brut) - Sub-Saharan Africa : Données. [En ligne]. https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.SEC.ENRR?locations=ZG&most_recent_value_desc=false [consulté le 20 mars 2021]

Banque mondiale et UIS (2020c). Inscriptions à l'école, enseignement supérieur (% brut) - Sub-Saharan Africa : Données. [En ligne]. https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.TER.ENRR?locations=ZG&most_recent_value_desc=false [consulté le 20 mars 2021]

Baudassé, T., Bazillier, R. et Issifoua, I. (2016). Migration and institutions: Exit and voice (from abroad)? (No. 20).Orléans. [En ligne]. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02484265/document> [consulté le 14 décembre 2020]

Beauchemin, C. et Bocquier, P. (2004). Migration and urbanisation in francophone West Africa: An overview of the recent empirical evidence. *Urban Studies*, 41(11), 2245-2272. <https://doi.org/10.1080/0042098042000268447>

Belloc, F. (2011). International economic assistance and migration: The case of sub-Saharan countries. *International Migration*, 543(1), 187-201. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2435.2011.00686.x>

- Bellwood, P. S. (2013). *First migrants: Ancient migration in global perspective*. Chichester, West Sussex, UK, Malden, MA: Wiley Blackwell.
- Berry, M., Garcia-Blanco, I. et Moore, K. (2015). A Press coverage of the refugee and migrant crisis in the EU: A content analysis of five european countries. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/protection/operations/56bb369c9/press-coverage-refugee-migrant-crisis-eu-content-analysis-five-european.html> [consulté le 29 janvier 2021]
- Bertocchi, G. et Strozzi, C. (2008). International migration and the role of institutions. *Public Choice*, 137(1/2), 81-102. <https://doi.org/10.1007/s11127-008-9314-x>
- Best, B. (2019). *WDR Sport Inside: Trapped in Qatar* [YouTube]. Benjamin Best Productions GmbH: WDR; Benjamin Best Productions GmbH. [En ligne]. <https://www.youtube.com/watch?v=BjgYVHdU0Zo&t=11s> [consulté le 8 octobre 2020]
- Bilak, A. (2020). Internally displaced, internationally disregarded. [En ligne]. <https://www.internal-displacement.org/media-centres/internally-displaced-internationally-disregarded> [consulté le 12 octobre 2020]
- Blumenstock, J., Chiz, G. et Tanx, X. (2019). Migration and the value of Social Networks. [En ligne]. http://www.jblumenstock.com/files/papers/migration_networks.pdf [consulté le 29 janvier 2021]
- Boone, P., Fazzio, I., Jandhyala, K., Jayanty, C., Jayanty, G., Johnson, S., Ramachandrin, F., Zhan, Z. (2013). The surprisingly dire situation of children's education in rural West Africa: Results from the CREO study in Guinea-Bissau. [En ligne]. <https://www.nber.org/papers/w18971> [consulté le 30 novembre 2020]
- Borderon, M., Sakdapolrak, P., Muttarak, R., Kebede, E., Pagogna, R. et Sporer, E. (2019). A systematical review of empirical evidence on migration influenced by environmental change in Africa. Vienna. [En ligne]. <http://pure.iiasa.ac.at/id/eprint/15382/1/WP-18-003.pdf> [consulté le 29 janvier 2020]
- Borjas, G. J. (1994). The economics of immigration. *Journal of Economic Literature*, 32(4), 1667-1717. <https://www.jstor.org/stable/2728791>
- Bornman, J. et Cronjé, M. (2020, September 23). South Africa: Xenophobia turns migrants into scapegoats. *allAfrica*. [En ligne]. <https://allafrica.com/stories/202009230734.html> [consulté le 8 octobre 2020]
- Braithwaite, A., Dasandi, N. et Hudson, D. (2014). Does poverty cause conflict? Isolating the causal origins of the conflict trap. *Conflict Management and Peace Science*, 33(1), 45-66. <https://doi.org/10.1177/0738894214559673>
- Browne, E. (2017). Evidence on education as a driver for migration: K4D Helpdesk Report. [En ligne]. https://assets.publishing.service.gov.uk/media/598086a0ed915d022b00003c/K4D_HDR__Migration_and_Education.pdf [consulté le 29 janvier 2021]
- Bryceson, D. F. (2019). Transnational families negotiating migration and care life cycles across nation-state borders. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 1-23. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2018.1547017>
- Canning, Raja et Yazbeck (2015). *Africa's demographic transition: Dividend or disaster?* Washington, D.C. [En ligne]. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/22036/AfrDemographicTransitionOVERVIEW.pdf> [consulté le 29 janvier 2021]
- Constant, A. F. (2020): Time-space dynamics of return and circular migration: Theories and evidence. Essen: Global Labor Organization (GLO). [En ligne]. <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/210984/1/GLO-DP-0446.pdf> [consulté le 15 décembre 2020]
- Cooray, A. et Schneider, F. (2016). Does corruption promote emigration? An empirical examination. *Journal of Population Economics*, 29(1), 293-310. <https://doi.org/10.1007/s00148-015-0563-y> (2020). Defending journalists worldwide. [En ligne]. <https://cpj.org/> [consulté le 13 octobre 2020]
- Cummings, C., Pacitto, J., Lauro, D. et Foresti, M. (2015). Why people move: understanding the drivers and trends of migration to Europe. [En ligne]. <https://www.odi.org/publications/10217-why-peoplemove-understanding-drivers-and-trends-migration-europe> [consulté le 15 décembre 2020]

DAES (n. d.). Definition of regions. [En ligne]. <https://population.un.org/wpp/DefinitionOfRegions/> [consulté le 9 mai 2020]

DAES (2005). World economic situation and prospects 2005. New York. [En ligne]. <https://www.un.org/development/desa/dpad/wp-content/uploads/sites/45/PDFs/WESP/2005wesp.pdf> [consulté le 29 janvier 2021]

DAES (2010). World economic situation and prospects 2010 (World Economic Situation and Prospects). [En ligne]. https://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp_archive/2010wesp.pdf [consulté le 29 janvier 2021]

DAES (2019a). World Population Prospects 2019: Highlights. New York. [En ligne]. https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2019_Highlights.pdf [consulté le 16 décembre 2020]. Résumé en français : DAES (2019). Situation et perspectives de l'économie mondiale 2019: Résumé. New York. [En ligne]. <https://www.un.org/development/desa/dpad/publication/situation-et-perspectives-de-leconomie-mondiale-2019-resume> [consulté le 20 mars 2021].

DAES (2019b). International Migration 2019: Report. New York. [En ligne]. https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/migrationreport/docs/InternationalMigration2019_Report.pdf [consulté le 15 décembre 2020]

Dao, T., Docquier, F., Maurel, M. et Schaus, P. (2018). Global migration in the 20th and 21st Centuries: The unstoppable force of demography. [En ligne]. <https://ferdi.fr/publications/global-migration-in-the-20th-and-21st-centuries-the-unstoppable-force-of-demography> [consulté le 6 décembre 2020]

Davenport, C., Moore, W. et Poe, S. (2010). Sometimes you just have to leave: Domestic threats and forced migration, 1964-1989. *International Interactions*, 29(1), 27-55. <https://doi.org/10.1080/03050620304597>

Decalo, S. (1992). The process, prospects and constraints of democratization in Africa. *African Affairs*, 91(362), 7-35.

de Haas, H. (2007). Turning the tide? Why development will not stop migration. *Development and Change*, 38(5), 819-841. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2007.00435.x>

de Haas, H. (2010a). Migration and development: A theoretical perspective. *The International Migration Review*, 44(1), 227-264. <https://doi.org/10.1111/j.1747-7379.2009.00804.x>

de Haas, H. (2010b). Migration transitions: A theoretical and empirical inquiry into the developmental drivers of international migration (Working Papers No. 24). [En ligne]. <https://www.migrationinstitute.org/publications/wp-24-10> [consulté le 15 décembre 2020]

Dekker, R. et Engbersen, G. (2014). How social media transform migrant networks and facilitate migration. *Global Networks*, 14(4), 401-418. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/glob.12040>

Devarajan, S. et Fengler, W. (2013). Africa's economic boom: Why the pessimists and the optimists are both right. *Foreign Affairs*, 92(3), 68-81.

Docquier, F., Peri, G. et Ruysen, I. (2014). The Cross-country determinants of potential and actual migration. *International Migration Review*, 48(1), 37-99. <https://doi.org/10.1111/imre.12137>

Douglas, S. M., Arango, J., Graeme, H., Kouaouci, A., Pellegrino, A. et Taylor, J. E. (1994). An evaluation of international migration theory: The North American case. *Population and Development Review*, 20(4). <https://doi.org/10.2307/2137660>

Dreesen, T., Akseer, S., Brossard, M. et al. (2020). Promising practices for equitable remote learning: Emerging lessons from Covid-19 education responses in 127 countries (Innocenti Research Brief). Florence. [En ligne]. <https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/IRB%202020-10%20CL.pdf> [consulté le 16 décembre 2020]

Eisenstadt, S. N. (1953). Analysis of patterns of immigration and absorption of immigrants. *Population Studies*, 7(2). <https://doi.org/10.2307/2172030>

- Fackler, T., Giesing, Y. et Laurentsyeve, N. (2018). Knowledge remittances: Does emigration foster innovation? Working Paper No. 7420. [En ligne]. http://ideas.repec.org/p/ces/ceswps/_7420.html [consulté le 5 janvier 2021]
- Fagan, L. (2019, December 24). Africa's 'climate refugees' are already here – and there. Africa Times. [En ligne]. <https://africetimes.com/2019/12/24/africas-climate-refugees-are-already-here-and-there/> [consulté le 11 octobre 2020]
- Fengler, S., Bastian, M., Brinkmann, J., Zappe, A. C., Tatah, V., Andindilile, M., Assefa, E., Chibita, M., Mbaine, A., Obonyo, L., Quashigah, T., Skleparis, D., Splendore, S., Tadesse, M. et Lengauer, M. (2020). Covering Migration – in Africa and Europe (Document interne). Dortmund.
- Ferreira, P. M. (2004). Guinea-Bissau between conflict and democracy. *African Security Review*, 13(4), 45-57. <https://doi.org/10.1080/10246029.2004.9627317>
- Flavell, A., Milan, A. et Melde, S. (2020). Migration, environment and climate change: Literature review. First report in the “Migration, environment and climate change” series. Berlin: Bundesumweltamt (German Environment Agency), (Migration, environment and climate change No. 1). [En ligne]. https://www.umweltbundesamt.de/sites/default/files/medien/1410/publikationen/2020-03-04_texte_42-2020_migrationliterature-review_1.pdf [consulté le 15 décembre 2020]
- Fleischer, A. (2006). Family, obligations, and migration: The role of kinship in Cameroon (MPIDR Working Paper No. 2006-047). Rostock. [En ligne]. <https://www.demogr.mpg.de/papers/working/wp-2006-047.pdf> [consulté le 16 décembre 2020]
- Freeman, L. (2017). Environmental change, migration, and conflict in Africa. *Journal of Environment and Development*, 26(4). <https://doi.org/10.1177/1070496517727325>
- Giménez-Gómez, J. M., Walle, Y. M. et Zewdu, Y. (2019). Trends in African migration to Europe: Drivers beyond economic motivations. *Journal of Conflict Resolution* 63(8), 1797-1831. <https://doi.org/10.1177/0022002718823907>
- Glazer, N. et Moynihan, D. P. (1963). Behind the melting pot: The Negroes, Puerto Ricans, Jews, Italians, and Irish of New York City. New York City: Massachusetts Institute of Technology.
- Gleick, P. H. (2014). Water, drought, climate change, and conflict in Syria. *Weather, Climate, and Society*, 6(3), 331-340. <https://doi.org/10.1175/WCAS-D-13-00059.1>
- Groth, H., May, J. F. et Turbat, V. (2019). Policies needed to capture a demographic dividend in sub-Saharan Africa. *Canadian Studies in Population*, 46(1), 61-72. <https://doi.org/10.1007/s42650-019-00005-8>
- Hanlon, R. J. et Christie, K. (sous la direction de) (2016). Freedom from fear, freedom from want: An introduction to human security. Toronto: University of Toronto Press. [En ligne]. <https://utorontopress.com/us/freedom-from-fear-freedom-from-want-4> [consulté le 16 décembre 2020]
- Hayes, S., Lundy, B. D. et Hallward, M. C. (2016). Conflict-induced migration and the refugee crisis: Global and local perspectives from peacebuilding and development. *Journal of Peacebuilding & Development*, 11(3), 1-7. <https://doi.org/10.1080/15423166.2016.1239404>
- HCR (n. d.b.). Glossary. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <http://www.issm.cnr.it/progetti/emigrazione/METADATA%20E%20GLOSSARI/UNHCR/GLOSSARY%20UNHCR.pdf> [consulté le 9 décembre 2020]
- Glossaire en français dans les rapports mondiaux annuels jusqu'à l'édition 2017 : Rapport mondial du HCR (2017). P. 238. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/gr2017/pdf/GR2017_French_Full_lowres_FR.pdf [consulté le 9 avril 2021]
- HCR (2020a). Climate change and disaster displacement. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/climate-change-and-disasters.html> [consulté le 16 décembre 2020]
- HCR (2020b). Global Trends: Forced displacement in 2019. Haut-Commissariat aux réfugiés. Copenhague. [En

ligne]. <https://www.unhcr.org/5ee200e37.pdf> [consulté le 10 avril 2021]. Communiqué de presse en français : HCR (18 juin 2020d), Le déplacement forcé s'est largement accru à travers le monde en 2019. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/stories/2020/6/5eeb513ba/deplacement-force-sest-largement-accru-travers-monde-2019.html?query=%20%20Global%20Trends%202019> [consulté le 10 avril 2021]

HCR (2020c). Resettlement. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/resettlement.html> [consulté le 10 octobre 2020]

HCR (2020d). Who is an internally displaced person? Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/teaching-about-refugees> [consulté le 24 novembre 2020]

Hoffmann-Nowotny, H.-J. (1970). *Migration: Ein Beitrag zu einer soziologischen Erklärung*. Stuttgart: Enke.

Hooghe, M., Trappers, A., Meuleman, B. et Reeskens, T. (2008). Migration to European countries: A structural explanation of patterns, 1980-2004. *International Migration Review*, 42(2), 476-504.

Ionesco, D., Mokhnacheva, D. et Gemenne, F. (2017). *The Atlas of Environmental Migration*. Londres, New York. Routledge.

Jordan, M. (2020, October 6). Even when they lost their jobs, immigrants sent money home. *The New York Times*. [En ligne]. <https://www.nytimes.com/2020/09/24/us/coronavirus-immigrants-remittances.html> [consulté le 6 octobre 2020]

Kaps, A., Schewe, A.-K. et Klingholz, R. (2019). Africa's demographic trailblazers: How falling fertility rates are accelerating development. Berlin. [En ligne]. https://www.berlin-institut.org/fileadmin/Redaktion/Englisch/Studien/Africa_s_Demographic_Trailblazers/Afrika_online_e.pdf [consulté le 24 novembre 2020]

Kapur, D. (2004). *Remittances: The new development mantra?* New York, Genève. Site internet de la CNUCED : https://unctad.org/en/Docs/gdsmdpbg2420045_en.pdf

Kirwin, M. et Anderson, J. (2018). Les facteurs à l'origine des migrations ouest-africaines (Notes Ouest africaines n° 17). Paris. OCDE. Version anglaise : Kirwin, M. et Anderson, J. (2018). Identifying the factors driving West African migration: West African Papers No.17 (West African Papers No. 17). Paris. [En ligne]. <http://www.oecd.org/swac/publications/2018-wap-17-identifying-the-factors-driving-west-african-migration.pdf> [consulté le 20 décembre 2020]

Kleinfeld, P. (2019, December 16). In post-cyclone Mozambique, lots of aid but little reconstruction. *The New Humanitarian*. [En ligne]. <https://www.thenewhumanitarian.org/photo-feature/2019/12/16/Mozambique-cyclone-Idai-Kenneth-reconstruction-aid> [consulté le 12 octobre 2020]

Klingholz, R., Sütterlin, S., Kaps, A. et Hinz, C. (2020). Leapfrogging Africa: Sustainable innovation in health, education and agriculture. Berlin. [En ligne]. https://www.berlin-institut.org/fileadmin/Redaktion/Englisch/Studien/Leapfrogging/BI_Leapfrogging_Africa_2020_online.pdf [consulté le 20 décembre 2020]

Klopp, J. M. et Zuern, E. (2007). The politics of violence in democratization: Lessons from Kenya and South Africa. *Comparative Politics*, 39(2), 127-146. <https://doi.org/10.2307/20434030>

Kugelmann, D. (2010). Refugees. *Oxford Public International Law*, 1-15. [En ligne]. <http://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e866> [consulté le 29 janvier 2021]

Kuschminder, K., Andersson, L. et Siegel, M. (2012). Profiling Ethiopian migration: A comparison of characteristics of Ethiopian migrants to Africa, the Middle East and the North. In Udelsmann Rodrigues, C. et Tomàs, J. (sous la direction de), *Crossing African Borders: Migration and Mobility* (ISBN: 978-972-8335-22-9, pp. 39-43). Lisbon: Center of African Studies (CEA) ISCTE-IUL, University Institute of Lisbon. [En ligne]. https://repositorio.iscte-iul.pt/bitstream/10071/4366/3/crossing_african_borders_2012_v2-1.p [consulté le 16 décembre 2020]

Kuschminder, K. (2016). Strong ties, weak ties: Exploring the role of networks in domestic worker migra-

tion from Ethiopia to the Middle East. *Asian and Pacific Migration Journal*, 25(4), 401-421. <https://doi.org/10.1177/0117196816673641>

Lanati, M. et Thiele, R. (2017). The impact of foreign aid on migration revisited (EUI Working Papers (MWP) No. 2017-05). [En ligne]. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.06.021> [consulté le 20 décembre 2020]

Lee, E. S. (1966). A theory of migration. *Demography*, 3(1), 45-57. <https://link.springer.com/article/10.2307/2060063>

Liddle, B. (2017). Urbanization and inequality/poverty. *Urban Science*, 35(4), 1-7. <https://doi.org/10.3390/urbansci1040035>

Lynch, G. (2011). Democratization in Africa 1990-2010: An assessment. *Democratization* (18), 275-310. <https://doi.org/10.1080/13510347.2011.554175>

Mahabub, M. G. (sous la direction de) (2014). The challenges of access to university education in Nigeria: International Centre of Economics, Humanities and Management. [En ligne]. <https://icehm.org/upload/5708ED1214104.pdf> [consulté le 20 décembre 2020]

Malakooti, A. (2015). Migration trends across the Mediterranean: Connecting the dots. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/altai_migration_trends_across_the_mediterranean.pdf [consulté le 29 janvier 2021]

Martin, P. L. et Taylor, J. E. (1996). The anatomy of the migration hump. In Taylor, J. E. (sous la direction de), *Development strategy, employment and migration: Insights from models* (pp. 43-62). Paris: OECD.

Mbuagbo, O. T. et Akoko, R. M. (2004). Roll-Back: Democratization and social fragmentation in Cameroon. *Nordic Journal of African Studies*, 13(1), 1-12. [En ligne]. <https://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.583.3293&rep=rep1&type=pdf> [consulté le 14 décembre 2020]

Moscona, J., Nunn, N. et Robinson, J. A. (2018). Kinship and conflict: Evidence from segmentary lineage societies in sub-Saharan Africa. Cambridge: National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w24209>

Mountford, A. et Rapoport, H. (2014). Migration policy, African population growth and global inequality (DP No. 8329). Bonn: Institute for the Study of Labor (IZA). [En ligne]. <http://ftp.iza.org/dp8329.pdf> [consulté le 14 décembre 2020]

Musau, Z. (2017-2018). Education et inégalités. *Afrique renouveau*. [En ligne]. <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/d%C3%A9cembre-2017-mars-2018/education-et-in%C3%A9galit%C3%A9s> [consulté le 20 mars 2021]

Nations Unies (n. d.). Sustainable Development Goals: SDG 10: Reduce inequality within and among countries. [En ligne]. <https://indicators.report/goals/goal-10/>

Naudé, W. (2008). Conflict, disasters and no jobs: Reasons for international migration from sub-Saharan Africa (Research Paper No. 8). Helsinki. [En ligne]. <https://www.wider.unu.edu/publication/conflict-disasters-and-no-jobs> [consulté le 18 décembre 2020]

Neto, F. et Mullet, E. (1998). Decision-making as regards migration: Wage differential, job opportunity, and the network effect. *Acta Psychologica*, 98(1), 57-66. [https://doi.org/10.1016/S0001-6918\(97\)00035-8](https://doi.org/10.1016/S0001-6918(97)00035-8)

News24 (2011, April 4). Teachers battling with simple maths. News24. [En ligne]. <https://www.news24.com/News24/Teachers-battling-with-simple-maths-20110404> [consulté le 11 octobre 2020]

Noxolo, M. (2016). The impact of remittances on poverty in Africa: A cross-Country empirical analysis. (Unpublished doctoral dissertation). University of Cape Town, South Africa.

OIM (2017). Je suis migrant. [En ligne]. <https://iamamigrant.org/fr/stories> [consulté le 20 mars 2021]

OIM (2019a). Termes clés de la migration. Genève. [En ligne]. <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration> [consulté le 20 mars 2021]

OIM (2019b). Portail sur les données migratoires. [En ligne]. <https://migrationdataportal.org/fr/> [consulté le 24 novembre 2020]

ONU (2020a). L'éducation au temps de Covid-19 et après (Note de synthèse). New York. [En ligne]. https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/policy_brief_-_education_during_covid-19_and_beyond_french.pdf [consulté le 20 mars 2021]

ONU (2020b). Réfugiés et migrants. Pacte mondial pour les migrations/Pacte mondial pour les réfugiés. [En ligne]. <https://refugeesmigrants.un.org/fr> [consulté le 20 mars 2021]

ONU (2020c). Sustainable Development Goals: SDG 4: Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all. New York. [En ligne]. Nations Unies. <https://sdgs.un.org/goals/goal4> [consulté le 14 août 2020]

Ottob, F. O. (2018). Ethnic identity and conflicts in Africa. In Oloruntoba, S. O. et Falola, T. (sous la direction de), *The Palgrave Handbook of African politics, governance and development*. (335-351). New York: Palgrave Macmillan.

Oucho, J. O. et Gould, W. T.S. (1993). Internal migration, urbanization, and population distribution. In Foote, K., Hill, K. et Martin, L. (sous la direction de), *Demographic Change in Sub-Saharan Africa*. Washington, D.C.: National Academies Press (pp. 256-296).

Park, R. E. (1928). Human migration and the marginal man. *American Journal of Sociology*, 33(6), 881-893.

Piché, V. (2013). Contemporary migration theories as reflected in their founding texts. *Population*, 68(1), 141-164. <https://doi.org/10.3917/popu.1301.0153>

Pnud (2019a). Rapport sur le développement humain 2019: Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent :les inégalités de développement humain au XXIe siècle. New York. [En ligne]. http://www.hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_fr_0.pdf [consulté le 20 mars 2021]

Pnud (2019b). Human development indicators. [En ligne]. <http://hdr.undp.org/en/content/statistical-data-tables-7-15> [consulté le 29 janvier 2021]

Pnud (2020). The next frontier: Human development and the anthropocene. *Human Development Report 2020*. [En ligne]. <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2020.pdf> [consulté le 16 décembre 2020]. Présentation en français : Pnud (2020). Rapport sur le développement humain 2020. La prochaine frontière. Le développement humain et l'Anthropocène. [En ligne]. http://www.hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2020_overview_french.pdf [consulté le 20 mars 2021]

Portail sur les données migratoires (2020a). Enfants et jeunes migrants. [En ligne]. <https://migrationdataportal.org/fr/themes/child-and-young-migrants> [consulté le 20 mars 2021]

Portail sur les données migratoires (2020b). Diasporas. [En ligne]. <https://migrationdataportal.org/fr/themes/diasporas> [consulté le 20 mars 2021]

Portail sur les données migratoires (2020c). Types of migration: Migration environnementale. [En ligne]. <https://migrationdataportal.org/fr/themes/migration-environnementale> [consulté le 20 mars 2021]

Portail sur les données migratoires (2020d). Nombre total de migrants internationaux. [En ligne]. https://migrationdataportal.org/fr?i=stock_abs_&t=2020 [consulté le 20 mars 2021]

Quayyum, S. N. et Kpodar, R. K. (2020, September 11). Soutenir les migrants et les envois de fonds pendant que la COVID-19 fait rage. [En ligne]. <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/09/14/blog-supporting-migrants-and-remittances-as-covid19-rages-on> [consulté le 20 mars 2021]

Raleigh, C. (2011). The search for safety: The effects of conflict, poverty and ecological influences on migration in the developing world. *Global Environmental Change*, 21, S82-S93. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2011.08.008>

- Ravenstein, E. G. (1876). Census of the British Isles, 1871: Birthplaces of the people and laws of migration. *Geographical Magazine*, 3, 173-7, 201-6, 229-33.
- Ravenstein, E. G. (1885). The laws of migration. *Journal of the Statistical Society of London*, 48(2), 167-235. <https://doi.org/10.2307/2979181>
- Ravenstein, E. G. (1889). The laws of migration. *Journal of the Royal Statistical Society*, 52(2), 241. <https://doi.org/10.2307/2979333>
- REM (2012). Glossaire 2.0 sur l'asile et les migrations : un outil pour une meilleure comparabilité. Réseau européen des migrations (Commission européenne). Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/european_migration_network/docs/emn-glossary-fr-version.pdf [consulté le 28 février 2021]. Version anglaise : EMN (2018), European Migration Network Glossary 6.0. Réseau européen des migrations. Bruxelles. [En ligne]. https://www.emn.at/wp-content/uploads/2018/06/emn-glossary-6-0_en.pdf [consulté le 28 février 2021].
- Rigaud, K. K., de Sherbinin, A., Jones, B. et Bergmann, J. (2018). Groundswell: Preparing for internal climate migration. Washington, D.C. [En ligne]. <http://hdl.handle.net/10986/29461> [consulté le 19 décembre 2020]
- Sassen, S. (2007). *A sociology of globalization. Contemporary societies*. New York: Norton.
- Serajuddinada, U. et Hamadeh, N. (2020). Nouvelle classification des pays en fonction de leur revenu : 2020-2021. [En ligne]. <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/nouvelle-classification-des-pays-en-fonction-de-leur-revenu-2020-2021> [consulté le 20 mars 2021]
- Sifuna, D. N. et Sawamura, N. (2010). *Challenges of quality education in sub-Saharan African countries*. Hauppauge: Nova Science.
- Simpson, N. (2017). Demographic and economic determinants of migration. *IZA World of Labor*. <https://doi.org/10.15185/izawol.373>
- Sippel, L., Kiziak, T., Woellert, F. et Klingholz, R. (2011). *Africa's demographic challenges: How a young population can make development possible*. Berlin: Institute for Population and Development in cooperation with Deutsche Stiftung Weltbevölkerung (DSW).
- Sjaastad, L. A. (1962). The costs and returns of human migration. *Journal of Political Economy*, 70(5), 80-93. <https://www.jstor.org/stable/1829105>
- Spaull, N. (2019). The education problem: Priorities for education in SA: Input document for Treasury's Economic Colloquium. Stellenbosch. [En ligne]. <https://nicspaull.files.wordpress.com/2019/01/spaull-priorities-for-education-reform-treasury-19-jan-2019.pdf> [consulté le 16 décembre 2020]
- Thorogood, J. (2019, June 6). Qatar 2022: FIFA admits violation of workers' standards. *Deutsche Welle*. [En ligne]. <https://www.dw.com/en/qatar-2022-fifa-admits-violation-of-workers-standards/a-49078052> [consulté le 8 octobre 2020]
- Tiemoko, R. (2004). Migration, return and socio-economic change in West Africa: The role of family. *Population, Space and Place*, 10(2), 155-174. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/pdf/10.1002/psp.320>
- Transparency International (2018, July 11). Comment gagner la lutte contre la corruption en Afrique. [En ligne]. <https://www.transparency.org/fr/news/how-to-win-the-fight-against-corruption-in-africa> [consulté le 20 mars 2021]
- Transparency International (2019). *Corruption Perceptions Index 2019*. n.p. [En ligne]. <https://www.transparency.org/en/cpi/2019> [consulté le 27 mai 2020]
- UA (2020). *Stratégie continentale d'éducation pour l'Afrique, 2016-2025 (CESA 16-25)*. [En ligne]. <https://edu-au.org/strategies/185-cesa16-25> [consulté le 20 mars 2021]
- UIS (2020). *Education in Africa*. [En ligne]. <http://uis.unesco.org/en/topic/education-africa> [consulté le 17 août 2020]

2020]

Unesco (2019). Migration, déplacement et éducation: bâtir des ponts, pas des murs. Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2019. Paris. [En ligne]. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000367435> [consulté le 20 mars 2021]

Université de Maastricht et GMDAC (2016). The push and pull factors of asylum-related migration: A literature review. [En ligne]. <https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/The%20Push%20and%20Pull%20Factors%20of%20Asylum%20-%20Related%20Migration.pdf> [consulté le 29 janvier 2021]

UNODC (2018). Global report on trafficking in persons 2018. Office des nations unies contre la drogue et le crime. Vienne. [En ligne]. https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2018/GLOTIP_2018_BOOK_web_small.pdf [Consulté le 20 mai 2021].

Vlavanou, G. (2016). An uncertain transition: Security, violence, and neopatrimonialism in the Central African Republic. *Revue Tiers Monde*, 228(4), 121-142.

Vogler, M. et Rotte, R. (2000). The effects of development on migration: Theoretical issues and new empirical evidence. *Journal of Population Economics*, 13(3), 485-508. <https://doi.org/10.1007/s001480050148>

Wilhelm, J. P. (2020, March 19). Africa: More poverty despite economic growth: Fighting Poverty. [En ligne]. <https://www.dw.com/en/africa-more-poverty-despite-economic-growth/a-52840817> [consulté le 6 août 2020]

Yameogo et Tidey, 2019 (2019, August 22). Les fermetures d'écoles en Afrique de l'Ouest et centrale ont triplé depuis 2017 [Communiqué de presse]. Dakar, Genève, New York. [En ligne]. <https://www.unicef.org/fr/communiqu%C3%A9s-de-presse/lfermetures-d%C3%A9coles-en-afrique-de-louest-et-centrale-ont-tripl%C3%A9> [consulté le 20 mars 2021]

Zappe, A. C., Bastian, M., Leibner, L., Henke, J. et Fengler, S. (2019). Perspektivwechsel. Migrationsberichterstattung in ausgewählten afrikanischen Ländern und Deutschland aus Migrant*innensicht. In Gehrau, V., Waldherr, A. et Scholl, A. (sous la direction de), *Jahrbuch der Deutschen Gesellschaft für Publizistik- und Kommunikationswissenschaft 2019* (pp. 131-140). Münster: Deutsche Gesellschaft für Publizistik und Kommunikationswissenschaft.

Zeender, G. (2018). The Sustainable Development Goals and IDPs. *Forced Migration Review*, 59, 24-26. [En ligne]. <https://www.fmreview.org/GuidingPrinciples20/zeender> [consulté le 15 décembre 2020]

Zelinsky, W. (1971). The hypothesis of the mobility transition. *Geographical Review*, 61(2), 219-249. <https://doi.org/10.1177/030913259301700205>



MODULE 4

Médias et traitement médiatique de la migration, au prisme des pays

Par Susanne Fengler



FINALITÉS DU MODULE

- Donner un aperçu des travaux de recherche sur la couverture des questions de migration et de réfugiés.
- Inciter les participants à analyser différentes perspectives dans les reportages des médias.
- Sensibiliser les participants aux stéréotypes et aux « angles morts » de la couverture médiatique des migrants et des réfugiés.



OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

A la fin de ce module, les participants pourront :

- Discuter de l'impact potentiel des insuffisances dans la couverture des migrants et des réfugiés.
→ **OA de type affectif : Répondre**
- Comparer la couverture médiatique dans différentes cultures politiques et différents systèmes médiatiques.
→ **OA de type cognitif : Analyser**
- Identifier les principaux défis, en particulier ceux des mutations de l'environnement journalistique dans la couverture des questions de migration
→ **OA de type cognitif : Analyser**

Aperçu

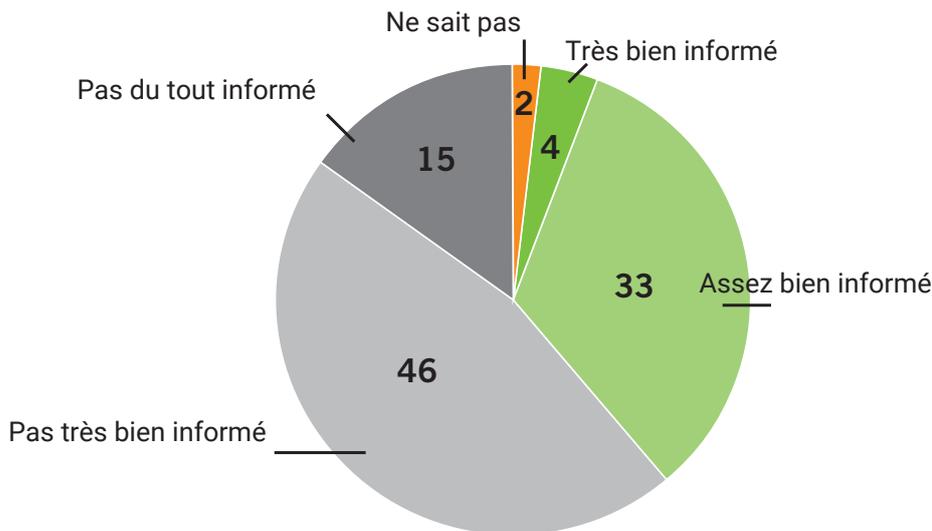
Les médias opèrent dans un monde en plein bouleversement politique et social dans une époque de mondialisation et de numérisation accrue. Les mouvements migratoires actuels font partie de ces mutations. Grâce à la manière dont les différents médias en rendent compte, les journalistes peuvent façonner la perception sur les migrants et les réfugiés dans les pays d'origine comme dans les pays de destination. Même si les médias ne couvrent pas le sujet, ou seulement avec une certaine réticence, cela peut avoir un impact sur le public et sur les décideurs. Il peut arriver que les gens ne comprennent pas toutes les conséquences des questions de migration pour leur propre société, qu'ils prennent des décisions mal inspirées, qu'ils exercent ou non une pression sur les décideurs pour qu'ils agissent, ou qu'ils se sentent trahis par les médias. Pour l'Europe, les spécialistes des médias affirment même que la grande visibilité médiatique de ce qu'on a appelé la « crise des réfugiés » de 2015 a favorisé l'euroscpticisme des citoyens (Harteveld et al., 2018). Pour l'Afrique, Eric Chinje, de l'African Media Initiative, estime que tant que la migration ne sera pas couverte de manière adéquate dans les médias du continent, on ne verra pas émerger un électorat critique capable de se mobiliser pour une gestion politique efficace de la migration illégale. Un migrant du Kenya, interrogé pour l'un de nos projets de recherche, faisait observer que le camp de réfugiés de Kakuma, qui accueille plus de 180 000 réfugiés et demandeurs d'asile, était tout simplement « une histoire oubliée » dans les médias kényans (Bastian et al., 2018).



SUGGESTION POUR LA CLASSE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE) ET AFFECTIVES (RECEVOIR).

Discutez de la façon dont vous percevez la couverture médiatique des migrants et des réfugiés dans votre pays. Vous pouvez également consulter les résultats de l'enquête ci-dessous concernant l'Europe (voir Figure 14).

Figure 14: Satisfaction des Européens vis-à-vis de la couverture médiatique de la migration



« Globalement, dans quelle mesure pensez-vous être bien ou mal informé sur les questions liées à l'immigration et à l'intégration ? » (% - UE)

Source : Commission européenne (2018, p. 4). Illustration originale.

Afin de permettre une couverture plus « indépendante, objective et de qualité des médias » sur les migrants et les réfugiés, comme l'exhorte le Pacte des Nations unies (2018), nous devons examiner la situation actuelle de la couverture des migrations et identifier les réussites ainsi que les carences dans la façon dont les médias les traitent. Une analyse comparative nous permettra de mieux comprendre la manière dont les médias des pays d'origine, d'une part, et les médias des pays de transit et de destination, d'autre part, formulent la question. Hafez (2011, p. 486) affirme que « les systèmes médiatiques construisent les événements en fonction de leurs préférences nationales. Des événements apparemment homogènes [...] sont rapportés simultanément de manière très différente dans le monde entier ». Cette affirmation est-elle toujours valable à notre époque, alors que les questions relatives aux migrants et aux réfugiés sont devenues l'un

des principaux enjeux de la politique mondiale ?¹ La notion de reportage « objectif » est extrêmement contestée en tant qu'idéal et sa signification varie en fonction du discours que l'on porte sur le journalisme. Ce qui semble clair cependant, c'est que l'interprétation et l'application des normes professionnelles de vérification et d'intérêt public s'incarnent dans des récits liés à des questions économiques, politiques, institutionnelles, démographiques, culturelles et identitaires.

Études sur le traitement médiatique de la migration : une revue de littérature

Les différentes phases de la migration ont suscité des études de communication sur la couverture de l'immigration, tandis que la couverture des minorités (parfois liée à cette thématique) a été un sujet récurrent d'analyse depuis au moins les années 1980. Ces études fournissent une assise pour évaluer le développement et la situation actuelle de la couverture des migrations dans les différents pays, en cherchant à comprendre « les facteurs qui façonnent la couverture médiatique des migrants et des minorités, ainsi que l'effet de cette couverture sur les positions du public, les conséquences politiques ou les relations sociales » (Bleich et al., 2015, p. 857). Il convient de noter que la grande majorité de ces études est issue des pays du Nord. Alors que les causes et les conséquences des mouvements de migrants et de réfugiés ont régulièrement dominé l'agenda médiatique des sociétés « occidentales » depuis 2015 (Fengler et Kreutler, 2020 ; Krüger et Zapf-Schramm, 2016), peu de sujets et de manchettes dans les médias africains se concentrent sur les personnes quittant le continent et se dirigeant au Nord, selon Eric Chinje de l'African Media Initiative (Chinje, 2016). La recherche sur la couverture des migrants et des réfugiés dans les pays africains est largement limitée à l'Afrique du Sud, qui a connu des incidents récurrents visant les migrants d'autres pays africains. Parmi les auteurs qui analysent la presse écrite sud-africaine, citons Danso et McDonald (2001), McDonald et Jacobs (2005), et Fine et Bird (2002), qui affirment que les médias de ce pays ont fourni ces dernières années une représentation « incomplète » et « simpliste » des incidents xénophobes (Smith, 2009, p. 11). En dehors de ces études, Assopgoum (2011) s'est penché sur la couverture de la migration du Sénégal vers l'Allemagne, et White (2015) a produit un aperçu des cadres et des conditions de la couverture de la migration, qui inclut également quelques pays africains. Ce dernier affirme dans « Moving Stories » que les journalistes ne parviennent pas toujours à restituer fidèlement l'histoire dans sa globalité et tombent régulièrement dans le piège de la propagande tendu par les hommes politiques. Dans les pays d'origine des migrants et des réfugiés, la censure ou le manque de ressources, voire une combinaison des deux, sont les principaux responsables de la faible couverture (voir module 5 ; voir aussi Al-Mazahara, 2016).

Avant de passer en revue les études de communication de masse du Nord, il convient de noter que l'histoire des migrations varie considérablement d'un pays européen à l'autre : L'immigration de longue date au Royaume-Uni et en France, due au passé colonial de ces pays, et le mouvement « Gastarbeiter » [NdT : littéralement : travailleur invité, ce mouvement vient répondre aux

¹ Certaines parties du texte de ce module ont été reprises des publications antérieures de l'auteur (Fengler et al. (2020a).

besoins de main d'œuvre de l'économie florissante de la république fédérale, avec une immigration perçue comme temporaire] des migrants d'Europe du Sud et de Turquie en Allemagne depuis les années 1960, contrastent avec l'histoire récente de l'immigration dans les années 2010 en Espagne, en Italie et en Grèce, qui étaient auparavant des « pays d'origine » vers l'Europe du Nord. Cela a eu un impact sur la façon dont les médias nationaux couvrent la question de la migration. Aussi, la majorité des études analysent la couverture de la migration, des (im) migrants et des réfugiés dans un seul pays, même si « le champ politique se déplace de plus en plus vers la sphère de compétence supranationale au sein de l'UE, ce qui signifie que l'analyse du débat public lié à l'immigration gagne en pertinence dans une perspective européanisée » (Horsti, 2008, p. 42). Pourtant, comme le résumait Meltzer et al. (2018, p. 1) dans une méta-analyse, « il existe peu de recherches comparatives sur la saillance des sujets ou des acteurs liés à l'immigration dans les médias des différents pays européens ».

Ces études montrent des variations considérables en lien avec les différentes positions politiques à l'égard de la migration, mais aussi avec les différentes habitudes journalistiques, les cultures médiatiques et l'accès aux sources pour la couverture de la migration. Caviedes (2015, p. 898) a comparé la couverture des migrations en France, au Royaume-Uni et en Italie, en se basant sur l'observation qu'une grande partie est « de plus en plus liée aux questions de criminalité et de sécurité ». La migration est également associée à « une menace pour la prospérité économique et l'identité culturelle ». Son analyse révèle que le cadre économique et le cadre de la « sécurisation » sont dominants dans la couverture des migrations de 2009 à 2012. « Les débats sur l'immigration varient en intensité et en visibilité d'un pays à l'autre, de sorte qu'ils peuvent chacun alimenter leurs propres récits critiques » (Caviedes, 2015, p. 912). Selon Esses et al. (2013, p. 520), la dimension dépréciative et les conflits continuent de caractériser la médiatisation des migrants et des réfugiés en Europe. Les migrants intracommunautaires sont plus souvent décrits comme une « menace pour l'économie et le système de protection sociale », tandis que les migrants extra-communautaires sont présentés comme une « menace » pour la culture des pays d'accueil (Meltzer et al., 2018, p. 6). Une étude récente menée dans sept pays de l'UE confirme que la migration des pays tiers vers l'UE est présentée de manière plus négative et tend à se concentrer sur les questions de sécurité (Eberl et al., 2019).

Horsti (2008) fournit l'une des rares recherches sur les migrants africains en Europe, en se concentrant sur la couverture médiatique de l'arrivée de 30 000 migrants africains sans papiers dans les îles Canaries en Espagne, en 2006 (Fohrn, 2009). Selon cette étude, qui porte sur un journal finlandais et un journal suédois, la plupart des articles ne présentent pas les Africains comme des acteurs souverains prenant des décisions rationnelles ; en outre, l'événement a été largement « nationalisé » dans les gazettes, en mettant l'accent sur les acteurs et les perspectives pour la Finlande et la Suède de cet événement lointain dans le Sud de l'Europe. Une autre étude de Balabanova et Balch (2010) a porté sur la migration de main-d'œuvre au Royaume-Uni et en Bulgarie après l'élargissement de l'UE en 2007, comparant ainsi la couverture dans les pays d'origine des migrants et dans leurs pays d'accueil. Les auteurs s'attendaient à des types de couverture différents, en raison des enjeux différents en matière de migration. Cependant,

l'agenda médiatique en Bulgarie a largement reflété celui du Royaume-Uni, car les médias bulgares ont importé les nouvelles britanniques en raison du manque de ressources des salles de rédaction pour assurer un traitement original.

En se concentrant sur ce qu'on a désigné en Europe comme la « crise des réfugiés » en 2015, Berry et al. (2015) ont constaté que la couverture des migrants et des réfugiés différait considérablement selon les pays européens : Les questions humanitaires étaient plus présentes dans les médias italiens ; les publications suédoises avaient la tonalité la plus positive ; celles du Royaume-Uni restaient largement négatives. Selon une analyse de l'Observatoire européen du journalisme (OEJ), les journaux d'Europe occidentale étaient généralement plus compatissants envers le sort des migrants et des réfugiés, par rapport aux pays d'Europe centrale et orientale (OEJ, 2015). Georgiou et Zaborowski (2017) ont mené un projet de recherche sur la couverture médiatique dans huit pays européens, et ont conclu que les médias accordaient une attention faible et fragmentaire au contexte et que les histoires n'étaient que rarement mises en lien avec des reportages de guerre ou d'autres événements d'actualité internationale dans les pays d'origine des migrants et des réfugiés. Fotopoulos et Kaimaklioti (2016) ont comparé la façon dont les presses grecque, allemande et britannique ont abordé la couverture du début de cette « crise des réfugiés » ; selon eux, les migrants et les réfugiés ont été dépeints comme des victimes impuissantes et désespérées de la guerre civile en Syrie, et les journaux ont accordé beaucoup d'attention à cette tragédie. Comme le soutient Caviedes, la couverture tend à mettre l'accent sur les conséquences et les effets de l'immigration du point de vue de l'économie et des marchés du travail (Goedeke Tort et al., 2016). En outre, les études pointent le manque de reportages sur des histoires individuelles de migrants (Georgiou et Zaborowski, 2017). Une étude de l'ICMPD (2016) note le manque de connaissances sur la question complexe de la migration et sur les pays d'origine des migrants parmi les journalistes des pays européens et de la région ANMO, et la vulnérabilité des salles de rédaction face aux pressions exercées par les populistes et par le biais des médias sociaux.



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

La revue de littérature a mis en évidence des différences notables dans la couverture médiatique des migrations entre les pays. Outre des contextes politiques différents, les systèmes médiatiques et les perspectives culturelles peuvent également avoir un impact important sur la quantité et la qualité du traitement médiatique des questions de migration et de déplacement forcé. Discutez de l'impact potentiel des questions suivantes sur la quantité et la qualité de la couverture médiatique des migrations dans les pays africains et européens : La liberté de la presse, le pluralisme du système médiatique, le professionnalisme/la formation au journalisme, les ressources des salles de rédaction, la technologie, les marchés publicitaires (vous pouvez également ajouter d'autres sujets).

Études transnationales du traitement médiatique de la migration (I) : Afrique et Europe

Afin d'analyser la couverture des migrations à travers les systèmes politiques et les cultures journalistiques, l'Institut Erich-Brost pour le journalisme international (EBI) a mené deux études comparant la couverture des migrants et des réfugiés en Afrique et en Europe (étude 1) ainsi qu'à travers l'Europe de l'Ouest et de l'Est, les États-Unis et la Fédération de Russie (étude 2). Ce manuel présente les principaux résultats de ces deux études et propose un matériel d'accompagnement complet sur le site web de notre projet, dans l'espoir d'encourager les collègues chercheurs et les étudiants des cycles supérieurs à mener des études similaires en Afrique et sur d'autres continents, afin de constituer une vaste base de connaissances sur le traitement médiatique des migrations.

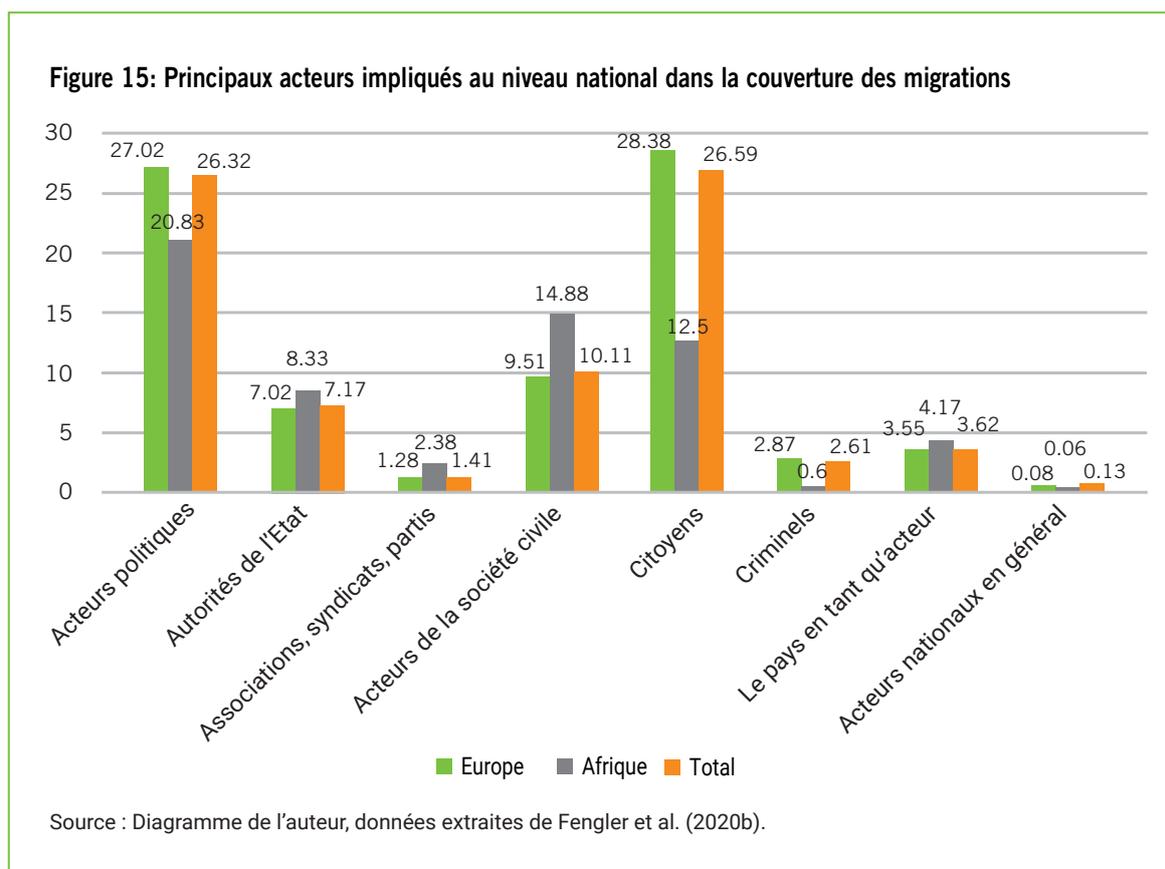
La première étude a comparé le contenu des journaux dans six pays européens et cinq pays africains (Fengler et al., 2020a). Un consortium d'universités européennes et africaines a analysé des articles relatifs à la migration et au déplacement forcé publiés dans les éditions en ligne de deux grands quotidiens allemands (Süddeutsche Zeitung et Frankfurter Allgemeine Zeitung), britanniques (The Independent et The Telegraph), français (Le Monde et Le Figaro), italiens (La Repubblica et Corriere della Sera), grecs (Ta Nea et Kathimerini), espagnols (El País et ABC) et d'autres du Kenya (The Daily Nation et The Standard), de l'Ouganda (The New Vision et Monitor), de la Tanzanie (Daily News et The Guardian), de l'Éthiopie (The Ethiopian Herald et Addis Zemen) et du Ghana (Ghanaian Times et Daily Graphic). Par le biais d'une recherche par mots-clés, 1 512 articles publiés ont été recensés sur un an (du 1er juin 2015 au 31 mai 2016) comme traitant de la migration de l'Afrique vers l'Europe et ont été évalués à l'aide d'une analyse quantitative de contenu. L'objectif était de « désoccidentaliser » (Waisbord et Mellado, 2014) la perspective de recherche et d'étudier le phénomène migratoire sous des angles différents. Ainsi, les chercheurs africains et européens ont coopéré étroitement à tous les niveaux de l'enquête – dans la création du livre de codes, la collecte et l'évaluation des données ainsi que l'analyse finale.

L'étude a révélé un énorme écart concernant le volume de la couverture des migrations entre les médias africains et européens. Plus de 88 % des articles trouvés au cours de la période d'étude (2015-2016) proviennent de médias européens, et seulement 12 % de médias africains. Il s'agit d'un déséquilibre frappant, même si l'on tient compte du fait que les journaux africains ont en moyenne moins d'espace pour les nouvelles par rapport aux journaux européens, et que la radio reste le média dominant en raison des restrictions financières et technologiques ainsi que du faible taux d'alphabétisation (African Media Barometer, 2018).

Le traitement médiatique en Europe et en Afrique a été dominé par l'actualité politique au jour le jour, et a cruellement manqué de profondeur ; moins de 9 % de la couverture totale a été consacrée à des informations de contexte significatives, qui auraient aidé le public à comprendre les causes et l'impact réels de la migration et du déplacement forcé. Les principaux sujets des reportages examinés sont la politique (43 %) et la migration en général (48 %) – avec un accent

mis sur les drames spectaculaires et les naufrages. Les médias des deux continents ont largement ignoré d'autres sujets tels que l'économie (2 %), les médias et le journalisme (1 %), la vie quotidienne (environ 0 %), le contexte historique, ethnique ou culturel (1 %) ou les implications stratégiques de la migration (2 %). Ainsi, le public des médias, tant en Europe qu'en Afrique, a reçu peu d'informations de fond pour apprécier les problématiques des migrants et des réfugiés – ou pour comprendre la pertinence de ces sujets.

En Europe, la couverture de la migration en provenance d'Afrique était très autocentrée et tournait autour du thème de la sécurité européenne. Seul un quart (26 %) des articles des médias européens se concentraient sur les principaux protagonistes africains (voir Figure 15). Dans le même temps, les médias européens ont largement ignoré les pays d'origine d'Afrique subsaharienne. La Libye, pays africain de transit crucial vers l'Europe, a reçu une certaine attention (5 %). L'Érythrée, qui a envoyé le plus grand nombre de migrants en Europe au cours de l'étude, a attiré moins de 1 % des articles. L'Afrique en tant que continent était le « pays principal » désigné dans 3 % des articles. Peu de choses ont été dites sur l'identité des migrants et des réfugiés africains et sur les raisons pour lesquelles ils décidaient de partir.



Cependant, les médias africains n'y accordent pas plus d'attention. Au lieu de cela, les accidents et les catastrophes en mer Méditerranée ont dominé leur couverture. Le traitement médiatique des migrations dans les pays africains a négligé les personnes : seuls 13 % des principaux acteurs mentionnés étaient des simples citoyens – les institutionnels et les hommes politiques dominaient dans les articles. La couverture était centrée sur les autorités et manquait de visages humains : Les journaux africains citaient presque deux fois plus souvent les acteurs internationaux (organisations humanitaires, etc.) comme acteurs principaux (soit plus d'un tiers de tous ceux qui étaient mentionnés). Les acteurs « élitistes » tels que les hommes politiques (présidents, représentants du gouvernement ou de l'opposition), les autorités de l'État (système judiciaire, police, armée ou services de renseignement) et les acteurs internationaux de haut niveau tels que le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dominaient. Il convient de mentionner que l'étude confirme de nombreux écueils de la couverture internationale, que décrit Hafez (2002). Outre le négativisme, la politisation et l'élitisme, la décontextualisation est particulièrement évidente. Les aspects économiques et culturels sont presque invisibles, tout comme les problèmes structurels de la migration (voir également module 3 ; Fengler et al., 2020a ; Fengler et al., 2018).



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ANALYSER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) :

Pourquoi les médias du Nord accordent-ils beaucoup plus d'attention à la couverture de la migration ? Comparez les implications politiques et sociétales de la migration et du déplacement forcé dans les pays d'origine et de destination, ainsi que les structures culturelles et les normes éthiques. Fournissez aux participants les informations nécessaires et faites-les décrire l'impact potentiel de la couverture médiatique. Gardez à l'esprit l'impact potentiel des différents systèmes médiatiques et les problèmes affectant le journalisme, ainsi que les obstacles potentiels à la couverture des migrations.

Pour trianguler l'analyse de contenu de la couverture médiatique en Afrique et en Europe, l'équipe de recherche de l'EBI a en outre mené des panels de discussion qualitative avec des migrants africains en Allemagne (Zappe et al., 2020). Il en résulte que les participants conviennent que les questions de migration et de déplacement forcé sont à peine traitées dans les médias de leur pays d'origine. En particulier, les informations spécifiques sont rares ; les quelques informations dont ils disposaient avant leur décision de migrer provenaient presque entièrement de sources personnelles. En outre, des doutes ont été plusieurs fois émis quant à la véracité des informations, aussi bien médiatiques qu'interpersonnelles, comme le montre cette contribution d'un migrant sénégalais : « Au Sénégal, vous n'avez pas la vérité. On ne vous dit pas la vérité. Vous avez la vérité quand vous êtes ici » (cité dans Zappe et al., 2020, p. 136). Il convient toutefois de noter que les participants ont souligné que cette situation avait peut-être tendance, ces dernières années, à évoluer, petit à petit, dans le bon sens. Ils ont également mis en évidence l'image déformée que les médias et la société africaine ont des réalités allemandes,

qui sous-entendent souvent, entre autres choses, que la réussite financière est presque garantie. Les personnes interrogées ont souhaité que les médias africains donnent une image plus équilibrée de l'Europe : « Nos journalistes en Afrique, pour je-ne-sais-quelle raison, refusent de montrer [...] également les aspects négatifs de l'Europe, comme je ne cesse de le dire aux gens en Afrique. [...] Et c'est pourquoi le journalisme en Afrique, je pense, joue aussi un rôle dans la migration des gens » (déclaration d'un migrant ghanéen, citée dans Zappe et al., 2020, p. 136). Les médias n'abordent que sporadiquement non seulement la migration de l'Afrique vers l'Europe, mais aussi la migration panafricaine, selon l'expérience des participants à la discussion. Ici aussi, la communication interpersonnelle domine lors de la transmission d'informations. Pour plus de détails, voir le document de travail fourni par Zappe et al. (2020) disponible en téléchargement sur le site web de notre projet.

Migration et circulation internationale de l'information

L'analyse de la couverture des migrations doit également s'inscrire dans le débat sur les flux d'informations et la couverture des événements à l'étranger, tant dans les pays du Sud que du Nord, comme plusieurs études de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) en ont ouvert la voie (MacBride, 1980 ; Sreberny-Mohammadi et al., 1985 ; Unesco, 1954) avec un impact durable sur l'agenda scientifique. Hafez (2002, p. 24) comprend la couverture internationale comme tout système d'information journalistique, « au cours duquel les informations et les nouvelles traversent les frontières de l'État ». Elle possède des structures et des caractéristiques fondamentales : La couverture internationale se concentre fréquemment sur la politique, et les élites politiques sont au centre du reportage (Hafez, 2002). Elle se distingue aussi par l'ethnocentrisme (Meier, 1984), le régionalisme (Sreberny-Mohammadi et al., 1985) et l'internalisation (Kamps, 2008), par lesquels les médias ancrent les événements internationaux dans un « monde de perception nationale ». Un trait structurel tout aussi caractéristique des reportages étrangers est un négativisme dominant, que l'on retrouve surtout dans les questions de crise et de conflit.

Compte tenu des déficits dans les flux d'informations internationaux, le reportage sur l'Afrique reste un défi spécifique. Segev (2014, p. 425) affirme qu'« au niveau mondial, les pays sous-représentés étaient pour la plupart des pays africains ». Les études relatives aux reportages sur l'Afrique dans les médias européens identifient de nombreux déficits, notamment l'accent mis sur les conflits et les visions occidentales qui dominent la couverture (Mükke, 2009). Un biais négatif dans la couverture de l'Afrique par les médias occidentaux vient de la concentration sur des sujets tels que la guerre, les crises, les catastrophes, les maladies, la corruption et le crime (El Zein et Cooper, 1992 ; Mengara, 2001). Alors que certaines études actuelles concluent que le continent africain continue d'être un « angle mort » dans le reportage international (Franks, 2010 ; Serwornoo, 2018), d'autres soulignent un déclin récent de l'« afro-pessimisme » dans la presse occidentale (pour l'Australie : Obijiofor et Hanusch, 2011 ; Obijiofor et MacKinnon, 2016 ; pour les États-Unis et le Royaume-Uni : Scott, 2015), et remettent en perspective les critiques acerbes du traitement médiatique occidental de l'Afrique (Nothias, 2016).



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ANALYSER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) :

Faites analyser la couverture médiatique étrangère dans votre pays lors d'une discussion entre les participants à partir des questions suivantes :

1. Comment évaluez-vous la couverture étrangère dans votre pays ?
2. Comment votre pays est-il couvert à l'étranger ?
3. Quelles hypothèses stéréotypées avez-vous sur les pays du Nord et du Sud, et d'où viennent-elles ?
4. Comment les carences de la couverture internationale décrites ci-dessus peuvent-elles avoir un impact sur la couverture des migrations ?
5. Que pouvez-vous faire, en tant que journaliste, pour changer cette situation?

Les chercheurs africains ont également abordé la question de la représentation de l'Afrique dans les médias « occidentaux » (notamment Obijiofor et Hanusch, 2011 ; Serwornoo, 2018 ; Wa'Njogu, 2009). Oguh (2015) affirme que la plupart des médias ne parviennent pas à suivre les évolutions réelles des pays africains, par exemple avec l'urbanisation en plein essor qui contraste avec la représentation récurrente d'une Afrique « rurale ». Selon Wa'Njogu (2009), ce problème peut être attribué au fait qu'une grande partie des informations mondiales sur l'Afrique ne sont pas publiées par des organisations médiatiques africaines, mais par des Européens. En plus des facteurs endogènes, les nouvelles sur l'Afrique sont également façonnées par les structures médiatiques. Le manque d'agences de presse en Afrique, la diminution du nombre de correspondants étrangers sur le terrain et la connaissance limitée de l'Afrique parmi les rédacteurs en chef en Europe conduisent souvent à une sélection et une reproduction plutôt stéréotypée des informations (Hafez, 2005 ; Mükke, 2009 ; Stürmer, 2013). Le négativisme et une perspective conflictuelle jouent également un rôle en Afrique, car l'image négative du continent dans les médias occidentaux interagit avec la perception de soi des acteurs africains (Hall, 1997 ; Mengara, 2001).

Michael Yao Serwornoo, professeur de journalisme au Ghana, a mené une étude pilote sur l'image de l'Afrique dans la presse ghanéenne (Serwornoo, 2018). Son analyse conclut que l'Afrique est principalement représentée avec les mêmes cadres que ceux utilisés par les médias occidentaux, les médias africains s'appuyant sur des sources du Nord, même pour la couverture de pays limitrophes. En raison du peu de couverture propre, du manque d'impulsion éditoriale, de l'espace réservé par la stratégie publicitaire et d'hypothèses concernant l'intérêt supposé du public pour les affaires politiques, la qualité de la couverture reste extrêmement faible, et les problèmes politiques et économiques qui sont à l'origine des crises migratoires en Afrique restent rarement visibles dans les médias africains. Asante, Sun et Long (2013) concluent que « l'Afrique (...) est victime de la faiblesse inhérente de ses médias ». De même, peu de recherches ont été menées sur le problème brûlant que les médias africains ont tendance à

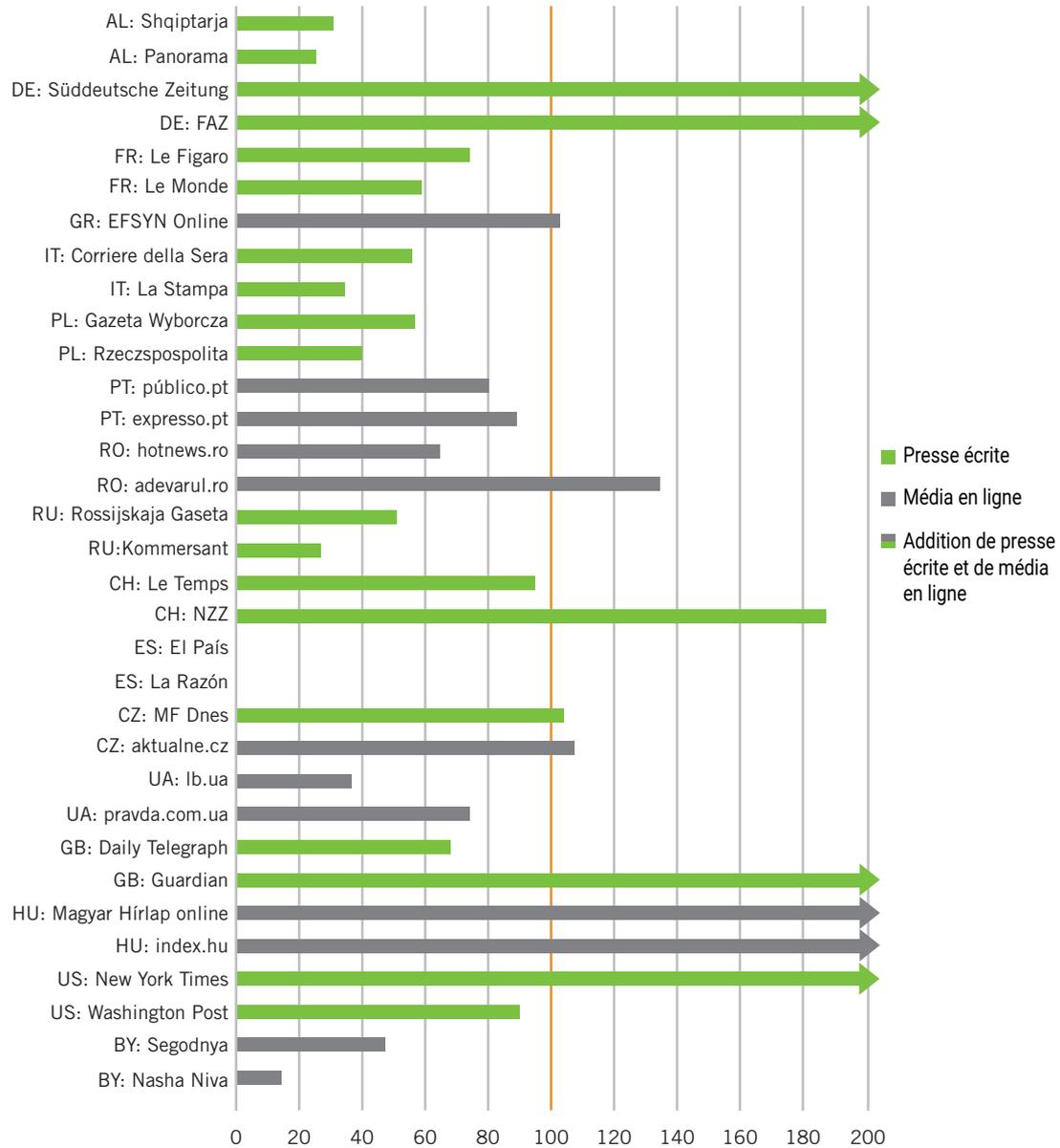
marginaliser les autres pays africains, souvent à cause du manque de ressources des salles de rédaction, ce qui peut avoir un impact sévère, par exemple sur de potentielles opportunités de commerce bilatéral (Turkson, 2012). Par conséquent, Ogunyemi (2011) se demande si internet ne pourrait pas être un outil précieux pour créer des représentations de l’Afrique plus conformes à la réalité, grâce à la participation via les médias sociaux.

Études transnationales du traitement médiatique de la migration (II) : Europe, États-Unis, Russie

La deuxième étude multi-pays de l’EBI compare la couverture des migrations dans 17 pays d’Europe occidentale et orientale, aux États-Unis et en Russie. L’étude analyse les reportages de six semaines exemplaires entre août 2015 et mars 2018 (Fengler et Kreutler, 2020)². Nous soulignerons ici les principaux résultats, tandis que le texte intégral est disponible en ligne sur le site du projet. L’étude a permis de récolter un total de 2 417 articles pour les six semaines d’étude sélectionnées entre août 2015 et mars 2018 (voir Figure 16). Des différences dans l’intensité de la couverture de la migration et du déplacement forcé étaient évidentes selon les pays au cours des semaines étudiées. La couverture en Allemagne et en Hongrie - les deux pays où le nombre de primo-demandeurs d’asile était le plus élevé en 2015 – se distingue en termes de volume. Dans les autres médias européens, le sujet reçoit beaucoup moins d’attention. Un nombre élevé d’articles a également été constaté dans les principaux médias internationaux (The New York Times et The Guardian).

² Les semaines d’étude ont été sélectionnées sur la base d’une étude préliminaire dans huit médias, au cours de laquelle ont été identifiées les semaines présentant la plus forte augmentation du nombre d’articles par rapport à la semaine précédente. Des détails sur la méthodologie de l’étude et un aperçu des articles récupérés par pays sont disponibles en ligne : Fengler et Kreutler (2020).

Figure 16: Nombre d'articles sur la migration publiés pendant les six semaines couvertes par l'étude



Abréviations : AL - Albanie ; UA - Ukraine ; BY - Biélorussie ; FAZ - Frankfurter Allgemeine Zeitung ; EFSYN - Efimerida ton Syntakton ; NZZ - Neue Zürcher Zeitung. Pour les organes de presse ayant plus de 100 articles, 100 articles ont été sélectionnés au hasard. Périodes d'analyse : ,16/01/10-01/04 ,15/11/15-11/09 ,15/09/06-08/31 18/02/25-02/19 ,17/12/17-12/11 ,17/10/15-10/09. Source : Fengler et Kreutler (2020, p. 20). Illustration originale.

En outre, de nombreux médias européens traitent des questions relatives aux migrants et aux réfugiés dans la rubrique « étranger », comme si cela se déroulait loin du pays des lecteurs. L'Italie, l'Allemagne et la Grèce sont les seuls pays à considérer la migration comme un sujet de société local. Les médias français et britanniques considèrent que leur pays est impliqué à l'échelle internationale, tout comme les médias de Hongrie – dans ce dernier cas, il s'agit certainement d'une conséquence de la position politique du gouvernement de ce pays vis-à-vis des prétendus dangers et fardeaux de la migration. Dans les médias italiens, et dans une moindre mesure dans les médias français, les immigrants d'Afrique dominent la couverture médiatique; d'autres pays d'Europe se concentrent sur les migrants et les réfugiés du Proche et du Moyen-Orient. Dans la Fédération de Russie, les immigrants de l'Est de l'Ukraine sont mis en avant. Par ailleurs, les journalistes semblent souvent incapables de faire la différence entre les réfugiés qui bénéficient des droits prévus par la Convention de Genève et les autres migrants. Il arrive aussi que les journalistes ne soient pas familiers avec les définitions elles-mêmes, car la plupart des articles (60 %) mélangent plusieurs statuts ou bien laissent planer le doute sur la question du statut. Nous avons toutefois observé que la proportion d'articles qui parlent clairement des réfugiés et de leurs droits afférents a diminué au cours de la période étudiée.

Les médias d'Europe occidentale et les médias de sensibilité de gauche ou libérale se concentrent davantage sur la situation des migrants et des réfugiés et sur l'aide qui leur est apportée, tandis que les médias d'Europe centrale et orientale et les médias de sensibilité de droite ou conservateurs se concentrent sur les problèmes et les contestations. Pourtant, dans presque tous les pays, le public a le choix, car les deux principaux médias étudiés adoptaient des positions différentes sur le sujet. L'analyse des principaux acteurs souligne une fois de plus l'accent mis sur la politique dans les reportages sur les migrations, notamment en ce qui concerne les personnes et les institutions qui agissent. L'accent est mis en fait sur le gouvernement. Dans 37 % des articles, c'est ce dernier, un ministre en particulier ou le parti au pouvoir, qui occupe la place principale ; les membres de l'opposition ne sont décrits comme acteurs principaux que dans 2 % des articles. Les migrants eux-mêmes représentent un total de 26,6 %, mais ils sont plus souvent constitués sous la forme de grands groupes anonymes que comme des individus ou de petites cellules telles que des familles, dont les membres pourraient être considérés individuellement. Les non-migrants sont dix fois plus nombreux à être cités que les migrants, directement ou indirectement. Ces résultats confirment ceux d'études antérieures sur les spécificités du reportage sur la migration, mais ils montrent aussi certaines différences entre les pays étudiés. Par exemple, les deux journaux américains examinés sont ceux qui présentent le plus de portraits individuels de migrants et de réfugiés, peut-être en raison de leur éthique professionnelle journalistique qui s'aligne sur l'objectif de donner « une voix aux sans-voix ».



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ANALYSER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

Discutez des résultats de cette étude. Lesquels de ces problèmes peuvent être observés dans les différents médias ? Quels sont les entraves et les obstacles auxquels peuvent être confrontés les journalistes et les rédactions ? Quel est l'impact potentiel de ces carences dans la couverture de la migration et du déplacement forcé ?



SUGGESTION DE DEVOIR PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ANALYSER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) – A – OU LES APTITUDES COGNITIVES (ANALYSER ET CRÉER) – B :

(A) Laissez les participants choisir un pays témoin et demandez-leur de préparer des présentations, de produire un podcast ou de créer un poster sur les défis de la couverture de la migration et du déplacement forcé dans un environnement journalistique en mutation.

(B) Téléchargez sur le site web du projet le livre des codes utilisé pour réaliser cette étude. Demandez aux étudiants de former des groupes et de mener une analyse de contenu pour les médias de votre pays, pendant une période choisie (par exemple quatre semaines), leurs résultats étant présentés lors de la dernière session. Demandez-leur de comparer la couverture médiatique dans votre pays avec la couverture médiatique dans les pays étudiés dans la recherche de Fengler et Kreutler (2020).



LECTURES RECOMMANDÉES :

Journalistique :

Fengler, S. et Kreutler, M. (2020a). Migration coverage in Europe's media: A comparative analysis of coverage in 17 countries. Frankfurt/Main: OBS Working Paper 39.

Académique :

Chinje, E. (2016). "Europe Has to Deal with the Causes of Migration from Africa." [En ligne]. <http://www.theafricancourier.de/europe/europehas-to-deal-with-the-causes-of-migration-from-africa-eric-chinje/> [consulté le 20 décembre 2020].

Institutionnelle :

White, A. (sous la direction de) (2015). Moving Stories. International Review of How Media Cover Migration. Londres. Ethical Journalism Network. [En ligne]. <https://ethicaljournalismnetwork.org/wp-content/uploads/2016/09/moving-storiesejn.pdf> [consulté le 20 décembre 2020].

Références

- African Media Barometer (2018). The african media barometer country report: Kenya 2012. [En ligne]. <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/africa-media/09404.pdf> [consulté le 19 décembre 2020].
- Al-Mazahara, M. (2016). The Jordanian media coverage of the Syrian refugee crisis in Jordan: Analytical study of daily newspapers. *Journal of Middle East Media*, 12, 1-20.
- Asante, M. K., Sun, J. et Long, H. (2013). The western media and the falsification of Africa: Complications of Value and Evolution. *China Media Report Overseas*, 9(4), 64-70.
- Assopgoum, F. T. (2011). Migration aus Afrika in die EU: Eine Analyse der Berichterstattung in deutschen und senegalesischen Zeitungen. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Balabanova, E. et Balch, A. (2010). Sending and receiving: The ethical framing of intra-EU migration in the European press. *European Journal of Communication*, 25(4), 382-397. <https://doi.org/10.1177/0267323110381005>
- Bastian, M., Zappe, A.-C., Wüllner, G., Oppermann, L., Leißner, L., Henke, J. et Serwornoo, M. (2018). Abschlussbericht Auswärtiges Amt: Evaluationsprojekt zur Qualität der aktuellen Berichterstattung in afrikanischen Schlüsseländern: Document de travail de l'EBI 2018. Document interne.
- Berry, M., Garcia-Blanco, I. et Moore, K. (2015). Press coverage of the refugee and migrant crisis in the EU: A content analysis of five European countries: Report prepared for the United Nations High Commission for Refugees. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/protection/operations/56bb369c9/press-coverage-refugee-migrant-crisis-eu-content-analysis-five-european.html> [Consulté le 30 novembre 2020]
- Bleich, E., Bloemraad, I. et Graauw, E. de (2015). Migrants, minorities and the media: Information, representations and participation in the public sphere. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 41(6), 857-873. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2014.1002197>
- Caviedes, A. (2015). An emerging 'European' news portrayal of immigration? *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 41(6), 897-917. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2014.1002199>
- Chinje, E. (2016). Europe has to deal with the causes of migration from Africa. [En ligne]. <https://www.theafricancourier.de/europe/europe-has-to-deal-with-the-causes-of-migration-from-africa-eric-chinje> [consulté le 22 juin 2018]
- Commission européenne (2018). Special Eurobarometer 469: Integration of immigrants in the European Union. Summary. [En ligne]. https://ec.europa.eu/home-affairs/news/results-special-eurobarometer-integration-immigrants-european-union_en [consulté le 24 novembre 2020].
- Danso, R. et McDonald, D. A. (2001). Writing Xenophobia: Immigration and the print media in post-apartheid South Africa. *Africa Today*, 48(3), 115-137. <https://doi.org/10.1353/at.2001.0050>
- Eberl, J.-M., Galyga, S., Lind, F., Heidenreich, T., Edie, R., Boomgaarden, H. G., Herrero, B, Gómez Montero, E. L. et Berganza, R. (2019). European media migration report: How media cover migration and intra-EU mobility in terms of salience, sentiment and framing. Report.[En ligne]. <https://www.reminder-project.eu/wp-content/uploads/2019/08/REMINDER-D8.3.pdf> [consulté le 20 décembre 2020]
- EJO (2015). Wie Zeitungen aus West- und Osteuropa über die Flüchtlingskrise berichteten. [En ligne]. <https://de.ejo-online.eu/forschung/wie-zeitungen-in-europa-ueber-die-fluechtlingskrise-berichteten> [consulté le 3 juillet 2017]
- EL Zein, H. M. et Cooper, A. (1992). New York Times coverage of Africa. In Hawk, B. G. (sous la direction de), *Africa's media image* (pp. 133-146). New York, Londres: Praeger.
- Esses, V. M., Medianu, S. et Lawson, A. S. (2013). Uncertainty, threat, and the role of the media in promoting the dehumanization of immigrants and refugees. *Journal of Social Issues*, 69(3), 518-536. <https://doi.org/10.1111/josi.12027>

Fengler, S., Bastian, M., Brinkmann, J. et Zappe, A.-C. (2018). Die "Flüchtlingskrise": Ethische Herausforderungen für Medien in Europa und Afrika – Migrationsberichterstattung in 11 afrikanischen und europäischen Ländern. In Köberer, N., Prinzig, M. et Schröder, M. (sous la direction de), *Kommunikations- und Medienethik: Vol. 8. Migration, Integration, Inklusion: Medienethische Herausforderungen und Potenziale für die digitale Mediengesellschaft*. Baden-Baden: Nomos.

Fengler, S., Bastian, M., Brinkmann, J., Zappe, A. C., Tatab, V., Andindilile, M., Assefa, E., Chibita, M., Mbaine, A., Obonyo, L., Quashigah, T., Skleparis, D., Splendore, S., Tadesse, M. et Lengauer, M. (2020a). *Covering Migration – in Africa and Europe: Results from a comparative analysis of 11 countries*. *Journalism Practice*. <https://doi.org/10.1080/17512786.2020.1792333>

Fengler, S. et Kreutler, M. (2020). *Migration coverage in Europe's media: A comparative analysis of coverage in 17 countries*. Frankfurt/Main: OBS Working Paper 39. [En ligne]. https://www.otto-brenner-stiftung.de/fileadmin/user_data/stiftung/02_Wissenschaftsportal/03_Publikationen/AP39_Migration_EN.pdf [consulté le 20 décembre 2020]

Fine, J. et Bird, W. (2002). *Shades of prejudice: An investigation into the South African media's coverage of racial violence and xenophobia: Research conducted by the media monitoring project*. [En ligne]. <https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKewiChZvDx8jsAhUKO8AKHalVBGsQFJAegQIAhAC&url=https%3A%2F%2Fwww.csvr.org.za%2Fdocs%2Fforeigners%2Fshades.pdf&sg=AOvVaw03hc9KaYKk4DAdKoJnC9DT> [consulté le 15 décembre 2020]

Fohrn, K. (2009). *Nähe und Bedrohung: Medienberichterstattung über illegale Einwanderung aus Afrika*. In Jäger, T. (sous la direction de), *Sicherheit und Medien* (pp. 93-108). Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.

Fotopoulos, S. et Kaimaklioti, M. (2016). *Media discourse on the refugee crisis: On what have the Greek, German and British Press focused?* *European View*, 15(2), 265-279. <https://doi.org/10.1007/s12290-016-0407-5>

Franks, S. (2010). *The neglect of Africa and the power of aid*. *International Communication Gazette*, 72(1), 71-84. <https://doi.org/10.1177/1748048509350339>

Georgiou, M. et Zaborowski, R. (2017). *Council of Europe report: Media coverage of the "refugee crisis": A cross-European perspective*. [En ligne]. <https://rm.coe.int/1680706b00> [consulté le 20 décembre 2020]

Goedeke Tort, M. N., Guenther, L. et Ruhrmann, G. (2016). *Von kriminell bis willkommen. Wie die Herkunft über das mediale Framing von Einwanderern entscheidet*. *Medien & Kommunikationswissenschaft*, 64(4), 497-517. <https://doi.org/10.5771/1615-634X-2016-4-497>

Hafez, K. (2002). *Die politische Dimension der Auslandsberichterstattung. Theoretische Grundlagen: Vol. 1*. Baden-Baden: Nomos.

Hafez, K. (2005). *Mythos Globalisierung: Warum die Medien nicht grenzenlos sind*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.

Hafez, K. (2011). *Global journalism for global governance? Theoretical visions, practical constraints*. *Journalism: Theory, Practice & Criticism*, 12(4), 483-496. <https://doi.org/10.1177/1464884911398325>

Hall, S. (1997). *Representation – Cultural representations and Signifying Practices*. Londres: Sage.

Harteveld, E., Schaper, J., Lange, S. L. de et van der Brug, W. (2018). *Blaming Brussels? The impact of (news about) the refugee crisis on attitudes towards the EU and national politics*. *JCMS: Journal of Common Market Studies*, 56(1), 157-177. <https://doi.org/10.1111/jcms.12664>

Horsti, K. (2008). *Europeanisation of public debate*. *Javnost – The Public*, 15(4), 41-53. <https://doi.org/10.1080/13183222.2008.11008981>

ICMPD (2016). *How does the media on both sides of the mediterranean report on migration? Preliminary findings, draft conclusions and draft recommendations*. [En ligne]. <https://cdn.ethicaljournalismnetwork.org/wp->

- content/uploads/2017/03/Draft_Migration_and_Media_Report.pdf [consulté le 15 décembre 2020]
- Kamps, K. (2008). Nachrichtengeografie. In Hahn, O., Lönnendonker, J. et Schröder, R. (sous la direction de), *Deutsche Auslandskorrespondenten: Ein Handbuch* (pp. 80-98). Konstanz: UVK.
- Krüger, U. M. et Zapf-Schramm, T. (2016). Info-Monitor 2015: Europa und Deutschland rücken ins Zentrum globaler Krisen. *Media Perspektiven*. (2), 70-97.
- MacBride, S. (1980). *Many voices, one world: Communication and society, today and tomorrow*. Paris. Rowman & Littlefield.
- McDonald, D. A. et Jacobs, S. (2005). (Re)writing xenophobia: Understanding press coverage of cross-border migration in Southern Africa. *Journal of Contemporary African Studies*, 23(3), 295-325. <https://doi.org/10.1080/02589000500274050>
- Meier, W. A. (1984). *Ungleicher Nachrichtenaustausch und fragmentarische Weltbilder: Eine empirische Studie über Strukturmerkmale in der Auslandsberichterstattung*. Bern, New York: P. Lang.
- Meltzer, C. E., Eberl, J.-M., Theorin, N., Lind, F., Schemer, C., Boomgaarden, H. G., Strömbäck, J. et Heidenreich, T. (2018). Perceptions of the impact of immigration and attitudes towards free movement within the EU: A cross-national study: Working paper as part of the Reminder project. [En ligne] https://www.reminder-project.eu/wp-content/uploads/2018/04/with-cover_D9.2.pdf [consulté le 20 décembre 2020]
- Mengara, D. (2001). Introduction: White eyes, dark reflections. In Mengara, D. M. (sous la direction de), *Images of Africa: Stereotypes & realities* (pp. 1-20). Trenton, N.J.: Africa World Press.
- Mengara, D. M. (sous la direction de) (2001). *Images of Africa: Stereotypes & realities*. Trenton, N.J.: Africa World Press.
- Mükke, L. (2009). *Journalisten der Finsternis: Akteure, Strukturen und Potenziale deutscher Afrika-Berichterstattung*. Köln: Halem.
- Nothias, T. (2016). How western journalists actually write about Africa. *Journalism Studies*, 19(8), 1138-1159. <https://doi.org/10.1080/1461670X.2016.1262748>
- Obijiofor, L. et Hanusch, F. (2011). *Journalism across cultures: An introduction*. New York: Palgrave Macmillan.
- Obijiofor, L. et MacKinnon, M. (2016). Africa in the Australian press: Does distance matter? *African Journalism Studies*, 37(3), 41-60. <https://doi.org/10.1080/23743670.2016.1210017>
- Oguh, C. H. (2015). *The representation of Africa in western media: Still a 21st century problem*. Thèse de doctorat, Napier University, Edingurgh. [En ligne]. https://www.researchgate.net/publication/292141961_The_Representation_of_Africa_in_Western_Media_still_a_21st_century_problem [consulté le 5 janvier 2020]
- Ogunyemi, O. (2011). Representation of Africa online: Sourcing practice and frames of reference. *Journal of Black Studies*, 42(3), 457-478. <https://doi.org/10.1177/0021934710378747>
- ONU (2018). *Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration: Intergovernmentally negotiated and agreed outcome*. [En ligne]. https://refugeesmigrants.un.org/sites/default/files/180713_agreed_outcome_global_compact_for_migration.pdf [consulté le 20 décembre 2020]
- Scott, M. (2015). The myth of representations of Africa: A comprehensive scoping review of the literature. *Journalism Studies*, 18(2), 191-210. <https://doi.org/10.1080/1461670X.2015.1044557>
- Segev, E. (2014). Visible and invisible countries: News flow theory revised. *Journalism: Theory, Practice & Criticism*, 16(3), 412- 428. <https://doi.org/10.1177/1464884914521579>
- Serwornoo, M. Y. W. (2018). *Africa's image in the Ghanaian press: the influence of international news agencies* (Thèse de doctorat). Ruhr University Bochum. <https://hss-opus.ub.rub.de/opus4/frontdoor/index/index/docId/6140>

Smith, M. J. (2009). The right to respond: A meta-review of the role of the South African media's coverage of xenophobia and the xenophobic violence prior to and including May 2008. [En ligne]. http://www.atlanticphilanthropies.org/wp-content/uploads/2010/07/14_Media_c.pdf [consulté le 19 décembre 2020]

Sreberny-Mohammadi, A., Nordenstreng, K., Stevenson, R. et Ugboajah, F. O. (1985). Foreign news in the media: International reporting in 29 countries. Final report undertaken for Unesco. Paris: United Nations Educational Scientific, and Cultural Organization.

Stürmer, M. (2013). Afrika! Ein Plädoyer für eine differenzierte Berichterstattung. Konstanz/München: UVK.

Turkson, F. E. (2012). Trade agreements and bilateral trade in sub-Saharan Africa: Estimating the trade effects of the EU-ACP PTA and RTAs. Research Papers 12/07. [En ligne]. <https://www.nottingham.ac.uk/credit/documents/papers/12-07.pdf> [consulté le 19 décembre 2020]

Unesco (1954). L'Étranger: comment il se voit, comment il nous voit, comment nous le voyons. Paris: Unesco Publications. [En ligne]. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000069011_fre [consulté le 21 mars 2021].

Waisbord, S. et Mellado, C. (2014). De-westernizing Communication Studies: A reassessment. *Communication Theory*, 24(4), 361-372. <https://doi.org/10.1111/comt.12044>

Wa'Njogu, J. K. (2009). Representation of Africa in the western media: Challenges and opportunities. In Njogu, K. et Middleton, K. (sous la direction de), *Media and identity in Africa* (pp. 76-83). Londres. Oxford University Press.

White, A. (2015). Moving stories: International review of how media cover migration. [En ligne]. <https://ethical-journalismnetwork.org/wp-content/uploads/2016/09/moving-stories-ejn.pdf> [consulté le 20 décembre 2020]

Zappe, A.-C., Bastian, M., Leibner, L., Henke, J. et Fengler, S. (2020). Perspektivwechsel. Migrationsberichterstattung in ausgewählten afrikanischen Ländern und Deutschland aus Migrant*innensicht. [En ligne]. <https://www.ssoar.info/ssoar/handle/document/68126> [consulté le 18 décembre 2020]



MODULE 5

Couvrir les migrations, répercussions médiatiques et défis professionnels

Par Anna-Carina Zappe



FINALITÉS DU MODULE

- Sensibiliser les participants à la question des répercussions médiatiques dans les reportages sur les migrants et les réfugiés.
- Aborder l'impact de la couverture médiatique sur les publics nationaux et internationaux.
- Mettre en évidence les défis professionnels auxquels sont confrontés les journalistes couvrant les migrants et les réfugiés.



OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

A la fin de ce module, les participants pourront :

- Discuter de la validité des principales modélisations des retombées médiatiques en matière de couverture des migrations.
 - **OA de type affectif : Répondre**
- Examiner les facteurs qui compliquent une médiatisation professionnelle des migrants et des réfugiés dans différents pays.
 - **OA de type cognitif : Analyser**
- Évaluer de manière critique les potentielles implications éthiques des sujets concernant les migrants et les réfugiés.
 - **OA de type cognitif : Evaluer**

Aperçu

Les journalistes peuvent être considérés comme des « historiens du temps présent » (Feinstein et al., 2018, p. 1) ; ils enregistrent des événements d'importance nationale et mondiale. La migration et le déplacement forcé, comme indiqué dans les modules précédents, sont des thématiques cruciales, tant au niveau mondial que local, qui doivent être documentées. Une information professionnelle et réfléchie sur ces questions exige non seulement des compétences techniques et des connaissances factuelles, mais aussi une sensibilité aux effets de ses propres reportages. Les médias ont un impact sur les migrants ou les réfugiés (potentiels), ainsi que sur les personnes dans les pays de transit et de destination ; ils peuvent influencer sur les décideurs politiques et les processus décisionnels ; ils peuvent façonner la perception que le public a de ces questions et l'image qu'il se fait de ces personnes¹. Les journalistes sont donc confrontés à toute une série de défis professionnels. En outre, la couverture de la migration et des questions

¹ Il y a beaucoup de recherches sur l'impact général des médias sur l'opinion publique, les campagnes électorales et la politique, ainsi que sur la discrimination, le langage médiatique discriminatoire à l'égard des immigrants ou l'altérité des immigrants dans les médias – qui peuvent bien sûr de la même façon être discutés de manière critique. En outre, les théories médiatiques telles que la Uses and Gratifications Theory (UGT, littéralement « théorie des usages et gratifications ») ou les cultural studies (études culturelles) reconnaissent encore plus nettement le rôle actif du public dans le flux d'informations. La notion de pertinence du public est abordée dans le module 13, ce dernier peut à son tour influencer les contenus par l'usage qu'il a des médias. Dans la mesure où ce module a pour objectif principal dans un premier temps d'introduire le sujet et d'inviter à la réflexion sur les répercussions médiatiques, les migrants et réfugiés, seuls les aspects essentiels indiqués seront abordés.

relatives aux réfugiés est bien sûr influencée par de nombreux autres facteurs². Ce module examine également les obstacles auxquels les journalistes sont confrontés lorsqu'ils couvrent les questions relatives aux migrants et aux réfugiés.

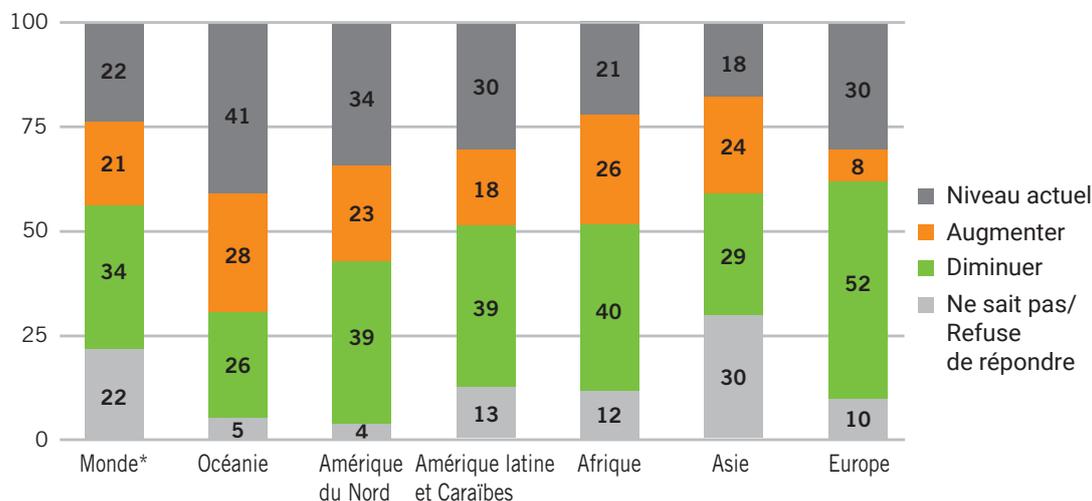
Opinion publique et migration

Une étude de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), pour laquelle 183 000 adultes répartis dans plus de 140 pays ont été interrogés entre 2012 et 2014, a révélé que 34% des personnes souhaiteraient voir l'immigration diminuer, 21 % augmenter, 22 % se maintenir à son niveau actuel et 22 % ne se prononcent pas (Esipova et al., 2015). C'était à une époque où ce qui a été désigné comme la « crise des réfugiés » de 2015 n'avait pas encore atteint l'Europe et les pays développés (voir Figure 17).

Néanmoins, selon l'étude de l'OIM, les Européens semblent être les plus réticents vis-à-vis de l'immigration, la majorité (52 %) affirmant que son niveau devrait diminuer. En Afrique, 40 % des personnes interrogées souhaitaient une diminution de l'immigration dans leur pays (Esipova et al., 2015).

Figure 17: Attitudes envers l'immigration par région (en pourcentage)

« Selon vous, l'immigration dans ce pays doit-elle être maintenue à son niveau actuel, augmenter ou diminuer ? »



Notes : * Les résultats totaux des groupes sont pondérés par la taille de la population. Les chiffres ayant été arrondis, leur total peut ne pas atteindre 100 %. Source : Esipova et al. (2015, p. 8). Illustration originale.

2 Cela inclut l'« économie politique » de la couverture des migrations. Ainsi, les structures qui permettent ou entravent cette couverture, telles que les structures économiques, politiques, culturelles ou technologiques, et l'idéologie qui y est associée, peuvent influencer les médias et contribuer à façonner le récit de la migration dans différentes parties du monde, voire à l'échelle mondiale.

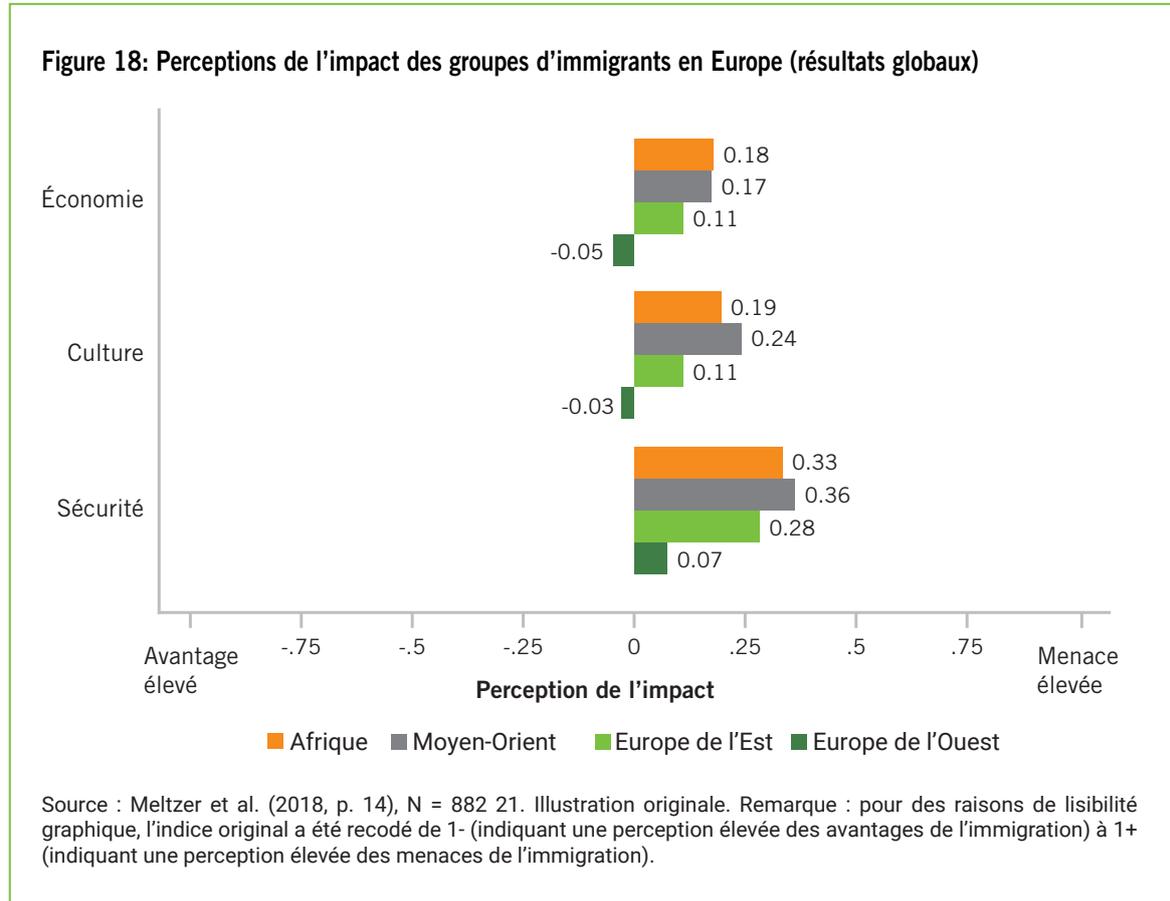
Avec l'augmentation du nombre de migrants et de réfugiés arrivant en Europe en 2015, la priorisation du sujet a également changé. La migration est devenue un sujet à la une – un de ceux sur lequel les gens sont très critiques. Selon une étude Eurobaromètre menée en novembre 2016 auprès de plus de 32 000 personnes, l'immigration était perçue comme le sujet numéro un, devant le terrorisme et l'économie (Commission européenne, 2016). En août 2015, lorsque la chancelière allemande Angela Merkel a déclaré « Wir schaffen das » (« Nous pouvons le faire »), et que le climat politique a commencé à se transformer en Europe et dans le monde, les réactions étaient polarisées (Thränhardt, 2019). L'évaluation de la menace perçue de ce qu'on a appelé la « crise des réfugiés » de 2015 a varié en Europe (Poushter, 2016). Une enquête menée en 2016 par le Pew Research Center a indiqué que de nombreux Européens (la médiane se situant à 59 % sur dix pays européens) craignaient que l'afflux de réfugiés n'augmente la probabilité de terrorisme et ne constitue un fardeau pour leur pays. Toutefois, cette opinion varie d'un pays à l'autre : 76 % étaient de cet avis en Hongrie et 71 % en Pologne, mais seulement 46 % en France et 40 % en Espagne (Poushter, 2016).

Les changements de mentalité se révèlent dans une enquête menée par le Pew Research Center en 2018, qui porte sur 27 pays des cinq continents : l'Europe (11), l'Asie (6), l'Amérique (5), l'Afrique (4) et l'Océanie (1). Elle indique (voir Figure 18) que les habitants des pays d'Europe, qui constituent des points d'entrée pour un grand nombre de migrants et de réfugiés, étaient plus critiques envers la migration. En particulier, les répondants de la Grèce (82 %), de la Hongrie (72 %) et de l'Italie (71 %) ont déclaré vouloir moins ou pas d'immigrés dans leur pays. Dans quatre pays africains étudiés, les personnes interrogées se sont toutefois montrées plus positives à l'égard des immigrants dans leur pays – le Nigeria (50 %), le Kenya (60 %) et l'Afrique du Sud (65 %) ; tous ces pays ont accueilli des dizaines de milliers de migrants et de réfugiés au cours des dernières années. En Tunisie, moins de la moitié (42 %) des personnes interrogées étaient même opposées à l'immigration. En outre, la proportion de personnes souhaitant davantage d'immigration était également plus élevée que la médiane européenne (10 %) dans ces quatre pays (Tunisie : 20 %, Nigeria : 20 %, Kenya : 15 %, Afrique du Sud : 11 % ; Connor et Krogstad, 2018 ; Portail sur les données migratoires, 2020)³. Une autre enquête menée dans sept pays européens (le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Allemagne, la Suède, la Pologne, la Hongrie et la Roumanie) indique que l'immigration était davantage perçue comme une menace que comme un bénéfice en Europe. L'avantage (économique et culturel) n'était associé qu'aux migrants intra-européens, tandis que les menaces pour la sécurité étaient particulièrement associées aux migrants originaires d'Afrique et du Moyen-Orient (Meltzer et al., 2018).

Les résultats d'enquêtes récentes suggèrent que l'opinion à l'égard de l'immigration dans les pays développés ne s'est pas améliorée : Une étude sur les récits migratoires en Europe à travers les conversations sur les médias sociaux publics a montré que ces dernières sont dominées « par

³ Dans le même temps, plus de 60 % des personnes dans chacun des quatre pays africains s'inquiètent du fait qu'on puisse quitter son foyer pour aller travailler dans d'autres pays (Connor & Krogstad, 2018).

une position résolument anti-migration » (Rinke, 2019, p. 5)⁴. Une telle attitude ne reste pas sans conséquences et peut se refléter de manière parallèle dans la politique et dans les médias⁵.



Campagnes électorales et migration

Ces dernières années, de nombreux partis populistes ont exploité à travers toute l'Europe les craintes diffuses et le sentiment d'insécurité concernant l'impact sur les sociétés européennes de l'augmentation des migrations et du déplacement forcé. Les débats sur les migrants et les réfugiés ont lourdement pesé sur les campagnes électorales à travers l'Europe. Ils ont eu également un impact sur les campagnes électorales en Afrique. En voici quelques exemples récents⁶:

- 4 D'autres études et des données chiffrées actualisées sur l'opinion publique en matière de migration sont disponibles sur le Portail sur les données migratoires (2020).
- 5 L'opinion dans la société sur les questions de migration et de déplacement forcé n'est bien sûr pas seulement influencée par les médias ou dépendante de ces derniers uniquement. L'économie, la politique, la culture et la technologie, ainsi que les idéologies ou les événements qui y sont liés, comme la crise économique et financière, façonnent également certaines parties du monde et la compréhension globale de ces mouvements.
- 6 Dans ce qui suit, les contextes sont exposés, mais il n'est pas nécessairement dit qu'il existe une corrélation causale en ce qui concerne les résultats des élections et les attitudes des gens envers les migrants et/ou les réfugiés.

- Kenya 2017 : Avant l'élection présidentielle de 2017, le gouvernement a annoncé qu'il allait fermer les camps de migrants et de réfugiés somaliens. Bien que la Haute Cour ait finalement bloqué cette décision jugée inconstitutionnelle, cela a suggéré que la montée du terrorisme avait motivé cette décision présentée en guise de stratégie politique (Warah, 2016 ; Whitaker, 2019). Le président en exercice Uhuru Muigai Kenyatta a remporté l'élection après une période électorale particulière⁷.
- Afrique du Sud 2019 : la question de la xénophobie a joué un rôle majeur dans la campagne électorale nationale et provinciale. L'affiche de campagne de l'Alliance démocratique indiquait par exemple « Sécurisez nos frontières ». Ce parti est devenu le deuxième plus important avec 20,77 % des voix, ce qui représente une légère baisse par rapport à l'élection précédente. Néanmoins, à l'autre bout du spectre politique, le parti d'extrême gauche Economic Freedom Fighters (Combattants pour la liberté économique) a été l'un des partis à la croissance la plus rapide lors de cette élection, passant de 6 % à 10 % des suffrages (Electoral Commission of South Africa, 2019 ; Sguazzin, 2019).
- Royaume-Uni 2015 : L'élection a été considérée comme déterminante pour l'ensemble de l'Europe, car les mouvements anti-UE, tels que le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UK Independence Party, UKIP), qui encourageaient le Royaume-Uni à quitter l'Union, avaient reçu un soutien important ces dernières années. Il est devenu le troisième parti en nombre de voix. Le thème de la migration a été largement utilisé par le UKIP pour souligner les désavantages présumés de l'appartenance à l'UE (Evans et Mellon, 2019).
- Autriche 2017 : Le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), un parti populiste et national-conservateur, a obtenu 26 % des suffrages, devenant ainsi le troisième parti le plus puissant au parlement. Les médias d'information le désignent comme le « Parti anti-immigration de la liberté » (« Austria far right », 2017).
- Allemagne 2017 : Le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui n'était pas jusqu'ici représenté au parlement allemand, est devenu le troisième parti au Bundestag, avec environ 13% des voix aux élections fédérales. Dans l'État de Saxe, il est même arrivé en tête. Ce qu'on a appelé la « crise des réfugiés » de 2015 a transformé la scène politique en Allemagne. L'AfD a exprimé – parfois de manière agressive – des préoccupations répandues concernant la politique d'asile de la chancelière Angela Merkel (Decker, 2020 ; Hanewinkel, 2017).
- Italie 2018 : La Ligue (Lega en italien), un parti eurosceptique et populiste, a reçu un large soutien des électeurs avec sa campagne contre les réfugiés et l'establishment politique, en recueillant 18 % des voix (Dobbert, 2018 ; « Italian elections 2018 », 2018).
- Parlement européen 2019 : Les partis d'extrême-droite ont obtenu 73 des 751 sièges aux

⁷ Pour d'autres exemples de présence et de succès électoraux des partis politiques anti-immigrants en Afrique, voir Whitaker (2019).

élections parlementaires, ce qui représente environ 10 % (Parlement européen, 2019). Les médias ont commencé à écrire sur « le soutien croissant des électeurs à un parti populiste et national-conservateur » (« Europe and right-wing », 2019).

Couverture médiatique de la migration et impact potentiel sur les publics

On peut supposer que les médias et les journalistes peuvent influencer les positions du public à l'égard de la migration et des déplacements forcés (Entman, 1993 ; Iyengar et al., 1984 ; McCombs et Shaw, 1972 ; Weaver, 2007). Le niveau d'influence dépend en partie des aspects qui sont visibles pour le public dans la couverture des migrants et des réfugiés et de ceux qui sont invisibles.

QUELQUES THÉORIES CLÉS SUR L'IMPACT DES MÉDIAS

La théorie de l'agenda de priorités (Agenda-setting) : La presse « ne réussit peut-être pas toujours à dire aux gens ce qu'ils doivent penser, mais elle réussit étonnamment bien à dire à ses lecteurs à quoi ils doivent penser ». (Cohen, 1963; McCombs et Shaw, 1972, p. 177). Les médias de masse façonnent la perception du public par leur couverture d'un certain sujet, quelle qu'en soit la fréquence, et par le positionnement du sujet en haut ou en bas de la hiérarchie de l'information, ce qui permet de prioriser certains sujets (Pürer, 2003).

La théorie du priming (« amorçage ») : Le priming ne désigne pas un impact cognitif sur les consommateurs de médias, mais un impact affectif. L'agenda médiatique peut modifier les attitudes, les hypothèses, les mentalités et, en fin de compte, les choix, par exemple les décisions électorales d'un électeur, en attirant l'attention sur certaines questions tout en ignorant d'autres (Iyengar et al., 1984).

La théorie du framing (« cadrage ») : Cette théorie est également connue sous le nom d'« agenda-setting de deuxième niveau », bien que ces deux concepts soient différents (Weaver, 2007). Entman (1993, p. 52) affirme que « cadrer consiste à sélectionner certains aspects d'une réalité perçue et à les rendre plus saillants dans un texte de communication, de manière à promouvoir une définition particulière du problème, une interprétation causale, une évaluation morale et/ou une recommandation de traitement pour l'élément décrit ».

L'exemplification : Les récits médiatiques ont un effet différent par rapport à des descriptions abstraites (Fast et al., 2014). « Les exemples vivants, comparés aux pâles exemples, ont tendance à favoriser une meilleure accessibilité » (Zillmann et Brosius, 2010, p. 48). Par conséquent, des descriptions exemplaires d'individus comme cas d'études peuvent influencer le jugement des utilisateurs des médias (Brosius et Bathelt, 2016 ; Tversky et Kahneman, 1973). « Le fait qu'un reportage puisse changer l'opinion sur une question controversée en fonction des angles choisis pour illustrer les arguments du débat et non sur la seule information, est important » (Perry et Gonzenbach, 1997)⁸.

⁸ Outre les théories citées, il en existe bien d'autres. Qui plus est, des facteurs individuels et des unités d'influence plus petites entrent également en jeu. Même des mots isolés peuvent avoir un effet (voir également module 10). Par exemple, l'utilisation par les médias de termes ayant des significations très différentes, qui sont interchangeables ou qui mélangent migrants, réfugiés, migrants irréguliers, déplacés internes (PDI), flux migratoires mixtes, etc. peut entraîner des réactions négatives dans le public. Pour les définitions, veuillez consulter les glossaires recommandés dans le module 2 (REM, 2012 ; OIM, 2019 ; HCR, n. d.).

La pertinence des études récentes dans le contexte de la couverture des migrants et des réfugiés, fondées sur l'approche de l'agenda-setting, du priming et/ou du framing, montrent comment les médias peuvent potentiellement influencer le public (Réseau européen des migrations, 2018 ; OIM, 2019 ; HCR, s. d.) :

- Dans une étude sur la théorie de l'agenda-setting et du framing, Sogelola (2018) a découvert qu'en 2016, avant le référendum du Brexit sur la sortie de l'Union européenne, le Daily Mail du Royaume-Uni a augmenté la visibilité de l'immigration et l'a cadrée de manière négative.
- Goedeke Tort et al. (2016) ont examiné le cadrage médiatique des immigrants en Allemagne en 2014. Parmi cinq cadres, celui du « criminel » s'est avéré être dominant pour les migrants d'Europe du Sud-Est (44 %), même si on le retrouvait aussi pour les migrants africains (plus de 20 %). Le biais dépréciatif était plus important pour ce groupe que pour tout autre (94%).
- Aux Pays-Bas, les chercheurs se sont concentrés sur l'opinion à l'égard des migrants et ont découvert que l'accent mis sur les questions multiculturelles avait un effet positif sur les comportements à l'égard des migrants, tandis que les cadres propres à la victimisation provoquaient des effets négatifs (Bos et al., 2016).
- Lawlor (2015, p. 351) a étudié le cadrage de l'immigration dans les médias d'information canadiens et britanniques entre 1999 et 2013 par une analyse comparative ; ses conclusions suggèrent qu'« il reste un fort courant sous-jacent de discours négatif dans les nouvelles grand-public qui ne peut pas être simplement attribué à ceux qui sont 'anti-migration' ».
- Medianu (2014) a découvert que la représentation des réfugiés dans les médias au Canada peut provoquer une déshumanisation (involontaire) des réfugiés – faisant référence à l'effet de « priming » d'Arendt (2013).

En outre, des répercussions médiatiques hostiles peuvent se produire lorsque les utilisateurs des médias perçoivent la couverture médiatique d'un conflit ou d'une question controversée comme étant biaisée (Vallone et al., 1985). En Allemagne, Merten et Dohle (2019) ont étudié la perception de la couverture médiatique sur ce qu'on a appelé la « crise des réfugiés » de 2015 parmi les Allemands accueillant les réfugiés, et les Allemands critiques à leur égard :

« Les résultats de l'étude montrent que des perceptions médiatiques hostiles apparaissent dans les deux groupes, en particulier chez les opposants à une culture d'accueil favorable aux réfugiés. Ces perceptions sont corrélées à une moindre confiance dans les médias, une moins bonne évaluation de la qualité des reportages sur ce sujet précis et une colère accrue. » (Merten et Dohle, 2019, p. 274)

Ces résultats indiquent que les reportages des médias d'information sur la migration dans les pays développés semblent inscrire la migration dans un cadre majoritairement négatif, ce qui est susceptible d'entraîner, dans une certaine mesure, une influence néfaste sur l'opinion publique à l'égard des migrants et des réfugiés. Pour les journalistes qui couvrent ces questions, il est particulièrement intéressant d'étudier ce qui a un impact positif sur la perception du public. Les angles qui mettent en avant une identité collective (en contestant la notion selon laquelle les immigrants obtiennent un emploi au détriment des travailleurs de la communauté d'accueil) ont tendance à susciter des attitudes plus positives à l'égard des immigrants⁹. En outre, la promotion d'une communauté nationale qui inclut à la fois les non-immigrants et les immigrants, par le biais de sujets qui mettent en avant les origines et l'identité nationale commune, peut également conduire à une attitude plus favorable envers les immigrants (Esses et al., 2001 ; Esses et al., 2006 ; Meltzer et al., 2018). Une étude axée sur des reportages sur le droit d'asile en Suisse en 2006 a montré qu'une couverture positive des campagnes des minorités avait également un impact sur l'attitude à l'égard des exogroupes dans le public (Schemer, 2014)¹⁰. Bien qu'aucune étude ne soit disponible sur les pays africains analysant la couverture des migrations à l'aide des modèles décrits ci-dessus¹¹, McDonald et Jacobs (2005) ont étudié la couverture xénophobe dans les pays d'Afrique australe et ont constaté des stéréotypes négatifs des (im)migrants dans la presse sud-africaine, une forte division entre pro et anti-immigration dans les médias du Zimbabwe et une couverture médiatique xénophobe au Botswana.



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ANALYSER) :

Organisez une discussion (A) ou utilisez la technique du puzzle (B).

(A) Les spécialistes des médias ont développé différents modèles pour expliquer la manière dont les médias peuvent influencer leurs utilisateurs. Ces théories peuvent également jouer un rôle majeur dans la couverture des migrants et des réfugiés. Même si les médias sociaux gagnent en importance à travers le monde, les médias traditionnels continuent d'influencer – également via les médias sociaux – ce que les gens savent de la migration. Rediscutez des modèles et théories de communication connus des participants lors des cours précédents à la lumière du défi que représente la couverture des migrants et des réfugiés. L'encadré ci-dessus (« Quelques théories clés sur l'impact des médias ») peut guider la discussion.

⁹ Dans ce contexte, voir par exemple les recherches du Guardian. Selon le journal, « les nouveaux migrants de l'UE n'ont pas eu d'impact significatif sur les perspectives d'emploi des jeunes Britanniques en fin de scolarité », mais « près de la moitié des électeurs britanniques pensent que l'impact de l'immigration sur l'emploi sous-tend leur sentiment d'insécurité économique » (Howard, 2014).

¹⁰ Wojcieszak & Azrout (2016, p. 1051) ont montré qu'« une simple exposition à des membres de l'exogroupe dans les actualités est suffisante pour améliorer les mentalités ». La quantité de contacts médiatisés avec des membres de l'exogroupe diminue la distance sociale et la menace perçue de même que la qualité du contact, ou l'exposition à un volume plus important de nouvelles positives que négatives concernant les membres de l'exogroupe (Wojcieszak & Azrout, 2016). « Ainsi, une représentation positive ou du moins non menaçante des migrants » pourrait également avoir cet impact (Meltzer et al., 2018, p. 16).

¹¹ Onyebadi (2012) se penche sur les agendas des journaux et sur l'opinion publique lors de l'élection présidentielle kényane de 2007 et démontre que la théorie de l'agenda setting se retrouve par-delà son lieu originel aux États-Unis d'Amérique comme en Europe, en Asie et en Amérique latine.

(B) Faites une présentation interactive des effets des médias dans le contexte des migrants et des réfugiés. Utilisez la technique du puzzle, qui est une méthode d'organisation de l'activité en classe qui rend les élèves dépendants les uns des autres pour réussir. Divisez la classe en groupes. Chaque groupe doit présenter un effet médiatique. Les élèves se rassemblent en groupes suivant les thèmes. Chaque membre présente le thème et tous doivent préparer une affiche pour répondre à la question: « Comment les médias influencent-ils l'opinion et la politique dans le contexte des questions concernant les migrants et les réfugiés ? »

AUTRE SUGGESTION POUR LA CLASSE PORTANT SUR LES APTITUDES AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

Imaginez des situations de reportage qui appellent des décisions. Par exemple : Un crime commis par un migrant et la question suivante : quelle est la pertinence de la mention de la nationalité de l'auteur et de la victime dans le reportage sur le crime ? Demandez aux participants comment ils procéderaient. Abordez ensuite l'effet médiatique associé (dans cet exemple : le framing).

L'effet CNN et le cas d'« Aylan Kurdî »

L'effet CNN décrit l'impact de la couverture médiatique internationale sur les décideurs politiques au niveau mondial. Le modèle implique que les réseaux d'information mondiaux, dont CNN a été l'un des premiers exemples et la boucle d'information en continu 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, ont un effet considérable sur le processus de prise de décision des dirigeants politiques à travers le monde, qui peuvent se sentir sous la pression du grand public pour intervenir lors de situations humanitaires ou de crises politiques dans lesquelles ils n'ont peut-être pas d'intérêt autrement (Robinson, 2002). « Il est communément admis que les interventions lors des crises humanitaires dans le nord de l'Irak (1991) et en Somalie (1992) ont été particulièrement motivées par la couverture médiatique de personnes en détresse » (Robinson, 2002, p. 1)¹². Ainsi, dans le contexte des mouvements migratoires actuels, en partie provoqués par des crises et des guerres, des effets politiques similaires à l'effet CNN peuvent être observés :

- Les présidents américains Donald Trump et Barack Obama ont tous deux été confrontés aux images horribles des attaques chimiques syriennes qui ont été relayées dans le monde entier (Doucet, 2018). En avril 2017, des images d'enfants morts ou mourants suite à une attaque de ce genre à Khan Sheikhoun en Syrie sont devenues virales. Selon un article du Washington Post, le président Donald Trump a annoncé que ces images avaient eu un grand impact sur lui (Bahador, 2017). Il a réagi en déclarant que « quelque chose devrait se produire » (« something should happen » ; Bash et al., 2017). Cela a semblé générer un revirement

¹² L'effet des reportages d'Al Jazeera sur la politique, appelé l'effet Al Jazeera, par exemple lors du printemps arabe, notamment en Égypte, a été cité comme un exemple de déclinaison de l'effet CNN. Pour plus d'informations, voir entre autres Seib (2008), Zingarelli (2010), Ricchiardi (2011).

dans sa politique syrienne (Bahador, 2017). « Les observations des administrations Trump et Obama soulignent que les médias étaient un élément clé de la pression constante exercée sur les décideurs par les hommes politiques, les commentateurs et l'ensemble des acteurs de poids impliqués dans la crise syrienne » (Doucet, 2018, p. 154).

- En 2017, un reportage de CNN a révélé que les réfugiés en Libye étaient maintenus dans des conditions inhumaines choquantes. Le reportage a montré comment les migrants étaient vendus par des passeurs et qu'un marché aux esclaves existait en Libye (« People for sale! », n. d.). Le reportage a suscité des réactions dans le monde entier et, pour la première fois, a également amené les hommes politiques africains à agir ; le Rwanda, par exemple, a décidé d'« offrir un refuge aux migrants africains réduits en esclavage piégés en Libye » (Said-Moohouse, 2017). De même, les dirigeants politiques ont discuté du sujet lors du sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne (Smith-Spark, 2017). Il est intéressant de noter que l'OIM avait signalé l'existence de migrants vendus aux enchères comme esclaves en Libye avant le reportage de CNN. Pourtant, seul le reportage alarmant de la chaîne a finalement produit une réaction politique majeure de la part des hommes politiques occidentaux et africains (Völlinger, 2017).

Dans des publications récentes, les auteurs proposent une interprétation différenciée de l'impact des médias mondiaux sur la politique internationale (Gilboa, 2005 ; Gilboa et al., 2016). Néanmoins, les médias peuvent avoir des répercussions sur les populations par la manière dont ils couvrent les questions relatives aux migrants et aux réfugiés. L'image d'Alan Shenu (d'abord identifié dans les médias comme « Aylan Kurdî »¹³), ce petit garçon syrien de trois ans retrouvé noyé sur une plage de Turquie alors qu'il tentait de rejoindre l'Europe avec sa famille, en est une illustration frappante. La photo est devenue virale et a symbolisé la crise des réfugiés dans le monde occidental et ce qui tenait jusque-là de l'apathie internationale généralisée. Des photos en grand format du cadavre du garçon ont été publiées en une des quotidiens et diffusées dans les journaux télévisés du monde entier. Les données indiquent que la photo a rendu l'opinion publique plus favorable à un accueil des réfugiés (Sohlberg et al., 2018)¹⁴. Une étude transnationale a montré qu'au Portugal, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Italie, les récits humanitaires à caractère positif sur les migrants et les réfugiés ont été multipliés par trois immédiatement après la publication des photos (EJO, 2015). Slovic et al. (2017) font référence à des données qui illustrent cet « effet de victime iconique »¹⁵. En ce qui concerne les implications politiques, Burns (2015) a pointé des expressions de tristesse de la part des dirigeants politiques mondiaux et atteste d'une corrélation entre l'image et ces réactions ; un résultat également confirmé par Vis et Goriunova (2015). Le vice-président de Getty Images, Hugh Pinney,

¹³ La famille aurait changé de nom lors de son arrivée en Turquie (Elgot, 2015).

¹⁴ Le soutien accru aux politiques libérales en matière de réfugiés n'a été que de courte durée et les gens ont de plus en plus porté un regard sur la photo à travers un prisme idéologique, un mois seulement après la mort d'Alan (Sohlberg et al., 2018).

¹⁵ « La photographie d'un seul individu identifié a capté l'attention des gens et les a poussés à s'intéresser et à fournir de l'aide d'une manière qui n'était pas motivée par les statistiques de centaines de milliers de morts » (Slovic et al., 2017).

ajoute un autre point :

« [L]a raison pour laquelle nous en parlons après qu'elle a été publiée est qu'elle brise un tabou social en vigueur dans la presse depuis des décennies : la photo d'un enfant mort est l'une des règles d'or de ce que l'on ne publie jamais » (Laurent, 2015).

La question est donc : pour quelle raison les journalistes ont-ils brisé ce tabou ? L'une des explications possibles pourrait être une tentative d'attirer l'attention du public sur leurs articles (voir module 13). À une époque où l'on est confronté à une surabondance d'images montrant des embarcations surpeuplées à destination de l'Europe, ou bien de nombreux migrants échoués dans des pays de transit comme la Libye, le public s'habitue vite à ces images horribles. Ces photos racontent également une histoire très différente – non pas celle d'individus, mais celle de grands groupes, ce qui permet de parler facilement de « flots de migrants ». Il est frappant d'observer que les migrants notamment africains, sont rarement représentés de manière individuelle (voir module 4). De plus, ils ne sont pas décrits comme se déplaçant principalement dans leur région, c'est-à-dire sans quitter le continent (voir module 9). Ce type de reportage unidimensionnel peut susciter des craintes dans les pays développés à l'égard d'un « raz de marée de migrants » arrivant en Europe, comme le montrent en partie les statistiques citées au début de ce module. Les images de canots remplis d'exilés comme celles d'une multitude de personnes arrivant sur les plages semblent être devenues emblématiques du débat actuel sur la migration (McAuliffe et Kitimbo, 2018). Par conséquent, une photo avec un seul enfant mort pouvait susciter plus d'attention mais également un type d'attention différent. Dans l'ensemble, les histoires personnalisées peuvent avoir un impact sur les publics (Brosius et Bathelt, 1994 ; Fast et al., 2014 ; Zillmann et Brosius, 2010). La couverture médiatique d'Alan Shenu en est un exemple frappant. L'histoire d'Óscar Alberto Martínez Ramírez, mort avec sa fille de 2 ans, Valeria, alors qu'ils tentaient de franchir la frontière entre le Mexique et les États-Unis, en est un autre (voir module 11).



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER ET ANALYSER) :

Présentez l'effet CNN, l'impact de l'incarnation et leur portée dans le domaine des questions relatives aux migrants et aux réfugiés et utilisez l'une des vidéos pour lancer une discussion :

- Le documentaire de Vpro sur l'image d'Alan Shenu : <https://www.youtube.com/watch?v=VcliHwsf8jl>
- Le reportage de CNN sur les réfugiés en Libye : <https://edition.cnn.com/2017/11/14/africa/libya-migrant-auctions/index.html>

Quels sont les autres exemples de l'effet CNN ou de l'individualisation dans le reportage sur les migrants et les réfugiés ?

Pour aborder les aptitudes cognitives (évaluer), laissez les participants juger de la qualité et des implications éthiques potentielles des reportages créant cet effet médiatique sur la base de leurs connaissances sur ce sujet.

Défis professionnels

Les journalistes qui couvrent les questions relatives aux migrants et aux réfugiés ne sont pas les seuls dans la profession à être confrontés à toute une série de défis professionnels. Ceux-ci vont du manque de ressources (temps, argent, effectifs, connaissances et éducation) à des sources ayant leur propre agenda, agenda qui se propage tout particulièrement à l'époque des médias sociaux, en passant par la censure et les atteintes à la liberté de la presse. Il n'est pas rare que plusieurs facteurs s'accumulent dans une même affaire. Bien entendu, cela se vérifie également lorsqu'il s'agit de rendre compte des questions relatives aux migrants et aux réfugiés.

Dusan Mladjenovic, journaliste et présentateur de télévision serbe couvrant la migration, fournit des exemples du sud de l'Europe :

« Au fil des ans, les journalistes ont affronté de nombreux obstacles pour couvrir la question de la migration. Les centres d'hébergement sont généralement interdits aux journalistes, et ceux-ci ne sont autorisés à entrer que dans certains d'entre eux (ceux qui offrent les meilleures conditions aux migrants). Il y a un autre problème : les fonctionnaires de la région (de Croatie, de Hongrie et de Serbie) répondent peu ou pas du tout aux questions spécifiques sur les conditions et le traitement des migrants. Ces derniers sont souvent instrumentalisés pour des sujets politiques quotidiens. [...] Ces questions ont la faveur des dirigeants nationalistes en place dans ces pays. »



Source : DR



SUGGESTION POUR LA CLASSE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ANALYSER) :

Demandez aux participants de réfléchir aux défis auxquels les journalistes sont confrontés lorsqu'ils couvrent les migrants et les réfugiés (1) et comment ils sont liés à la situation dans leur pays (2).

1. Effectuez un exercice guidé de cartographie conceptuelle (mind-mapping). Dans ce processus, les participants réfléchissent aux défis auxquels les journalistes sont confrontés lorsqu'ils couvrent les migrants et les réfugiés. Sur la base du contexte national (système médiatique, modèles journalistiques, culture, etc.), les participants identifieront les défis professionnels pour leur contexte journalistique spécifique.
2. Vérifiez la situation dans un pays de votre choix : Quelles sont les ressources pour les journalistes ? Comment est la liberté de la presse, la censure, le droit des médias et la corruption ? Quel est le rôle des médias sociaux par rapport aux informations dans le pays, par exemple ?

Manque de ressources

Avant toute autre chose, ce sont des ressources qui sont nécessaires. Déjà en 2015, on pouvait lire que :

« [L]es salles de rédaction sont épuisées, après avoir connu des réductions d'effectifs drastiques ces dernières années, et les journaux ne sont pas en mesure de faire le genre de reportages quotidiens qu'ils faisaient il y a quelques années. Il y a peu de reporters spécialisés et sans doute aucun qui soit expert de la question migratoire, même si celle-ci constitue un enjeu politique et économique majeur. » (White, 2015, p. 96)

Partout dans le monde, les salles de rédaction se réduisent, et une main-d'œuvre journalistique en diminution lutte pour faire face aux complexités d'un écosystème médiatique numérisé toujours plus compétitif (Cision, 2019 ; Hanitzsch et al., 2019). Comme l'a écrit le Guardian du Royaume-Uni concernant le paysage médiatique africain : « Une pénurie d'argent et de compétences laisse les reporters locaux lutter pour concurrencer les grands médias occidentaux » (Allison, 2013). Trop souvent, les journalistes africains manquent de formation et de ressources pour effectuer leurs propres enquêtes. Un auteur estime que si on constate une « augmentation du nombre de diplômés en journalisme et en communication proposés par les établissements publics et privés de formation au journalisme [...], la qualité de la production reste médiocre » (Manda, 2018, p. 35). Les journalistes ne disposent pas non plus d'un large éventail d'agences de presse professionnelles (africaines) pour accéder rapidement à des contenus internationaux avec une perspective africaine. En raison de leur faiblesse économique, les médias africains n'ont pratiquement pas de correspondants dans les pays voisins, et utilisent donc les informations des agences de presse mondiales (Mükke, 2009 ; Sturmer, 2013 ; Wittmann, 2006). L'écrasante majorité des journaux du continent africain utilisent des sources comme Reuters, Associated Press (AP), l'Agence France Presse et la BBC, ainsi qu'Al-Jazeera et, de plus en plus, des sources chinoises. Dans le domaine du reportage sur les migrations, les conséquences

peuvent aller de la diffusion de stéréotypes à l'omission de sujets ou d'angles complets (voir module 10).

En outre, et c'est plus ou moins vrai dans le monde entier, les journalistes et les médias sont soumis à une pression financière. Cela peut également constituer un défi pour les reportages sur les migrants et les réfugiés. D'une part, les immigrants font rarement partie du public visé (voir module 13) et, inversement, les médias peuvent ne pas ressentir le besoin de les couvrir en dépensant des moyens importants. Le module 4 a déjà montré que seuls certains sujets concernant les migrants et les réfugiés attirent leur attention. Par exemple, en cas de violence xénophobe, la couverture médiatique est étendue et détaillée ; sinon, les migrants apparaissent surtout dans les articles sur la délinquance, ou ne sont même pas présents dans les médias (White, 2015). Une enquête coûteuse sur un sujet – qui pourrait faire l'objet d'une simple reprise de contenu – ne semble pas entrer dans le budget de nombreux médias. Bien sûr, il y a des exceptions, des enquêtes fouillées et des plateformes numériques qui rendent possible la mise en réseau - on en trouvera quelques exemples (comme bonnes pratiques) dans les modules 10 à 13. Néanmoins, la situation financière reste un facteur déterminant et un défi. Cela inclut également la question de la propriété des médias et du profil de leurs propriétaires.

Dans l'ensemble, le manque de ressources est un défi particulièrement important pour les sujets complexes tels que la migration et le déplacement forcé. Plus un sujet est compliqué, plus les journalistes doivent apporter de connaissances et plus ils ont besoin de temps, d'argent, de ressources, d'effectifs et de formation. Si ces ressources font fondamentalement défaut, cela constitue un défi singulier. En ce qui concerne la couverture des questions relatives aux migrants et aux réfugiés avec un accent mis sur l'Afrique, cela signifie que les reportages réalisés depuis ce continent ne font souvent qu'effleurer la surface (Allison, 2013). Mais ailleurs aussi dans le monde, les articles solides, bien documentés et diversifiés sont rares sur ce sujet (voir module 4).

Stéréotypes et partialité

Le très petit nombre d'agences de presse (africaines) et de correspondants étrangers (d'Afrique et de pays européens basés en Afrique), ainsi que le manque de connaissances factuelles sur les pays (africains) peuvent conduire à une sélection et une reprise de contenus plutôt stéréotypés (Hafez, 2005 ; Mükke, 2009 ; Sturmer, 2013). En particulier lorsqu'il s'agit de la couverture des migrants et des réfugiés, il est important de ne pas se contenter de relater ces stéréotypes (voir module 10). Les journalistes doivent garder à l'esprit que les migrants constituent généralement un groupe très hétérogène, qui se décline en sous-groupes (femmes, enfants, notamment non accompagnés, personnes handicapées, LGBTI, etc.) Le fait que les rédactions et les journalistes eux-mêmes puissent être plus multiculturels et issus de l'immigration pourrait favoriser des reportages plus diversifiés et moins stéréotypés.

En outre, le contenu des nouvelles provenant des pays développés peut être susceptible de contenir des biais implicites ou explicites (Bailey, 2018). Ces préjugés peuvent ensuite être transmis sans filtre aux publics africains. S'appuyer sur des sources d'information provenant d'autres contextes politiques et médiatiques accélère le risque que les rédactions africaines omettent leurs propres perspectives, régionales, nationales ou continentales, qui seraient des cadres nécessaires pour comprendre pleinement la portée et l'impact des mouvements migratoires au sein des pays africains (voir module 9). Un défi professionnel connexe – autre que le manque de compétences et de connaissances, d'éducation et de formation des journalistes – est l'absence de réseaux intra-africains permettant de se connecter avec des collègues des pays voisins (Zappe, 2015). Ces conséquences du manque de ressources ne s'appliquent pas seulement à l'Afrique et aux reportages qui y sont réalisés ou qui en parlent. Des répercussions similaires peuvent se produire dans d'autres régions du monde soumises à ces mêmes facteurs.

Liberté de la presse et sources ayant leur propre agenda

Si les normes professionnelles et éthiques du journalisme dans un pays sont faibles, ou si les journalistes n'ont aucune chance de faire leur travail sur la base de recherches approfondies, les médias perdent leur crédibilité et la confiance de leur public. Les structures médiatiques locales, les systèmes médiatiques et les conditions politiques jouent également un rôle majeur pour le travail journalistique dans ce contexte. Le degré de liberté des médias dans un pays – mesuré par des indicateurs tels que « le pluralisme, l'indépendance des médias, la qualité du cadre législatif et la sécurité des journalistes » (Reporters sans frontières, 2019) – peut également avoir un fort impact sur la liberté des journalistes à poursuivre des histoires axées sur les migrants et les réfugiés (Cottle et al., 2016). Des organisations et des associations comme Transparency International (Transparency International, n. d.), Reporters sans frontières (Reporters sans frontières, n. d.), Freedom House (Freedom House, n. d.) et d'autres informent sur la situation de la presse dans le monde entier.

Dès lors, les journalistes doivent être conscients que leurs sources peuvent être très susceptibles de poursuivre leur propre agenda. Avec l'essor des médias sociaux, « les lignes autrefois claires entre le journalisme indépendant, les relations publiques, la publicité, l'activisme ou la propagande se sont brouillées et de nouveaux acteurs commerciaux et institutionnels sont entrés dans ce qui était autrefois considéré comme le pré carré du journalisme » (Wahl-Jorgensen et al., 2016, p. 810). Le nouvel écosystème médiatique met en péril le rôle des journalistes en tant qu'« historiens du temps présent » (Feinstein et al., 2018, p. 1).

Cette évolution – qui combine le manque de ressources, le pouvoir des médias sociaux et l'influence de tiers sur les informations – peut être dangereuse. Cela vaut d'autant plus pour un sujet aussi sensible et controversé, comme l'ont montré les chiffres sur l'opinion publique au début de ce module. Voici quelques exemples liés à la couverture des migrations et des réfugiés :

- Le journal britannique The Guardian a interviewé plusieurs employés de la chaîne de télévision publique hongroise qui croient que les messages anti-migrants dans leur couverture proviennent souvent directement des officiels. (Noland et Walker, 2018).
- Dans une enquête européenne, un certain nombre de journalistes italiens couvrant la migration « ont souligné le grand nombre de directives managériales – parfois jusqu’à l’ingérence – ainsi qu’une influence importante de tiers, que ce soit de sources internes (comme les propriétaires) ou externes (comme les partis politiques, l’Église catholique, les organismes commerciaux et les syndicats). Cela peut affecter leur autonomie tant dans le choix que dans le traitement des sujets » (Karstens et al., 2018, p. 40).
- Des personnes originaires de Gambie ont traversé le Sahara jusqu’en Libye, puis ont continué en bateau jusqu’en Europe. Beaucoup ont trouvé la mort en chemin. Mais en 2015 dans ce même pays, certains des reportages sur cette migration ont été qualifiés de limités et les récits sur les difficultés qu’endurent les migrants sont rares. « La censure ou le manque de ressources – ou une combinaison des deux – sont les principaux responsables des insuffisances de la couverture. L’autocensure, lorsque les journalistes ne veulent offenser ni leur employeur du secteur des médias ni le gouvernement, est également un problème. » (White, 2015, p. 6)
- En février 2019, l’Ouganda accueillait plus de 1,2 million de réfugiés, ce qui était alors le nombre le plus élevé de l’histoire de ce pays (HCR, 2019). Bien que ce soit l’un des plus grands pays d’accueil au monde, cela ne se reflète pas dans la couverture médiatique. Au lieu de cela, « les médias internationaux n’ont pas rendu compte de manière adéquate de la situation en Ouganda par rapport à la couverture accordée aux déplacements en mer Méditerranée » (Media Challenge Expo, 2018, p. 8). Parmi les raisons supposées de ce manque de couverture adéquate, on peut citer le fait que les médias africains manquent de ressources pour couvrir l’histoire de l’intérieur du pays et la mettre à l’ordre du jour des conférences de rédactions mondiales, et également que les travailleurs des médias souvent mal formés doivent faire face à des pressions et des manipulations politiques (Media Challenge Expo, 2018).
- En Afrique, une grande partie des médias se concentrent sur les personnes qui aspirent à quitter le continent. Mais de nombreux migrants se déplacent également vers l’Afrique du Sud, ce qui constitue également un défi pour les rédactions sud-africaines (voir module 9).

Il est important d’être conscient de ces enjeux et de savoir comment y faire face. Les modules 10 à 13 proposent des suggestions pour surmonter ces défis.



SUGGESTION DE DEVOIR PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ANALYSER ET ÉVALUER) – A – ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) – B –

(A) Les participants doivent choisir un pays étranger ou se voir proposer un média inconnu d'un pays étranger et sont invités à établir un lien entre les difficultés rencontrées par les journalistes dans ce pays et les causes profondes (liberté de la presse, situation financière des médias...). Comment les caractéristiques structurelles sont-elles liées aux défis auxquels les journalistes sont confrontés ? Laissez les participants trouver des reportages dans les médias qui peuvent illustrer ces défis. Demandez-leur de réfléchir aux implications éthiques potentielles.

(B) Demandez-leur également d'inclure les effets des médias sur la couverture des migrants et des réfugiés parmi les défis auxquels les journalistes sont confrontés. Demandez une brève dissertation écrite sur les liens entre « effets des médias », « défis professionnels » et « causes profondes » sur la base d'un pays sélectionné en exemple.



LECTURES RECOMMANDÉES :

Académique :

Hanitzsch, T., Hanusch, F., Ramaprasad, J. et de Beer, A. S. (2019). *Worlds of journalism*. New York: Columbia University Press.

Journalistique :

Laurent, O. (2015, September 4). What the image of Aylan Kurdî says about the power of photography. *Time Magazine*. [En ligne]. <https://time.com/4022765/aylan-kurdi-photo/> [consulté le 29 mars 2019]

Institutionnelle :

Esipova, N., Ray, J., Pugliese, A. et Tsabutashvili, D. (2015). How the world views migration? OIM. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/how_the_world_gallup.pdf [consulté le 30 novembre 2020] Résumé en français : OIM. Comment le monde perçoit la migration : résultats d'un nouveau rapport OIM/Gallup. Communiqué de presse du 16 octobre 2015. [En ligne]. <https://www.iom.int/fr/news/comment-le-monde-percoit-la-migration-resultats-dun-nouveau-rapport-oimgallup> [consulté le 22 mars 2021]

Références

- Allison, S. (1er mars 2013). African journalism is being stifled by a lack of resources: A shortage of money and skills leaves local reporters struggling to compete with big western media outlets. *The Guardian*. [En ligne]. <https://www.theguardian.com/world/2013/mar/01/african-journalism-stifled-lack-resources> [consulté le 27 mars 2019].
- Arendt, F. (2013). Dose-dependent media priming effects of stereotypic newspaper articles on implicit and explicit stereotypes. *Journal of Communication*, 63(5), 830-851. <https://doi.org/10.1111/jcom.12056>
- Austria far right: Freedom party wins key posts in new government. (2017, December 16). *BBC*. [En ligne]. <https://www.bbc.com/news/world-europe-42379985> [consulté le 6 avril 2020].
- Bahador, B. (2017, April 10). Did pictures in the news media just change U.S. policy in Syria? *The Washington Post*. [En ligne]. https://www.washingtonpost.com/gdpr-consent/?next_url=https%3a%2f%2fwww.washingtonpost.com%2fnews%2fmonkey-cage%2fwp%2f2017%2f04%2f10%2fdid-mediaimages-just-change-u-s-policy-in-syria-three-lessons-from-kosovo%2f%3fnoredirect%3don%26utm_term%3d.69c9a2166a38&noredirect=on [consulté le 28 mars 2019].
- Bailey, I. J. (13 novembre 2018). How implicit bias works in journalism. *Nieman Reports*. [En ligne]. <https://niemanreports.org/articles/how-implicit-bias-works-in-journalism/> [consulté le 27 mars 2019].
- Bash, D., Herb, J., Starr, B. et Diamond, J. (7 avril 2017). Trump on Syria's Assad: "Something should happen". *CNN*. [En ligne]. <https://edition.cnn.com/2017/04/06/politics/donald-trump-syria-options/index.html> [consulté le 20 mars 2019].
- Bos, L., Lecheler, S., Mewafi, M. et Vliegthart, R. (2016). It's the frame that matters: Immigrant integration and media framing effects in the Netherlands. *International Journal of Intercultural Relations*, 55, 97-108. <https://doi.org/10.1016/j.ijintrel.2016.10.002>
- Brosius, H.-B. et Barthelt, A. (1994). The utility of exemplars in persuasive communications. *Communication Research*, 21(1), 48-78. <https://doi.org/10.1177/009365094021001004>
- Burns, A. (2015). Discussion and action: Political and personal responses to the Aylan Kurdî images. In Vis, F. et Goriunova, O. (sous la direction de.). *The iconic image on social media: a rapid research response to the Death of Aylan Kurdî*. Sheffield: Visual Social Media Lab. [En ligne]. <http://research.gold.ac.uk/14624/1/KURDI%20REPORT.pdf> [consulté le 5 janvier 2020].
- Cision (2019). *Cision's State of the Media report 2019*. [En ligne]. <https://www.cisionjobs.co.uk/article/cision-s-state-of-the-media-report-2019/> [consulté le 29 novembre 2019].
- Cohen, B. C. (1963). *The Press and foreign policy*. Princeton, N.J.: Princeton University Press.
- Commission européenne (22 décembre 2016). Enquête Eurobaromètre standard de l'automne 2016: L'immigration et le terrorisme continuent d'être considérés comme les questions les plus importantes dans l'UE. Commission européenne. [En ligne]. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_16_4493 [consulté le 24 novembre 2020]
- Connor, P. et Krogstad, J. M. (2018). Many worldwide oppose more migration – both into and out of their countries. [En ligne]. <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2018/12/10/many-worldwide-oppose-more-migration-both-into-and-out-of-their-countries/> [consulté le 19 novembre 2019].
- Cottle, S., Sambrook, R. et Mosdell, N. (2016). *Reporting dangerously: Journalist killings, intimidation and security*. New York, NY: Palgrave Macmillan.
- Decker, F. (26 octobre 2020). Wahlergebnisse und Wählerschaft der AfD. BpB. [En ligne]. <http://www.bpb.de/politik/grundfragen/parteien-in-deutschland/afd/273131/wahlergebnisse-und-waehlerschaft> [consulté le 22 mars 2021].

- Dobbert, S. (5 mars 2018). Sieg der Populisten. Zeit Online. [En ligne]. <https://www.zeit.de/politik/ausland/2018-03/italien-wahl-fuenf-sterne-bewegung-populisten-wahlentscheidung> [consulté le 27 mars 2018].
- Doucet, L. (2018). Syria & the CNN effect: What role does the media play in policy-making? *Daedalus*, 147(1), 141-157. https://doi.org/10.1162/DAED_a_00480
- EJO (9 novembre 2015). Wie Zeitungen aus West- und Osteuropa über die Flüchtlingskrise berichteten. Observatoire européen du journalisme. [En ligne]. <https://de.ejo-online.eu/forschung/wie-zeitungen-in-europa-ueber-die-fluechtlingskriseberichteten> [consulté le 3 juillet 2017].
- Electoral Commission of South Africa (2019). 2019 National and provincial elections. Electoral Commission of South Africa. [En ligne]. <https://www.elections.org.za/NPEDashboard/app/dashboard.html> [consulté le 23 novembre 2019].
- Elgot, J. (2015). Father of drowned boy Aylan Kurdî plans to return to Syria. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2015/sep/03/father-drowned-boy-aylan-kurdi-return-syria> [consulté le 9 avril 2020].
- Entman, R. M. (1993). Framing: Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51-58. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.x>
- Esipova, N., Ray, J., Pugliese, A. et Tsubutashvili, D. (2015). How the world views migration? IOM. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/how_the_world_gallup.pdf [consulté le 30 novembre 2020].
- Esses, V. M., Dovidio, J. F., Jackson, L. M. et Armstrong, T. L. (2001). The immigration dilemma: The role of perceived group competition, ethnic prejudice, and national identity. *Journal of Social Issues*, 57(3), 389-412. <https://doi.org/10.1111/0022-4537.00220>
- Esses, V. M., Wagner, U., Wolf, C., Preiser, M. et Wilbur, C. J. (2006). Perceptions of national identity and attitudes toward immigrants and immigration in Canada and Germany. *International Journal of Intercultural Relations*, 30(6), 653-669. <https://doi.org/10.1016/j.ijintrel.2006.07.002>
- Europe and right-wing nationalism: A country-by-country guide. (13 novembre 2019). BBC. [En ligne]. <https://www.bbc.com/news/world-europe-36130006> [consulté le 19 novembre 2019]
- Evans, G. et Mellon, J. (2019). Immigration, euroscepticism, and the rise and fall of UKIP. *Party Politics*, 25(1), 76-87. <https://doi.org/10.1177/1354068818816969>
- Fast, V., Müller, P. et Scherr, S. (2014). Der kombinierte Einsatz von Daten und Fallbeispielen in den Medien: Wirkung und Glaubwürdigkeit. In Loosen, W. et Dohle, M. (sous la direction de), *Journalismus und (sein) Publikum: Schnittstellen zwischen Journalismusforschung und Rezeptions- und Wirkungsforschung* (pp. 317-334). Wiesbaden: Springer VS.
- Feinstein, A., Pavisian, B. et Storm, H. (2018). Journalists covering the refugee and migration crisis are affected by moral injury not PTSD. *Journal of the Royal Society of Medicine Open*, 9(3), 1-7. <https://doi.org/10.1177/2054270418759010>
- Freedom House (n. d.). Publication Archives. [En ligne]. <https://freedomhouse.org/reports/publication-archives> [consulté le 25 novembre 2020].
- Gilboa, E. (2005). The CNN effect: The search for a communication theory of international relations. *Political Communication*, 22(1), 27-44. <https://doi.org/10.1080/10584600590908429>
- Gilboa, E., Jumbert, M. G., Miklian, J. et Robinson, P. (2016). Moving media and conflict studies beyond the CNN effect. *Review of International Studies*, 42(4), 654-672. <https://doi.org/10.1017/S026021051600005X>
- Goedeke Tort, M. N., Guenther, L. et Ruhrmann, G. (2016). Von kriminell bis willkommen. Wie die Herkunft über das mediale Framing von Einwanderern entscheidet. *Medien & Kommunikationswissenschaft*, 64(4), 497-517. <https://doi.org/10.5771/1615-634X-2016-4-497>
- Goriunova, O. et Vis, F. (sous la direction de) (2015). *The iconic image on social media: a rapid research*

response to the death of Aylan Kurdî. Sheffield, United Kingdom: Visual Social Media Lab. [En ligne]. <http://research.gold.ac.uk/14624/1/KURDI%20REPORT.pdf> [consulté le 5 janvier 2020].

Hafez, K. (2005). *Mythos Globalisierung: Warum die Medien nicht grenzenlos sind*. Wiesbaden: Springer VS.

Hanewinkel, V. (11 novembre 2017). *Wie stehen die deutschen Parteien zu den Themen Migration, Integration, Flucht und Asyl? Ein Blick in die Programme zur Bundestagswahl 2017*. BpB. [En ligne]. <http://www.bpb.de/gesellschaft/migration/laenderprofile/255670/parteien-zu-migration-integration-flucht-und-asyl> [consulté le 27 mars 2019].

Hanitzsch, T., Hanusch, F., Ramaprasad, J. et de Beer, A. S. (2019). *Worlds of journalism*. New York: Columbia University Press.

HCR (n. d.b.). Glossary. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <http://www.issm.cnr.it/progetti/emigrazione/METADATA%20E%20GLOSSARI/UNHCR/GLOSSARY%20UNHCR.pdf> [consulté le 9 décembre 2020]
Glossaire en français dans les rapports mondiaux annuels jusqu'à l'édition 2017 : Rapport mondial du HCR (2017). P. 238. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/gr2017/pdf/GR2017_French_Full_lowres_FR.pdf [consulté le 9 avril 2021]

HCR (2019). Fact sheet: Uganda February 2019. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne] <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20Uganda%20Factsheet%20-%20February%202019.pdf> [consulté le 30 mars 2019]

Howard, E. (2014, July 9). Six real life stories of migration. *The Guardian*. [En ligne]. <https://www.theguardian.com/uk-news/2014/jul/09/six-real-life-stories-of-migration> [consulté le 17 décembre 2019].

Italian elections 2018 – full results. (5 mars 2018). *The Guardian*. [En ligne]. <https://www.theguardian.com/world/ng-interactive/2018/mar/05/italian-elections-2018-full-results-renzi-berlusconi> [consulté le 19 novembre 2019].

Iyengar, S., Kinder, D. R., Peters, M. D. et Krosnick, J. A. (1984). The evening news and presidential evaluations. *Journal of Personality and Social Psychology*, 46(4), 778-787. <https://doi.org/10.1037/0022-3514.46.4.778>

Karstens, E., Kuznik, B. et McNeil, R. (2018). *Media practices related to migration and intra-EU mobility in the EU-15 Member States: Working paper*. [En ligne]. https://www.reminder-project.eu/wp-content/uploads/2018/05/with-cover_D11.1.pdf [consulté le 17 décembre 2019].

Laurent, O. (4 septembre 2015). What the image of Aylan Kurdî says about the power of photography. *Time Magazine*. [En ligne]. <https://time.com/4022765/aylan-kurdi-photo/> [consulté le 29 mars 2019].

Lawlor, A. (2015). Framing immigration in the Canadian and British news media. *Canadian Journal of Political Science*, 48(2), 329-355. <https://doi.org/10.1017/S0008423915000499>

Manda, L. Z. (2018). Journalism education and training in Malawi: A case for a national policy. *Journal of Development and Communication Studies*, 5(2), 35-53. <https://doi.org/10.4314/jdcs.v5i2.3>

McAuliffe, M. et Kitimbo, A. (2018). Africa migration: What the numbers really tell us. *World Economic Forum*. [En ligne]. <https://www.weforum.org/agenda/2018/06/heres-the-truth-about-african-migration/> [consulté le 30 mars 2019].

McCombs, M. E. et Shaw, D. L. (1972). The Agenda-Setting function of mass media. *Public Opinion Quarterly*, 36(2), 176-187. <https://doi.org/10.1086/267990>

McDonald, D. A. et Jacobs, S. (2005). (Re)writing xenophobia: Understanding press coverage of cross-border migration in Southern Africa. *Journal of Contemporary African Studies*, 23(3), 295-325. <https://doi.org/10.1080/02589000500274050>

Media Challenge Expo 2018. (2018). *Refugee Reporting Edition*. Media Challenge Initiative. [En ligne]. <https://mciug.org/media-challenge-expo2018/> [consulté le 25 novembre 2020].

Medianu, S. (2014). The role of the media in the automatic dehumanization of refugees. (Publication n° 2287) [Thèse, The University of Western Ontario, Canada]. Western Libraries.

Meltzer, C. E., Eberl, J.-M., Theorin, N., Lind, F., Schemer, C., Boomgaarden, H. G., Strömbäck, J. et Heidenreich, T. (2018). Perceptions of the impact of immigration and attitudes towards free movement within the EU: A cross-national study (Rev. ed.). Role of European mobility and its impacts in narratives, debates and EU reforms. [En ligne]. https://www.reminder-project.eu/wp-content/uploads/2018/04/with-cover_D9.2.pdf [consulté le 30 novembre 2020].

Merten, M. et Dohle, M. (2019). Wie beurteilen unterschiedliche Meinungslager die Medienberichterstattung zur „Flüchtlingskrise“? Ergebnisse einer Untersuchung zu Hostile-Media-Wahrnehmungen. *Studies in Communication and Media*, 8(2), 272-285. <https://doi.org/10.5771/2192-4007-2019-2-272>

Mükke, L. (2009). *Journalisten der Finsternis: Akteure, Strukturen und Potenziale deutscher Afrika-Berichterstattung*. Köln: Halem.

Noland, D. et Walker, S. (2018, April 13). Hungarian journalists admit role in forging anti-migrant “atmosphere of fear”. *The Guardian*. [En ligne]. <https://www.theguardian.com/world/2018/apr/13/hungary-journalists-state-tv-network-migrants-viktor-orban-government> [consulté le 29 novembre 2019]

OIM (2019). Termes clés de la migration. Organisation internationale pour les migrations. [En ligne] <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration> [consulté le 22 mars 2021]. Version anglaise : OIM (2019). Glossary on Migration. International Organization for Migration [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf [consulté le 5 août 2019].

Onyebadi, U. (2012). Newspaper agendas and public opinion in the 2007 Kenyan presidential election. *Ecquid Novi: African Journalism Studies*, 33(2), 36-53. <https://doi.org/10.1080/02560054.2012.711764>

Parlement européen (2 juillet 2019). Résultats des élections européennes 2019. Parlement européen. [En ligne]. <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-des-elections/2019-2024/> [consulté le 22 mars 2021].

People for sale !: Exposing migrant slave auctions in Libya. (14 novembre 2017). CNN. <https://edition.cnn.com/specials/africa/libya-slave-auctions> [consulté le 29 mars 2019].

Perry, S. D. et Gonzenbach, W. J. (1997). Effects of news exemplification extended: Considerations of controversy and perceived future opinion. *Journal of Broadcasting & Electronic Media*, 41(2), 229-244. <https://doi.org/10.1080/08838159709364403>

Portail sur les données migratoires (2020). Nombre total de migrants internationaux. [Base de données] Portail sur les données migratoires. [En ligne]. https://migrationdataportal.org/fr/data?i=stock_abs_&t=2020 [consulté le 30 novembre 2020].

Poushter, J. (16 septembre 2016). European opinions of the refugee crisis in 5 charts. Pew Research Center. [En ligne]. <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2016/09/16/european-opinions-of-the-refugee-crisis-in-5-charts/> [consulté le 4 avril 2020]

Pürer, H. (2003). *Publizistik- und Kommunikationswissenschaft: Ein Handbuch*. Konstanz: UVK.

REM (2012). Glossaire 2.0 sur l’asile et les migrations : un outil pour une meilleure comparabilité. Réseau européen des migrations (Commission européenne). Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/european_migration_network/docs/emn-glossary-fr-version.pdf [consulté le 28 février 2021]. Version anglaise : EMN (2020), European Migration Network Glossary 7.0. Réseau européen des migrations. Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/networks/european_migration_network/glossary_en [consulté le 28 février 2021].

RSF (n. d.). Reporters sans frontières . [En ligne]. <https://rsf.org> [consulté le 22 mars 2021]

RSF (2019). Classement RSF 2019 : la liberté de la presse à l’heure des grands changements en Afrique sub-

saharienne. Reporters sans frontières . [En ligne]. <https://rsf.org/fr/classement-rsf-2019-la-liberte-de-la-presse-lheure-des-grands-changements-en-afrique-> [consulté le 22 mars 2021]

REM (2012). Glossaire 2.0 sur l’asile et les migrations : un outil pour une meilleure comparabilité. Réseau européen des migrations (Commission européenne). Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/european_migration_network/docs/emn-glossary-fr-version.pdf [consulté le 28 février 2021]. Version anglaise : EMN (2018), European Migration Network Glossary 6.0. Réseau européen des migrations. Bruxelles. [En ligne]. https://www.emn.at/wp-content/uploads/2018/06/emn-glossary-6-0_en.pdf [consulté le 28 février 2021].

Ricchiardi, S. (2011). The Al Jazeera effect. [En ligne]. <https://ajrarchive.org/article.asp?id=5077&id=5077> [consulté le 3 mai 2020].

Rinke, T. (2019). Migration narratives in Europe: Through conversations on public social media. A Bako Public Project for the Friedrich Ebert Stiftung. [En ligne]. <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/budapest/15374-20190510.pdf> [consulté le 30 novembre 2020].

Robinson, P. (2002). The CNN effect: The myth of news, foreign policy and intervention. Londres, New York. Routledge.

Said-Moorhouse, L. (24 novembre 2017). Rwanda offers refuge to “migrants held captive in Libya”. CNN. [En ligne]. <https://edition.cnn.com/2017/11/24/africa/rwanda-reaction-libya/index.html> [consulté le 29 mars 2019].

Schemer, C. (2014). Media effects on racial attitudes: Evidence from a three-wave panel survey in a political campaign. *International Journal of Public Opinion Research*, 26(4), 531-542. <https://doi.org/10.1093/ijpor/edt041>

Seib, P. (2008). The Al Jazeera effect: How the new global media are reshaping world politics. Washington D.C.: Potomac Books.

Sguazzin, A. (24 avril 2019). Trump-like immigrant attacks adopted by S. Africa opposition. Bloomberg. [En ligne]. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-04-24/trump-style-immigrant-bashingclouds-south-african-election> [consulté le 30 novembre 2020].

Slovic, P., Västfjäll, D., Erlandsson, A. et Gregory, R. (2017). Iconic photographs and the ebb and flow of empathic response to humanitarian disasters. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 114(4), 640-644. <https://doi.org/10.1073/pnas.1613977114>

Smith-Spark, L. (29 novembre 2017). Slavery, security on agenda as Merkel and Macron meet African leaders. CNN. [En ligne]. <https://edition.cnn.com/2017/11/29/africa/au-eu-summit-ivory-coast/index.html> [consulté le 28 novembre 2019].

Sogelola, D. (2018). Brexit, agenda setting and framing of immigration in the media: the case of the Daily Mail. *LSE Undergraduate Political Review*, 1, pp. 128-142. DOI: 10.21953/lse.btysqags6o6g

Sohlberg, J., Esaiasson, P. et Martinsson, J. (2018). The changing political impact of compassion-evoking pictures: The case of the drowned toddler Alan Kurdî. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 45(13), 2275-2288. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2018.1538773>

Sturmer, M. (2013). Afrika! Ein Plädoyer für eine differenzierte Berichterstattung. Konstanz/München: UVK.

Thränhardt, D. (2019). Welcoming citizens, divided government, simplifying media: Germany’s refugee crisis, 2015-2017. In Dell’Orto, G. et Wetzstein, I. (sous la direction de), *Refugee news, refugee politics: Journalism, Public Opinion and Policymaking in Europe*. New York: Routledge (pp. 15-25). Transparency International (n. d.). Transparency International – The Global Anti-Corruption Coalition. [En ligne] <https://www.transparency.org/> [consulté le 25 novembre 2020].

Tversky, A. et Kahneman, D. (1973). Availability: A heuristic for judging frequency and probability. *Cognitive Psychology*, 5(2), 207-232. [https://doi.org/10.1016/0010-0285\(73\)90033-9](https://doi.org/10.1016/0010-0285(73)90033-9)

Vallone, R. P., Ross, L. et Lepper, M. R. (1985). The hostile media phenomenon: Biased perception and perceptions of media bias in coverage of the Beirut massacre. *Journal of Personality and Social Psychology*, 49(3), 577-585. <https://doi.org/10.1037/0022-3514.49.3.577>

Völlinger, V. (23 novembre 2017). Ein Möglichkeitsfenster gegen Sklaverei. *Zeit Online*. [En ligne]. <https://www.zeit.de/politik/ausland/2017-11/fluechtlinge-libyen-cnn-sklavenhandel-eu-frederica-mogherini-afrikanische-union-un-sicherheitsrat> [consulté le 29 mars 2019].

Wahl-Jorgensen, K., Williams, A., Sambrook, R., Harris, J., Garcia-Blanco, I., Dencik, L., Cushion, S., Carter, C. et Allan, S. (2016). The future of journalism: Risks, threats and opportunities. *Journalism Studies*, 17(7), 801-807. <https://doi.org/10.1080/1461670X.2016.1199486>

Warah, R. (2016, May 15). Somali refugees deserve better than being sent back to danger. *Nation*. [En ligne]. <https://nation.africa/kenya/blogs-opinion/opinion/somali-refugees-deserve-better-thanbeing-sent-back-to-danger-1198970> [consulté le 25 novembre 2020]

Weaver, D. H. (2007). Thoughts on agenda setting, framing, and priming. *Journal of Communication*, 57(1), 142-147. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.2006.00333.x>

Whitaker, B. E. (16 juillet 2019). Migration and the politics of exclusion in Africa. *Italian Institute for International Political Studies*. [En ligne]. <https://www.ispionline.it/en/publication/migration-and-politics-exclusion-africa-23513> [consulté le 23 novembre 2019]

White, A. (2015). Moving stories: International review of how media cover migration. *Ethical Journalism Network*. [En ligne]. <https://ethicaljournalismnetwork.org/wp-content/uploads/2016/09/moving-storiesejn.pdf> [consulté le 26 juin 2018]

Wittmann, F. (2006). Ungleichheiten im globalen Kommunikationsfluss: Interventionen zum Uno-Weltgipfel zur Informationsgesellschaft im Kontext Westafrikas. In Rehberg, K.-S. (sous la direction de), *Soziale Ungleichheit, kulturelle Unterschiede: Verhandlungen des 32. Kongresses der Deutschen Gesellschaft für Soziologie in München 2004* (pp. 4265-4271). Frankfurt am Main, New York: Campus.

Wojcieszak, M. et Azrout, R. (2016). I saw you in the news: Mediated and direct intergroup contact improve outgroup attitudes. *Journal of Communication*, 66(6), 1032-1060. <https://doi.org/10.1111/jcom.12266>

Zappe, A.-C. (18 novembre 2015). Medien und Flüchtlinge – Perspektiven aus Afrika. *Observatoire européen du journalisme*. [En ligne]. <http://de.ejo-online.eu/ausbildung/medien-und-fluechtlinge-perspektiven-aus-afrika> [consulté le 19 février 2019]

Zillmann, D. et Brosius, H.-B. (2010). *Exemplification in communication: The influence of case reports on the perception of issues*. New York, Abingdon: Routledge.

Zingarelli, M. E. (2010). The CNN effect and the Al Jazeera effect in global politics and society (Mémoire de Master). Georgetown University, Washington, D.C. [En ligne]. <https://repository.library.georgetown.edu/bitstream/handle/10822/553423/zingarelliMeganElizabeth.pdf> [consulté le 25 novembre 2020]



MODULE 6

Étude de cas : la Guinée-Bissau (Afrique de l'Ouest)

Par Monika Lengauer



FINALITÉS DU MODULE

- Appréhender un cas d'étude sur un pays d'Afrique sous-couvert.
- Présenter une sélection de facteurs d'attraction et de répulsion à la migration pour un pays dont les indices de développement humain sont faibles.
- Sensibiliser les participants à la dimension humaine derrière les chiffres.



OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

A la fin de ce module, parallèlement à des études de cas précédemment réalisées pour permettre une comparaison internationale, les participants pourront :

- Discuter de la complexité des décisions prises par les migrants et les réfugiés.
 - **OA de type affectif : Répondre**
- Expliquer ce que le public doit savoir sur la migration afin d'être en mesure de prendre des décisions éclairées.
 - **OA de type cognitif : Comprendre**
- Utiliser leurs connaissances et ses sources pour préparer un court exposé sur le pays et sur la migration et le déplacement forcé.
 - **OA de type cognitif : Appliquer**
- Analyser, dans une perspective globale, l'étude de cas de la Guinée-Bissau.
 - **OA de type cognitif : Analyser**

Aperçu

Indépendamment des études de cas largement répandues en Afrique anglophone et francophone, la Guinée-Bissau occupe une position unique pour inscrire les pays lusophones sur la carte de l'étude des problématiques africaines des migrants et des réfugiés¹. La Guinée-Bissau est un pays peu étudié et peu couvert par les médias, non seulement dans les milieux universitaires et journalistiques, mais aussi dans les études mondiales (global studies). Pourtant, elle illustre certains facteurs contextuels majeurs de la migration et du déplacement forcé, par exemple la pauvreté, mais aussi la reconnaissance des apatrides. Depuis son indépendance en 1974, le pays est cantonné au bas du classement du développement humain et la population est coincée dans un cycle d'instabilité politique, de corruption, de pauvreté et d'absence d'opportunités.

Fiche pays

La Guinée-Bissau est un petit pays côtier d'Afrique de l'Ouest. Il est exigu par sa superficie (36 000 km²)² et sa population (2 millions d'habitants), notamment par rapport à ses voisins

1 Six pays africains sont lusophones (Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Mozambique et São Tomé e Príncipe (CPLP, 2020).

2 Les nombres et décimales sont arrondis dans ce texte, afin de conserver un bon équilibre entre précision et lisibilité.

directs, la Guinée (13 millions d'habitants et 250 000 km²) et le Sénégal (17 millions d'habitants et 200 000 km²). En Europe, la Guinée-Bissau est comparable en superficie à la Belgique, et en nombre d'habitants à la Lettonie, tous deux étant aussi des pays côtiers (UNdata, 2019).

On estime que la population de la Guinée-Bissau passera de 2 millions d'habitants aujourd'hui à plus de 3,5 millions d'ici 2050 (DAES, 2019b, pp. 24-25). La fécondité passera de 4,51 naissances vivantes par femme (2015-2020) à 3 naissances vivantes par femme (2045-2050 ; DAES, 2019b, pp. 138- 139), et le taux annuel moyen de croissance démographique diminuera de 2,5 % (2015-2020)³ à 1,65 % (2045-2050 ; DAES, 2019b, pp. 58 et 59).

La population de la Guinée-Bissau est ethniquement diverse⁴. L'islam est la religion dominante, le christianisme est minoritaire et la pratique des croyances animistes locales est répandue. On y parle de nombreuses langues, ce qui affecte évidemment la pratique et l'impact du journalisme et de l'enseignement du journalisme. La langue officielle est le portugais, mais les discussions se font généralement en kriol (créole) ou dans une variété de langues africaines autochtones (Ocrisse-Aka & Bossard, 2006).

La nature en Guinée-Bissau est luxuriante, verdoyante et fertile ; sa biodiversité unique comprend des parcs nationaux préservés, des forêts tropicales denses, de vastes terres agricoles, des rivières, des mangroves et un archipel composé de dizaines d'îles. Ce potentiel économique inexploité englobe aussi la production de bois, l'extraction de bauxite et de phosphate, ainsi qu'un tourisme international potentiellement lucratif. La situation géographique avantageuse est propice au transport et au commerce par voie maritime et fluviale. Cependant, ces richesses sont en friche. Les produits agricoles, principalement les noix de cajou, sont vendus non transformés et une grande partie de l'économie n'est pas monétisée, reposant plutôt sur le troc. La gestion du secteur public a du mal à servir la société au-delà des élites politiques et militaires. La Guinée-Bissau est moins performante que la plupart de ses homologues en Afrique de l'Ouest⁵, ce qui se reflète dans l'IDH (Pnud, 2019c, pp. 300-303). Pour rester optimiste, le pays s'est effectivement développé. La valeur globale de son IDH s'est améliorée de manière continue depuis 2010 (Pnud, 2019a), en dépit d'un recul de trois places entre 2013 et 2018 (Pnud, 2019c, p. 306). L'espérance de vie a augmenté de près de huit ans pour les femmes et de neuf ans pour les hommes depuis l'an 2000 et s'élève désormais à 61 ans pour les premières et 57 ans pour les seconds⁶ (DAES, 2019b, p. 188-189). Pour les deux autres études de cas de ce manuel elle atteint 62/59 ans au Cameroun et 84/80 ans en Allemagne (DAES, 2019b, pp. 180-215)

3 Les données se rapportent à une période de 5 ans précédant l'année de référence (UNdata, 2019).

4 Peuples Peuls (25 %), Balantes (25 %), Mandingues (14 %), Papels (9 %), Manjaques (9 %) et Mancagnes selon le Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, Uniogbis (2020).

5 Les pays membres qui composent la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Côte d'Ivoire, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, la Sierra Leone, le Sénégal et le Togo (Cedeao, 2016 ; seuls le Burkina Faso, le Mali, le Niger et la Sierra Leone ont un rang IDH inférieur à celui de la Guinée-Bissau ; Pnud, 2019c, pp. 300-303).

6 Les données se rapportent à une période de 5 ans précédant l'année de référence (UNdata, 2019).

pour les femmes/les hommes respectivement. Les Bissau-Guinéens ont une espérance de vie en bonne santé⁷ de 52 ans (elle est de 55 ans pour les Camerounais et de 70 ans pour les Allemands ; Pnud, 2019b, pp. 6-9).

Le pays se distingue comme étant la « première nation d'Afrique subsaharienne [qui] a déclaré unilatéralement sa souveraineté face au colonialisme européen à la suite d'une longue lutte armée. La plupart des nations africaines se sont vues octroyer leur indépendance des puissances coloniales par la négociation et le transfert pacifique de l'autorité » (Lobban, 1974, p. 15). Les grands espoirs de l'indépendance ont été supplantés par des décennies de désillusion à travers une instabilité politique chronique avec des coups d'État et des assassinats politiques. L'année 2019 promettait de marquer un tournant historique : Pour la première fois, un président achevait un mandat ininterrompu de cinq ans, des élections législatives démocratiques ont eu lieu en mars, suivies de la présentation d'un cabinet respectant la parité hommes-femmes en juillet et d'élections présidentielles en novembre avec un second tour en décembre. Enfin et surtout, la police judiciaire a saisi la plus grande quantité de cocaïne de son histoire (près de 800 kilogrammes) le 9 mars 2019, la nuit précédant les élections législatives, et six mois plus tard, 1 800 kilogrammes supplémentaires. Cependant, un rapport a ensuite estimé que s'était reconstitué le « vieux réseau militaire de criminalité organisée, qui était responsable du trafic en Guinée-Bissau depuis 2007 » (Shaw & Gomes, 2020, p. 14). En juillet 2020, les États-Unis se sont inquiétés de savoir « si la volonté politique existait ou non pour faire le nécessaire pour stopper les circuits de la drogue dans cette région » (Département d'Etat américain, 2020). Le fait que le président de la Guinée-Bissau ait licencié deux figures de proue de la lutte contre le trafic de drogue – le ministre de la justice et le chef de la police judiciaire – a été considéré comme préoccupant. Cependant, la BBC rapporte l'évolution de la situation avec un titre optimiste : « Comment le 'narco-État' africain tente de se défaire de son habitude » (How Africa's narco-state' is trying to kick its habit ; Shryock, 2020).

Profil de la migration

Appartenant à un pays de la catégorie à faible IDH (Pnud, 2019a), les Bissau-Guinéens manifestent une mobilité à bien des égards, et le pays accueille des personnes originaires d'autres régions d'Afrique de l'Ouest.

Migration interne

La première étape migratoire se déroule généralement du milieu rural vers le milieu urbain. Le solde migratoire en dehors de la capitale est très déficitaire. Près de 44 % de la population vit dans les quelques zones urbaines, et cette part est en augmentation (UNdata, 2019). C'est là que les gens trouvent la plupart et les meilleurs des services comparativement à des régions

⁷ L'espérance de vie en bonne santé à la naissance est définie comme le nombre moyen d'années qu'une personne peut espérer vivre en pleine santé en tenant compte des années vécues en moins bonne santé en raison de maladies et de blessures (Pnud, 2019b, p. 9, Notes).

comme Oio, Bafata, Cacheu ou Gabú. Des villes comme Bissau, Gabú et Oio sont notamment devenues le point de départ de « la migration irrégulière [...] un phénomène très répandu ces derniers temps » (OIM, 2018). Ces mouvements sont également mis en évidence dans une étude sur les arrivées en Italie en provenance de Guinée-Bissau par voie de mer : 37 % de tous les répondants sont originaires de la capitale Bissau, suivis de 23 % de Gabú (la région la plus à l'est, limitrophe du Sénégal et de la Guinée) et de 18 % d'Oio (la région du nord, limitrophe du Sénégal ; Scarabello, 2019, p. 44). Abreu (2012), dans sa thèse sur la migration et le développement en Guinée-Bissau à travers une étude de cas de deux villages, décrit un exode aux dimensions frappantes.

Les déplacés internes

L'ampleur des déplacements internes a été décrite précédemment dans ce manuel comme un défi croissant pour l'Afrique. En Guinée-Bissau, le HCR ne signale des incidents qu'en 1998, au moment de la guerre civile (qui s'est déroulée du 7 juin 1998 au 10 mai 1999), lorsque près de 200 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays (HCR, 2020b) ; cela équivaut à 17% de la population totale d'environ 1,2 million de personnes en 1998 (DAES, 2019b, p. 24). L'IDMC observe et signale les déplacements résultant de conflits, de catastrophes et du développement. Pour la Guinée-Bissau, son rapport indique des incidences comparativement faibles. Les chiffres annuels sur les déplacements dus aux conflits et aux catastrophes n'indiquent pas de déplacements dus aux conflits. De nouveaux déplacements dus à des catastrophes sont enregistrés pour 2008 (500 personnes), 2010 (2 000), 2018 (3 700) et 2019 (410). Les déplacements enregistrés sont principalement liés aux conditions météorologiques. La saison des pluies de 2020 (de mai à octobre) a détruit des centaines de maisons, exposant les populations à l'insécurité alimentaire et à la détérioration des conditions sanitaires, particulièrement en pleine épidémie de Covid-19. Aussi pénible et traumatisant que soit le déplacement pour ces personnes, les chiffres restent gérables pour ceux qui ont le mandat de les soutenir. À l'avenir, l'IDMC prévoit qu'en moyenne 770 personnes seront déplacées chaque année en raison d'une catastrophe (IDMC, 2020), un phénomène qui devrait être exacerbé par le changement climatique (voir module 3).

Migrations inter-africaines

La Cedeao autorise la libre circulation des personnes. Mais ce n'est pas tant la facilité de la mobilité ou la proximité géographique qui poussent les gens à se déplacer à l'échelle régionale. Les États-nations actuels de la Guinée-Bissau et de ses voisins, la Guinée et le Sénégal, abritent bon nombre des mêmes ethnies : les Peuls, par exemple, vivent en grand nombre en Guinée-Bissau, en Guinée et aussi en Gambie ; les Malinkés vivent en Guinée-Bissau, Guinée, en Gambie et au Sénégal. Le « concept d'ethnicité avec ses trois éléments de base que sont les attributs culturels partagés, la conscience et les frontières culturelles » (Young, 2017) est tangible dans cette région d'Afrique de l'Ouest. Les attributs communs comprennent l'ascendance partagée, la langue, les pratiques sociales, les conventions de dénomination, les rituels, etc. Néanmoins, l'identité sous-ethnique, est un élément clé dans le processus politique qui se manifeste dans

les compétitions électorales (Young, 2017). Temudo (2009) montre comment les Balanta en Guinée-Bissau ont clairement affirmé leur différenciation, ce qui a porté leur Parti pour la rénovation sociale (PRS) à la présidence lors des élections de 2000, suscitant la critique d'un « tribalisme » des Balanta (Temudo, 2019, p. 57) de la part des partis politiques adverses comme le PAIGC⁸. La fusion de l'ethnicité et de la politique, de la tradition et de la modernité, est décrite par Lundy (2018, pp. 13 et 14).

Immigration et émigration internationales

Les effectifs de migrants internationaux⁹ en Guinée-Bissau (27 000 personnes en 2019) sont principalement constitués de citoyens du Sénégal (13 600), de la Guinée (5 400) et de la Gambie (1 600) ; réciproquement, la plupart des Bissau-Guinéens se dirigent vers ces mêmes pays sur le continent : Sénégal (30 600), Gambie (13 800) et Guinée (4 300). Le Cap-Vert¹⁰, pays insulaire d'Afrique de l'Ouest, était l'une des principales destinations des Bissau-Guinéens (5 300) en 2019, tandis que le nombre de Cap-Verdiens se rendant en Guinée-Bissau est négligeable (606). Le nombre d'immigrants en provenance d'Europe et d'Amérique du Nord est insignifiant alors que la destination européenne a augmenté, passant de 29 % de tous les migrants internationaux quittant la Guinée-Bissau en 1990 à 42 % en 2019. Parallèlement, la migration vers les pays africains a diminué, passant de 71 % en 1990 à 57 % en 2019 (DAES, 2019a). Ces tendances coïncident avec celles qui sont observées pour l'Afrique d'une manière générale (voir module 9). Une étude récente vient le confirmer : Le nombre de ressortissants bissau-guinéens résidant régulièrement en Italie a quintuplé de 2012 à 2018, l'augmentation ayant d'abord été légère (d'environ 100 résidents chaque année), avant de connaître un bond après 2015 (près de 600 personnes de plus de 2017 à 2018), et le nombre de demandes d'asile a quadruplé entre 2012 et 2018 (Scarabello, 2019, p. 39 et 40).

Habituellement, la migration a lieu principalement à l'intérieur d'une certaine proximité spatiale ou culturelle : les Bissau-Guinéens privilégient par exemple les pays lusophones et francophones¹¹, à savoir le Sénégal (30 600 immigrants de Guinée-Bissau), le Cap-Vert (5 300) et la Guinée (4 300) dans la région, et le Portugal (29 000 immigrants de Guinée-Bissau en 2019), la France (3 400) et le Brésil (1 300) en Europe et dans les Amériques (données pour 2019 ; DAES, 2019a).

8 Le PAIGC, Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert, a été fondé par Amílcar Cabral. Le PAIGC a conduit le pays à l'indépendance en 1974, après une longue guerre d'indépendance contre la puissance coloniale portugaise dans les années 1960.

9 Les statistiques font référence aux effectifs de migrants internationaux dans un pays. Cela inclut tous les résidents nés à l'étranger, quelle que soit la date de leur entrée dans le pays. Pour la définition de l'effectif de migrants, voir les glossaires recommandés dans le module 2 (REM, 2012 ; OIM, 2019a).

10 Le Cap-Vert est l'un des pays d'Afrique de l'Ouest les plus développés. Il est classé 126 sur 189 pays et correspond à la catégorie de développement humain moyen, dans le classement de l'IDH (Pnud, 2019c, pp. 300-303).

11 La Guinée-Bissau est membre de la communauté des pays de langue portugaise (Comunidade dos Países de Língua Portuguesa, CPLP) et de la communauté des pays de langue française (Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la Francophonie).

Migration internationale régulière 1 : Destination Portugal (Europe)

L'immigration au Portugal entretient une relation spéciale avec l'ancienne puissance coloniale, avec laquelle elle partage non seulement une langue officielle et des liens institutionnels par le biais de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), mais bénéficie également de lois et de dispositions spéciales en matière d'immigration. Tout citoyen de Guinée-Bissau qui souhaite se rendre au Portugal de manière documentée (migration régulière) doit demander un visa (la procédure a été confiée à la société privée VFS Global). Les visas sont soit gratuits (enfants jusqu'à 6 ans), soit payants, avec des frais de 60 € généralement et jusqu'à 75 € pour le visa d'études ou le visa de travail (Portugal Visa Application Centre in Guinea-Bissau & VFS Global, 2020). Un journaliste bissau-guinéen a un salaire de moins de 100 € par mois, si tant est qu'il ou elle soit effectivement payé(e). Ainsi, les frais de visa équivalent facilement à un mois de salaire mais l'espoir est de trouver du travail au Portugal et d'amortir rapidement les frais du visa et du voyage. Les chances sont toutefois faibles. Capucha et al. (2016, p. 10) font état d'un taux de chômage au Portugal chez les immigrés des pays d'Afrique lusophone bien plus élevé que celui des immigrés des autres pays (40 % chez les Bissau-Guinéens contre 15 % pour les Ukrainiens). Les emplois que les Africains lusophones décrochent exigent des compétences moins élevées que les postes occupés par la population générale (37 % des immigrants africains lusophones occupaient des emplois moins qualifiés au Portugal contre 13 % de la population générale, selon des données de 2011). Les salaires que perçoivent les immigrés d'Afrique lusophone sont inférieurs à ceux de la population générale (500 € contre 600 €). Abreu (2012, p. 222) a constaté que la plupart des migrants économiquement actifs des villages de son étude travaillaient au Portugal comme ouvriers du bâtiment ou étaient au chômage. Scarrabello (2019, pp. 44-46) montre que les migrants bissau-guinéens sont principalement des hommes jeunes (âgés de 19 à 30 ans) et peu éduqués (30 % n'ont suivi aucun type d'enseignement formel) ; la plupart déclarent qu'ils étaient salariés ou indépendants (54 % des répondants¹²) – principalement dans la construction, le transport et l'agriculture – ou au chômage (37 % des répondants) avant de quitter la Guinée-Bissau. Quant aux facteurs qui les ont poussés à migrer, la plupart ont indiqué la guerre ou les conflits (34 %) et l'économie (32 %), suivis de la violence personnelle (21 %) et des services humanitaires limités (10 %). Il convient de noter que les migrants ne se dirigeaient pas nécessairement de la Guinée-Bissau vers l'Europe directement, mais qu'ils avaient préalablement séjourné de manière prolongée en Libye (Scarabello, 2019, pp. 45-46).

La loi portugaise prévoit certains types de visas de résidence pour les citoyens bissau-guinéens pour l'emploi, le travail non salarié, les études et le regroupement familial. En vertu d'un accord entre les deux pays, les Bissau-Guinéens peuvent se rendre au Portugal avec un visa temporaire pour des raisons médicales. Par la suite, certains migrants obtiennent un permis de séjour parce qu'ils ont trouvé un emploi ou parce que leur état de santé les empêche de rentrer chez eux. Les installations médicales en Guinée-Bissau sont insuffisantes pour fournir les prestations nécessaires à la population. L'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation de l'ODD

¹² Les entretiens ont été réalisés dans le cadre des enquêtes de la Matrice de suivi des déplacements de l'OIM sur les groupes nationaux arrivant par la route de la Méditerranée centrale entre 2016 et 2018, selon Scarabello (2019, p. 42).

3 (« Assurer une vie saine et promouvoir le bien-être à tout âge » ; DAES, n. d.) montre une « stagn[ation] » et que « des défis majeurs subsistent » (Sachs et al., 2020, p. 45, Figure 19 ; pp. 242 et 243).

En 2020, des évolutions majeures ont aidé les migrants et les réfugiés au Portugal : Sous l'impact de la Covid-19, le gouvernement a décidé de leur accorder temporairement les pleins droits de citoyenneté. Cette mesure a été prise afin de permettre l'accès aux soins de santé et de réduire les risques pour la santé publique (Schengen Visa Info, 2020). Une seconde mesure a permis aux enfants de migrants de devenir citoyens portugais si leurs parents détenaient un permis de séjour depuis un an (auparavant, la loi nationale fixait la condition de résidence à deux ans, selon l'Union européenne ; 2020).



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE ET ÉVALUER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

Chantal Beil, étudiante en dernière année à l'Institut de journalisme de l'Université TU de Dortmund et journaliste de télévision, a préparé deux reportages vidéo sur la migration et le déplacement forcé en tenant compte des facteurs contextuels depuis/vers la Guinée-Bissau. Elle a également formé des journalistes locaux à Bissau avec l'ONU sur la meilleure façon de présenter un reportage sur la migration en tant que journaliste de télévision.

Les reportages sont disponibles sur le portail du projet www.mediaandmigration.com. Montrez-les en classe.

Chaque participant doit rédiger une critique médiatique d'une page sur ce travail journalistique, en suivant les questions suivantes :

- Quels messages sur les questions concernant les migrants et les réfugiés Chantal Beil délivre-t-elle ?
- Comment structure-t-elle son histoire ?
- Quelles techniques de narration journalistique applique-t-elle ?
- Sa vision est-elle eurocentrée ou raconte-t-elle plutôt une histoire africaine ou bissau-guinéenne de migrants et de réfugiés ?
- Son travail reflète-t-il des connaissances sur la Guinée-Bissau ?
- Les aspects que le public doit connaître sur la migration et le déplacement forcé sont-ils reflétés dans le reportage pour lui permettre de prendre ses propres décisions en connaissance de cause ?
- Qu'est-ce que Chantal Beil aurait pu mieux faire ?

Migration irrégulière en provenance de Guinée-Bissau

Selon l'OIM, la migration irrégulière, notamment depuis les régions bissau-guinéennes de Gabú, Oio et Bafata, est « devenue un phénomène très répandu ces derniers temps, avec un nombre

croissant de jeunes qui deviennent la proie de passeurs sans scrupules [...] » (OIM, 2018). Dans les cas les plus graves, ces jeunes décèdent dans leur tentative de traverser le désert du Sahara ou la mer Méditerranée. Le manque de connaissances sur les dangers de la migration irrégulière déclenche souvent le départ. En cours de route, de nombreux jeunes se retrouvent dans des conditions effroyables, privés de leurs droits. L'initiative conjointe de l'UE et de l'OIM pour la protection et la réintégration des migrants constitue un moyen de rentrer chez soi en toute sécurité et de manière volontaire. L'OIM aide les rapatriés volontaires à gagner leur vie chez eux, soit en finançant un plan d'affaires, soit en les aidant à mettre en place des projets d'activités de travail contre rémunération (voir les reportages vidéo de Chantal Beil, détails dans Suggestion d'exercice, ci-dessus ; UE & OIM, 2020 ; OIM, 2019b).

Toutes les parties prenantes indiquent que la Guinée-Bissau est fortement touchée par la traite des personnes, y compris le trafic d'enfants à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle. La forme la plus manifeste et la plus relatée est la traite d'enfants (appelés talibés) vers le Sénégal. Les parents les confient à des adultes qui prétendent être des chefs religieux afin de leur donner une éducation religieuse. Ils finissent souvent dans le travail forcé ou la mendicité et subissent de graves abus (Gama, 2020). Einarsdóttir et Boiro (2016, p. 863) ont décrit les attentes des familles.

Migration internationale régulière 2 : Destination Brésil

En tant que pays de destination pour la migration, le Brésil a gagné en intérêt pour les Bissau-Guinéens lorsque le président Luiz Inácio Lula da Silva a pris ses fonctions de président en 2003 et a introduit des réorientations politiques. Le nombre de migrants bissau-guinéens est passé de zéro en 2000 à 1 270 en 2019 (DAES, 2019a). Pour le Brésil, l'Afrique est devenue une priorité diplomatique de premier ordre – dans une logique combinant une approche stratégique pour renforcer son rôle dans la coopération Sud-Sud et en tant que pays Brics¹³. L'Afrique est importante comme source de matières premières et comme marché pour les produits brésiliens ; l'histoire relie les pays car des millions d'Africains de l'Ouest ont été emmenés de force au Brésil dans le cadre de la traite transatlantique des esclaves. La proximité géographique et culturelle a également facilité la coopération. Le portugais est une langue officielle commune et les deux pays sont membres de la CPLP. La Guinée-Bissau a été incluse lorsque le Brésil a annulé environ 900 millions de dollars de dettes africaines (Abdenur & Neto, 2013). L'histoire de l'Afrique fait désormais partie intégrante des programmes scolaires, et une université ouverte aux étudiants africains, notamment des pays lusophones, a été créée (Abdenur & Neto, 2014, p. 56). La situation sur le terrain en 2020 est cependant différente. Antonio Brasil, journaliste de télévision et professeur de journalisme à l'université de Florianopolis explique que ce qui a changé, ce sont surtout les priorités concernant les relations internationales et la stratégie économique du Brésil (Brasil, 2020).

¹³ Brics est l'acronyme de cinq grandes économies nationales : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

Néanmoins, les personnes originaires de Guinée-Bissau et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest espèrent trouver une vie meilleure au Brésil, travailler et envoyer de l'argent chez eux ou étudier gratuitement. Mais les migrants décrivent le voyage de 3 000 kilomètres comme un véritable défi (Phillips, 2018).

Asile

Le nombre de réfugiés, de demandeurs d'asile, de réfugiés de retour, d'apatrides et d'autres personnes qui ont cherché refuge et protection en Guinée-Bissau montre une image de la migration induite par les conflits dans la région. Au fil des ans, la majorité des réfugiés en Guinée-Bissau sont issus du conflit prolongé de la Casamance au Sénégal (la Casamance est une région limitrophe de la Guinée-Bissau). Les réfugiés de Sierra Leone ont augmenté pendant les années de guerre civile dans ce pays (1991-2002 ; HCR, 2020a).

Le nombre de demandeurs d'asile originaires de Guinée-Bissau en Europe est très faible. En 2019, 740 demandeurs d'asile et de primo-demandeurs ont été enregistrés, ce qui est modeste par rapport aux pays voisins que sont la Guinée (13 590) et le Sénégal (6 695). Cette année-là, les chiffres sont redescendus au niveau du milieu des années 2010 – ils avaient atteint un pic au plus fort de la crise des réfugiés avec 1 240 (2015) et 1 315 (2016) demandeurs d'asile. Les chances de décisions positives sont faibles. En 2019, 65 décisions de première instance ont été positives, dont 30 fondées sur la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et son protocole de 1967 (voir module 2), 25 prises pour des raisons humanitaires et 770 rejetées (Eurostat, 2020).



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER ET ANALYSER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

Permettez à la classe d'acquérir quelques connaissances sur la Guinée-Bissau en tant que pays de migrants et de réfugiés avant d'étudier ses facteurs d'attraction et de répulsion.

Invitez les participants à préparer un court descriptif du pays et un court exposé sur la migration et le déplacement forcé.

- Pour rédiger ces deux fiches, les participants sélectionnent leurs données dans les sources présentées dans le module 2, en particulier la page pays du Portail sur les données migratoires consacrée à la Guinée-Bissau (Portail sur les données migratoires, 2020).
- Pour donner vie aux données, les participants explorent les reportages des médias de ou sur la Guinée-Bissau qu'ils considèrent comme éclairants et révélateurs.
- Présentez les deux fiches en plénière et concluez par cinq points forts pour identifier les principales caractéristiques de la Guinée-Bissau.

SUGGESTION POUR LA CLASSE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE) :

Demandez aux participants de décrire les aspects de la fiche-pays qui sont pertinents pour le public, notamment en ce qui concerne les aspects qui leur permettent de prendre des décisions éclairées sur la migration et le déplacement forcé.

Quelques facteurs contextuels 1 : la pauvreté

La pauvreté touche la majorité de la population de la Guinée-Bissau. L'ODD 1 appelle à mettre fin à la pauvreté dans toutes ses manifestations d'ici 2030, c'est-à-dire dans dix ans à compter de la rédaction du présent manuel. Le Rapport sur le développement humain (Pnud, 2019c, p. 67) concède que « la réduction de la pauvreté pourrait ne pas être assez rapide pour mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030[; ...] après des décennies de progrès, la réduction de la pauvreté ralentit ». La pauvreté peut en effet être éradiquée, comme le montrent les évolutions mondiales: un milliard de personnes en moins vivent dans l'extrême pauvreté en 2015 par rapport à 1990. En 1990, 36 % de la population mondiale vivait dans l'extrême pauvreté avec moins de 1,90\$ par jour, contre 8,6 % en 2018. L'inverse est vrai pour l'Afrique subsaharienne, où le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est passé d'environ 278 millions en 1990 à 413 millions en 2015. Si les tendances actuelles se poursuivent, d'ici 2030, près de 90 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde se trouveront en Afrique subsaharienne. La Guinée-Bissau pourrait en faire partie (Pnud, 2019c, p. 67 ; Banque mondiale, 2018a, p. 1-2).

Qu'est-ce que cela signifie d'être pauvre ? La pauvreté est un phénomène multidimensionnel¹⁴, et la pauvreté monétaire n'en est qu'une forme. L'indice de la pauvreté multidimensionnelle (IPM)¹⁵ considère trois dimensions (la santé, l'éducation, le niveau de vie) avec dix indicateurs (la nutrition, la mortalité infantile; le nombre d'années de scolarité, la sortie de l'école; le combustible utilisé pour cuisiner, les sanitaires, l'eau potable, l'électricité, le logement et les biens mobiliers ; OPHI, 2019, p. 1 ; OPHI, & UNDP, 2018). À Bissau, plus de 67 %¹⁶ de la population vit sous le seuil de pauvreté monétaire de 1,90 \$ par jour, ce qui est considérable même dans

¹⁴ Ce manuel considère deux approches : celle publiée annuellement dans le Rapport sur le développement humain (Human Development Report) et celle publiée par la Banque mondiale. Chacune utilise des indicateurs différents, mais les deux approches sont comparables au niveau international. La mesure globale de la pauvreté multidimensionnelle de la Banque mondiale comprend la pauvreté monétaire – mesurée comme le fait de disposer de moins de 1,90 \$ par jour – et les privations en matière d'éducation et d'infrastructures de base telles que l'eau, l'assainissement et l'électricité (Banque mondiale, 2018c ; Banque mondiale, 2020b ; Banque mondiale, 2020a).

¹⁵ L'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI) prépare l'IPM, et les Rapports sur le développement humain le publient depuis 2010 (OPHI, & UNDP, 2018).

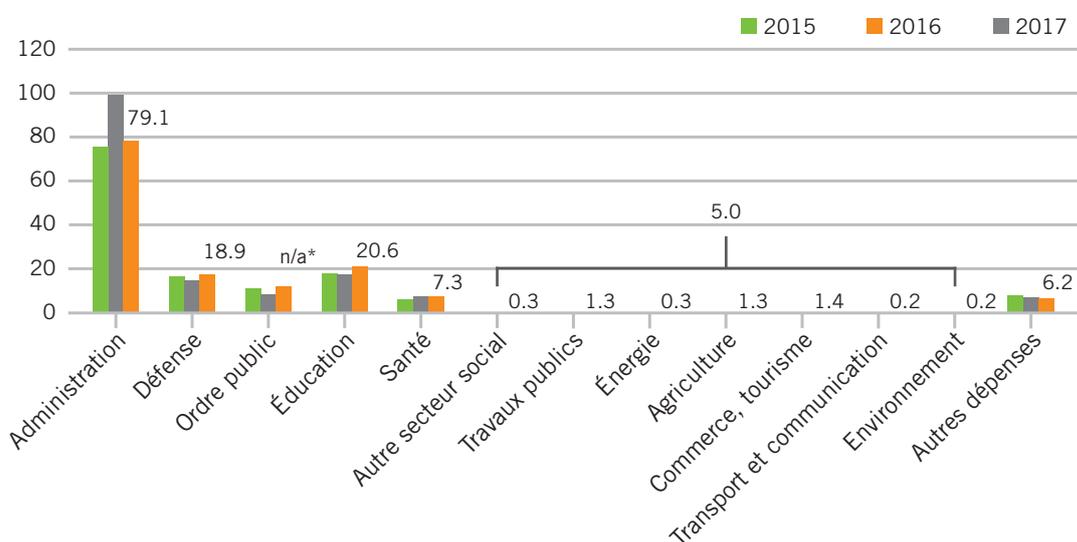
¹⁶ 2007-2017. Les données se réfèrent à l'année la plus récente disponible au cours de la période spécifiée (Pnud, 2019c, pp. 320-321, note de bas de page c).

le contexte de l'Afrique subsaharienne où la proportion atteint 45 %. Si la pauvreté sévère sévit dans la capitale de Bissau, elle est bien pire dans les zones rurales (OPHI, 2019 ; Pnud, 2019c, pp. 67-70, p. 320).

Les services sont minimes, voire inexistants (FMI et Gouvernement de Guinée-Bissau, 2011, pp. 22-72). Seuls 53 % de la population rurale ont accès à l'eau potable, contre 84 % de la population urbaine. Seulement 5 % de la population rurale utilise des installations sanitaires améliorées, contre 35 % dans les zones urbaines. Moins de 10 % des femmes des zones rurales sont alphabétisées contre 40 % au niveau national et plus de 50 % dans la capitale Bissau (données de 2010). L'électricité n'est pas toujours disponible, et les communautés des zones rurales n'y ont généralement pas accès. En milieu urbain, elle est fréquemment coupée et n'est pas disponible pour tous les ménages. Les coûts d'exploitation sont élevés, tout comme les pertes dues aux vols et aux faibles taux de recouvrement des factures. Depuis 2019, la ville de Bissau est alimentée en électricité par un navire amarré dans le port de Bissau. Au niveau des transports, le réseau national comprend 2 746 km de routes, dont seulement 770 km (28 %) sont asphaltés. La voie routière est pourtant le principal moyen d'accès à la plupart des villes et des communautés rurales. Ce n'est pas seulement un danger pour les personnes qui veulent se rendre, par exemple, dans des centres médicaux, mais cela limite également le transport en temps voulu des produits agricoles vers les consommateurs des zones urbaines. Internet et les lignes téléphoniques sont principalement indisponibles dans l'intérieur du pays. Moins de 3% de la population de Guinée-Bissau est en mesure d'utiliser internet (Portail sur les données migratoires, 2020).

«Seizing the moment» (« Saisir le moment ») est le titre ambitieux d'un rapport publié en 2018 (Banque mondiale, 2018b). On y apprend que le pays comptait 4,7 agents de sécurité pour 1.000 habitants salariés, contre moins de 1 pour 1 000 pour les travailleurs de santé de première ligne (données de 2017 ; Banque mondiale, 2018b, p. 4 ; p. 38, figure 2.2 ; p. 40, tableau 2.2). La pénurie d'investissements dans les secteurs fondamentaux du pays est illustrée dans l'aperçu des dépenses publiques par secteur à partir des données du ministère de l'Économie et des Finances du pays (voir la Figure 19).

Figure 19: Guinée-Bissau : dépenses par secteur (en \$) entre 2015 et 2017



Le développement de la Guinée-Bissau reste un défi, et les ressources sont limitées : « Les dépenses publiques dans les secteurs sociaux sont faibles, ce qui, combiné à une faible efficacité, se traduit par des résultats médiocres. En matière de santé et d'éducation, non seulement le pays dépense moins que la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, mais il obtient également de mauvais résultats pour chaque dollar dépensé. » (Banque mondiale, 2018b, p. 1). *Données manquantes dans le document source.

Source : Banque mondiale (2018b, p. 123, figure 6.15). Illustration originale.

La pauvreté est une inégalité de nature distributive qui « non seulement démunit mais également opprime » (Pnud, 2019c, p. 89). En Guinée-Bissau, les 10 % de la population les plus riches détiennent 42 % des revenus, tandis que seulement 12,8 % des revenus sont détenus par les 40 % les plus pauvres (2010-2017¹⁷) – il s'agit presque d'une pyramide inversée. Le coefficient de Gini¹⁸ est de 50,7, ce qui est très élevé par rapport aux pays voisins que sont le Sénégal (40,3) et la Guinée (33,7), et parmi les plus élevés au monde. Les Bissau-Guinéens souffrent également d'inégalités plus élevées que leurs voisins dans la plupart des indicateurs mesurés dans l'indice de développement humain ajusté aux inégalités (Pnud, 2019c, pp. 308-311). Les deux autres études de cas de ce manuel présentent un coefficient de Gini de 46,8 (Cameroun) et 31,7 (Allemagne). Au niveau international, les meilleurs résultats en la matière sont l'Ukraine avec 25,0, la Slovaquie avec 26,5 et la Finlande avec 27,1, tandis que l'Afrique du Sud a le coefficient de Gini le plus élevé avec 63,0, suivie de la Namibie (59,1) et de la République centrafricaine (56,2) (Pnud, 2019c, pp. 308-311).

17 Les données se réfèrent à l'année la plus récente disponible au cours de la période spécifiée (Pnud, 2019c, p. 311, Notes e).

18 Le coefficient de Gini est la mesure de l'écart de la répartition des revenus entre les individus ou les ménages d'un pays par rapport à une répartition parfaitement égale. Une valeur de 0 représente une égalité absolue, une valeur de 100 une inégalité absolue (Pnud, 2019c, p. 311, notes).

Quelques facteurs contextuels 2 : la croissance de la population et sa jeunesse

Comme nous l'avons souligné précédemment (voir module 3), la croissance démographique est l'un des macro-facteurs qui influent sur la migration. La poussée démographique des jeunes peut constituer un « bonus » si, par exemple, les gouvernements investissent dans la santé, l'éducation et l'autonomisation des femmes ; dans le cas contraire, la croissance démographique peut aggraver les difficultés à atteindre les ODD. En ce qui les concerne, la croissance démographique est « parfois le sujet que personne n'ose aborder [...] largement perçu comme politiquement sensible » et qui n'est donc pas replacé dans son contexte « de manière explicite » (Abel et al., 2016, p. 14298). Les ODD traitant de la mortalité infantile, de la mortalité maternelle, des causes de décès et de la santé reproductive, et de l'éducation notamment, sont toutefois liés – plus les femmes sont éduquées, plus les taux de natalité et de mortalité infantile sont bas (Abel et al., 2016, p. 14298).

La croissance démographique en Guinée-Bissau a augmenté régulièrement depuis 1950 (1,47% par an) jusqu'à son taux actuel de 2,5 % (2015-2020), et elle devrait diminuer à 1,65 % par an d'ici 2050 (DAES, 2019b, p. 58 et 59). La fécondité a augmenté à partir des années 1950 jusqu'à ce que le taux le plus élevé soit enregistré au début des années 1980 (1980-1985) avec 6,7 enfants par femme, après quoi les chiffres ont progressivement diminué pour atteindre 4,51 enfants par femme (2015-2020 ; DAES, 2019b, pp. 138 et 139). Comme c'est le cas dans toute l'Afrique, la population de la Guinée-Bissau est jeune : L'âge médian de la population totale est de 18,8 ans (2020 ; Afrique subsaharienne : 18,7 ans¹⁹ ; DAES, 2020). Ces jeunes ont besoin d'opportunités en matière d'éducation et de développement de carrière que le pays peine à leur offrir.

L'Unesco trouve des mots sans fard pour un système scolaire qui mérite « tout simplement une refonte radicale » (Unesco, 2016, p. 1). Les connaissances d'une grande partie de la population « sont d'un niveau si limité que les perspectives de décollage économique du pays [et de réduction de la pauvreté] sont sombres » (Unesco, 2016, p. 1). Les ménages, que l'IPM décrit comme appauvris (voir ci-dessus), supportent la plus grande part des dépenses d'éducation du pays. Imaginez une mère de trois enfants, gagnant un peu d'argent en tant qu'employée de maison, sans être payée régulièrement, assumer la charge – ou s'endetter, lorsqu'elle n'est pas en mesure de payer – des frais de scolarité, de la cantine et de l'uniforme des enfants dans les écoles privées (voir les chroniques vidéo de Chantal Beil, Suggestion d'exercice, ci-dessus). La Guinée-Bissau, écrit l'Unesco, a un « niveau anormalement bas d'offre scolaire complète » (Unesco, 2016, p. 2).

Environ la moitié des enfants âgés de six ans et près d'un tiers des enfants âgés de 6 à 11 ans « n'ont jamais été scolarisés » (Banque mondiale, 2018b, p. 74 ; données de 2014). Dans les

¹⁹ En comparaison, l'âge médian de la population totale en Europe est de 42,5 ans, en Amérique latine et dans les Caraïbes de 31 ans (DAES, 2020).

zones rurales, et pour les ménages pauvres, la situation s'est aggravée : Parmi ceux qui vont à l'école, les taux d'abandon « passent progressivement de 5 à 44 % entre 12 et 24 ans » (Banque mondiale, 2018b, p. 74). En milieu rural, près de 40 % des élèves âgés de 6 à 11 ans n'ont jamais été scolarisés – contre 12 % en milieu urbain (Banque mondiale, 2018b, p. 74-75). Les taux bruts de fréquentation dans l'enseignement secondaire sont inférieurs à 25 % dans certaines régions – contre 115 %²⁰ à Bissau (Banque mondiale, 2018b, p. 73). Les trois groupes les plus défavorisés dans le système éducatif sont les filles, les enfants des zones rurales et la tranche de revenus la plus basse, alors que les dépenses publiques « tendent à favoriser les ménages les plus riches » (Banque mondiale, 2018b, p. 76).

Les enseignants eux-mêmes sont privés à la fois de compétences et de rétribution. Les nouveaux entrants employés par l'État n'ont été payés que pendant six mois en 2013, et ce n'est pas une exception. Régulièrement, les enseignants font grève pour obtenir un traitement ou bien alors ce sont les étudiants qui font grève pour protester contre les grèves des enseignants (AfricaNews, 2019). Les résultats d'apprentissage sont médiocres également en raison de la faible qualité des savoirs des enseignants. Le Programme (régional) d'analyse des systèmes éducatifs de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (Pasec) a constaté que près de 94 % des enseignants de cinquième année étaient incapables de répondre à toutes les questions en cours de portugais – la langue d'enseignement – et 98 % en mathématiques (Banque mondiale, 2018b, p. 76).

Face à ce manque de perspectives, les jeunes rêvent d'une vie meilleure ailleurs, comme le révèle Bordonaro (2009). Il partage les espoirs des jeunes gens des îles Bijagos qui aspirent à être modernes, et la modernité est l'« Ailleurs idéal » (Ramsey-Kurz & Ganapathy-Doré, 2011 ; voir module 7). Comme pour les jeunes gens de Bissau décrits par Vigh (2006), « la migration est l'une des tactiques de navigation les plus faciles (pour ne pas dire la plus simple) pour fuir l'exclusion sociale et la marginalisation » (Bordonaro, 2009, p. 135). L'Europe est la destination rêvée : « Les chemins migratoires fantasmés mènent vers Bissau, Dakar, Conakry, mais le rêve de tous reste l'Europe [...] une source idéalisée de pouvoir et de richesse » (Bordonaro, 2009, p. 135). En Europe, pense-t-on, il existe des possibilités de revenus que leur pays n'offre pas – avec un taux de chômage de 6 % qui double pour les jeunes (12 % ; Portail sur les données migratoires, 2020). On s'attend à ce que « là-bas », en Europe, il soit très facile de bien gagner sa vie, et que ce soit « la seule option pour devenir un adulte socialement reconnu » (Bordonaro, 2009, p. 135). Bordonaro (2009) et Lundy (2018) suggèrent que la migration pourrait être devenue la version moderne des rites initiatiques traditionnels pour les jeunes gens. Schrover et Moloney (2013, p. 17) décrivent eux-aussi une « soif d'aventure » qui génère une « culture de la migration » comme une étape ritualisée de la vie adulte. L'initiation traditionnelle des Balanta,

²⁰ Le taux brut de fréquentation scolaire (TBRS, en anglais Gross Attendance Ratio) « peut dépasser 100 % en raison de l'inclusion d'élèves trop âgés ou trop jeunes. Les raisons incluent l'entrée précoce ou tardive, et le redoublement. Pour l'enseignement supérieur, le taux brut de fréquentation peut dépasser 100 % en raison de l'inclusion d'étudiants en dehors de ceux qui ont quitté le secondaire moins de 5 ans à partir de l'âge officiel de fin d'études » (Unesco ISU, 2021).

par exemple, comprend plusieurs étapes, notamment des compétitions lors des danses de la moisson, des tournois de lutte, le vol de bétail, la circoncision, etc. avant que les personnes les plus âgées ne décident que le moment est venu pour le jeune homme d'avoir l'honneur d'un rituel plutôt dangereux. Il doit passer deux mois dans la brousse, désormais spirituellement « vulnérable aux attaques de sorcellerie » des ennemis (Lundy, 2018, p. 10). La migration internationale, avance Lundy (2018), pourrait être le nouvel espace d'expression de la masculinité adulte, intimement en phase avec les idées autour de la citoyenneté mondiale. La migration, cependant, est un luxe que seuls quelques-uns peuvent se permettre en Guinée-Bissau. Carling (2002) a inventé à ce propos le terme d'« immobilité involontaire » qui n'a pas encore fait son entrée dans les glossaires sur la migration.

Quelques facteurs contextuels 3 : l'arrivée à Bissau

Compte tenu du « décalage de mise en œuvre » concernant la politique et la définition des réfugiés par l'UA, par ailleurs attendue (voir module 9), il est remarquable que la Guinée-Bissau soit en pointe en Afrique pour la naturalisation des apatrides. Le représentant du HCR à Bissau a salué la « décision salubre [...] sans précédent en Afrique de l'Ouest et je dirais même dans le monde » (Uniogbis, 2018, pp. 1 et 6). Une solution a été trouvée pour les réfugiés qui vivaient dans le pays depuis pas moins de vingt ans. La demande du HCR d'accorder la nationalité à tous les réfugiés sénégalais a été acceptée en 2018. Quelque 7 000 réfugiés du conflit en Casamance ont reçu des papiers d'identité en règle, et les réfugiés du Liberia et de la Sierra Leone sont également inclus dans l'accord du HCR avec le gouvernement de la Guinée-Bissau (Uniogbis, 2018, p. 6).

Quelques facteurs font de la Guinée-Bissau une destination ou un point de transit pour les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile de la région, par exemple, la paix relative en l'absence de conflits chauds. La plus grande épidémie d'Ebola de l'histoire a contourné Bissau alors qu'elle ravageait la région ouest-africaine (Gamma et al., 2017) et même la Covid-19 n'a pas eu autant d'impact que dans d'autres pays d'Afrique (OMS, 2020). Enfin et surtout, la libre circulation au sein de la communauté de la Cedeao facilite la migration (Adepoju et al., 2010).



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER ET ANALYSER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

Demandez aux participants d'identifier et de décrire deux facteurs contextuels spécifiques – deux facteurs d'attraction ou deux facteurs de répulsion ou bien encore une combinaison de ces deux facteurs – pour la Guinée-Bissau.

- Pour identifier deux facteurs contextuels, les participants peuvent utiliser le module 3 de ce manuel. Idéalement, les participants introduiront également de nouveaux facteurs de contexte, la liste du module 3 n'étant en aucun cas exhaustive.
- Pour faire revivre les conditions qui poussent les Bissau-Guinéens à quitter leur foyer et les autres à se tourner vers la Guinée-Bissau, les participants exploreront les reportages ou les témoignages des médias.
- En présentant en séance plénière les facteurs contextuels qu'ils auront sélectionnés, les participants tenteront de trouver un équilibre entre la théorie et la dimension humaine qui la sous-tend.

Avec sa décision de naturaliser les apatrides, le pays a fait figure de très bon élève dans le Rapport sur la migration dans le monde 2020 et dans les médias d'information (OIM, 2019c, p. 41 ; Mclean, 2018).



SUGGESTION DE DEVOIR PORTANT SUR LES APTITUDES AFFECTIVES (RÉPONDRE) ET COGNITIVES (APPLIQUER ET ANALYSER) :

Demandez à vos participants de présenter des arguments en faveur de la migration vers la Guinée-Bissau ou de la recherche d'un refuge dans ce pays.

- Consultez les ressources qui ont été présentées, par exemple le Portail de données migratoires (Portail de données migratoires, 2020), les indicateurs de développement humain (Pnud, 2019d) ou les reportages des médias (The New Humanitarian, 2020).
- Considérez le cas des apatrides. Présentez brièvement le pays d'origine des migrants ou des personnes déplacées de force, en utilisant les sources ci-dessus.
- Expliquez pourquoi la Guinée-Bissau est une destination séduisante, en utilisant des photos, des vidéos ou d'autres médias.

Peut-être une personne originaire du Cameroun apprécie-t-elle la paix relative?
 Un Malien se réjouit de la possibilité de gagner sa vie en tant que pêcheur?
 Une personne originaire du Portugal s'intègre facilement parce qu'on y parle la même langue officielle ? Montrez qu'un pays secoué par des troubles politiques, avec un faible développement humain et une pénurie de services, a néanmoins le pouvoir d'attirer des personnes au-delà de ses frontières.



SUGGESTION DE DEVOIR PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE ET ÉVALUER) :

Trouvez des reportages sur la Guinée-Bissau dans des médias locaux ou internationaux et fournissez-en un aux autres. Chaque participant devra rédiger une critique médiatique du travail journalistique sur une page, en évaluant sa qualité.



LECTURES RECOMMANDÉES :

Académique :

Abreu, A. J. (2012). Migration and Development in contemporary Guinea-Bissau: A Political Economy Approach. (Thèse de doctorat). Londres. School of Oriental and African Studies, University of London.

Journalistique :

DW rend compte régulièrement des événements en Guinée-Bissau en anglais et dans la langue officielle de la Guinée-Bissau, le portugais (DW, 2020).

Institutionnelle :

Banque mondiale (2016). Guinea-Bissau: Turning challenges into opportunities for poverty reduction and inclusive growth: Systematic country diagnostic (SCD). (Rapport n°. 106725-GB). Washington, D.C. [En ligne]. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/24695/Guinea0Bissau00try0diagnostic00SCD0.pdf?sequence=1&isAllowed=y> [consulté le 18 novembre 2020].

Références

- Abdenur, A. E. et Neto, D. M. (2013). South-South cooperation and democracy in Africa: Brazil's role in Guinea-Bissau. *Africa Review*, 5(2), 104-117. <https://doi.org/10.1080/09744053.2013.855356>
- Abdenur, A. E. et Neto, D. M. d. S. (2014). Brazil and African security. In Tjønneland, E. N. (sous la direction de), *Rising powers and the African security landscape* (pp. 49-77). Oslo: Chr. Michelsen Institute (CMI). [En ligne]. <https://www.cmi.no/publications/file/5271-rising-powers-and-the-african-security-landscape.pdf> [consulté le 9 décembre 2020]
- Abel, G. J., Barakat, B., Kc, S. et Lutz, W. (2016). Meeting the Sustainable Development Goals leads to lower world population growth. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 113(50), 14294-14299. <https://doi.org/10.1073/pnas.1611386113>
- Abreu, A. J. (2012). *Migration and Development in contemporary Guinea-Bissau: A Political Economy Approach*. (Thèse de doctorat). Londres. School of Oriental and African Studies, University of London.
- Adepoju, A., Boulton, A. et Levin, M. (2010). Promoting integration through mobility: Free movement under ECOWAS. *Refugee Survey Quarterly*, 29(3), 120-144. <https://doi.org/10.1093/rsq/hdq032>
- AfricaNews (September 2, 2019). Protestation d'élèves en Guinée-bissau. [Reportage télévisé]. [En ligne]. <https://fr.africanews.com/2019/02/09/protestation-d-eleves-en-guinee-bissau/> [consulté le 24 mars 2021]
- Banque mondiale (2016). *Guinea-Bissau: Turning challenges into opportunities for poverty reduction and inclusive growth: Systematic country diagnostic (SCD)* (Report No. 106725-GB). Washington, D.C. [En ligne]. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/24695/Guinea0Bissau00try0diagnostic00SCD0.pdf?sequence=1&isAllowed=y> [consulté le 18 novembre 2020]
- Banque mondiale (2018a). *Piecing together the poverty puzzle: Poverty and shared prosperity 2018*. Washington, D.C. [En ligne]. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/30418/9781464813306.pdf> [consulté le 4 juin 2020]
- Banque mondiale (2018b). *Seizing the moment: Managing public finance for development*. [En ligne]. <https://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/32004> [consulté le 27 novembre 2020]
- Banque mondiale (2018c). *Does monetary poverty capture all aspects of poverty?* [En ligne]. <https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/does-monetary-poverty-capture-all-aspects-poverty> [consulté le 4 juin 2020]
- Banque mondiale (2020a). *Poverty & Equity Data Portal*. [En ligne]. <http://povertydata.worldbank.org/poverty/country/GNB> [consulté le 27 novembre 2020]
- Banque mondiale (2020b). *Pauvreté : Vue d'ensemble*. [En ligne]. <https://www.banquemonde.org/fr/topic/poverty/overview> [consulté le 24 mars 2021]
- Bordonaro, L. (2009). Sai fora: youth, disconnectedness and aspiration to mobility in the Bijagó Islands (Guinea-Bissau). *Etnografica*, 13, 125-141. <https://doi.org/10.4000/etnografica.1253>
- Brasil, A. (25 janvier 2020). Entretien avec M. Lengauer. Bissau, Guinée-Bissau, et Dortmund, Allemagne.
- Capucha, L., Calado, A. et Estêvão, P. (2016). *Migration, ethnicity and resilience: Portuguese National Report*. Instituto Universitário de Lisboa. [En ligne]. https://repositorio.iscte-iul.pt/bitstream/10071/12303/1/other_WP10_Portuguese_National_Report.pdf [consulté le 2 décembre 2020]
- Carling, J. (2002). Migration in the age of involuntary immobility: Theoretical reflections and Cape Verdean experiences. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 28(1), 5-42. <https://doi.org/10.1080/13691830120103912>
- CPLP (2020). *Community of Portuguese Speaking Countries*. [En ligne]. <https://www.cplp.org/> [consulté le 9 décembre 2020]
- DAES (n. d.). *Sustainable Development Goal 3*. [En ligne]. <https://sdgs.un.org/goals/goal3> [consulté le 2 décembre 2020]

- DAES (2019a). Total migrant stock 2019: Migrant stock at mid-year by sex and by major area, region, country or area, 1990-2019. [En ligne]. <https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/estimates19.asp> [consulté le 5 décembre 2020]
- DAES (2019b). World Population Prospects 2019, Volume I: Comprehensive Tables. New York. [En ligne]. https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2019_Volume-I_Comprehensive-Tables.pdf [consulté le 30 juillet 2020]
- DAES (2020). World population prospects: Median age of the total population (years): Guinea-Bissau, sub-Saharan Africa, Europe, Latin America and the Caribbean. [En ligne]. <https://population.un.org/wpp/DataQuery/> [consulté le 16 novembre 2020]
- DW (2020). Guinée-Bissau. [En ligne]. <https://www.dw.com/pt-002/not%C3%ADcias/guin%C3%A9-bissau/s-30382> [consulté le 27 novembre 2020]
- Cedeao (2016). Historique. [En ligne]. <https://www.ecowas.int/a-propos-de-la-cedeao/historique/?lang=fr> [consulté le 24 mars 2021]
- Einarsdóttir, J. et Boiro, H. (2016). Becoming somebody: Bissau-Guinean talibés in Senegal. *The International Journal of Human Rights*, 20(7), 857-874. <https://doi.org/10.1080/1098911X.2016.1211111>
- Eurostat (2020). Demandeurs et primo-demandeurs d'asile par nationalité, âge et sexe - données annuelles agrégées (arrondies). [En ligne]. https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/MIGR_ASYAPPCTZA__custom_215193/default/table?lang=fr [consulté le 24 mars 2021].
- FMI & Gouvernement de Guinée-Bissau (2011). Second National Poverty Reduction Strategy Paper. [En ligne]. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2011/cr11353.pdf> [consulté le 27 novembre 2020]
- Gama, W. (2020). Bala Djamanca: The successful reintegration of a child in Guinea-Bissau. Unicef. [En ligne]. <https://www.unicef.org/guineabissau/stories/bala-djamanca> [consulté le 20 novembre 2020].
- Gamma, A. E., Slekiene, J., Medeazza, G., Asplund, F., Cardoso, P. et Mosler, H.-J. (2017). Contextual and psycho-social factors predicting Ebola prevention behaviours using the RANAS approach to behaviour change in Guinea-Bissau. *BMC Public Health*, 17(1), 446. <https://doi.org/10.1186/s12889-017-4360-2>
- HCR (2020a). Refugee Data Finder: Asylum seekers in Guinea-Bissau from selected West African countries. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/download/?url=6q5M0I> [consulté le 15 novembre 2020]
- HCR (2020b). Refugee Data Finder: IDPs 1951-2020, country of origin Guinea-Bissau. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/download/?url=yvT8w4> [consulté le 9 décembre 2020]
- IDMC (2020). Country profile: Guinea-Bissau. [En ligne]. <http://www.internal-displacement.org/countries/guinea-bissau> [consulté le 8 décembre 2019].
- Lobban, R. (1974). Guinea-Bissau: 24 September 1973 and beyond. *Africa Today*, 21(1), 15-24.
- Lundy, B. D. (2018). Challenging adulthood: Changing initiation rites among the Balanta of Guinea-Bissau. *African Studies*, 77(4), 584-606. <https://doi.org/10.1080/00020184.2018.1496598>
- Maclean, R. (2018, October 10). "Complete equality": Refugees find a home – and citizenship in Guinea-Bissau. *The Guardian*. [En ligne]. <https://www.theguardian.com/world/2018/oct/10/guinea-bissaurefugee-naturalisation-scheme> [consulté le 27 novembre 2020].
- Ocrisse-Aka, F. & Bossard, L. (2006). Les langues. Cedeao, CSAO et OCDE (sous la direction de), Atlas de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest : Série Population. Site de l'OCDE. <https://www.oecd.org/fr/csao/publications/38410200.pdf> [consulté le 24 mars 2021]
- OIM (2018). Guinea-Bissau: Overview. [En ligne]. <https://www.iom.int/countries/guinea-bissau> [consulté le 15 novembre 2020]

- OIM (2019). Termes clés de la migration. Organisation internationale pour les migrations. [En ligne] <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration> [consulté le 22 mars 2021]. Version anglaise : OIM (2019). Glossary on Migration. International Organization for Migration [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf [consulté le 5 août 2019].
- OIM (2019b). Vers la réintégration durable des migrants de retour : activités de travail contre rémunération en Guinée-Bissau. [En ligne]. <https://www.iom.int/fr/news/vers-la-reintegration-durable-des-migrants-de-retour-activites-de-travail-contre-remuneration> [consulté le 24 mars 2021]
- OIM (2019c). World Migration Report 2020. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2020.pdf [consulté le 30 novembre 2020]. Résumé en français : [En ligne]. <https://worldmigrationreport.iom.int/wmr-2020-interactive/?lang=FR> [consulté le 24 mars 2021]
- OPHI (2019). Country Briefing: Guinea-Bissau. Oxford. [En ligne]. https://ophi.org.uk/wp-content/uploads/CB_GNB_2019_2.pdf [consulté le 16 novembre 2020].
- OPHI et UNDP (2018). Global Multidimensional Poverty Index 2018: The most detailed picture to date of the world's poorest people. Oxford. [En ligne]. https://ophi.org.uk/wp-content/uploads/G-MPI_2018_2ed_web.pdf [consulté le 5 décembre 2020].
- Phillips, D. (2018, May 23). No food, no water: African migrants recount terrifying Atlantic crossing. The Guardian. [En ligne]. <https://www.theguardian.com/world/2018/may/22/african-migrant-brazil-boat-rescueatlantic-crossing> [consulté le 3 juin 2020].
- Pnud (2019a). Country Profile Guinea-Bissau: Human Development Indicators. [En ligne]. <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/GNB> [consulté le 4 juin 2020]
- Pnud (2019b). Human development indicators. [En ligne]. <http://hdr.undp.org/en/content/statistical-data-tables-7-15> [consulté le 1er juin 2020]
- Pnud (2019c). Human Development Report 2019: Beyond income, beyond averages, beyond today: Inequalities in human development in the 21st century (Rapports sur le développement humain). New York. [En ligne]. <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2019.pdf> [consulté le 10 mars 2020]
- Portugal Visa Application Centre in Guinea-Bissau et VFS Global (2020). Apply for visa to Portugal in Guinea-Bissau. [En ligne]. <https://www.vfsglobal.com/portugal/guinea-bissau/English/Visa-Types.html> [consulté le 27 novembre 2020].
- Portail sur les données migratoires (2020). Guinée-Bissau. [En ligne]. https://migrationdataportal.org/fr?i=stock_abs_&t=2020&cm49=624 [consulté le 24 mars 2021]
- Ramsey-Kurz, H. et Ganapathy-Doré, G. (2011). Projections of paradise in migrant writing. Amsterdam: Rodopi. doi.org/10.1080/13642987.2016.1192532
- REM (2012). Glossaire 2.0 sur l'asile et les migrations : un outil pour une meilleure comparabilité. Réseau européen des migrations (Commission européenne). Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/european_migration_network/docs/emn-glossary-fr-version.pdf [consulté le 28 février 2021]. Version anglaise : EMN (2018), European Migration Network Glossary 6.0. Réseau européen des migrations. Bruxelles. [En ligne]. https://www.emn.at/wp-content/uploads/2018/06/emn-glossary-6-0_en.pdf [consulté le 28 février 2021].
- Sachs, J., Schmidt-Traub, G., Kroll, C., Lafortune, G., Fuller, G. et Woelm, F. (2020). The Sustainable Development Report 2020: The Sustainable Development Goals and Covid-19. Cambridge: Cambridge University Press. [En ligne]. https://s3.amazonaws.com/sustainabledevelopment.report/2020/2020_sustainable_development_report.pdf [consulté le 2 décembre 2020].
- Scarabello, S. (2019). Diaspora mapping: Profile of The Gambia, Guinea and Guinea-Bissau diasporas in Italy. Rome: OIM. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/diaspora_mapping_italy_2019.pdf [consulté le 1er décembre 2020].
- Schengen Visa Info (2020). Portugal grants migrants and asylum seekers full citizenship rights during

- Covid-19 outbreak. [En ligne]. <https://www.schengenvisainfo.com/news/portugal-grants-migrants-and-asylum-seekers-full-citizenship-rights-during-covid-19/> [consulté le 24 mars 2021]
- Schrover, M. et Moloney, D. M. (2013). Introduction: Making a difference. In Schrover, M. & Moloney, D. M. (sous la direction de), *Gender, migration and categorisation: Making distinctions between migrants in Western countries, 1945-2010* (pp. 7-53). Amsterdam: Amsterdam University Press.
- Shaw, M. et Gomes, A. (2020). *Breaking the vicious cycle: Cocaine politics in Guinea-Bissau*. Genève. [En ligne]. https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/05/Guinea-Bissau_Policy-Brief_Final2.pdf [consulté le 2 juin 2020]
- Shryock, R. (2020, May 28). Cocaine and Guinea-Bissau: How Africa's 'narco-state' is trying to kick its habit. BBC News. [En ligne]. <https://www.bbc.com/news/world-africa-52569130> [consulté le 27 novembre 2020]
- Temudo, M. P. (2009). From the margins of the state to the presidential palace: The Balanta case in Guinea-Bissau. *African Studies Review*, 52(2), 47-67. <https://doi.org/10.1353/arw.0.0203>
- The New Humanitarian (2020). The global migrant & refugee crisis: Migration. An in-depth collection of global reporting on refugees, asylum seekers, migrants, and internally displaced people. [En ligne]. <https://www.thenewhumanitarian.org/migration> [consulté le 12 mai 2020]
- UE & IOM (2020). Initiative conjointe EU-IOM pour la protection et la réintégration des migrants : la Guinée Bissau. [En ligne]. <https://migrationjointinitiative.org/fr/countries/afrique-de-louest-et-du-centre/guinee-bissau>. [consulté le 24 mars 2021].
- UNdata (2019). Guinée-Bissau. [En ligne]. <https://data.un.org/fr/iso/gw.html> [consulté le 24 mars 2021]
- Unesco (2016). En Guinée-Bissau, le système éducatif reste en grande partie à construire (Document de programme et de réunion). [En ligne]. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000247043> [consulté le 24 mars 2021]
- Unesco UIS (2021). Glossaire: Taux brut de fréquentation. [En ligne]. <http://uis.unesco.org/en/glossary-term/gross-attendance-ratio> [consulté le 24 mars 2021]
- Uniogbis (2018). Our mandate includes helping those who have no country: The UNHCR Representative in Guinea-Bissau, Mamadou Diop, explained the mandate of this UN agency. Bissau, Guinea-Bissau. [En ligne]. https://uniogbis.unmissions.org/sites/default/files/i_kuma_eng.pdf [consulté le 14 novembre 2020]
- Uniogbis (2020). Guinea-Bissau: Country profile. [En ligne]. <https://uniogbis.unmissions.org/en/country-profile> [consulté le 14 novembre 2020]
- Union européenne (2020). Portugal: Children of migrants now have easier access to citizenship. [En ligne]. <https://ec.europa.eu/migrant-integration/news/portugal-children-of-migrants-now-have-easier-access-to-citizenship> [consulté le 15 novembre 2020].
- US Department of State (2020). Telephonic Press Briefing on drug trafficking in Africa: Heather Merritt, Deputy Assistant Secretary of State for the Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs. [En ligne]. <https://2017-2021.state.gov/telephonic-press-briefing-on-drug-trafficking-in-africa/index.html> [consulté le 15 novembre 2020]
- Vigh, H. E. (2006). *Navigating terrains of war: Youth and soldiering in Guinea-Bissau*. New York: Berghahn.
- OMS (2020). COVID-19 in the WHO African region. Organisation mondiale de la santé. [En ligne]. <https://who.maps.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/0c9b3a8b68d0437a8cf28581e9c063a9> [consulté le 14 novembre 2020]
- Young, C. (2014, September 29). Ethnicity and politics. Oxford Bibliographies. DOI: 10.1093/OBO/9780199846733-0152



MODULE 7

Étude de cas : le Cameroun (Afrique centrale)

Par Monika Lengauer et Johanna Mack



FINALITÉS DU MODULE

- Appréhender un cas d'étude sur un pays d'Afrique officiellement bilingue.
- Présenter quelques facteurs contextuels d'un pays touché par deux conflits violents.
- Sensibiliser les participants à la dimension humaine derrière les chiffres.



OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

A la fin de ce module, parallèlement à des études de cas précédemment réalisées pour permettre une comparaison internationale, les participants pourront :

- Débattre de manière réfléchie des choix des migrants et des réfugiés.
 - **OA de type affectif : Répondre**
- Communiquer efficacement ce que le public doit savoir sur la migration et le déplacement forcé afin d'être en mesure de prendre des décisions éclairées.
 - **OA de type cognitif : Comprendre**
- Élaborer et mettre en œuvre une fiche pays et une note qui présente brièvement la migration et le déplacement forcé, en utilisant leurs connaissances et les bases de données.
 - **OA de type cognitif : Appliquer**
- Analyser, dans une perspective globale, l'étude de cas du Cameroun.
 - **OA de type cognitif : Analyser**

Aperçu

Le Cameroun est le seul pays à posséder à la fois une histoire africaine anglophone et francophone. En raison de sa construction à partir d'un territoire alors sous administration britannique et d'un autre sous mandat français, le Cameroun est aujourd'hui non seulement un pays bilingue, mais il possède également deux systèmes juridiques, éducatifs et deux sphères médiatiques différentes. Par sa diversité ethnique, culturelle et géographique – le Cameroun abrite plus de 200 groupes ethniques différents – le pays est souvent considéré comme une Afrique en miniature. Cette riche diversité ethnique est un héritage de l'histoire coloniale divisée du pays (MRGI, 2020), qui a entraîné des déplacements internes massifs. Nyamnjoh (2010) rapporte que les médias camerounais exaltent régulièrement les identités ethniques, ce qui constitue un défi pour la cohésion nationale. Le Cameroun a une histoire d'immigration, caractérisée par des facteurs d'attraction tels que l'apparente stabilité et la prospérité économique, du moins dans le passé (début des années 1950, fin des années 1960, années 1970) et comparativement aux pays voisins (International Crisis Group, 2010). Ces conditions ont attiré travailleurs migrants et réfugiés, principalement d'Afrique centrale et occidentale. Ces dernières années, les personnes qui ont fui l'insurrection de Boko Haram au Nigeria, ainsi que les guerres et les conflits en République centrafricaine, au Tchad et en République démocratique du Congo y ont été et y sont encore accueillies (Udelsmann Rodrigues & Tomàs, 2012).

Par ailleurs, le Cameroun présente des facteurs importants qui poussent les gens à migrer et/ou à chercher refuge ailleurs, notamment des conflits, du terrorisme, des politiques contestées et une liberté de la presse limitée. Il connaît également des injustices de genre, des taux de chômage élevés, une population jeune et en croissance rapide avec des perspectives limitées, des taux de pauvreté élevés et un réseau de diaspora important (OIM, 2009, pp. 27-35 ; p. 96). Deux conflits principaux précipitent les déplacements. Dans l'Extrême-Nord – la région la plus pauvre du pays – l'insurrection armée de Boko Haram a débordé du Nigeria et mène ses opérations depuis l'intérieur du Cameroun depuis 2014. Ce qu'on appelle la crise anglophone dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays représente une seconde cause de déplacements importants. Elle a débuté en 2016 lorsque les autorités ont réprimé des manifestants anglophones. À partir de 2018, la situation s'est aggravée.

Fiche pays

Le Cameroun est situé en Afrique centrale¹ ; il partage ses frontières avec le Nigeria, le Tchad, la République centrafricaine, le Congo, le Gabon et la Guinée équatoriale et possède des côtes sur le Golfe de Guinée et l'Océan Atlantique. Les « provinces » du pays, anciennement sous mandat français, ont obtenu leur indépendance en 1960. Les deux régions occidentales actuelles (Nord-Ouest et Sud-Ouest) ont voté pour devenir indépendantes du Royaume-Uni un an plus tard et ont formé une union fédérale avec le Cameroun francophone. Le pays compte plus de 26 millions d'habitants, ce qui en fait le deuxième pays le plus peuplé parmi ses voisins directs (entre le Nigeria, qui compte 206 millions d'habitants, et le Tchad, qui en compte 16 millions ; DAES 2019a, pp. 23-35). Comme c'est le cas dans toute l'Afrique, la population du Cameroun est jeune : l'âge médian de la population totale est de 19 ans (dans la moyenne de l'Afrique subsaharienne² ; DAES, 2020). La croissance démographique, de 2,6 % par an (2015-2020), est également conforme à la moyenne subsaharienne (hors pays à haut revenu ; Banque mondiale, 2020 f ; DAES 2019a, p. 57). Le taux de fécondité est de 4,60 enfants par femme, soit un peu moins que la moyenne subsaharienne (hors pays à revenu élevé) de 4,72 et le double du taux mondial moyen de 2,47 enfants par femme (2015-2020). Il est en baisse par rapport à celui de la période 1995-2000 (5,75 enfants par femme ; DAES 2019a, p. 137 ; Banque mondiale, 2020b). En 2018, l'espérance de vie des femmes était de 60 ans (contre 63 ans en Afrique subsaharienne, à l'exclusion des pays à revenu élevé), celle des hommes de 58 ans (contre 59 ans en Afrique subsaharienne, à l'exclusion des pays à revenu élevé), en hausse par rapport aux chiffres de 2000 (53 ans pour les femmes et 50 ans pour les hommes ; DAES, 2019a, p. 186-187 ; Banque mondiale, 2020c ; Banque mondiale, 2020d). Ces évolutions indiquent des progrès importants, même si des défis persistent : Le « taux de réduction de la pauvreté du pays est en retard sur sa croissance démographique [...] le nombre global de pauvres a augmenté

1 Il convient de noter que les définitions de l'Afrique centrale (parfois appelée en anglais « Middle Africa ») diffèrent : La région comprend le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, la République démocratique du Congo, la République du Congo, la Guinée équatoriale et le Gabon pour la BAD, tandis que l'ONU compte également l'Angola et São Tomé-et-Príncipe.

2 En comparaison, l'âge médian de la population totale en Europe est de 42,5 ans, en Amérique latine et dans les Caraïbes de 31 ans (DAES, 2020).

de 12% pour atteindre 8,1 millions entre 2007 et 2014 ». La pauvreté se concentre de plus en plus dans les régions du Nord, où vivent 56 % des populations démunies (Banque mondiale, 2019). La croissance de la population et l'afflux de jeunes sont censés se traduire par un « dividende démographique » (Union africaine, 2017) et les jeunes ont leurs propres idées sur la manière d'y parvenir (Nyingi, 2019). En 2015, l'animateur radio Richard Onanena, journaliste pour la radio Kalak FM à Yaoundé, a déclaré à la Banque mondiale que « le gouvernement aurait vraiment besoin de réformer le système éducatif pour lutter contre le chômage des jeunes » (Banque mondiale, 2015). Les appels à inclure les jeunes dans la planification et l'élaboration des politiques restent à l'ordre du jour.

Les jeunes perçoivent souvent leurs perspectives de vie comme limitées. La chanson « White Collar » (col blanc) du groupe camerounais Kos G aka Mr Chorkocho pointe le niveau de difficultés économiques avec un accès difficile au marché du travail, qui entraîne des conditions de vie précaires et une faible sécurité sociale : « Man get degree for law ooohh, but ei di push ei na truck !/Man get masters for medicine eh, but ei di sell na achombo !!! »³ (White Collar, 2018). Environ 6 % des jeunes Camerounais (de 15 à 24 ans) ont été au chômage au cours de la dernière décennie, ce qui est toutefois mieux que le contexte subsaharien où le taux de chômage des jeunes atteint environ 12 % depuis 2010 (Banque mondiale, 2020e).

Le système politique du Cameroun est celui d'une république unitaire avec un président exécutif, un poste d'abord occupé par Ahmadou Ahidjo de 1960 à 1982, puis par Paul Biya depuis près de quatre décennies. Morse (2018) explique que le Cameroun est un « régime présidentiel », en phase avec la « résilience de l'autoritarisme électoral africain » (Morse, 2018, pp. 114-115). Le Cameroun a un faible niveau de démocratie dans les classements internationaux (142e sur 167 pays), affichant en 2020 les scores les plus bas depuis 2006 (EIU, 2020, pp. 10-14, p. 21, p. 43 ; V-Dem Institute, 2020 ; Bertelsmann Stiftung, 2020, p. 5).

Les partis politiques ont été légalisés en 1990 après une « pression populaire et internationale persistante » (Morse, 2018, p. 122). En 2008, la limitation des mandats présidentiels a été abolie (Bertelsmann Stiftung, 2020, p. 5) à la suite de quoi le président en exercice a pu se représenter, et il a été reconduit lors des deux élections présidentielles suivantes de 2011 et 2018. Les résultats de l'élection présidentielle de 2018 restent très contestés, tout comme les élections législatives et municipales de 2020, et constituent une source de conflit (International Crisis Group, 2020). Les séparatistes anglophones avaient appelé au boycott de ces scrutins. La Fondation Bertelsmann (2020, p. 3) note un taux de participation de 10 % dans les régions anglophones, tandis que d'autres observateurs évoquent même 5 % (International Crisis Group, 2020, pp. 9 et 10).

3 « On peut obtenir un diplôme en droit mais finir par pousser un camion. On obtient des masters de médecine, mais on finit par vendre des achombo » (petits pains frits consommés avec des haricots ou des sauces ; traduction des autrices).

Le Cameroun possède de riches ressources naturelles, notamment du gaz, du pétrole, des minéraux, des terres fertiles et un climat hospitalier permettant de cultiver une grande variété de plantes. Cependant, le pays est classé 153e sur 180 pays dans l'indice de corruption de Transparency International (2020). Il occupe le bas du tableau dans la catégorie moyenne de l'IDH (150e sur 189 pays) (Pnud, 2019, pp. 300-303). En ce qui concerne le couplage migration-développement, les transferts de fonds individuels ont sensiblement augmenté au cours des deux dernières décennies, passant de 15 millions de dollars en 1999 à 185 millions de dollars en 2009 et à 334 millions de dollars en 2019. Mais ils ont diminué ensuite pour atteindre un montant estimé à 319 millions de dollars en 2020 (Banque mondiale, 2020g), vraisemblablement en raison de la pandémie de Covid-19 (Banque mondiale, 2020a). Les envois de fonds représentent moins de 1 % du PIB (dans le contexte africain, il s'agit d'une valeur faible ; Banque mondiale, 2020g), alors que plus d'un quart des personnes interrogées dans une étude récente déclarent en dépendre d'une manière ou d'une autre (McMahon & Kalantaryan, 2020, p. 14). Le Cameroun est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure avec de fortes disparités régionales. La pauvreté, par exemple, se renforce dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Profil de la migration

Le premier rapport sur les migrations en Afrique, publié par l'UA et l'OIM, ne s'étend pas particulièrement sur les migrations en provenance ou à destination du Cameroun. Il fait seulement référence de manière générique au fait que « [g]lobalement, plus des deux tiers des pays africains figuraient dans le top 10 des nouveaux déplacements internes liés aux conflits », y compris le Cameroun (Adepoju et al., 2020, pp. 54 et 55). L'Afrobaromètre, dans son analyse « Updating the narrative about African migration » (« Actualiser avec des chiffres le discours sur la migration africaine » ; Appiah-Nyamekye Sanny, & Rocca, 2018)⁴, conclut qu'en moyenne plus d'un tiers des Africains (37 %) ont au moins envisagé d'émigrer vers un autre pays, dont près d'un sur cinq (18 %) qui y a « beaucoup » réfléchi (voir module 9 ; Appiah-Nyamekye Sanny, & Rocca, 2018, p. 2). Les répondants du Cameroun (14 %) sont moins nombreux que ceux d'Afrique subsaharienne (37 %) à avoir « beaucoup » réfléchi à l'émigration (rang 13 sur 34 pour le Cameroun), 26 % l'ont envisagée « un peu/rarement » et 59 % « pas du tout » (Appiah-Nyamekye Sanny, & Rocca, 2018, p. 3 ; Appiah-Nyamekye Sanny et al., 2019, p. 5).

En 2019, le Cameroun comptait un effectif de migrants⁵ de 506 000, représentant 2 % de la

4 L'analyse se fonde sur des chiffres officiels et des enquêtes menées entre 2016 et 2018, demandant à plus de 45 000 Africains dans 34 pays comment ils voient et conçoivent la migration, selon Appiah-Nyamekye Sanny, & Rocca (2018, p. 2).

5 Les statistiques font référence aux effectifs de migrants internationaux, qui comprennent tous les résidents d'un pays nés à l'étranger, quel que soit le moment où ils sont entrés dans le pays. Pour les pays où les données sur la population née à l'étranger ne sont pas disponibles, le DAES utilise les données sur les citoyens étrangers. Ainsi, le nombre de migrants internationaux peut ne pas inclure les migrants de deuxième génération qui sont nés dans le pays mais dont les parents avaient émigré. Les données sur les effectifs ne doivent pas non plus être confondues avec les données sur les flux migratoires annuels (c'est-à-dire le nombre de migrants qui sont entrés dans un pays ou l'ont quitté au cours d'une année). Pour la définition, voir les glossaires recommandés dans le module 2 (OIM, 2019 ; REM, 2012).

population, soit un peu moins qu'en 2017 (540 000). Le solde migratoire – les immigrants qui entrent au Cameroun moins les émigrants qui quittent le pays – est négatif à -24 000 (Portail sur les données migratoires, 2021).

Immigration : Une période de stabilité relative et de croissance économique dans la seconde moitié du XXe siècle a attiré des travailleurs migrants, des migrants circulaires⁶ et des résidents permanents. La situation s'est détériorée dans les années 2010 lorsque les conflits (insurrection de Boko Haram et crise anglophone) ont commencé à fragiliser la stabilité interne. Néanmoins, selon une enquête Gallup menée dans 146 pays en 2011, 84 % des répondants camerounais estiment que leur pays est un endroit où il fait bon vivre pour les immigrants. Ce taux dépasse celui de l'Afrique subsaharienne (66 %), qui se classe néanmoins au troisième rang après les Amériques et l'Europe (Wu & Ray, 2012). Le World Happiness Index témoigne également de la tonalité positive des Camerounais (98e rang sur 153), qui occupent un rang à deux chiffres avec la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Congo et le Ghana (Helliwell et al., pp. 20-22).

Réfugiés et demandeurs d'asile au Cameroun : Le HCR (2020a) fait état d'environ 2 millions de personnes relevant de sa compétence au Cameroun au mois de novembre 2020, dont plus de 430 000 réfugiés provenant des trois principaux pays d'origine que sont la République centrafricaine (310 000), le Nigeria (117 000) et le Tchad (2 000). La plupart des réfugiés, cependant, ne demandent pas l'asile au Cameroun (voir modules 3 et 9). Le décalage entre le nombre élevé de réfugiés et le faible nombre de demandeurs d'asile est notable : En 2019, seuls 7 400 demandeurs d'asile provenaient de la République centrafricaine alors que 293 000 réfugiés centrafricains ont été enregistrés sous le mandat du HCR la même année. De même, seuls 54 demandeurs d'asile du Nigeria ont été enregistrés contre 111 000 réfugiés (HCR, 2020c). L'ONG Human Rights Watch déplore le non-respect de la Convention de l'Union africaine sur les réfugiés en évoquant le retour forcé de demandeurs d'asile nigériens depuis 2015 (Human Rights Watch, 2019a, p. 118).

Déplacement interne : On estime que 710 000 personnes relevant du mandat du HCR sont déplacées en raison des conflits et des violences dans les régions du Nord-Ouest/Sud-Ouest et 320 000 dans la région de l'Extrême-Nord (HCR, 2020a). L'IDMC (2020) fait également état de près d'un million de déplacés internes en raison des conflits et de la violence d'ici la fin de 2019 et de 80 000 nouvelles personnes au cours du premier semestre de 2020. Mais ces estimations sont souvent très approximatives (voir module 2). La collecte et la diffusion des données sont insuffisantes tant sur les déplacements internes que sur les mouvements transfrontaliers et on dispose de très peu de sources sur l'impact des conflits. En septembre 2019, l'IDMC était « toujours incapable de dire avec certitude combien de personnes avaient perdu leur maison, combien d'enfants n'étaient pas scolarisés ou combien de familles avaient été séparées en 2019 » (André et al., p. 50).

⁶ Pour une définition de la migration circulaire, voir les glossaires recommandés dans le module 2 (REM, 2012 ; OIM, 2019).

Réfugiés du Cameroun : Parce que le pays était auparavant connu pour sa relative stabilité, le nombre de réfugiés en provenance du Cameroun était stable, autour de 10 000, au début des années 2010. En 2018, ils sont passés à 45 000 et en 2019, à 66 000. Les pays de destination sont principalement le Nigeria (52 000), suivi des États-Unis (5 000) et de l'Italie (2 200), tandis que les principaux pays d'asile se trouvent en Europe et en Amérique du Nord (HCR, 2020b).

Émigration : L'Afrobaromètre conclut de son enquête que les « [jeunes] Africains instruits [sont] les plus susceptibles d'envisager de s'installer à l'étranger » (Appiah-Nyamekye Sanny et al., 2019, p. 1). Près d'un cinquième (18 %) des Camerounais interrogés dans le groupe d'âge des 18 à 25 ans considèrent « beaucoup » l'émigration, contre 14 % tous âges confondus (Appiah-Nyamekye Sanny et al., 2019, p. 5, figure 2 ; p. 7, figure 5 ; p. 27, tableau A.2). Au total, 4 % de tous les répondants camerounais sont en train de préparer leur émigration, 16 % envisagent de le faire dans l'année ou les deux années à venir, 20 % n'ont pas de projet actuellement et 59 % n'envisagent pas du tout d'émigrer (Appiah-Nyamekye Sanny et al., 2019, p. 9, figure 6 ; p. 10, figure 7). S'ils « devaient déménager dans un autre pays », 12 % des répondants camerounais choisiraient une destination dans la sous-région, 8 % un autre pays d'Afrique, 26 % l'Europe et 33 % l'Amérique du Nord (Appiah-Nyamekye Sanny et al., 2019, p. 13, figure 11). Pour la majorité des répondants camerounais, le désir de « trouver du travail » constitue la principale motivation pour envisager l'émigration (35 %), suivi par le souhait d'« échapper à la pauvreté/aux difficultés économiques » (24 %) et de poursuivre des études (10 %). Seule une minorité de répondants indique qu'elle souhaite trouver la démocratie/les libertés (3 %) ou la paix/la sécurité (6 % ; Appiah-Nyamekye Sanny et al., 2019, p. 15, figure 13 ; p. 16, tableau 1). Si la plupart des répondants souhaitent se déplacer dans leur région d'origine ou au-delà pour être libres (56 % des répondants camerounais), ils trouvent difficile ou très difficile de traverser des frontières internationales (60 % ; Appiah-Nyamekye Sanny et al., 2019, p. 20, Figure 17 ; p. 21, Figure 18). Les chercheurs de l'Afrobaromètre concluent que « beaucoup moins nombreux sont bien sûr ceux qui font effectivement des plans pour partir » (Appiah-Nyamekye Sanny et al., 2019, p. 2) mais ils alertent sur le fait que si tous ceux qui songent à migrer le faisaient, le pays connaîtrait des pertes importantes dans sa population de jeunes (voir module 9). Jobard (2019) illustre les difficultés d'un migrant irrégulier (« clandestin »⁷) dans un reportage photo.



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER ET ANALYSER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

Permettez à la classe d'acquérir quelques connaissances sur le Cameroun en tant que pays de migration et de déplacement forcé avant d'étudier les facteurs d'attraction et de répulsion du pays.

⁷ Pour les définitions de la migration irrégulière, illégale ou clandestine, voir les glossaires recommandés dans le module 2 (REM, 2018 ; OIM, 2019).

Invitez les participants à préparer une courte fiche pays et une autre sur la migration et le déplacement forcé du Cameroun.

- Pour composer ces deux fiches, les participants sélectionneront leurs données à partir des sources présentées dans le module 2, notamment la page pays du Portail sur les données migratoires concernant le Cameroun (Portail sur les données migratoires, 2021).
- Pour donner vie aux données, les participants exploiteront les reportages médiatiques en provenance ou à propos du Cameroun, qu'ils considèrent comme éclairants et révélateurs.
- Présentez les deux fiches en plénière et concluez avec cinq points forts pour dégager les principales caractéristiques du Cameroun.

SUGGESTION POUR LA CLASSE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE) :

Demandez aux participants de décrire quels aspects de la fiche pays sont pertinents pour quels publics, notamment en ce qui concerne les aspects qui leur permettent de prendre des décisions éclairées sur la migration et le déplacement forcé.

Quelques facteurs contextuels

Les conflits : Les conflits sont l'un des principaux facteurs qui poussent les gens à migrer (voir module 3). Les femmes sont particulièrement vulnérables en situation de conflit (voir la section Genre de ce manuel, et la partie dédiée dans ce module) comme le montrent Zenn & Pearson (2014) pour la violence systématique basée sur le genre perpétrée par Boko Haram. Au Cameroun, deux conflits majeurs précipitent les déplacements, la crise anglophone et l'insurrection de Boko Haram. La violation des droits humains est généralisée (Human Rights Watch, 2019a; Human Rights Watch, 2019b).

L'insurrection de Boko Haram : Les mots « Boko Haram », traduits de l'haoussa en anglais, signifient « l'éducation occidentale est un péché » (Zenn & Pearson, 2014, p. 46). Le groupe désigné par cette appellation a déclaré comme l'un de ses objectifs idéologiques d'introduire la loi islamique (charia) sur l'ensemble de son territoire. Le groupe armé est basé dans le nord-est du Nigeria et s'est étendu aux pays voisins, notamment le Tchad, le Niger et le Cameroun. Depuis 2014, le groupe insurgé a mené des attaques dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Le Cameroun est le deuxième pays le plus touché par la violence et l'insécurité liées à Boko Haram, après le Nigeria. Au moins 17 civils ont été tués dans une attaque contre la ville de Nguetechewe en août 2020, lorsque le groupe islamiste a utilisé « manifestement des enfants comme kamikazes pour attaquer des personnes déplacées [ce qui] constitue un crime de guerre

profondément répugnant » (Human Rights Watch, 2020, pp. 175 et 176). Cette attaque fait suite à une augmentation importante des incidents violents depuis le début de l'année 2020, avec des meurtres, des enlèvements et des destructions de biens quasi quotidiens qui lui sont attribués. En outre, la région est touchée par l'insécurité alimentaire et le manque de perspectives économiques. Le conflit exacerbe une insécurité sociale de grande ampleur avec des difficultés économiques, alimentaires, sanitaires, éducatives et environnementales (Abel et al., 2019 ; Lundy & Adebayo, 2016). Si le conflit avec Boko Haram « a diminué de manière significative », selon la Fondation Bertelsmann (2020, p. 7), le groupe islamiste reste actif et « de nombreux groupes d'autodéfense [...] ont surgi pour se protéger », alors que le gouvernement a redéployé les forces militaires de ces zones vers les régions anglophones (Bertelsmann Stiftung, 2020, p. 7 et 8).

La crise anglophone : Le conflit anglophone est « l'une des crises les plus négligées au monde » (André et al., 2019, p. 14) : elle a déclenché 20 fois plus de déplacements que l'insurrection de Boko Haram, selon l'IDMC. Cette crise est gravement sous-médiatisée et, par conséquent, les interventions humanitaires et les projets de développement sont sous-financés (André et al., 2019, p. 8 ; IDMC, 2019). Tamfu (2018) a décrit certaines des difficultés rencontrées.

L'éducation est au cœur de ce conflit, le français étant la langue d'enseignement dans les écoles pour les populations anglophones. Sondo (2020) raconte les difficultés rencontrées par un étudiant et journaliste anglophone pour étudier et faire des recherches dans des institutions majoritairement francophones. Un grand nombre de Camerounais anglophones se sentent sous-représentés dans le pays, systématiquement négligés par le gouvernement central et économiquement désavantagés (IDMC, 2019 ; Manih, 2018). S'attaquant à la violence « sous la pression internationale croissante » (International Crisis Group, 2020, p. 6), le gouvernement a ouvert un dialogue national à l'automne 2019 mais n'a fait que des « concessions mineures » à la suite desquelles les séparatistes anglophones ont boycotté l'événement et « intensifié leur campagne de violence » (International Crisis Group, 2020, p. 7). L'accès à l'éducation, aux soins médicaux et aux services est plus faible dans les zones anglophones qu'ailleurs dans le pays. Le Front uni du Consortium Ambazonia du Sud-Cameroun (Scacuf) a autoproclamé une république indépendante en 2017, qui a été réprimée par le gouvernement (Human Rights Watch, 2019a).

Liberté de la presse : La constitution garantit la liberté de la presse, explique Ngangum (2020), mais « l'optimisme est limité pour la liberté de la presse et le rôle des médias dans la démocratisation » (Ngangum, 2020, p. 10). Le classement du pays en matière de liberté des médias est en baisse, passant de la 129^e place en 2018 à la 131^e en 2019 et à la 134^e en 2020 sur 180 pays (Reporters sans frontières, 2020a ; Reporters sans frontières, 2020b ; CPJ & ESCR-Net, n.d.).

Le Cameroun dispose de deux agences de presse : l'agence anglophone Cameroon News Agency et l'agence francophone Cameroun Presse. La BBC recense une sélection des médias les plus

influent, soulignant « un environnement médiatique très actif » avec la CRTV étatique, des réseaux de radios, « des dizaines de stations de radios et de télévisions privées et des centaines de titres de presse » (BBC, 2019). Tita & Wantchami (2016, p. 3) soulignent un déclin des normes professionnelles : « Les principes usuels du reportage tels que l'exactitude, l'équité ou l'intégrité ne sont pas respectés [...] les professionnels des médias sont peu intègres et corrompus. » Les bas salaires et les mauvaises conditions de travail en sont l'explication. Les médias sont décrits comme étant soit sous le contrôle strict du gouvernement (médias d'État), soit souvent intimidés (médias privés). Des journaux ont été interdits, des journalistes sanctionnés, poursuivis pour diffamation et pour « offense au chef de l'Etat » (Bertelsmann Stiftung, 2020, p. 11). La loi antiterroriste de 2014 a été appliquée pour restreindre la couverture des activités du gouvernement pendant la lutte contre Boko Haram et la crise anglophone (Bertelsmann Stiftung, 2020). À mesure que les possibilités de reportage indépendant dans les médias diminuaient, l'utilisation des médias sociaux, elle, augmentait – et le gouvernement, y compris ses partisans, s'est également engouffré dans ces réseaux pour diffuser ses messages. Leur utilisation est en plein essor : 23 % de la population utilise internet (2019 ; Banque mondiale, 2020h), et 59 % utilise un téléphone portable pour y accéder (International Crisis Group, 2020). Facebook est la plateforme de médias sociaux la plus populaire au Cameroun (International Crisis Group, 2020, pp. ii et iii ; pp. 23-26).

La persécution des journalistes est en augmentation, selon le Committee to Protect Journalists (voir Figure 20). Le présentateur de journal télévisé Samuel Wazizi, emprisonné le 2 août 2019, était accusé de collaborer avec des séparatistes anglophones et de diffuser des informations séparatistes. Il est décédé dans un hôpital militaire de Yaoundé en juin 2020. L'Unesco (2020) a demandé instamment que des enquêtes soient menées sur sa mort, appelant « les autorités à faire la lumière sur les événements qui ont conduit à la disparition de Wazizi et à veiller à ce que toute violation de ses droits en tant que journaliste et en tant que détenu soit poursuivie en justice ».

Internet a été coupé dans les régions anglophones pendant 240 jours en 2017 et 2018. Dans la mesure du possible, les gens ont créé des moyens de contourner l'interdiction, ils ont utilisé des réseaux privés virtuels (VPN ; Kenmogne, n. d., p. 2) ; ils ont écrit leurs courriels sur des téléphones portables que des amis transportaient dans les régions francophones du pays où les messages étaient envoyés (Kingsley, 2019) ; ils ont ouvert un « camp de réfugiés d'internet », un espace avec une couverture où les gens passaient pour se connecter (Kenmogne, n. d., p. 3). Le gouvernement a justifié l'interdiction par « la propagation de fausses informations sur les médias sociaux capable d'inciter à la haine et à la violence dans les régions touchées par la crise » (Mukeredzi, 2017). Les militants des droits humains au Cameroun affirment que l'argument de la « désinformation » a commencé à être avancé par le gouvernement pour expliquer le blocage d'internet, mais qu'il est devenu un « véritable problème auquel tout le monde est confronté » (Marchant & Stremlau, 2020, p. 4332).

Non seulement la coupure d'internet « viole le droit international [et] [...] supprime le débat pu-

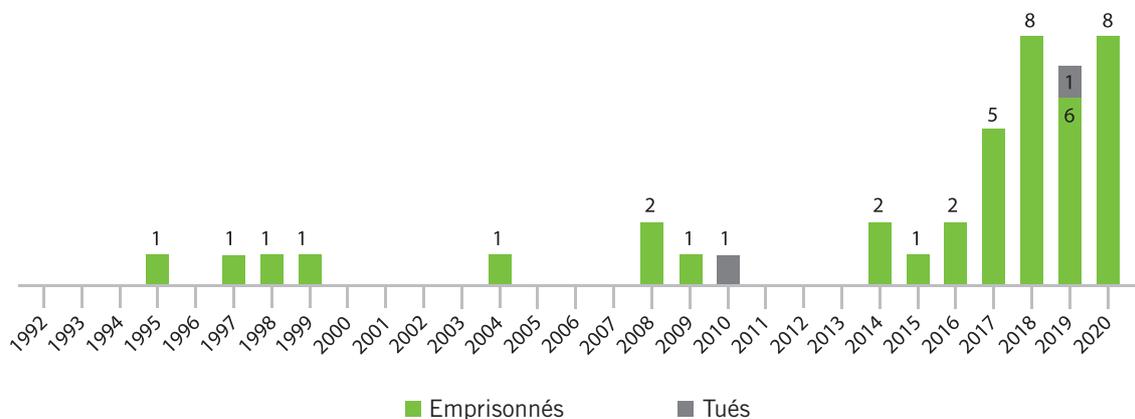
blic, [...] prive les Camerounais de l'accès aux services essentiels et aux ressources de base »⁸, comme l'a estimé en 2017 le rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté d'expression, David Kaye (Cipesa, 2017, p. 6) mais elle a également un impact significatif sur l'économie. La Collaboration sur la politique internationale des TIC en Afrique orientale et australe (Cipesa) a calculé que le Cameroun a perdu près de 40 millions de dollars américains en 93 jours de fermeture en 2017 (Cipesa, 2017, p. 21-22). Ce manque à gagner a particulièrement touché la « Silicon Mountain », le centre technologique de la région anglophone du Sud-Ouest (Kenmogne, n. d.). Les entreprises opérant à l'échelle mondiale n'ont pas pu joindre leurs partenaires et ont déploré que « [l']argent soit perdu » (Mukeredzi, 2017). Kenmogne (n. d.) raconte les 93 jours de coupure en 2017, partageant les expériences d'un enseignant en TIC qui n'a pas pu inscrire ses élèves aux Technovision Challenges, d'une mère résidant à l'étranger, déconnectée de ses enfants, ou d'un chercheur privé de ses études en ligne. Ils affirment que la fermeture a provoqué la colère des gens et augmenté les tensions. Des ONG de défense des droits numériques – Internet Sans Frontières et Access Now – ont poursuivi le gouvernement camerounais pour avoir imposé la coupure dans les deux régions anglophones (Access Now, 2018).

Les ONG de défense des médias ont alerté le monde sur le cas du journaliste radio Mancho Bixy, arrêté en 2017 pour terrorisme après avoir défendu les droits des anglophones et condamné à 15 ans de prison (CPJ, 2020b).

Le « Project Exile » (Projet Exil) de l'organisation Global Journalist dresse le portrait de la lutte des journalistes pour survivre dans leur pays d'origine et en exil, par exemple le caricaturiste camerounais Ako Eyong ou Charles Atangana, un ancien journaliste d'investigation (Beaton, 2018; Ethiemere, 2017). La journaliste Mimi Mefo Takambou a reçu le prix de la liberté d'expression dans la catégorie journalisme (Index on Censorship, 2019). Journaliste de terrain et toute première femme rédactrice en chef du service anglais d'un média privé au Cameroun, elle a créé sa propre plateforme d'information (Mimimefo, n. d. ; English Pen, 2020). Mimi Mefo, Paul Chouta et Boris Bertolt sont trois blogueurs politiques qui comptent chacun plus de 100 000 abonnés sur leur plateforme de médias sociaux (deux vivent à l'étranger et le dernier est en prison au Cameroun ; International Crisis Group, 2020, p. 16).

8 Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, dans la résolution adoptée le 5 juillet 2018, « condamne sans équivoque » les mesures contraires au droit international relatif aux droits humains qui empêchent ou « perturbent la capacité d'un individu à rechercher, recevoir ou communiquer des informations en ligne, demande à tous les États de s'abstenir de telles mesures et d'y mettre fin » (AGNU, 2018, p. 3 ; p. 5, paragraphe 13). La résolution souligne qu'internet doit « rester mondial, ouvert et interopérable », que les États sont censés s'abstenir de « restreindre indûment la liberté d'opinion et d'expression en ligne », y compris les États qui ont « manipulé ou supprimé l'expression en ligne en violation du droit international ». Le paragraphe 12 rappelle qu'il faut fournir « un environnement en ligne sûr et propice » qui permette aux journalistes « d'accomplir leur travail en toute indépendance et sans ingérence indue ou illégale » (UNGA, 2018, pp. 4-5).

Figure 20: Journalistes en danger au Cameroun depuis 1992



Les ONG de médias comme Reporters sans frontières et le Committee to Protect Journalists ainsi que l'Unesco alertent la communauté internationale sur les journalistes en danger. Source : CPJ (2020a). Illustration originale.



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER ET ANALYSER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

Demandez aux participants d'identifier et de décrire deux facteurs contextuels sélectionnés – deux facteurs attractifs ou deux facteurs répulsifs ou une combinaison de ces deux facteurs – pour le Cameroun.

- Pour identifier deux facteurs contextuels, les participants utilisent le module 3 de ce manuel. Idéalement, les participants présenteront également de nouveaux facteurs de contexte, car la liste du module 3 n'est pas exhaustive.
- Pour rendre vivantes les conditions qui poussent les Camerounais à quitter leur foyer et d'autres à se tourner vers le Cameroun, les participants exploiteront des reportages ou des témoignages diffusés par les médias.
- En présentant en plénière les facteurs contextuels qu'ils ont sélectionnés, les participants tenteront de trouver un équilibre entre la théorie et la dimension humaine derrière la théorie.

Questions de genre

Le genre est l'un des facteurs les plus importants pour déterminer les mobiles, les expériences, les priorités et les conditions de la migration et du déplacement forcé (voir la section Genre dans ce manuel). Le HCR affirme que les femmes réfugiées « non accompagnées, enceintes, chefs de famille, invalides ou âgées sont particulièrement vulnérables » (HCR, 2020d). Les femmes qui fuient les zones anglophones du Cameroun pour le Nigeria sont confrontées à un manque de travail dans les structures d'accueil nigérianes et à un risque plus élevé de violence sexuelle ou fondée sur le genre, ainsi que de violence domestique, même si de nombreux incidents ne sont pas signalés (HCR, 2018).

L'égalité des sexes est inscrite dans la constitution camerounaise (Nijkem, 2017), et elle fait partie de la stratégie gouvernementale, la Politique nationale genre (PNG) étant « un document fondateur d'orientation et de référence [...] [qui entend] promouvoir une société égalitaire et équitable » (Mefire et al., 2017, p. 37). La représentation des femmes au parlement a augmenté depuis 1997 (Banque mondiale, 2021), mais elle « reste globalement faible avec des différences significatives entre les niveaux national et local » (ONU Femmes, n. d.) et le travail des femmes parlementaires est largement affecté par « la discipline de parti et par le système parlementaire » (Fokum & Fonjong, 2018, p. 754). La participation politique des femmes est essentielle au développement durable et à la réduction de la pauvreté (Fokum & Fonjong, 2018, p. 755 ; Mefire et al., 2017, p. 37 ; voir module 3), en particulier dans un pays où 51 % des femmes vivent sous le seuil de pauvreté comparativement aux 39 % de la population nationale; seulement 53 % des filles (65 % des garçons) sont inscrites à l'école secondaire et 43 % des femmes en couple sont confrontées à la violence domestique (Ocha, 2019).

En comparaison avec les pays voisins du même groupe de développement humain intermédiaire⁹, le Cameroun fait relativement bonne figure au 140e rang de l'indice d'inégalité de genre par rapport au Congo (145 ; pas de données pour la Guinée équatoriale ; Pnud, 2019, p. 318). Dans la comparaison avec ses deux voisins, le Cameroun a un taux de natalité chez les adolescentes plus faible, enregistre plus de femmes au parlement et plus dans la population active. En revanche, le Cameroun accuse un retard en ce qui concerne le ratio hommes/femmes des personnes ayant au moins un niveau d'éducation secondaire. Les indicateurs font état de près de 600 décès pour 100 000 naissances vivantes au Cameroun, contre 440 au Congo et 340 en Guinée équatoriale (données de 2015 ; Pnud, 2019, p. 318). Les mutilations génitales féminines sont interdites par la législation nationale et leur pratique est criminalisée (Thomson Reuters Foundation, 2018). L'âge légal du mariage est de 18 ans pour les femmes et les hommes. Certains observateurs considèrent les efforts du Cameroun comme des « avancées clés vers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes » (Nijkem, 2017). « D'autres pointent les défis de la mise en œuvre de la législation existante qui vise à atteindre l'égalité des sexes et à prévenir la violence contre les femmes, les filles, les hommes et les garçons, à assurer la

⁹ En 2019, le Congo occupe le 138e rang de l'IDH, la Guinée équatoriale le 144e et le Cameroun le 150e (Pnud, 2019, p. 302).

protection et la justice pour les victimes » (ONU Femmes, n. d.). Sur le plan économique également, l'égalité des femmes est toujours au programme. Si les femmes sont, à bien des égards, l'épine dorsale de l'économie, elles sont encore largement marginalisées et sont même « plus dépendantes des hommes sur le plan économique qu'à l'époque précoloniale ou traditionnelle » (Nana-Fabu, 2006, p. 148).

Pour 2019, l'ONU fait état d'environ 194 000 femmes et 189 000 hommes migrant du Cameroun – les femmes étant plus nombreuses que les hommes (Portail sur les données migratoires, 2021). Depuis 1990, les deux sexes choisissent de plus en plus les destinations à revenu élevé, les régions développées et les pays européens plutôt que l'Afrique subsaharienne. Le nombre de migrantes en provenance du Cameroun a augmenté de près de 250 % entre 1990 et 2019, avec une hausse particulièrement marquée dans les années 2000. Alors qu'en 1990, la majorité des femmes migraient plus vers des régions en développement (54 %) que vers des régions développées (46 %), la tendance s'est inversée : 68 % des migrantes du Cameroun se déplacent vers des régions développées (les hommes : 60 %). Au fil des ans, elles ont continué à préférer les pays à revenu élevé aux pays à revenu moyen ou faible, mais la proportion s'est accentuée: En 1990, 45 % des femmes migraient vers des pays à haut revenu et 27 % vers des pays à revenu intermédiaire ou faible, alors qu'en 2019, 68 % des femmes migraient vers des pays à haut revenu, 21 % vers des pays à revenu intermédiaire et seulement 11 % vers des pays à faible revenu. La région de destination préférée est l'Europe (50 % de toutes les femmes migrant du Cameroun en 2019 contre 40 % pour les hommes), suivie par l'Afrique (32 %) et l'Amérique du Nord (18 %), et cette préférence pour l'Europe s'est également intensifiée entre 1990 et 2019 : en 1990, 43 % des femmes ont migré vers l'Europe contre 50 % en 2019, tandis qu'en 1990, 54 % des femmes ont migré en Afrique contre 32 % en 2019. En Afrique, la plupart des Camerounaises migrent vers le Gabon (21 000 en 2019), le Tchad (18 577 en 2019) et le Nigeria (12 717 ; DAES, 2019b, tableau 3).

Les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) sont les principales destinations des femmes migrantes originaires d'Afrique centrale et occidentale, qui sont fréquemment employées comme domestiques (OIM, 2018). À la recherche d'emplois et aspirant à apporter « fierté et respect » (Malit & Oliver, 2020, p. 130) à leur famille par le biais de la migration internationale de main d'œuvre, les migrantes vers les pays du CCG ont signalé des abus (Chimtom, 2015 ; Ebo'o & Oyono, 2019) qui ont entraîné des démarches pour y mettre fin (Kindzeka, 2016). Les histoires de « Mirabel », originaire de la région anglophone du Cameroun (elle s'est rendue à Dubaï avec un visa touristique, s'attendant à exercer sa profession d'enseignante, mais n'a trouvé qu'un emploi d'assistante) rejoignent celles de « Susan » qui s'attendait à travailler comme infirmière au Koweït et s'est retrouvée employée de maison (Chimtom, 2015 ; Malit & Oliver, 2020).

En Europe, les Camerounaises migrent principalement vers les pays francophones que sont la France (57 000 en 2019), la Belgique (10 000) et la Suisse (5 000), ainsi que vers le Royaume-Uni anglophone (5 000). L'Allemagne (7 700 migrantes en 2019 ; voir module 8) et l'Italie (6 500 migrantes en 2019) sont également des destinations privilégiées (DAES, 2019b,

tableau 3). En Allemagne, leur proportion a augmenté au fil des ans, et le « rôle clé » de la diaspora dans le processus de développement du Cameroun est reconnu depuis longtemps (GTZ, 2007, pp. 8-9).

Se rendre en Europe n'est pas une sinécure, comme le montre Frías (2019). Elle présente « Mireille » originaire du Cameroun, la première Africaine à avoir franchi la frontière entre Melilla (Espagne) et le Maroc. Elle a partagé avec les médias les expériences de ce long périple du Cameroun jusqu'à l'enclave espagnole. Elle n'a pas été maltraitée ou harcelée au cours de sa migration à travers l'Afrique, et s'est lancée dans l'inconnu parce que « même si nous allons à l'école et obtenons un diplôme, il n'y a rien à faire pour nous » (Frías, 2019, p. 172). La deuxième Africaine à avoir franchi la frontière à Melilla était également une Camerounaise, « Astan », enceinte de douze semaines. Tatiana Kanga, également camerounaise, a transité par la route terrestre, puis traversé la Méditerranée, enceinte de neuf mois (Frías, 2019). Pour de nombreuses femmes, la migration est un moyen « d'accroître leur accès aux biens de production », explique l'OIM (2020). Pourquoi partent-elles ? Alpes (2017), sur la base de son vaste travail ethnographique de terrain, souligne que « les aspirations migratoires [...] touchent les jeunes Camerounais issus de familles aisées comme de familles pauvres, de tous horizons et avec des niveaux d'éducation variables. Les hommes comme les femmes réussissent à obtenir un soutien financier de leur famille pour tenter de migrer » (Alpes, 2017, p. 306) et le plus fort est « appelé à devenir migrant » (Alpes, 2017, p. 313), homme comme femme. Tout comme les jeunes de Guinée-Bissau migrent à la recherche de l'« ailleurs idéal » (Ramsey-Kurz & Ganapathy-Doré, 2011 ; voir module 6), il semblerait qu'il en aille de même lorsque Kanga s'exclame : « On est en Europe ! » (Frías, 2018, p. 174). Mais toutes les migrations ne se terminent pas par l'accès convoité aux biens de production. Ceux qui sont désenchantés et souhaitent rentrer chez eux peuvent bénéficier de programmes de retour et de réintégration, mis en œuvre par l'OIM (2020). Dans leur pays, les femmes qui rentrent chez elles, comme « Rafiatou » du Cameroun, partagent leurs expériences acquises avec des migrants potentiels, car « les jeunes femmes et les filles doivent savoir quels sont les risques encourus en cours de route » (OIM, 2020).

Comme c'est généralement le cas (voir module 3), les Camerounaises sont elles aussi obligées de répondre aux attentes de leurs financeurs au pays – famille et membres de la communauté – qui « organisent généralement le contact initial avec les 'agents de voyage' ou les passeurs [et] [...] paient ces personnes » (Mixed Migration Center, 2018, p. 36). Dans son travail ethnographique de terrain mené sur six années entre 2007 et 2013, Alpes (2017) a dévoilé les interdépendances entre les femmes migrantes, leurs familles et leurs intermédiaires au Cameroun, et parvient à montrer la complexité de la prise de décision des migrantes et de leurs réseaux de dépendance.



SUGGESTION DE DEVOIR PORTANT SUR LES APTITUDES AFFECTIVES (RÉPONDRE) ET COGNITIVES (APPLIQUER) :

Demandez aux participants de décrire les déplacements internes au Cameroun.

- Consultez les ressources qui ont été présentées, par exemple le Portail sur les données migratoires (Portail sur les données migratoires, 2021), les Indicateurs de développement humain (Pnud, 2019c) ou des reportages de médias (The New Humanitarian, 2020).
- Présenter les chiffres et les causes des déplacements internes, en utilisant les sources ci-dessus, y compris les bases de données fournies par l'IDMC, le HCR et l'OIM sur cette catégorie de population. Décrivez les facteurs qui poussent les gens à quitter leur foyer pour des endroits plus sûrs au Cameroun – et décrivez les raisons pour lesquelles ils ne traversent pas les frontières internationales.
- Rendez les situations de déplacement interne concrètes : utilisez des photos, des vidéos ou d'autres médias.

SUGGESTION DE DEVOIR PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE ET ANALYSER) :

Réalisez un reportage sur le Cameroun et les déplacés internes, migrants ou réfugiés, en utilisant vos médias locaux ou internationaux. Chaque participant doit approfondir les aspects importants pour le Cameroun et identifier les informations qui permettent au public de prendre des décisions éclairées sur la migration et le déplacement forcé.



LECTURES RECOMMANDÉES :

Académique :

Global Journalist (2020). Project Exile. [En ligne]. <https://globaljournalist.org/2018/01/8964/> [consulté le 22 janvier 2020]

Journalistique :

Jobard, O. (2019). From Cameroon to France: Travel Journal of a Clandestine Immigrant (Moving Walls). New York, Washington D.C., Londres : Open Society Foundation. [En ligne] <https://www.movingwalls.org/moving-walls/13/cameroon-france-travel-journal-clandestine-immigrant.html> [consulté le 21 janvier 2020].

Institutionnelle :

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada et HCR (2012). Cameroun : information sur la corruption des journalistes ; information sur la falsification d'articles de journaux à des fins de demande d'asile. [En ligne]. <https://www.refworld.org/docid/4f9e37342.html> [consulté le 26 mars 2021]

Références

Abel, G. J., Brottrager, M., Crespo Cuaresma, J. et Mutarak, R. (2019). Climate, conflict and forced migration. *Global Environmental Change*, 54, 239-249. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2018.12.003>

Access Now (2018). Access Now & ISF file legal intervention against Cameroon shutdown. [En ligne]. <https://www.accessnow.org/access-now-isf-file-legal-intervention-cameroon-shutdown/> [consulté le 7 janvier 2021]

Adepoju, A., Fumagalli, C. et Nyabola, N. (2020). Africa Migration Report: Challenging the narrative. Addis Ababa. [En ligne]. <https://publications.iom.int/books/africa-migration-report-challenging-narrative> [consulté le 19 octobre 2020]

AGNU (2018). La promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur internet. Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 5 juillet 2018. Conseil des droits de l'homme. Trente-huitième session. A/HRC/RES/38/7. [En ligne] https://digitallibrary.un.org/record/1639840/files/A_HRC_RES_38_7-FR.pdf [consulté le 26 mars 2021]

Alpes, M. J. (2017). Why aspiring migrants trust migration brokers: The moral economy of departure in Anglophone Cameroon. *Africa* (87)2, 304-321. <https://doi.org/10.1017/S0001972016000978>

André, C., Anzellini, V., Hajžmanová, I. et Leduc, C. (2019). Africa Report on internal displacement. IDMC. [En ligne]. <https://www.internal-displacement.org/publications/africa-report-on-internal-displacement> [consulté le 22 novembre 2020]

Appiah-Nyamekye Sanny, J. et Rocca, C. (2018). "Updata-ing" the narrative about African migration. Afrobaromètre. [En ligne]. <https://afrobarometer.org/publications/updata-ing-narrative-about-african-migration> [consulté le 22 octobre 2020]

Appiah-Nyamekye Sanny J., Logan, C. et Gyimah-Boadi, E. (2019). In search of opportunity: Young and educated Africans most likely to consider moving abroad. Afrobaromètre. (288). [En ligne]. http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Dispatches/ab_r7_dispatchno288_looking_for_opportunity_africans_views_on_emigration1.pdf [consulté le 1er décembre 2019]

Banque mondiale (2019). La Banque mondiale au Cameroun. [En ligne]. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/cameroon/overview> [consulté le 26 mars 2021]

Banque mondiale (2015). Pour les jeunes Camerounais, des formations mieux adaptées au marché du travail réduiraient la pauvreté. [En ligne]. 19 novembre 2015. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2015/11/19/cameroonian-youth-on-ending-poverty-its-about-bridging-the-skills-gap> [consulté le 26 mars 2021]

Banque mondiale (2020a). Covid-19 crisis through a migration lens. [En ligne]. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33634> [consulté le 6 juin 2020]

Banque mondiale (2020b). Taux de fertilité, total (naissances par femme) - Sub-Saharan Africa (excluding high income), Cameroon, World [En ligne]. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.TFRT.IN?locations=ZF-CM-1W> [consulté le 26 mars 2021]

Banque mondiale (2020c). Espérance de vie à la naissance, femmes (années) - Sub-Saharan Africa (excluding high income), Cameroon. [En ligne]. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.LE00.FE.IN?locations=ZF-CM> [consulté le 26 mars 2021]

Banque mondiale (2020d). Espérance de vie à la naissance, hommes (années) - Cameroon, Sub-Saharan Africa (excluding high income) [En ligne]. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.LE00.MA.IN?locations=CM-ZF> [consulté le 26 mars 2021]

Banque mondiale (2020e). Chômage, total des jeunes (% de la population active âgée de 15 à 24 ans) (estimation modélisée OIT) - Cameroon, Sub-Saharan Africa (excluding high income). [En ligne]. <https://>

- donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.1524.ZS?locations=CM-ZF [consulté le 26 mars 2021]
- Banque mondiale (2020f) Croissance de la population (% annuel) - Sub-Saharan Africa (excluding high income), Cameroon. [En ligne]. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.GROW?locations=ZF-CM> [consulté le 26 mars 2021]
- Banque mondiale (October 2020g). Migration and remittances data: Annual remittances data as of October 2020. [En ligne]. <https://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaissues/brief/migration-remittances-data> [consulté le 7 décembre 2020]
- Banque mondiale (2020h). Utilisateurs d'internet (% de la population) – Cameroon. [En ligne]. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/IT.NET.USER.ZS?locations=CM> [consulté le 26 mars 2021]
- Banque mondiale (2021). Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (%) – Cameroon, 1997-2020. [En ligne]. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SG.GEN.PARL.ZS?locations=CM> [consulté le 26 mars 2021]
- Beaton, A. (2018). Tortured in Cameroon, a struggle for U.K. asylum [Charles Atangana]. [En ligne]. <https://globaljournalist.org/author/abeaton/> [consulté le 27 novembre 2020]
- Bertelsmann Stiftung (2020). BTI 2020 Country Report – Cameroon. Gütersloh: Fondation Bertelsmann, 2020. https://www.bti-project.org/content/en/downloads/reports/country_report_2020_CMR.pdf [consulté le 7 janvier 2021]
- Chintom, N. K. (2015, July 15). In search of jobs, Cameroonian women may end up as slaves in Middle East. Inter Press Service. [En ligne]. <http://www.ipsnews.net/2015/07/in-search-of-jobs-cameroonian-women-may-end-up-as-slaves-in-middle-east/> [consulté le 10 janvier 2021]
- Cipesa (2017). A Framework for calculating the economic impact of internet disruptions in sub-Saharan Africa. Collaboration sur la politique internationale des TIC en Afrique orientale et australe (Cipesa), Kampala. [En ligne]. https://cipesa.org/?wpfb_dl=252 [consulté le 7 janvier 2021]
- Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada et HCR (2012). Cameroun : information sur la corruption des journalistes ; information sur la falsification d'articles de journaux à des fins de demande d'asile. [En ligne]. <https://www.refworld.org/docid/4f9e37342.html> [consulté le 26 mars 2021]
- CPJ (2020a). Journalists attacked in Cameroon since 1992. Committee to protect journalists. [En ligne]. <https://cpj.org/africa/cameroon/> [consulté le 27 novembre 2020]
- CPJ (2020b). Mancho Bibixy. Abakwa FM, Imprisoned in Cameroon, 17 janvier 2017. Committee to protect journalists. [En ligne]. <https://cpj.org/data/people/mancho-bibixy/> [consulté le 7 janvier 2021]
- CPJ & ESCR-Net (n. d.). Journalist Assistance Application. [En ligne]. <https://www.escr-net.org/resources/journalist-assistance-application> [consulté le 23 janvier 2020]
- DAES (2019a). World Population Prospects 2019, Volume I: Comprehensive Tables. New York. [En ligne]. https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2019_Volume-I_Comprehensive-Tables.pdf [consulté le 11 décembre 2020]
- DAES (2019b). Total international migrant stock 2019: Migrant stock at mid-year by origin and by major area, region, country or area of destination, 1990-2019. [En ligne]. <https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/estimates19.asp> [consulté le 10 janvier 2021]
- DAES (2020). World population prospects: Median age of the total population (years): Cameroon, 2020. [En ligne]. <https://population.un.org/wpp/DataQuery/> [consulté le 11 décembre 2020]
- Ebo'o, A. & Oyono, P.R. (2019). Human trafficking/Young Cameroonians end up enslaved in the Gulf. Enhancing Africa's capacity to respond more effectively to transnational organised crime (Enact). [En ligne]. <https://enactafrica.org/research/trend-reports/young-cameroonians-end-up-enslaved-in-the-gulf> [consulté le 11 janvier 2021]

- EIU (2020). Democracy Index 2019. A year of democratic setbacks and popular protests. A report by the Economist Intelligence Unit. [En ligne]. <https://www.in.gr/wp-content/uploads/2020/01/Democracy-Index-2019.pdf> [consulté le 7 janvier 2021]
- English Pen (2020). Mimi Mefo Takambou. [En ligne]. <https://www.englishpen.org/campaign/writers-in-residence/mimi-mefo-takambou/> [consulté le 2 décembre 2020]
- Ethièmère, L. (2017, January 10). Cameroonian cartoonist [Ako Eyong] flees Biya repression. Global Journalist. [En ligne]. <https://globaljournalist.org/2017/01/project-exile-cameroon-cartoonist-flees-biya-repression/> [consulté le 10 janvier 2020]
- Fokum, V. Y. & Fonjong, L. N. (2018): Increasing women's representation in the Cameroon parliament: Do numbers really matter? *Sociology International Journal* (2)6, 754-762. DOI: 10.15406/sij.2018.02.00134
- Frías Rudolph, M. (2019). Migrant women's bodies in transit: From sub-Saharan Africa to Spain in real life and film. In Luczak, E. B.; Pochmara, A. & Dayal, S.: *New cosmopolitanisms, race, and ethnicity. Cultural perspectives* (pp. 162-191). Warsaw, Berlin: De Gruyter.
- Global Journalist (2020). Project Exile. [En ligne]. <https://globaljournalist.org/2018/01/8964/> [consulté le 22 janvier 2020]
- GTZ (2007). The Cameroonian Diaspora in Germany. Its contribution to development in Cameroon. [En ligne]. http://www.migration4development.org/sites/m4d.emakina-eu.net/files/The_Cameroonian_Diaspora_in_Germany.pdf [consulté le 10 janvier 2021]
- HCR (2018). Inquiétude croissante pour les femmes et les enfants fuyant le Cameroun. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2018/1/5a61c06aa/inquietude-croissante-femmes-enfants-fuyant-cameroun.html> [consulté le 26 mars 2021]
- HCR (2020a). Portail Opérationnel. Crise de réfugiés. Réfugiés au Cameroun. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <http://data2.unhcr.org/fr/country/cmr> [consulté le 26 mars 2021]
- HCR (2020b). Refugee Data Finder: Cameroon, country of origin, 2014-2019. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/download/?url=TbB8> [consulté le 11 novembre 2020]
- HCR (2020c). Refugee Data Finder: Country of asylum: Cameroon. Country of origin: All countries. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/download/?url=siO9> [consulté le 11 novembre 2020]
- HCR (2020d). Women. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/women.html> [consulté le 27 novembre 2020]
- HCR (2020e). Refugee Data Finder: Cameroon, country of origin; country of asylum; refugees under UNHCR mandate; asylum seekers; 2018-2019. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/download/?url=Z20bV9> [consulté le 12 décembre 2020]
- Helliwell, J. F., Layard, R., Sachs, J. et de Neve, J.-E. (2020). World Happiness Report 2020. New York: Sustainable Development Solutions Network. [En ligne]. <https://happiness-report.s3.amazonaws.com/2020/WHR20.pdf> [consulté le 6 décembre 2020]
- Human Rights Watch (2019a). Cameroun. Rapport mondial 2019 (pp. 24-29). [En ligne]. <https://www.hrw.org/fr/world-report/2019/country-chapters/325148> [consulté le 26 mars 2021]. Version intégrale en anglais : Human Rights Watch (2019a). Cameroon. In *World Report 2019* (pp. 105-110). [En ligne]. https://www.hrw.org/sites/default/files/world_report_download/hrw_world_report_2019.pdf [consulté le 6 décembre 2020]
- Human Rights Watch (2019b). Rapport mondial 2020: Cameroun, événements de 2019. [En ligne] <https://www.hrw.org/fr/world-report/2020/country-chapters/336595> [consulté le 26 mars 2021]. Version intégrale en anglais : Human Rights Watch (2019b). *World Report 2020: Rights Trends in Cameroon*. [En ligne]. <https://>

www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/cameroon [consulté le 6 janvier 2020]

Human Rights Watch (2020). Cameroun : Une attaque-suicide de Boko Haram a frappé un camp de personnes déplacées. 25 août 2020. HRW [communiqué détaillé]. [En ligne] <https://www.hrw.org/fr/news/2020/08/25/cameroun-une-attaque-suicide-de-boko-haram-frappe-un-camp-de-personnes-deplacees>

IDMC (2019). Cameroon: A deepening but neglected crisis. [En ligne]. <https://www.internal-displacement.org/sites/default/files/publications/documents/2019-IDMC-GRID-spotlight-cameroon.pdf> [consulté le 11 novembre 2020]

IDMC (2020). Cameroon. [En ligne]. <https://www.internal-displacement.org/countries/cameroon> [consulté le 11 novembre 2020]

Ihonvbere, J. (1996). Where Is the third wave? A critical evaluation of Africa's non-transition to democracy. *Africa Today*, 43(4), 343-367. [En ligne]. <http://www.jstor.org/stable/4187120> [consulté le 7 janvier 2021]

Index on Censorship (2019, March 28). #IndexAwards2019: Mimi Mefo works without fear or favour in Cameroon's climate of repression and self-censorship. [En ligne]. <https://www.indexoncensorship.org/2019/03/index-awards-2019-mimi-mefo-works-without-fear-or-favour-in-camerouns-climate-of-repression-and-self-censorship/> [consulté le 5 décembre 2020]

International Crisis Group (2010). Cameroun : Etat fragile. [En ligne]. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/cameroon-fragile-state> [consulté le 26 mars 2021]

International Crisis Group (2020). Apaiser les tensions ethno-politiques au Cameroun, en ligne et hors ligne. *Africa Report* n° 295, 3 December 2020. [En ligne]. https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/295-apaiser-les-tensions-ethno-politiques-au-cameroun_0.pdf [consulté le 26 mars 2021]

Jobard, O. (2019). *From Cameroon to France: Travel Journal of a Clandestine Immigrant (Moving Walls)*. New York, Washington D.C., Londres. Open Society Foundation. [En ligne]. <https://www.movingwalls.org/moving-walls/13/cameroon-france-travel-journal-clandestine-immigrant.html> [consulté le 21 janvier 2020]

Kenmogne, R. (n. d.). New: Cameroon: 93 days of internet shutdown. *TrendingNG*. [En ligne]. <https://trendingng.com/new-camerouns-93-days-of-internet-shutdown-by-rigobert-kenmogne/> [consulté le 23 avril 2021]

Kindzeka, M. E. (25 avril 2016). Cameroon aims to block trafficking of women to Middle East. *VOA*. [En ligne]. <https://www.voanews.com/africa/cameroon-aims-block-trafficking-women-middle-east> [consulté le 10 janvier 2021]

Kingsley, P. (2 septembre 2019). Life in an internet shutdown: crossing borders for email and contraband SIM cards. *The New York Times*. [En ligne]. <https://www.nytimes.com/2019/09/02/world/africa/internet-shutdown-economy.html> [consulté le 7 janvier 2021]

Kos G aka Mr Chorkocho (2018). White Collar. Prolific Dream Revolution 237. [En ligne]. <https://www.youtube.com/watch?v=tddUcMauTdQ> [consulté le 27 novembre 2020]

Lundy, B. D. et Adebayo, A. G. (2016). Sustainable livelihoods, conflicts and transformation. [Special issue]. *Journal of Global Initiatives*, 10(2)

Malit, F. T. et Oliver, T. (2020). Labor migration and deskilling in the United Arab Emirates: Impacts on Cameroonian labor migrants' labor market employment status and welfare. In Gross, Z. (sous la direction de), *Migrants and comparative education. Call to Re/Engagement* (pp. 125-142). Leiden, Boston: Brill Sense.

Manih, T. N. (24 avril 2018). Why Anglophones continuously feel marginalized. *Cameroon Post*. [En ligne]. <https://cameroonpostline.com/why-anglophones-continuously-feel-marginalised> [consulté le 10 janvier 2021]

Marchant, E. & Stremlau, N. (2020). A spectrum of shutdowns: Reframing internet shutdowns from Africa. *International Journal of Communication* 14, 4327-4342. [En ligne]. <https://ijoc.org/index.php/ijoc/article/view/15070/3188> [consulté le 7 janvier 2021]

- McMahon, S. et Kalantaryan, S. (2020). Covid-19 and remittances in Africa. Luxemburg. Joint Research Centre. [En ligne]. https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/bitstream/JRC121055/remittances_in_the_context_of_covid_19_africa_12062020_final_online_clean.pdf [consulté le 11 août 2020]
- Mefire, L. M., Vissandjée, B. et Bibeau, G. (2017). Cameroon and the gender issue. *Advances in Anthropology*, 7, 34-45. [En ligne]. <https://doi.org/10.4236/aa.2017.71004> [consulté le 10 janvier 2021]
- Mimimefo (n. d.). [En ligne]. <https://mimimefoinfos.com/> [consulté le 1er décembre 2020]
- Mixed Migration Center (2018): Experiences of female refugees & migrants in origin, transit and destination countries. A comparative study of women on the move from Afghanistan, East and West Africa. [En ligne]. http://www.mixedmigration.org/wp-content/uploads/2018/09/050_experiences-of-female-refugees.pdf [consulté le 10 janvier 2021]
- Morse, Y. L. (2018). Electoral authoritarianism and weak states in Africa: The role of parties versus presidents in Tanzania and Cameroon. *International Political Science Review* (39)1, 114-129. <https://doi.org/10.1177/0192512117692322>
- MRGI (2020). Cameroon: World directory of minorities and indigenous people. [En ligne]. <https://minorityrights.org/country/cameroon/> [consulté le 8 novembre 2020]
- Mukeredzi, T. (2017). Tumulte autour des coupures d'internet : Les gouvernements prétextent de la violence, des tricheries et de la haine. *Afrique Renouveau*, Août-novembre 2017. [En ligne]. <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/ao%C3%BBt-novembre-2017/tumulte-autour-des-coupures-dinternet> [consulté le 7 janvier 2021]
- Nana-Fabu, S. (2006). An analysis of the economic status of women in Cameroon. *Journal of International Women's Studies*, 8(1), 148-162. [En ligne]. <https://vc.bridgew.edu/cgi/viewcontent.cgi?referer=https://www.google.com/&httpsredir=1&article=1355&context=jiws> [consulté le 8 avril 2019]
- Ngangum, P.T. (2020). Media regulation in Cameroon. *African Journalism Studies* 40(3), 10-25. <https://doi.org/10.1080/23743670.2020.1725777>
- Njikem, J. T. (2017). Ending inequality against women in Cameroon. United Nations Foundation. [En ligne]. <https://unfoundation.org/blog/post/ending-inequality-women-cameroon/> [consulté le 27 novembre 2020]
- Nyamnjoh, F. B. (2010). Racism, ethnicity and the media in Africa: Reflections inspired by studies of xenophobia in Cameroon and South Africa. *Africa Spectrum*, 45(1), 57-93. [En ligne]. <https://journals.sub.uni-hamburg.de/giga/afsp/article/viewFile/248/248-249-1-PB.pdf> [consulté le 27 novembre 2020]
- Nyingi, J. (2019, October 1). Cameroon national dialogue and young people. DW. [En ligne]. <https://www.dw.com/en/cameroon-national-dialogue-and-young-people/av-50665836> [consulté le 16 mai 2020]
- Ocha (2019). Données sur l'égalité des sexes au Cameroun. [En ligne]. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/donnees_sur_legalite_des_sexes_au_cameroun-hno_2020-17_oct_19.pdf [consulté le 26 mars 2021]
- OIM (2009). Migration au Cameroun: Profil National 2009. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/cameroun_profile_2009.pdf [consulté le 27 novembre 2020]
- OIM (2018). Assistance to voluntary and humanitarian return 2017/2018. Profiles of migrants assisted to return to their country of origin West and Central Africa. [En ligne]. <https://migrationjointinitiative.org/sites/default/files/files/articles/avrr-20172018-iom-wcafinal.pdf> [consulté le 11 janvier 2021]
- OIM (2019). Termes clés de la migration. Organisation internationale pour les migrations. [En ligne] <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration> [consulté le 22 mars 2021]. Version anglaise : OIM (2019). Glossary on Migration. International Organization for Migration [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf [consulté le 5 août 2019].
- OIM (2020). Afrique centrale et Afrique de l'Ouest : les femmes sont de plus en plus nombreuses à rechercher

l'égalité à travers la migration. 13 mars 2020. [En ligne]. <https://www.iom.int/news/west-and-central-africa-more-women-search-equality-through-migration> [consulté le 26 mars 2021]

ONU Femmes (n. d.). Where we are: West and Central Africa: Cameroon [En ligne]. <https://africa.unwomen.org/en/where-we-are/west-and-central-africa/cameroon> [consulté le 14 janvier 2020]

Pnud (2019). Rapport sur le développement humain 2019 : Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent : les inégalités de développement humain au XXI^e siècle. New York. [En ligne]. http://www.hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_fr.pdf [consulté le 26 mars 2021]

Pnud (2019). World population prospects. [En ligne]. <https://population.un.org/wpp/Download/Standard/Population/> [consulté le 8 novembre 2020]

Portail sur les données migratoires (2021). Cameroun. [En ligne]. https://migrationdataportal.org/fr?i=stock_abs_&t=2020&cm49=120 [consulté le 26 mars 2021]

Ramsey-Kurz, H. et Ganapathy-Doré, G. (2011). Projections of paradise in migrant writing. Amsterdam: Rodopi.

REM (2012). Glossaire 2.0 sur l'asile et les migrations : un outil pour une meilleure comparabilité. Réseau européen des migrations (Commission européenne). Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/european_migration_network/docs/emn-glossary-fr-version.pdf [consulté le 28 février 2021]. Version anglaise : EMN (2018), European Migration Network Glossary 6.0. Réseau européen des migrations. Bruxelles. [En ligne]. https://www.emn.at/wp-content/uploads/2018/06/emn-glossary-6-0_en.pdf [consulté le 28 février 2021].

Reporters sans frontières (2020a). Classement mondial de la liberté de la presse 2020. [En ligne]. <https://rsf.org/fr/classement> [consulté le 26 mars 2021]

Reporters sans frontières (2020b). Cameroun. Un pluralisme de façade. [En ligne]. <https://rsf.org/fr/cameroun> [consulté le 26 mars 2021]

Sondo, G. (2020). Cameroon's language barriers. Poor translation is hampering the response to the pandemic – and linguistic divides underpin conflict. *The Continent with Mail&Guardian* 2, 9-10. [En ligne]. <https://bucket.mg.co.za/wp-media/2020/10/5163bf18-thecontinentissue2.pdf> [consulté le 8 janvier 2021]

Tamfu, A. (2018, October 5). A vote without a say: Cameroon's displaced Anglophones wait for peace to return. [En ligne]. <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2018/10/05/vote-without-say-cameroon-s-displaced-anglophones-wait-peace-return> [consulté le 15 mai 2020]

The BBC (2019). Cameroon: Profile Media. [En ligne]. <https://www.bbc.com/news/world-africa-13146033> [consulté le 27 novembre 2020]

The New Humanitarian (2020). The Global Migrant & Refugee Crisis: An in-depth collection of global reporting on refugees, asylum seekers, migrants, and internally displaced people. [En ligne]. <http://newir.inrinnews.org/global-refugee-crisis>; <http://www.thenewhumanitarian.org/migration> [consultés le 1er décembre 2020]

Thomson Reuters Foundation (2018). Cameroon: The law and FGM. [En ligne] [https://www.28toomany.org/static/media/uploads/Law%20Reports/cameroon_law_report_v1_\(july_2018\).pdf](https://www.28toomany.org/static/media/uploads/Law%20Reports/cameroon_law_report_v1_(july_2018).pdf) [consulté le 1er décembre 2020]

Tita, J. et Wantchami, L. N. (2016). Understanding Cameroon press freedom according to African Media Barometer from 2008-2014. *Journal of Mass Communication & Journalism*, 6(6). 1-4. <https://doi.org/10.4172/2165-7912.1000314>

Transparency International (2020). Cameroon. [En ligne]. <https://www.transparency.org/en/countries/cameroon> [consulté le 11 novembre 2020]

Udelsmann Rodrigues, C. et Tomàs, J. (sous la direction de). (2012). *Crossing African Borders: Migration and Mobility*. Lisbon: Center of African Studies (CEA) ISCTE-IUL, University Institute of Lisbon. [En ligne]. <https://>

repositorio.iscte-iul.pt/bitstream/10071/4366/3/crossing_african_borders_2012_v2-1.pdf [consulté le 1er décembre 2020]

Unesco (2020). La Directrice générale de l'UNESCO appelle à enquêter sur la mort du journaliste Samuel Wazizi au Cameroun. 16 juin 2020. [En ligne]. <https://fr.unesco.org/news/directrice-generale-lunesco-appelle-enqueter-mort-du-journaliste-samuel-wazizi-au-cameroun> [consulté le 26 mars 2021]

Union africaine (2017). Harnessing the demographic dividend through investments in youth. [En ligne]. <https://au.int/sites/default/files/documents/32665-doc-au-echo-magazine-2017-23june17-1.pdf> [consulté le 3 décembre 2019]

V-Dem Institute (2020). Autocratization surges – resistance grows. Democracy Report 2020. Université de Göteborg, Göteborg. [En ligne]. https://www.v-dem.net/media/filer_public/de/39/de39af54-0bc5-4421-89ae-fb20dcc53dba/democracy_report.pdf [consulté le 27 janvier 2021]

Wu, M.-Y. et Ray, J. (2012). Many worldwide see communities as good for immigrants: Residents in Asia least likely to view communities as good places. Washington, D.C. Gallup. [En ligne]. <https://news.gallup.com/poll/158438/worldwide-communities-good-immigrants.aspx> [consulté le 27 novembre 2020]

Zenn, J. et Pearson, E. (2014). Women, gender and the evolving tactics of Boko Haram. *Journal of Terrorism Research* 5(1), 46-57. <http://doi.org/10.15664/jtr.828>



MODULE 8

Étude de cas : l'Allemagne (Europe de l'Ouest)

Par Monika Lengauer et Johanna Mack



FINALITÉS DU MODULE

- Appréhender un cas d'étude parmi les pays de destination des migrants et des réfugiés.
- Présenter quelques facteurs contextuels qui drainent un flux record de migrants et de réfugiés.
- Sensibiliser à la dimension humaine derrière les chiffres.



OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

A la fin de ce module, parallèlement aux études de cas précédemment menées pour permettre une comparaison internationale, les participants pourront :

- Débattre de manière réfléchie des choix des migrants et des décisions des réfugiés.
→ **OA de type affectif : Répondre**
- Communiquer efficacement ce que le public doit savoir sur la migration et le déplacement forcé afin d'être en mesure de prendre des décisions éclairées.
→ **OA de type cognitif : Comprendre**
- Élaborer et mettre en œuvre une fiche pays et une note qui présente brièvement la migration et le déplacement forcé, en utilisant leurs connaissances et les bases de données.
→ **OA de type cognitif : Appliquer**
- Envisager l'Allemagne comme un pays d'origine et de destination pour les migrants et les réfugiés.
→ **OA de type cognitif : Analyser**

Aperçu

L'Europe, selon la légende, remonte à la mythologie grecque et à la princesse Europe, fille d'Agéonor. L'antiquité grecque a développé des représentations précises de la terre constituée de trois continents : l'Europe, l'Asie et la Libye (Afrique). L'idée moderne de l'Europe a évolué avec le temps. Au départ, elle était identifiée à trois concepts : la liberté, le christianisme et la civilisation. Plus tard, elle a été associée à la diversité, à la démocratie, puis au nationalisme. Au fil du temps s'est affirmée l'idée qu'une identité commune favorisait l'intégration (voir par exemple Schmale, 2010). La recherche européenne contemporaine (postérieure à la Seconde Guerre mondiale) sur la migration et le déplacement forcé centrée sur l'Allemagne présente une variété de cadres théoriques et de perspectives, y compris les déplacements forcés dus aux conflits européens (par exemple, les guerres de l'ex-Yougoslavie, le Kosovo, l'Ukraine, la Crimée) ; la migration des ressortissants de souche allemande¹ des pays d'Europe de l'Est, appelés « Aussiedler » (littéralement : « émigrants ») ; la fuite ou la migration de l'Allemagne de

¹ Le gouvernement allemand souligne qu'il « reconnaît sa responsabilité envers toutes les minorités allemandes d'Europe de l'Est qui ont été confrontées à des difficultés particulières en raison de la Seconde Guerre mondiale, déclenchée par l'Allemagne nazie [...]. Les réinstallés d'origine allemande sont des Allemands au sens de la Loi fondamentale qui retournent dans le pays de leurs ancêtres pour y vivre de manière permanente » (BMI, 2020).

l'Est vers l'Allemagne de l'Ouest² ; les réfugiés dits « de quota » (Kontingentflüchtlinge) de l'ex-Union soviétique (120 000 réfugiés juifs entre 1990 et 1999 ; Dietz, 2000) ; les Gastarbeiter (travailleurs invités), par exemple les travailleurs migrants qui étaient recrutés pour une durée limitée, notamment dans les années 1950 et 1960 – le terme a été adapté à divers contextes nationaux et traduit dans d'autres langues mais il n'est plus utilisé dans un cadre institutionnel international (REM, 2012 ; Fassmann & Münz, 1994 ; Glorius, 2010 ; Hoerder, 1999 ; OIM, 2019a ; Münz & Weiner, 1997 ; Panagiotidis, 2015). Le dernier point de référence dans l'actualité pour discuter des questions de migrants et de réfugiés en Europe et en Allemagne a été les événements des années 2015-2016, lorsqu'un nombre sans précédent de personnes ont tenté de rejoindre l'Europe – le plus grand afflux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945. Ce module tente de montrer que l'Allemagne est un pays dont le cas est particulièrement complexe en matière de migration et de déplacement forcé. Le module met également en avant deux groupes qui échappent souvent à l'attention du public, les personnes âgées et les enfants : Les personnes âgées constituent un groupe important en Allemagne – et elles constituent également un groupe important de migrants internationaux (Migration Data Portal, 2021). Quant aux migrants mineurs, ils arrivent souvent non accompagnés.

Fiche pays

L'Allemagne se nomme différemment selon les langues. En français, c'est « l'Allemagne », Germany en anglais et Deutschland en allemand – prenez cela comme une invitation à vous pencher sur l'histoire de ce pays. Ce qui marque ce pays encore aujourd'hui, c'est aussi le régime nazi (1933-1945) et l'Holocauste. Les Allemands les plus âgés se souviennent de la dictature, de la guerre, des destructions, des expulsions et de la séparation en deux États³. Ce manuel n'est pas le lieu pour rendre justice, de manière appropriée et en toute responsabilité, à la douleur que ces années ont infligée au monde et à l'Allemagne, et dont les ramifications se font sentir jusqu'à ce jour sur les individus et sur le système mondial.

Les citoyens allemands attendent de leurs présidents qu'ils trouvent des mots et des gestes appropriés, à la hauteur de la magnitude, du fait de la neutralité politique de leur fonction et de leur éminence attendue en tant que source de « clarification, pour démonter les préjugés, exprimer ce qui est dans l'esprit des citoyens, influencer le débat public [...] [et] faire des propositions » (Der Bundespräsident, 2020). À ce titre, certains présidents ont porté le débat vers

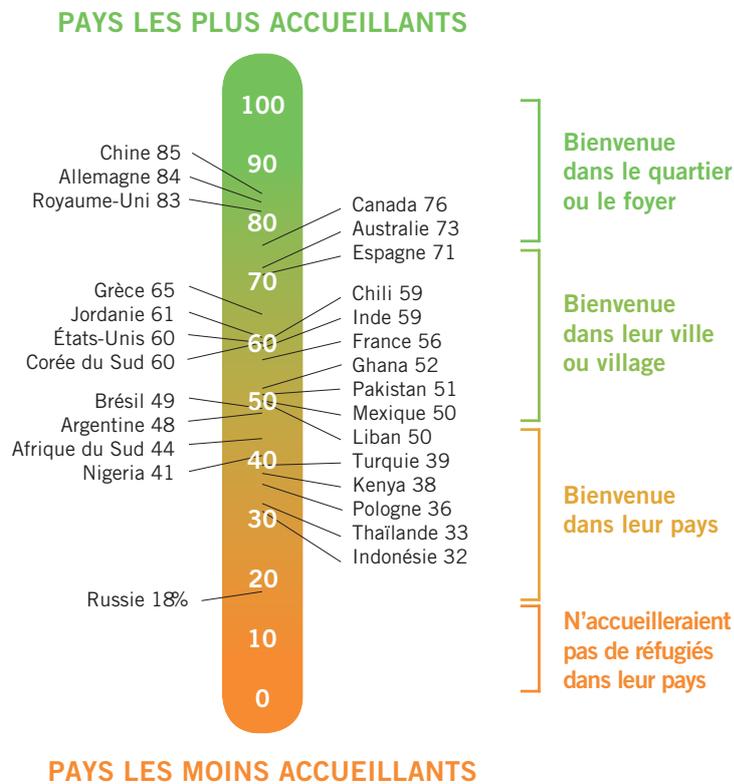
2 L'Allemagne ayant été divisée en deux États souverains entre 1949 et 1990, les citoyens de la République démocratique allemande (RDA, également appelée Allemagne de l'Est) qui ont fui vers la République fédérale d'Allemagne (Allemagne de l'Ouest) sont appelés Übersiedler, en raison de leur statut particulier en tant qu'Allemands. Après la réunification, ces mouvements spatiaux ont été classés dans la catégorie des migrations internes.

3 Le Multidimensional Remembrance Monitor (Multidimensionaler Erinnerungsmonitor, « Memo ») surveille régulièrement l'état de la culture de la mémoire en Allemagne. Les chercheurs de l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les conflits et la violence de l'université de Bielefeld, en Allemagne, enquêtent sur « la persécution, le déplacement et l'anéantissement de personnes et de groupes de personnes qui ont eu lieu à l'époque du national-socialisme » (Zick et al., 2020, p. 3). Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils considéraient comme les événements les plus importants de l'histoire de l'Allemagne, près de 50 % des personnes interrogées ont mentionné la réunification de l'Allemagne, et près de 39 % ont mentionné les événements survenus dans le contexte du national-socialisme (Zick et al., 2020, p. 7).

de nouvelles frontières : Richard von Weizsäcker a déclaré au Parlement allemand, lors de la cérémonie commémorant le 40^e anniversaire de la fin de la guerre en Europe et de la tyrannie national-socialiste, le 8 mai 1985 au Bundestag à Bonn, que « le 8 mai [1945] a été un jour de libération. Il nous a tous libérés » (von Weizsäcker, 1985, p. 2). Le président Frank-Walter Steinmeier a demandé pardon au peuple polonais pour « la culpabilité historique de l'Allemagne » : « Je m'incline avec chagrin devant la douleur des victimes. [...] Je reconnais notre responsabilité durable » (Steinmeier, 2019). Il faut savoir que l'Allemagne n'a jamais marqué la Journée des réfugiés jusqu'à ce que le président Joachim Gauck le fasse en 2015, en dénouant l'impasse dans laquelle se trouvait le souvenir des expulsés de l'après-Seconde Guerre mondiale, originaires des anciennes implantations allemandes en Europe de l'Est (Süddeutsche Zeitung, 2015). Sa déclaration intervient le 20 juin 2015, au plus fort de la crise des réfugiés. Le président Gauck commence son discours en commémorant tous ceux qui ont été déracinés, les « réfugiés et expulsés, qui ont été forcés à l'émigration », dans le passé, le présent et le futur. Il change de paradigme en poursuivant avec l'évocation des réfugiés et expulsés allemands du passé :

« Pour la première fois, l'Allemagne célèbre cette journée nationale officielle en souvenir des millions d'Allemands qui ont été chassés de leur patrie à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pour la première fois, donc, le gouvernement allemand célèbre officiellement la Journée mondiale des réfugiés, telle que l'Assemblée générale des Nations unies l'a adoptée il y a quinze ans. Car ils se rejoignent de manière tout à fait déterminante – le sort des gens d'hier et le sort des gens d'aujourd'hui, la douleur et les aspirations d'alors et les craintes et les espoirs pour l'avenir d'aujourd'hui. Je souhaite que le souvenir de ceux qui ont fui ou ont été expulsés à l'époque puisse nous aider à mieux comprendre ceux qui fuient ou sont déplacés aujourd'hui. Et vice versa : nos rencontres avec ceux qui sont déracinés aujourd'hui pourraient renforcer notre empathie envers ceux qui ont été déracinés à l'époque » (Gauck, 2015).

Figure 21 : Amnesty International : Indice d'accueil des réfugiés en 2016



L'indice d'accueil des réfugiés 2016 d'Amnesty International classe 27 pays sur tous les continents en fonction de la propension de la population à laisser les réfugiés vivre dans leur pays, leur ville, leur quartier ou leur foyer. Source : Amnesty International (2016b). Illustration originale.

Le peuple allemand et de nombreuses organisations de la société civile, souvent soutenues par les médias, ont préparé et mis en œuvre ce que l'on appelle la « culture de l'accueil » (en allemand : Willkommenskultur) à l'égard des réfugiés. Dans une enquête mondiale d'Amnesty International, l'Allemagne s'est avérée être le second pays au monde où cette culture était la plus développée (Amnesty International, 2016a ; Amnesty International, 2016b ; voir Figure 21). La manière dont cela a fait écho chez les migrants et les réfugiés est au cœur des réflexions, tant de ses instigateurs (Welcome Democracy, n. d.) que de la recherche (voir module 4).

La réunification en 1990 a fait de l'Allemagne l'un des plus grands pays de l'UE⁴ en termes de superficie (environ 350 000 km²) et de population (83 millions en 2020⁵; UNdata, 2020).

4 Données pour 2020 (population) et 2017 (superficie) : France : 550.000 km² avec plus de 65 millions d'habitants. Espagne : 500.000 km² avec 47 millions d'habitants ; Italie : 302.000 km² avec plus de 60 millions d'habitants ; Royaume-Uni : 243.000 km² avec 68 millions d'habitants (UNdata, 2020).

5 Les nombres et les décimales sont arrondis dans ce texte, afin de conserver un bon équilibre entre précision et lisibilité.

L'Allemagne occupe la quatrième place dans la catégorie « développement humain très élevé » de l'IDH, et a maintenu ce niveau au cours des années 2013-2018 ; Pnud, 2019c, p. 304).

L'Allemagne a un taux de croissance démographique annuel négatif (avec une estimation de -0,06 % entre 2020 et 2025), contre environ 0,5 % dans l'intervalle de cinq ans précédent (DAES, 2019b, p. 65). Le taux de fécondité est en légère augmentation depuis deux décennies, passant de 1,3 naissance vivante par femme (1990-1995) à 1,6 (2020-2025 ; DAES, 2019b, pp. 144-145). L'espérance de vie n'a cessé d'augmenter et elle est désormais proche de 80 ans pour les hommes et de 84 ans pour les femmes (DAES, 2019b, p. 213). Cela dessine le profil d'une société vieillissante, avec un taux de dépendance vieillesse prévu pour 2030 de 44⁶ personnes âgées pour 100 personnes en âge de travailler (Pnud, 2019b, p. 343). L'Allemagne dépense moins pour la santé que ses homologues du groupe de pays à développement humain très élevé de l'IDH ou de l'OCDE (11,1 % du PIB en Allemagne contre plus de 12 % dans ces deux groupes ; Pnud, 2019a, p. 6-9), et un peu moins pour l'éducation (4,8 % du PIB contre 4,9 % dans le groupe de développement humain très élevé de l'IDH et 5 % dans l'OCDE ; Pnud, 2019a, pp. 10-13). Le pourcentage de jeunes en âge scolaire inscrits dans l'enseignement supérieur est de 68 %, ce qui est nettement inférieur à la moyenne des pays à très haut niveau de développement humain (79 %) et au sein de l'OCDE (75 % ; Pnud, 2019a, pp. 10-13). Néanmoins, les Allemands ont le niveau de qualification le plus élevé (5,79 contre 4,02 dans les pays à très haut développement humain et 3,70 dans les pays de l'OCDE ; Pnud, 2019a, pp. 18-21), ce qui peut indiquer que l'enseignement professionnel allemand est de haut niveau. En Allemagne, comme dans d'autres pays des groupes de références, l'emploi se situe essentiellement dans le secteur des services (plus de 70 % de l'emploi total ; Pnud, 2019a, pp. 18-21). Le commerce représente plus de 87 % du PIB de l'Allemagne, ce qui est très élevé par rapport aux groupes de référence qui se situent entre 56 % et 62 %. Les investissements directs étrangers (IDE ; 2,6 % du PIB) et les flux de capitaux privés (4,7 %) sont élevés en Allemagne (IDE dans les pays à développement humain très élevé : 1,2 %, OCDE : 0,9 % ; flux de capitaux privés : 0,1 %/0 % ; toutes les données datent de 2018 ; Pnud, 2019a, pp. 26-29).

En 2020, plus de 83 millions de personnes – un nouveau record – vivaient en Allemagne (DAES, 2019b, p. 39). L'Office fédéral de la statistique résume que depuis la réunification, « la population du pays a essentiellement augmenté [...]. Cette croissance est exclusivement due à l'immigration nette. Sans l'excédent migratoire, la population aurait diminué depuis 1972, car il y a eu plus de décès que de naissances chaque année depuis lors » (Destatis, 2020d).

6 Définition du taux de dépendance vieillesse : rapport entre la population âgée de 65 ans et plus et la population en âge de travailler (15-64 ans). Le Japon est en tête de liste avec un taux de dépendance vieillesse de 53,2, suivi par l'Italie, la Lituanie, le Portugal, la Finlande et Hong Kong (Pnud, 2019b, pp. 343-347).

Une société vieillissante

Alors qu'en 1990, 13 % de la population allemande était âgée de 67 ans et plus (19 % en 2020), ce groupe d'âge fera plus que doubler d'ici 2050 et représentera alors 27 % de la population allemande totale (Destatis, 2020c)⁷. La tendance au vieillissement à mesure que l'espérance de vie augmente est mondiale : Pour la première fois en 2018, il y avait plus de personnes de plus de 64 ans que d'enfants de moins de cinq ans (Ritchie & Roser, 2019).

Le vieillissement de la société est un aspect essentiel du lien entre migration et démographie qui est discuté à ce titre depuis des décennies (Marois et al., 2020 ; DAES, 2001). L'une des clés pour apprécier le problème et/ou le bénéfice que représentent les jeunes et les personnes âgées est le taux de dépendance vieillesse qui indique le ratio entre la population inactive et la population active, c'est-à-dire le ratio entre les personnes jeunes ou âgées et la population en âge de travailler (entre 15 et 64 ans). En Allemagne, le taux de dépendance des moins de 15 ans a chuté de 32 % en 1960 à 20 % en 2017, tandis que le taux de dépendance des personnes âgées est passé de 17 % en 1960 à 33 % en 2017 (Ritchie & Roser, 2019), soit pratiquement une pyramide inversée.

Au total, 1,6 million de personnes (9 %) de la génération des plus de 66 ans [NdT : l'âge légal moyen du départ à la retraite en Allemagne, celui-ci dépendant de l'année de naissance] étaient issues de l'immigration⁸ en 2014. Seule une minorité (23 000 soit 1,6 % de tous les migrants en 2014) est venue en Allemagne à un âge avancé, la plupart d'entre eux étant des Allemands de retour au pays (6 000), en plus des citoyens de l'UE et des personnes âgées venant de Turquie et de Syrie (Destatis, 2016, p. 11-13). Des chercheurs ont enquêté sur la migration des personnes âgées, du point de vue de l'égalité, de la justice et de l'inclusion sociale par exemple (Ciobanu et al., 2016 ; Westwood, 2019), ou encore du « bien-vieillir » (Jopp et al., 2015).

Profil de la migration

Les complexités de l'histoire migratoire allemande sont comparables à celles d'autres pays, qui se débattent encore avec des problèmes non résolus de la Seconde Guerre mondiale, comme la Corée du Sud (la République de Corée) et la Corée du Nord (la République populaire démocratique de Corée). L'agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a été créée pour faire face à l'ampleur des déplacements forcés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Avec 7 millions de personnes déplacées et 12 millions de réfugiés allemands, le pays était une zone prioritaire. Les anciens travailleurs forcés sous le régime nazi et les prisonniers des camps de concentration ont migré vers le Royaume-Uni, les États-Unis, Israël ou bien même sont restés près de

⁷ Au niveau mondial, le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus est en augmentation et s'élevait à environ 9 % de la population mondiale en 2019. Le Japon a la population la plus âgée au monde (28 % de sa population), ce qui est nettement supérieur à la moyenne des pays à revenu élevé et à celle des pays de l'OCDE (18 % ; Banque mondiale, 2020).

⁸ Dans ce contexte, les personnes issues de l'immigration comprennent celles qui se sont installées en Allemagne après 1950, celles qui sont des descendants de migrants et celles qui ont une nationalité étrangère (Destatis, 2019, p. 11).

chez eux, choisissant l'Allemagne de l'Est ou de l'Ouest (Möhring, 2015, pp. 369 et 370). Le HCR a été mandaté pour répondre à ces situations hors normes. Cette phase d'adaptation de l'après-guerre (1945-1954) est la première des quatre séquences que Schmidt & Zimmermann (1992) identifient dans l'histoire migratoire récente de l'Allemagne. Les phases deux et trois comprennent le début et la fin du recrutement actif de main-d'œuvre (Gastarbeiter, littéralement « travailleur invité » ; 1955-1974) soit environ 14 millions de travailleurs étrangers, principalement originaires de Grèce, d'Italie, du Portugal, d'Espagne, de Turquie et de l'ex-Yougoslavie⁹, parmi lesquels 11 millions sont rentrés chez eux, au fil du temps (Bauer et al., 2005, pp. 199 et 200 ; Bertelsmann Stiftung, 2016, p. 3). Deux autres groupes ont fait le pont entre les phases deux et trois : les Allemands de souche [NdT : l'article 116 de la loi fondamentale accorde la nationalité allemande à quiconque « a été admis sur le territoire du Reich allemand dans son tracé du 31 décembre 1937 en tant que réfugié ou expulsé d'origine ethnique allemande ou en tant que conjoint ou descendant d'une telle personne », même si depuis 1992 cela concerne de facto les seuls Allemands de souche de l'ex-URSS] rapatriés des pays du Bloc de l'Est en Allemagne de l'Ouest (Aussiedler) et les Allemands de l'Est qui ont réussi, souvent au péril de leur vie, à entrer en Allemagne de l'Ouest (Übersiedler). La quatrième phase de l'histoire récente de la migration allemande comprend la dissolution du pouvoir communiste en Europe, l'extinction d'un pays – l'Allemagne de l'Est – et la réunification des deux Allemagne en 1990.

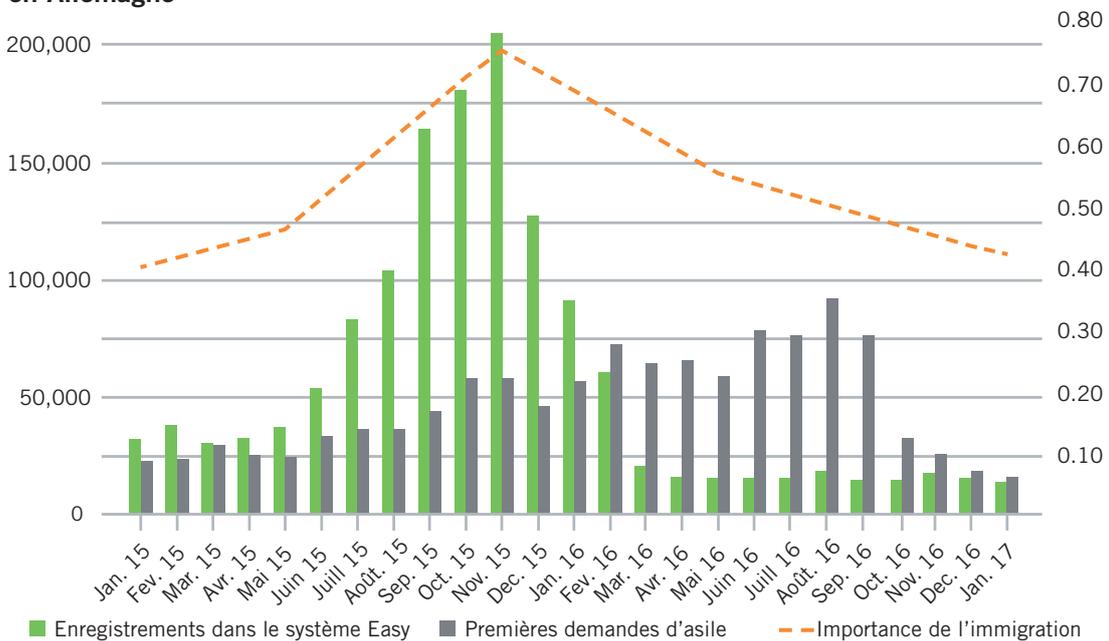
À partir de mai 1989, les fuites massives de l'ancienne République démocratique allemande (RDA) socialiste vers l'Allemagne de l'Ouest, via la Hongrie, l'ancienne Tchécoslovaquie et l'Autriche – causées par le manque de libertés, la fraude électorale, les mauvaises performances économiques, etc. – ont contribué à la fin de la RDA. Quelques semaines plus tôt, lorsque Chris Gueffroy a été abattu lors de sa tentative de fuite de l'Allemagne de l'Est vers l'Allemagne de l'Ouest, peu de gens auraient imaginé que ce serait la dernière victime du mur de Berlin, l'une des frontières les plus fortifiées de la guerre froide (1945-1990 ; Lüpke-Schwarz, 2014). Sachant que les pays communistes limitaient fortement l'émigration de leurs citoyens pendant la guerre froide, rares étaient les personnes autorisées à se rendre derrière le rideau de fer, par exemple en émigrant des républiques socialistes. Les départs non autorisés étaient considérés comme des crimes, punissables en vertu de l'article 213 du code pénal, et le Conseil de la Défense nationale ordonnait aux gardes-frontières de tirer sur toute personne suspectée d'être un transfuge (Goodman, 1996, p. 733, p. 746). Pourtant, pendant la séparation de l'Allemagne en deux États entre 1949 et 1990, environ quatre millions d'Allemands de l'Est ont réussi à migrer vers l'Ouest (Ulrich, 1990, p. 3). Contrairement à la RDA, l'Allemagne de l'Ouest a conservé l'idée d'une seule et unique citoyenneté allemande (Möhring, 2015, p. 398). Le 3 octobre 1990, les deux Allemagne se réunissent officiellement dans un seul État après quelque 40 ans de séparation.

⁹ Les accords de recrutement de main-d'œuvre avec la Grèce, l'Italie, l'ex-Yougoslavie, le Portugal, l'Espagne et la Turquie qui ont été signés entre 1955 (Italie) et 1968 (ex-Yougoslavie) ont été supprimés en 1973. Le nombre de salariés étrangers soumis aux cotisations de sécurité sociale n'est pas indiqué clairement dans les statistiques officielles allemandes (Destatis, 2020a) mais ils auraient été jusqu'à 14 millions (Bertelsmann Stiftung, 2016).

Une nouvelle phase s’amorce dans les années 2010, à bien des égards sans précédent, alors même que l’histoire récente de l’Allemagne est riche en migrations et en déplacements forcés : En juin 2015, le nombre de migrants et de réfugiés en provenance de régions voisines a bondi en Europe et en Allemagne. Pour la première fois, on a enregistré plus de 50 000 personnes souhaitant demander l’asile en Allemagne, enregistrées par le biais du système Easy¹⁰ qui désigne la répartition des demandeurs d’asile en Allemagne. En août 2015, les chiffres Easy ont dépassé la barre des 100 000, en septembre de la même année celle des 150 000 et en novembre celle des 200 000 (Sola, 2018, p. 7 ; voir Figure 22).

Près de 2,5 millions de demandeurs d’asile ont soumis une première demande dans l’un des pays de l’UE en 2015 et 2016 – soit plus que la population entière de la Guinée-Bissau, l’une des autres études de cas de ce manuel (voir module 6). Le fait de ne considérer que les personnes ayant déposé leur demande pour la première fois montre que leur nombre a plus que doublé entre 2008 et 2012, qu’il a de nouveau doublé en 2014, pour dépasser le cap du million en 2015 et en 2016. Les chiffres ont chuté de 50 % en 2017, avant d’augmenter de nouveau en 2019 pour atteindre un niveau supérieur au seuil déjà élevé de 2014 (Eurostat, 2020a ; voir Figure 23).

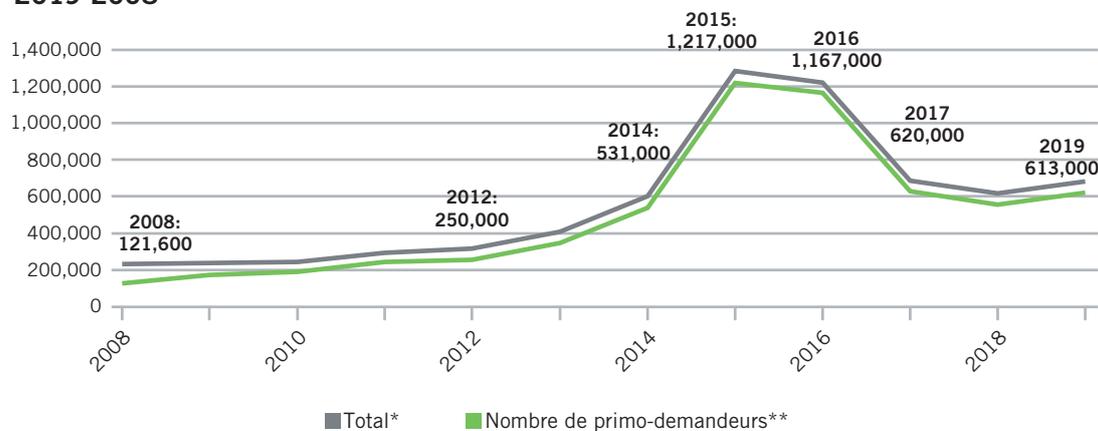
Figure 22 : Arrivées des demandeurs d’asile et importance de l’immigration en Allemagne



Le nombre de personnes qui avaient l’intention de demander l’asile en Allemagne a bondi de plus de 50 000 en août 2015 à plus de 200 000 dans les trois mois suivants. Source : Sola (2018, p. 7). Illustration originale.

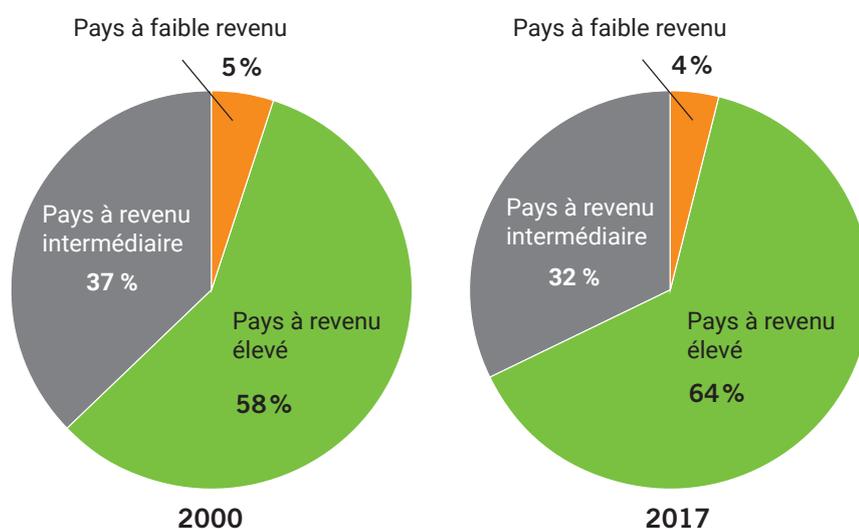
10 L’acronyme désigne la répartition initiale des demandeurs d’asile, en allemand « Erstverteilung der Asylbegehrenden » (Easy).

Figure 23 : Nombre de primo-demandeurs d'asile (non citoyens de l'UE27-) dans l'UE, 2019-2008



*2014-2008 : Croatie non disponible. **2008 : Bulgarie, Grèce, Espagne, France, Croatie, Lituanie, Luxembourg, Hongrie, Autriche, Roumanie, Slovaquie et Finlande non disponibles. 2009 : Bulgarie, Grèce, Espagne, Croatie, Luxembourg, Hongrie, Autriche, Roumanie, Slovaquie et Finlande non disponibles. 2010 : Bulgarie, Grèce, Croatie, Luxembourg, Hongrie, Autriche, Roumanie et Finlande non disponibles. 2011 : Croatie, Hongrie, Autriche et Finlande non disponibles. 2012 : Croatie, Hongrie et Autriche non disponibles. 2013 : Autriche non disponible. Le nombre de demandes d'asile en Europe a augmenté pour atteindre un niveau record en 2015. Il convient de noter que la figure utilise le nombre de primo-demandeurs (ligne verte) et non le nombre total (ligne grise) afin de refléter présument mieux le nombre de nouveaux arrivants. Source : Eurostat (2020a). Illustration originale.

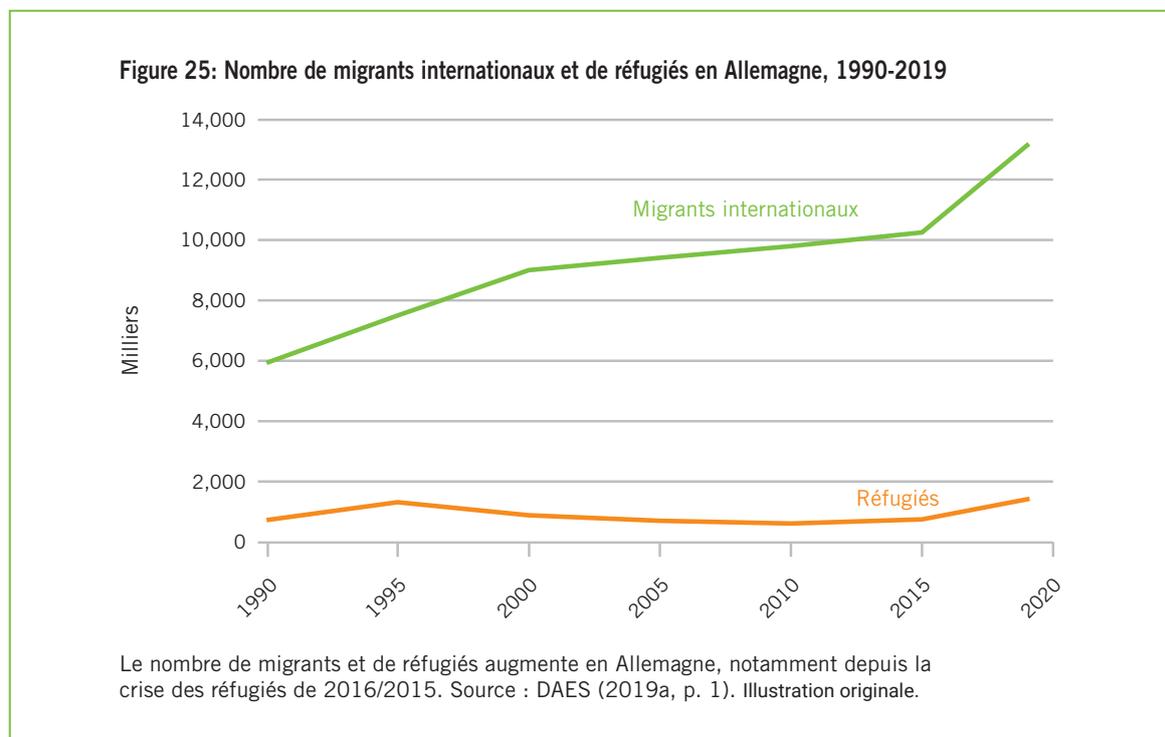
La plupart des demandes d'asile dans l'UE ont été enregistrées en Allemagne, en 2019 comme les années précédentes. Avec plus de 142 000 premières demandes en 2019, l'Allemagne représentait 23 % de l'ensemble dans l'Union (France : 20 %, Espagne : 19 %, Grèce : 12 %, Italie : 6 % ; Eurostat, 2020a). Les migrants choisissent de plus en plus les pays à haut revenu comme destination (voir modules 6, 7/Questions de genre et 9) – leur part est passée de 58 % en 2000 à 64 % en 2017 ; parallèlement, la part des pays à revenu intermédiaire et à faible revenu a diminué (DAES, 2017, p. 4 ; voir Figure 24). L'Allemagne (4e rang sur 189 pays pour l'IDH, voir ci-dessus) est un choix de premier plan : elle occupe la troisième place en tant que pays de destination après les États-Unis et l'Arabie saoudite (DAES, 2017, p. 6, figure 3). Cette évolution est conforme à une tendance observée en Afrique, selon laquelle la proportion de migrants se déplaçant vers d'autres pays africains a diminué entre 1990 et 2017, et la proportion de personnes quittant le continent a augmenté (DAES, 2017, pp. 11-12 ; Connor, 2018 ; voir module 9).

Figure 24: Pourcentage de migrants internationaux par groupes de revenu, 2000 et 2017


Note : Pour les deux graphiques, la classification des pays et des zones par niveaux de revenu est basée sur le revenu national brut (RNB) par habitant de 2016, en dollars américains, calculé par la Banque mondiale.
 Source : DAES (2017, p. 4). Illustration originale.

Étant donné que la définition statistique que donne l'ONU des migrants internationaux, telle que reflétée dans le graphique ci-dessus, ne fait pas de distinction entre les migrants et les réfugiés (module 2), le pays de destination des migrants d'un côté et celui des réfugiés de l'autre peuvent ne pas coïncider nécessairement, et c'est effectivement le cas : Alors que les États-Unis, l'Arabie saoudite et l'Allemagne ont été les trois principaux pays de destination des migrants en 2000 et 2017 (DAES, 2017, p. 6, figure 3), seule l'Allemagne figure également parmi les principaux pays d'accueil des réfugiés – avec la Turquie, le Pakistan, l'Ouganda et le Soudan en 2017 et 2018 (HCR, 2018, p. 3 ; HCR, 2019, p. 3). Si l'on examine la dernière décennie (2000-2019), seuls le Pakistan, l'Allemagne et l'Iran ont conservé leur place parmi les 10 premiers pays d'accueil de réfugiés au début et à la fin de la décennie (HCR, 2020a, p. 22). Parmi ceux-ci, l'Allemagne représente une destination lointaine pour la plupart des réfugiés alors que la proximité géographique est généralement un facteur important pour les personnes fuyant les conflits et les persécutions : Les Syriens ont principalement fui vers la Turquie, le Liban ou la Jordanie ; en Afrique subsaharienne, le nombre de réfugiés a presque triplé au cours de la décennie – une situation qui engendre « un besoin impérieux de partager plus équitablement la charge et la responsabilité de l'accueil et de la prise en charge des réfugiés » (DAES, 2017, p. 7-8 ; module 9). Pour atteindre les frontières allemandes, les réfugiés et les migrants doivent surmonter des obstacles naturels éprouvants tels que le désert du Sahara et la mer Méditerranée, sans parler de dangers tels que les trafiquants d'êtres humains.

Le nombre de migrants et de réfugiés en Allemagne n'a cessé d'augmenter depuis les années 1990, comme le montre la figure 25.



C'est en raison de ce grand nombre de réfugiés et de migrants en 2015-2016 que l'accord UE-Turquie a été conclu en mars 2016. L'objectif était de « mettre fin à la migration irrégulière de la Turquie vers l'UE [...], ce qui est nécessaire pour faire cesser les souffrances humaines et rétablir l'ordre public » (Conseil européen, 2016). Les partenaires sont convenus de renvoyer d'Europe vers la Turquie tous les migrants qui n'avaient pas besoin de protection internationale et qui passaient de la Turquie à la Grèce, pays membre de l'UE, ainsi que de reprendre tous les migrants irréguliers interceptés dans les eaux turques ; des mesures contre les passeurs seraient par ailleurs intensifiées. Il a également été convenu que pour chaque Syrien renvoyé de Grèce en Turquie, un autre Syrien serait réinstallé de Turquie dans l'UE. La Turquie escomptait une libéralisation accélérée du régime des visas européens pour ses citoyens et un regain en faveur de son adhésion à l'Union. L'UE promettait 6 milliards d'euros pour soutenir des projets concrets en faveur des réfugiés et de leurs communautés d'accueil en Turquie, notamment dans le domaine de la santé, de l'éducation, des infrastructures, de l'alimentation et d'autres besoins fondamentaux (Conseil européen, 2016). Deux ans plus tard, en avril 2018, l'UE a célébré l'accord avec la Turquie comme un « changement de donne » à effets immédiats : Le nombre de décès en mer Égée est passé de 1 175 au cours de chacun des 20 mois précédant l'accord à 130 en avril 2018. Le nombre d'arrivées dans l'UE a diminué, passant d'une moyenne quotidienne de 6 360 en octobre 2015 à 80 entre mars 2016 et 2018 (Commission européenne, 2018). Des organisations de défense des droits humains comme Amnesty International ont critiqué l'accord en parlant de « l'année de la honte pour l'Europe » (Gogou, 2017). Quatre ans après, le 27

février 2020, la Turquie a mis fin aux contrôles à ses frontières avec la Grèce, et des milliers de migrants ont repris leurs déplacements vers l'Europe. La décision turque n'a pas été une surprise ; l'élément déclencheur aurait été le meurtre de 36 soldats turcs lors d'un raid des forces gouvernementales syriennes dans la ville syrienne d'Idlib, à une heure de route de la frontière turque (Dagi, 2020 ; Mandiraci, 2020).

Si la plupart des primo-demandeurs d'asile en Allemagne viennent de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan (Eurostat, 2020b), ils ne sont pas les seuls. À la fin de 2019, 11,2 millions d'étrangers vivaient en Allemagne (soit une augmentation de 313 000 individus soit 2,9 % par rapport à 2018). La plupart des étrangers originaires de pays non membres de l'UE étaient, en 2019, originaires de Turquie (1,5 million de personnes), de Syrie (789 000) et d'Afghanistan (263 000). 43 % de tous les étrangers enregistrés sont des citoyens de l'UE, principalement originaires de Pologne, de Roumanie et d'Italie (Destatis, 2020b). Les migrants¹¹ originaires d'Afrique subsaharienne sont plus nombreux que ceux d'Afrique du Nord, et la part des migrants originaires d'Afrique est en augmentation (de 57 % en 2012 à 69 % en 2019 ; Destatis, 2019, p. 23-24, tableau 3).

Naturellement, la plupart des migrations irrégulières passent sous le radar de ceux qui dénombre les migrants et les réfugiés. C'est ce groupe dont la vie est la plus menacée. Les tentatives irrégulières d'entrer en Europe par le désert du Sahara et la mer Méditerranée sont extrêmement dangereuses. Néanmoins, 93 % des migrants africains « referaient le périlleux voyage en Europe, malgré les risques » (UN News, 2019), une conclusion tirée du rapport « Au-delà des barrières » (Pnud, 2019c). Les personnes interrogées¹² dans le cadre de cette étude ont souligné que la migration irrégulière représentait un investissement dans un avenir meilleur, et seulement 2 % ont déclaré qu'une plus grande sensibilisation aux risques de la migration irrégulière les aurait poussés à rester chez eux. La recherche confirme que les migrants prennent des risques calculés, en comparant les gains et les pertes potentiels de la migration par rapport au fait de rester au pays (Pnud, 2019c, p. 5).

Étant donné que les données sur les arrivées en Europe ne peuvent être que partielles en raison de l'ampleur des mouvements irréguliers, les données ventilées par sexe et par âge pour 2018 montrent que les hommes arrivent surtout avec un nombre considérable d'enfants non accompagnés et séparés (Unaccompanied And Separated Children, UASC), notamment en Italie (83 %), en Espagne, (81 %) et en Bulgarie (54 % ; HCR, Unicef et OIM, 2019, p. 2).

¹¹ Il faut noter que les groupes de référence dans ces statistiques sont les étrangères et les étrangers (« Ausländerinnen und Ausländer »), définis comme toutes les personnes qui n'ont pas la nationalité allemande (Destatis, 2019, p. 7).

¹² L'échantillon de base était composé de 1 970 migrants en situation irrégulière originaires de 39 pays africains qui n'avaient pas voyagé pour des raisons liées à l'asile ou à la protection et qui avaient cité des motifs économiques ou autres comme étant la raison la plus importante de leur venue en Europe (Pnud, 2019c, p. 16).

Les Allemands eux-mêmes migrent peu : seuls 270 000 ont quitté le pays en 2019, principalement vers la Suisse (16 000), l'Autriche (12 000) et les États-Unis (10 000 ; Destatis, 2020e). Ces déplacements confirment une nouvelle fois que les migrations s'effectuent couramment dans la proximité spatiale ou culturelle (voir modules 3 et 9).



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER ET ANALYSER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

Permettez à la classe d'acquérir des connaissances sur l'Allemagne en tant que pays de destination actuel de migrants et de réfugiés – et en tant que pays d'origine de réfugiés dans le passé.

Invitez les participants à préparer deux courts exposés : une fiche pays et une fiche sur la migration et le déplacement forcé en Allemagne.

- Pour composer ces deux exposés, les participants sélectionnent leurs données à partir des sources présentées dans le module 2, notamment la page pays du Portail sur les données migratoires concernant l'Allemagne (2020c).
- Pour donner vie aux données, les participants explorent les reportages des médias en provenance ou à propos de l'Allemagne, qu'ils considèrent comme éclairants et révélateurs.
- Présentez les deux profils en plénière et concluez par cinq points saillants pour identifier les principales caractéristiques de l'Allemagne.

SUGGESTION POUR LA CLASSE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE) :

Demandez aux participants de décrire quels aspects de la fiche pays et de la fiche sur la migration et le déplacement forcé sont pertinents pour leurs publics afin que les nouvelles connaissances de ces derniers leur permettent de prendre des décisions éclairées.

Le sort invisible des enfants non accompagnés dans l'UE

Les enfants sont généralement définis comme les moins de 18 ans, selon la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE). Le nombre d'enfants migrants a augmenté modérément, passant d'environ 24 millions en 1990 à 27 millions en 2010, puis fortement pour atteindre 33 millions en 2019 (Portail sur les données migratoires, 2020a). Dans le monde, on compte environ 13 millions d'enfants réfugiés et 936 000 enfants demandeurs d'asile, ainsi que 17 millions d'enfants déplacés de force à l'intérieur de leur propre pays (OIM, 2019b, p. 238). En Europe, les enfants non accompagnés demandeurs d'asile provenaient principalement d'Afghanistan (16 %), d'Érythrée (10 %), de Syrie, du Pakistan (7 % chacun), d'Irak, de Guinée (6 % cha-

cun) et de Somalie (5 %) en 2018 (HCR et al., 2019, p. 4). Sur l'ensemble des décisions d'asile prises en 2018, 56 % ont été positives. Les enfants ont été plus nombreux à se voir accorder le statut de réfugié en 2018 (63 %) qu'en 2017 (50 %). Ceux qui ont reçu une décision négative étaient pour la plupart originaires d'Afrique du Nord (HCR et al., 2019, p. 4). Les enfants héritent généralement de leurs parents leur statut au regard de l'immigration. Cependant, les enfants non accompagnés de leurs tuteurs migrent en nombre croissant vers l'Europe et plus encore vers l'Allemagne. En 2015, on estime qu'il y avait cinq fois plus d'enfants migrant seuls qu'en 2010-2011. En conséquence, le nombre d'enfants non accompagnés demandant l'asile a augmenté (Portail sur les données migratoires, 2020b). En 2018, près d'un tiers de tous les nouveaux demandeurs d'asile en Europe étaient des enfants (191 000 sur 603 000), dont plus de 20 000 des enfants non accompagnés ; la plupart d'entre eux ont demandé l'asile en Allemagne (78 270 en 2018 ; HCR et al., 2019, p. 4).

Ferrara et al. (2016) parlent des « enfants invisibles » dont les droits humains sont inscrits dans la CDE. Roudik (2017) a étudié les lois de 20 instances dans le monde qui sont liées au traitement des sans-papiers arrivés en tant que mineurs, leur éligibilité pour obtenir un statut légal et un accès aux prestations sociales, ainsi que la possibilité de devenir citoyens. Tout en se concentrant sur les enfants de migrants sans papiers (irréguliers)¹³, le rapport décrit également les lois relatives aux migrants mineurs non accompagnés. En Italie, par exemple, « la loi n° 47 de 2017 a été promulguée pour protéger les mineurs étrangers qui entrent en Italie sans adulte en leur reconnaissant les mêmes droits que les mineurs italiens ou communautaires [...]. Les mineurs étrangers non accompagnés ne peuvent en aucun cas être reconduits à la frontière, et leur refoulement ou leur expulsion sont interdits » (Roudik, 2017, pp. 46-47). En 2020, la crise des migrants mineurs non accompagnés a atteint son apogée avec des centres d'accueil surpeuplés sur les îles grecques pendant la pandémie de la Covid-19 (Psaropoulos, 2020 ; Schmitz, 2020 ; HCR, 2020b).

Facteur attractif : « l'effet boussole » de la protection sociale

Les prestations accordées aux réfugiés sont « assez élevées » en Allemagne, et plus importantes que ce que les autres membres de l'UE allouent, a déclaré le ministre allemand de l'Intérieur en appelant à une uniformisation de leur montant à l'échelle de l'Union (Staudenmaier, 2017). Euronews avec Reuters (Trevelyan & Gareth, 2015) a élaboré un tableau synoptique des prestations pour les migrants dans les différents États membres, qui étaient assez hétérogènes à l'époque. En Allemagne, les services varient d'un État (Land] à l'autre, et même d'une ville à l'autre. L'Office fédéral allemand pour les migrations et les réfugiés (BAMF ; BAMF, 2020) informe les migrants et les réfugiés sur les questions relatives à leur séjour, leur intégration, leur protection, leur retour volontaire etc. Le portail de l'UE sur l'immigration fournit également des informations pratiques sur les procédures dans tous les États membres (Commission européenne, 2020a).

¹³ Pour les définitions, voir les glossaires recommandés dans le module 2 (OIM, 2019a ; REM, 2018).

L'effet boussole de l'aide sociale est souvent présenté comme un facteur d'attraction majeur des pays dotés de régimes de protection moins développés vers ceux qui disposent de systèmes élaborés, comme l'Allemagne. On entend parfois des inquiétudes au sujet d'une « migration à l'aide sociale », les migrants et les demandeurs d'asile étant suspectés de bénéficier de divers services sociaux tels que la gratuité des soins de santé, de l'éducation, de la nourriture (ou l'argent pour en acheter), un toit, l'accès à des interprètes et à des avocats, etc. D'autres affirment que la procédure de l'asile met les demandeurs dans une situation de dépendance vis-à-vis des prestations sociales. Ces questions sont abordées dans les recherches, les rapports officiels et le débat public. Le philosophe d'Oxford David Miller – dans son livre « Strangers in Our Midst » (« Étrangers parmi nous », non traduit en français, 2016) – analyse la question à partir d'un cadre normatif qui vise à identifier des solutions politiques (voir Bieber (2017) pour une contextualisation allemande de la philosophie de Miller). The Economist (2018) constate que le « chauvinisme de l'aide sociale » est en hausse.

Les recherches montrent que la perception des immigrants vis-à-vis des prestations sociales est fonction de différents critères et que le niveau de qualification est important en la matière, les plus qualifiés étant moins dépendants que leurs homologues moins qualifiés (Giulietti & Wahba, 2012). Un régime d'aide sociale généreux attire les migrants moins qualifiés, tandis qu'une politique migratoire axée sur la demande attire les plus qualifiés, selon Razin & Wahba (2011). Ponce (2018) oppose l'effet boussole de l'aide sociale à celle d'une potentielle inclusion et constate que les migrants sont attirés par la promesse de leur intégration sociale et politique et privilégient des destinations où des membres de leur diaspora ont pu devenir des citoyens à part entière.

Facteur attractif : le havre de paix

L'Allemagne, 75 ans après la fin de la tyrannie nazie et 30 ans après la réunification, a réussi sa transition vers la démocratie (voir ci-dessus, Aperçu). Une enquête réalisée en 2019 a montré que 99 % des personnes interrogées ont exprimé leur préférence pour le modèle démocratique de gouvernance par rapport à l'autocratie (Decker et al., 2020). L'étude montre également qu'une majorité d'Allemands sont insatisfaits de la manière dont le système fonctionne, notamment en ce qui concerne les politiques sociales et économiques. Une donnée à mettre en lien avec le fait que l'Allemagne ne se classe qu'au 17e rang dans l'indice du bonheur mondial sur 156 pays (Helliwell et al., 2020). Le pays fait partie des meilleurs élèves dans tous les classements mondiaux des libertés : Outre sa quatrième place dans l'IDH (voir ci-dessus), l'Allemagne occupe le treizième rang sur 167 pays dans la catégorie « démocratie pleine » de l'indice de démocratie (EIU, 2020) ; la liberté de la presse place l'Allemagne au onzième rang sur 180 pays (Reporters sans frontières, 2020) ; la pénétration de la corruption est faible, comme le montre son neuvième rang sur 180 pays (Transparency International, 2020) ; la sécurité est élevée (17e place sur 163 pays dans l'indice mondial de la paix ; IEP, 2019), et les risques sont généralement faibles, comme le révèle le 162e rang sur 181 pays dans l'indice mondial des risques, qui prend en compte l'impact de la Covid-19 (Bündnis Entwicklung hilft & IFHV, 2020, pp. 6-7, p. 25, pp. 59 et 60).

L'asile est l'un des rares moyens légaux d'accéder à l'Europe. Les États membres de l'UE ont des traditions différentes en matière d'octroi et de retrait du statut de réfugié. L'UE travaille depuis 1999 à la création d'un « régime d'asile européen commun » (RAEC) dans le but d'harmoniser les normes de protection et d'accueil. Le « Nouveau Pacte sur les migrations et l'asile » (Commission européenne, 2020b) tire les conclusions de la crise des réfugiés de 2015-2016 et entend « construire un nouveau système qui gère et normalise les migrations sur le long terme et qui est pleinement ancré dans les valeurs européennes et le droit international » (Commission européenne, 2020b, p. 1). La nouvelle approche comprend des politiques de migration, d'asile, d'intégration et de gestion des frontières. Elle vise à « réduire les itinéraires dangereux et irréguliers et à promouvoir [...] des voies d'accès légales et sûres à l'Europe pour ceux qui ont besoin de protection » (Commission européenne, 2020b, p. 2). La nouvelle approche est censée gérer l'interdépendance entre les différentes politiques et décisions des États membres de l'UE dans un esprit de « solidarité et de partage des responsabilités » (Commission européenne, 2020b, pp. 5 et 6). Les besoins des enfants ont été identifiés comme une priorité. Les migrants « qui n'ont pas le droit de rester » seront renvoyés « rapidement » et « de manière effective », et les retours volontaires seront encouragés (voir module 6). Actuellement, seul un tiers des personnes dont le retour est ordonné depuis un État membre de l'UE partent effectivement, ce qui « érode la confiance des citoyens dans l'ensemble du système de gestion de l'asile et des migrations » (Commission européenne, 2020b, p. 7).

En Allemagne, outre la culture de l'accueil aux réfugiés (voir ci-dessus, Fiche pays), le soutien croissant aux partis d'extrême-droite et le rejet présumé à l'égard des migrants ont fait les gros titres des médias internationaux (Al Jazeera, 2019 ; Bennhold & Eddy, 2020 ; Eddy, 2015 ; France 24, 2017). Une enquête représentative mesurant le climat d'intégration en Allemagne a toutefois montré que l'attitude des citoyens allemands à l'égard des réfugiés est majoritairement positive (SVR, 2018). Des Allemands, avec ou sans passé migratoire, ont été interrogés, y compris des Allemands de souche réinstallés (Aussiedler), des personnes d'origine turque et des migrants de l'UE et du reste du monde. La majorité des personnes interrogées pensent que les réfugiés constituent un enrichissement culturel et économique pour le pays. Soixante pour cent des personnes sans passé migratoire estiment que l'Allemagne devrait continuer à accueillir des réfugiés, même si elle était le seul État membre de l'UE à le faire. Les résultats varient selon les groupes de migrants, le plus haut niveau d'approbation étant enregistré parmi les personnes d'origine turque ; les Allemands de souche réinstallés sont « nettement plus prudents » (SVR, 2018, p. 1). Sola (2017) conclut de son enquête menée pendant le pic de la crise des réfugiés, de juin à décembre 2015 que les préoccupations de la population allemande ont augmenté de 22 % par rapport au niveau d'avant la crise des réfugiés, une évolution qu'il évalue comme « substantielle » (Sola, 2018, p. 1). À la lumière de tout ce qui précède, l'Allemagne est l'un des pays qui accepte le mieux les immigrants, avec son 24^e rang sur 140 pays dans l'indice d'acceptation des migrants de Gallup (Fleming et al., 2018). Les auteurs concluent que « de manière quelque peu surprenante, les pays dont les récentes élections ont été marquées par une intense rhétorique anti-immigrés – les États-Unis, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la France et l'Allemagne – sont tous parmi les pays qui acceptent le mieux les migrants » (Fleming et al., 2018, p. 116).



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER ET ANALYSER) AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

Demandez aux participants d'identifier et de décrire deux facteurs contextuels sélectionnés – deux facteurs d'attraction ou deux facteurs de répulsion ou bien encore une combinaison de ces deux facteurs – pour l'Allemagne.

- Afin d'identifier deux facteurs contextuels, les participants utiliseront le module 3 de ce manuel et, idéalement, ils introduiront également de nouveaux facteurs contextuels car la liste du module 3 n'est pas exhaustive.
- Les participants exploiteront des reportages ou des témoignages pour faire revivre les conditions qui ont poussé les Allemands à quitter leur foyer dans le passé, ainsi que les conditions qui prévalent dans la vie des migrants et des réfugiés en Allemagne aujourd'hui.
- Les participants tenteront, lors de la présentation en plénière des facteurs contextuels qu'ils auront sélectionnés, de trouver un équilibre entre la théorie et le facteur humain qui la sous-tend.



SUGGESTION DE DEVOIR PORTANT SUR LES APTITUDES AFFECTIVES (RÉPONDRE) ET COGNITIVES (APPLIQUER) :

Demandez aux participants d'évaluer l'Allemagne en tant que pays de destination pour les migrants et les réfugiés.

- Consultez les ressources qui ont été présentées, par exemple le portail sur les données migratoires (Portail sur les données migratoires, 2020a), les indicateurs de développement humain (Pnud, 2019a) ou des reportages dans les médias (The New Humanitarian, 2020).
- Présentez les pays d'origine des réfugiés et des migrants. Exposez les facteurs qui poussent les réfugiés à chercher un refuge et les migrants à chercher de meilleures perspectives de vie en Allemagne.
- Restituez la situation des réfugiés et des migrants en Allemagne de manière palpable pour des personnes d'autres régions du monde – utilisez des photos, des vidéos ou d'autres médias.

SUGGESTION DE DEVOIR PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE ET ANALYSER) :

Réalisez un reportage sur les migrations et les déplacements forcés en Allemagne, en utilisant des médias locaux et/ou internationaux. Chaque participant devra détailler les aspects importants de ces reportages qui sont pertinents pour le public, afin de lui permettre de prendre des décisions éclairées sur la migration et le déplacement forcé.



LECTURES RECOMMANDÉES :

Académique :

Geddes, A. et Scholten, P. (2018). *The politics of migration and immigration in Europe* (2e éd.). Londres : Sage.

Journalistique :

Casey, R. (2019). The two contrasting sides of German refugee policy: 'They try to integrate some people while really try to get rid of others'. *The New Humanitarian*. [En ligne]. <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2019/11/11/German-refugee-integration-policy-> [consulté le 1er décembre 2020]

Institutionnelle :

BAMF (2020). Putting people first: providing security, creating opportunities, embracing change. [En ligne]. https://www.bamf.de/EN/Startseite/startseite_node.html [consulté le 2 décembre 2020]

Références

Al Jazeera (30 septembre 2019). German far-right group planned to carry out attacks. [En ligne]. <https://www.aljazeera.com/news/2019/09/german-group-planned-carry-attacks-prosecutor-190930155253229.html> [consulté le 28 mai 2020]

Amnesty International (2016a). 4 personnes sur 5 prêtes à accueillir des réfugiés [Communiqué de presse] [En ligne]. <https://www.amnesty.org/fr/latest/campaigns/2016/05/survey-4-in-5-worldwide-welcome-refugees/> [consulté le 28 mars 2021]

Amnesty International (2016b). Enquête de 2016 sur l'accueil des réfugiés : les résultats. [En ligne]. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2016/05/refugees-welcome-survey-results-2016/> [consulté le 28 mars 2021]

BAMF (2020). Au service des hommes et des femmes – Garantir la sécurité. Offrir des opportunités. Vivre le changement. Office fédéral pour la migration et les réfugiés. [En ligne]. https://www.bamf.de/FR/Startseite/startseite_node.html;jsessionid=8324FEB9708D3431D6A8EA7FF759CC4B.internet282 [consulté le 28 mars 2021]

Banque mondiale (2020). Population âgée de 65 ans et plus (% du total). [En ligne]. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.65UP.TO.ZS> [consulté le 28 mars 2021]

Bauer, T., Dietz, B., Zimmermann, K. F. et Zwintz, E. (2005). German Migration: Development, assimilation, and labour market effects. In Zimmermann, K. F. (sous la direction de), *European Migration: What do we know?* (197-262). Oxford: Oxford University Press.

Bennhold, K. et Eddy, M. (21 février 2020). 'Politics of Hate' takes a toll in Germany well beyond immigrants. *The New York Times*. [En ligne]. <https://www.nytimes.com/2020/02/21/world/europe/germany-mayors-far-right.html> [consulté le 28 mai 2020]

Bertelsmann Stiftung (2016). *Einwanderungsland Deutschland: Factsheet*. Gütersloh. [En ligne]. https://www.bertelsmann-stiftung.de/fileadmin/files/Projekte/51_Religionsmonitor/BST_Factsheet_Einwanderungsland_

Deutschland.pdf [consulté le 23 mai 2020]

Bieber, F. (2017, December 4). Wo Einwanderung ihre legitimen Grenzen findet: Migrationskrise und Moral. Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ). [En ligne]. <https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/rezensionen/sachbuch/wo-einwanderung-ihre-legitimen-grenzen-findet-15306649.html> [consulté le 7 décembre 2020]

BMI (2020). Admission of ethnic German resettlers under the Federal Expellees Act. Berlin. Ministère fédéral de l'Intérieur, de la construction et de la communauté. [En ligne]. <https://www.bmi.bund.de/EN/topics/community-and-integration/ethnic-german-resettlers/ethnic-german-resettlers-node.html> [consulté le 28 mars 2021]

Bündnis Entwicklung hilft & IFHV (2020). World Risk Report 2019. Berlin. [En ligne]. <https://weltrisikobericht.de/wp-content/uploads/2020/09/WorldRiskReport-2020.pdf> [consulté le 27 mai 2020]

Casey, R. (2019). The two contrasting sides of German refugee policy: 'They try to integrate some people while really try to get rid of others'. The New Humanitarian. [En ligne]. <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2019/11/11/German-refugee-integration-policy> [consulté le 1er décembre 2020]

Ciobanu, R. O., Fokkema, T. et Nedelcu, M. (2016). Ageing as a migrant: Vulnerabilities, agency and policy implications. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 43(2), 164-181. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2016.1238903>

Commission européenne (2018). EU-Turkey Statement: Two years on. Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/policies/european-agendamigration/20180314_eu-turkey-two-years-on_en.pdf [consulté le 22 novembre 2020]

Commission européenne (2020a). Portail de l'UE sur l'immigration. [En ligne]. https://ec.europa.eu/immigration/node_fr [consulté le 28 mars 2021]

Commission européenne (2020b). Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions on a New Pact on Migration and Asylum. Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/1_en_act_part1_v7_1.pdf [consulté le 21 octobre 2020]

Connor, P. (28 février 2018). International migration from sub-Saharan Africa has grown dramatically since 2010. Pew Research Center. Washington, D.C. [En ligne]. <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2018/02/28/international-migration-from-sub-saharan-africa-has-grown-dramatically-since-2010/> [consulté le 28 mars 2021]

Conseil européen (18 mars 2016). Déclaration UE-Turquie [Communiqué de presse]. Bruxelles. [En ligne]. <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2016/03/18/eu-turkey-statement/> [consulté le 28 mars 2021]

Dagi, D. (2020). The EU-Turkey Migration Deal: Performance and prospects. *European Foreign Affairs Review*, 25(2), 197-216.

Decker, F., Best, V., Fischer, S. et Küppers, A. (2020). Vertrauen in Demokratie. Wie zufrieden sind die Menschen in Deutschland mit Regierung, Staat und Politik? Bonn. Friedrich-Ebert-Stiftung. [En ligne]. <http://library.fes.de/pdf-files/fes/15621-20190822.pdf> [consulté le 27 mai 2020]

Der Bundespräsident (2020). Constitutional basis. [En ligne]. <https://www.bundespraesident.de/EN/Role-and-Functions/ConstitutionalBasis/ConstitutionalBasis-node.html> [consulté le 17 mai 2020]

Destatis (2016). Ältere Menschen in Deutschland und der EU. Wiesbaden. [En ligne]. <https://www.bmfsfj.de/blob/93214/95d5fc19e3791f90f8d582d61b13a95e/aeltere-menschen-deutschland-eudata.pdf> [consulté le 1er décembre 2020]

Destatis (2019). Ausländische Bevölkerung, Ergebnisse des Ausländerzentralregisters (Fachserie 1 Reihe 2). Wiesbaden. [En ligne]. <https://www.destatis.de/DE/Themen/Gesellschaft-Umwelt/Bevoelkerung/>

Migration-Integration/Publikationen/Downloads-Migration/auslaend-bevoelkerung-2010200197004.pdf?__blob=publicationFile [consulté le 25 mai 2020]

Destatis (2020a). Ausländerinnen und Ausländer. [En ligne]. <https://www.destatis.de/DE/Themen/Arbeit/Arbeitsmarkt/Glossar/auslaenderinnen-auslaender.html> [consulté le 23 mai 2020]

Destatis (2020b). Ausländerstatistik: 11,2 Millionen Ausländerinnen und Ausländer zum Jahresende 2019. [En ligne]. <https://www.destatis.de/DE/Themen/Gesellschaft-Umwelt/Bevoelkerung/Migration-Integration/auslaenderstatistik-stichtag.html> [consulté le 25 mai 2020]

Destatis (2020c). Population: Current population. [En ligne]. https://www.destatis.de/EN/Themes/Society-Environment/Population/Current-Population/_node.html [consulté le 27 novembre 2020]

Destatis (2020d, 17 janvier). Population growth in 2019 expected to be lowest since 2012 [Communiqué de presse]. Wiesbaden. [En ligne]. https://www.destatis.de/EN/Press/2020/01/PE20_022_12411.html [consulté le 17 mai 2020]

Destatis (2020e, 26 octobre). United States' popularity as a destination for emigration has declined: Less Germans moving to the USA [Press release]. Wiesbaden. [En ligne]. https://www.destatis.de/EN/Press/2020/10/PE20_N068_12411.html [consulté le 29 novembre 2020]

Dietz, B. (2000). German and Jewish migration from the former Soviet Union to Germany: Background, trends and implications. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 26(4), 635-652. DOI: 10.1080/713680499

Eddy, M. (13 août 2015). Violent backlash against migrants in Germany as asylum-seekers pour in. *The New York Times*. [En ligne]. <https://www.nytimes.com/2015/08/14/world/europe/germany-migrants-attacks-asylum-seekers-backlash.html> [consulté le 28 mai 2020]

EIU (22 janvier 2020). Global democracy has another bad year. The Economist Intelligence Unit. [En ligne]. <https://www.economist.com/graphic-detail/2020/01/22/global-democracy-has-another-bad-year> [consulté le 27 mai 2020]

DAES (2001). Replacement migration: Is it a solution to declining and ageing populations? [Press release] New York. [En ligne]. <https://www.un.org/en/development/desa/population/publications/ageing/replacement-migration.asp> [consulté le 18 novembre 2020]. Résumé analytique en français : DAES (2001). Les migrations de remplacement : s'agit-il d'une solution au déclin et au vieillissement des populations? New York. [En ligne]. <https://www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/ageing/replacement-es-fr.pdf> [consulté le 28 mars 2021]

DAES (2017). International Migration Report 2017: Highlights. New York. [En ligne]. http://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/migrationreport/docs/MigrationReport2017_Highlights.pdf [consulté le 1er décembre 2020]

DAES (2019a). Country profile: Germany: International migrant stock. [En ligne]. <https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/countryprofiles.asp> [consulté le 1er décembre 2020]

DAES (2019b). World Population Prospects 2019, Volume I: Comprehensive Tables. New York. [En ligne]. https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2019_Volume-I_Comprehensive-Tables.pdf [consulté le 30 juillet 2020]

Eurostat (2020a). Statistiques sur l'asile: Nombre de demandeurs d'asile (ressortissants hors UE-27), UE-27, 2008-2019. [En ligne]. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Asylum_statistics/fr [consulté le 18 novembre 2020]

Eurostat (2020b). Statistics explained: Asylum quarterly report Q2/2020. [En ligne]. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Asylum_quarterly_report [consulté le 19 novembre 2020]

Fassmann, H. et Münz, R. (1994). European East-West migration, 1945–1992. *International Migration Review*, 28(3), 520-538. <https://doi.org/10.1177/019791839402800305>

Ferrara, P., Corsello, G., Sbordone, A., Nigri, L., Caporale, O., Ehrich, J. et Pettoello-Mantovani, M. (2016). The “Invisible Children”: Uncertain future of unaccompanied minor migrants in Europe. *The Journal of Pediatrics*, 169, 332-3.e1. <https://doi.org/10.1016/j.jpeds.2015.10.060>

Fleming, J. H., Esipova, N., Pugliese, A., Ray, J. et Srinivasan, R. (2018). Migrant acceptance index: A global examination of the relationship between interpersonal contact and attitudes toward migrants. *Border Crossing*, 8(1), 103-132. <https://doi.org/10.33182/bc.v8i1.576>

France 24 (26 février 2017). Nearly 10 anti-migrant attacks a day in Germany. [En ligne]. <https://www.france24.com/en/20170226-germany-10-anti-migrants-refugees-attacks-day-data-xenophobia-racism> [consulté le 1er décembre 2020]

Gauck, J. (20 juin 2015). Federal President Joachim Gauck to mark the first Day of Remembrance for refugees and expellees, Berlin. [En ligne]. https://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Downloads/DE/Reden/2015/06/150620-Gedenkttag-Flucht-Vertreibung-englisch.pdf?__blob=publicationFile [consulté le 17 mai 2020]

Geddes, A. et Scholten, P. (2018). *The politics of migration and immigration in Europe* (2nd éd.) Londres. Sage.

Giulietti, C. et Wahba, J. (2012). *Welfare Migration*. Bonn. Forschungsinstitut zur Zukunft der Arbeit. [En ligne]. <http://ftp.iza.org/dp6450.pdf> [consulté le 18 mars 2020]

Glorius, B. (2010). Go west: Internal migration in Germany after reunification. *Belgian Journal of Geography*, (3), 281-292. <https://doi.org/10.4000/belgeo.6470>

Gogou, K. (20 mars 2017). L'année de la honte pour l'Europe. Amnesty International. [En ligne]. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2017/03/the-eu-turkey-deal-europes-year-of-shame/> [consulté le 22 novembre 2020]

Goodman, M. (1996). After the Wall: The legal ramifications of the East German border guard trials in unified Germany. *Cornell International Law Journal*, 29(3). [En ligne]. <https://scholarship.law.cornell.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1391&context=cilj> [consulté le 24 mai 2020]

HCR (2018). *Global Trends: Forced displacement in 2017*. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <http://www.unhcr.org/globaltrends2017/> [consulté le 25 août 2018]. Communiqué de presse en français : HCR (2018). Plus de 68 millions de personnes déracinées en 2017 ; Une nouvelle approche mondiale sur les réfugiés est nécessaire d'urgence. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2018/6/5b27c297a/68-millions-personnes-deracinees-2017-nouvelle-approche-mondiale-refugies.html> [consulté le 28 mars 2021]

HCR (2019). *Global Trends: Forced displacement in 2018*. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/5d08d7ee7.pdf> [consulté le 10 mars 2020]. Communiqué de presse en français : HCR (2019). Le nombre de personnes déracinées à travers le monde dépasse 70 millions ; le chef du HCR appelle à davantage de solidarité. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2019/6/5d08a9954/nombre-personnes-deracinees-travers-monde-depasse-70-millions-chef-hcr.html> [consulté le 28 mars 2021].

HCR (2020a). *Global Trends: Forced displacement in 2019*. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/5ee200e37.pdf> [consulté le 20 août 2020]. Communiqué de presse en français : HCR (2020). Le déplacement forcé s'est largement accru à travers le monde en 2019. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/stories/2020/6/5eeb513ba/deplacement-force-sest-largement-accru-travers-monde-2019.html?query=global%20trends> [consulté le 28 mars 2021].

HCR (2020b). Les agences de l'ONU se félicitent de la première relocalisation d'enfants non accompagnés depuis la Grèce. [Communiqué de presse]. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2020/4/5e980505a/agences-lonu-felicitent-premiere-relocalisation-denfants->

accompagnes-grece.html [consulté le 28 mars 2021]

HCR, Unicef et OIM (2019). Refugee and migrant children in Europe: Factsheet: Overview of trends, janvier-décembre 2018. Haut-Commissariat aux réfugiés, Fonds des Nations unies pour l'enfance et Organisation internationale pour les migrations. Genève. [En ligne]. <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/69499> [consulté le 23 janvier 2020]

Helliwell, J. F., Layard, R., Sachs, J. et de Neve, J.-E. (2020). World Happiness Report 2020. [En ligne]. <https://worldhappiness.report/ed/2020/> [consulté le 2 décembre 2020]

Hoerder, D. (1999). Migration in Germany. *International History Review*, 21(4), 953-964. [En ligne]. <https://www.jstor.org/stable/pdf/40109170.pdf?refreqid=excelsior%3A4bdeda8c747510edceddb8cb2a9df9a3> [consulté le 1er juin 2020]

IEP (2019). Global Peace Index 2019: Measuring Peace in a Complex World. Institute for Economics and Peace. Sydney. [En ligne]. https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2020/10/GPI_2020_web.pdf [consulté le 28 mai 2020]

Jopp, D. S., Wozniak, D., Damarin, A. K., Feo, M. de, Jung, S. et Jeswani, S. (2015). How could lay perspectives on successful aging complement scientific theory? Findings from a U.S. and a German life-span sample. *The Gerontologist*, 55(1), 91-106. <https://doi.org/10.1093/geront/gnu059>

Lüpke-Schwarz, M. (5 février 2014). The last victim of the Berlin Wall. DW. [En ligne]. <https://www.dw.com/en/the-last-victim-of-the-berlin-wall/a-17408154> [consulté le 24 mai 2020]

Mandiraci, B. (2020). Sharing the burden: Revisiting the EU-Turkey migration deal. Crisis Group. [En ligne]. <https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/western-europemediterranean/turkey/sharing-burden-revisiting-eu-turkey-migration-deal> [consulté le 22 novembre 2020]

Marois, G., Bélanger, A. et Lutz, W. (2020). Population aging, migration, and productivity in Europe. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 117(14), 7690-7695. [En ligne]. <https://doi.org/10.1073/pnas.1918988117> [consulté le 2 décembre 2020]

Miller, D. (2016). *Strangers in Our Midst: The Political Philosophy of Immigration*. Cambridge: Harvard University Press.

Möhring, M. (2015). Mobilität und Migration in und zwischen Ost und West. In Bösch, F. (sous la direction de), *Geteilte Geschichte: Ost- und Westdeutschland 1970-2000* (369-410). Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht.

Münz, R. et Weiner, M. (sous la direction de) (1997). *Migrants, refugees and foreign policy: U.S. and German policies toward countries of origin*. Providence, Oxford: Berghahn.

OIM (2019). Termes clés de la migration. Organisation internationale pour les migrations. Genève. [En ligne] <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration> [consulté le 22 mars 2021]. Version anglaise : OIM (2019). *Glossary on Migration*. International Organization for Migration. Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf [consulté le 5 août 2019].

OIM (2019b). État de la migration dans le monde 2020. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2020_fr.pdf [consulté le 28 mars 2021]

Panagiotidis, J. (2015). What is the German's fatherland? The GDR and the resettlement of ethnic Germans from socialist countries (1949–1989). *East European Politics and Societies and Cultures*, 29(1), 120–146. <https://doi.org/10.1177/0888325414540934>

Pnud (2019a). Human development indicators. [En ligne]. <http://hdr.undp.org/en/content/statistical-data-tables-7-15> [consulté le 1er juin 2020]

Pnud (2019b). Rapport sur le développement humain 2019 : Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent : les inégalités de développement humain au XXIe siècle. New York. [En ligne]. <http://www.hdr.undp.org>

org/sites/default/files/hdr_2019_fr.pdf [consulté le 26 mars 2021]

Pnud (2019c). Au-delà des barrières : Voix de migrants irréguliers en Europe. New York. [En ligne]. <https://www.africa.undp.org/content/rba/fr/home/library/reports/ScalingFences.html> [consulté le 28 mars 2021]

Ponce, A. (2018). Is welfare a magnet for migration? Examining universal welfare institutions and migration flows. *Social Forces*, 11(5), 389. <https://doi.org/10.1093/sf/soy111>

Portail sur les données migratoires (2020a). Enfants et jeunes migrants. [En ligne] <https://migrationdataportal.org/fr/themes/child-and-young-migrants> [consulté le 28 mars 2021]

Portail sur les données migratoires (2020b). Allemagne. Nombre total de migrants internationaux (milieu de l'année), 2020. [En ligne] https://migrationdataportal.org/fr?i=stock_abs_&t=2020&cm49=276 [consulté le 28 mars 2021]

Psaropoulos, J. (10 mars 2020). Turkey-Greece refugee crisis: Germany willing to take children in. Al Jazeera. [En ligne]. <https://www.aljazeera.com/videos/2020/03/10/turkey-greece-refugee-crisis-germany-willing-to-take-children-in/> [consulté le 26 mai 2020]

Razin, A. et Wahba, J. (2011). Migration policy and the generosity of the Welfare State in Europe. *CESifo*, 9(4), 28-31. [En ligne]. <https://www.ifo.de/en/node/28288> [consulté le 19 mars 2020]

REM (2012). Glossaire 2.0 sur l'asile et les migrations : un outil pour une meilleure comparabilité. Réseau européen des migrations (Commission européenne). Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/european_migration_network/docs/emn-glossary-fr-version.pdf [consulté le 28 février 2021]. Version anglaise : EMN (2018), European Migration Network Glossary 6.0. Réseau européen des migrations. Bruxelles. [En ligne]. https://www.emn.at/wp-content/uploads/2018/06/emn-glossary-6-0_en.pdf [consulté le 28 février 2021].

Reporters sans frontières (2020). Classement mondial de la liberté de la presse 2020. [En ligne] <https://rsf.org/fr/classement> [consulté le 28 mars 2021]

Ritchie, H. et Roser, M. (2019). Age structure. *Our World in Data*. [En ligne]. <https://ourworldindata.org/age-structure> [consulté le 20 mai 2020]

Roudik, P. (2017). Laws concerning children of undocumented migrants in selected countries. Law Library of Congress. Washington, D.C. [En ligne]. <https://www.loc.gov/law/help/undocumented-migrants/undocumented-migrant-children.pdf> [consulté le 23 novembre 2020]

Schmale, W. (2010). Europe as a cultural reference and value system. *European History Online (EGO)*. [En ligne]. <https://d-nb.info/1031276416/34> [consulté le 17 octobre 2018]

Schmidt, C. M. et Zimmermann, K. F. (1992). Migration pressure in Germany: Past and future. In Zimmermann, K. F. (sous la direction de), *Population Economics. Migration and economic development*. Berlin, Heidelberg: Springer.

Schmitz, F. (2020, April 18). Germany's evacuation of underage refugees from Greece seen as insufficient. DW. [En ligne]. <https://www.dw.com/en/germanys-evacuation-of-underage-refugees-from-greece-seen-as-insufficient-aid-groups/a-53176001> [consulté le 26 mai 2020]

Sola, A. (2018, February). The 2015 refugee crisis in Germany: Concerns about immigration and populism. SOEP paper n° 966. Berlin. [En ligne]. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3169243>

Staudenmaier, R. (9 septembre 2017). Refugee benefits in Germany are 'quite high,' Interior Minister de Maiziere says. DW. [En ligne]. <https://www.dw.com/en/refugee-benefits-in-germany-are-quite-high-interior-minister-de-maiziere-says/a-40426704> [consulté le 1er décembre 2020]

Steinmeier, W. (1er septembre 2019). Commemoration of Second World War at Warsaw, Warsaw. [En ligne]. <https://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/EN/Frank-Walter-Steinmeier/Reden/2019/09/190901-Poland-Commemoration-Warsaw.html> [consulté le 17 mai 2020]

Süddeutsche Zeitung (22 juin 2015). Denken wir heute nicht zu klein von uns? Gauck-Rede zu Flucht und Vertreibung. [En ligne]. <https://www.sueddeutsche.de/politik/gauck-rede-zu-flucht-und-vertreibungdenken-wir-heute-nicht-zu-klein-von-uns-1.2530253> [consulté le 21 mai 2020]

SVR (2018). Integration Barometer 2018. The Expert Council on Integration and Migration. [En ligne]. https://www.svr-migration.de/wp-content/uploads/2018/09/SVR_Integration_Barometer_2018_Summary.pdf [consulté le 28 mai 2020]

The Economist (12 juillet 2018). Capitalism needs a welfare state to survive: But welfare must be reformed to cope with ageing and immigration. [En ligne]. <https://www.economist.com/leaders/2018/07/12/capitalism-needs-a-welfare-state-to-survive> [consulté le 1er décembre 2020]

Transparency International (2020). Corruption Perceptions Index: Germany. [En ligne]. <https://www.transparency.org/en/countries> [consulté le 1er décembre 2020]

Trevelyan, M. et Gareth, J. (16 septembre 2015). Which European countries offer the most social benefits to migrants? Euronews; Reuters. [En ligne]. <https://www.euronews.com/2015/09/16/which-european-countries-offer-the-most-social-benefits-to-migrants> [consulté le 1er décembre 2020]

Ulrich, R. (1990). Die Übersiedlerbewegung in die Bundesrepublik und das Ende der DDR. Forschungsgruppe Internationale Beziehungen. Berlin. [En ligne]. <https://bibliothek.wzb.eu/pdf/1990/p90-302.pdf> [consulté le 12 décembre 2020]

UN News (2019). More than 90 per cent of African migrants would make perilous Europe journey again, despite the risks [Communiqué de presse]. New York. [En ligne]. <https://news.un.org/en/story/2019/10/1049641> [consulté le 1er décembre 2020]

UNdata (2020). Allemagne. [En ligne]. <https://data.un.org/fr/iso/de.html> [consulté le 28 mars 2021]

Von Weizsäcker, R. (8 mai 1985). Speech during the Ceremony Commemorating the 40th Anniversary of the End of War in Europe and of National-Socialist Tyranny. Deutscher Bundestag, Bonn. [En ligne]. https://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Downloads/DE/Reden/2015/02/150202-RvW-Rede-8-Mai-1985-englisch.pdf?__blob=publicationFile [consulté le 17 mai 2020]

Welcome Democracy (n. d.). Willkommenskultur und Demokratie in Deutschland: Flüchtlingspolitische Initiativen als Orte aktiver Bürgerschaft, kollektiver Konfliktaushandlung und demokratischen Lernens. [En ligne]. <http://welcome-democracy.de/> [consulté le 27 novembre 2020]

Westwood, S. (sous la direction de) (2019). Ageing, diversity and equality. Abingdon. Routledge.

Zick, A., Rees, J., Papendick, M. et Wäschle, F. (2020). Memo: Multidimensional Remembrance Monitor: Study III. Institute for Interdisciplinary Research on Conflict and Violence at Bielefeld University. [En ligne]. https://www.stiftung-evz.de/fileadmin/user_upload/EVZ_Uploads/Publikationen/Studien/EVZ_Studie_MEMO_2020_engl.pdf [consulté le 1er décembre 2020]



MODULE 9

Migrations africaines : quitter l'Afrique, partir dans un autre Etat africain ou au sein de son propre pays

Par Monika Lengauer



FINALITÉS DU MODULE

- Comprendre les déplacements des migrants et des réfugiés africains à partir de l'Afrique (transcontinentaux), en Afrique (régionaux) et à l'intérieur des pays (internes).
- Comprendre la complexité des migrations africaines et des déplacements forcés dans les contextes nationaux.
- Raconter l'histoire vue d'Afrique des migrants et des réfugiés.



OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

A la fin de ce module, les participants pourront :

- Raconter leur histoire vue d'Afrique des migrants et des réfugiés.
 - **OA de type affectif : Répondre**
- Mobiliser leurs connaissances et leurs sources pour préparer une fiche pays et une note qui présente brièvement la migration et le déplacement forcé.
 - **OA de type cognitif : Appliquer**
- Mettre en relation les différents déplacements depuis le continent, à l'intérieur du continent et à l'intérieur des pays (internes).
 - **OA de type cognitif : Appliquer**
- Maîtriser la contextualisation des mouvements depuis le continent, au sein du continent et au sein des pays à partir d'un cas d'étude.
 - **OA de type cognitif : Analyser**

Aperçu

« Alors que la plupart des discours sur la migration africaine¹ se concentrent sur la Méditerranée, il est important de souligner que la migration intra-africaine en représente globalement 70 % [de la migration africaine totale]. Ce pourcentage atteint même 80 % pour l'Afrique subsaharienne », indiquait le premier vice-président de la Banque africaine de développement (BAD), Charles Boamah, lors du Forum sur la résilience en Afrique (BAD, 2019). M. Boamah a rappelé que les Africains représentaient environ 10 % des migrations internationales en 2017 (BAD, 2019). Dans cette logique, l'UA, dans son tout premier rapport sur les migrations africaines, et son coéditeur l'OIM voulaient raconter « l'histoire des migrations africaines du point de vue de l'Afrique » (Adepoju et al., 2020, p. xiv). Cette ambition constitue également une dimension importante de ce manuel (voir Introduction et module 1), de ses études de cas (modules 6 et 7) et de ce module 9. Il entend contextualiser les deux déclarations officielles de la BAD et de l'UA/OIM, et a invité trois auteurs distingués – William Tayeebwa de l'Ouganda, Levi Manda du Malawi et Levi Obonyo du Kenya – à raconter des histoires africaines de migrants, de réfugiés et de communautés d'accueil. Nous espérons que les formateurs en journalisme qui utilisent

¹ Il convient de relever les définitions de la migration et des migrants internationaux telles qu'elles sont exposées dans le module 2 et résumées dans les glossaires recommandés dans le module 2 (REM, 2018 ; OIM, 2019a ; HCR, n.d.).

ce manuel encourageront leurs classes à écrire leurs propres histoires africaines de migrants et de réfugiés africains, ainsi que de leurs communautés d'accueil, sur la base de leurs connaissances, tant académiques que pratiques, et à les télécharger sur le portail du projet www.mediaandmigration.com.

Les chiffres utilisés par les institutions, les groupes de réflexion, les médias et le public doivent être maniés avec prudence (voir module 2). Mesurer les migrations et les déplacements forcés en provenance et à l'intérieur de l'Afrique n'est pas tâche aisée, car les données restent rares. Le rapport 2020 sur les migrations en Afrique souligne que le continent n'a pas actualisé le nombre total de migrants internationaux depuis le cycle de recensements de la population de l'an 2000 (Adepoju et al., 2020, p. 15 et 16). De nombreux pays africains « n'ont pas non plus la capacité de collecter des données de qualité ventilées par sexe et par âge » (Adepoju et al., 2020, p. 15), et les « statistiques officielles sont insuffisantes pour dresser un tableau complet de la migration en Afrique, car une grande partie est irrégulière » (Adepoju et al., 2020, p. 20). Le manque de données sur les migrants et les réfugiés a été une problématique récurrente dans presque tous les modules de ce manuel, principalement abordée dans le module 2 mais aussi dans la section sur le genre (voir modules 3 et 7). En outre, comme indiqué précédemment, la question des définitions est cruciale – à qui se réfère M. Boamah lorsqu'il mentionne la migration internationale ? Aux migrants ? Aux réfugiés ? Un rappel sur les données et les définitions à cet égard : Les statistiques suivantes fonctionnent avec la définition statistique qu'a donnée l'ONU d'un migrant international à long terme, à savoir « [une] personne qui s'installe dans un pays autre que celui de sa résidence habituelle pour une période d'au moins un an (12 mois) » (DAES, 1998, p. 10, encadré 10). Cette définition exclut les mouvements qui sont dus à « des loisirs, des vacances, des visites à des amis et des parents, au travail, à des traitements médicaux ou à des pèlerinages religieux » (DAES, 1998, p. 10, paragraphe 37) mais elle inclut toutes les autres personnes en mouvement ou en fuite, et pour ce qui est particulièrement important ici, elle inclut les personnes déplacées de force comme les réfugiés (REM, 2012 ; OIM, 2019a; HCR, n. d.).

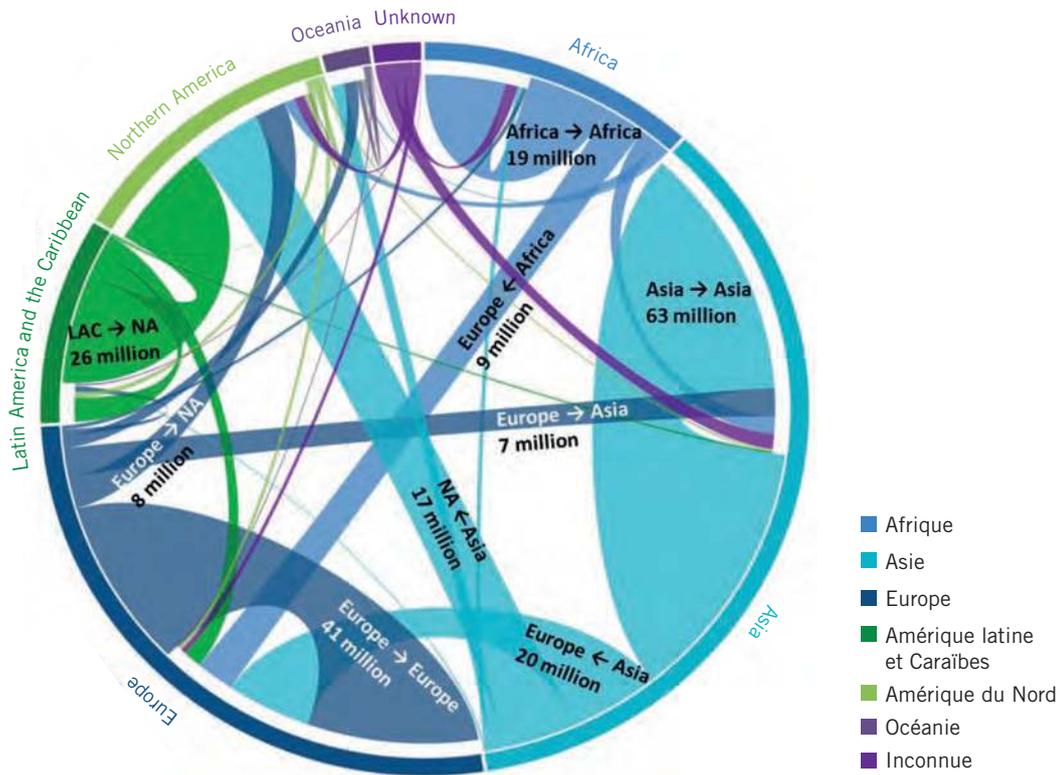
Mouvements internationaux africains, à partir du continent

En Afrique subsaharienne, la plupart des migrants internationaux (89 % ; DAES, 2019) sont originaires d'un autre pays de la même région². Migrer vers les pays environnants est un (premier) mouvement courant dans la migration internationale. Traverser les pays de la région d'origine ne semble pas nécessiter d'effort particulier pour beaucoup de migrants, mais aussi, souvent, pour leurs communautés d'accueil. En Afrique, traverser une frontière internationale, par exemple de la Guinée-Bissau à la Gambie, peut donner l'impression de rester au sein d'une aire ethnique traditionnelle (Knörr & Kohl, 2016). La figure 26 permet de visualiser ces grands types de mouvements internationaux. Mais en Afrique, la tendance a changé : La « proportion de [migrants] qui vivent dans un pays en dehors du continent où ils sont nés a augmenté » (DAES, 2017, p.

² Les nombres et les décimales sont arrondis pour préserver un bon équilibre entre le souci de précision et la lisibilité.

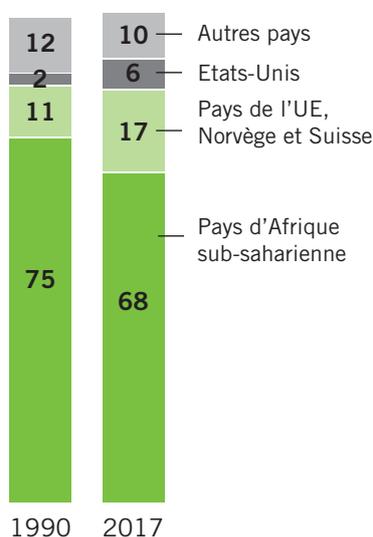
12). A l'opposé, la part des migrants internationaux qui se sont déplacés au sein de leur continent de naissance a augmenté en Asie, en Europe, en Amérique latine et ailleurs entre 2000 et 2017 (DAES, 2017, pp. 11 et 12, figure 5).

Figure 26 : Nombre de migrants internationaux classés par région d'origine et de destination, 2017.



Notes : AN désigne l'Amérique du Nord, ALC désigne l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette figure montre que les gens se déplacent généralement dans leur propre région de naissance, mais ce flux traditionnel a changé en Afrique : Pour les migrants nés en Afrique, la proportion de ceux qui vivent dans un pays en dehors de leur continent de naissance a augmenté (DAES, 2017, pp. 11 et 12).
Source : DAES (2017, p. 11, figure 5).

Figure 27 : Evolution des destinations pour les émigrants d'Afrique subsaharienne (nés en Afrique subsaharienne et vivant dans un autre pays), par pays/continent de résidence, en %).

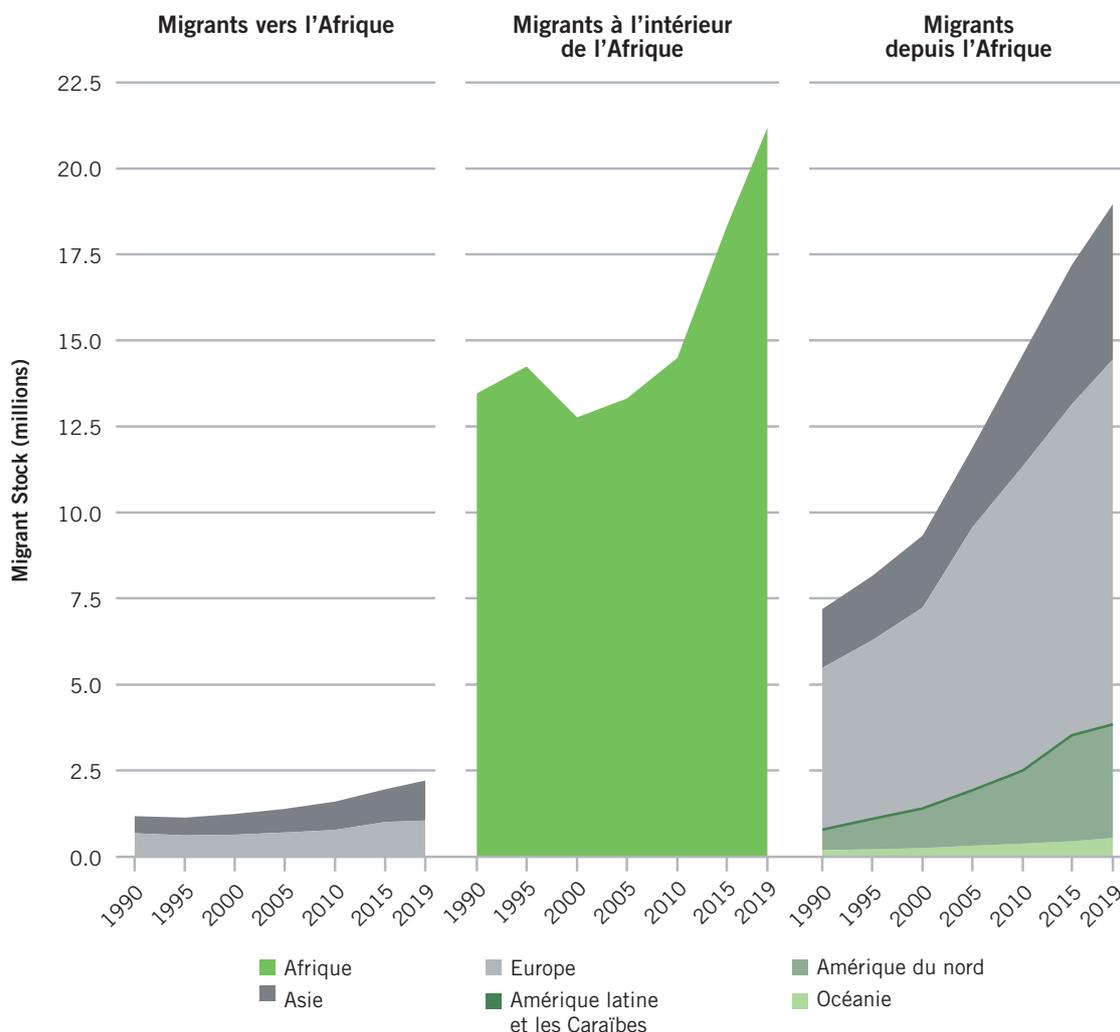


En 1990, 75 % des émigrants originaires de pays d'Afrique subsaharienne vivaient dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne, une part qui est tombée à 68 % en 2017. Sur la même période, la part des personnes originaires d'Afrique subsaharienne qui vivent en Europe et aux États-Unis a augmenté (Connor, 2018). Source : Connor (2018). Illustration originale.

Connor (2018 ; Figure 27) montre également cette dynamique africaine – singulière au regard du reste du monde. En comparant les données de 1990 et 2017, il révèle que la proportion de migrants intra-africains a diminué de sept points sur la période (de 75 % à 68 %), et que la proportion d'Africains ayant quitté le continent a augmenté – la migration vers l'Europe a ainsi progressé de six points, passant de 11 % à 17 %, et vers les États-Unis de quatre points, passant de 2 % à 6 %.

En chiffres absolus – tels que publiés par l'ONU et l'OIM – les migrants africains vivant hors du continent « ont plus que doublé [depuis 1990], la croissance vers l'Europe étant la plus prononcée » (OIM, 2019b, p. 54). En 2019, la plupart des migrants d'origine africaine vivant hors de leur continent résidaient en Europe (11 millions), en Asie (5 millions) et en Amérique du Nord (3 millions ; OIM, 2019b, p. 54). La figure 28 visualise la rapidité avec laquelle les déplacements internationaux des ressortissants africains ont augmenté entre 1990 et 2019, tant à partir de leur continent qu'à l'intérieur de celui-ci. Le nombre d'Africains quittant leur pays d'origine est très élevé quelle que soit la destination, vers un pays du continent africain ou carrément vers un autre continent. En revanche, le nombre de personnes migrant d'autres continents vers l'Afrique est très faible (OIM, 2019b, p. 55, figure 1).

Figure 28 : Mouvements vers, dans et depuis l'Afrique, 1990-2019



Les déplacements internationaux au sein de l'Afrique ont fortement augmenté après 2010, comme le montre la colonne du milieu. Les déplacements internationaux de l'Afrique vers d'autres continents ont fortement augmenté depuis les années 2000 (colonne de droite). En revanche, les mouvements vers l'Afrique sont très faibles (colonne de gauche).

Note : « Migrants vers l'Afrique » (colonne de gauche) fait référence aux migrants résidant en Afrique qui sont nés dans une autre région du monde (par exemple l'Europe). « Migrants à l'intérieur de l'Afrique » (colonne du milieu) désigne les migrants nés sur le continent et résidant en dehors de leur pays de naissance, mais toujours en Afrique. « Migrants d'Afrique » (colonne de droite) renvoie aux personnes nées en Afrique et résidant en dehors du continent (par exemple en Europe). Source : OIM (2019b, p. 55, figure 1). Illustration originale.



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER ET ANALYSER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

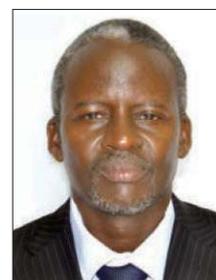
Permettez à la classe d'acquérir des connaissances sur l'Ouganda en tant que pays de migration et de déplacement forcé avant d'étudier la situation du pays décrite par William Tayeebwa. Invitez les participants à préparer une fiche pays et un autre bref exposé sur la migration et le déplacement forcé en Ouganda.

- Pour composer ces deux fiches, les participants sélectionneront leurs données dans les sources présentées dans le module 2.
- Pour donner vie aux données, ils exploiteront les reportages des médias en provenance ou à propos de l'Ouganda qu'ils considèrent comme éclairants et révélateurs.
- Présentez les deux exposés en plénière et concluez par cinq points saillants identifiant les principales caractéristiques de l'Ouganda.

Perspectives d'Ouganda

par William Tayeebwa, titulaire d'un doctorat, maître de conférences au département de journalisme et de communication de l'université Makerere, en Ouganda :

White (2015, p. 15) insiste sur l'importance d'utiliser dans les écrits universitaires ou journalistiques les concepts de migrant, de réfugié, de demandeur d'asile et la terminologie associée, comme les différencient le HCR et l'OIM (REM, 2012 ; OIM, 2019a ; HCR, n. d., HCR, 2018). En réalité, les migrants et les réfugiés utilisent souvent les mêmes itinéraires, les mêmes modes de transport et les mêmes réseaux. Les déplacements transfrontaliers impliquant à la fois des migrants et des réfugiés sont appelés mouvements mixtes³. Les Ougandais qui ont été déplacés de leur région d'origine pour quelque raison que ce soit – y compris les milliers de personnes déplacées à l'intérieur du pays en raison de la guerre civile de 1986-2006 entre les forces gouvernementales et l'Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army, LRA) – mais qui restent à l'intérieur des frontières ne sont pas considérés ici comme faisant partie du récit de la migration (Hovil & Okello, 2006). De plus, les médias ougandais font clairement la différence entre les personnes déplacées et les réfugiés. Ce qui est moins clair dans les reportages comme dans les rapports officiels, c'est la différenciation entre un réfugié et un immigrant.



Source : DR

Le HCR et l'OIM ont tous deux noté que l'Ouganda – avec 1,4 million de réfugiés en 2020 – accueille toujours le plus grand nombre de réfugiés par rapport aux autres pays d'accueil

³ Pour une définition des mouvements mixtes, voir les glossaires recommandés dans le module 2 (OIM, 2019a ; REM, 2018).

africains. La majorité des réfugiés sont originaires de la RDC, du Rwanda et du Soudan du Sud (Portail sur les données migratoires, 2020c). Selon le « Portail de réponse globale aux réfugiés en Ouganda » du HCR (HCR, 2020d), environ 80 000 réfugiés vivent dans la capitale Kampala où la plupart d'entre eux sont engagés dans des entreprises commerciales privées ; tous les autres réfugiés du pays sont accueillis dans les 12 districts du pays (Coggio, 2018). Le HCR indique les pays d'origine parmi lesquels le Soudan du Sud représente 62 %, soit 888 000 personnes, suivi de la RDC avec 29 %, soit 420 000 personnes. Les autres pays sont, par ordre d'importance, le Burundi, la Somalie, le Rwanda, l'Érythrée, le Soudan, l'Éthiopie et d'autres pays (HCR, 2020d).

Parallèlement au tableau ci-dessus, l'Afrique du Sud accueille le plus grand nombre de migrants économiques du continent, dont beaucoup sont des Ougandais. Cela a rendu le pays sensible aux attaques xénophobes, les citoyens protestant contre les étrangers qu'ils accusent de s'accaparer leurs emplois (Bekker, 2015 ; Worby et al., 2008).

Alors que de nombreux pays se débattent avec cet énorme problème de déplacement humain en adoptant des politiques d'entrée et d'installation restrictives, l'Ouganda, au contraire, affiche depuis des années une politique d'ouverture aux migrants et aux réfugiés. Le pays accueille des milliers de réfugiés de plusieurs pays africains en leur offrant des commodités telles que des terres agricoles, l'accès à des opportunités commerciales et la liberté d'accès à des équipements sociaux tels que les écoles et les hôpitaux, qui sont normalement dévolus aux citoyens. Une telle politique d'ouverture a permis au pays de s'attirer les faveurs des agences humanitaires qui ont souvent fait référence aux bonnes pratiques du modèle ougandais (Goldstein, 2018 ; Patton, 2016 ; Strochlic & Lorec, 2019). Par exemple, l'Initiative internationale pour les droits des réfugiés (IRRI) indique dans un rapport de 2018 :

« Alors que l'Europe et les États-Unis tentent, avec une créativité sans cesse renouvelée, de déployer des barrières pour empêcher les réfugiés d'atteindre leur territoire, l'approche de l'Ouganda qui mise sur des frontières ouvertes fait honte à nombre d'autres États. En outre, le gouvernement a pris des mesures importantes pour permettre une plus grande liberté de mouvement et un meilleur accès au travail pour les réfugiés, ce qui va encore une fois à l'encontre de la tendance mondiale. Les aspects positifs de l'approche de l'Ouganda doivent donc être salués sans équivoque » (Hovil, 2018a, p. 3).

En ce qui concerne la politique institutionnelle, Hovil (2018a) retrace les différents jalons depuis l'époque coloniale, à commencer par l'« Ordonnance de 1955 sur le contrôle des réfugiés en provenance du Soudan », jusqu'à la « Loi de 1960 sur le contrôle des réfugiés étrangers » (Control of Alien Refugees Act, Cara), adoptée après l'indépendance, qui a alimenté la « Stratégie d'autosuffisance » (Self-Reliance Strategy, SRS) de 1999 et la « Politique d'aide au développement pour les zones d'accueil des réfugiés » (Development Assistance for Refugee-Hosting Areas, DAR) de 2003 (Hovil, 2018a, p. 6). Hovil note que dans tous les cadres politiques passés et actuels, le statut juridique de ces réfugiés qui choisissent de vivre dans les zones urbaines reste ambigu car ils ne bénéficient pratiquement d'aucune assistance et « échappent largement aux politiques officielles de l'Ouganda en matière de réfugiés » (Hovil, 2018a, p. 7). Alors qu'un cadre politique exhaustif

a été mis en place dans la loi sur les réfugiés de 2006 qui prenait en considération la Convention des Nations unies sur les réfugiés de 1951 (HCR, 2010) et la Convention de l'OUA sur les réfugiés de 1969 (OUA, 1969), les analystes ont noté que la mise en œuvre a été lente au départ jusqu'en 2013 lorsqu'un nouveau conflit a éclaté au Soudan du Sud, forçant des milliers de personnes à fuir en Ouganda, apportant ainsi un regain d'intérêt et de vigueur dans l'application de la loi (Bernstein et al., 2005 ; Hovil, 2018a ; Watera et al., 2017).

Nonobstant les lacunes dans la mise en œuvre des politiques sur les réfugiés, l'attrait pour le modèle ougandais s'est émoussé lorsqu'en 2016, les médias locaux et internationaux ont rapporté que des fonctionnaires gouvernementaux ougandais chargés de la gestion des réfugiés étaient impliqués dans des pratiques de corruption, notamment en gonflant le nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés dans certains camps afin de bénéficier de financements internationaux (Okiror, 2018 ; Patton, 2016). À la suite de cette révélation, plusieurs agences et pays donateurs ont interrompu leur financement, une situation qui a exposé les réfugiés à des conditions plus difficiles encore et qui a conduit le gouvernement ougandais à une certaine réticence à en accueillir davantage (Green, 2018 ; Matengo, 2019). Alors que les projections du HCR et de l'OIM montrent que davantage de réfugiés vont continuer à arriver en Ouganda en provenance de la RDC et du Soudan du Sud en proie à des troubles, il ne fait aucun doute que le modèle ougandais continuera à faire l'objet d'un examen national et international beaucoup plus approfondi. Pourtant, sur une note plus sombre, Lucy Hovil de l'International Refugee Rights Initiative, une fervente critique du modèle ougandais, a écrit dans « Refugees Deeply » que si la communauté internationale ne tient pas sa promesse de soutien financier important ainsi que de réinstallation dans des pays plus riches à travers le monde, le modèle ougandais « s'effondrera comme un château de cartes » (Hovil, 2018b).

Les reportages sur la migration intra-africaine dans les médias ougandais suivent la même trajectoire que dans d'autres pays africains, comme l'ont habilement discuté White (2015), Fengler et al. (2020) ainsi que Pierigh (2017). Une discussion plus spécifique sur la question est résumée par Nakitare (2018) qui saisit les résultats d'un débat entre journalistes lors de la Media Challenge Expo 2018 à Kampala qui a rassemblé « 356 étudiants en journalisme de diverses universités en Ouganda, 45 maisons de médias, 22 organisations de réfugiés, 9 organisations de développement média et plusieurs représentants gouvernementaux » pour discuter et partager pendant trois jours sur le thème du « recentrage de la couverture médiatique des réfugiés en Ouganda ».

Nakitare (2018) raconte qu'au cours de l'événement, l'Ethical Journalism Network (EJN) a présenté deux ateliers visant à fournir des compétences pratiques aux jeunes journalistes en utilisant les lignes directrices qu'ils ont développées pour le « reportage sur la migration » ainsi que sur la manière d'éviter les « discours de haine » (EJN, n. d.). Au cours des présentations et des discussions, les chercheurs et les professionnels des médias ont noté comment le fait de présenter les réfugiés comme des « personnes qui errent sans but et sans direction » contribue à structurer le discours public sur les réfugiés. Il est apparu clairement, lors de cet événement de trois jours, que l'intérêt pour la manière dont les médias rendent compte (et devraient rendre compte) des réfugiés et des migrants est en train de croître dans le pays (Turpin, 2018).

Mouvements internationaux africains, à l'intérieur du continent

En ce qui concerne les mouvements intracontinentaux, le plus grand nombre de migrants et de réfugiés africains se trouve en Afrique du Nord, dans les pays arabophones bordant la mer Méditerranée, en particulier le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et la Libye (au Maghreb) ainsi que l'Égypte. Les risques en matière de protection dans certains de ces pays sont considérables (HCR, 2020c). Le Maghreb et l'Égypte sont devenus soit des lieux de destination à part entière, soit des zones de transit vers l'Europe pour les migrants et les réfugiés du continent. Mais l'Afrique du Nord ne se contente pas d'accueillir des migrants et des réfugiés d'Afrique subsaharienne, sa propre population migre et/ou fuit, en visant principalement l'Europe et les États du Golfe – les Nord-Africains ne migrent ou ne fuient généralement pas à l'intérieur de l'Afrique (OIM, 2019b, p. 66). Les spécificités de l'Afrique du Nord en tant que lieu d'origine, de transit et de destination des migrants et des réfugiés mettent en évidence de façon simultanée les schémas complexes à l'œuvre dans cette partie du monde (OIM, 2019b, p. 66-68 ; Portail sur les données migratoires, 2020b). Knoll & Teevan (2020) analysent ces schémas à travers le prisme du Pacte européen sur les migrations et l'asile de 2020 (Commission européenne, 2020) et en tenant compte de la Covid-19. Ils concluent : « Il est clair que la Covid-19, en accentuant les difficultés socio-économiques dans toute la région, compliquera encore le processus de réforme des systèmes d'asile et de migration » (Knoll & Teevan, 2020, p. 2). En Afrique subsaharienne, l'Afrique du Sud reste la destination la plus prisée (Portail sur les données migratoires, 2020a). En Afrique orientale et australe, un grand nombre de migrants irréguliers circulent, souvent en flux mixtes⁴, déracinés par de multiples facteurs contextuels. Le trafic de migrants est particulièrement virulent (OIM, 2019b, pp. 61-64). En Afrique de l'Ouest, on se déplace surtout au sein de la sous-région (OIM, 2019b, p. 64) ; L'Afrobaromètre a constaté que les personnes originaires d'Afrique centrale et occidentale étaient « considérablement plus susceptibles de penser à l'émigration que les Africains du Sud et de l'Est » (Appiah-Nyamekye Sanny, & Rocca, 2018, p. 10). La migration régionale en Afrique de l'Ouest est facilitée par la présence de nombreux groupes ethniques répartis de part et d'autre des frontières nationales ; leurs réseaux sont solides et les trajets domicile-travail sont exempts de visa, comme le veut la politique de l'organisation intergouvernementale régionale de la Cedeao⁵. Les personnes se déplacent principalement en tant que travailleurs migrants dans des secteurs peu qualifiés, notamment le commerce informel, l'agriculture et pour le travail domestique. En Afrique centrale, la migration de main-d'œuvre est fréquente vers le Gabon, tandis que les conflits et l'instabilité jouent un rôle plus important dans les déplacements (OIM, 2019b, pp. 61-68).

Parmi les 20 premiers pays d'Afrique subsaharienne à accueillir des migrants figurent également l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire et l'Ouganda (OIM, 2019b, p. 57, figure 3). William

⁴ Pour une définition des « flux mixtes », voir les glossaires recommandés dans le module 2 (REM, 2018 ; OIM, 2019a).

⁵ Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao ; en anglais : Economic Community of West African States, Ecowas) dont les États membres sont : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Côte d'Ivoire, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, la Sierra Leone, le Sénégal et le Togo (Cedeao, 2016).

Tayeewa explique dans son article (voir ci-dessus) combien son pays, l'Ouganda, a été érigé en modèle d'accueil pour les migrants et les réfugiés sur la scène internationale, en raison de sa politique d'ouverture et comment il a été critiqué après son implication dans une fraude à l'aide internationale qui appuyait cette politique pour des montants substantiels. La migration intra-continentale est une affaire de politique, facilitée par des communautés régionales telles que la Communauté d'Afrique de l'Est (East African Community, EAC) et la Cedeao. En 2019, cette dernière a célébré le 40^e anniversaire du protocole de libre circulation ouest-africain de 1979 qui porte sur le droit de résidence et entend favoriser l'intégration et le développement régionaux (Cedeao, 2019). L'UA, elle aussi, encourage fortement la migration intracontinentale. Dans son Agenda 2063, l'un des 15 projets phares prévoit « le passeport africain et la libre circulation des personnes »⁶ (UA, 2013 ; UA, s. d.). L'UA concède que ses propres règles sont obsolètes, ce qui a permis à « l'influence extérieure de biaiser le discours » (Chutel, 2019). C'est pourquoi, dans leur tout premier rapport sur les migrations en Afrique (Adepoju et al., 2020), l'UA et l'OIM entendent « défier les idées-reçues », comme le stipule le sous-titre du rapport. Les éditeurs pointent dans leur résumé trois contre-pieds aux

« distorsions qui caractérisent le récit actuel sur la migration africaine : (a) la plupart des migrants africains ne traversent pas les océans, mais plutôt les frontières terrestres à l'intérieur de l'Afrique ; (b) 94 % de la migration africaine à travers les océans revêt une forme régulière ; et (c) la plupart des migrants mondiaux ne sont pas africains. L'Afrique représente 14 % de la population migrante mondiale, contre, par exemple, 41 % pour l'Asie et 24 % pour l'Europe. Ces éléments renforcent la nécessité de raconter à nouveau l'histoire qui concerne en grande partie la migration intra-africaine, contrairement à la perception horrible et sensationnaliste d'une migration irrégulière venue d'Afrique à travers la Méditerranée » (Adepoju et al., 2020, p. 1).

Les éditeurs proposent différentes interprétations des données, par exemple de l'enquête largement partagée de l'Afrobaromètre (Appiah-Nyamekye Sanny, & Rocca, 2018 ; Appiah-Nyamekye Sanny et al., 2019). Elle se base sur 34 pays africains et 45 000 répondants africains à qui l'on a demandé comment ils voient la migration et comment ils la pensent. Les auteurs concluent :

« En moyenne, plus d'un Africain sur trois (37 %) a envisagé d'émigrer, dont près d'un sur cinq (18 %) qui y a « beaucoup » réfléchi. Bien sûr, ils sont beaucoup moins nombreux à faire de réels projets de départ. Mais même s'il ne représente que 3 % de la population, le nombre d'Africains qui déclarent être sérieusement engagés dans la planification et la préparation de leur départ (en sollicitant un visa par

6 Le projet phare 4 comprend le passeport africain et la libre circulation des personnes : « Supprimer les entraves à la liberté des Africains de voyager, de travailler et de vivre sur leur propre continent. L'initiative vise à transformer les lois africaines, qui restent généralement restrictives sur la circulation des personnes malgré les engagements politiques pour faire tomber les barrières, en vue de promouvoir la délivrance de visas par les États membres pour renforcer la libre circulation de tous les citoyens africains dans tous les pays africains » (UA, 2013 ; UA, n. d.).

exemple) est écrasant. De plus, onze autres pour cent de la population disent avoir l'intention de partir au cours de l'année ou des deux années à venir, bien qu'ils ne soient pas encore en train d'effectuer de préparatifs » (Appiah-Nyamekye Sanny, & Rocca, 2018, p. 2).

En « défiant les idées-reçues », les éditeurs du premier rapport de l'UA sur les migrations en Afrique proposent leur réinterprétation des chiffres, en ce sens que « seul un pourcentage relativement faible de personnes planifie et se prépare activement à migrer [...]. En Afrique de l'Ouest, 10,3 millions de personnes ont déclaré en 2015 qu'elles prévoyaient de migrer au cours des 12 prochains mois, mais seulement 2,7 millions avaient effectué des préparatifs en vue d'un tel déplacement » (Adepoju et al., 2020, pp. 19 et 20).

L'Afrobaromètre indique également que la plupart des personnes interrogées préféreraient en fait rester plus près de chez elles : 29 % privilégient un autre pays de leur sous-région et 7 % un autre pays du continent, contre 27 % des personnes interrogées qui ont exprimé leur préférence pour l'Europe et 22 % pour l'Amérique du Nord. En conséquence, la majorité des migrants d'Afrique subsaharienne se déplacent d'un pays à l'autre sur le continent – ce qu'ils trouvent parfois « difficile » ou « très difficile », déplorant les formalités de visa, le manque de reconnaissance et de comparabilité des compétences et des qualifications par-delà les frontières. Les principales raisons qui poussent les Africains à quitter leur pays d'origine sont la recherche d'un emploi (44 %) et la volonté d'échapper à la pauvreté (29 %), selon l'Afrobaromètre, qui a observé ce phénomène de manière systématique dans tous les pays étudiés. Seuls 6 % des répondants souhaitent poursuivre des études à l'étranger. « En d'autres termes », résumant les auteurs, les gens cherchent « l'opportunité qu'ils ne peuvent pas trouver chez eux » (Appiah-Nyamekye Sanny, & Rocca, 2018, p. 7).

L'étude « Au-delà des barrières : Voix de migrants irréguliers en Europe » (2019b) du Pnud a révélé que pour deux tiers des personnes interrogées, le fait de travailler et de gagner un salaire plus élevé dans leur pays d'origine ne les dissuaderaient pas d'émigrer, et, par extrapolation, elle avance que plus de 90 % des migrants africains referaient le périlleux voyage en Europe, en dépit des risques.



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER ET ANALYSER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

Permettez aux participants d'acquérir des connaissances sur le Malawi en tant que pays de migration et de déplacement forcé avant d'étudier la perspective nationale fournie par Levi Manda.

- Invitez les participants à préparer une courte fiche pays et une autre sur la migration et le déplacement forcé au Malawi.
- Pour composer ces deux fiches, les participants exploiteront des données de leur choix parmi les sources présentées dans le module 2.
- Pour donner vie aux chiffres, ils auront recours aux reportages des médias du Malawi ou sur le Malawi qu'ils considèrent comme éclairants et révélateurs.

Présentez les deux fiches en plénière et concluez par cinq points saillants permettant d'identifier les principales caractéristiques du Malawi.

Perspectives du Malawi

par Levi Manda, titulaire d'un doctorat, mentor à l'École supérieure des médias et de la communication, Université Aga Khan, Malawi :

Le Malawi est, par sa taille, un petit pays du sud-est de l'Afrique mais il est densément peuplé. Avec une population de 18 millions d'habitants et une superficie de 118 000 km², c'est l'un des dix pays les plus densément peuplés d'Afrique. Cependant 30 % de sa superficie est occupée par le lac Malawi, des montagnes, des marais et des rivières (Portail sur les données migratoires, 2019 ; UNdata, 2019).



Source : DR

Au Malawi, les gens s'identifient par leurs districts/régions et par leurs origines ethniques. Typiquement, les Malawites s'identifieront comme Chewas/Nyanja (qui occupent surtout la région centrale et certaines parties de la région sud du Malawi), comme Tumbuka (que l'on trouve surtout dans les parties occidentales de la région nord), comme Tongas (qui occupent surtout la partie orientale du nord et du centre du Malawi) ou comme Yaos (qui dominent la rive centrale et sud du lac du Malawi). Les autres grandes tribus sont les Ngonde (qui dominent le nord-est du Malawi) et les Lomwé (qui dominent le sud-est du pays ; pour la composition ethnique, voir Ingham et al., 2020). Dans le district de Chitipa, il existe plus de cinq groupes ethniques, chacun ayant sa propre langue, ses coutumes et sa culture (Centre for Language Studies, 2006). L'appartenance ethnique se manifeste lors des funérailles, lorsqu'une personne est enterrée chez elle, même si elle est née, a grandi et travaillé toute sa vie dans une ville éloignée de son foyer ethnique. L'ethnicité est même affichée sur les plaques d'immatriculation des véhicules. Actuellement, la politique culturelle du Malawi encourage la formation d'associations culturelles et la célébration de la culture et des traditions (Gouvernement du Malawi, 2011).

L'ethnicité n'est pas en contradiction avec le fait que la société malawite est toujours en mouvement. De nombreuses migrations internes ont lieu, au niveau du district, de la région, mais aussi au niveau national et international. Les principales raisons de la migration interne sont la recherche d'emplois, de camps de pêche (ugowi) ou un transfert pour cause de mariage, c'est-à-dire lorsqu'un homme ou une femme quitte son foyer ethnique pour commencer une nouvelle vie avec son conjoint (Beegle & Poulin, 2013). La société malawite pouvant être matrilineaire (l'héritage passe par la mère) ou patrilinéaire (l'héritage passe par le père), la migration pour cause de mariage se manifeste sous deux formes. Dans les familles matrilineaires, le mariage traditionnel est matrilocal, c'est-à-dire que le mari se déplace dans le village de sa femme, tandis que dans les familles patrilinéaires, le mariage est surtout patrilocal, la femme se déplaçant pour vivre dans le village de son mari (Anglewicz, 2012). La migration pour des raisons économiques explique également le grand nombre de Malawites dans les pays environnants, la Tanzanie, le Mozambique, la Zambie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. L'OIM considère qu'environ 79 % de tous les migrants économiques malawites émigrent en Afrique du Sud (OIM, 2015, p. 1).

La Banque mondiale estime que les Malawites de la diaspora envoient des sommes d'argent substantielles à leurs familles au pays, qui, en 2020 (données d'octobre 2020), s'élevaient à 189 millions de dollars, soit 2,3 % du PIB, en très forte augmentation par rapport à 2010 (22 millions de dollars ; Banque mondiale, 2020b). En raison de la rareté de données fiables et actualisées, les migrants économiques dans les pays étrangers sont souvent sous-déclarés, comme le concède l'OIM (2015).

Callamard (1994) et Makhema (2009) observent que si le Malawi a commencé à accueillir et à héberger des réfugiés et des demandeurs d'asile dans les années 1970, il a connu sa période la plus rude en tant que pays d'accueil entre 1986 et 1993, lorsque quelque 1,2 million de Mozambicains ont afflué. Leur nombre était si important que le gouvernement a été contraint de les accueillir sans suivre de manière systématique les procédures de contrôle, à tel point que même des combattants ont été soupçonnés d'avoir été hébergés dans les camps de réfugiés (Callamard, 1994). Avant cette période, les Mozambicains venaient en petits regroupements familiaux pour chercher refuge chez des parents au Malawi ou individuellement, en quête de protection. Submergé par le flux de réfugiés, le Malawi a dû demander l'aide du HCR et des camps ont été établis dans les douze districts limitrophes du Mozambique (Dzimhiri, 1993).

Dzimbiri (1993) a écrit sur l'impact social et économique de ces réfugiés mozambicains et a noté que bien que la population malawite ait tiré bénéfice en termes d'emplois et de commerce de l'accueil des réfugiés, ces derniers se sont avérés être un fardeau pour les finances nationales et ont eu un impact négatif sur le milieu naturel. Gomez & Christensen (2010), citant un rapport conjoint du gouvernement du Malawi, de la Banque mondiale, du Pnud et du HCR de 1990, indiquent qu'en raison de l'afflux de réfugiés mozambicains, le Malawi a réaffecté vers l'assistance aux réfugiés des fonds de son budget d'infrastructure, de développement et de services sociaux, (9,4 millions de dollars en 1988 et 8,4 en 1989. Dzimbiri (1993, p. 6) cite une évaluation du gouvernement du Malawi de 1992 qui indique que « bien que partiellement financé par le HCR, un bilan financier sectoriel du soutien aux personnes déplacées pour la seule année 1990 montrait un surcoût net de 25,1 millions de dollars à la charge de l'Etat. » Cette forte augmentation des dépenses est révélatrice du nombre de réfugiés présents sur le territoire malawite à l'époque et des engagements tenus par le gouvernement. Des documents révèlent que pendant la crise des réfugiés mozambicains, l'attention s'est principalement portée sur l'asile, les moyens de subsistance de base et la santé plutôt que sur une offre d'éducation de qualité aux réfugiés. Peu après que les réfugiés mozambicains purent être rapatriés à la fin de la guerre civile en 1993 (Callamard, 1994), les camps de réfugiés ont été pour la plupart fermés. Par la suite, le Malawi a commencé à recevoir des demandeurs d'asile de la région des Grands Lacs africains, du Burundi, du Rwanda et de la RDC. Certains de ces réfugiés ont vécu au Malawi, y ont eu des enfants et même des petits-enfants, certains y sont morts et y ont été enterrés. Comparée à la crise des réfugiés mozambicains, la situation des réfugiés d'après 1993 est moins critique. Les réfugiés actuels se trouvent dans un camp où étaient autrefois hébergés 2 852 réfugiés mozambicains, qui furent rapatriés volontaires (Chitsulo, 2018).

Le HCR met continuellement à jour les chiffres et les autres informations sur les réfugiés et les demandeurs d'asile au Malawi, offrant une foultitude de données via son portail opérationnel (HCR, 2020b) : En décembre 2020, il y avait environ 77 000 réfugiés et demandeurs d'asile au Malawi, environ 30 000 en provenance de la RDC, 11 000 du Burundi, 7 000 du Rwanda et 29 000 d'autres pays (HCR, 2020b). Le rapatriement étant volontaire, le Malawi ne renvoie pas les réfugiés dans leur pays d'origine, notamment en RDC, au Rwanda et au Burundi, où règne actuellement une paix toute relative. Par conséquent, le nombre de nouveaux arrivants et de naissances est en augmentation. De 2010 à 2014, le nombre de naissances dans le camp de Dzaleka est passé de 341 à 623 (PAM, HCR et Gouvernement du Malawi, 2014). Ces enfants nés sur le sol malawite sont en droit d'être enregistrés dès après l'accouchement pour éviter de se retrouver apatrides. Au niveau international, il est contraire aux droits humains de rendre quelqu'un, en particulier un enfant, apatride (HCDH, 1990).

Contrairement à l'Ouganda, dont les lois sur la prise en charge des réfugiés permettent aux réfugiés et aux demandeurs d'asile de circuler librement et d'accéder aux services sociaux, tels que la santé, l'éducation et l'emploi (voir l'article de William Tayeebwa, ci-dessus), la politique de gestion des réfugiés du Malawi est restrictive et ne leur permet pas de se déplacer et de chercher un travail pour être autonomes, bien que le Malawi se soit engagé à mettre en œuvre le Pacte mondial pour les migrants et le Pacte mondial pour les réfugiés (AGNU, 2018).

Les journalistes doivent comprendre que la migration et le déplacement forcé sont des réponses à des facteurs tels que la persécution, les conflits, le fondamentalisme religieux, l'économie, le changement climatique, la gouvernance et d'autres encore (voir module 3). Une compréhension approfondie de ces éléments et d'autres aspects aidera les étudiants en journalisme à comprendre pleinement les facteurs à l'origine des migrations et des déplacements forcés. Un bon sujet est fondé sur des faits, il doit être clairement contextualisé et riche d'une analyse pour refléter la condition humaine des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants économiques.

Peut-être en raison d'un manque de compréhension du phénomène, les déplacements massifs de personnes sont rarement couverts par les médias au Malawi, à moins que quelque chose d'important ou de catastrophique ne se produise, comme un déplacement dû à un cyclone et aux inondations qui l'accompagnent ou bien une expulsion ou une évacuation d'un pays étranger pour des motifs divers, y compris la xénophobie. Les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile sont pratiquement absents des médias du Malawi, sauf en cas d'événement significativement grave, comme le projet de les relocaliser dans une zone, une région ou un district différent, comme ce fut le cas à Karonga, à la frontière avec la Tanzanie, un projet auquel les habitants se sont farouchement opposés (Kumwenda & Phimbi, 2016). Il semblerait que la couverture des migrations et des déplacements forcés ne soit pas une priorité pour les rédactions au Malawi, puisque la plupart des sujets sont rédigés à la suite d'un parrainage, sous une forme ou une autre, par des agences internationales de coopération et de développement.

Pour que l'histoire de la migration et du déplacement forcé reçoive l'attention qu'elle mérite, les journalistes ne devraient pas avoir peur de faire participer leur public sur les facteurs qui poussent les gens à migrer et de défier les règles cardinales de ce qui fonde la valeur d'une information qui peuvent restreindre les journalistes à suivre les « 5W » [NdT : réflexe qui repose sur les 5 questions « What, Who, Where, When, Why » – en français, « Quoi Qui, Où, Quand, Pourquoi »]] et la pyramide inversée de l'écriture journalistique.

Déplacement forcé par suite de conflit : réfugiés et déplacés internes

Comme l'a écrit le commissaire aux affaires politiques de l'UA dans le rapport sur l'Afrique de l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC), « bien que le déplacement forcé soit un phénomène mondial, il est plus prononcé en Afrique » (André et al., 2019, p. 7), soulignant que ce continent « accueille plus d'un tiers de la population mondiale des déplacés ».

ments forcés ». Fin 2018, quelque 17 millions d'Africains étaient des déplacés internes, 7,4 millions des réfugiés et 712 000 des apatrides⁷. Les chiffres ne cessent d'augmenter, et ce, alors même que l'UA a déclaré 2019 comme « année des réfugiés, des rapatriés et des déplacés internes: vers des solutions durables aux déplacements forcés » avec l'Ouganda comme porteur de flambeau (UA, 2019). Les déplacements qui ont eu lieu en 2019 en raison de conflits et de catastrophes⁸ sont « susceptibles de continuer à augmenter », prédit l'IDMC dans son rapport sur l'Afrique (André et al., 2019, p. 8). L'Afrique est la région du monde la plus perturbée par les guerres et les conflits (voir la suggestion pour la classe, module 1). Le Sipri, un institut international indépendant dédié à la recherche sur les conflits, les armes et leur contrôle ainsi que le désarmement, basé à Stockholm, en Suède, indique dans son Annuaire 2019 que :

« Onze pays ont connu des conflits armés actifs en Afrique subsaharienne en 2018: Burkina Faso, Cameroun, RCA, RDC, Éthiopie, Mali, Niger, Nigeria, Somalie, Soudan du Sud et Soudan. Nombre de ces conflits se chevauchent entre les États et les régions, notamment dans le bassin du lac Tchad et le Sahel, en raison des activités transnationales de groupes islamistes violents, d'autres groupes armés et de réseaux criminels. Ils sont également liés à l'extrême pauvreté, à la mal gouvernance, à la fragilité économique et aux faibles niveaux de résilience. Trois questions transversales ont également façonné la région en 2018 : (a) l'internationalisation incessante des activités de lutte contre le terrorisme en Afrique ; (b) les changements dans l'ampleur et la fréquence des violences associées aux élections ; et (c) la pénurie d'eau et l'impact croissant du changement climatique » (Sipri, 2019, p. 3).

Un an plus tard, le nombre de pays connaissant des conflits armés actifs était passé de 11 à au moins 15 (Sipri, 2020, p. 8).

Alors que l'Agenda 2063 de l'UA aspirait à « faire taire les armes d'ici 2020 » (UA, 2013 ; UA, n.d.), le HCR a conclu dans son résumé africain du rapport global 2017 en estimant que « [p]eu de solutions politiques étaient en vue » (HCR, 2017, avant-propos). Les armes ne se sont pas tues à l'horizon 2020. Une étude largement citée conclut que les guerres civiles africaines sont dues à des niveaux élevés de pauvreté⁹, à des institutions politiques défailtantes et à une dépendance économique vis-à-vis des ressources naturelles à la suite desquelles la meilleure stratégie serait celle des réformes démocratiques et de bonne gouvernance (Elbadawi & Sambanis, 2000). Le Sipri avance lui-aussi que les conflits en Afrique sont liés à l'extrême pauvreté (voir la citation ci-dessus). Plus de 40 % des « pauvres du monde vivent dans des économies

7 A propos des données qui sont rarement comparables suivant les sources, il convient de noter que le HCR cite les données de l'IDMC pour le nombre de déplacés internes (HCR, 2020a, p. 3, note de bas de page 1).

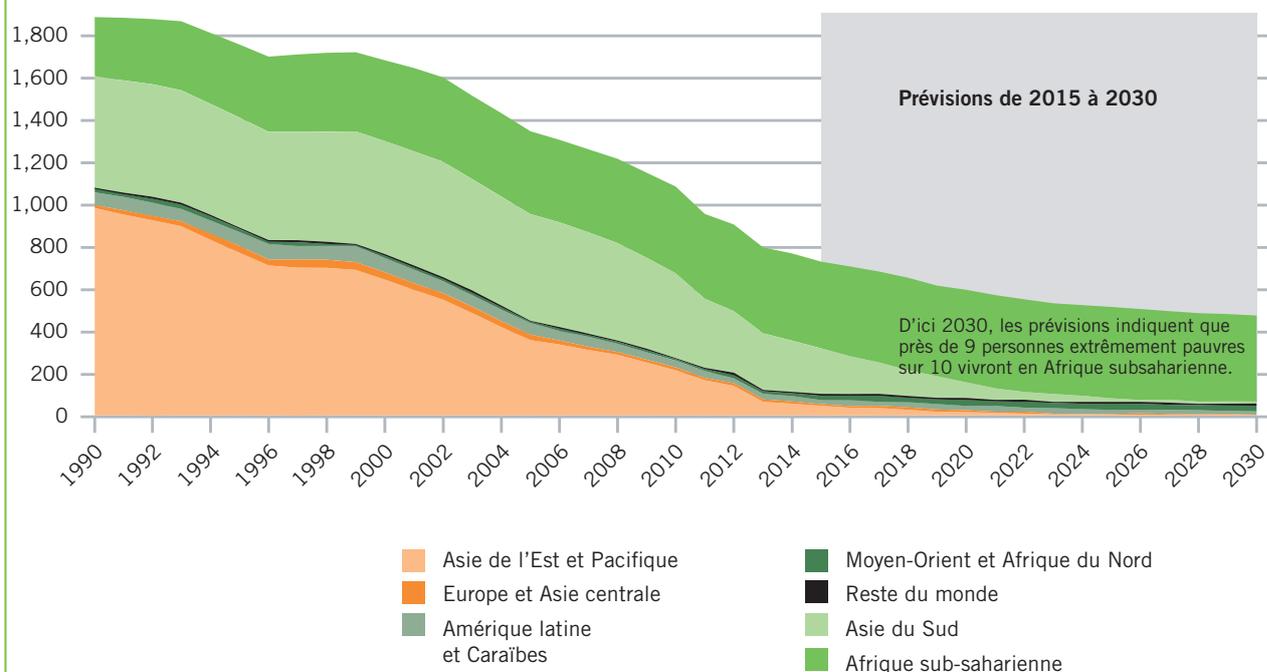
8 L'IDMC ventile les catastrophes en deux catégories : les catastrophes géophysiques (tremblements de terre, éruptions volcaniques) et les catastrophes météorologiques (tempêtes ; cyclones, ouragans, typhons, autres tempêtes ; inondations ; températures extrêmes ; glissements de terrain ; sécheresses ; feux de forêt ; IDMC, 2020, pp. 33 et 34, figure A.8).

9 Ce manuel considère deux approches de la pauvreté ; pour plus de détails, voir le module 2.

touchées par la fragilité, les conflits et la violence, et ce chiffre devrait atteindre 67 % au cours de la prochaine décennie » (Banque mondiale, 2020). On estime qu'il augmentera encore sous l'effet conjugué des conflits, des catastrophes et de la pandémie de la Covid-19 (Banque mondiale, 2020a).

La pauvreté et y compris l'extrême pauvreté sont omniprésentes chez les réfugiés et les déplacés internes. Une étude de la Banque mondiale (2019) sur les déplacements internes a révélé que les conflits armés, la violence et l'insécurité sont les principales causes de déplacement au Nigeria, en Somalie, au Soudan du Sud et au Soudan ; l'étude comprend les réfugiés, les déplacés internes et leurs communautés d'accueil. Elle montre que près de neuf foyers déplacés sur dix au Soudan ont été déracinés en raison de conflits (Banque mondiale, 2019, p. 12). Les réfugiés et les déplacés internes sont plus vulnérables et plus pauvres que les populations résidentes qui sont déjà elles-mêmes très pauvres, notamment parmi les populations rurales. Dans les quatre pays, plus de huit déplacés internes sur dix vivent dans une extrême pauvreté. Il y a une différence de 38 points de pourcentage entre le niveau de pauvreté des réfugiés et celui des communautés d'accueil, tandis que les déplacés internes et les communautés d'accueil sont presque aussi pauvres les uns que les autres, en particulier dans les zones rurales (Banque mondiale, 2019, p. vii). Au Soudan du Sud, les réfugiés et les déplacés internes sont majoritairement des femmes. Elles sont confrontées à des risques particuliers : Elles souffrent davantage d'insécurité alimentaire que les hommes déplacés et elles ont tendance à avoir de moins bons résultats que les hommes en matière d'éducation et de travail (Banque mondiale, 2019, p. vii). Les enfants de moins de 15 ans représentent une majorité des réfugiés (plus de 50 %) et également des déplacés internes (près de 50 %), ce qui dénote la taille importante des ménages (Banque mondiale, 2019, p. vi). De manière générale, « le nombre de personnes extrêmement pauvres continue d'augmenter en Afrique subsaharienne, alors qu'il diminue rapidement dans toutes les autres régions » (Wadhwa, 2018 ; voir également Figure 29).

Figure 29 : Le nombre de personnes extrêmement pauvres continue d'augmenter en Afrique subsaharienne, alors qu'il diminue rapidement dans toutes les autres régions (personnes en situation d'extrême pauvreté ; en millions).



Selon les estimations, « la part des pauvres en Afrique est passée de 56 % en 1990 à 43 % en 2012, mais en raison de la croissance démographique, en chiffres absolus, beaucoup plus de personnes sont pauvres » (Banque mondiale, 2016), et la tendance se poursuit – mais seulement pour l'Afrique : À l'échelle mondiale, l'extrême pauvreté – les personnes vivant avec 1,90 \$ par jour ou moins – a reculé. « Les prévisions indiquent que d'ici 2030, près de 9 personnes extrêmement pauvres sur 10 vivront en Afrique subsaharienne » (Wadhwa, 2018).
 Source : Wadhwa (2018). Illustration originale.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

La migration interne dans les pays africains a historiquement été étudiée en tant qu'exode des régions rurales vers les régions urbaines avec les défis considérables liés à l'urbanisation et à la création de mégapoles (Awumbila, 2014 ; Portail sur les données migratoires, 2020d). Les déplacements forcés exacerbent les défis des zones urbaines car les déplacés internes vivent dans des quartiers marginalisés et mal desservis ou dans des implantations informelles, parmi les pauvres des villes, avec un accès limité à l'eau potable, à des sanitaires, à l'éducation, à l'emploi etc. ce qui les rend particulièrement exposés et vulnérables. Les déplacés internes se déplacent de plus en plus vers les zones urbaines, qui leur offrent souvent des camps, mais « l'urbanisation rapide et non planifiée des zones d'accueil met à rude épreuve les emplois, les infrastructures et l'accès aux services » pour toutes les populations (voir l'article de Levi Manda sur le Malawi, ci-dessus ; Banque mondiale, 2019, p. 9). « Les nouveaux pauvres » résideront

probablement ici, dans les centres urbains, occupés dans les services informels et les secteurs les plus touchés par les confinements et les restrictions de mobilité dus à la Covid-19 (Banque mondiale, 2020a).

L'UA a été saluée pour sa Convention sur la « protection et l'assistance aux déplacés internes en Afrique » – plus connue sous le nom de Convention de Kampala – le premier instrument régional juridiquement contraignant au monde sur le déplacement interne. Cette convention représente un effort historique pour promouvoir la responsabilité des États en matière de protection et d'assistance aux déplacés internes. Dix ans après son entrée en vigueur, cependant, moins de la moitié des 55 membres de l'UA l'ont ratifiée, et les événements liés aux conflits et aux catastrophes survenus en 2019 laissent penser que le nombre de déplacements devrait continuer à augmenter (André et al., 2019 ; Dieng, 2017).

Environ 17 millions d'Africains vivaient en situation de déplacement interne¹⁰ à la suite d'un conflit à la fin 2018, le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour le continent soit environ 40 % du total mondial, rapporte l'IDMC (André et al., 2019, p. 11). Les catastrophes, en particulier celles associées aux risques hydrométéorologiques tels que les inondations, les tempêtes ou les sécheresses, ont engendré 2,6 millions de nouveaux déplacés en 2018¹¹.

Alors qu'à l'échelle mondiale, une attention particulière est accordée aux déplacements internes induits par le changement climatique, par exemple en Asie-Pacifique, en Afrique subsaharienne, les nouveaux déplacements ont principalement eu lieu en raison de conflits en 2018, à quelques exceptions près comme le Mozambique (cyclones Idai et Kenneth, 2019) ou la Somalie (sécheresses¹²). De manière générale, les inondations représentent 83 % des déplacements dus aux catastrophes en Afrique entre 2009 et 2018 (André et al., 2019, p. 19).

10 Le HCR définit les déplacés internes sous sa protection ou son assistance comme « des personnes ou des groupes de personnes qui ont été forcés de quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, en particulier en raison de, ou pour éviter les effets d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou causées par l'homme, et qui n'ont pas franchi de frontière internationale » (HCR, n. d.). Les chiffres communiqués ci-dessous sont ceux de l'IDMC.

11 On ne connaît pas clairement le nombre total de personnes déplacées par une catastrophe naturelle à la fin 2018, ce qui rend assez difficile toute comparaison entre les déplacements par conflit et les déplacements par catastrophe pour cette année-là. Au total, 21,2 millions de personnes ont été déplacées par des catastrophes entre 2009 et 2018. L'absence de données d'une année sur l'autre peut être attribuée au fait que l'IDMC se limite aux « meilleures estimations de l'ampleur des déplacements en Afrique, mais de nombreuses lacunes dans les données subsistent » (André et al., 2019, p. 12, p. 19).

12 La sécheresse est un moteur de déplacement sous-estimé : l'IDMC a enregistré 1,6 million de nouveaux déplacements associés à la sécheresse entre 2009 et 2018, mais ces données ventilées par épisode de sécheresse ne sont disponibles que depuis 2017 et pour quelques pays (André et al., 2019, p. 19).

Observations du Kenya

par le professeur Levi Obonyo, doyen de l'école de communication, Daystar University, Nairobi, Kenya :

Le Kenya a une longue tradition d'accueil de réfugiés. Nombre de ses voisins ont connu une histoire mouvementée de guerres, de catastrophes naturelles et d'instabilité politique, obligeant leurs ressortissants à chercher refuge ailleurs. Dans un passé récent, cependant, la majorité des réfugiés au Kenya provenaient principalement du Soudan du Sud et de la Somalie. Les réfugiés du Soudan du Sud ont traditionnellement été hébergés dans le nord-ouest du pays, à Kakuma, dans le comté de Turkana. Les réfugiés de Somalie, eux, ont été accueillis, jusqu'à récemment, dans le centre-est du pays, dans une série de camps connus sous le nom de Daadab. Ces zones sont éloignées de la capitale du pays, Nairobi, et présentent traditionnellement un environnement difficile. La plupart des réfugiés sont restés longtemps dans ces camps et ils y ont élevé leur famille.



Source : DR

La couverture médiatique des réfugiés dans le pays repose sur les cadres traditionnels et les prismes de traitement de l'information des journalistes kenyans, dont celui de l'orientation ethnique. Le Kenya doit être compris comme la confluence de quatre peuples : les Bantous qui sont arrivés dans la région qui est aujourd'hui le Kenya par la route du sud, les Nilo-Hamites qui sont arrivés par la partie occidentale du pays, et les peuples de souche somalienne et éthiopienne qui sont principalement installés dans la partie nord du pays. L'un des facteurs qui différencient et en même temps unissent ces groupes de population d'Afrique de l'Est est leur langue, ainsi que d'autres pratiques culturelles. Les personnes de souche bantoue, même si elles sont issues de groupes ethniques différents, peuvent se comprendre. Ces différents sous-groupes ont également certaines caractéristiques en commun.

Par exemple, les personnes de souche bantoue ont tendance à se ressembler, tandis que les Nilo Hamites ont un teint de peau relativement plus foncé, une caractéristique qu'ils ont en commun. Mais les pratiques entre ces grands groupes sont très différentes. Si la langue unit, elle est aussi un instrument d'altérité, qui ostracise ceux qui, bien qu'appartenant à un groupe, sont aussi considérés comme n'y appartenant pas. En ce sens, les Somaliens sont généralement perçus comme différents des personnes d'autres origines, un facteur qui peut expliquer la couverture médiatique des réfugiés de Daadab, par exemple.

Il est inutile d'insister sur le fait que le journalisme kenyan est influencé, entre autres, par l'origine culturelle des journalistes. Si le pays compte certains des professionnels les plus connus de la profession, des études antérieures ont également démontré que les journalistes locaux se servent en même temps de la tribu comme d'un outil de traitement de l'information. Les sources d'information de certaines communautés préfèrent fournir des articles à des journalistes de leur propre origine ethnique, tandis que les entreprises de presse emploient des chefs de bureau issus des communautés locales, à l'exception des grandes villes de Mombasa et de Nairobi. En effet, le fait que les médias nationaux kenyans n'envoient que des correspondants issus des communautés locales pour couvrir ces dernières constitue une observation intéressante sur le journalisme local, dans la mesure où les médias internationaux agissent différemment. En ce sens, les réfugiés de Daadab peuvent être privilégiés dans la couverture et la présentation des informations, car les médias emploient de plus en plus de journalistes issus de ces communautés, qui sont susceptibles de s'identifier à eux car ils partagent une orientation culturelle commune.

Il existe trois lieux principaux d'accueil des réfugiés dans le pays. Les camps de réfugiés et de demandeurs d'asile près de la ville de Daadab ont fait partie des plus grands sites au monde, accueillant plus d'un demi-million de réfugiés jusqu'à ce que le gouvernement ordonne récemment leur fermeture. Le deuxième plus grand camp de réfugiés du Kenya est celui de Kakuma, dans le nord-ouest du pays. Il accueille près de 200 000 personnes (HCR, 2020e). Kakuma est proche du Soudan du Sud, mais se trouve à une distance assez lointaine de Nairobi, ce qui pose des problèmes d'accès dans le meilleur des cas. Bien que le lieu soit inhospitalier, il n'est pas radicalement différent de celui d'où viennent les réfugiés eux-mêmes et il existe une affinité relativement étroite entre les réfugiés et la communauté locale. Cependant, étant donné l'emplacement des camps, couvrir des sujets relatifs aux réfugiés représente un véritable défi pour les journalistes kenyans. La plupart des activités médiatiques se concentrent dans les centres urbains ou les régions fortement peuplées, souvent le long de la ligne de chemin de fer historique du pays. Kakuma et Daadab se trouvent en dehors de ce que l'on peut considérer comme le corridor de l'information du Kenya. Pour commencer, qu'il s'agisse ou non d'un sujet lié aux réfugiés, les événements qui se déroulent dans ces régions sont rarement relayés par les grands médias et, lorsqu'ils le sont, il s'agit généralement d'histoires de famine et de catastrophes. En raison des restrictions budgétaires, les rédactions n'y envoient guère de journalistes et, dans tous les cas, l'espace réservé aux nouvelles de ces régions est assez réduit. Le traitement de l'information au Kenya se concentre sur les principaux axes. Par conséquent, le fait que ces régions éloignées – qu'il s'agisse de Kakuma ou de Daadab – soient également difficiles d'accès en raison de l'insécurité associée aux routes menant à ces endroits n'a rien arrangé. La situation est d'autant plus complexe que les camps sont là depuis longtemps, ce qui les prive d'une certaine « fraîcheur de l'information » qui pourrait attirer l'attention des journalistes. Ces camps de réfugiés accueillent des familles qui sont là depuis longtemps ou qui y ont grandi.

Mais l'autre raison du parti pris défavorable à la couverture médiatique des réfugiés est une raison traditionnelle : les journalistes ont eu tendance à couvrir la minorité à travers le prisme de l'altérité. Les minorités se caractérisent ici par leur impuissance, leur éloignement du cœur du capitalisme (et de ceux qui possèdent traditionnellement les médias) et la représentation d'une vision alternative du monde. À cet égard, les réfugiés sont une minorité. Dans l'ensemble, la couverture des réfugiés au Kenya est épisodique. Elle s'intensifie lorsqu'il y a un afflux de réfugiés à la suite de la recrudescence d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle dans leur pays d'origine, par exemple une famine due à la sécheresse.

La couverture médiatique peut aussi être suscitée par des troubles dans les camps. Puisque la couverture est épisodique, elle tend à privilégier le parachutage de journalistes dans la région pour couvrir l'événement avant de rentrer à Nairobi. Dans les médias, les contenus relatifs aux réfugiés tendent à se répartir en trois catégories : les articles d'opinion sont de loin les plus nombreux, suivis par les nouvelles factuelles et d'autres formes rédactionnelles. Un examen empirique des deux principaux journaux, le Daily Nation et le Standard, montre qu'il n'y a guère de différence dans la manière dont ils ont couvert les réfugiés.

Avec la fermeture annoncée du camp de Daadab par le gouvernement, la couverture médiatique du site s'est intensifiée. En termes d'angle journalistique, les médias partent du principe que celui qui émerge est principalement un angle humanitaire ; ils explorent ensuite la politique du gouvernement et cherchent à savoir dans quelle mesure elle est en phase avec les politiques et réglementations internationales en matière de traitement des réfugiés. Cette situation n'a pas été facilitée par la réduction du budget des médias, qui tend à entraîner une augmentation du journalisme assis. Ce dernier se caractérise par le fait que les journalistes s'appuient sur n'importe quelle information qu'ils peuvent glaner sur internet pour servir de base à leur article. Outre la prise de position critique sur la politique et la dimension humanitaire, l'autre angle utilisé pour les réfugiés, en particulier ceux du camp de Daadab, est celui de l'insécurité nationale. En général, il s'agit d'une perspective négative. En outre, il convient de noter que les journalistes accordent un espace et un temps d'antenne assez limités aux sujets sur les réfugiés. A son apogée, il y a eu un total d'environ huit sujets par mois, avec une moyenne d'une demi-page dans les pages intérieures du journal. Cela signifie que les articles, qui sont principalement des articles d'opinion, ne racontent pas nécessairement l'histoire des réfugiés mais représentent plutôt l'opinion des élites sociales sur le sujet.

Après la fermeture de Daadab, les médias n'ont pas couvert activement l'actualité des réfugiés. Mais en guise de présentation médiatique positive des réfugiés, on peut dire que le camp de Kakuma a été vu comme une partie intégrante de l'économie locale. En 2020, des stations de radio couvraient la zone, et des services sociaux étaient fournis à la communauté. Les résidents du camp étaient intégrés à l'économie locale. Les réfugiés rattachés à Kakuma mais qui se sont installés dans la ville de Nairobi ont tendance à être représentés de manière plus défavorable que ceux qui restent à Kakuma. Cela s'explique par le fait qu'ils entrent en concurrence pour les ressources avec l'élite de Nairobi. Récemment, un riche Sud-Soudanais vivant dans la capitale et faisant étalage de sa richesse a fait ainsi les frais d'une couverture médiatique négative.

Ceci n'est qu'un extrait de l'article du professeur Levi Obonyo. Vous trouverez le document complet sur le portail du projet www.mediaandmigration.com.



LECTURES RECOMMANDÉES :

Académique :

Elbadawi, I. et Sambanis, N. (2000). Why are there so many civil wars in Africa? Understanding and preventing violent conflict. *Journal of African Economies*, 9(3), 244-269. <https://doi.org/10.1093/jae/9.3.244>

Journalistique :

Gardner, T. (28 février 2019). Ethiopia's neglected crisis: No easy way home for doubly displaced Gedeos. *The New Humanitarian*. [En ligne]. <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2019/02/28/ethiopia-s-neglected-crisis-no-easy-way-home-doubly-displaced-gedeos> [consulté le 1er décembre 2020]

Institutionnelle :

UA (2013). Agenda 2063: Vue d'ensemble. [En ligne]. <https://au.int/fr/agenda2063/vue-ensemble> [consulté le 30 mars 2021]

Références

Adepoju, A., Fumagalli, C. et Nyabola, N. (2020). Africa Migration Report: Challenging the narrative. Addis Abeba. [En ligne]. <https://publications.iom.int/system/files/pdf/africa-migration-report.pdf> [consulté le 19 octobre 2020]

AGNU (2018). Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Soixante-treizième session. Points 14 et 119 de l'ordre du jour. Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 2018. Résolution /RES/73/195. [En ligne]. https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/73/195&Lang=F [consulté le 28/02/2021].

André, C., Anzellini, V., Hajžmanová, I. et Leduc, C. (2019). Africa Report on internal displacement. IDMC. [En ligne]. <https://www.internal-displacement.org/publications/africa-report-on-internal-displacement> [consulté le 7 décembre 2019]

Anglewicz, P. (2012). Migration, marital change, and HIV infection in Malawi. *Demography*, 49(1), 239–265. <https://doi.org/10.1007/s13524-011-0072-x>

Appiah-Nyamekye Sanny, J. et Rocca, C. (2018). “Updata-ing” the narrative about African migration. Afrobaromètre. [En ligne]. <https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Publications%20conjointes/partenaires/afrobarometer-moibrahim-updata-ing-the-narrative-about-african-migration.pdf> [consulté le 8 décembre 2020]

Appiah-Nyamekye Sanny, J., Logan, C. et Gyimah-Boadi, E. (2019). A la recherche d'opportunités : En Afrique, les jeunes et les instruits sont plus susceptibles de penser à émigrer. Afrobaromètre. AD 288. [En ligne]. <https://afrobarometer.org/fr/publications/ad288-la-recherche-dopportunités-en-afrique-les-jeunes-et-les-instruits-sont-plus> [consulté le 30 mars 2021]

Awimbula, M., Owusu, G. et Teye, J. K. (2014): Can rural-urban migration into slums reduce poverty? Evidence from Ghana. University of Sussex. Brighton. [En ligne]. <http://www.migratingoutofpoverty.org/files/file.php?name=wp-13---awumbula-owusu-teye-2014-can-rural-urban-migration-into-slums-reduce-povertyfinal.pdf&site=354> [consulté le 8 décembre 2020]

BAD (2019). La migration au centre des débats de la 3e édition du Forum africain pour la résilience organisé par la Banque africaine de développement à Abidjan. [En ligne] <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/migration-takes-centre-stage-at-the-third-edition-of-the-africa-resilience-forum-organized-by-the-african-development-bank-in-abidjan-18977> [consulté le 30 mars 2022]

Banque mondiale (2016). La pauvreté et les inégalités en Afrique: état des lieux. [En ligne]. <https://www.banquemondiale.org/fr/region/afr/publication/poverty-rising-africa-poverty-report> [consulté le 30 mars 2021]

Banque mondiale (2019). Informing durable solutions for internal displacement in Nigeria, Somalia, South Sudan, and Sudan: Volume A: Overview. Washington, D.C. [En ligne]. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/761091557465113541/pdf/Volume-A-Executive-Summary.pdf> [consulté le 27 octobre 2020]

Banque mondiale (2020a). Pauvreté. Vue d'ensemble. [En ligne]. <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/poverty/overview> [consulté le 30 mars 2021]

Banque mondiale (2020b). Migration and remittances data: Annual remittances data as of October 2020. [En ligne]. <https://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaisues/brief/migration-remittances-data> [consulté le 7 décembre 2020]

Beegle, K. et Poulin, M. (2013). Migration and the transition to adulthood in contemporary Malawi. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 648 (July: Youth Migration and Transitions to Adulthood in Developing Countries), 38-51. doi:10.1177/0002716213481329.

Bekker, S. (2015). Violent xenophobic episodes in South Africa, 2008 and 2015. *African Human Mobility Review*, 229-252. [En ligne]. <https://www.sihma.org.za/journals/1.Simon-Bekker1.pdf> [consulté le 1er décembre 2020]

- Bernstein, J., Clark, C., Johnston, K. J. et Razia, S. (2005). "A drop in the ocean": Assistance and protection for forced migrants in Kampala. Refugee Law Project. Kampala. [En ligne]. https://www.refugeelawproject.org/files/working_papers/RLP.WP16.pdf [consulté le 6 mars 2020]
- Callamard, A. (1994). Malawian refugee policy, international politics and the one-party regime. *Journal of International Affairs*, 47(2), 525-556. [En ligne]. <https://www.jstor.org/stable/24357294> [consulté le 2 décembre 2020]
- Cedeao (2016). A propos de la Cedeao. [En ligne]. <https://www.ecowas.int/a-propos-de-la-cedeao/?lang=fr> [consulté le 30 mars 2021]
- Cedeao (2019). 40 Years of free movement in ECOWAS. [En ligne]. <https://www.ecowas.int/40-years-of-free-movement-in-ecowas/> [consulté le 23 septembre 2020]
- Centre for Language Studies (CLS) (2006). Language mapping survey for Northern Malawi. Zomba: University of Malawi. [En ligne]. <http://unima-cls.org/Docs/MappingNorthernMalawi/Im-northernmalawi.pdf> [consulté le 9 mars 2020]
- Chitsulo, L. (2018, December 3). UNHCR to handover Luwani refugee camp to govt. *The Nation Online*. [En ligne]. <https://www.mwnation.com/unhcr-to-handover-luwani-refugee-camp-to-govt/> [consulté le 3 mars 2020]
- Chutel, L. (2019, February 15). At least 80 % of African migrants never leave the continent, but the focus is on Europe. *Quartz Africa*. [En ligne]. <https://qz.com/africa/1550885/at-least-80-of-africanmigrants-never-leave-the-continent-but-the-focus-is-on-europe/> [consulté le 2 décembre 2020]
- Coggio, T. (2018). Can Uganda's breakthrough refugee-hosting model be sustained? *Migration Policy Institute*. [En ligne]. <https://www.migrationpolicy.org/article/can-ugandas-breakthrough-refugee-hosting-model-be-sustained> [consulté le 6 mars 2020]
- Commission européenne (2020). Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions on a New Pact on Migration and Asylum. Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/1_en_act_part1_v7_1.pdf [consulté le 21 octobre 2020]
- Connor, P. (2018). International migration from sub-Saharan Africa has grown dramatically since 2010. *Pew Research Center*. [En ligne]. <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2018/02/28/international-migration-from-sub-saharan-africa-has-grown-dramatically-since-2010/> [consulté le 1er décembre 2019]
- DAES (1998). Recommandations en matière de statistiques des migrations internationales. Première révision. Département des affaires économiques et sociales. Etudes statistiques. Série M, n° 58, Rév. 1. New York. [En ligne]. https://unstats.un.org/unsd/demographic-social/Standards-and-Methods/files/Principles_and_Recommendations/International-Migration/SeriesM_58rev1-F.pdf [consulté le 30 mars 2021]
- DAES (2017). *International Migration Report 2017: Highlights*. New York. [En ligne]. http://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/migrationreport/docs/MigrationReport2017_Highlights.pdf [consulté le 1er décembre 2020]
- DAES (2019). *International Migration 2019*. [En ligne]. https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/wallchart/docs/MigrationStock2019_Wallchart.pdf [consulté le 1er décembre 2020]
- Dieng, A. (2017). Protecting internally displaced persons: The value of the Kampala Convention as a regional example. *International Review of the Red Cross*, 99(1), 263-282. [En ligne]. <https://international-review.icrc.org/articles/protecting-internally-displaced-persons-value-kampala-convention-regional-example> [consulté le 10 juillet 2018]
- Dzimbiri, L. B. (1993). Political and Economic Impacts of Refugees: Some Observations on Mozambican Refugees in Malawi. *Refuge*, 13(6), 4-6. [En ligne]. <https://refuge.journals.yorku.ca/index.php/refuge/article/view/21752/20422> [consulté le 2 décembre 2020]

- EJN (n.d.). Ethical Guidelines for Migration Reporting: Five Point Guide for Migration Reporting. Ethical Journalism Network. [En ligne]. https://cdn.ethicaljournalismnetwork.org/wp-content/uploads/2016/11/Migration-info-graphic_update-1.pdf [consulté le 30 juin 2020]
- Elbadawi, I. et Sambanis, N. (2000). Why are there so many civil wars in Africa? Understanding and preventing violent conflict. *Journal of African Economies*, 9(3), 244-269. <https://doi.org/10.1093/jae/9.3.244>
- Fengler, S., Bastian, M., Brinkmann, J., Zappe, A. C., Tatah, V., Andindilile, M., Assefa, E., Chibita, M., Mbaine, A., Obonyo, L., Quashigah, T., Skleparis, D., Splendore, S., Tadesse, M. & Lengauer, M. (2020a). Covering Migration – in Africa and Europe: Results from a comparative analysis of 11 countries. *Journalism Practice*. <https://doi.org/10.1080/17512786.2020.1792333>
- Gardner, T. (2019, February 28). Ethiopia's neglected crisis: No easy way home for doubly displaced Gedeos. *The New Humanitarian*. [En ligne]. <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2019/02/28/ethiopia-s-neglected-crisis-no-easy-way-home-doubly-displaced-gedeos> [consulté le 1er décembre 2020]
- Goldstein, J. (2018, October 18). As rich nations close the door on refugees, Uganda welcomes them. *The New York Times*. [En ligne]. <https://www.nytimes.com/2018/10/28/world/africa/uganda-refugees.html> [consulté le 6 mars 2020]
- Gomez, P. M. et Christensen, A. (2010). The impacts of refugees on neighboring countries: A development challenge. *Banque mondiale*. [En ligne]. <http://documents.worldbank.org/curated/en/459601468337158089/pdf/620580WP0The0I0BOX0361475B00PUBLIC0.pdf> [consulté le 9 mars 2020]
- Gouvernement du Malawi (2011). Malawi: National cultural policy. n. p. [En ligne]. https://en.unesco.org/creativity/sites/creativity/files/activities/conv2005_eu_docs_malawi_policy.pdf [consulté le 9 mars 2020]
- Green, A. (2018). Uganda went from being a model of refugee response to a cautionary tale. *World Politics Review*. [En ligne]. <https://www.worldpoliticsreview.com/insights/26946/with-its-open-doorpolicy-toward-refugees-uganda-has-gone-from-model-to-cautionary-tale> [consulté le 2 décembre 2020]
- HCDH (1990). Convention relative aux droits de l'enfant. Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. Genève. [En ligne]. <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx> [consulté le 30 mars 2021]
- HCR (n. d.b.). Glossary. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <http://www.issm.cnr.it/progetti/emigrazione/METADATA%20E%20GLOSSARI/UNHCR/GLOSSARY%20UNHCR.pdf> [consulté le 9 décembre 2020]
- Glossaire en français dans les rapports mondiaux annuels jusqu'à l'édition 2017 : Rapport mondial du HCR (2017). P. 238. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/gr2017/pdf/GR2017_French_Full_lowres_FR.pdf [consulté le 9 avril 2021]
- HCR (2010). Convention et Protocole relatifs au Statut des Réfugiés. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr-fr/about-us/background/4b14f4a62/convention-protocole-relatifs-statut-refugies.html?query=convention%20et%20protocole> [consulté le 30 mars 2021]
- HCR (2017). Rapport global du HCR : Résumé régionaux. Afrique (pp. 60-79). Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr/5b4c8b8f7.pdf> [consulté le 30 mars 2021]
- HCR (2018). Définition de « migrant » : Emergency handbook. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://emergency.unhcr.org/entry/250459/migrant-definition> [consulté le 30 mars 2021]
- HCR (2020a). Global Trends: Forced displacement in 2019. Haut-Commissariat aux réfugiés. Copenhague. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/5ee200e37.pdf> [consulté le 10 avril 2021]. Communiqué de presse en français : HCR (18 juin 2020d), Le déplacement forcé s'est largement accru à travers le monde en 2019. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/stories/2020/6/5eeb513ba/deplacement-force-sest-largement-accru-travers-monde-2019.html?query=%20%20Global%20Trends%202019> [consulté le 10 avril 2021]

HCR (2020b). Operational Portal: Malawi. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://data2.unhcr.org/en/country/mwi> [consulté le 4 décembre 2020]

HCR (2020c). Subregion: North Africa: 2019 End-year-report (Global Focus). Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/pdfsummaries/GR2019-NorthAfrica-eng.pdf> [consulté le 21 octobre 2020]

HCR (2020d). Uganda comprehensive refugee response portal. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://data2.unhcr.org/en/country/uga> [consulté le 4 décembre 2020]

HCR (2020e). Kakuma camp and Kalobeyei settlement. Operational Update 1-30 September 2020. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/ke/monthly-kenya-operation-updates> [consulté le 4 décembre 2020]

Hovil, L. et Okello, M. (2006). Only peace can restore the confidence of the displaced. IDMC. [En ligne]. <https://www.internal-displacement.org/publications/only-peace-can-restore-the-confidence-of-the-displaced> [consulté le 6 mars 2020]

Hovil, L. (2018a). Uganda's refugee policies: The history, the politics, the way forward. IIRI. Kampala. [En ligne]. <http://refugee-rights.org/uganda-refugee-policies-the-history-the-politics-the-way-forward/> [consulté le 6 mars 2020]

Hovil, L. (2018b). We need a more honest discussion of Uganda's 'model' refugee polices: The idealization of Uganda's refugee model is unhelpful for Ugandans and refugees. News Deeply. [En ligne]. <https://www.newsdeeply.com/refugees/community/2018/10/22/we-need-a-more-honest-discussion-of-ugandas-model-refugee-policies> [consulté le 20 décembre 2020]

IDMC (2020). Methodological annex: Global report on internal displacement. [En ligne]. <https://www.internal-displacement.org/global-report/grid2020/downloads/2020-IDMC-GRID-methodology.pdf> [consulté le 10 octobre 2020]

Ingham, K., Phiri, K. M. G. P., Kadzamira, Z. D., Kalinga, O. J. et Mitchell, J. C. (2020). Malawi. Britannica. [En ligne]. <https://www.britannica.com/place/Malawi/Malawi-since-1994> [consulté le 2 décembre 2020]

Knoll, A. et Teevan, C. (2020). Protecting migrants and refugees in North Africa: Challenges and opportunities for reform. European Centre for Development Policy Management. [En ligne]. <https://ecdpm.org/wp-content/uploads/Protecting-Migrants-Refugees-North-Africa-Challenges-Opportunities-Reform-Discussion-Paper-281-October-2020-ECDPM.pdf> [consulté le 21 octobre 2020]

Knörr, J. et Kohl, C. (sous la direction de) (2016). The upper Guinea Coast in global perspective. Integration and Conflict Studies: Vol. 12. New York, Oxford: Berghahn.

Kumwenda, T. et Phimbi, E. (31 octobre 2016). Malawi govt decision to relocate Dzaleka refugee to Karonga angers residents. Nyuasa Times. [En ligne]. <https://www.nyasatimes.com/malawi-govt-decision-relocate-dzaleka-refugee-karonga-angers-residents/> [consulté le 2 décembre 2020]

Makhema, M. (2009). Social protection for refugees and asylum seekers in the Southern Africa Development Community (SADC). Banque mondiale. [En ligne]. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/799011468104641822/pdf/491680NWPOAsyl10Box338943B01PUBLIC1.pdf> [consulté le 2 décembre 2020]

Matengo, D. (29 mars 2019). Uganda asks Rwandan, Burundian refugees to return home. China General Television Network. [En ligne]. <https://africa.cgtn.com/2019/03/29/uganda-asks-rwandan-burundian-refugees-to-return-home/> [consulté le 7 mars 2019]

Nakitare, R. (2018). Reframing media coverage of refugees and migrants in Uganda. Ethical Journalism Network. [En ligne]. <https://ethicaljournalismnetwork.org/reframing-media-coverage-refugees-uganda> [consulté le 7 mars 2020]

- OIM (2015). Migration in Malawi. Organisation internationale pour les migrations. Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/mp_malawi.pdf [consulté le 5 août 2019].
- OIM (2019a). Termes clés de la migration. Organisation internationale pour les migrations. Genève. [En ligne] <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration> [consulté le 22 mars 2021]. Version anglaise : OIM (2019). Glossary on Migration. International Organization for Migration. Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf [consulté le 5 août 2019].
- OIM (2019b). État de la migration dans le monde 2020. Organisation internationale pour les migrations. Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2020_fr.pdf [consulté le 30 mars 2021]
- Okiror, S. (2018, October 30). Inquiry finds refugee numbers were exaggerated by 300,000 in Uganda. The Guardian. [En ligne]. <https://www.theguardian.com/global-development/2018/oct/30/inquiry-finds-refugee-numbers-exaggerated-in-uganda> [consulté le 6 mars 2020]
- OUA (1969). Convention régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique : Adoptée le 10 septembre 1969 par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement CAB/LEG/24.3. Entrée en application le 20 juin 1974. Addis Abeba. [En ligne] <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=488f08be2> [consulté le 30 mars 2021]
- Patton, A. (2016, August 20). Is Uganda the best place to be a refugee? The Guardian. [En ligne]. <https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2016/aug/20/is-uganda-the-bestplace-to-be-a-refugee> [consulté le 6 mars 2020]
- Pierigh, F. (2017). Changing the narrative: Media representation of refugees and migrants in Europe. World Association for Christian Communion. [En ligne]. https://www.refugeesreporting.eu/wp-content/uploads/2017/10/Changing_the_Narrative_Media_Representation_of_Refugees_and_Migrants_in_Europe.pdf [consulté le 7 mars 2020]
- Pnud (2019a). Rapport sur le développement humain 2019 : Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent : les inégalités de développement humain au XXIe siècle. New York. [En ligne]. http://www.hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_fr.pdf [consulté le 26 mars 2021]
- Pnud (2019b). Au-delà des barrières : Voix de migrants irréguliers en Europe. New York. [En ligne]. <https://www.africa.undp.org/content/rba/fr/home/library/reports/ScalingFences.html> [consulté le 28 mars 2021]
- Portail sur les données migratoires (2019). Malawi. [En ligne]. https://migrationdataportal.org/fr?i=stock_abs_&t=2020&cm49=454 [consulté le 30 mars 2021]
- Portail sur les données migratoires (2020a). Afrique du Sud. [En ligne]. https://migrationdataportal.org/fr?i=stock_abs_&t=2020&cm49=710 [consulté le 30 mars 2021]
- Portail sur les données migratoires (2020b). Northern Africa Region. [En ligne]. <https://migrationdataportal.org/regional-data-overview/northern-africa> [consulté le 21 octobre 2020]
- Portail sur les données migratoires (2020c). Ouganda. [En ligne]. <https://migrationdataportal.org/fr?i=groups&t=2019&cm49=800> [consulté le 30 mars 2021]
- Portail sur les données migratoires (2020d). Urbanisation et migration. [En ligne]. <https://migrationdataportal.org/fr/themes/urbanisation-et-migration> [consulté le 30 mars 2021]
- REM (2012). Glossaire 2.0 sur l'asile et les migrations : un outil pour une meilleure comparabilité. Réseau européen des migrations (Commission européenne). Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/european_migration_network/docs/emn-glossary-fr-version.pdf [consulté le 28 février 2021]. Version anglaise : EMN (2018), European Migration Network Glossary 6.0. Réseau européen des migrations. Bruxelles. [En ligne]. https://www.emn.at/wp-content/uploads/2018/06/emn-glossary-6-0_en.pdf [consulté le 28 février 2021].
- Sipri (2019). Sipri Yearbook 2019: Summary. Stockholm International Peace Research Institute. Stockholm.

[En ligne]. https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-08/yb19_summary_eng_1.pdf [consulté le 4 décembre 2020]

Sipri (2020). Sipri Yearbook 2020. Résumé en français. Les rapports du Grip. 2020/4. Stockholm International Peace Research Institute/Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité. Stockholm/Bruxelles. [En ligne]. https://www.sipri.org/sites/default/files/2020-09/yb20_summary_fr.pdf [consulté le 30 mars 2021]

Strochlic, N. et Lorec, N. (2019, April). In Uganda, a unique urban experiment is under way: The world's second largest refugee camp is slowly but surely transforming into a permanent city. National Geographic. [En ligne]. <https://www.nationalgeographic.com/magazine/2019/04/how-bidibidi-uganda-refugee-campbecame-city/> [consulté le 6 mars 2020]

Turpin, S. (2018). Couvrir les migrations. Un guide pratique à l'usage des journalistes. [En ligne]. https://rodakar.iom.int/sites/default/files/document/publications/media_toolkit_2018_-_fr_ro_dakar.pdf [consulté le 22 mars 2021]

UA (n. d.). Projets phares de l'agenda 2063. [En ligne]. <https://au.int/fr/agenda2063/projets-phares> [consulté le 30 mars 2021]

UA (2013). Agenda 2063: Vue d'ensemble. [En ligne]. <https://au.int/fr/agenda2063/vue-ensemble> [consulté le 30 mars 2021]

UA (2019). Visit of the champion of the theme of the year 2019 to the Republic of Uganda. [En ligne]. <https://au.int/en/newsevents/20191214/visit-champion-theme-year-2019-republic-uganda> [consulté le 2 décembre 2020]

UNdata (2019). Malawi. [En ligne]. <http://data.un.org/fr/iso/mw.html> [consulté le 30 mars 2021]

Wadhwa, D. (2018). The number of extremely poor people continues to rise in Sub-Saharan Africa. World Bank. [En ligne]. <http://blogs.worldbank.org/opendata/number-extremely-poor-people-continues-rise-sub-saharan-africa> [consulté le 8 décembre 2020]

Watera, W., Seremba, C., Otim, I., Ojok, D. et Mukhone, B. (2017). Uganda's refugee management approach within the EAC policy framework: A study by youth4policy, a youth think-tank initiative of the Konrad-Adenauer-Stiftung, Uganda and South Sudan programme. Kampala. [En ligne]. https://www.kas.de/c/document_library/get_file?uuid=72aba01c-362f-bb7d-9285-2be31890913f&groupId=280229 [consulté le 3 mars 2020]

PAM, HCR et Gouvernement of Malawi (2014). Joint assessment mission report: Dzaleka refugee camp, Malawi. Lilongwe, Malawi. Programme alimentaire mondial, Haut-Commissariat aux réfugiés et Gouvernement du Malawi [En ligne]. <https://www.unhcr.org/5680f7d09.pdf> [consulté le 22 mars 2020]

White, A. (2015). Moving Stories: International Review of How Media Cover Migration. Ethical Journalism Network. Londres. [En ligne]. <https://ethicaljournalismnetwork.org/resources/publications/moving-stories> [consulté le 7 décembre 2020]

Worby, E., Hassim, S. et Kupe, T. (2008). Go home or die here: Violence, xenophobia and the reinvention of difference in South Africa. Johannesburg: Wits University Press



MODULE 10

Couvrir les migrations de manière professionnelle, bonnes pratiques et déontologie

Par Anna-Carina Zappe



FINALITÉS DU MODULE

- Alerter les participants sur la nécessité de faire preuve d'esprit critique dans l'accès et le diagnostic des sources d'informations sur la migration.
- Sensibiliser les participants à la justesse des formulations et des perspectives.
- Offrir des pistes pour travailler de manière professionnelle sur les migrants et les réfugiés, à l'aide de cas de bonnes pratiques et de conseils de journalistes expérimentés.



OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

A la fin de ce module, les participants pourront :

- Reconnaître différents facteurs (par exemple la valeur d'une information, la pertinence du choix des sources) dans le processus de production journalistique sur les migrants et les réfugiés.
→ **OA de type affectif : Réagir**
- Appliquer les principes de base d'un journalisme éthique sur la migration.
→ **OA de type affectif : Recevoir**
- Sélectionner des sources crédibles et travailler en visant une approche éthique de la couverture des migrations.
→ **OA de type cognitif : Evaluer et créer**

Aperçu

« Les chercheurs sur le journalisme spécialisé dans les migrations ont fait valoir que celles-ci sont difficiles à couvrir parce qu'il s'agit d'une actualité qui suinte, plus qu'elle n'éclate – ainsi, il est plus facile de faire une édition spéciale consacrée au naufrage d'un navire de passeurs qu'aux énormes défis sociopolitiques, démographiques et économiques du phénomène dans son ensemble » (Dell'Orto, n. d.).

Les éditions spéciales sur les migrations peuvent être plus faciles à appréhender pour le public et plus tentantes à publier pour les rédacteurs. Cependant, ce module vise à encourager les participants à couvrir les migrants et les réfugiés dans une perspective plus complexe et plus nuancée, car la compréhension du phénomène l'exige.

Couvrir les questions relatives aux migrants et aux réfugiés requiert des compétences spécifiques. Les journalistes doivent connaître les techniques de collecte adéquates, mais aussi savoir discerner les sources fiables. Ils doivent être sensibles au choix des protagonistes, des points de mire, des angles, aux éléments d'information, ainsi qu'à leurs modes de traitement en général. Connaître les repères déontologiques développés spécifiquement pour la couverture des

migrants et des réfugiés¹ peut aider les journalistes à faire face aux dilemmes éthiques fréquents dans la couverture de ces questions. C'est pourquoi ce chapitre comprend des témoignages de journalistes qui couvrent les questions de migration dans le monde entier et se réfèrent à leur expérience pratique, en énumérant ce qui est important pour assurer une couverture responsable.

L'angle journalistique sur la migration

Une recherche approfondie commence par une sélection professionnelle de l'actualité à suivre. Limités par le temps et l'espace, les rédacteurs en chef doivent décider quelles nouvelles et quels sujets sont susceptibles d'intéresser leur public. « La pertinence est le moteur primordial de la consommation de nouvelles » (Schrøder, 2019). Les gens considèrent comme les plus pertinents les sujets qui influencent leur vie personnelle aux niveaux local, national et international, et ceux dont les infos peuvent être partageables. La sélection des nouvelles du point de vue du public est abordée lors du thème « savoir vendre un sujet » dans le module 13. Toutefois, il convient à ce stade de garder à l'esprit qu'il peut y avoir un écart entre ce que les journalistes et le public considèrent comme digne d'être rapporté dans l'actualité (Boczkowski et Mitchelstein, 2015 ; Chakraborty et al., 2019). Mais les conclusions de la recherche indiquent également que les consommateurs ne consultent pas toujours ce qu'ils préfèrent, et qu'ils n'aiment pas non plus forcément ce qu'ils consultent (Swart et al., 2017, p. 1343). La sélection est donc décisive, dans la mesure où ce processus détermine déjà que certains sujets sur les migrants et les réfugiés n'atteindront jamais leurs destinataires². Cette sélection, lorsqu'elle est analysée, peut être rattachée à certaines valeurs d'information³. Ces dernières désignent le contenu que les journalistes considèrent comme digne d'intérêt et sont également utilisées pour la critique des médias.

En 1965, Galtung et Ruge (2016) ont mis au point leur système fondamental à 12 facteurs de la valeur d'information, qui a été développé plus avant par d'autres chercheurs⁴. Harcup & O'Neill (2017) ont ajouté des valeurs d'information adaptées à l'ère numérique, telles que l'exclusivité, la négativité, le conflit, la capacité de surprendre, le potentiel de multimédia, l'impact de partage, le divertissement, le drame, le suivi de l'information, l'élitisme, la pertinence, la portée, la célébrité, la positivité et l'agenda propre à la rédaction. Galtung & Ruge (2016) affirment que les

1 Pour les définitions, veuillez consulter les glossaires recommandés dans le module 2 (REM, 2012 ; OIM, 2019a ; HCR, n. d.).

2 Le rapport « Moving Stories. International Review of How Media Cover Migration », publié par le Réseau de journalisme éthique (RJE) recense quelques exemples de sujets sur la migration qui n'ont souvent pas été couverts (White, 2015).

3 Bednarek & Caple (2017, p. 438) définissent les valeurs d'information comme « les aspects médiatiques des acteurs, des événements et des problématiques, tels qu'ils sont définis dans un ensemble de valeurs établies, comme la négativité, la proximité, etc. » et relie cet adjectif aux objectifs des techniques rédactionnelles et aux facteurs de sélection.

4 Cependant, les recherches et les débats sur les valeurs d'information évoluent et s'actualisent en permanence. Certains chercheurs ont repensé le concept, comme Donsbach (2004) qui décrit les valeurs d'information comme impliquant des jugements subjectifs. D'autres, comme Harcup & O'Neill (2017, p. 1482), proposent que de nouvelles valeurs d'information intègrent l'impact de partage ou « partageabilité », c'est à dire des « sujets que l'on pense susceptibles de générer des partages et des commentaires sur Facebook, Twitter et autres médias sociaux ». Par ailleurs, d'autres chercheurs se concentrent sur des perspectives différentes comme Bednarek & Caple (2017) qui proposent une analyse visuelle des valeurs d'information dans la photographie d'actualité.

valeurs d'information ne sont pas universelles et peuvent différer selon les cultures. Pour Conley & Lamb (2006, p. 56), elles sont « fluides et peuvent être soumises aux tendances sociales, économiques et culturelles ». D'une part, Lee (2010, p. 377) affirme que « [l]a plupart des journalistes qui travaillent dans des journaux de langue anglaise en Asie s'avèrent être occidentaux et/ou à avoir été formés en Occident et sont peut-être plus susceptibles que leurs homologues locaux de souscrire aux valeurs et aux normes occidentales en matière d'information, y compris aux principes de rédaction ». D'autre part, Masterton (2005, p. 42) a étudié les valeurs du journalisme dans les pays « occidentaux » et en Asie et a conclu que « les journalistes du monde entier acceptent qu'il existe un socle de trois éléments constitutifs de l'intérêt médiatique sans lesquels aucune information ne peut devenir une actualité. Il s'agit de l'intérêt, de la rapidité et de la clarté ».

Figure 30 : Valeurs d'information

Exclusivité	Négativité	Conflit	Capacité de surprendre	Potentiel de multimédia
Impact de partage	Divertissement	Drame	Suivi de l'information	Elitisme
Pertinence	Portée	Célébrité	Positivité	Agenda propre à la rédaction

Source : Illustration originale. Basée sur Harcup & O'Neill (2017).

Ces constats rejoignent une revue de la littérature qui montre qu'il existe une cohérence et une congruence remarquables concernant les valeurs d'information (Caple & Bednarek, 2013). Agunda (n. d., p. 4) affirme que dans le journalisme africain, elles peuvent être similaires à celles qui ont cours en « Occident », car elles ne sont « qu'une extension du journalisme occidental ». Dans les pays d'Afrique de l'Est, il observe une obsession pour les élites politiques, qui sont les principaux décideurs. En outre, les systèmes médiatiques peuvent avoir une forte incidence, en influençant une culture journalistique spécifique. Agunda (n. d., p. 4) donne l'exemple de la Tanzanie :

« La Tanzanie, avec une tradition relativement nouvelle de médias privés, suite à la libéralisation économique depuis les années 1990, a eu tendance à ignorer ces

nouvelles célébrités, qui ont beaucoup d'influence parmi les jeunes, poursuivant ainsi la vieille tradition des médias d'État qui couvrent presque exclusivement les dirigeants et les cadres du parti. »

Le fait que les valeurs de l'information soient essentielles à la sélection et donc au reportage nous renseigne-t-elle sur la stagnation de la couverture des questions de migration et de réfugiés? Dans le module 4, nous avons vu que les reportages sur ce sujet sont souvent associés aux conflits et aux crises dans les médias européens et qu'ils sont sous-représentés dans les médias en général. Plusieurs chercheurs se sont penchés sur la question de la médiatisation de la migration et du déplacement forcé. Une vue d'ensemble d'Eberl et al. (2018, p. 210) témoigne que « les événements du monde réel, tels que les élections ou les attaques terroristes, peuvent augmenter la saillance des questions liées à l'immigration dans les médias ». Ce qui indique la dimension cruciale de certaines valeurs d'information : la négativité par exemple, en particulier les mauvaises nouvelles et les drames tels que les naufrages. Le modèle développé par Harcup & O'Neill (2017) offre un plus large éventail de valeurs d'information (voir la figure 30), qui pourraient être propres aux reportages sur la migration.



SUGGESTION DE DÉBAT EN CLASSE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ANALYSER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR ET RÉPONDRE) :

Comparez les reportages sur la migration et les réfugiés de différents pays, par exemple de votre pays d'origine et d'un pays voisin. Examinez également des exemples provenant de divers médias (en ligne, radio, presse écrite, etc.) pour chaque pays. Quelles valeurs d'information de Harcup & O'Neill (2017) détectez-vous dans quels médias ? Discutez de vos résultats.

SUGGESTION D'UNE ACTIVITÉ EN CLASSE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) :

Les étudiants doivent formuler de courtes dépêches de manière à ce qu'elles contiennent autant de valeurs d'information que possible. Gardez à l'esprit les valeurs spécifiques qui seront sélectionnées par le chef de classe ou par une discussion en classe. Ensuite, les résultats seront débattus en mettant l'accent sur les différentes valeurs d'information.

Il est important d'être conscient des valeurs d'information clés. Il peut être utile pour les journalistes de s'interroger sur celles qu'ils suivent dans leur propre couverture de l'actualité lorsqu'ils sélectionnent les informations. Bien entendu, ce tri va bien au-delà de la simple prise en compte des valeurs. Il peut être également important de savoir « qui sélectionne les informations, pour qui, sur quel support et par quels moyens (et avec quelles ressources disponibles), [...] car les valeurs d'information peuvent ou non être inhérentes à tout sujet potentiel » (Harcup & O'Neill, 2017, p. 1483). Outre la décision individuelle (qui est consciemment ou inconsciemment orientée vers les valeurs d'information inhérentes à tout événement ou à tout sujet), le support, les

systèmes médiatiques, les cultures journalistiques, etc. pourraient également jouer un rôle dans le fait qu'une histoire devienne ou non une information.

Exercer de manière professionnelle : critères de bonnes pratiques

Shapiro et al. (2006, p. 431) ont examiné ce que signifie l'excellence dans le journalisme. Leur analyse multi-source a abouti à certains des critères suivants :

- « fournir un avantage à la société en termes d'impact public, de pertinence ou de service fourni par le reportage »,
- « offrir une analyse réfléchie et logique du contenu rapporté, pour clarifier des sujets compliqués, et pour replacer les faits dans leur contexte et dans les questions pourquoi ? et comment ? qui se cachent derrière l'information »,
- faire preuve d'intégrité (« c'est-à-dire se comporter avec équité et indépendance vis-à-vis de ses sources »),
- « être transparent sur sa méthode – autrement dit, le public doit pouvoir comprendre d'où viennent les informations »,
- « déployer une technique rédactionnelle exemplaire ».

Comme pour tout sujet, ces critères de qualité s'appliquent également aux journalistes qui couvrent les questions relatives aux migrants et aux réfugiés – la pertinence de leurs reportages pour la société est évidente, en particulier à la lumière du module 5. Un coup d'œil sur les modules 1 à 3 confirme que ce sujet est complexe et qu'il doit être traité avec soin et discernement. Il est également important de travailler de manière indépendante et transparente sur un sujet aussi diversifié, comme le montrent les différentes études de cas des modules 6 à 9 qui mettent en évidence les distinctions entre les pays.

Lorsqu'ils traitent de la migration et des questions relatives aux réfugiés, les journalistes doivent veiller à être exacts dans les contenus, à produire des articles bien construits, à surprendre le public et à faire preuve de créativité dans le choix du sujet et de sa mise en forme. Bien entendu, il faut aussi garder à l'esprit les principes de base du journalisme éthique – équité, humanité et responsabilité (Ethical Journalism Network, n. d.c).

Les journalistes et les organes de presse ont tout intérêt à respecter les codes qui définissent les bonnes pratiques en matière de reportage sur les migrants et les réfugiés. Il existe de nombreux codes internationaux, tels que la Charte grecque d'Idomeni (« Charte d'Idomeni », n. d.) ou la Charte de Rome (« Charte de Rome », n. d.), ainsi que les recommandations déontologiques de l'EJN pour le reportage sur les migrations (Ethical Journalism Network, n. d.a), la boîte à outils e-Media de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, 2020) et bien d'autres pour améliorer les compétences des journalistes en matière de reportage sur les migrations (European Federation of Journalists,

2016). La consultation des différents guides fournit aux journalistes des règles précieuses pour le reportage.



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (CONNAÎTRE) :

En guise d'introduction au sujet, les étudiants devront rassembler et discuter des critères de qualité importants pour réaliser des reportages professionnels. On pourra se reporter au paragraphe ci-dessus pour fixer des orientations préliminaires à la discussion.

Sélectionner des sources et des interlocuteurs pertinents

Couvrir les sujets relatifs aux migrants et aux réfugiés avec professionnalisme et sensibilité requiert des compétences supplémentaires. Les praticiens et les chercheurs en conviennent : Les journalistes doivent particulièrement se préparer pour de telles missions. Ils doivent commencer par se familiariser à effectuer des recherches approfondies sur un sujet particulier. Une étude de la couverture antérieure par plusieurs médias permet d'avoir une vue d'ensemble, et de connaître le contexte politique, culturel et social des pays. Pour le faire avec soin, il convient d'identifier et de lire les rapports et données pertinents des organisations internationales, nationales et locales, des institutions et des organisations non gouvernementales (ONG) concernées par la question, mais aussi de suivre les médias sociaux, des hommes politiques et des fonctionnaires, et de s'entretenir avec des experts en migration (entre autres : Abu-Fadil, n. d. ; Terceros, 2018).

Cette recherche peut se dérouler de différentes manières : Les journalistes peuvent accéder aux informations de manière active et passive. L'utilisation de sources sur internet est prépondérante dans de nombreuses rédactions qui traitent des questions de migration. L'Institut Erich-Brost pour le journalisme international (EBI) de l'université TU Dortmund a organisé des séminaires de formation au reportage sur les migrations en Afrique et en Europe (voir Introduction). Lors de la formation menée à Dakar au Sénégal en 2018, les participants ont indiqué que les sources en ligne étaient, semble-t-il, les plus utilisées. Les communiqués de presse, les interviews (en face à face et par téléphone), les autres médias et les informations provenant des gouvernements et d'autres autorités, sont utilisés assez fréquemment. En revanche, les blogs sont rarement utilisés, et les journalistes interrogent rarement leurs collègues. Les conférences de presse et les médias sociaux sont moins fréquemment utilisés. Ces résultats sont conformes à l'observation des chercheurs selon laquelle les salles de rédaction sont souvent des réceptacles plutôt passifs d'informations qui utilisent les communiqués de presse ou les informations des agences de presse (entre autres : Machill & Beiler, 2009 ; Neuberger et al., 2009). Une part considérable de « l'attention journalistique s'est concentrée sur quelques offres de contenus en ligne seu-

lement » (Machill & Beiler, 2009, p.178). « Les moteurs de recherche, en particulier Google, dominent le processus de détermination des sources et ont ainsi une influence décisive sur l'ensemble du déroulement des recherches effectuées par les journalistes » (Machill & Beiler, 2009, p. 178).

Le large éventail des sources – appels téléphoniques, médias sociaux, rencontres en face à face et en distanciel, autres médias, exploitation des (méga-)données, investigation, etc. – reste trop souvent inexploité. Il est possible de consulter les ONG ainsi que les sources établies telles que les gouvernements, les partis politiques, les autorités judiciaires, les services de police, les collectivités locales, les organisations commerciales, les syndicats, les églises, les acteurs internationaux et bien d'autres encore. Mais les journalistes qui traitent des migrations et des déplacements forcés ne devraient pas s'appuyer uniquement sur des sources officielles et élitistes, mais travailler avec une diversité de personnes ressources – un aspect qui fait souvent défaut dans les médias européens comme nord-africains (Centre international pour le développement des politiques migratoires, 2016).

Des sources de choix pour rendre compte des questions relatives aux migrants et aux réfugiés sont les premiers concernés eux-mêmes. En effet, les reportages qui donnent aux migrants et aux réfugiés ainsi qu'aux communautés locales la possibilité d'expliquer leur situation constituent une option avantageuse pour les journalistes (Fédération européenne des journalistes, 2016). Les voix extérieures au milieu politique sont nombreuses et importantes or les hommes politiques sont souvent représentés de manière disproportionnée dans la couverture médiatique de cette question (voir module 4). La charte éditoriale de l'Africa News Channel éthiopienne intitulée « Politique éditoriale concernant le reportage sur la migration », publiée en amharique, conseille aux journalistes de creuser davantage les questions clés : Comment les gens sur le terrain sont-ils affectés ? Essayez de trouver des moyens de rendre compte des effets qui sont pratiquement invisibles, comme les conséquences à long terme des dommages psychologiques et des traumatismes des migrants et des réfugiés, ce qui augmente peut-être la probabilité que les personnes touchées constituent un danger à l'avenir, soit contre d'autres individus, soit, en tant que groupe, contre d'autres groupes ou d'autres pays (Africa News Channel, 2019). C'est important, car les migrants et les réfugiés sont bien plus que de simples acteurs dans des récits. Ce sont des êtres humains – avec des histoires et des sentiments individuels, comme nous le verrons plus en détail dans le module 11.

Ulriikka Myöhänen, journaliste multimédia finlandaise

« Allez sur le terrain avec un esprit ouvert, parlez avec différents types de personnes, écoutez autant de points de vue que possible et cherchez des éléments factuels solides pour étayer votre histoire. En outre, précisez dès le début de votre reportage pourquoi il est important de parler de ces questions. Et surtout, évitez soigneusement le piège des stéréotypes et gardez à l'esprit l'équilibre entre les genres ! »



Source : DR

Gloria Laker Adiiki Aciro, journaliste ougandaise coordonnant le réseau d'information en ligne des réfugiés ougandais.

« Des reportages réalisés par des réfugiés sur les réfugiés et pour les réfugiés eux-mêmes : on embauche, on forme et on enjoint les jeunes journalistes réfugiés et migrants à raconter leurs propres histoires. [...] Il est absolument nécessaire d'intégrer le journalisme de paix dans les reportages sur les réfugiés et les migrants, étant donné la complexité des conflits et la mauvaise situation économique qui poussent les Africains à quitter leur foyer. Et en encourageant les reportages sur la paix au niveau local, sur le dialogue et sur les efforts de réconciliation entre les réfugiés dans les camps, cela les incitera à long terme à contribuer à la paix dans leur pays. »



Source : DR

Jelena Prtoric, journaliste indépendante croate

« En matière de reportage, il est toujours aussi important de passer du temps avec les migrants. Nous avons besoin de ce temps sur le terrain pour comprendre la complexité de leur situation, leurs histoires personnelles, la situation des pays par lesquels ils passent et le contexte dans leur pays d'origine, afin de pouvoir raconter l'histoire dans sa globalité. »



Source : DR



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ÉVALUER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) :

Montrez la vidéo « Choisir des ressources crédibles pour la recherche » (Osinski, 2016) et discutez-en. Quelques caractéristiques essentielles de données et de sources de qualité sont mentionnées dans ce module et dans la vidéo. Faites-en dresser la liste par les participants et argumenter s'ils souhaitent en ajouter ou en retirer, en fonction de leur expérience et de leur contexte culturel. Vous pouvez également effectuer cette analyse à l'aide d'un exemple journalistique. Vous en trouverez quelques-uns dans la section « La couverture médiatique de la migration et des réfugiés, florilège de productions » de ce module.

Crédibilité de l'information et fiabilité de l'enquête

Évidemment, la qualité des données collectées est également importante : Les journalistes doivent travailler sur des éléments et des renseignements sans faille (voir module 2), de façon à pouvoir suppléer à un manque d'informations de qualité lorsqu'ils écrivent sur des histoires humaines (Fédération européenne des journalistes, 2016). De manière générale, il est important de vérifier les informations.

Certes, les journalistes ne sont pas en mesure de garantir la vérité dans tous les cas, mais l'exactitude des faits est « le principe cardinal du journalisme » (Ethical Journalism Network, n. d.c). D'une part, un climat de plus en plus toxique et controversé entoure les reportages sur les migrants et les réfugiés dans certaines parties du monde et les journalistes doivent être conscients que les sources peuvent avoir leur propre agenda (voir les défis professionnels dans le module 5 pour des exemples de reportages sur la migration). D'autre part, les « attaques contre les médias en tant que pourvoyeurs » de préjugés, de désinformation ou de fausses informations, devraient être des arguments plus que suffisants pour que les journalistes vérifient minutieusement leurs sources (Abu-Fadil, n. d., p. 34). Cela ne s'applique pas seulement aux sources officielles, comme les gouvernements qui ont leur propre agenda politique caché, les entreprises privées qui peuvent avoir des intérêts économiques lorsqu'elles diffusent des informations ou les organisations et institutions qui ont leurs propres intérêts. Cela s'applique également, bien sûr, à la société civile, aux migrants et aux réfugiés en tant que partie intégrante de la société, dans la mesure où eux-aussi peuvent également suivre leur propre agenda avec les informations qu'ils diffusent. Les journalistes doivent choisir leurs sources avec soin et rapporter les informations en étant conscients de leurs propres idées préconçues et de leur subjectivité, de manière impartiale et sincère. « Le journalisme [...] doit détecter et découvrir de manière proactive les nouveaux cas et les nouvelles formes de désinformation » (Berger, 2018, p. 11). Les recherches sur internet peuvent conduire à des pages web dont les informations sont parcellaires, obsolètes ou incorrectes. C'est pourquoi « la prudence quant à l'utilisation des informations en ligne est nécessaire. En particulier lorsque les algorithmes régissent de plus en plus la rapide circulation

des informations en ligne en les partageant et en les aimant sur les sites d'information et les médias sociaux » (Vergeer, 2018, p. 49). Un journaliste doit vérifier si un site web est digne de confiance, s'il est transparent sur la provenance des informations et si la source est indiquée ; il doit aussi déterminer l'ancienneté des informations et vérifier si les informations fournies lui paraissent plausibles.

Cette rigueur ne s'applique pas uniquement à internet. En général, les journalistes doivent vérifier la pertinence, la validité, l'utilité et la cohérence des informations – en ligne et hors ligne. En ce sens, les journalistes devraient faire preuve de la même conscience de soi que les journalistes d'investigation traditionnels, qui effectuent des recherches de fond sur toutes les sources et tous les sujets et procèdent à « une analyse approfondie du contexte dans lequel l'information est fournie [...] autant que possible dans les délais impartis » (Quinn, 2018, p. 6). Les sites internet de vérification des faits, les chartes et les manuels sur la désinformation (par exemple le « Journalism, 'Fake News' and Disinformation. Handbook for journalism education and training » (« Journalisme, Infox et Désinformation, Manuel pour les formateurs en journalisme », non traduit en français ; Ireton & Posetti, 2018) ou « Factfulness » (Rosling, 2018), les échanges et la coopération avec d'autres journalistes (voir module 13), ainsi que le recours à des sources dignes de confiance (voir module 2) sont autant de facteurs clés pour pouvoir vérifier les informations de manière professionnelle.

En plus de la crédibilité des sources, il faut tenir compte de la compréhension exacte, par les journalistes et par le public, de ce qu'elles disent. Les journalistes, tout d'abord : Les statistiques, par exemple, sont parfois délicates à traiter. Les données et les statistiques des gouvernements, des ONG et des institutions internationales – mais aussi des organisations de la société civile – peuvent fournir des informations incohérentes. Il est important de fournir le contexte et les sources appropriés (voir modules 2 et 3) au moment de rapporter l'histoire (Abu-Fadil, n. d.).

L'exemple de Sofia Papadopoulou, journaliste de l'Agence d'information d'Athènes et de l'Agence de presse macédonienne (ANA-MPA), qui a réalisé un reportage dans le camp de réfugiés d'Idomeni, en Grèce, montre que la compréhension des personnes interrogées par les journalistes est aussi importante que celle des données et des statistiques :

« Un jour, un jeune homme est arrivé avec son nouveau-né dans les bras, il s'est assis au centre des voies et, avec l'aide d'un autre jeune réfugié qui parlait un peu anglais, il a commencé à protester contre les conditions de vie dans le camp. Le bébé n'avait manifestement que quelques jours et un journaliste de la télévision lui a posé la question : "L'enfant est-il né dans le camp ?" "Oui", répond l'homme qui traduit. Lorsque le père lui a dit, en arabe, que le bébé était né à l'hôpital mais qu'il avait été amené au camp quelques jours plus tard, il a répondu "maalesh" (c'est bon, ça ne fait rien). » (Fronista & Papadopoulou, 2018, p. 138)

Aida Alami et Salaheddine Lemaizi, *journalistes du Maroc*

« Les faits avant tout : soyez précis, impartial, agissez en toute indépendance, en toute équité et en toute transparence. Évitez d'écrire ce que vous ne pouvez pas vérifier par vous-même. Ne laissez ni les autorités ni les organisations influencer vos reportages. Voyagez autant que vous le pouvez là où l'histoire se passe. Essayez de voir les choses par vous-même. [...] Le journalisme sur la migra-



Source : DR

tion est une opportunité car il est impératif que les journalistes retournent sur le terrain. Les productions médiatiques sur la migration ne peuvent être fructueuses et faire preuve de professionnalisme que si elles parviennent à se nourrir du terrain par le biais d'enquêtes, de reportages et d'interviews, beaucoup d'interviews. [...] En tant que journaliste, vous devez garder de la distance et rester concentré sur le sujet et sur les faits. Cependant, traitez vos interlocuteurs avec la plus stricte déontologie, gardez toujours à l'esprit le contexte plus large et permettez à leurs histoires d'être entendues. Créez un lien avec les migrants que vous interviewez, et écrivez sur les petites histoires personnelles qui expliquent la grande. [...] Méfiez-vous du dénigrement à caractère racial et veillez à promouvoir une couverture fondée sur des preuves. Contrez les discours de haine en allant directement aux faits et évitez les stéréotypes et les clichés. Vérifiez de manière indépendante les faits et les preuves qui vous sont présentés. Essayez toujours de faire en sorte que vos interlocuteurs corroborent leurs histoires autant qu'ils le peuvent. [...] La violence fondée sur le genre et la discrimination font partie des histoires de migration. Examiner ces questions à travers le prisme du genre ne peut qu'enrichir le reportage et ajouter aux récits existants. »

Des erreurs ou des malentendus dans la traduction et l'interprétation de déclarations en langue étrangère, des sources confuses ou des informations trompeuses peuvent conduire à des erreurs ou à des informations incorrectes. Par conséquent, étant donné que les personnes interrogées peuvent être mal comprises pour diverses raisons (voir par exemple module 11), il est important de vérifier très soigneusement les informations. Il est tout aussi important qu'elles ne soient pas traitées de la façon que rapporte la journaliste grecque de l'ANA-MPA : lorsqu'elle a signalé à certains collègues l'erreur de traduction, l'un d'entre eux lui a répliqué : « Tant qu'il a dit ça et que je l'ai filmé, je ne laisserai pas ta vérité gâcher une bonne séquence ! » (Fronista & Papadopoulou, 2018, p. 138).

Par ailleurs, une compréhension correcte des sources est également importante pour le public. Les journalistes peuvent aider leur public à mieux comprendre la question complexe de la migration. Cela peut favoriser la transparence des sources pour contrer les « infox » ou la propagande (Fédération européenne des journalistes, 2016). La responsabilité en matière de contenu journalistique impose également de corriger ses erreurs (White, 2015). Si la transparence sur ses

sources et sur ses méthodes de recherche est un aspect crucial, un autre tout aussi important consiste à fournir des informations contextuelles de fond sur les événements d'actualité (Abu-Fadil, n. d.). Tenir compte de la globalité d'un sujet permet d'éviter la victimisation, la simplification excessive ou un angle humanitaire trop étriqué (Ethical Journalism Network, n. d.b).



SUGGESTION D'UN ÉLÉMENT INTERACTIF EN CLASSE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE ET RÉPONDRE) :

Après avoir présenté la diversité des sources possibles et leur intérêt pour le reportage sur la migration et les réfugiés, faites l'exercice suivant, appelé « débat mouvant ».

1. Formulez des affirmations telles que « Les communiqués de presse sont des sources d'information importantes pour la couverture journalistique des migrations » ou « Dans le cadre de mes reportages sur les migrations, j'utilise souvent les communiqués de presse comme sources ».
2. Placez deux affiches dans la salle. Sur l'une d'elles figurent les mots « Je suis tout à fait d'accord » et sur l'autre « Je ne suis absolument pas d'accord ».
3. Demandez aux participants de se positionner entre ces deux points en fonction de leur degré d'accord avec l'affirmation. Discutez avec eux de leurs positions. Laissez-les expliquer pourquoi ils utilisent telle ou telle source.
4. Contextualisez les attitudes en donnant des indications sur les aspects qui requièrent une attention particulière pour chaque source.

De cette manière, les participants apprennent à argumenter et à réfléchir sur leur propre utilisation des sources et sur l'attitude qu'ils adoptent à leur égard.

Bien formuler et mettre en perspective

Il ne faut certainement pas croire tous les communiqués de presse d'hommes politiques sur les migrants et les réfugiés ni toutes les informations publiées sur internet concernant la migration ; couvrir ces questions devrait également signifier remettre en question les mythes (Fédération européenne des journalistes, 2016) et les stéréotypes. Garder à l'esprit le sens de la formulation est précisément une méthode de travail que les journalistes peuvent adopter pour éviter cela. Par « exemple, au lieu d'écrire "crise des migrants ou des réfugiés" qui fait des personnes un problème, il vaut mieux écrire "crise de la politique des migrants" ; au lieu de parler des "valeurs européennes/nationales" ou des "valeurs morales", il vaut mieux parler des "valeurs universelles auxquelles l'Europe est attachée" » (Fédération européenne des journalistes, 2016). Dans les entretiens d'experts sur la couverture des immigrés et de l'immigration, il est conseillé aux journalistes de ne pas utiliser d'étiquettes telles que « illégal » ou « sans-papiers ». Les journalistes

doivent plutôt décrire la situation ou le statut de la personne aussi précisément que possible et fournir le contexte. Par exemple, un individu n'est pas illégal – il ou elle est seulement en train de vivre illégalement dans le pays. Il en va de même pour la victimisation : Les migrants ou les réfugiés ne sont pas des « victimes », et ils ne doivent donc être cités comme tels que s'ils se décrivent ainsi (Carcamo et al., 2014). Il convient également d'éviter les termes « victimisants » tels qu'« indigent », « anéanti », « sans défense », « pathétique » et « tragédie ». De telles formulations désautonomisent les migrants et les réfugiés et limitent les options de changement (Africa News Channel, 2019). Mais d'un autre côté, tout usage imprécis du champ lexical de l'émotion pour décrire ce qui est arrivé aux gens n'est pas non plus d'un grand soutien. Les migrants ne devraient pas être présentés comme des héros. Selon la charte de la chaîne d'information éthiopienne African News Channel (Africa News Channel, 2019), la couverture médiatique ne doit pas présenter uniquement la réussite du périple de certains migrants. Le guide en cinq points élaboré par l'EJN requiert que les journalistes connaissent le cadre juridique, afin d'éviter les formulations erronées lorsqu'ils parlent des migrants et des réfugiés (Ethical Journalism Network, n. d.c). Avec des mots, les journalistes peuvent également corriger les images trompeuses. Lorsque les journalistes pensent aux images que beaucoup de gens ont en tête des migrants et des réfugiés, et aux peurs qu'ils leur associent, ils peuvent montrer que « les réfugiés et les migrants ne sont pas de jeunes gens musclés utilisant des smartphones ou bien des touristes voyageant en famille avec des bagages coûteux [sic] » (Fédération européenne des journalistes, 2016). Beaucoup d'entre eux ne sont que des enfants (non accompagnés)⁵.

Par conséquent, les journalistes doivent s'en tenir aux faits saillants et spécifiques, au lieu de conférer une connotation émotionnelle exagérée à leurs articles ou à leurs propos. Ces normes éthiques sont particulièrement importantes pour les sujets sensibles comme la migration et les questions concernant les réfugiés. Souvent, les médias se concentrent uniquement sur des événements spécifiques, dramatisent les faits et accordent beaucoup d'attention aux tragédies (voir module 4). Une approche alternative peut également donner à une histoire une perspective plus large – en s'éloignant, dans une certaine mesure, de la focalisation sur les conflits et les problèmes, si souvent observée. Le journalisme constructif⁶ consiste à se tourner vers l'avenir. Les journalistes peuvent indiquer des solutions au lieu de ne parler que de problèmes et de drames. Cela implique par exemple de se concentrer sur la résilience et le bon rétablissement des personnes qui ont survécu à la traite des êtres humains dans le contexte de la migration et du déplacement forcé. Les politiques et la manière dont elles peuvent être améliorées devraient également être examinées (White, 2015).

Il est important de réfléchir à son propre rôle en tant que journaliste. Un journaliste doit explorer son sujet « avec le même soin, la même attention aux détails et le même respect » qu'il le

5 « Les enfants non accompagnés restent une partie importante des flux migratoires irréguliers » (OIM, 2019b, p. 105). Le nombre d'enfants parmi les réfugiés est « très élevé, fluctuant » entre 41 et 52 % au cours des dernières années (OIM, 2019b, p. 39).

6 Pour plus d'informations sur le journalisme constructif en général, voir Constructive Institute (2020), McIntyre & Gyldested (2018), Mast et al. (2019), entre autres.

souhaiterait « si les rôles étaient inversés » (Nobel, 2018). Cela signifie également qu'il s'agit plus que d'une simple perspective nationale. Et, comme déjà mentionné précédemment, il y a plus d'un sujet en jeu : outre les naufrages et les questions frontalières, le logement, la religion, l'emploi, les artistes, les professionnels et les entrepreneurs qui ont réussi sont autant d'angles et de thèmes à explorer, de même que les informations contextuelles (Triandafyllidou, 2017).

Dr Lydia Ouma Radoli, journaliste audiovisuelle kenyane et chercheuse en médias.



Source : DR

« Une approche constructive contribuera à donner à la migration une nuance plus positive. La migration est une dynamique et nous sommes susceptibles de voir les tendances migratoires se poursuivre, en examinant peut-être comment la migration peut être mise à profit pour renforcer la cohésion régionale et internationale, plutôt que considérée comme un facteur de désintégration communautaire et de perte d'identité. Les rédacteurs en chef et les journalistes pourraient investir davantage dans la connaissance des migrations, notamment en les reliant à d'autres sujets tels que le développement, l'intégration, l'exploration culturelle, contrairement à l'accent qui est toujours mis sur les menaces sécuritaires, le populisme mondial et le chaos. Je ne dis pas que ces histoires ne devraient pas être traitées, mais plutôt qu'il devrait y avoir un équilibre dans la couverture pour montrer que la couverture de la migration n'est pas biaisée mais révèle un véritable phénomène humain. »

Cécile Debarge, journaliste indépendante basée en Italie.



Source : DR

« La majorité des reportages sur la migration portent sur une traversée. Traverser une frontière, traverser une rivière, une montagne, un désert, traverser la Méditerranée... c'est-à-dire tout sauf une histoire qui reste à la frontière. C'est une erreur majeure car la migration est un processus, un voyage de toute une vie. Les angles les plus originaux sont ceux qui tentent de creuser l'histoire avant ou après la frontière. Quand les gens ne sont pas seulement définis par leurs mouvements. C'est là qu'il y a un espace pour un récit universel centré sur les êtres humains. Cela renforce généralement un récit valorisant, où les migrants ne se contentent pas de souffrir ou de recevoir, mais sont aussi les acteurs de leur propre changement. Ces caractéristiques sont généralement sous-représentées. »

Dennis Kwadwo Peparah, journaliste de l'agence de presse du Ghana.



Source : DR

« Les mots et les phrases qui déshumanisent doivent être évités. [...] Les histoires de migration doivent toujours être placées dans un contexte global et bénéficier d'une couverture équilibrée. Il faut inclure une variété de sources – migrants, groupes de réfugiés, société civile, organisations non gouvernementales, institutions publiques

pertinentes et militants des droits humains. Les effets économiques généraux de la migration, tant pour les pays d'origine que pour les pays d'accueil, la technologie (l'utilisation des Technologies de l'information et de la communication pour faciliter la migration, plus particulièrement la migration irrégulière impliquant des passeurs), et les inégalités entre les sexes et entre les travailleurs sont de bons angles d'attaque que les journalistes peuvent explorer et mettre en lumière dans un contexte international. »

Tersoo Peter Zamber, journaliste radio nigérian

- « 1. Les journalistes doivent humaniser les histoires de migration.
- 2. Être objectif, présenter les deux côtés, les aspects négatifs et positifs de la migration.
- 3. Mettre en évidence les avantages de la migration pour l'individu, pour le pays d'origine, de transit et de destination. »



Source : DR



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (CRÉER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) :

Ce module offre un large éventail de bonnes pratiques en matière de reportage sur la migration et les réfugiés, sur la base desquelles les participants peuvent élaborer eux-mêmes leurs propres critères journalistiques. Les objectifs indicatifs sont les conseils mentionnés ci-dessus. Les participants peuvent également discuter des différentes interprétations de la pertinence des critères en tant que repères pour les journalistes.

La couverture médiatique de la migration et des réfugiés, florilège de productions

Il existe d'excellents cas de bonnes pratiques en matière de couverture des migrations dans le monde entier. Les exemples qui suivent sont proposés pour étudier des manières sensibles et innovantes de couvrir le sujet.

- « The War on my Phone – Lifeline to Syria » (« La guerre sur mon téléphone, lignes de vie pour la Syrie ») est un film qui offre un aperçu intime du quotidien dans une Syrie ravagée par la guerre avec quatre réfugiés déchirés entre la Syrie et l'Europe. Il va au-delà de la simple politique et raconte des histoires personnelles de réfugiés. Le film aborde le sujet de manière humaine, mais garde les émotions sous contrôle (Sasse E., 2018)⁷.

⁷ Des versions en anglais, allemand et espagnol sont disponibles sur le site de la Deutsche Welle (DW). anglais : <https://www.dw.com/en/the-war-on-my-phone-lifeline-to-syria-1/av-46642884>, allemand : <https://www.dw.com/de/the-war-on-my-phone-1/av-46642882>, espagnol : <https://www.dw.com/es/la-guerra-en-mi-celular-noticias-de-siria-1/av-46642906>.

- « Workers in Spain’s Strawberry Fields Speak Out on Abuse » (« Les travailleurs des champs de fraises en Espagne dénoncent les agressions ») est un reportage sur un aspect de la migration qui est partiellement négligé : dans quelles conditions les migrants vivent-ils dans les pays d’accueil ? Il englobe les contextes politiques, culturels et personnels dans lesquels les événements se produisent. Le reportage offre des éclairages factuels et personnels pour offrir une vision plurielle. En outre, il révèle au public ses sources et explique pourquoi certaines personnes parlent sous couvert d’anonymat. Particulièrement pertinent, il fournit une multitude d’informations de fond (Alami, 2019a, 2019b).

- « Assad’s Victory. What Comes after War in Syria ? » (« La victoire d’Assad. Quel avenir après la guerre en Syrie ? ») du magazine allemand Der Spiegel porte sur la situation en Syrie après que le régime a largement gagné la guerre contre les insurgés. La migration est abordée dans cet article, en restituant les éléments du contexte. Les positions politiques sont exposées, les événements et les faits sont traités dans un contexte plus large – historique, international et culturel. Les protagonistes sont accompagnés, présentés et cités. Le journaliste suit une approche multi-perspective (Koelbl, 2017 ; Koelbl, 2018).

- Le documentaire de la Deutsche Welle (DW) « The Gatekeepers of Europe. Outsourcing Border Controls to Africa » (« Les gardiens de l’Europe. La sous-traitance du contrôle des frontières en Afrique ») se concentre sur le fait que l’Europe « paie des milliards d’euros aux États africains pour qu’ils agissent comme sa nouvelle police des frontières », et sur l’aide au développement utilisée « comme monnaie d’échange pour contrôler l’immigration » (Schäfer & Schlindwein, 2019). Le documentaire de DW enquête sur le contexte, à partir des faits et en faisant témoigner les personnes concernées. Il se concentre sur l’expérience de migrants et des réfugiés qui risquent leur vie dans le désert du Sahara et dont on parle peu (Schäfer & Schlindwein, 2019).

- Avec « Émigration irrégulière. À bord des zodiacs de la mort », le site d’information marocain LesEco.ma des Inspirations éco fournit un exemple de bonne pratique de reportage passionnant et informatif sur le sujet. L’article raconte une tragédie en mer où seuls 11 des 56 migrants ont survécu. Grâce à des entretiens avec les survivants et les parents des victimes, les journalistes découvrent les tactiques des passeurs. En raison d’un manque d’informations et de connaissances, les migrants se sont laissés prendre aux fausses promesses des passeurs qui leur auront été fatales. Des sources complémentaires mettent l’histoire en perspective et montrent sa pertinence. Les articles citent des statistiques officielles, des autorités étatiques ainsi qu’une ONG nationale et mentionnent les mesures prises entre autres par l’ONU et l’Union européenne (Les Inspirations éco, 2019).



SUGGESTION DE DEVOIR PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (CRÉER ET ÉVALUER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR ET RÉPONDRE) :

(A) Faites produire aux participants un reportage sur un événement d'actualité relatif à la migration et aux réfugiés, dans lequel ils appliquent tous les critères de qualité (éthiques) discutés dans ce module.

(B) Faites écrire aux participants un article pour réfléchir aux différents facteurs de leur propre processus de production d'informations sur la migration (par exemple, les valeurs d'information ou les valeurs des chartes pour le reportage éthique).

(C) Invitez les participants à échanger leurs reportages et à identifier les sources sélectionnées. Demandez-leur de juger si les sources sont crédibles et la recherche fiable.



LECTURES RECOMMANDÉES :

Académique :

Harcup, T. & O'Neill, D. (2017). What is news ? News values revisited (again)', *Journalism Studies* 18(12). pp. 1470-1488. <https://doi.org/10.1080/1461670X.2016.1150193>

Journalistique :

Ruz, Camila (2015). The battle over the words used to describe migrants. [En ligne]. <https://www.bbc.com/news/magazine-34061097> [consulté le 25 novembre 2020]

Institutionnelle :

Ethical Journalism Network. (n. d.) Media and Migration. [En ligne]. <https://ethicaljournalismnetwork.org/what-we-do/media-and-migration> [consulté le 25 novembre 2020]

Références

Abu-Fadil, M. (n. d.). *Migration and Media: A Journalist's Handbook*. Open Media Hub; EuroMed Migration; International Centre for Migration Policy Development. [En ligne]. <https://openmediahub.com/wp-content/uploads/2019/06/Migration-and-Media-A-Journalists-Handbook.pdf> [consulté le 25 mars 2020]

Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne. (2020). *E-media toolkit on migration: Trainer's manual*. FAR (European Union Agency for Fundamental Rights). Vienne. [En ligne]. <https://fra.europa.eu/en/publication/2020/e-media-toolkit-migration-trainers-manual> [consulté le 25 novembre 2020].

Agunda, J. (n. d.). *News values in East Africa*. [En ligne]. http://archives.aefjn.org/index.php/africa/articles/journalists-news-values-in-east-africa.html?file=tl_files/aefjn-files/Africa/Africa%20news%20eng/Journalists%20news%20values%20in%20east%20africa.pdf [consulté le 26 janvier 2019]

Alami, A. (20 juillet 2019a). *Workers in Spain's Strawberry Fields Speak Out on Abuse*. The New York Times. [En ligne]. <https://www.nytimes.com/2019/07/20/world/europe/spain-strawberry-fields-abuse.html> [consulté le 22 septembre 2020]. Extraits en français : *Courrier International* (26 juillet 2019). *Harcèlement. Viol et abus sont le lot des saisonnières marocaines en Espagne*. [En ligne]. <https://www.courrierinternational.com/article/harcèlement-viol-et-abus-sont-le-lot-des-saisonnières-marocaines-en-espagne> [consulté le 31 mars 2021]

Alami, A. (22 juillet 2019b). *Trabajadoras de los campos de fresas de España denuncian abusos*. The New York Times. [En ligne]. <https://www.nytimes.com/es/2019/07/22/espanol/temporeras-fresas-espagna-marruecos.html> [consulté le 22 septembre 2020].

Africa News Channel. (2019). *Editorial policy on migration reporting*. [Document interne]

Bednarek, M. et Caple, H. (2017). *The discourse of news values: How news organizations create newsworthiness*. New York: Oxford University Press.

Berger, G. (2018). Préface. In Ireton, C. & Posetti, J. (sous la direction de), *Journalisme, « fake news » & désinformation: manuel pour l'enseignement et la formation en matière de journalisme*. Série de l'Unesco sur la formation au journalisme. [En ligne]. Paris-Lausanne: United Nations Educational Scientific and Cultural Organization-Fondation Hirondelle [consulté le 31 mars 2021]

Boczkowski, P. J. et Mitchelstein, E. (2015). *The news gap: When the information preferences of the media and the public diverge*. Cambridge, Massachusetts: The MIT Press.

Caple, H. et Bednarek, M. (2013). *Delving into the discourse: Approaches to news values in journalism studies and beyond*. Oxford: Reuters Institute for the Study of Journalism. [En ligne]. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/our-research/delving-discourse-approaches-news-values-journalism-studies-andbeyond> [consulté le 7 décembre 2020]

Carcamo, C., Matza, M., Pierre-Pierre, G., Sacchetti, M. et Ritchin, A. (6 janvier 2014). *Covering immigrants & immigration: Tips from experts*. Dart Center. [En ligne]. <http://dartcenter.org/content/covering-immigrants-immigration-tips-from-experts> [consulté le 16 janvier 2019]

Chakraborty, A., Ghosh, S., Ganguly, N. et Gummadi, K. P. (2019). *Editorial versus audience gatekeeping: Analyzing news selection and consumption dynamics in online news media*. *IEEE Transactions on Computational Social Systems*, 6(4), 680-691. <https://doi.org/10.1109/TCSS.2019.2920000>

Charte d'Idomeni (n. d.). [En ligne]. <http://europeanjournalists.org/wp-content/uploads/2017/05/Charter-of-Idomeni-%CE%95%CE%9D.pdf> [consulté le 25 novembre 2020]

Charte de Rome (n. d.). *Code of conduct regarding asylum seekers, refugees, victims of trafficking and migrants*. Federazione Nazionale della Stampa Italiana. [En ligne]. <http://www.cartadiroma.org/wp-content/uploads/2014/10/CODE-AND-GLOSSARY-ENGLISH.pdf> [consulté le 25 novembre 2020]

Conley, D. et Lambie, S. (2006). *The daily miracle: An introduction to journalism* (3e éd.). Melbourne: Oxford University Press.

Constructive Institute (2020). [En ligne]. <https://constructiveinstitute.org/> [consulté le 7 décembre 2020].

Dell'Orto, G. (n. d.). The visible & invisible borders of migration: Journalism challenged. [Billet de blog]. Media Governance & Industries Lab blog at the University of Vienna. [En ligne]. <https://univienamedialab.wordpress.com/2017/01/11/the-visible-invisible-borders-of-migration-journalism-challenged/> [consulté le 23 décembre 2019]

Donsbach, W. (2004). Psychology of news decisions: Factors behind journalists' professional behavior. *Journalism: Theory, Practice & Criticism*, 5(2), 131-157. <https://doi.org/10.1177/146488490452002>

Eberl, J. M., Meltzer, C. E., Heidenreich, T., Herrero, B., Theorin, N., Lind, F., Berganza, R., Boomgaarden, H.G., Schemer, C. et Strömbäck, J. (2018). The European media discourse on immigration and its effects: a literature review. *Annals of the International Communication Association*, 42(3), 207-223. <https://doi.org/10.1080/23808985.2018.1497452>

European Federation of Journalists. (2016, November 28). 8 Tips for migration coverage. [Billet de blog]. Fédération européenne des journalistes. [En ligne]. <https://europeanjournalists.org/blog/2016/11/28/8-practical-tips-for-migration-coverage/> [consulté le 3 décembre 2019]

Ethical Journalism Network. (n. d.a). Ethical Guidelines for Migration Reporting: Five Point Guide for Migration Reporting. Ethical Journalism Network. [En ligne]. <https://ethicaljournalismnetwork.org/resources/infographics/ethical-guidelines-on-migration-reporting> [consulté le 30 juin 2018]

Ethical Journalism Network. (n. d.b). Ethical guidelines on migration reporting. Ethical Journalism Network. [En ligne]. <https://ethicaljournalismnetwork.org/resources/infographics/ethical-guidelineson-migration-reporting> [consulté le 25 novembre 2020]

Ethical Journalism Network. (n. d.c). The 5 principles of ethical journalism. Ethical Journalism Network. [En ligne]. <https://ethicaljournalismnetwork.org/who-we-are/5-principles-of-journalism> [consulté le 2 décembre 2019]

Fronista, P. et Papadopoulou, S. (2018). Down and out and wet and bedraggled: Navigating the emotional and ethical maelstrom of reporting from the crisis flashpoint of Idomeni. In Dell'Orto, G. & Wetzstein, I. (sous la direction de), *Refugee news, refugee politics: Journalism, public opinion and policymaking in Europe* (pp. 127-140). New York: Routledge.

Galtung, J. et Ruge, M. H. (2016). The Structure of Foreign News: The presentation of the Congo, Cuba and Cyprus crises in four Norwegian newspapers. *Journal of International Peace Research*, 2(1), 64-90. <https://doi.org/10.1177/002234336500200104>

Harcup, T. et O'Neill, D. (2017). What is news? News values revisited (again). *Journalism Studies*, 18(12), 1470-1488. <https://doi.org/10.1080/1461670X.2016.1150193>

HCR (n. d.b.). Glossary. [En ligne]. <http://www.issm.cnr.it/progetti/emigrazione/METADATA%20E%20GLOSSARI/UNHCR/GLOSSARY%20UNHCR.pdf> [consulté le 9 décembre 2020] Glossaire en français dans les rapports mondiaux annuels jusqu'à l'édition 2017 : Rapport mondial du HCR (2017). P. 238. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/gr2017/pdf/GR2017_French_Full_lowres_FR.pdf [consulté le 9 avril 2021]

International Centre for Migration Policy Development. (2016). How does the media on both sides of the mediterranean report on migration? Preliminary findings, draft conclusions and draft recommendations. Ethical Journalism Network. [En ligne]. https://cdn.ethicaljournalismnetwork.org/wp-content/uploads/2017/03/Draft_Migration_and_Media_Report.pdf [consulté le 26 juin 2018].

Ireton, C. & Posetti, J. (2018), *Journalisme, « fake news » & désinformation: manuel pour l'enseignement et la formation en matière de journalisme*. Série de l'Unesco sur la formation au journalisme. [En ligne]. Paris-Lausanne: United Nations Educational Scientific and Cultural Organization-Fondation Hironnelle [consulté le 31 mars 2021]

- Koelbl, S. (21 janvier 2018). What comes after war in Syria? Der Spiegel. [En ligne]. <https://www.spiegel.de/international/world/assad-s-victory-what-comes-after-war-in-syria-a-1188244.html> [consulté le 25 novembre 2020]
- Koelbl, S. (2017, December 28). Assad hat den Krieg gewonnen – und jetzt? Der Spiegel. [En ligne]. <https://www.spiegel.de/spiegel/syrien-das-assad-regime-hat-den-krieg-gewonnen-bis-zum-frieden-ist-es-noch-weit-a-1185131.html> [consulté le 25 novembre 2020]
- Lee, S. T. (2010). Peace journalism: Principles and structural limitations in the news coverage of three conflicts. *Mass Communication and Society*, 13(4), 361-384. <https://doi.org/10.1080/15205430903348829>
- Les Inspirations éco. (4 novembre 2019). Émigration irrégulière : À bord des zodiacs de la mort. Les Inspirations éco. [En ligne]. <https://leseco.ma/decryptages/347-enquete/81936-emigration-irreguliere%3E%20-a-bor%3E%20d-des-zodiacs-de-la-mort.html> [consulté le 7 décembre 2020]
- Machill, M. et Beiler, M. (2009). The importance of the internet for journalistic research. *Journalism Studies*, 10(2), 178-203. <https://doi.org/10.1080/14616700802337768>
- Mast, J., Coesemans, R. et Temmerman, M. (2019). Constructive journalism: Concepts, practices, and discourses. *Journalism*, 20(4), 492-503. <https://doi.org/10.1177/1464884918770885>
- Masterton, M. (2005). Asian journalists seek values worth preserving. *Asia Pacific Media Educator*, 16, 41-48. [En ligne]. <https://ro.uow.edu.au/apme/vol1/iss16/6> [consulté le 25 novembre 2020]
- McIntyre, K. et Gyldensted, C. (2018). Positive Psychology as a Theoretical Foundation for Constructive Journalism. *Journalism Practice*, 12(6), 662-678. <https://doi.org/10.1080/17512786.2018.1472527>
- Neuberger, C., Nuernbergk, C. et Rischke, M. (2009). “Googleisierung” oder neue Quellen im Netz? In Neuberger, C., Nuernbergk, C. & Rischke, M. (sous la direction de), *Journalismus im internet: Profession, Partizipation, Technisierung* (pp. 295-334). Wiesbaden: Springer VS.
- Nobel, C. (9 août 2018). 10 rules for reporting on war trauma survivors. *Journalist's Resource*. [En ligne]. <https://journalistsresource.org/tip-sheets/reporting/10-rules-interviewing-trauma-survivors/> [consulté le 25 novembre 2020]
- OIM (2019a). Termes clés de la migration. Organisation internationale pour les migrations. Genève. [En ligne] <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration> [consulté le 22 mars 2021]. Version anglaise : OIM (2019). Glossary on Migration. International Organization for Migration. Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf [consulté le 5 août 2019].
- OIM (2019b). État de la migration dans le monde 2020. Organisation internationale pour les migrations. Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2020_fr.pdf [consulté le 30 mars 2021]
- Osinski, J. [osinskije]. (9 août 2016). Choosing credible resources for research [Video]. YouTube. [En ligne]. <https://www.youtube.com/watch?v=VXHQ2y8FIUQ&t=308s> [consulté le 25 novembre 2020]
- Quinn, A. (2018). *Virtue ethics and professional journalism*. Cham: Springer.
- REM (2012). Glossaire 2.0 sur l’asile et les migrations : un outil pour une meilleure comparabilité. Réseau européen des migrations (Commission européenne). Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/european_migration_network/docs/emn-glossary-fr-version.pdf [consulté le 28 février 2021]. Version anglaise : EMN (2018), *European Migration Network Glossary 6.0*. Réseau européen des migrations. Bruxelles. [En ligne]. https://www.emn.at/wp-content/uploads/2018/06/emn-glossary-6-0_en.pdf [consulté le 28 février 2021].
- Rosling, H. (2018). *Factfulness, Saine habitude de fonder son opinion sur des faits*. Paris : Flammarion. Édition originale : *Factfulness: Ten reasons we’re wrong about the world and why things are better than you think*. Londres: Sceptre.
- Sasse E. (2018). The war on my phone – Lifeline to Syria. [Video]. Deutsche Welle. [En ligne]. <https://www.thewaronmyphone.com/> [consulté le 25 novembre 2020]

Schäfer, J.M. & Schlindwein, S. (3 mars 2019). Outsourcing border controls to Africa. [Video]. DW. [En ligne]. <https://www.dw.com/en/outsourcing-border-controls-to-africa/av-45599271> [consulté le 25 novembre 2020]

Schrøder, K. C. (2019). What do news readers really want to read about? How relevance works for news audiences. Oxford: Reuters Institute for the Study of Journalism. [En ligne]. <http://www.digitalnewsreport.org/publications/2019/news-readers-really-want-read-relevance-works-news-audiences/> [consulté le 25 novembre 2020]

Shapiro, I., Albanese, P. et Doyle, L. (2006). What makes journalism “excellent”? Criteria identified by judges in two leading awards programs. *Canadian Journal of Communication*, 31(2), 425-44. <https://doi.org/10.22230/cjc.2006v31n2a1743>

Swart, J., Peters, C. et Broersma, M. (2017). Navigating cross-media news use: Media repertoires and the value of news in everyday life. *Journalism Studies*, 18(11), 1343-1362. <https://doi.org/10.1080/1461670X.2015.1129285>

Terceros, B. A. (2018, November 6). How can we tell migrants’ stories better? Here are 10 ways. *Bright Magazine*. [En ligne]. <https://brightthemag.com/ways-to-tell-migrant-stories-better-journalism-caravanrefugees-immigration-journalism-c0d006dcaacd> [consulté le 7 décembre 2020]

Triandafyllidou, A. (2017). *Media Coverage on Migration: Promoting a Balanced Reporting*. OIM: Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/media_coverage_on_migration.pdf [consulté le 12 novembre 2019]

Vergeer, M. (2018). Incorrect, fake, and false. Journalists’ perceived online source credibility and verification behavior. *Observatorio Journal*, 12(1), 37-52. <https://doi.org/10.15847/obsOBS12120181126>

White, A. (2015). *Moving stories: International review of how media cover migration*. Ethical Journalism Network. [En ligne]. <https://ethicaljournalismnetwork.org/wp-content/uploads/2016/09/moving-storiesejn.pdf> [consulté le 26 juin 2018]



MODULE 11

La gestion des traumatismes dans le reportage sur les migrants et les réfugiés

Par Anna-Carina Zappe



FINALITÉS DU MODULE

- Comprendre la complexité des traumatismes.
- Encourager les participants à exercer un journalisme sensible aux traumatismes.
- Aider les participants à réfléchir à leur propre implication et à leur santé mentale.



OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

A la fin de ce module, les participants pourront :

- Identifier comment les traumatismes peuvent affecter les migrants et les réfugiés.
 - **OA de type affectif : Recevoir**
- Reconnaître qu'un journaliste peut être affecté par une implication personnelle.
 - **OA de type affectif : Recevoir**
- Expliquer comment les traumatismes et l'implication personnelle peuvent avoir un impact sur la couverture des migrants et des réfugiés en se référant à des éléments essentiels du traumatisme psychologique.
 - **OA de type cognitif : Comprendre**
- Travailler avec des migrants et des réfugiés et couvrir des sujets les concernant d'une manière sensible aux traumatismes axée sur le modèle TIIM et sur des mesures d'autoprotection.
 - **OA de type cognitif : Créer**

Aperçu

Les défis et les approches concernant la couverture des questions relatives aux migrants et aux réfugiés, abordés dans le chapitre précédent, sont ici élargis aux perspectives éthiques, psychologiques et personnelles. Couvrir des personnes qui fuient et migrent¹, qui ont vécu des événements douloureux ou qui vivent dans des camps, souvent dans des situations exécrables avec des pénuries de nourriture, de sanitaires ou de soins, constitue autant de défis nouveaux pour un journaliste. Interroger des migrants et des réfugiés ou faire des reportages à leur sujet représente un véritable enjeu tant pour son implication que pour sa santé. Ces deux aspects nécessitent une vraie réflexion. Des interlocuteurs traumatisés peuvent compliquer le déroulement des entretiens et une attention particulière doit donc être portée à un journalisme qui tient compte de ces traumatismes. En outre, les journalistes doivent réfléchir à leur propre implication et à leur santé mentale.

Pour comprendre les défis auxquels les journalistes sont confrontés dans le cadre d'un reportage sensible aux traumatismes, le terme « traumatisme » sera d'abord introduit et défini. Par ailleurs, il est important de se rappeler toute une série de lignes de conduite préconisées en

¹ Pour les définitions, veuillez consulter les glossaires recommandés dans le module 2 (REM, 2012 ; HCR, n. d. ; OIM, 2019).

reportage, du fait de cette dimension traumatique de la migration et du déplacement forcé. Enfin, des directives concernant l'implication personnelle et la santé mentale peuvent aider les journalistes à se préserver sur le terrain.



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (MÉMORISER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) :

Utilisez les brefs portraits du journal The Guardian (Tondo, 2019) pour une discussion en classe. Faites réfléchir les participants aux défis auxquels les journalistes sont confrontés lorsqu'ils font des reportages sur les personnes dépeintes dans l'article. Rassemblez les différents aspects et discutez-en lors de la séance de séminaire.

Le traumatisme psychologique

Les titres des articles d'actualité sur les migrants et les réfugiés sont flanqués du mot « traumatisme » : Migrants traumatisés, Expériences traumatisantes des réfugiés, Survivants du traumatisme. Mais le mot « traumatisme » a une signification particulière. Les journalistes doivent utiliser ce mot avec soin et précision (Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, 2020). Ceux qui connaissent le terme et sa définition savent en outre qu'il est pertinent dans le contexte des reportages sur les migrants et les réfugiés. Le terme « traumatisme » vient à l'origine du mot grec signifiant « blessure » et, comme l'indique Dass-Brailsford (2007, pp. 2 et 3), il « évoque une blessure physique et fait pendant à la blessure psychologique qui peut potentiellement suivre un épisode traumatique ». Le traumatisme physiologique désigne une maladie ou une blessure physique, tandis que le traumatisme psychologique fait référence à « des expériences qui mettent en danger la vie ou l'intégrité corporelle d'une personne » (Ford, 2009, p. 6).

Le terme « traumatisme » est souvent utilisé de manière indifférenciée et ses significations se sont brouillées. Si le mot peut décrire un événement, c'est-à-dire le fait traumatique, il peut aussi désigner la réaction traumatique à ce type d'événement. La signification en tant qu'événement comprend « l'expérience de l'individu pendant l'exposition au(x) facteur(s) de stress » (Ford et Courtois, 2009, p. 15). Compris comme une blessure psychologique, il est causé par un ou plusieurs événements traumatiques, dont l'extrême anxiété ou le sentiment d'impuissance qu'ils provoquent ont submergé l'individu (Seidler, 2013).

Le traumatisme individuel diffère d'une personne à l'autre même si « les réactions psychosociales au traumatisme n'ont pas énormément changé à travers le temps et les cultures » (Dass-Brailsford, 2007, p. 3). Les gens réagissent à des événements traumatiques similaires de façons

diverses et avec une variété de symptômes (Storr et al., 2007). Certaines personnes peuvent gérer le traumatisme, grâce à des filtres de protection. D'autres sont incapables d'y faire face, en raison de facteurs de risque (Ford, 2009). En outre, de nombreux événements peuvent entraîner une réaction traumatique. On distingue plusieurs types de situations traumatisantes, telles que les guerres ou les conflits, la violence physique, les agressions d'ordre sexuel (viol, maltraitance des enfants, abus sexuels), les accidents, les incendies ou les catastrophes naturelles (Perkonigg et al., 2001). Les psychologues font une distinction entre le type I, un traumatisme à incident unique, et le type II, un traumatisme complexe ou répétitif. Par exemple, le type I peut être un accident traumatique, une catastrophe naturelle ou une attaque terroriste ; le type II, un abus continu, une violence domestique, une guerre ou un génocide (Terr, 1995). Par ailleurs, le concept de traumatisme séquentiel implique la répétition constante de diverses situations stressantes. Ce type est abordé plus en détail dans le contexte de la migration et du déplacement forcé. Le traumatisme vicariant² est le traumatisme de ceux qui sont indirectement touchés par l'événement traumatique, comme les secouristes ou les journalistes (Palm et al., 2004). Ce type est abordé en détail dans le contexte de l'implication et de la santé mentale du journaliste plus loin dans ce module.



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (MÉMORISER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) :

Utilisez le texte et les sources ci-dessus pour concevoir un court exposé de 10 minutes. L'exposé doit traiter du « traumatisme » et de la signification des « traumatismes » et des « événements traumatiques » dans le contexte de votre culture/pays. L'idée est d'expliquer la portée psychologique du traumatisme par rapport aux réactions extrêmes.

Créez un petit test qui pose certaines des caractéristiques du traumatisme. Les questions à choix multiples, les vrais/faux ou les propositions de définition de termes font partie des tâches envisageables.

Traumatisme, migrants et réfugiés

La migration et le déplacement forcé peuvent être traumatisants. La définition du traumatisme s'applique à de nombreuses blessures psychologiques, qui peuvent être causées par un événement traumatique comme peuvent l'être la migration et le déplacement forcé. Il est prouvé que les migrants et les réfugiés présentent une prévalence accrue de troubles mentaux ; parmi les réfugiés et les demandeurs d'asile, l'augmentation des symptômes du syndrome de stress post-traumatique (SSPT) est corrélée à un nombre plus élevé de traumatismes (entre autres Carswell

² Il existe de nombreux termes pour désigner le traumatisme vicariant, par exemple traumatisme secondaire ou par procuration. Ils sont plus de vingt en langue anglaise (Lemke, 2013).

et al., 2011 ; Ford, 2009 ; Steel et al., 2009). Quelques rapides exemples de statistiques descriptives illustrent cette prévalence :

- Dans une étude sur la comorbidité psychiatrique et l'état de santé des réfugiés qui ont fui la guerre en Bosnie-Herzégovine pour vivre en Croatie, 39 % des personnes interrogées ont déclaré des symptômes correspondant aux critères de la dépression, 26 % à ceux du SSPT et 21 % des symptômes de comorbidité pour ces deux troubles (Mollica et al., 1999).
- Une étude sur l'expérience traumatique et les conditions de santé mentale parmi les migrants de la République populaire démocratique de Corée du Nord (« réfugiés alimentaires ») en Chine montre des SSPT (56 %) et des scores supérieurs aux normes pour l'anxiété (90 %) et la dépression (81 %). Les migrants ont rapporté un nombre moyen de 12 événements traumatiques (Lee et al., 2001).
- Une revue systématique des enquêtes sur les pathologies au sein des populations générales de réfugiés dans les pays occidentaux révèle des taux de SSPT de 9 % et de dépression majeure de 5 %, avec un degré élevé de comorbidité (Fazel et al., 2005).
- Sur la base des listes de symptômes qu'ils ont eux-mêmes déclarés, les migrants d'Amérique centrale, en particulier du Honduras, du Salvador et du Guatemala, interrogés à la frontière américaine au Texas, remplissent les critères diagnostiques du SSPT (32 %), de la dépression (24 %) ou d'une combinaison des deux (17 %). Les résultats suggèrent que les problèmes de santé mentale sont des réactions à la violence et à la persécution (Keller et al., 2017).

Par conséquent, bien que les pourcentages de SSPT chez les migrants et les réfugiés varient, ils sont plus susceptibles, selon toute vraisemblance, de souffrir de troubles traumatiques. Une étude comparant la santé mentale de différents groupes d'immigrés et de résidents natifs en Suisse montre que les répondants de chaque groupe étudié remplissent les critères du SSPT selon les taux de fréquence suivants : demandeurs d'asile (54 %) ; réfugiés (41 %) ; « migrants illégaux » (6 %), travailleurs migrants (17 %) ; résidents suisses natifs (8 %). Ces taux peuvent conduire à la conclusion que la résidence et/ou la raison du départ du pays d'origine constituent en eux-mêmes des facteurs de risque (Heeren et al., 2014). Une équipe de recherche brésilienne a montré que « [l]a prévalence du SSPT chez les migrants est très élevée (47 %), en particulier chez les réfugiés, qui en font l'expérience à un taux près de deux fois supérieur à celui des travailleurs migrants » (Bustamante, et al., 2018). Le taux de prévalence du SSPT chez les victimes de torture est de 50 à 70 % (van Velsen et al., 1996).

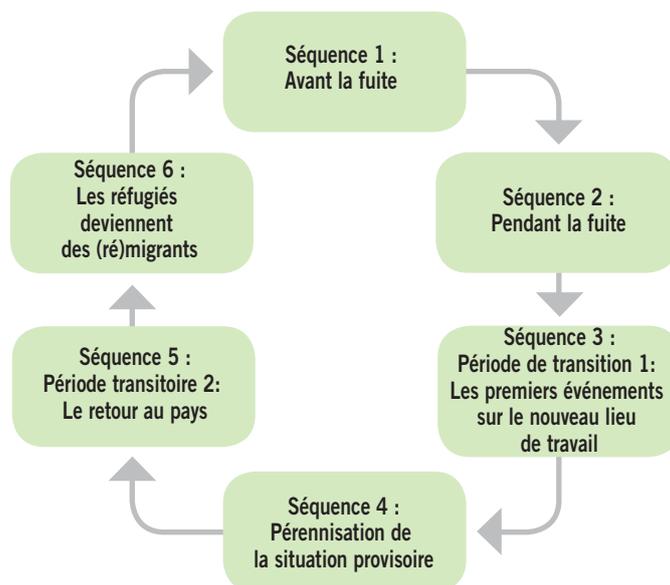
Une spécificité du processus traumatique des réfugiés tient au fait que, souvent, on peut supposer qu'il ne s'agit pas d'un traumatisme unique, mais plutôt séquentiel. Dans ce cas, divers événements traumatiques se produisent dans un enchaînement particulier (Becker, 2014 ; Keilson, 1979 ; Zimmermann, 2012). Des études (entre autres Marshall, 2005 ; Mollica et al., 1998 ;

Mollica et al., 1999) « ont montré que les réfugiés et les personnes touchées par la guerre et les violations flagrantes des droits humains vivent une grande variété et un nombre élevé d'événements traumatiques » (Carswell et al., 2011, p. 107). Les migrants et les réfugiés connaissent souvent un traumatisme séquentiel.

La figure 31, basée sur Zimmermann (2012), pourrait être appliquée aux situations actuelles : Au moment de la rédaction de ce module (2020) – les personnes fuyant la guerre et les conflits en Irak, en Syrie, au Soudan du Sud ou en RDC peuvent avoir vécu de nombreux événements extrêmement stressants, tout comme d'autres personnes fuyant la terreur, comme les Nigériens brutalisés par Boko Haram, ou encore la persécution et les violations des droits humains telles que la torture (voir module 3). Le point commun entre toutes ces personnes est que le premier événement traumatique a eu lieu avant leur fuite. Avant d'être forcées à fuir, elles ont peut-être perdu des amis et/ou des parents, vu la mort autour d'elles et fait l'expérience de l'emprisonnement, de la torture, de la perte de leurs biens, de la faim, de la malnutrition, de l'agression physique, de la peur extrême, du viol et de la perte de leurs moyens de subsistance. Dans l'étude susmentionnée examinant l'exposition aux traumatismes avant la migration des familles et des individus arrivés à la frontière américaine en provenance d'Amérique centrale, 83 % citent la violence comme raison de leur fuite (Keller et al., 2017). Mais il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau. En 1998, par exemple, dans le cadre d'une étude australienne, des demandeurs d'asile, des réfugiés et des immigrants d'origine tamoule déclaraient que le traumatisme antérieur à la migration était « l'exposition à une mauvaise santé sans soins médicaux, le manque d'abri, le fait d'être proche de la mort, la séparation forcée des membres de la famille et le meurtre ou la mort non naturelle d'autres personnes » (Silove et al., 1998, p.179).

L'événement traumatique ultérieur est celui de la fuite, qui peut durer des jours, des mois, voire des années, et peut également infliger des traumatismes aux réfugiés, mais aussi aux migrants, qui voyagent pour de nombreuses raisons. Au cours de cette période, les personnes sont souvent séparées des membres de leur famille ou de leurs amis, volées, forcées de se faire du mal ou de se tuer, assistent à des actes de torture ou à des meurtres, et/ou perdent des membres de leur famille ou des amis qui voyageaient avec elles. En outre, elles peuvent ne pas savoir où elles se trouvent pendant un certain temps, avoir perdu leur orientation ou endurer des conditions environnementales extrêmement difficiles. Par exemple, un rapport du HCR et du Centre de migration mixte du Conseil danois pour les réfugiés montre que des milliers de réfugiés et de migrants meurent et subissent de graves violations des droits humains lors de leur voyage vers la côte méditerranéenne africaine et de l'Afrique de l'Ouest à l'Afrique de l'Est (Breen, 2019).

Figure 31 : Séquence de six événements traumatiques potentiels dans le contexte de la migration et du déplacement forcé



Source : Illustration originale. Basée sur Zimmermann (2012)

Dans les pays de transit et de destination, qui peuvent ne pas être des lieux choisis par le migrant ou le réfugié, les personnes vivent un autre épisode. Ils doivent s'adapter à un nouveau lieu, à une nouvelle langue et à de nouvelles conditions de vie. Souvent, leur statut n'est pas réglé et ils ne savent pas s'ils seront autorisés ou non à rester dans le pays d'accueil. Pendant cette période, leur statut incertain peut devenir chronique : Le caractère provisoire de la situation laisse les migrants et les réfugiés dans un état d'insécurité permanent. Le camp grec de Moria, où les résidents transitoires attendent depuis des années, dans des conditions particulièrement difficiles, que leur statut précaire évolue, en est un exemple extrême au moment de la rédaction de ce module. Des études réalisées au cours des dernières décennies montrent que les conséquences de telles conditions peuvent être stressantes. Des chercheurs allemands ont interrogé des adolescents dans des centres d'hébergement et ont découvert que les conditions de vie actuelles (et passées) des jeunes réfugiés étaient extrêmement stressantes. Pour les adolescents, les causes incluent les changements dans les structures familiales ainsi que l'inversion des rôles traditionnels au sein de la famille, par exemple la question de savoir quels membres de la famille s'occupent de la correspondance officielle (Gavranidou et al., 2008).

De surcroît, pour certains migrants et réfugiés, le traumatisme se poursuit s'ils doivent retourner dans leur pays d'origine. Selon Eurostat (2019), de 2015 à 2019, environ 2 millions de demandes d'asile ont été rejetées par les États membres de l'Union européenne (UE). Le voyage de retour peut être traumatisant. Qu'il s'agisse du menottage, de la séparation d'avec les nouveaux

amis ou la famille proche dans le pays d'accueil ou encore de la crainte de ce que sera l'avenir dans le pays d'origine – l'éventail des événements potentiellement traumatisants est large.



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ANALYSER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) :

Présentez aux participants les extraits de films suggérés, qui montrent des migrants ou des réfugiés potentiellement traumatisés et les différentes causes de ce processus. Demandez aux participants – avant de montrer les séquences – de prêter attention à ce que les migrants ou les réfugiés racontent et à ce qui est dit sur la migration, le déplacement forcé et le traumatisme dans les films. Invitez-les également à se demander dans quelle mesure l'expérience correspond à la définition d'un événement traumatique, à savoir une menace existentielle qui excède parfois les capacités de défense.

1. « *Remodeler le traumatisme des enfants réfugiés à Lesbos* » (Reshaping the Trauma of Refugee Children in Lesbos; National Geographic, 2018), séquence : 00:00-00:15
2. « *Réfugiés à Lesbos* » (Refugees on Lesbos; Sallet, 2017), séquence : 02:16-02:26
3. « *Externalisation des contrôles frontaliers en Afrique* » (*Outsourcing border controls to Africa*; Schäfer et Schindwein, 2019), séquence: 20:10-21:20

Utilisez le support du film pour lancer la discussion. Discutez des résultats et des impressions. Dans ce contexte, introduisez le terme de « traumatisme séquentiel ».

Enfin, les migrants et les réfugiés redeviennent migrants lorsque, retournés dans leur pays, ils choisissent de répéter le cycle. Risquant d'avoir déjà tout abandonné en partant, ils n'ont parfois plus aucune base pour vivre à leur retour. Ils peuvent aussi être socialement isolés de leurs familles et de leurs compatriotes (Zimmermann, 2012). Le retour au pays les mains vides peut être perçu comme un fiasco aux yeux de ceux qui sont restés au pays (Pujol-Mazzini, 2019). Ce traumatisme peut les inciter à prendre le risque de réitérer le processus.

Migrants et réfugiés : savoir interroger, savoir relater

Comme cela a déjà été évoqué dans les modules précédents, il est important non seulement de parler des migrants et des réfugiés, mais aussi de parler avec les migrants et les réfugiés. Parfois, les entretiens sont publiés ou diffusés dans leur intégralité, parfois ce sont des citations qui sont incluses dans le cadre d'un reportage. À chaque fois, cependant, les journalistes sont tenus de partir à leur rencontre, de leur parler, de leur poser des questions. Un examen de l'actualité en Europe depuis 2015 a révélé que de telles interviews et de tels reportages étaient monnaie courante (voir module 4). Examinons un autre cas : rappelez-vous la photo

d'Óscar Alberto Martínez Ramírez et de sa fille, Valeria, qui n'avait pas encore deux ans. Ils se sont noyés à la frontière américano-mexicaine, comme cela a été rappelé dans le module 5. De nombreux médias ont diffusé une vidéo de la mère d'Óscar, Rosa Ramirez, pleurant éperdument et racontant le dernier contact avec son fils et les poupées de sa petite-fille, tandis que des flashes crépitent tout autour. Dans une interview, Rosa Ramirez a raconté, les larmes aux yeux, ce qu'elle a ressenti lorsque son fils et sa petite fille ont entrepris le voyage et comment elle se sentait maintenant dans sa maison sans eux. Les journalistes ont posé plusieurs questions – de manière un peu obsessionnelle – à Rosa (entre autres : Renteria, 2019 ; Thebault et al., 2019 ; BBC News, 2019). On sait parfaitement que ce genre de questionnement peut remuer des souvenirs traumatisants. Cet aspect s'applique bien entendu non seulement à la mère d'un migrant décédé et de son enfant, mais à tous les migrants et réfugiés. Il est donc essentiel de réfléchir aux questions les plus appropriées à poser à des migrants et des réfugiés potentiellement traumatisés ou à leur famille (entre autres : Hanaford et al., 2016 ; McMahan et al., 2014).

Le Dart Center for Journalism and Trauma (Dart Center), à la fois centre de ressources et groupe de réflexion pour les journalistes qui couvrent des événements potentiellement traumatisants dans le monde entier, a publié un DVD pédagogique également disponible en ligne à destination des journalistes en activité et des étudiants qui souhaitent apprendre les techniques pour un reportage éthique, sensible et fidèle sur les victimes et les survivants de traumatismes en général. Dans cette vidéo, sept familles, frappées par un drame, racontent la meilleure façon de considérer de manière déontologique des personnes qui se retrouvent au centre de l'attention des médias. La vidéo est disponible en anglais et en espagnol (Dart Center, 2014)³.

Dans des entretiens aussi intimes, ce n'est pas seulement au choix des questions que le journaliste doit veiller. Il doit aussi faire attention à son attitude, à son comportement et à sa posture. La responsabilité première d'un journaliste porte sur l'individu qui lui fait face : le migrant, le réfugié, la personne interrogée, qui seront les protagonistes de son récit. Or, certains journalistes agissent davantage comme des « touristes de la catastrophe que comme des envoyés spéciaux de la migration », comme l'a déclaré en 2016 la rédactrice en chef du quotidien italien *La Stampa*, Anna Masera (Albeau, 2016). En se concentrant sur la souffrance des migrants et des réfugiés et en les interviewant sans tenir compte de leurs émotions et de leur santé mentale, ils apparaissent davantage comme des oiseaux de malheur que comme des reporters honorables et professionnels. Afin de ne pas agir comme des « touristes de la catastrophe », les journalistes doivent adapter leur posture à chaque rencontre spécifique. La personne interrogée est-elle une « victime », incapable de changer sa situation ? Ou un « survivant », qui a surmonté une circonstance difficile ? Les réponses à ces questions sont utiles pour les entretiens (Nobel, 2018). Mais elles peuvent également nécessiter d'ajuster son comportement, le ton de sa voix, sa technique de questionnement et son regard sur les événements.

3 D'autres informations générales sur le thème du reportage sur les traumatismes peuvent être trouvées, par exemple, chez Healey (2019), qui est un journaliste chevronné de la BBC, ou chez Simpson et al. (2006). Roger Simpson a travaillé comme journaliste pour le *Wall Street Journal* et le *Detroit Free Press* et a été le directeur et fondateur du Dart Center.

Qui plus est, les journalistes devraient se questionner sur la façon d'éviter de victimiser des personnes déjà traumatisées. Par exemple, au cours d'un entretien, un détail banal peut déclencher des flashbacks ou d'autres souvenirs perturbants, et les journalistes doivent laisser aux personnes interrogées le temps de récupérer (Hanaford et al., 2016). De manière générale, les journalistes ne doivent pas oublier que leurs interlocuteurs ne sont pas des professionnels qui relatent sobrement des faits, mais des personnes qui sont, au moins potentiellement, traumatisées.

« Un journaliste doit faire tout son possible pour donner un certain contrôle à la personne interrogée et celle-ci doit comprendre qu'elle n'est pas obligée de répondre aux questions auxquelles elle ne veut pas répondre, et qu'elle peut mettre fin à l'entretien à tout moment. Il est important de répéter cela car des personnes traumatisées peuvent avoir du mal à faire confiance aux autres » (Hanaford et al., 2016).

L'auteurice de ces propos s'appelle Katy Robjant. Elle est consultante en psychologie clinique et intervenait pour le Dart Center à propos de la couverture des migrants et des réfugiés (Hanaford et al., 2016). Il vaut mieux parfois que le journaliste soit précis, plutôt qu'il se contente de questions ouvertes. Ainsi, le migrant ou le réfugié interrogé peut partager toutes les informations qu'il ou elle souhaite, sans se sentir forcé de partager des détails auxquels il ou elle ne veut même pas penser (Hanaford et al., 2016). Une liste de règles que les journalistes doivent suivre lorsqu'ils interrogent des survivants de traumatismes, établie par The Journalist's Resource⁴, souligne également qu'ils « ont la responsabilité de faire tout ce qu'ils peuvent pour éviter d'exposer la personne interrogée à d'autres abus et pour éviter de saper sa réputation dans la communauté » (Nobel, 2018). Par conséquent, les journalistes doivent être conscients que les migrants et les réfugiés peuvent souhaiter réagir à certaines parties du reportage (si possible) avant sa diffusion, car cela peut réduire l'impact et le traumatisme éventuel de leur exposition publique (Nobel, 2018).

Plusieurs guides et publications⁵ pour la conduite d'entretiens respectueux des traumatismes informent les journalistes sur la manière de (ré)agir lors des entretiens. Nous avons compilé les normes suivantes pour interroger des migrants en tenant compte des traumatismes, normes que nous désignerons par leur acronyme anglais TIIM – Trauma Informed Interviews with Migrants (voir Figure 32, à partir des guides adéquats (Dart Center, 2011 ; Hanaford et al., 2016 ; Hight et Smyth, 2009 ; Nobel, 2018). Ceux-ci encouragent la prise de conscience que le migrant ou le réfugié interrogé peut être traumatisé ou avoir des problèmes de santé mentale analogues.

4 The Journalist's Resource, basé au Shorenstein Center on Media, Politics and Public Policy de Harvard, a édité une liste de normes que les journalistes doivent suivre lorsqu'ils interviewent des survivants de traumatismes. La liste provient de *The War Horse*, une publication de presse à but non lucratif qui couvre la guerre, les traumatismes et les sujets liés aux vétérans (Nobel, 2018).

5 Outre The Journalist's Resource (voir note précédente) on peut citer l'ensemble des règles de conduite que le Dart Center a établies pour les entretiens avec des survivants de traumatismes (Hight et Smyth, 2009). En outre, l'entretien du Dart Center intitulé « Reporting on Refugees: Tips on Covering the Crisis » (Le reportage sur les réfugiés : conseils pour couvrir la crise ; Hanaford et al., 2016) et l'article « Working With Victims and Survivors » (Travailler avec des victimes et des survivants ; Dart Center, 2011) fournissent également des règles pour les journalistes.

Interroger des migrants en tenant compte des traumatismes (TIIM)

1. La préparation – Préparer minutieusement les interviews. Outre les compétences requises (par exemple, les techniques d'interview) et la compréhension de la législation sur l'immigration, des statistiques sur les migrants et les réfugiés ainsi que du contexte migratoire, les journalistes doivent être conscients des aspects liés aux traumatismes. Si les journalistes sont au courant de la présence potentielle de traumatismes et qu'ils se sont informés à ce sujet, ils ont fait un grand pas pour se préparer. Soyez conscient des facteurs potentiels de genre, de langue, de classe, de culture ou de nationalité qui peuvent peser dans l'implication des deux parties.

2. L'identification – Soyez honnête et transparent dès le début. Avant de poser les premières questions, les journalistes doivent se présenter et expliquer leur rôle : « Je m'appelle Untel et je souhaite faire un reportage sur la migration pour le magazine Untel. » Le journaliste peut être confronté à une réaction brusque et peu délicate. Mais il ne doit surtout pas y répondre de la même manière et garder à l'esprit que cette réaction est peut-être due à un traumatisme. Si une personne qu'on souhaite interroger n'accepte pas l'entretien, on peut lui laisser une carte de visite et lui proposer d'en parler plus tard.

3. L'explication – Gardez à l'esprit que vos interlocuteurs sont rarement des experts des médias. Les journalistes doivent savoir que les migrants ou les réfugiés peuvent provenir d'une culture médiatique différente de la leur. Ils doivent essayer d'expliquer le processus de traitement de l'information dans leur région et la manière dont leur histoire et/ou leurs images sont susceptibles d'être utilisées. Les journalistes doivent également expliquer que le matériel peut être modifié avant ou après la publication, qu'il peut être utilisé plusieurs fois ou qu'il peut ne pas être utilisé du tout. Par-dessus tout, les journalistes doivent s'abstenir de faire supporter à des victimes d'abus la charge supplémentaire d'un contrat (exclusif). Les accords avec les médias sont relativement inconnus de la plupart des gens et négocier un tel contrat – surtout pour une personne traumatisée – peut être un véritable tourment.

4. Le respect – Traitez toujours les personnes interrogées avec dignité. Les journalistes doivent respecter le droit des migrants et des réfugiés à ne pas être interviewés, filmés et/ou photographiés. Cela signifie que les personnes doivent toujours être prévenues à l'avance. Les migrants ou les réfugiés traumatisés peuvent ne pas être en mesure d'être interviewés, filmés ou photographiés. Ils peuvent également ne pas être en état de donner un consentement éclairé à une demande d'entretien. Les journalistes doivent en tenir compte. Les personnes souffrant de situations traumatiques peuvent ne pas vouloir parler de leurs épreuves mais le faire sur d'autres sujets. Les journalistes ne doivent pas faire pression sur ces personnes pour qu'elles accordent une interview, au prétexte que cela aiderait les autres.

5. Le cadre – Il est important de ménager un espace protégé pour l'entretien. Les personnes traumatisées ont besoin de parler de leur(s) traumatisme(s) sans être écoutées ou dérangées. En outre, les journalistes doivent s'efforcer de donner un certain contrôle aux personnes interrogées. Favoriser une atmosphère dans laquelle les migrants ou les réfugiés comprennent qu'ils ne sont pas obligés de répondre à toutes les questions ou de raconter des détails (traumatiques) et que l'entretien peut être interrompu à tout moment s'ils ne veulent plus parler.

6. Les mots – Faites attention au choix de vos mots. Les journalistes ne doivent pas feindre la compassion mais utiliser des termes bienveillants. La phrase de réconfort comme « Je suis désolé de ce qui vous est arrivé » plutôt que le brusque « Comment vous sentez-vous ? ». Les journalistes doivent également éviter de dire « Je comprends ce que vous ressentez ». Aussi bien préparés soit-on, on ne « comprend » pas ce qu'un migrant ou un réfugié traumatisé a vécu. En outre, les journalistes devraient préférer le terme « survivant » à celui de « victime ». Les migrants ou les réfugiés ne sont pas des « victimes », sauf s'ils se décrivent eux-mêmes avec ce mot. De plus, le vocabulaire du blâme doit être évité : on doit éviter de poser des questions du type « pourquoi », se faire « l'avocat du diable » ou suggérer que la personne interrogée aurait pu (ré)agir d'une autre manière, car les réfugiés ou les migrants pourraient en éprouver de l'auto-accusation, de la culpabilité ou de la honte.

7. Le temps – Prenez suffisamment de temps pour l'entretien. Le vécu (potentiellement traumatique) des migrants ou des réfugiés est très intense et personnel. Les journalistes doivent donc passer suffisamment de temps avec eux pour gagner leur confiance. Cela signifie qu'ils ont également besoin de temps pour écouter – activement et sans porter de jugement. Avec le temps, la personne interrogée peut être plus encline à révéler des aspects sur lesquels les journalistes ne l'auraient pas interrogée.

8. La réaction – Soyez prêt à réagir aux chocs émotionnels : Au cours d'une interview, les journalistes peuvent mentionner par inadvertance un détail qui déclenche un flashback ou d'autres souvenirs stressants. La personne interrogée peut perdre ses moyens, s'effondrer émotionnellement ou prendre ses distances. Si une réaction traumatique survient, il faut donner au migrant ou au réfugié le temps de se remettre. Voici un conseil : « Essayez de rester calme et d'éviter les réactions imprévisibles » (Hannaford et al., 2016). Les journalistes doivent proposer leur aide, rassurer les migrants ou les réfugiés sur le fait qu'il sont à présent en lieu sûr, dans un cadre protégé et leur rappeler qui ils sont. Au bout d'un moment, lorsque la personne interrogée a rassemblé ses esprits, il est possible de demander : « Etes-vous prêt à poursuivre l'entretien ? » ou bien de l'interrompre au cas où elle resterait bouleversée.

Figure 32 : La méthode TIIM – points clés à retenir


Source : Compilation des recommandations du Dart Center (2011), Hanaford et al. (2016), Hight et Smyth (2009) et Nobel (2018). Illustration originale.

Après un entretien avec des migrants ou des réfugiés, les journalistes doivent se demander si quelque chose a changé pour les personnes interrogées du simple fait de cet échange. Ils doivent se demander qui pourrait s'occuper des personnes interrogées. Si l'entretien a été émotionnellement éprouvant, il est important de ne pas les laisser seuls. Dans le même temps, une question majeure se pose : comment gérer le désir de contact personnel ? Comment faire face au désir des migrants ou des réfugiés d'être aidés ? Il convient de les soutenir afin qu'ils puissent trouver des réponses personnelles à ces questions. Certains de ces aspects renvoient aux questions de l'implication personnelle du journaliste et de sa santé, abordées plus loin. Par ailleurs, il est essentiel de laisser la possibilité aux sources – surtout lorsqu'elles séjournent illégalement dans un pays – de rester anonymes, c'est-à-dire décider elles-mêmes si elles veulent ou non que leur nom apparaisse dans les médias. Lors de la rédaction d'un article ou de la production d'un reportage, les journalistes doivent se conformer aux souhaits des personnes interrogées. Cela s'applique également si, avant la publication, les migrants ou les réfugiés décident de ne plus être identifiés ou de ne plus faire l'objet du reportage (Carcamo et al., 2014).

En outre, les reportages éthiques sensibles aux traumatismes appliquent bien sûr les lignes directrices déjà abordées dans le module 10 : vérifier les sources et les faits, équilibrer la formulation et la perspective afin que la publication n'ait pas d'impact négatif sur des migrants ou des réfugiés déjà traumatisés. Les journalistes doivent tenir compte du fait que, lorsqu'ils parlent pour la première fois à un migrant ou à un réfugié, la personne peut être confuse ou distraite.

Une double vérification des informations peut garantir leur exactitude (Hight et Smyth, 2009). Il est arrivé que des personnes ayant subi un traumatisme et ayant fait l'objet d'une couverture médiatique se plaignent ensuite d'articles présentant des faits déformés, par exemple des noms mal orthographiés, des âges ou des chronologies d'événements et de dates incorrects (Simpson et al., 2006).



SUGGESTION D'EXERCICE INTERACTIF PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (CRÉER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) :

Pour entraîner les participants à la rencontre et l'interview de migrants, utilisez les exemples de jeux de rôle fournis. Ensuite, laissez les étudiants parler de leurs expériences personnelles pendant le jeu. Distribuez la liste des règles à respecter lors d'entretiens avec des migrants et des réfugiés (TIIM) et discutez-en. Pour aborder les compétences affectives de réponse, laissez les participants répéter la situation d'interview- cette fois, ils doivent s'en tenir aux nouvelles règles.

Matériel pour le jeu de rôle :

Les règles : Formez des groupes de quatre à six participants. Un participant doit jouer le rôle d'un réfugié, les autres celui de journalistes. Distribuez les rôles prévus et donnez aux participants un court laps de temps pour lire leur rôle. Dites-leur qu'ils vont disposer de 15 minutes pour le jeu de rôle proprement dit.

Rôle d'un journaliste : Votre travail consiste à faire un reportage sur la situation personnelle d'un réfugié dans le camp. Pourquoi a-t-il/elle quitté son pays ? Qu'a-t-il/elle vécu ? Quelle a été sa pire expérience ?

Le résultat de l'interview doit inclure des citations directes et, bien sûr, une photo de la personne.

Rôle d'un réfugié : Jetez un œil au module 2 et inspirez-vous des témoignages existants (Infomigrants, 2020 ; OIM, 2017 ; Médecins Sans Frontières, 2019). On y trouve des descriptions d'histoires personnelles de migrants et de réfugiés.

Proposez aux acteurs du jeu de rôle d'imaginer une histoire pour leur personnage.



ALTERNATIVE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ANALYSER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) :

Montrez aux participants les vidéos proposées par le Dart Center « Trauma-Informed Interviewing : Techniques from a Clinician's Toolkit » (« L'interview adaptée aux traumatismes : techniques de la boîte à outils d'un clinicien » ; Porterfield, 2019) et discutez ensuite des directives individuelles pour les entretiens adaptés aux traumatismes.

La santé mentale des journalistes qui couvrent les migrants et les réfugiés

Les journalistes, eux-aussi, peuvent être bouleversés en reportage (Feinstein et Storm, 2017). Un traumatisme indirect peut déjà se produire lorsqu'un journaliste se fait raconter les détails d'un événement traumatique – même à distance, et sans impressions sensorielles directes du choc vécu (Association américaine de psychiatrie, 2013). Ainsi, un traumatisme présenté uniquement verbalement peut infliger à ceux qui l'écoutent des souvenirs obsédants similaires à ceux développés après l'expérience d'un événement traumatique (Krans et al., 2010). Par conséquent, les symptômes d'un traumatisme peuvent se transférer aux secouristes, aux proches ou aux journalistes. Les reporters peuvent être choqués en parlant à des migrants ou des réfugiés traumatisés. Une analyse de plusieurs études sur le journalisme et le SSPT montre qu'il existe des facteurs de risque spécifiques au métier de journaliste, par exemple des expériences traumatiques dans l'histoire personnelle, la gravité de l'exposition au traumatisme, un faible niveau de soutien social et professionnel ou une expérience professionnelle réduite⁶. L'analyse montre également qu'il existe des stratégies d'adaptation, par exemple le soutien social et l'instauration d'une distance professionnelle par rapport aux événements traumatiques – ce dernier point peut également être compris comme un symptôme de dissociation (Weidmann, 2008). L'exemple de Simon Shuster, reporter pour Time Magazine, le magazine basé à New York est un bon exemple de la façon dont les journalistes qui couvrent les migrants et les réfugiés ressentent le poids des événements : il raconte son expérience dans le camp de réfugiés d'Idomeni dans le nord de la Grèce : « C'était assez choquant pour moi quand je suis arrivé là-bas et que j'ai vu les conditions – il y avait de nombreuses scènes qui étaient très difficiles à regarder » (Scott, 2016). Will Vassilopoulos, un journaliste grec qui travaille pour l'Agence France-Presse, a décrit la situation à Lesbos (Grèce) en 2016 comme « sinistre » et « horrible » (Feinstein et Storm, 2017, p. 21). Ces impressions peuvent ne pas rester sans conséquences.

Outre le SSPT ou la dépression, les journalistes couvrant les réfugiés et les migrants pourraient également être affectés par un préjudice moral (Feinstein et al., 2018), défini comme la violation flagrante par soi-même des normes morales ou éthiques. Cela peut également survenir lorsqu'on est le témoin (in)direct d'un mauvais comportement (Stein et al., 2012). « [L]e préjudice moral chez les journalistes couvrant la crise des réfugiés est associée au fait d'être parent, de travailler seul, de ne pas avoir été exposé à la guerre auparavant, d'une augmentation récente de la charge de travail, de la conviction que le soutien organisationnel fait défaut et d'un faible contrôle des ressources nécessaires à ce reportage » (Feinstein et al., 2018, p. 4). Une association qui fait sens peut également être trouvée entre culpabilité et préjudice moral. Les journalistes qui ont travaillé sur des histoires de migrants et de réfugiés proches de chez eux, ou qui ont décidé d'aider les migrants – au lieu de faire un reportage sur eux, mais en restant dans leur rôle de journaliste – se sentent plus coupables (Feinstein et al., 2018). Il y a de nombreux conflits moraux, qui peuvent amener les journalistes à se sentir responsables du bien-être de

⁶ Mais une vie professionnelle plus longue entraîne aussi une accumulation d'expériences traumatiques (Weidmann, 2008).

leurs interviewés ou des sujets qu'ils couvrent et qui peuvent les faire entrer dans un conflit de rôle, comme le cas mentionné plus haut de Simon Shuster, qui a décrit qu'il était la plupart du temps passé en mode civil et qu'il avait aidé des gens. Il a appelé cela « une évaluation constante où vous devez vraiment vous arrêter et réfléchir » sur ce qu'est l'obligation primordiale – soit de faire du reportage, soit de faire de l'humanitaire (Scott, 2016). Cela ressemble également à l'affaire impliquant un réfugié syrien, qui suppliait le journaliste Jess Hurd de l'aider, en disant « Tire-moi dessus, ou mets-moi dans ton coffre » (Hurd, 2015). De même, le réfugié qui a abordé en furie la journaliste allemande Raniah Salloum, pour lui reprocher d'être incapable d'arrêter la violence policière contre les réfugiés (Hanaford et al., 2016).

Cela signifie également que les journalistes doivent toujours être conscients de leur propre rôle dans le contexte des événements : qui suis-je ? Un secouriste ou un journaliste ? Quelles sont les tâches que j'effectue et à quel rôle sont-elles associées ? Qu'est-ce qui dépasse mes attributions ? À partir de quand l'action et l'aide humanitaire deviennent-elles une nécessité ? « [L]es données fournissent des indications préliminaires montrant que le préjudice moral serait moins susceptible de faire surface chez les journalistes s'ils comprennent ce qu'est leur rôle professionnel et ne brouillent pas les limites de ce qu'ils sont censés faire » (Feinstein et Storm, 2017). Le cas du journaliste Fredrik Örnevall montre à quel dilemme un journaliste peut être confronté : Örnevall, son caméraman et son interprète ont fait passer clandestinement un enfant réfugié en Suède depuis la Grèce alors qu'ils y réalisaient un documentaire télévisé, diffusé en 2015. Örnevall a comparu devant la justice, où il a témoigné que s'il n'avait pas aidé ce garçon, cela l'aurait hanté à jamais (Crouch, 2017)⁷. Alice Petrén, envoyée spéciale en charge des questions de migration pour la radio suédoise, a effectué un reportage sur une famille originaire d'Afghanistan en Europe du Sud. Elle leur a donné trois fois de suite une petite somme d'argent de sa poche. Mais elle a ensuite changé d'avis. Elle a expliqué :

« Elle m'a écrit pour me demander plus d'argent et je lui ai dit : “Je suis une journaliste, pas une militante.” Je ne peux pas franchir à nouveau cette frontière. Je l'ai fait parce que je ressentais beaucoup pour cette famille, mais ensuite j'ai réalisé que ce n'était pas une si bonne idée parce que cela suscite des attentes et je ne peux pas être à la hauteur de ces attentes, et donc que je ferais mieux d'arrêter. » (Feinstein et Storm, 2017, p. 27)

La journaliste Sofia Papadopoulou a proposé d'aider un couple dans le camp d'Idomeni en Grèce : « J'ai compris à ce moment-là qu'il est très difficile de se conformer aux règles journalistiques strictes enseignées à l'école, et qu'aucune expérience de terrain ne peut être comparée à ce qu'on apprend en classe » (Fronista et Papadopoulou, 2018). Les journalistes ont tout intérêt à réfléchir à leur rôle dans le contexte de la couverture des migrants et des réfugiés et peuvent être amenés à le redéfinir encore et encore.

⁷ On trouvera d'autres conseils sur la prise en charge de la santé mentale des journalistes chez Karki (2017) ou Hylton (2015).

Dans l'ensemble, les journalistes doivent être conscients qu'ils peuvent être impliqués personnellement de très nombreuses façons. Les professionnels de l'information doivent réfléchir à la manière de faire face à la situation et de se protéger avant de s'y engager. Ils doivent être conscients que la réalité peut être encore plus difficile que tout ce qu'ils ont envisagé en théorie. L'école de journalisme de Columbia a mis au point une fiche de conseils qui résume les stratégies de sécurité et de protection personnelle des journalistes, les incitant à prendre soin d'eux-mêmes sur le terrain, et à être préparés, attentifs et concentrés (Hylton, 2015).



SUGGESTION DE DEVOIR PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE ET CRÉER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) :

(A) Demandez aux étudiants de regarder le reportage vidéo de Simon Shuster dans le camp d'Idomeni (Shuster, 2016). Chargez-les d'écrire non seulement sur la façon dont le traumatisme et l'implication personnelle peuvent avoir un impact sur la couverture des migrants et des réfugiés, mais aussi sur les éventuels conflits que le journaliste a rencontrés en réalisant son reportage et dans quelle mesure ces conflits peuvent influencer sa propre constitution mentale.

(B) Si vous avez la possibilité de donner aux étudiants un accès aux migrants ou aux réfugiés (par le biais d'associations ou des autorités), demandez leur de réaliser une interview avec l'un d'entre eux. Sinon, faites-les préparer une interview et élaborer un échéancier personnel pour un tel entretien – où ils prendraient également en compte les complications possibles concernant les réactions au traumatisme et leur propre santé mentale.



LECTURES RECOMMANDÉES

Académique :

Fronista, P. et Papadopoulou, S. (2018). Down and out and wet and bedraggled: Navigating the emotional and ethical maelstrom of reporting from the crisis flashpoint of Idomeni. In Dell'Orto, G. et Wetzstein, I. (sous la direction de), *Refugee news, refugee politics: Journalism, public opinion and policymaking in Europe* (127-140). New York. Routledge.

Journalistique :

Shuster, S. (24 mars 2016). This 13-Year-Old Girl Stranded in a Refugee Camp Is Praying to Get Out (« Cette jeune fille de 13 ans bloquée dans un camp de réfugiés prie pour en sortir »). [Video]. Time Magazine. [En ligne]. <https://time.com/4269714/syrian-refugee-girl> [consulté le 11 mai 2020]

Institutionnelle :

Hanaford, A., Hurd, J., Parkinson, J., Robjant, K., Salloum, R. et Gering, J. (26 février 2016). Reporting on refugees: Tips on covering the crisis. Dart Center. [En ligne]. <https://dartcenter.org/resources/reporting-refugees-tips-covering-crisis> [consulté le 18 décembre 2018]

Références

Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne. (2020). E-media toolkit on migration: Trainer's manual. FAR (European Union Agency for Fundamental Rights). Vienne. [En ligne]. <https://fra.europa.eu/en/publication/2020/e-media-toolkit-migration-trainers-manual> [consulté le 25 novembre 2020].

Albeanu, C. (21 avril 2016). Journalists should not act like “disaster tourists” when covering the refugee crisis. Journalism. [En ligne]. <https://www.journalism.co.uk/news/journalists-should-not-act-likedisaster-tourists-when-covering-the-refugee-crisis/s2/a630816/> [consulté le 25 novembre 2020]

Association américaine de psychiatrie. (2013). Diagnostic and statistical manual of mental disorders (5e éd.). Washington, DC: American Psychiatric Association.

BBC News (27 juin 2019). Rio Grande drowning: “I knew it was the last time I would see my son” – BBC News. [Vidéo]. YouTube. [En ligne]. <https://www.youtube.com/watch?v=osMi-Kx1Leg> [consulté le 25 novembre 2020]

Becker, D. (2014). Die Erfindung des Traumas: Verflochtene Geschichten. Gießen: Psychosozial-Verlag.

Breen, D. (2019). “On this journey, no one cares if you live or die”. Abuse, protection, and justice along routes between East and West Africa and Africa’s Mediterranean coast. HCR. [En ligne]. <https://www.unhcr.org/protection/operations/5f2129fb4/journey-cares-live-die-abuse-protection-justice-alongroutes-east-west.html> [consulté le 25 novembre 2020]

Bustamante, L. H. U., Cerqueira, R. O., Leclerc, E. et Brietzke, E. (2018). Stress, trauma, and posttraumatic stress disorder in migrants: a comprehensive review. Brazilian Journal of Psychiatry, 40(2), 220-225. <https://doi.org/10.1590/1516-4446-2017-2290>

Carcamo, C., Matza, M., Pierre-Pierre, G., Sacchetti, M. et Ritchin, A. (6 janvier 2014). Covering immigrants & immigration: Tips from experts. Dart Center. [En ligne]. <http://dartcenter.org/content/covering-immigrants-immigration-tips-from-experts> [consulté le 16 janvier 2019]

Carswell, K., Blackburn, P. et Barker, C. (2011). The relationship between trauma, post-migration problems and the psychological well-being of refugees and asylum seekers. The International Journal of Social Psychiatry, 57(2), 107-119. <https://doi.org/10.1177/0020764009105699>

Crouch, D. (2017). “Do I regret it? Not for a second”: Swedish journalist goes on trial for helping refugees. The Guardian. [En ligne]. <https://www.theguardian.com/world/2017/jan/25/swedish-journalist-on-trial-people-smug->

gIng-refugees-fredrik-onnevall [consulté le 13 mars 2019]

Dart Center (22 février 2011). Working with victims and survivors. Dart Center. [En ligne]. <http://dartcenter.org/content/working-with-victims-and-survivors#.VUYw-kJhP39> [consulté le 25 novembre 2020]

Dart Center (24 mars 2014). Ethical reporting on people affected by trauma. [Video]. Dart Center. [En ligne]. <https://dartcenter.org/media/ethical-reporting-people-affected-trauma> [consulté le 25 novembre 2020]

Dass-Brailsford, P. (2007). A practical approach to trauma: Empowering interventions. Thousand Oaks, CA: Sage Publications.

Eurostat (2019). Décisions de première instance sur les demandes d'asile par nationalité, âge et sexe – données annuelles agrégées (arrondies). [Ensemble de données]. Direction générale de la Commission européenne chargée de l'information statistique (Eurostat). Kirchberg. [En ligne]. https://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=migr_asycfst&lang=fr [consulté le 02/04/2021].

Fazel, M., Wheeler, J. et Danesh, J. (2005). Prevalence of serious mental disorder in 7000 refugees resettled in western countries: A systematic review. *The Lancet*, 365(9467), 1309-1314. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(05\)61027-6](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(05)61027-6)

Feinstein, A., Pavisian, B. et Storm, H. (2018). Journalists covering the refugee and migration crisis are affected by moral injury not PTSD. *Journal of the Royal Society of Medicine Open*, 9(3), 1-7. <https://doi.org/10.1177/2054270418759010>

Feinstein, A. et Storm, H. (2017). The emotional toll on journalists covering the refugee crisis. Oxford: Reuters Institute for the Study of Journalism. [En ligne]. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2017-07/Storm%20and%20Feinstein%20-%20Emotional%20Toll.pdf> [consulté le 25 novembre 2020]

Ford, J. D. et Courtois, C. A. (2009). Defining and understanding complex trauma and complex traumatic stress disorders. In Courtois, C. A. et Ford, J. D. (sous la direction de), *Treating complex traumatic stress disorders: An evidence-based guide* (pp. 13-30). New York: The Guilford Press.

Ford, J. D. (2009). *Posttraumatic stress disorder: Scientific and professional dimensions*. Burlington, San Diego, Londres, New York : Academic Press.

Fronista, P. et Papadopoulou, S. (2018). Down and out and wet and bedraggled: Navigating the emotional and ethical maelstrom of reporting from the crisis flashpoint of Idomeni. In Dell'Orto, G. et Wetzstein, I. (sous la direction de), *Refugee news, refugee politics: Journalism, public opinion and policymaking in Europe* (127-140). New York. Routledge.

Gavranidou, M., Niemiec, B., Magg, B. et Rosner, R. (2008). Traumatische Erfahrungen, aktuelle Lebensbedingungen im Exil und psychische Belastung junger Flüchtlinge. *Kindheit und Entwicklung*, 17, 224-231. <https://doi.org/10.1026/0942-5403.17.4.224>

Hanaford, A., Hurd, J., Parkinson, J., Robjant, K., Salloum, R. et Gering, J. (26 février 2016). Reporting on refugees: Tips on covering the crisis. Dart Center. [En ligne]. <https://dartcenter.org/resources/reporting-refugees-tips-covering-crisis> [consulté le 18 décembre 2018]

HCR (n. d.b.). Glossary. [En ligne]. <http://www.issm.cnr.it/progetti/emigrazione/METADATA%20E%20GLOSSARI/UNHCR/GLOSSARY%20UNHCR.pdf> [consulté le 9 décembre 2020] Glossaire en français dans les rapports mondiaux annuels jusqu'à l'édition 2017 : Rapport mondial du HCR (2017). P. 238. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/gr2017/pdf/GR2017_French_Full_lowres_FR.pdf [consulté le 9 avril 2021]

Healey, J. (2019). *Trauma reporting. A journalist's guide to covering sensitive stories*. Londres. Routledge.

Heeren, M., Wittmann, L., Ehlert, U., Schnyder, U., Maier, T. et Müller, J. (2014). Psychopathology and resident status – comparing asylum seekers, refugees, illegal migrants, labor migrants, and residents. *Comprehensive Psychiatry*, 55(4), 818-825. <https://doi.org/10.1016/j.comppsy.2014.02.003>

Hight, J. et Smyth, F. (2009). *Tragedies et Journalists*. Dart Center. [En ligne]. <https://dartcenter.org/content/tragedies-journalists-6?section=all> [consulté le 18 décembre 2018]

Hurd, J. (24 août 2015). Calais: "Shoot me or put me in your trunk". [Billet de blog]. Jess Hurd. [En ligne]. <http://jesshurd.com/2015/08/24/calais-shoot-me-or-put-me-in-your-trunk/> [consulté le 4 janvier 2020]

Hylton, A. (2015). *Safety et self-care strategies for every beat*. Dart Center. [En ligne]. <http://dartcenter.org/resources/panel-offers-strategies-on-safety-security-and-self-care> [consulté le 16 janvier 2019]

Infomigrants (2020). *Témoignages*. France Médias Monde, Deutsche Welle, Ansa. [En ligne] <https://www.infomigrants.net/fr/> [consulté le 2 avril 2021].

Karki, A. (1er novembre 2017). *6 tips for protecting your mental health when reporting on trauma*. [Blog post]. Réseau international des journalistes. [En ligne]. <https://ijnet.org/fr/node/448> [consulté le 10 mai 2020].

Keilson, H. (1979). *Sequentielle Traumatisierung bei Kindern: Deskriptiv-klinische und quantifizierend-statische follow-up Untersuchung zum Schicksal der jüdischen Kriegswaisen in den Niederlanden*. Stuttgart. Enke.

Keller, A., Joscelyne, A., Granski, M. et Rosenfeld, B. (2017). *Pre-migration trauma exposure and mental health functioning among Central American migrants arriving at the US border*. *PLoS One*, 12(1). <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0168692>

Krans, J., Näring, G., Holmes, E. A. et Becker, E. S. (2010). "I see what you're saying": Intrusive images from listening to a traumatic verbal report. *Journal of Anxiety Disorders*, 24(1), 134-140. <https://doi.org/10.1016/j.janxdis.2009.09.009>

Lee, Y., Lee, M. K., Chun, K. H., Lee, Y. K. et Yoon, S. J. (2001). *Trauma experience of North Korean refugees in China*. *American Journal of Preventive Medicine*, 20(3), 225-229. [https://doi.org/10.1016/S0749-3797\(00\)00282-8](https://doi.org/10.1016/S0749-3797(00)00282-8)

Lemke, J. (2013). *Sekundäre Traumatisierung: Klärung von Begriffen und Konzepten der Mittraumatisierung* (3e éd.). Kröning. Asanger Verlag.

Marshall, G. N. (2005). *Mental health of Cambodian refugees two decades after resettlement in the United States*. *Jama : Journal of the American Medical Association*, 294(5), 571-579. <https://doi.org/10.1001/jama.294.5.571>

McMahon, C., Ricketson, M. et Tippet, G. (25 mars 2014). *Ethical reporting on traumatised people*. Dart Center. [En ligne]. <https://dartcenter.org/content/dvd-launched-ethical-reporting-people-affected-by-trauma> [consulté le 25 novembre 2020].

Médecins Sans Frontières (2019). *Refugees around the world: Stories of survival*. [En ligne]. <https://www.msf.org/refugees-around-world-stories-survival-world-refugee-day> [consulté le 10 octobre 2020].

Mollica, R. F., McInnes K., Sarajlic, N., Lavelle, J., Sarajlic I. et Massagli, M. P. (1999). *Disability associated with psychiatric comorbidity and health status in Bosnian refugees living in Croatia*. *JAMA: Journal of the American Medical Association*. (282), 433-439. <http://doi.org/10.1001/jama.282.5.433>

Mollica, R. F., McInnes, K., Pool, C. et Tor, S. (1998). *Dose-effect relationships of trauma to symptoms of depression and post-traumatic stress disorder among Cambodian survivors of mass violence*. *British Journal of Psychiatry*, 173(6), 482-488. <https://doi.org/10.1192/bjp.173.6.482>

National Geographic. (24 juin 2018). *Reshaping the Trauma of Refugee Children in Lesbos*. National Geographic [Vidéo]. YouTube. [En ligne]. <https://www.youtube.com/watch?v=V6IVZ569wsk> [consulté le 18 décembre 2018].

Nobel, C. (9 août 2018). *10 rules for reporting on war trauma survivors*. *Journalist's Resource*. [En ligne]. from <https://journalistsresource.org/tip-sheets/reporting/10-rules-interviewing-trauma-survivors/> [consulté le 7 décembre 2020].

OIM (2019). *Termes clés de la migration*. Organisation internationale pour les migrations. Genève. [En ligne]

<https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration> [consulté le 22 mars 2021]. Version anglaise : OIM (2019). Glossary on Migration. International Organization for Migration. Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf [consulté le 5 août 2019].

OIM (2017). Je suis migrant. [En ligne]. <https://iamamigrant.org/fr/stories> [consulté le 2 avril 2021].

Palm, K. M., Polusny, M. A. et Follette, V. M. (2004). Vicarious traumatization: Potential hazards and interventions for disaster and trauma workers. *Prehospital and Disaster Medicine*, 19(1), 73-78. <https://doi.org/10.1017/S1049023X00001503>

Perkonig, A., Kessler, R. C., Storz, S. et Wittchen, H. U. (2001). Traumatic events and post-traumatic stress disorder in the community: Prevalence, risk factors and comorbidity. *Acta Psychiatrica Scandinavica*, 101(1), 46-59. <https://doi.org/10.1034/j.1600-0447.2000.101001046.x>

Porterfield, K. (12 novembre 2019). Trauma-informed interviewing: Techniques from a clinician's toolkit. [Video]. Dart Center. [En ligne]. <https://dartcenter.org/resources/trauma-informed-interviewingtechniques-clinician%E2%80%99s-toolkit> [consulté le 10 mai 2020].

Pujol-Mazzini, A. (2019). When Returning Home is a Deadly Journey, "Shame is the Returnee's Worst Enemy". IOM. [En ligne]. <https://www.iom.int/news/when-returning-home-deadly-journey-shame-returneesworst-enemy> [consulté le 12 octobre 2020].

REM (2012). Glossaire 2.0 sur l'asile et les migrations : un outil pour une meilleure comparabilité. Réseau européen des migrations (Commission européenne). Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/european_migration_network/docs/emn-glossary-fr-version.pdf [consulté le 28 février 2021]. Version anglaise : EMN (2018), European Migration Network Glossary 6.0. Réseau européen des migrations. Bruxelles. [En ligne]. https://www.emn.at/wp-content/uploads/2018/06/emn-glossary-6-0_en.pdf [consulté le 28 février 2021].

Renteria, N. (26 juin 2019). "I told him not to go", mother of drowned Salvadoran migrant laments. Reuters. [En ligne]. <https://www.reuters.com/article/us-usa-immigration-mexico-mother/i-told-him-not-to-go-mother-of-drowned-salvadoran-migrant-laments-idUSKCN1TR2PJ>

Sallet, O. (16 décembre 2017). Refugees on Lesbos. [Vidéo] DW. [En ligne]. <https://www.dw.com/en/refugees-on-lesbos/av-41822207> [consulté le 18 décembre 2018].

Schäfer, J.M. et Schlindwein, S. (3 mars 2019). Outsourcing border controls to Africa. [Video]. DW. [En ligne]. <https://www.dw.com/en/outsourcing-border-controls-to-africa/av-45599271> [consulté le 18 décembre 2018].

Scott, C. (5 avril 2016). A reporter's ethical dilemma while covering the refugee crisis. *Journalism*. [En ligne]. <https://www.journalism.co.uk/news/a-reporter-s-ethical-dilemma-while-covering-the-refugee-crisis/s2/a625814/> [consulté le 11 mai 2020].

Seidler, G. H. (2013). *Psychotraumatologie: Das Lehrbuch*. Stuttgart: Kohlhammer.

Shuster, S. (24 mars 2016). This 13-Year-Old Girl Stranded in a Refugee Camp Is Praying to Get Out. [Video]. Time Magazine. [En ligne]. <https://time.com/4269714/syrian-refugee-girl/> [consulté le 11 mai 2020].

Silove, D., Steel, Z., McGorry, P. et Mohan, P. (1998). Trauma exposure, postmigration stressors, and symptoms of anxiety, depression and post-traumatic stress in Tamil asylum-seekers: comparison with refugees and immigrants. *Acta Psychiatrica Scandinavica*, 97(3), 175-181. <https://doi.org/10.1111/j.1600-0447.1998.tb09984.x>

Simpson, R., Coté, W. et Scherer, M. (2006). *Covering violence. A guide to ethical reporting about victims & trauma*. New York: Columbia University Press.

Steel, Z., Chey, T., Silove, D., Marnane, C., Bryant, R. A. et van Ommeren, M. (2009). Association of torture and their potentially traumatic events with mental health outcomes among populations exposed to mass conflict and displacement. *Jama : Journal of the American Medical Association*, 302(5), 537-549. <https://doi.org/10.1001/jama.2009.1132>

Stein, N. R., Mills, M. A., Arditte, K., Mendoza, C., Borah, A. M., Resick, P. A. et Litz, B. T. (2012). A scheme for categorizing traumatic military events. *Behavior Modification*, 36(6), 787-807. <https://doi.org/10.1177/0145445512446945>

Storr, C. L., Jalongo, N.S., Anthony, J. C. et Breslau, N. (2007). Childhood antecedents of exposure to traumatic events and posttraumatic stress disorder. *American Journal of Psychiatry*, 164(1), 119-125. <https://doi.org/10.1176/appi.ajp.164.1.119>

Terr, L. (1995). *Schreckliches Vergessen, heilsames Erinnern: Traumatische Erfahrungen drängen ans Licht*. München: Kindler.

Thebault, R., Velarde, L. et Hauslohner, A. (26 juin 2019). The father and daughter who drowned at the border were desperate for a better life, family says. *The Washington Post*. [En ligne]. <https://www.washingtonpost.com/world/2019/06/26/father-daughter-who-drowned-border-dove-into-river-desperation/> [consulté le 25 novembre 2020].

Tondo, L. (2 septembre 2019). I'm like a mouse in a trap': trauma of Europe's refugees – in pictures. *The Guardian*. [En ligne]. <https://www.theguardian.com/global-development/gallery/2019/sep/02/im-like-a-mouse-in-a-trap-trauma-of-europes-refugees-in-pictures> [consulté le 5 décembre 2018].

Van Velsen, C., Gorst-Unsworth, C. et Turner, S. (1996). Survivors of torture and organized violence: Demography and diagnosis. *Journal of Traumatic Stress*, 9(2), 181-193. <https://doi.org/10.1007/BF02110654>

Weidmann, A. (2008). Primäre und sekundäre Traumatisierung: Ein Berufsrisiko für Journalisten? *Trauma & Gewalt*, 2(3), 234-245. [En ligne]. <https://elibrary.klett-cotta.de/article/99.120130/tg-2-3-234>

Zimmermann, D. (2012). *Migration und Trauma: Pädagogisches Verstehen und Handeln in der Arbeit mit jungen Flüchtlingen*. Gießen: Psychosozial-Verlag [consulté le 12 janvier 2020]



MODULE 12

Vers un traitement journalistique collaboratif de la migration

Par Tina Bettels-Schwabbauer
et Nadia Leih



FINALITÉS DU MODULE

- Exposer différentes formes de journalisme collaboratif et des exemples de bonnes pratiques.
- Doter les participants des savoir-faire inhérents au travail en équipe et à la communication interculturelle.
- Souligner les avantages du journalisme collaboratif, notamment pour la couverture des migrations.



OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

A la fin de ce module, les participants pourront :

- Reconnaître l'importance d'adopter différentes perspectives dans leurs reportages.
→ **OA de type affectif : Analyser**
- Collaborer avec des journalistes de divers horizons géographiques ainsi qu'avec leur lectorat ou leur auditoire dans la production des sujets sur les migrants et les réfugiés.
→ **OA de type affectif : Réagir**
- Savoir ce qui est requis pour pouvoir travailler en équipe (interculturelle).
→ **OA de type cognitif : Analyser**

Aperçu

Les chapitres précédents ont montré la quantité de données disponibles sur les migrations et les déplacements forcés – le Portail sur les données migratoires de l'Organisation internationale des migrations (OIM), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), pour n'en citer que quelques-uns. Ces sources offrent un riche matériel pour comparer les phénomènes de migration et de déplacement forcé entre les pays et les continents. Combinées aux données de la Banque mondiale, de l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat) ou du Mécanisme de surveillance des migrations mixtes (4Mi), elles peuvent permettre aux journalistes de réaliser des sujets qui transcendent les frontières et qui mettent en regard la situation des pays d'origine et celle des pays de destination. Quels sont les faits et les facteurs contextuels dans les pays d'origine et de transit des migrants et des réfugiés, et quelles sont les statistiques pertinentes pour les pays de destination ? Si les chapitres précédents ont également servi d'introduction à la manière d'utiliser au mieux les données disponibles, ce chapitre se concentre sur une perspective prometteuse pour raconter l'histoire qui sous-tend les faits : le journalisme collaboratif peut élargir significativement la portée des sujets sur la migration et le déplacement forcé en combinant les efforts des journalistes des pays d'origine, de transit et de destination. Dans un effort de coopération, ils peuvent faire beaucoup plus qu'un seul journaliste. Certes, les projets de collaboration dans le domaine du journalisme exigent un investissement substantiel en temps et en énergie, et ne peuvent donc être réalisés qu'une fois de temps en temps, lorsque le sujet le mérite vraiment. Cependant, la véritable histoire de la migration et du déplacement

forcé ne peut être racontée qu'à partir de plusieurs endroits. Compte tenu de la contraction du réseau de correspondants à l'étranger, même dans les médias « occidentaux », et de la pénurie de ressources dans de nombreuses rédactions pour couvrir même les pays voisins, les projets de collaboration peuvent apparaître comme une solution viable pour replacer la question dans son contexte. Les journalistes peuvent également s'associer au sein de réseaux continentaux ou intercontinentaux pour analyser conjointement les données sur les migrations et développer des idées de reportages. En outre, les projets de collaboration peuvent associer des migrants et des réfugiés et finalement les rendre plus visibles dans les médias.

Collaborations entre professionnels des médias

Les collaborations entre journalistes et organes d'information sont devenues de plus en plus importantes, notamment pour les médias pratiquant le journalisme d'investigation. La collaboration leur permet d'unir leurs ressources et leur expertise pour enquêter sur des questions d'intérêt public, par exemple dans les domaines de la politique, des affaires, du commerce et de la criminalité, tant au niveau national que transfrontalier (Alfter, 2016 ; Sambrook, 2018). La collaboration journalistique est une nécessité impérieuse, notamment lorsqu'il est question de « systèmes extrêmement sophistiqués de technologie financière ou de criminalité sur internet » (Sambrook, 2018, p. 95). Lorsque des quantités massives de données sont en jeu, il est particulièrement utile que les journalistes collaborent et se soutiennent mutuellement (Sambrook, 2018, p. 94). La vogue du journalisme de données oblige tout spécialement les journalistes à faire équipe avec des développeurs de logiciels, des concepteurs et des universitaires pour étudier et interpréter correctement les données, et les présenter de manière attrayante à leur public.

L'une des forces motrices de cette nouvelle tendance du journalisme aura été la numérisation. Si elle a permis aux journalistes de communiquer et de collaborer plus facilement par-delà les salles de rédaction et les frontières nationales, en rendant la communication à distance rapide, facile et bon marché, elle a également laissé les médias traditionnels aux prises avec une baisse de l'audience et des recettes publicitaires (Pew Research Center, 2014, p. 2). Collaborer est devenu un moyen d'« élargir des ressources limitées » à une époque où les coûts sont comprimés, où le personnel est réduit et où le public apprend à rechercher des informations en ligne, décidant le plus souvent de ne plus payer pour s'informer et se divertir (Stonbely, 2017, p. 9). Si les grands organes peuvent encore avoir « un poids institutionnel et une large audience dont les nouveaux venus sont dépourvus », ils décident de plus en plus souvent d'unir leurs forces à celles de nouvelles équipes journalistiques exclusivement en ligne, car celles-ci proposent des idées nouvelles susceptibles d'attirer un public plus jeune grâce à de nouvelles compétences techniques (Sambrook, 2017). Dans d'autres cas, les organisations médiatiques traditionnelles collaborent avec d'anciens concurrents pour mettre en place des technologies partagées, telles que des systèmes de gestion de contenu, des mesures d'audience ou des péages de lecture numérique (paywalls), pour essayer de faire face aux contraintes économiques auxquelles elles sont confrontées (Collaborative Journalism, 2020a).

Les Panama Papers, révélés en 2016, ont été un excellent exemple de journalisme transfrontalier. Mené par le Consortium international des journalistes d’investigation (ICIJ) et le journal allemand Süddeutsche Zeitung (SZ), il a constitué le plus grand projet mondial de journalisme collaboratif de l’histoire. Plus de 400 journalistes – parmi lesquels des reporters, des rédacteurs, des programmeurs informatiques et des vérificateurs de faits – de plus de 80 pays, travaillant dans 25 langues, ont collaboré aux Panama Papers. Ils ont dévoilé les noms de sociétés extra-territoriales (offshore) liées à plus de 140 hommes politiques dans plus de 50 pays (ICIJ, 2017; ICIJ, 2018).

Dans le journalisme collaboratif, les collègues journalistes et leurs rédactions ne se considèrent plus comme des concurrents, mais s’associent « pour faire progresser leurs organisations, leurs productions et leurs publics » (Stonbely, 2017, p. 17). De même, Howe et al. (2017, p. 2) y voient « le début d’une sorte de changement radical, d’une industrie de l’information qui était concurrentielle et cloisonnée à une industrie plus encline au partage, à la coopération et à la transparence ». Howe et al. (2017, p. 3) observent que, là où la « salle de rédaction traditionnelle balkanisait la production en différents départements – la maquette, la photo, la documentation, les rubrique météo, sports, éducation », les médias innovants les remplacent par des environnements collaboratifs qui « permettront à des équipes agiles et polyvalentes de s’auto-organiser ». Les pionniers du journalisme collaboratif sont ceux qui se sont impliqués dans la communauté des développeurs et qui ont adopté la philosophie altruiste largement répandue issue des normes et pratiques du code source ouvert (open source ; Howe et al., 2017, p. 2). Néanmoins, les journalistes rivalisent toujours pour les meilleures idées ou pour avoir accès à l’information et ils pourraient bien se voir cantonnés par leurs employeurs à l’avenir.



SUGGESTION POUR LA CLASSE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

Discutez des avantages et des défis des projets de collaboration dans le journalisme.

Utilisez le tableau ci-dessous pour structurer le déroulé du débat.

Avantages:	Obstacles:
Les équipes pluridisciplinaires sont plus facilement à l’origine d’innovations journalistiques.	organisations médiatiques doivent construire des environnements collaboratifs pour permettre le travail en équipe.
Le développement de nouveaux formats de reportage (par exemple le journalisme de données, la narration multimédia).	La collaboration transfrontalière nécessite de s’entendre sur un langage commun et de tenir compte des différents fuseaux horaires.

Le développement de nouveaux modèles économiques.	Les équipes polyvalentes peuvent être en prise avec des philosophies de travail différentes.
Un réseau international peut protéger contre les interférences extérieures des acteurs nationaux.	Les partenaires peuvent violer les accords, par exemple en publiant avant les embargos convenus, en ne livrant pas les résultats, en ne respectant pas les délais, en volant des sujets.
Renforcer la capacité de mobilisation des journalistes individuels dans leurs négociations avec les rédacteurs en chef et les cadres des rédactions.	Tous les partenaires n'ont pas forcément accès à des sources telles que des déclarations officielles.
L'association de journalistes et d'experts très spécialisés, par exemple pour l'analyse de données massives.	Les partenaires peuvent être freinés par des contraintes structurelles ou financières.
La portée et la qualité des reportages s'en trouvent améliorées.	La communication numérique peut faire l'objet d'une surveillance.

Koch (2018, p. 64-77) considère également les organisations non gouvernementales (ONG) telles que Transparency International comme de précieux partenaires de coopération. Alfter (2018, p. 42) estime que « toute équipe qui coopère, avec un caractère disparate, comme des journalistes et des universitaires », peut contribuer au journalisme collaboratif. Selon Alfter (2016, p. 300), le journalisme transfrontalier comprend quatre caractéristiques :

«Des journalistes de **différents pays...**
 ... collaborent pour faire des recherches sur **un thème ou une histoire commune.**
 Ils **compilent, recourent mutuellement et fusionnent leurs résultats** afin de...
 ... vérifier les faits et **présenter ces résultats à leurs groupes** cibles individuels au niveau régional, national ou local.»

S'il est généralement admis que la logique de concurrence est contre-productive pour le journalisme collaboratif, le potentiel d'une coopération varie énormément dans ses dimensions. Stonbely (2017, p. 14) considère le journalisme collaboratif uniquement comme « un accord de coopération (formel ou informel) entre deux ou plusieurs organisations de presse et d'information ». Elle distingue six types de journalisme collaboratif selon qu'il s'agit d'une collaboration temporaire ou permanente, et en termes de production de contenu par les partenaires de la collaboration au sein d'équipes de travail séparées, co-créatrices ou intégrées (Collaborative Journalism, 2020a ; Stonbely, 2017, pp. 20-50)¹.

¹ Voir également sa fiche de conseils en ligne (Collaborative Journalism, 2020b).



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

Demandez aux participants de lire l'interview de Tabea Grzeszyk, journaliste allemande et cofondatrice de Hostwriter, un réseau inclusif qui vise à mettre en relation les journalistes, à permettre à ses membres de partager facilement des idées d'articles et de trouver des partenaires de différents pays pour travailler en collaboration sur des enquêtes journalistiques (Hostwriter, 2020).

Demandez à vos étudiants de discuter en petits groupes si Hostwriter est une forme adaptée pour mettre en relation des journalistes du monde entier et quelles autres possibilités il pourrait y avoir pour entrer en contact avec des journalistes d'autres pays.

Le journalisme transfrontalier et la couverture des migrations

Trois questions à Tabea Grzeszyk, journaliste et cofondatrice de Hostwriter

Quels sont les avantages du journalisme transfrontalier ?

Tabea Grzeszyk : Je pense qu'à un moment donné, dans le futur, il y aura certains sujets pour lesquels cette question ne se posera plus du tout, car il sera évident que nous DEVRONS collaborer pour pouvoir enquêter sur ces sujets-là. Qu'il s'agisse de la migration, de la criminalité transfrontalière ou du changement climatique, comment peut-on couvrir ces questions en restant seul ? Pour être à la hauteur de la vocation à être des vigies et aspirer à un journalisme de qualité, je pense que nous n'avons pas d'autre choix que de travailler par-delà les frontières. Après tout, c'est un fait que nous vivons dans un monde globalisé, et beaucoup de grands sujets du XXI^e siècle ont souvent cette dimension transfrontalière. Je ne veux pas nier qu'il y a aussi des problèmes locaux, et il n'est donc pas toujours pertinent de tout ramener au transfrontalier lorsque cela ne fait pas sens. Mais si un journaliste a besoin d'une expertise locale à l'étranger, s'il faut utiliser une langue étrangère, il dépend alors de collègues qui sont en poste dans d'autres pays et qui ont accès à des sources locales.

Que recommanderiez-vous aux journalistes qui n'ont jamais travaillé au-delà de leurs frontières ?

Je leur conseillerais d'abord de s'entretenir avec des personnes qui l'ont déjà fait. Il y en a pas mal maintenant, organisées en réseaux, que ce soit Investigate Europe (Enquêter sur l'Europe ; Investigate Europe, 2020), le Organized Crime and Corruption Reporting Project (Projet de couverture médiatique du crime organisé et de la corruption ; OCCRP, 2020) ou le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ, 2020). On peut souvent rencontrer leurs membres lors de conférences ; ils sont également très accessibles et ils adorent parler de leurs enquêtes transfrontalières.

Nous avons fondé Hostwriter précisément dans ce but, motivés par le fait que nous pensions que le journalisme transfrontalier ne devrait pas seulement être accessible aux meilleurs journalistes d'investigation du monde, mais qu'il s'agit en fait d'un savoir-faire dont tous les journalistes du monde auront besoin à l'avenir, et nous nous considérons donc comme un réseau très ouvert où les

journalistes peuvent faire leurs premiers pas. Le réseau est également ouvert aux étudiants en journalisme. Même en tant qu'étudiant, vous pouvez vous inscrire, rechercher d'autres journalistes et participer à des discussions. Nous voulons contribuer à ce que le journalisme transfrontalier devienne de plus en plus courant et, surtout, plus accessible, même pour les personnes issues de régions moins privilégiées en termes d'accès, d'argent et de contacts. Notre objectif avec Hostwriter est d'avoir un membre dans chaque pays du monde. Nous avons déjà des membres dans 150 pays et nous sommes confiants dans notre capacité à mettre en relation des journalistes dans tous les pays du monde.

La confiance est, bien sûr, très importante dans les collaborations transfrontalières. La confiance se développe avec le temps – c'est pourquoi je ne recommanderais pas de vous lancer tout de suite dans une enquête de grande envergure. Les débutants ont intérêt à commencer à travailler avec une petite équipe sur un projet qui ne nécessite pas un niveau de confiance ou de sécurité élevé ; il est probable qu'une personne de l'équipe connaît déjà quelqu'un qui va pouvoir rejoindre l'équipe, et ainsi de suite. Tous ces journalistes doivent d'abord passer par un processus assez lent de mise en confiance avant de pouvoir envisager une publication à grande échelle. Il faut également toujours essayer de se rencontrer en personne, en gardant à l'esprit que des restrictions de visa peuvent s'appliquer aux journalistes internationaux au moment de choisir le lieu de rencontre le plus accessible.

Pourquoi le thème de la migration est-il prédestiné à être couvert de manière transfrontalière ?

Les gens fuient à travers des frontières. Ce seul fait suffit à en faire un sujet transfrontalier. Raconter que des réfugiés sont arrivés en Allemagne, par exemple, ne suffit pas, il y a aussi des tas de choses à raconter dans tous les pays par lesquels ils transitent, pour avoir une vue d'ensemble. Il est important de travailler en collaboration avec les journalistes du pays d'origine des migrants, des pays de transit et du pays de destination. Les journalistes locaux ont un meilleur aperçu de la situation sur le terrain et peuvent aller au-delà des apparences. L'ajout des points de vue des journalistes des pays en transition peut également aider à dépasser un récit réducteur de la migration – par exemple, en incluant la façon dont les accords commerciaux de l'Union européenne (UE) ont contribué à ce que les gens fuient leur pays. Après tout, l'Europe n'est pas seulement une destination pour les réfugiés ; elle a également contribué aux problèmes à l'origine des migrations.

Collaborations avec les citoyens

S'il n'y a pas encore de consensus dans la profession ou dans la communauté scientifique sur la question de savoir s'il faut voir l'intégration de son public (désignée en anglais par le terme de crowdsourcing) comme partie intégrante du journalisme collaboratif, certains chercheurs le considèrent déjà comme essentiel. Stonbely (2017, p. 4), par exemple, la voit comme « un facteur d'engagement ». Bradshaw (2013, p. 4) avance que le journalisme collaboratif est « une manière de prolonger le récit en impliquant des personnes extérieures à la salle de rédaction traditionnelle », par exemple avec l'aide des réseaux sociaux et des communautés en ligne.

Les limites du terme «journalisme citoyen» sont poreuses. Les termes «journalisme participatif» et «journalisme citoyen» sont souvent utilisés de manière interchangeable pour décrire l'utilisation de contenus produits par des non-journalistes dans les médias traditionnels. D'autres termes font référence au contenu généré par les utilisateurs, au journalisme réciproque, aux médias citoyens, au journalisme en réseau, au journalisme co-créatif ou aux nouvelles sociales (social news). Le journalisme participatif fait généralement référence à la production de contenu journalistique professionnel avec la participation des lecteurs. Cela implique un processus de co-création de contenu, les deux parties (citoyens et journalistes professionnels) contribuant par exemple au contenu original ou aux commentaires.

La quantité de contenu produit par les citoyens est en augmentation, que ce soit par le biais des témoins fortuits d'un événement ou par la production expresse de textes, de photos ou de vidéos pour sensibiliser le public à un sujet. Cependant, le contenu produit par les journalistes citoyens n'est généralement vu par un public de masse que lorsque des organisations médiatiques grand public décident de le diffuser (Usher, 2016, p. 248), bien que cela semble changer en ce qui concerne certains contenus sur les médias sociaux. Lorsqu'ils sont confrontés à des situations de crise comme des attaques terroristes en milieu urbain, des catastrophes naturelles ou des guerres civiles, les médias de masse sont de plus en plus dépendants de l'utilisation de contenus produits par des non-professionnels. À une époque de polarisation politique croissante, la nécessité de vérifier tout contenu provenant des médias sociaux est primordiale (Stearns, 2016; Wardle, 2016). Autres points importants lors de l'intégration de productions générés par les utilisateurs : demander la permission, éduquer les contributeurs citoyens aux normes journalistiques de base et assurer leur sécurité physique, psychologique et numérique.

Une forme spécifique de collaboration avec le public est la production participative (crowdsourcing), un néologisme combinant les termes « foule » (crowd) et « externalisation » (outsourcing) qui a été popularisé par Howe (2006). La distribution de petits travaux à des membres du public peut être utilisée pour un large éventail de tâches, telles que la reconnaissance de textes et d'images ou la vérification, l'analyse et la catégorisation de différentes formes de contenu, comme des documents textuels, des fichiers audio ou vidéo, ou encore le partage d'expériences personnelles et la collecte de données (Aitamurto, 2015 ; Onuoha et al., 2015). Des exemples bien connus du monde journalistique sont l'appel du Guardian à enquêter sur les documents relatifs aux dépenses des membres du parlement britannique (Rogers, 2009) et la plateforme CrowdNewsroom du site d'investigation allemand Correctiv (Correctiv, 2020).

Reportages collaboratifs avec des migrants et des réfugiés

Le journalisme collaboratif peut permettre aux rédactions d'inclure une perspective beaucoup plus large sur la migration et le déplacement forcé dans leurs reportages, soit en faisant équipe avec des journalistes étrangers, avec les lecteurs ou avec les principaux concernés – les migrants et les réfugiés eux-mêmes. Le Refugee Journalism Project, basé à Londres, affirme que les journalistes doivent repenser leurs reportages car «les réfugiés [...] ont souvent été des observateurs

passifs dans la construction de leurs narrations » (Abidi, 2018). Il aide les journalistes réfugiés et exilés à relancer leur carrière au Royaume-Uni. Les participants se voient proposer une série d'ateliers, du tutorat et des stages. Les principaux objectifs du projet sont d'aider à préparer les journalistes réfugiés à travailler dans l'industrie des médias au Royaume-Uni, et de créer des opportunités pour publier leur travail et construire un réseau plus large. L'une des réalisations du projet est une enquête sur un phénomène croissant, la migration en sens inverse vers la Syrie, intitulée « Road back to Damascus », publiée pour la première fois en arabe dans l'Irish Times (Hayden & Ghandour, 2017). Il a été produit par la Britannique Sally Hayden, une journaliste et photographe primée qui se concentre sur la migration, les conflits et les crises humanitaires, et Ziad Ghandour, un chercheur arabe de la British Broadcasting Corporation (BBC), qui a fui la Syrie en 2015 alors qu'il était journaliste indépendant (The Refugee Journalism Project, 2020).

Federico Tarditi est responsable de la stratégie d'innovation et d'engagement de l'audience au sein de l'organisation de presse Fusion mais c'est également l'un des organisateurs du « 19 Million Project » (2015a). Il décrit la question de la migration comme « trop complexe pour un seul point de vue » (cité dans Gupta, 2017, p. 6). Les participants à ces projets militent pour donner une voix aux migrants et aux réfugiés dans la couverture des migrations et des déplacements forcés. Près de 150 journalistes, codeurs, concepteurs et citoyens du monde entier ont fait équipe, réfléchi, discuté et travaillé avec des migrants et des réfugiés, pour créer des projets médiatiques et technologiques collaboratifs consacrés à la migration, en mettant l'accent sur ce qu'on a désigné comme la « crise des réfugiés » de 2015. En vertu de leur lettre de mission, ils s'engagent à trouver des moyens innovants pour faire progresser la narration autour de la crise des réfugiés et explorer comment les dernières technologies et les méthodes de narration propres au numérique peuvent améliorer les reportages et stimuler l'action mondiale pour traiter ce problème. L'un des projets qui en a résulté est « Moving Voices », un programme de tutorat qui mettait en relation journalistes et spécialistes de la mise en récit avec des migrants et des réfugiés pour les aider à partager et à publier leurs histoires. L'objectif était de « donner aux migrants les moyens de raconter leurs propres histoires avec leur propre voix, de manière directe, non filtrée et authentique. Il repose sur le principe que l'empathie découle des témoignages humains racontés à partir d'une expérience personnelle » (19 Million Project, 2015b).

Pendant un an et demi, El País (Espagne), The Guardian (Royaume-Uni), Le Monde (France) et Der Spiegel (Allemagne) ont suivi de près les communautés de migrants et de réfugiés nouvellement arrivées en Europe afin de montrer leurs difficultés d'intégration, leur situation humanitaire, leurs ambitions professionnelles et l'impact de leur arrivée à la fois sur leur pays de destination et sur leur pays d'origine. Selon les propres déclarations des médias, le projet suit au plus près l'attention portée aux migrants et aux réfugiés afin d'ancrer leurs reportages dans leurs réalités (The New Arrivals, 2020).

Au plus fort de la « crise des réfugiés » de 2015, l'organisation internationale à but non lucratif de développement média Internews s'est associée à l'organisation bénévole StandBy Task Force (SBTF) pour collecter et publier des informations dans le but de les fournir aux personnes se

trouvant sur la route des Balkans. Internews avait remarqué que de nombreux réfugiés arrivant de Turquie ne disposaient pas d'informations aussi essentielles que la localisation et le périmètre des organisations de soutien aux réfugiés en Europe (Norris, 2016, p. 229). Comme le SBTF disposait déjà d'un vaste réseau de bénévoles expérimentés dans la collecte et la vérification de données, Internews a collaboré avec l'organisation pour collecter des informations à partir de sources publiques, de reportages et de contenus générés par les utilisateurs sur internet et les médias sociaux pendant une semaine en septembre 2015 (SBTF, 2015). Internews a publié ces informations en ligne par le biais de divers canaux et sous différents formats tels que des billets de blog, des feuilles de calcul, des cartes et des infographies. Le mois suivant, s'appuyant sur l'expérience avec SBTF, Internews a lancé le service « News on the Move » pour publier des informations pertinentes pour les personnes se trouvant sur les routes migratoires vers l'Europe².



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

Choisissez l'un des projets décrits ci-dessus et étudiez les histoires avec vos participants. Discutez de la production et de la valeur ajoutée apportée par les techniques collaboratives. Discutez si et comment de tels projets peuvent être réalisés dans les contraintes des salles de rédaction de votre pays.

Collaborations transfrontalières

Ces dernières années, les projets de journalisme collaboratif transfrontalier ont suscité beaucoup d'attention en raison de leurs enquêtes mutuellement partagées sur des sujets très intéressants dans un grand nombre de pays, malgré des langues et des cultures journalistiques bien distinctes et leur ciblage simultané de publics locaux, nationaux et internationaux (Alfter, 2018). L'un des principaux avantages de faire équipe avec d'autres reporters étrangers est que l'histoire peut être présentée à un plus grand nombre de supports et de publics. En outre, le fait de faire partie d'une communauté internationale peut permettre une certaine sécurité, notamment aux journalistes qui travaillent dans un environnement répressif. Pour pouvoir coopérer au sein d'équipes internationales, les compétences interculturelles ainsi que la confiance mutuelle sont essentielles (Alfter, 2019, pp. 64-78).

«Le modèle émetteur-récepteur ne fonctionne que partiellement dans la communication interculturelle, c'est-à-dire seulement si l'intention et le contenu des messages sont compris par les deux parties de la même manière [...]. Souvent, une communication interculturelle ne peut être efficace que dans le cadre d'un processus de communication interculturelle

² La page web n'est plus en ligne, mais le fil Twitter, qui a été activée en octobre 2015 et a fonctionné jusqu'en mai 2017, donne un aperçu du type d'informations publiées : <https://twitter.com/newsthatmoves>.

et ne peut fonctionner que si l'on est prêt à entamer un dialogue avec la culture étrangère, c'est-à-dire à l'accepter comme étrangère à sa propre culture. Il est important d'acquérir des connaissances – sur la langue, la symbolique importante du langage corporel, les particularismes culturels – et la capacité de rechercher patiemment des modes de communication différents. » (Broszinsky-Schwabe, 2011, p. 40)

En général, on peut constater que les fondements de toute communication interculturelle sont le respect et la patience. Lorsqu'il y a des désaccords et des malentendus, la patience envers soi-même et envers les autres permet de les dissiper. Certaines règles de base concernant la ponctualité, les réunions, la communication, les désaccords etc., élaborées de manière collaborative par le groupe, peuvent également être bénéfiques. Il vaut mieux poser des questions dès que quelque chose n'est pas clair plutôt que de faire des suppositions. Il est également important de vérifier que toutes les parties « suivent la même partition » pour éviter les malentendus (Commisceo Global, 2016).

Alfter (2019, pp. 49-54) différencie trois niveaux d'intensité de la collaboration transfrontalière: le réseau lâche, la collaboration restreinte et la collaboration étroite.

- Dans un réseau lâche, des collègues ayant des sujets similaires font des reportages sur les mêmes grandes entreprises internationales ou utilisent les mêmes méthodes. Il peut être considéré comme un réseau non contraignant, ce qui facilite les choses : Il peut donner accès à d'autres contacts, à d'autres sujets ou à d'autres domaines d'activité des membres du réseau, et peut donc être considéré comme un point de départ possible pour constituer une véritable équipe d'enquête transfrontalière. Les contacts naissent souvent de rencontres lors d'un événement de presse, d'un atelier ou d'une conférence.
- Dans le cadre d'une collaboration restreinte, les membres du réseau échangent des informations limitées mais clairement définies sur des entreprises d'un pays étranger ou sur une requête via la loi sur la liberté d'information ou son équivalent. Les membres ne doivent pas oublier que la collaboration est censée être une situation gagnant-gagnant : Il ne faut pas seulement demander des retours d'expériences et des éclairages à ses collègues, mais aussi proposer ses propres informations. Une collaboration restreinte peut se dissoudre une fois que les informations sont partagées.
- La forme la plus intensive de collaboration transfrontalière est la collaboration étroite avec des équipes d'enquête dans plusieurs pays. Le réseau s'acquitte d'une tâche que des journalistes isolés n'auraient pas été en mesure d'accomplir. Tous les membres de l'équipe ont accès aux documents et peuvent utiliser les informations qui sont pertinentes pour leurs groupes cibles nationaux ou régionaux. Dans ce cas précis, la confiance est une condition préalable importante, et il est important de parler ouvertement et de manière constructive des méthodes de travail et des différences culturelles. La confiance s'installant au fil du temps, la plupart des journalistes travaillant en étroite collaboration se connaissent depuis plusieurs mois ou plusieurs années. Souvent, ils ont d'abord mené des enquêtes plus modestes et plus faciles avant de s'engager dans des enquêtes plus exigeantes.



SUGGESTION DE DEVOIR PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ANALYSER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

1) Demandez à vos participants d'utiliser la session d'apprentissage en ligne « Mise en œuvre d'un projet de collaboration – communication interculturelle » (Implementing a collaborative project – intercultural communication), développée dans le cadre du projet européen « Nouvelles compétences pour la prochaine génération de journalistes » (New skills for the next generation of journalists, Newsreel), pour se préparer à une discussion en classe sur les compétences interculturelles.

2) Demandez à vos participants d'utiliser la session d'apprentissage en ligne « Planifier un projet de collaboration » (Planning a collaborative project), développée dans le cadre de Newsreel, pour préparer un argumentaire à un rédacteur en chef dans une rédaction ou pour obtenir le financement d'une fondation, et demandez-leur de le présenter en classe et d'obtenir un retour de leurs camarades.

Vous pouvez trouver les deux sessions ici : https://newsreel.pt.e.hu/e_learning/collaborative_journalism



LECTURES RECOMMANDÉES :

Académique :

Heft, A. (2020). Conditions to strengthen future cross-border journalism. Série Weizenbaum #5 Short Paper. Berlin. Institut Weizenbaum pour la société en réseau - Institut allemand de l'internet. [En ligne] https://www.weizenbaum-institut.de/media/Publikationen/Weizenbaum_Series/Weizenbaum_Series_5_Heft_080420.pdf [consulté le 11 décembre 2020]

Journalistique :

Alfter, B. (2019). Cross-border collaborative journalism: a step-by-step guide. Londres. Routledge. [En ligne] <https://lostineurope.org/> [consulté le 11 décembre 2020]

Institutionnelles :

Hostwriter. (2018). Cross-border journalism as a mindset. [En ligne]. https://blog.hostwriter.org/wp-content/uploads/2018/12/crossborder_journalism-mindset-final.pdf [consulté le 11 décembre 2020]

n-ost. (2020). Cross-border playbook. A compilation of projects, tips and experiences. [En ligne] <https://playbook.n-ost.org/> [consulté le 11 décembre 2020]

Références

- Abidi, A. (2018). Rethinking our reporting of the refugee crisis: How collaborative journalism can improve how we cover migration. Festival international du journalisme. Pérouse. [En ligne]. <https://magazine.journalismfestival.com/rethinking-our-reporting-of-the-refugee-crisis-how-collaborative-journalism-can-improve-how-we-cover-migration/> [consulté le 26 novembre 2020]
- Aitamurto, T. (2015). Crowdsourcing as a knowledge-search method in digital journalism. *Digital Journalism*, 4(2), 280-297. <https://doi.org/10.1080/21670811.2015.1034807>
- Alfter, B. (2016). Cross-border collaborative journalism: Why journalists and scholars should talk about an emerging method. *Journal of Applied Journalism & Media Studies*, 5(2), 297-311. https://doi.org/10.1386/ajms.5.2.297_1
- Alfter, B. (2018). New method, new skill, new position? Editorial coordinators in cross-border collaborative teams. In Sambrook, R. (sous la direction de), *Global teamwork: The rise of collaboration in investigative journalism* (pp. 41-58). Oxford. Reuters Institute. [En ligne]. https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2018-03/sambrook_e-ISBN_1802.pdf [consulté le 26 novembre 2020]
- Alfter, B. (2019). *Cross-border collaborative journalism: A step-by-step guide*. Londres. Routledge.
- Bradshaw, P. (2013). Stories and streams: Teaching collaborative journalism with peer to peer learning. [En ligne]. <https://onlinejournalismblog.com/2013/01/15/free-ebook-on-teaching-collaborative-journalism-and-peer-to-peer-learning/> [consulté le 26 novembre 2020]
- Broszinsky-Schwabe, E. (2011). *Interkulturelle Kommunikation: Missverständnisse – Verständigung*. Wiesbaden. VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Collaborative Journalism. (2020a). What is collaborative journalism? Montclair State University. [En ligne]. <https://collaborativejournalism.org/what-is-collaborative-journalism/> [consulté le 26 novembre 2020]
- Collaborative Journalism. (2020b). Best practices and guides. Montclair State University. [En ligne]. <https://collaborativejournalism.org/guides/> [consulté le 26 novembre 2020]
- Commisceo Global. (2016). Intercultural communication tips. Londres, Anaheim. [En ligne]. <https://www.commisceo-global.com/blog/intercultural-communication-tips> [consulté le 26 novembre 2020]
- Correctiv. (2020). CrowdNewsroom. Essen, Berlin. [En ligne]. <https://correctiv.org/en/crowdnewsroom/> [consulté le 26 novembre 2020]
- Gupta, A. (2017). Bringing collaborative journalism to the issue of international migration: An interview about the 19 million hackathon. *Media Fields Journal* 12/2007, 1-19. [En ligne]. <http://static1.1.sqspcdn.com/static/f/707453/27402858/1483737599450/Gupta.pdf?token=dz6Kwt8D0ahp%2Fc1XHwJ%2BPaR9TKw%3D> [consulté le 26 novembre 2020]
- Hayden, S. et Ghandour, Z. (2 décembre 2017). Road to Damascus: the Syrian refugees who want to go home. Dublin. [En ligne]. <https://www.irishtimes.com/news/world/middle-east/road-to-damascus-the-syrian-refugees-whowant-to-go-home-1.3309941> [consulté le 26 novembre 2020]
- Hostwriter. (2020). About Hostwriter. Berlin. [En ligne]. <https://hostwriter.org/about> [consulté le 26 novembre 2020]
- Howe, J. (2006). *Crowdsourcing: The book*. [En ligne]. https://crowdsourcing.typepad.com/cs/2007/01/crowdsourcing_t.html [consulté le 26 novembre 2020]
- Howe, J., Bajak, A., Kraft, D. & Wihbey, J. (2017). *Collaborative, open, mobile: A thematic exploration of best practices at the forefront of digital journalism*. Northeastern University School of Journalism Document de travail. [En ligne]. <http://www.storybench.org/docs/collaborative-open-mobile-whitepaper.pdf> [consulté le 26 novembre 2020]

ICIJ. (2017). Panama Papers wins Pulitzer Prize. [En ligne]. <https://www.icij.org/blog/2017/04/panama-papers-wins-pulitzer-prize/> [consulté le 26 novembre 2020]

ICIJ. (2018). The Panama Papers: Exposing the rogue offshore finance. [En ligne]. <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/> [consulté le 26 novembre 2020]

ICIJ. (2020). About. [En ligne]. <https://www.icij.org/about/> [consulté le 26 novembre 2020]

Investigate Europe. (2020). Enquêter sur une Europe en mutation. [En ligne]. <https://www.investigate-europe.eu/fr> [consulté le 3 avril 2021]

Koch, A. (2018): Investigative journalism and advocacy: Natural allies? In Sambrook, R. (sous la direction de), *Global teamwork: The rise of collaboration in investigative journalism* (pp. 64-77). Oxford. Reuters Institute. [En ligne]. https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2018-03/sambrook_e-ISBN_1802.pdf [consulté le 26 novembre 2020]

Norris, W. (2016). Digital humanitarians. *Journalism Practice*, 11(2-3), 213-228. <https://doi.org/10.1080/17512786.2016.1228471>

Onuoha, M., Pinder, J. et Schaffer, J. (2015). Guide to crowdsourcing. Tow Center for Digital Journalism at Columbia's Graduate School of Journalism. New York. [En ligne]. https://www.cjr.org/tow_center_reports/guide_to_crowdsourcing.php#crowdsourcing-in-newsrooms [consulté le 26 novembre 2020]

Pew Research Center. (2014). Journalism partnerships: A new era of interest. Pew Research Center Report. [En ligne]. https://www.pewresearch.org/wp-content/uploads/sites/8/2014/12/PJ_JournalismPartnerships_120414.pdf [consulté le 26 novembre 2020]

Rogers, S. (18 juin 2009). How to crowdsource MPs' expenses. *The Guardian*. Londres. [En ligne]. <https://www.theguardian.com/news/datablog/2009/jun/18/mps-expenses-houseofcommons> [consulté le 26 novembre 2020]

Sambrook, R. (2017). Paradise papers yet another example of the power of collaboration in investigative journalism. *The Conversation*. [En ligne]. <http://theconversation.com/paradise-papers-yet-another-example-of-the-power-of-collaboration-in-investigative-journalism-87376> [consulté le 26 novembre 2020]

Sambrook, R. (sous la direction de) (2018). *Global teamwork: The rise of collaboration in investigative journalism*, Oxford. Reuters Institute. [En ligne]. https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2018-03/sambrook_e-ISBN_1802.pdf [consulté le 26 novembre 2020]

SBTF. (2015). Online European refugee response assessment – Humanitarian data exchange (Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU). StandBy Task Force et Internews. [En ligne]. <https://data.humdata.org/dataset/european-mediterranean-refugee-response> [consulté le 26 novembre 2020]

Stearns, J. (2016). Lessons from the New York Times super tuesday hoax: Five ways to spot fake news. [En ligne]. <https://firstdraftnews.org/latest/lessons-from-the-new-york-times-super-tuesday-hoax-five-ways-to-spot-fake-news-bernie-sanders-elizabeth-warren/> [consulté le 26 novembre 2020]

Stonbely, S. (2017). Comparing models of collaborative journalism. Montclair State University. Document de travail. [En ligne]. <https://collaborativejournalism.org/wp-content/uploads/sites/8/2017/09/Models-for-Collaborative-Journalism-research-paper.pdf> [consulté le 26 novembre 2020]

The New Arrivals. (2020). About. European Journalism Center. [En ligne]. <https://thenewarrivals.eu/index.html> [consulté le 26 novembre 2020]. Articles en français : Les nouveaux arrivants. (2020). *Le Monde*. Paris. [En ligne]. <https://www.lemonde.fr/les-nouveaux-arrivants/> [consulté le 3 avril 2020].

Organized Crime and Corruption Reporting Project. (2020). About. [En ligne]. <https://www.occrp.org/en/about-us> [consulté le 26 novembre 2020]

The Refugee Journalism Project. (2020). About us. [En ligne]. <https://www.refugeejournalismproject.org/about-us-2/> [consulté le 26 novembre 2020]

Usher, N. (2016). The appropriation/amplification model of citizen journalism: An account of structural limitations and the political economy of participatory content creation. *Journalism Practice*, 11(2-3), 247-265. <https://doi.org/10.1080/17512786.2016.1223552>

Wardle, C. (2016). 6 types of misinformation circulated this election season. *Columbia Journalism Review Website*. [En ligne]. https://www.cjr.org/tow_center/6_types_election_fake_news.php [consulté le 26 novembre 2020]

19 Million Project. (2015a). About. [En ligne]. <http://the19millionproject.com/> [consulté le 26 novembre 2020]

19 Million Project. (2015b). Check out the final projects. [En ligne]. <http://the19millionproject.com/2015/12/18/check-out-the-final-projects-19-million-project-hackathon-launches-13-innovative-storytelling-and-technology-projects-to-address-the-european-migration-crisis/> [consulté le 26 novembre 2020]



MODULE 13

Améliorer l'impact, stratégies journalistiques et marketing éditorial

Par Anna-Carina Zappe
et Gordon Wüllner-Adomako



FINALITÉS DU MODULE

- Déterminer le public auquel s'adressent les sujets sur la migration et le déplacement forcé.
- Doter les participants de stratégies de sensibilisation aux sujets liés à la migration.
- Encourager les participants à réfléchir de manière innovante aux reportages sur les migrations et les réfugiés.



OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

A la fin de ce module, les participants pourront :

- Expliquer comment les journalistes peuvent améliorer l'impact de leurs sujets sur la migration et les réfugiés.
 - **OA de type affectif : Réagir**
- Se souvenir des différents modes d'utilisation des médias.
 - **OA de type cognitif : Mémoriser**
- Utiliser des stratégies (par exemple le modèle SOI) pour rendre parlants pour le public les reportages sur la migration.
 - **OA de type cognitif : Appliquer**
- Faire preuve des compétences nécessaires pour « vendre » un sujet lié à la migration.
 - **OA de type cognitif : Appliquer**

Aperçu

À propos des millions de personnes fuyant la guerre civile en Syrie, Jan Egeland, diplomate, politiste, responsable humanitaire et ancien homme politique norvégien, a déclaré que « l'attention médiatique, à quelques notables exceptions près, est tombée dans l'oreille d'un sourd, avec un manque d'intérêt évident de la part de la grande majorité du secteur audiovisuel et des grands journaux » (Egeland, 2015, p. 1).

Malheureusement, les reportages sur les migrants ou les réfugiés¹ qui sont bien documentés (voir module 10) et conformes à la déontologie (voir module 11) ne touchent pas nécessairement un large public. Les reportages qui évitent le sensationnalisme, la simplification et la dénaturaison ont au contraire tendance à rester sous le radar. À vrai dire, une grande partie des sujets concernant les migrants et les réfugiés se situent hors du radar des médias. Le rapport d'Aidan White intitulé « Moving Stories, International Review of How Media Cover Migration » (« Histoires en mouvement, étude internationale sur la couverture médiatique des migrations »), publié par le Réseau de journalisme éthique, passe en revue certaines de ces histoires qui restent souvent ignorées (White, 2015). Egeland affirme que la sous-représentation de sujets comme ceux-ci

¹ Pour les définitions des termes migrants, réfugiés et des autres notions majeures, consultez les glossaires recommandés dans le module 2 (REM, 2012 ; OIM, 2019 ; HCR, s. d.).

est due au fait qu'« il n'y a pas de photographe ou de journaliste sur le terrain pour raconter l'histoire » (Egeland, 2015, p. 1) ; les raisons de l'absence de journalistes sont examinées dans le module 5. Cependant, d'autres facteurs que la simple présence de journalistes sur place, seront abordés dans ce module. Les journalistes doivent connaître l'usage que leur public fait des médias afin de savoir quels groupes cibles ils peuvent atteindre avec leurs reportages et comment ils peuvent les trouver. Qui plus est, les journalistes doivent se frayer un chemin parmi les organes de presse et les rédacteurs en chef qui peuvent ne pas être convaincus par leurs sujets et ces derniers doivent aussi trouver leur public. Des études de cas avec des médias en ligne grecs montrent que les internautes étaient indifférents aux histoires de réfugiés qui étaient publiées en 2015, mais que les médias n'utilisaient pas non plus de pratique innovante pour attirer leur attention (Panagopoulos, 2019). Lorsque l'audience ne prête pas attention aux nouvelles, il est grand temps de repenser ses stratégies et de chercher à innover.

« Le journalisme d'excellence ne doit pas seulement être original [souligné par l'auteur] dans ses contenus (proposer des éditions spéciales, fournir des angles originaux sur l'actualité), mais il doit aussi être innovant et attrayant dans la forme mobilisée pour raconter ces histoires » (Shapiro et al., 2006, p. 431).

De fait, les journalistes doivent être innovants lorsqu'ils produisent des sujets sur la migration et le déplacement forcé, mais aussi lorsqu'ils les « vendent ». En plus d'offrir des informations utiles sur les publics et sur la manière de rendre un sujet sur la migration intéressant, tant pour eux que pour les rédacteurs en chef, ce module propose aussi des sujets efficaces et innovants sur les migrants et les réfugiés afin d'inspirer les participants au cours.

Aida Alami et Salaheddine Lemaizi, journalistes du Maroc

« Le journalisme sur les migrations est une opportunité car **il nous oblige à innover** non seulement en termes de contenu mais aussi en termes de format. Nous ne pouvons plus raconter les histoires de migration de la même manière que nous l'avons fait pendant des années. Le public s'est lassé des histoires misérabilistes. Les migrants eux-mêmes veulent aussi être informés. Ce qui implique de nouvelles formes d'écriture journalistique, du journalisme de données, de la vérification de l'information ; les formats longs et courts sont à multiplier. »



Source : DR

Usage des médias en Afrique et en Europe

Avant de proposer au public des articles sur les migrants et les réfugiés, les journalistes doivent répondre clairement à la question suivante : qui est ce public visé ? En général, il s'agit de per-

sonnes dans les pays d'origine et d'autres dans les pays de destination. Cela concerne notamment celles et ceux qui envisagent de quitter leur pays, des personnes dont des membres de la famille ont fui ou émigré, mais aussi des résidents des pays de destination, dans lesquels les migrants et les réfugiés sont arrivés. Un examen de leur consommation médiatique montre l'importance de certains supports pour ces groupes et pourquoi il est important que les journalistes parviennent à les toucher par ces canaux. Les publics qui façonnent et/ou réagissent à l'opinion publique et aux orientations politiques sont également essentiels. L'information ne doit donc pas seulement cibler le grand public, mais aussi les leaders d'opinion et les décideurs politiques dans les parlements et au gouvernement.

Malgré l'extrême diversité de l'environnement médiatique africain (Paterson, 2013, p. 80), les consommateurs de médias en Afrique sont en général soit « nantis », soit « démunis » : ceux qui vivent dans les zones urbaines ont accès à l'offre analogique et numérique (les nantis), tandis que les ruraux n'ont pas accès aux médias numériques et ont un accès limité aux médias analogiques électroniques, avec notamment un choix limité de stations de radio et éventuellement de télévision (Balancing Act, 2014, p. 5). En Afrique, décrite comme le « continent de la radio » (Bergstresser, 2009, p. 4), 70 % à 80 % de la population possède une radio. Depuis le début du millénaire, la quantité de stations de radio privées ainsi que de radios communautaires à but non lucratif et à propriété collective a sensiblement augmenté, notamment en raison de la « soif d'alternatives aux médias contrôlés par le gouvernement » (Myers, 2008, p. 12). Les radios communautaires, en raison de leur accessibilité et de leur diffusion dans les zones rurales, sont également d'une grande importance pour les « démunis » (Paterson, 2013, p. 81). Malgré cette inégalité évidente en ce qui concerne l'accès aux informations, Wangari (2017) affirme qu'en Afrique, la génération du millénaire « utilise les médias sociaux comme principale source d'information, à plus de 60 % ». Facebook est notamment « devenue la plateforme de média social la plus populaire avec près de 20 millions d'utilisateurs rien qu'au Nigeria et au Kenya » (The Nielsen Company, 2015, p. 22). De même, les fonctionnaires de l'UA se tournent fréquemment vers les médias sociaux et les sites en ligne comme principales sources d'information (Bronsther et al., 2016, p. 15).

De même, en Europe, « internet et les réseaux sociaux en ligne sont les médias utilisés par les citoyens européens qui connaissent la croissance la plus rapide » (Commission européenne, 2017). Un autre rapport de la Commission européenne de 2019 confirme que la pénétration du numérique ne cesse d'augmenter : 80 % des Européens utilisent internet au moins une fois par semaine, ce qui représente une augmentation de deux points depuis l'automne 2018 (Commission européenne, 2019). Dans de nombreux pays européens, cependant, « la croissance de l'utilisation des médias sociaux pour s'informer [...] s'est arrêtée ou s'est inversée » (Newman et al., 2018a, p. 10). Si l'on prend l'exemple du Royaume-Uni, l'utilisation est passée de 20% (2013) à 41 % (2017) avant de retomber à 39 % en 2018. Comme l'explique le Reuters Institute Digital News Report de 2018, qui présente les données de 24 pays européens, les changements d'algorithmes donnant la priorité aux informations privées sur les actualités que Facebook a introduits en 2018 ont conduit à cette nouvelle situation (Newman et al., 2018a, p.

11). Cependant, l'Europe reste un terrain très favorable pour la diffusion sur les médias sociaux – ce qui a également favorisé l'émergence de sites internet alternatifs, populistes ou partisans (Newman et al., 2018a, p. 20). Parmi les autres particularités de la consommation européenne d'information en ligne figurent la forte proportion de jeunes de moins de 25 ans qui utilisent les médias sociaux comme voie d'accès à l'actualité (Newman et al., 2018a, p. 15), l'importance des smartphones comme support des médias sociaux et la popularité des contenus vidéo en ligne (Newman et al., 2018a, p. 27). En Europe, la baisse tendancielle de la presse écrite qui a commencé il y a longtemps semble s'être arrêtée : 26 % des personnes déclarent lire un journal tous les jours ou presque. C'est cependant nettement moins significatif que les 80 % qui regardent la télévision (terrestre et numérique) et aux 47 % qui écoutent la radio (Commission européenne, 2019). « L'audio suscite [...] un regain d'intérêt de la part des éditeurs à mesure que l'écoute en mobilité se développe et que la technologie à la demande dans le secteur automobile bouleverse l'écoute linéaire de la radio » (Newman et al., 2018b, p. 54). Cela a donné naissance à un nouveau marché pour la baladodiffusion (podcast), qui jouit d'une popularité croissante dans de nombreux États européens (Newman et al., 2018b, p. 54). Bien entendu, si l'on considère le nombre d'utilisateurs, il ne faut pas oublier que la presse écrite, même en ligne, joue toujours un rôle de premier plan dans l'établissement de l'agenda, en particulier pour les citoyens, les prescripteurs et les décideurs politiques.

Comment les migrants et les réfugiés utilisent les médias

Un groupe de discussion mené auprès de migrants et de réfugiés africains en Allemagne (Zappe et al., 2020), a montré que les participants n'avaient trouvé que peu d'informations sur la migration et les déplacements forcés dans les médias de leur pays d'origine. Les informations qui les ont incités à migrer provenaient principalement de la communication interpersonnelle, appuyée le plus souvent par des images positives de l'Europe partagées via les médias sociaux. Selon cette étude, les informations issues d'internet – par opposition aux médias traditionnels – ont joué un rôle subalterne. Les contacts personnels (la communication via les médias sociaux par exemple) sont importants pour les migrants africains (Fiedler, 2017). D'autres études ont souligné l'importance de la connectivité sans fil et des médias sociaux pour les réfugiés. Neuf réfugiés sur dix utilisaient Facebook, dans une étude (HCR, 2016, p. 17), et pour beaucoup d'entre eux la connectivité sans fil est encore plus importante que l'éducation, les vêtements ou les soins de santé (HCR, 2016, p. 19). Une étude menée dans deux camps ougandais (Nakivale et Kakuma) a montré que seul un faible pourcentage de réfugiés (moins de 20 %) ne disposait pas d'un accès à un équipement portable.

Selon une autre étude, « Facebook, WhatsApp et Google constituent la majorité des plateformes de communication utilisées par les réfugiés et ont souvent été cités comme des canaux de confiance, représentant environ 40 % de toutes les activités sur internet » (Hounsell & Owuor, 2018, p. 31). En complément, WhatsApp, Facebook, Viber ou Telegram – une étude allemande l'a également montré – sont importants pour les réfugiés de Syrie, d'Irak et d'Asie centrale. La préférence diffère en fonction du pays d'origine. La recherche suggère que les informations pro-

venant de la télévision et de sites internet ne sont pas perçues comme très fiables (Emmer et al., 2016, p. 9). Cela montre que les médias sociaux sont une « source d'information indispensable pour les réfugiés d'aujourd'hui » (Dekker, 2018, p. 9), malgré les nombreuses références non vérifiées et les rumeurs diffusées sur les principales plateformes de médias sociaux. Les journalistes peuvent jouer un rôle crucial à cet égard en combattant la désinformation et la mal-information. Des plateformes comme Infomigrants.net, un effort de collaboration entre le diffuseur international allemand DW, l'UE et d'autres médias européens, peuvent servir d'exemple.



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (MÉMORISER) :

Mettez en œuvre un volet informatif en classe en utilisant le texte et les sources ci-dessus et concevez un court exposé de 10 minutes traitant du public et de son utilisation des médias. Vous pouvez aussi vous concentrer particulièrement sur votre pays ou sur certains médias ou organes de presse, étoffer la présentation avec des aspects locaux ou faire un quiz.

Fournissez des documents supplémentaires et faites jouer aux participants le rôle de différents utilisateurs de médias, qui se racontent mutuellement leur régime médiatique.

Intérêt des médias et intérêt des publics

Comme déjà mentionné dans le module 10, les publics consultent des nouvelles, qui sont pertinentes pour eux aux niveaux local, national et international (Schrøder, 2019). La pertinence dépend du public – comme le souligne Lee (2010) dans son étude : la consommation de nouvelles peut être motivée par un souci d'information, de divertissement, de réflexion ou de socialisation. Chacun a sa propre motivation pour consommer de l'information (Lee, 2010)². De plus, ce qui est pertinent pour le public n'est pas forcément ce que les rédacteurs en chef considèrent comme tel. Une analyse, par exemple, des informations sélectionnées par la rédaction et celles choisies par le public dans des médias d'information en ligne, a conclu que les médias mettent davantage l'accent sur les nouvelles sérieuses (par exemple, les sujets politiques et financiers) dans leurs sélections, tandis que le public a tendance à privilégier des sujets plus légers (par exemple « style de vie » ou « vie quotidienne ») (Chakraborty et al., 2019). Une autre étude comparant la sélection des sujets les plus lus et de l'ensemble de la production indique que les journalistes ont une plus grande appétence pour les questions politiques que le grand public, alors que les internautes privilégient les infos service, que les journalistes négligent d'une manière générale (Wendelin et al., 2017). Or le résultat des analyses de contenus sur la migration et les réfugiés montre que ceux-ci sont particulièrement axés sur la politique (voir module 4).

2 Il existe une multitude de typologies, de délimitations et de résultats d'enquêtes sur les motivations et les attentes du public, que les participants peuvent connaître grâce à d'autres cours qu'ils ont suivis. Pour n'en citer que deux : The Digital News Report de Newman et al, (2019) et la typologie de Schrøder & Kobbarnagel (2010).

Dès lors, il va de soi que ce genre de reportages n'est peut-être pas le plus intéressant ni le plus pertinent du point de vue du grand public (Panagopoulos, 2018). Les propos des journalistes Lydia Ouma Radoli, Ulriikka Myöhänen et Cécile Debarge, qui ont déjà beaucoup couvert les questions relatives aux migrants et aux réfugiés, sont révélateurs de la préconisation d'élargir la focalisation (politique) aux histoires de personnes et de leur quotidien. Dans le même temps, il faut éviter de généraliser en tout lieu et en tout temps car les dimensions politiques liées à la migration continuent de présenter un intérêt certain pour de larges pans du public.

Lydia Ouma Radoli, journaliste audiovisuelle et chercheure kenyane sur les médias



Source : DR

« Je recommanderais de mettre l'accent sur les migrants en tant que personnes, sur leurs expériences humaines, leurs luttes et leurs réussites, afin que la migration ne soit pas réduite à des statistiques ou vue comme le symptôme de problèmes du Nord, mais que les journalistes donnent des visages aux statistiques. Il faut également interroger les postulats et les stéréotypes qui opèrent dans la construction sociale de la migration. »

Ulriikka Myöhänen, journaliste multimédia finlandaise

« Mon meilleur conseil pour mes collègues journalistes est de trouver un protagoniste idéal pour votre sujet. Autrement dit, apprenez à connaître les personnes sur lesquelles vous vous apprêtez à écrire et essayez de trouver quelque chose qui permettra au public de s'identifier plus facilement à elles. »



Source : DR

Cécile Debarge, journaliste indépendante basée en Italie.



Source : DR

« Vendre des sujets sur la migration et les réfugiés hors des sentiers battus est très difficile en dehors de tout contexte de crise, car la migration est principalement considérée comme la conséquence d'une crise ou d'une situation critique.

Or la migration peut être bien plus que cela. De nombreux reportages se concentrent par exemple sur les pays qui renvoient les réfugiés dans leur pays d'origine mais rares sont ceux qui interviewent les migrants qui sont de retour. Les médias ont couvert à l'excès la caravane de migrants en Amérique centrale et la politique américaine de l'administration de Donald Trump, mais lorsque je suis allée au Guatemala pour rencontrer des "deportados", j'ai réalisé, au cours de mon enquête, que personne n'avait encore raconté leur histoire. Certains d'entre eux qui n'ont jamais grandi au Guatemala, ont été renvoyés à Guatemala City, sans parler un seul mot d'espagnol. Dans ce cas, la couverture de la migration ressemble davantage à une couverture de l'après-crise. »

De toute évidence, les questions relatives aux migrants et aux réfugiés ne sont pas fondamentalement dénuées d'intérêt pour le grand public : Par exemple, la couverture du cas tragique d'Alan Shenu (souvent désigné sous le nom d'« Aylan Kurdî »), comme évoqué dans le module 5, a ému les médias et le public. Les gens se sont intéressés à ce sujet qui, à l'origine, ne constituait pas un événement politique. Les questions de migration peuvent attirer de larges audiences lorsque les médias racontent des histoires sur la route des passeurs depuis la Libye et les naufrages en Méditerranée, sur la situation à Calais, où les polices française et britannique font face aux migrants en situation irrégulière qui tentent de traverser la Manche, sur les traversées de bateaux de la Turquie vers la Grèce ou « les images de personnes se déplaçant à travers les Balkans » (Trilling, 2019).

Cependant, les exemples européens mentionnés ici se concentrent sur des pics de catastrophes et de périodes électorales. La migration a occupé une part considérable des sujets politiques des chaînes allemandes du service public lors du scrutin de 2017 (Liesching & Hooffacker, 2019). Néanmoins, cette focalisation sur la politique n'est pas toujours ce que préfère un plus large public (en ligne). Les journalistes sont donc confrontés à une tâche compliquée : À l'échelle mondiale, ils doivent fréquemment composer avec des rédacteurs en chef réticents à diffuser des sujets sur la migration qui ne sont pas axés sur la politique – c'est encore plus vrai dans de nombreux pays africains, où le sujet n'est pas encore fermement établi dans l'agenda des médias grand public, comme le montre le module 4. Les scandales et les simplifications sont plus susceptibles de générer des clics et des recettes que des reportages élaborés, fondés sur des faits, qui sont particulièrement coûteux pour les entreprises médiatiques. Cela pose un défi considérable aux journalistes qui doivent trouver des moyens d'atteindre un large public.

Une option pour raconter les aspects les plus dramatiques de l'histoire pourrait être d'élargir le champ. Le rôle du reportage constructif ou positif a déjà été abordé dans le module 10 et, selon le journaliste de l'AFP Will Vassilopoulos, le public suit.

Will Vassilopoulos, vidéo-journaliste grec de l'AFP :



« L'histoire de la migration et des réfugiés est associée à la misère et doit être racontée, mais il y a aussi des histoires réconfortantes tout aussi importantes. Celles qui montrent le courage, la dignité, l'amour et la persévérance de l'esprit humain dans les circonstances les plus terribles. C'est cette histoire que je trouve passionnante à lire. Et c'est cette histoire que je veux filmer. »

Source : Angelos Tzortzinis.



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (COMPRENDRE) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) :

Utilisez l'une des citations de Lydia Ouma Radoli, Ulriikka Myöhänen, Cécile Debarge ou Will Vassilopoulos, présentées ci-dessus, comme point de départ d'une discussion avec les participants. Demandez-leur de réfléchir aux informations sur la migration et les réfugiés qu'ils aiment consulter et à celles qu'ils n'aiment pas. Complétez la discussion avec les résultats de l'étude mentionnée ci-dessus. Des données locales et nationales peuvent également être ajoutées.

Une histoire d'intérêt

Les journalistes peuvent envisager de mettre en avant les arguments qui font de l'histoire des migrants et des réfugiés un sujet intéressant. Voici quelques exemples d'arguments qui suivent le modèle du reportage écrit pour son lecteur, que l'on désignera ici par son acronyme anglais SOI (Story of Interest model ; voir Figure 33) :

1. Une histoire globale avec un large groupe cible.

Exemple : Les émigrants érythréens doivent payer 2 % d'impôt sur le revenu s'ils veulent faire appel aux services des autorités érythréennes (Wüllner et al., 2016). S'ils ne paient pas, les Érythréens risquent de rencontrer des difficultés sur le marché du travail de leur pays de destination³ – ce qui rend la législation fiscale érythréenne soudainement intéressante pour les médias allemands, italiens ou suédois.

2. Un sujet hautement sensible.

Exemple : La situation désastreuse des réfugiés séjournant dans des centres de détention généraux en Libye constitue une violation si grave de la dignité humaine (Hayden, 2019) qu'elle suscite la compassion bien au-delà des identités nationales.

3. Une histoire aux angles multiples.

Exemple : Le caractère multidisciplinaire des études sur la migration concerne également la couverture journalistique de la migration. Une recherche sur les raisons qui poussent les Camerounais à quitter leur pays peut donner lieu à des articles sur le conflit anglophone-fran-

³ Par exemple, l'Érythréen cité dans le rapport de Wüllner et al. (2016) n'a pas reçu son diplôme universitaire. L'absence de certificat de naissance ou de tout document qui peut être utilisé pour indiquer la qualification professionnelle peut entraîner des difficultés.

cophone, le taux de fécondité nationale, les déficits du marché du travail, les incitations de la diaspora camerounaise, l'image de marque des pays de destination privilégiés ou les effets des changements climatiques dans le golfe de Guinée, entre autres sujets.

4. Une histoire qui n'a pas encore été racontée.

Exemple : Plutôt que de courir après les mêmes histoires, trouvez des histoires qui sont nouvelles ou créez un nouveau chemin. Le rapport « Les crises de déplacement les plus négligées au monde » (2019) donne une idée de nouveaux sujets et de nouveaux angles, quand il évoque par exemple les exilés de RDC où « [l']attention des médias internationaux tout au long de l'année s'est principalement concentrée sur le résultat de l'élection présidentielle retardée et les épidémies d'Ebola » (Skarstein, 2019).

5. Une histoire racontée d'une manière différente.

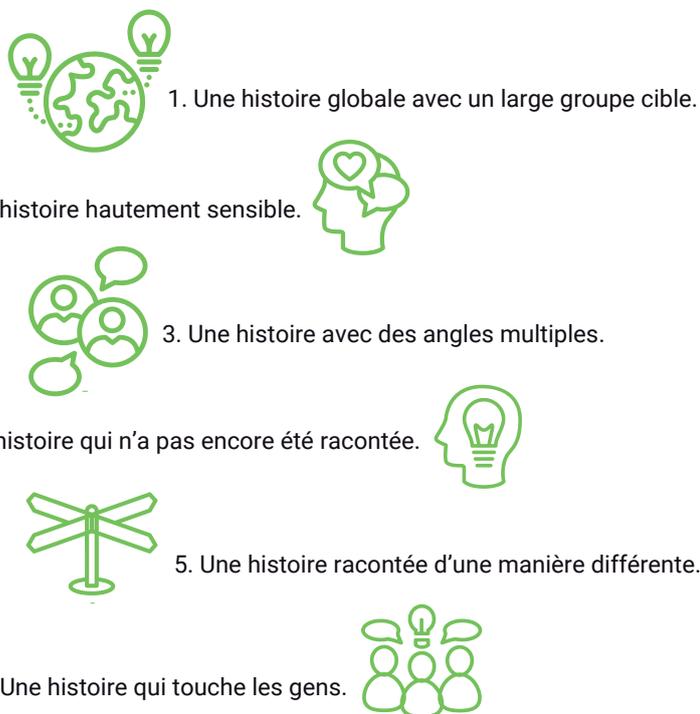
Exemple : Si les gens reçoivent quotidiennement des dizaines de nouvelles sur les catastrophes et les naufrages en provenance de la Méditerranée avec les mêmes images de centaines de réfugiés terrifiés ou mourants, ils sont surpris par une autre perspective, comme cela s'est produit avec l'image d'Alan Shenu – souvent désigné sous le nom d'« Aylan Kurdî ».

6. Une histoire qui touche les gens.

Exemple : Si les gens ont besoin d'informations qui peuvent leur servir, c'est valable également pour les reportages sur les migrations et les déplacements forcés. Il peut être utile d'ajouter des moyens de s'informer ou d'agir complémentaires, par exemple.

Il est certain que la collaboration avec d'autres journalistes peut aider à atteindre certains de ces objectifs en présentant une histoire d'une manière attrayante pour le public (Egwu, 2020). Le module 12 offre un large éventail de conseils sur la manière de collaborer dans le cadre de reportages sur les migrants et les réfugiés.

Figure 33: Le modèle SOI du reportage écrit pour son lecteur



Source : Illustration originale.



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) :

Avant la présentation du modèle SOI, faites un exercice de carte mentale avec les participants et demandez-leur de réfléchir à plusieurs arguments qui peuvent expressément transformer les questions de migration en une histoire intéressante (idées dans le texte ci-dessus). Après la présentation du modèle SOI, faites un exercice de carte mentale avec les participants et demandez-leur de réfléchir à des idées concrètes d'histoires qu'ils pourraient mettre en œuvre.

Récits exemplaires sur la migration et le déplacement forcé : un aperçu des bonnes pratiques

Les histoires doivent sortir du lot et ouvrir de nouvelles perspectives. Elles doivent répondre aux centres d'intérêt des ressortissants des pays d'origine et de destination. Elles doivent être attrayantes pour les membres des communautés hôtes et des communautés d'accueil. Le modèle SOI peut assurément contribuer à modifier l'orientation d'un récit pour le rendre attrayant. Les

journalistes peuvent rendre les sujets concernant les migrants et les réfugiés plus marquants et les présenter de manière originale – tout en respectant les critères de qualité, comme indiqué dans les modules 10 et 11. Les cas de bonnes pratiques suivants peuvent servir de sources d'inspiration aux journalistes à la recherche de nouvelles perspectives sur ce sujet :

- Qu'est-ce que cela fait d'être un réfugié ou un migrant, confronté à la détresse et à la peur lors d'un voyage en bateau ? BBC Media Action (l'organisme caritatif de développement international de la BBC) a réalisé un film impressionnant (« Your phone is now a refugee's phone », « Votre Téléphone est maintenant celui d'un réfugié »), conçu pour être visionné verticalement sur un téléphone portable. La composition étonnamment innovante des informations et les solutions techniques offrent de nouvelles possibilités pour donner à voir ce que vivent les réfugiés. Les utilisateurs voient arriver des messages instantanés frénétiques, via les réseaux téléphoniques et les médias sociaux, puis ne plus avoir de réseau ou arriver à court de batterie. Sa présentation originale rend l'histoire plus attrayante pour un large public. D'après les recherches menées par BBC Media Action, le film est également diffusé sur les médias sociaux comme Facebook. Une approche similaire a été adoptée dans les vidéos « Jafor is calling... », « Aisha is calling... » et « Nani is calling... ». Dans chacun de ces films, à la suite d'un appel téléphonique simulé, un personnage raconte son histoire depuis le plus grand camp de réfugiés du monde à Cox's Bazar, au Bangladesh (BBC Media Action, 2016)⁴.
- Le projet « Migration Trail » (« La Route des migrations ») utilise des cartes, des données et du son. Le projet de documentaire immersif en ligne d'Alison Killing permet au public de suivre en temps réel deux personnages fictifs au cours d'un périlleux voyage de dix jours vers l'Europe. L'objectif est de raconter une version plus profonde et plus surprenante d'une question que beaucoup de gens ont l'impression de bien connaître grâce à la couverture médiatique. Les utilisateurs liront les messages instantanés des migrants, les suivront sur des cartes et écouteront des extraits audios ; les stéréotypes s'effacent et migrants comme réfugiés apparaissent dans leur individualité. La modalité du temps réel rend l'histoire plus haletante et plus instantanée, tandis que l'utilisation de cartes et de données renouvelle l'approche et permet de mieux comprendre les faits et les statistiques. Bien que les personnages soient fictifs, ils sont basés sur des histoires vraies. En outre, il existe un podcast, qui, lui, est entièrement réel (Migration Trail, 2017).
- Le reportage « Stories of Migrants Risking Everything for a Better Life » (« Histoires de migrants risquant tout pour une vie meilleure ») de Time Magazine est une combinaison de photos de migrants et de réfugiés, d'une vidéo montrant leurs dessins et évoquant leur foyer et leur voyage, avec des commentaires et une présentation approfondie du contexte politique et des portraits. Il s'agit d'un reportage transfrontalier réalisé par des journalistes de plusieurs pays. Les différents personnages et les divers éléments de l'histoire permettent d'offrir des angles multiples (Edwards, 2019).

4 Lien vers les informations et le film : Hannides et al. (2016). Lien vers les films sur Facebook : BBC Media Action (2019b), BBC Media Action (2019c), BBC Media Action (2019a).

- « #FindAzam » (« #TrouverAzam ») a reçu une attention internationale sur diverses plateformes de médias (sociaux). Le journaliste John Sweeney a brièvement rencontré le jeune réfugié « Azam en Serbie en septembre, lors de la réalisation d'un documentaire pour l'émission 'Panorama' de la BBC, sur le parcours des réfugiés en Europe ». Le documentaire a déclenché la campagne sur les médias sociaux #FindAzam. C'est pourquoi Sweeney a décidé en 2015 de le rechercher et de « retracer les étapes de la piste des réfugiés qu'Azam » a empruntées (Sweeney, 2015). Il a consigné ce voyage sur les médias sociaux, en utilisant Twitter, Facebook, YouTube et Snapchat, et a tenu un blog sur le sujet en cours de route. Le récit a été traduit en arabe et en turc. La recherche d'Azam a singularisé le parcours de nombreux migrants et réfugiés et facilité l'accès à un sujet complexe. Comme le déroulement des événements pouvait être suivi en direct et sur les médias sociaux, l'histoire était accessible à un public international particulièrement large (Sweeney, 2015).

- « Refugee Bedtime Stories » (« Histoires avant d'aller se coucher racontées par des réfugiés ») a choisi un aspect quotidien comme point de départ pour rendre compte de la situation des réfugiés à laquelle on peut facilement s'identifier : Les histoires avant d'aller se coucher, racontées aux enfants réfugiés (Epp et al., 2018 ; Nastasa et al., 2016).

- « A Refugee's Christmas Carol » (« Un Conte de Noël pour les réfugiés ») a été publié au Royaume-Uni dans le journal The Telegraph. Avant Noël 2015, un journaliste s'est rendu dans un centre de jour pour migrants à Rome où il a parlé à deux enfants de la façon dont ils avaient l'habitude de fêter Noël chez eux, de ce qu'ils feraient cette année et de leurs espoirs pour l'avenir. Les deux récits sont agrémentés d'illustrations en noir et blanc (Rowley, 2015).

- Le reportage sur internet « The Smuggling Game » (« Le Jeu des passeurs ») de la Fondation Thomson Reuters News est raconté par le biais d'un dispositif multimédia interactif. La vidéo, l'audio, les images et l'animation graphique en relation avec le texte fournissent diverses impulsions et permettent de visualiser un sujet complexe de manière accessible ; les histoires personnelles des gens sont combinées avec des données chiffrées (Taylor & Cardi, 2017).

- La Société Radio-Canada a produit l'histoire « I Am A Refugee » (« Je Suis un Réfugié ») dans laquelle, « six nouveaux Canadiens » partagent leur histoire, avec leurs propres mots et dans leur propre langue. Le public peut lire les déclarations manuscrites, regarder des vidéos dans différentes langues avec des sous-titres en anglais, ainsi que des images et des graphiques avec des chiffres et des textes. Il s'agit d'un reportage transfrontalier, réalisé par des journalistes de plusieurs pays (Haleem, n. d.).

- Il peut également être intéressant de regarder du côté des ONG connexes. Amnesty International a produit le projet « Upworthy » (« Qui En Vaut la Peine »), qui met en relation des réfugiés et des habitants des pays d'accueil en Europe. La réalisation émouvante des histoires favorise une meilleure compréhension (section flamande d'Amnesty International,

2018 ; Upworthy, 2016). Le projet de campagne « Migrants as Messengers » (« Les Migrants comme messagers ») mis en place en Afrique de l'Ouest par l'OIM utilise la technologie des smartphones pour que les migrants partagent des récits authentiques de leurs expériences migratoires et les diffusent sur différentes plateformes et réseaux sociaux, par exemple Facebook. Ils partagent leurs expériences et s'adressent ainsi directement aux groupes cibles (Migrants as Messengers, n. d.).



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ANALYSER) ET AFFECTIVES (RECEVOIR) :

Montrez certains des exemples de bonnes pratiques et discutez-en avec les participants. Quels sont les aspects précédemment problématisés qui constituent une bonne histoire et qui plaisent au public que l'on retrouve dans ces exemples ?

Savoir « vendre » des articles sur la migration et le déplacement forcé

Même si les journalistes connaissent leurs publics et savent par quels canaux et par quelles approches thématiques ils peuvent les atteindre, il est tout aussi important qu'ils puissent « vendre » ces histoires sur mesure aux rédacteurs en chef et aux chefs de service.

Anthony Akaeze, journaliste nigérian

« Les journalistes doivent être capables d'articuler brièvement mais puissamment leurs idées d'articles en commençant par le titre et de montrer pourquoi ils sont importants car c'est ce qui pourrait permettre à leurs pitches d'attirer facilement l'attention d'un rédacteur en chef. »



Source : DR

La citation d'Anthony Akaeze, journaliste expérimenté dans le domaine des migrations, montre qu'il est important d'avoir une bonne idée de son histoire plutôt qu'une ébauche conçue à la sauvette lorsqu'on défend un sujet sur les migrants et les réfugiés. Mais il existe d'autres conseils de base qui peuvent être utiles lorsqu'on veut vendre un reportage sur les migrants et les réfugiés. Les journalistes peuvent suivre les recommandations faites aux indépendants, comme celles de Kira Cochrane (2016) qui s'adresse aux lecteurs de The Guardian Opinion, celles d'Abigail Edge (2016), qui résume les conseils d'autres pigistes, et celles de Mattia Peretti (2015), qui

a interrogé plusieurs journalistes sur le « pitch » (le discours pour faire valoir l'intérêt de son projet) parfait⁵. Ces conseils peuvent également aider les rédacteurs salariés à mieux préparer leurs idées de sujets avant de tenter de convaincre leurs supérieurs de les accepter : les pigistes doivent réfléchir à la ligne éditoriale des médias puis cibler le plus adapté. Rien ne sert de proposer un reportage sur la migration fouillé et bien documenté à un magazine à sensation !

On peut en revanche recommander de présenter l'idée d'un véritable reportage en quelques phrases. Donnez à voir la substantifique moelle de votre projet. Les journalistes doivent être précis, répondre aux questions les plus importantes (pourquoi est-ce important, qu'est-ce qui rend l'histoire opportune, quel est votre angle et qui comptez-vous interviewer ?) et expliquer pourquoi cela devrait faire l'objet d'un reportage maintenant. Cela nécessite des connaissances dans le domaine du reportage sur la migration et le déplacement forcé, ce qui peut impliquer un travail préparatoire approfondi sur les statistiques, les bases juridiques, la politique et l'histoire, ainsi que des recherches sur les différents protagonistes (voir module 10) afin de ne pas prêter le flanc aux solides contre-arguments d'un rédacteur en chef. Outre le contenu, il peut être utile d'être clair sur le format. Comme mentionné plus haut dans le module, toutes les formes ne sont pas également attrayantes. De plus, une tactique pour convaincre les rédacteurs en chef peut consister à mettre en avant une expertise ou un accès spécial sur le terrain auprès de migrants, de réfugiés ou de leurs communautés d'accueil, qui qualifierait le journaliste pour la production de ce reportage précis. Et si les journalistes ne reçoivent pas de réponse, ils ne doivent pas hésiter à relancer leur interlocuteur et à prendre le temps de l'appeler ou de le rencontrer en personne.

Compte tenu de l'importance croissante des médias sociaux en tant que source d'information de premier plan, les journalistes peuvent également accorder une valeur spécifique au marketing en ligne. Les médias sociaux offrent également aux journalistes des opportunités de se présenter comme des spécialistes dans le domaine de la migration et du déplacement forcé.



SUGGESTION D'EXERCICE PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (ANALYSER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) – A – ET LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) – B :

(A) Demandez aux participants de lire les recommandations de Cochrane (2016), Edge (2016) et Peretti (2015), et de produire une réflexion écrite. Invitez-les à réfléchir à l'intérêt particulier de vendre des reportages sur la migration et les déplacements forcés.

⁵ Il peut également être utile de prendre en considération AJ Labs (2016) « How to pitch to AlJazeera.com » (Comment faire un pitch à AlJazeera.com).

(B) Laissez les participants choisir l'un des exemples de bonnes pratiques ci-dessus et faites-leur jouer le rôle des auteurs. Laissez-les créer une stratégie promotionnelle fictive : Comment ont-ils « vendu » le sujet à leurs rédacteurs en chef ? De quelle manière ont-ils fait référence au public ?



SUGGESTION DE DEVOIR PORTANT SUR LES APTITUDES COGNITIVES (APPLIQUER) ET AFFECTIVES (RÉPONDRE) :

Simulez un pitch. Demandez aux participants de formuler un courriel à un rédacteur en chef, à qui ils veulent « vendre » un sujet sur les migrations et le déplacement forcé. Dans leur lettre, les participants doivent également expliquer pourquoi l'histoire présente un intérêt pour le public de ce média et/ou de cette plateforme médiatique. En outre, ils doivent réfléchir à leurs capacités à améliorer l'impact des histoires sur les migrants et les réfugiés.



LECTURES RECOMMANDÉES :

Académique :

Panagopoulos, A. M. (2019). Why refugee crisis don't get clicks. From indifferent audiences to passive online gatekeepers. In Drok, N. & Veglis, A. (sous la direction de.), Crisis reporting. Association européenne de la formation au journalisme (Ejta) Conférence de 2018 (pp. 73-93). Thessalonique, Grèce. Université Aristote de Thessalonique. [En ligne]. https://www.academia.edu/38644820/Crisis_Reporting [consulté le 25 novembre 2020]

Journalistique :

Hannides, T., Bailey, N. et Kaoukji, D. (2016). Research report: Voices of refugees. BBC Media Action. [En ligne]. <https://www.bbc.co.uk/mediaaction/publications-and-resources/research/reports/voices-of-refugees> [consulté le 25 novembre 2020]

Institutionnelle :

Egwu, P. (2020, January 20). 5 tips for reporting on migration in Africa – and round the world. [Billet de blog]. Réseau international des journalistes. [En ligne]. <https://ijnet.org/en/story/5-tips-reporting-migration-africa-%E2%80%94-and-around-world> [consulté le 15 mai 2020]

Références

- AJ Labs (20 octobre 2016). How to pitch to AlJazeera.com. AJ Labs. [En ligne]. <https://medium.com/@ajlabs/how-to-pitch-to-al-jazeera-com-da2f9fe45489> [consulté le 25 novembre 2020]
- Amnesty International Vlaanderen (25 janvier 2018). Through the eyes of a refugee – a project by Amnesty International [Vidéo]. YouTube. [En ligne]. <https://www.youtube.com/watch?v=ryCOPhOVUWw> [consulté le 25 novembre 2020]
- Balancing Act (2014). The sub-Saharan African media landscape – Then, now and in the future. [En ligne]. www.balancingact-africa.com/docs/reports/SSA-Media-Landscape.pdf [consulté le 25 novembre 2020]
- BBC Media Action (18 juillet 2016). Your phone is now a refugee's phone. [Billet de Facebook]. [En ligne]. <https://de-de.facebook.com/bbcmmediaaction/videos/your-phone-is-now-a-refugees-phone/1239359716098412/> [consulté le 25 novembre 2020]
- BBC Media Action (22 août 2019a). Aisha is calling... [Billet de Facebook]. [En ligne]. https://de-de.facebook.com/335464599821266/videos/754386238327016/?__so__=watchlist&__rv__=video_home_www_playlist_video_list [consulté le 25 novembre 2020]
- BBC Media Action (21 août 2019b). Jafor is calling... [Billet de Facebook]. [En ligne]. https://de-de.facebook.com/335464599821266/videos/1401149903371715/?__so__=watchlist&__rv__=video_home_www_playlist_video_list [consulté le 25 novembre 2020]
- BBC Media Action (22 août 2019c). Nani is calling... [Billet de Facebook]. [En ligne]. https://de-de.facebook.com/335464599821266/videos/2767520129945922/?__so__=watchlist&__rv__=video_home_www_playlist_video_list [consulté le 25 novembre 2020]
- Bergstresser, H. (2009). Afrikas Medien: Im Spannungsfeld von Meinungsfreiheit, Boulevardisierung und Repression. GIGA Focus. 7. [En ligne]. <https://www.giga-hamburg.de/de/publication/afrikas-medien-im-spannungsfeld-von-meinungsfreiheit-boulevardisierung-und-repression> [consulté le 25 novembre 2020]
- Bronsther, C., Erike, A. A., Homan, C. et Stanton, R. (2016). Media consumption trends of the African Union. School of International and Public Affairs. Université Columbia. [En ligne]. <https://sipa.columbia.edu/file/3341/download?token=10tXYOzR> [consulté le 25 novembre 2020]
- Chakraborty, A., Ghosh, S., Ganguly, N. et Gummadi, K. P. (2019). Editorial versus audience gatekeeping: Analyzing news selection and consumption dynamics in online news media. IEEE Transactions on Computational Social Systems, 6(4), 680-691. <https://doi.org/10.1109/TCSS.2019.2920000>
- Cochrane, K. (14 mars 2016). How to pitch an article to Guardian Opinion. The Guardian. [En ligne]. www.theguardian.com/commentisfree/2016/mar/14/how-to-pitch-article-guardian-opinion [consulté le 25 novembre 2020]
- Commission européenne (2017). Eurobaromètre Standard 88 Automne 2017. Les habitudes médiatiques dans l'Union européenne. Commission européenne. [En ligne]. <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/a575c1c9-58b6-11e8-ab41-01aa75ed71a1> [consulté le 4 avril 2021]
- Commission européenne (2019). Eurobaromètre Standard 92 Automne 2019. Les habitudes médiatiques dans l'Union européenne. [En ligne]. <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/c2fb9fad-db78-11ea-adf7-01aa75ed71a1/language-en/format-PDF/source-198004693> [consulté le 4 avril 2021]
- Dekker R, Engbersen G, Klaver J, Vonk H. (2018). Smart refugees. How Syrian asylum migrants use social media information in migration decision-making. Social Media + Society, 4(1), 1-11. <https://doi.org/10.1177/2056305118764439>
- Edge, A. (26 mai 2016). How to write the perfect pitch. Journalism. [En ligne]. www.journalism.co.uk/news/how-to-write-the-perfect-pitch/s2/a640607/ [consulté le 25 novembre 2020]

- Edwards, H.S. (24 janvier 2019). The stories of migrants risking everything for a better life. Time Magazine. [En ligne]. <https://time.com/longform/migrants/> [consulté le 25 novembre 2020]
- Egeland, J. (2015). Beyond the headlines. In White, A. (sous la direction de), Moving stories: International review of how media cover migration (1-4). Ethical Journalism Network. [En ligne]. <https://ethicaljournalism-network.org/wp-content/uploads/2016/09/moving-stories-ejn.pdf> [consulté le 26 juin 2018]
- Egwu, P. (20 janvier 2020). 5 tips for reporting on migration in Africa – and round the world. [Billet de blog]. Réseau international des Journalistes. [En ligne]. <https://ijnet.org/en/story/5-tips-reporting-migrationafrica-%E2%80%94-and-around-world> [consulté le 15 mai 2020]
- Emmer, M., Richter, C. et Kunst, M. (2016). Mediennutzung durch Flüchtlinge vor, während und nach der Flucht. Berlin. Freie Universität Berlin. [En ligne]. http://www.polsoz.fu-berlin.de/kommwiss/arbeitsstellen/internationale_kommunikation/Media/Flucht-2_0.pdf [consulté le 25 novembre 2020]
- Epp, A., Nastasa, B., Riedmann, B., Stieren, A. et Said, Y. (14 mars 2018). “A long, long time ago, Syria was beautiful, my son”. Refugee bedtime stories. Der Spiegel. [En ligne]. <https://www.spiegel.de/international/refugee-bedtime-stories-helping-syrian-children-cope-with-change-a-1198020.html> [consulté le 23 septembre 2020]
- Fiedler, A. (2017). Migration von Subsahara-Afrika nach Europa: Motive, Informationsquellen und Wahrnehmung deutschen Engagements. Stuttgart. ifa (Institut für Auslandsbeziehungen). [En ligne]. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssor-55105-4> [consulté le 25 novembre 2020]
- Haleem, A. (n. d.). I am a refugee. Société Radio-Canada (CBC). [En ligne]. https://www.cbc.ca/news2/interactives/windsor_refugee/ [consulté le 25 novembre 2020]
- Hannides, T., Bailey, N. et Kaoukji, D. (2016). Research report: Voices of refugees. BBC Media Action. [En ligne]. <https://www.bbc.co.uk/mediaaction/publications-and-resources/research/reports/voices-of-refugees> [consulté le 25 novembre 2020]
- Hayden, S. (5 février 2019). The EU's deal with Libya is sentencing refugees to death. The Guardian. [En ligne]. www.theguardian.com/commentisfree/2019/feb/05/eu-deal-libya-refugees-libyandetention-centres?CMP=share_btn_tw [consulté le 25 novembre 2020]
- HCR (n. d.). Glossary. [En ligne]. <http://www.issm.cnr.it/progetti/emigrazione/METADATA%20E%20GLOSSARI/UNHCR/GLOSSARY%20UNHCR.pdf> [consulté le 9 décembre 2020] Glossaire en français dans les rapports mondiaux annuels jusqu'à l'édition 2017 : Rapport mondial du HCR (2017). P. 238. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/gr2017/pdf/GR2017_French_Full_lowres_FR.pdf [consulté le 9 avril 2021]
- HCR (2016). Connecting refugees: How internet and mobile connectivity can improve refugee well-being and transform humanitarian action. Haut-Commissariat aux réfugiés. Genève. [En ligne]. www.unhcr.org/5770d43c4.pdf [consulté le 25 novembre 2020]
- Hounsell, B. et Owuor, J. (2018). Innovating mobile solutions for refugees in East Africa: Opportunities and barrier to using mobile technology and the internet in Kakuma refugee camp und Nakivale refugee settlement. [En ligne]. https://www.elrha.org/wp-content/uploads/2018/02/Innovating_mobile_solutions_Report.pdf [consulté le 25 novembre 2020]
- Lee, S. T. (2010). Peace journalism: Principles and structural limitations in the news coverage of three conflicts. Mass Communication and Society, 13(4), 361-384. <https://doi.org/10.1080/15205430903348829>
- Liesching, M. et Hooffacker, G. (2019). Agenda-Setting bei ARD und ZDF? Analyse politischer Sendungen vor der Bundestagswahl 2017. Frankfurt/Main. OBS Arbeitspapier 35. [En ligne]. <https://www.otto-brenner-stiftung.de/wissenschaftsportal/informationsseiten-zu-studien/agenda-setting-bei-ard-und-zdf/> [consulté le 29 décembre 2019]

Migrants as Messengers (n. d.). Migrants as Messengers. [En ligne]. <https://www.migrantsasmessengers.org/> [consulté le 25 novembre 2020]

Migration Trail. (2017). Migration trail. [En ligne]. <https://www.migrationtrail.com> [consulté le 25 novembre 2020]

Myers, M. (2008). Radio and development in Africa: A concept paper. Préparé pour le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) du Canada. [En ligne]. <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/41180/129100.pdf?sequence=1> [consulté le 25 novembre 2020]

Nastasa, B., Stieren, A. et Said, Y. (2016). "Plötzlich erschien ein sehr guter Mann". Der Spiegel. [En ligne]. <https://www.spiegel.de/panorama/leute/gute-nacht-geschichten-von-fluechtlingen-die-grosse-reise-a-1127028.html> [consulté le 23 septembre 2020]

Newman, N. (2018a). Executive summary and key findings. In Newman, N., Fletcher, R., Kalogeropoulos, A., Levy, D. & Nielsen, R. K. (sous la direction de) Reuters Institute Digital News Report 2018. (8-31) Oxford. Reuters Institute for the Study of Journalism. [En ligne]. <http://media.digitalnewsreport.org/wp-content/uploads/2018/06/digital-news-report-2018.pdf> [consulté le 25 novembre 2020]

Newman, N. (2018b). Podcasts and new audio strategies. In Newman, N., Fletcher, R., Kalogeropoulos, A., Levy, D. & Nielsen, R. K. (sous la direction de) Reuters Institute Digital News Report 2018. (54-57) Oxford. Reuters Institute for the Study of Journalism. [En ligne]. <http://media.digitalnewsreport.org/wp-content/uploads/2018/06/digital-news-report-2018.pdf> [consulté le 25 novembre 2020]

Newman, N., Fletcher, R., Kalogeropoulos, A. et Nielsen, R. K. (sous la direction de) (2019). Reuters Institute Digital News Report 2019. Oxford. Reuters Institute for the Study of Journalism. [En ligne]. https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/inline-files/DNR_2019_FINAL.pdf [consulté le 25 novembre 2020]

OIM (2019). Termes clés de la migration. Organisation internationale pour les migrations. Genève. [En ligne] <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration> [consulté le 22 mars 2021]. Version anglaise : OIM (2019). Glossary on Migration. International Organization for Migration. Genève. [En ligne]. https://publications.iom.int/system/files/pdf/iml_34_glossary.pdf [consulté le 5 août 2019].

Panagopoulos, A. M. (2018). Empathy toward refugees, apathy toward journalism: Hundreds of thousands of refugees in Greece, thousands of stories, just a few hundred clicks. In Dell'Orto, G. & Wetzstein, I. (sous la direction de), Refugee news, refugee politics: Journalism, public opinion and policymaking in Europe (68-81). New York. Routledge.

Panagopoulos, A. M. (2019). Why refugee crisis don't get clicks. From indifferent audiences to passive online gatekeepers. In Drok, N. & Veglis, A. (sous la direction de.), Crisis reporting. Association européenne de la formation au journalisme (Ejta) Conférence de 2018 (pp. 73-93). Thessalonique, Grèce. Université Aristote de Thessalonique. [En ligne]. https://www.academia.edu/38644820/Crisis_Reporting [consulté le 25 novembre 2020]

Paterson, C. (2013). "Information flows in sub-Saharan Africa." Sur le Journalisme, About Journalism, Sobre Jornalismo, 2(1), 80-87. [En ligne]. <https://eprints.whiterose.ac.uk/96742/1/73-179-1-SM.pdf> [consulté le 4 avril 2021]

Peretti, M. (2015). How to pitch your development story? Journalism Grants. [En ligne]. <https://innovation.journalismgrants.org/news/2015/how-to-pitch-your-development-story> [consulté le 25 novembre 2020]

REM (2012). Glossaire 2.0 sur l'asile et les migrations : un outil pour une meilleure comparabilité. Réseau européen des migrations (Commission européenne). Bruxelles. [En ligne]. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/european_migration_network/docs/emn-glossary-fr-version.pdf [consulté le 28 février 2021]. Version anglaise : EMN (2018), European Migration Network Glossary 6.0. Réseau européen des migrations. Bruxelles. [En ligne]. https://www.emn.at/wp-content/uploads/2018/06/emn-glossary-6-0_en.pdf [consulté le 28 février 2021].

Rowley, T. (2015). A refugee's Christmas carol. The Telegraph. [En ligne]. <http://s.telegraph.co.uk/graphics/>

projects/Christmas-Carol-refugees/index.html [consulté le 25 novembre 2020]

Schrøder, K. C. (2019). What do news readers really want to read about? How relevance works for news audiences. Oxford. Reuters Institute for the Study of Journalism. [En ligne]. <http://www.digitalnewsreport.org/publications/2019/news-readers-really-want-read-relevance-works-news-audiences/> [consulté le 25 novembre 2020]

Schrøder, K. C. et Kobbernagel, C. (2010). Towards a typology of cross-media news consumption: A qualitative-quantitative synthesis. *Northern Lights*, 8(1), 115-137. https://doi.org/10.1386/nl.8.115_1

Shapiro, I., Albanese, P. et Doyle, L. (2006). What makes journalism “excellent”? Criteria identified by judges in two leading awards programs. *Canadian Journal of Communication*, 31(2), 425-445, <https://doi.org/10.22230/cjc.2006v31n2a1743>

Skarstein, T. (4 juin 2019). The world’s most neglected displacement crises. Norwegian Refugee Council. [En ligne]. <https://www.nrc.no/resources/reports/nrcs-list-of-the-worlds-most-neglected-displacement-crises/> [consulté le 29 décembre 2019]

Sweeney, J. (29 octobre 2015). How we found Azam – the “lost” Syrian refugee boy. BBC. [En ligne]. <https://www.bbc.com/news/world-34668146> [consulté le 25 novembre 2020]

Taylor, L. & Cardi, V. (28 mars 2017). The smuggling game. Playing with life and death to reach Europe. Thomson Reuters Foundation. [En ligne]. <http://news.trust.org/shorthand/the-smuggling-game/> [consulté le 25 novembre 2020]

The Nielsen Company (16 septembre 2015). Africa’s prospect: Macro environment, business, consumer and retail outlook indicators. The Nielsen Company. [En ligne]. <https://www.nielsen.com/wp-content/uploads/sites/3/2019/04/africa-prospects-report-sept-2015.pdf> [consulté le 25 novembre 2020]

Trilling, D. (1er août 2019). How the media contributed to the migrant crisis. The Guardian. [En ligne]. <https://www.theguardian.com/news/2019/aug/01/media-framed-migrant-crisis-disaster-reporting> [consulté le 19 décembre 2019]

Upworthy (26 mai 2016). How would you react after looking in the eyes of a war refugee? [Vidéo]. YouTube. [En ligne]. https://www.youtube.com/watch?v=By_BHbskg_E [consulté le 25 novembre 2020]

Wangari, N. (27 février 2017). African millennials; Mobile usage and media consumption. GeoPoll. [En ligne]. www.geopoll.com/blog/african-millennials-mobile-usage-and-media-consumption/ [consulté le 25 novembre 2020]

Wendelin, M., Engelmann, I. et Neubarth, J. (2017). User rankings and journalistic news selection. *Journalism Studies*, 18(2), 135-153. <https://doi.org/10.1080/1461670X.2015.1040892>

White, A. (2015). Moving stories: International review of how media cover migration. Ethical Journalism Network. [En ligne]. <https://ethicaljournalismnetwork.org/wp-content/uploads/2016/09/moving-storiesejn.pdf> [consulté le 26 juin 2018]

Wüllner, G., Damiani, A., Hoffman, M. et Marchese, G. (2016, November 25). The long arm of the Eritrean tax law. *Journalism in a Global Context*. [En ligne]. <https://jigc.media/projects/this-is-africa/samuel-from-eritrea/> [consulté le 25 novembre 2019]

Zappe, A.-C., Bastian, M., Leibner, L., Henke, J. & Fengler, S. (2020). Perspektivwechsel. Migrationsberichterstattung in ausgewählten afrikanischen Ländern und Deutschland aus Migrant*innensicht. In Gehrau, V., Waldherr, A. & Scholl, A. (sous la direction de) *Integration durch Kommunikation. Jahrbuch der Publizistik- und Kommunikationswissenschaft 2019*, Münster. 131-140. <https://doi.org/10.21241/ssoar.68126>

GRAPHIQUES

Figure 1	Taxonomie de Bloom des processus cognitifs étudiants les plus fréquemment sollicités dans le cadre de l'enseignement	8
Figure 2	Migrants internationaux, par région d'origine (en millions)	16
Figure 3	Les 20 premiers pays de destination (à gauche) et d'origine (à droite) des migrants internationaux en 2019 (en millions)	17
Figure 4	Nuage de mots autour de la « migration » provenant d'articles académiques	26
Figure 5	Nuage de mots, développé par des journalistes de Côte d'Ivoire	26
Figure 6	79.5 millions de personnes déplacées de force dans le monde à la fin de 2019	40
Figure 7	Principaux angles dans le traitement des migrations en pourcentage (%) dans les médias africains et européens	71
Figure 8	Motivations au départ	82
Figure 9	Flux de transferts de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire par rapport à l'APD et aux IDE	84
Figure 10	Tableau contrasté des flux de transferts de fonds (moyenne glissante sur 3 mois, base 100 en décembre 2019)	85
Figure 11	Les plus instruits sont plus susceptibles de migrer (taux de fréquence de la migration par niveau d'instruction, pays sélectionnés, intervalles de cinq ans, 1999-2010)	90
Figure 12	Projection du nombre total et de la part des migrants climatiques internes en Afrique subsaharienne selon trois scénarios d'ici 2050	92
Figure 13	Classification des victimes détectées de la traite des êtres humains dans des sous-régions montrant diverses configurations, 2016 (ou années ultérieures)	100
Figure 14	Satisfaction des Européens vis-à-vis de la couverture médiatique de la migration	117
Figure 15	Principaux acteurs impliqués au niveau national dans la couverture des migrations	122
Figure 16	Nombre d'articles sur la migration publiés pendant les six semaines couvertes par l'étude	127
Figure 17	Attitudes envers l'immigration par région (en pourcentage)	137
Figure 18	Perceptions de l'impact des groupes d'immigrants en Europe (résultats globaux)	139
Figure 19	Guinée-Bissau : dépenses par secteur (en \$) entre 2015 et 2017.....	171
Figure 20	Journalistes en danger au Cameroun depuis 1992	192
Figure 21	Amnesty International : Indice d'accueil des réfugiés en 2016	209

Figure 22	Arrivées des demandeurs d’asile et importance de l’immigration en Allemagne	213
Figure 23	Nombre de primo-demandeurs d’asile (non citoyens de l’UE-27) dans l’UE, 2008-2019	214
Figure 24	Pourcentage de migrants internationaux par groupes de revenu, 2000 et 2017	215
Figure 25	Nombre de migrants internationaux et de réfugiés en Allemagne, 1990-2019	216
Figure 26	Nombre de migrants internationaux classés par région d’origine et de destination, 2017	234
Figure 27	Evolution des destinations pour les émigrants d’Afrique subsaharienne (nés en Afrique subsaharienne et vivant dans un autre pays), par pays/continent de résidence, en %)	235
Figure 28	Mouvements vers, dans et depuis l’Afrique, 1990-2019	236
Figure 29	Le nombre de personnes extrêmement pauvres continue d’augmenter en Afrique subsaharienne, alors qu’il diminue rapidement dans toutes les autres régions (personnes en situation d’extrême pauvreté ; en millions)	249
Figure 30	Valeurs d’information	264
Figure 31	Séquence de six événements traumatiques potentiels dans le contexte de la migration et du déplacement forcé	289
Figure 32	La méthode TIIM – points clés à retenir	295
Figure 33	Le modèle SOI du reportage écrit pour son lecteur	331

PHOTOS

Couverture :

Plus de 272 millions de personnes dans le monde ont été en situation de migration ou de déplacement forcé en 2020. Ce nombre ne cesse d'augmenter au fil des décennies. Certains migrants quittent leur foyer volontairement, à la recherche de meilleures opportunités de vie. D'autres sont contraints de fuir les persécutions ou la guerre. Certains se déplacent légalement, d'autres utilisent des voies irrégulières. Le voyage clandestin est difficile et met souvent les vies en danger - pourtant, de nombreux migrants tentent à plusieurs reprises d'atteindre le pays de destination de leur choix. Les médias des pays d'origine, de transit et de destination doivent relever le défi de rendre compte de ce sujet complexe, de manière compétente, responsable et compatissante. Cela exige des connaissances considérables, mais également une grande compréhension interculturelle. Source : Fishman64 (Shutterstock.com)

Module 1 : MIGRANTS ET RÉFUGIÉS, DES ENJEUX MAJEURS DU XXIE SIÈCLE

Une famille syrienne, en cours de migration mais plus en fuite. Réfugiés de Syrie au moment où la photo a été prise, ces personnes sont arrivées en Suède après avoir vu leur demande de réinstallation acceptée. La famille avait fui vers l'Égypte, mais disait y avoir été victime de discrimination. Source : J. Bävman (HCR)

Module 2 : ACTEURS, FAITS, CHIFFRES ET NOTIONS CLÉS

Le papier que l'on voit sur cette photo représente un double défi : Les personnes qui sont enregistrées avec ce document ne sont pas seulement des réfugiés mais aussi des apatrides. Le HCR relate le cas de réfugiés kurdes de Syrie en Irak qui ont été forcés de fuir la Syrie avant de pouvoir demander leur nationalité. Source : A. Sen (HCR)

Module 3 : ÉLÉMENTS DE CONTEXTE SUR LA MIGRATION ET LE DÉPLACEMENT FORCÉ

Une femme en sécurité à Bamako, au Mali. Elle a été enlevée par des hommes armés et violée près de chez elle dans la région de Tombouctou au Mali. Le viol fait partie des violences de guerre traumatisantes, pas seulement au Mali. Et la guerre n'est qu'un des facteurs contextuels de la migration. Source : H. Caux (HCR)

Module 4 : MÉDIAS ET TRAITEMENT MÉDIATIQUE DE LA MIGRATION, AU PRISME DES PAYS

Le travail du photographe birman Minzayar Oo, détenu par les autorités bangladaises alors qu'il couvrait la crise des réfugiés rohingyas, a été l'un des sujets les plus discutés aux Rory Peck Awards 2017 à Londres. Minzayar Oo est devenu le premier photographe à recevoir le prix Martin-Adler, qui honore un pigiste local qui a contribué de manière significative à la collecte d'informations. Source: M. O'Shea

Module 5 : COUVRIR LES MIGRATIONS, RÉPERCUSSIONS MÉDIATIQUES ET DÉFIS PROFESSIONNELS

Une femme lit le journal local chez elle à Khartsyzsk, dans la région de Donetsk, en 2015. À partir de 2014, les séparatistes pro-russes ont pris le contrôle de plusieurs villes de la région de Donetsk. Khartsyzsk a été déclarée comme faisant partie de la prétendue République populaire de Donetsk. Depuis, la ville est contrôlée par cet État non reconnu. Les journaux et la télévision sont les principales sources d'information pour les habitants des deux côtés de la ligne de front. Source : S. Korovainyi

Module 6 : ÉTUDE DE CAS, LA GUINÉE-BISSAU (AFRIQUE DE L'OUEST)

La population jeune de la Guinée-Bissau est confrontée aux défis d'un pays à faible développement humain. Le chemin incertain vers la vie d'adulte est marqué par le manque de services dans tous les secteurs, y compris l'éducation, la santé, l'emploi, et ces difficultés sont exacerbées pour les femmes et les filles. La marche vers le développement est longue pour le pays et sa population. Source : C. ten Brink

Module 7 : ÉTUDE DE CAS, LE CAMEROUN (AFRIQUE CENTRALE)

Les journalistes camerounais se font entendre pour réclamer la liberté de la presse. La profession est de plus en plus attaquée, affirment les ONG de médias comme le Committee to Protect Journalists (CPJ) et Reporters sans frontières (RSF). Les classements de la liberté de la presse montrent un recul des indicateurs. Source : C. K. Arnaud

Module 8 : ÉTUDE DE CAS, L'ALLEMAGNE (EUROPE DE L'OUEST)

De nombreux réfugiés et migrants sont arrivés en Allemagne en 2015. La photo montre des bénévoles, prêts à accueillir des réfugiés de Syrie à Francfort-sur-le-Main, en septembre 2015. Source : S. Dinges

Module 9 : MIGRATIONS AFRICAINES : QUITTER L'AFRIQUE, PARTIR DANS UN AUTRE ETAT AFRICAIN OU AU SEIN DE SON PROPRE PAYS

La migration intra-africaine a de nombreuses facettes. Cette jeune femme nommée Nyakong est originaire du Sud-Soudan, déchiré par la guerre. Depuis des mois, elle se cache dans un village non sécurisé avec sa famille et ses vaches. À cause des inondations, elle n'a pas pu emmener ses trois jeunes enfants dans un camp de réfugiés en Éthiopie. Source : C. Tijerina (HCR)

Module 10 : COUVRIR LES MIGRATIONS DE MANIÈRE PROFESSIONNELLE, BONNES PRATIQUES ET DÉONTOLOGIE

Will Vassilopoulos, vidéo-journaliste grec, au travail à Patras, en Grèce, dans une usine abandonnée où vivent des migrants. Au petit matin, ils essaient de se faufiler dans les camions qui embarquent pour l'Italie. Source : A. Tzortzinis

Module 11 : LA GESTION DES TRAUMATISMES DANS LE REPORTAGE SUR LES MIGRANTS ET LES RÉFUGIÉS

Pour les migrants et les réfugiés, des expériences traumatisantes peuvent faire partie de leur vécu. Cette femme a subi les attaques de l'Armée de résistance du Seigneur contre son village dans le nord-est de la République démocratique du Congo. Elle était prisonnière de ce groupe rebelle ougandais brutal depuis près de deux ans. Source : M. Hofer (HCR)

Module 12 : VERS UN TRAITEMENT JOURNALISTIQUE COLLABORATIF DE LA MIGRATION

Ce panneau d'autoroute américain montre un groupe de migrants traversant en courant, et les automobilistes sont invités à être vigilants. Il se trouve au nord de la frontière américano-mexicaine de Tijuana, sur l'autoroute 5. Source : J. McIntosh (flickr)

Module 13 : AMÉLIORER L'IMPACT, STRATÉGIES JOURNALISTIQUES ET MARKETING ÉDITORIAL

Des journalistes, lors d'une formation organisée par l'Institut Erich-Brost pour le journalisme international (EBI) et ses partenaires, en visite dans une ONG à Dakar (Sénégal), en 2018. Au cours de cette session, les journalistes ont pu découvrir une grande variété de moyens leur permettant d'accroître l'impact de leur travail sur les migrants et les réfugiés. Source : W. Vasilopoulos.

RÉDACTEURS

Prof. Dr. Susanne Fengler est professeure de journalisme international et directrice scientifique de l'Institut Erich-Brost pour le journalisme international (EBI) à l'université technique (TU) de Dortmund, en Allemagne. Elle a géré de nombreux projets internationaux dans les domaines de la recherche et de l'enseignement du journalisme en collaboration avec la Fondation Volkswagen, la fondation Robert-Bosch, le ministère fédéral allemand des affaires étrangères, l'UE et de nombreux autres bailleurs de fonds. Ses recherches portent notamment sur la redevabilité des médias, les médias et la migration, ainsi que sur la couverture médiatique des affaires étrangères. Un aperçu des projets de l'Institut Erich-Brost est disponible sur www.brost.org.



Source:
TU Dortmund.

Membre de l'Institut de journalisme et de l'Institut Erich-Brost pour le journalisme international (EBI) de l'université TU de Dortmund, en Allemagne, **Monika Lengauer** contribue, en tant que chercheuse confirmée, à l'enseignement et à la recherche. Elle s'intéresse particulièrement au journalisme international, notamment en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (ANMO) ainsi qu'en Afrique subsaharienne, et mène des recherches sur la couverture médiatique des déplacements forcés et des migrations, l'enseignement du journalisme et la redevabilité des médias. Elle poursuit également son doctorat sur l'enseignement du journalisme dans la région ANMO. Politiste de formation et journaliste de profession, son expertise repose sur plus de trente ans d'expérience dans les domaines de la communication, du développement et de la représentation, notamment la mise en place de programmes de journalisme en Jordanie et au Myanmar, et la communication politique au sein du gouvernement allemand et d'organisations internationales.



Source:
Leon Pollock.

Anna-Carina Zappe est chercheuse confirmée à l'Institut du journalisme et à l'Institut Erich-Brost pour le journalisme international (EBI) de l'université TU de Dortmund, en Allemagne où elle est également thésarde. Elle exerce par ailleurs aussi le métier de journaliste de télévision. En tant que chercheuse, elle s'attache particulièrement à comprendre le rôle des journalistes, lorsqu'ils font des reportages dans des circonstances exceptionnelles, couvrent des catastrophes et connaissent leurs propres traumatismes. Elle s'engage à améliorer la qualité des reportages sur les migrants et les réfugiés, en particulier sur l'Afrique subsaharienne. Elle donne des cours sur le journalisme international, la déontologie et les techniques rédactionnelles. En tant que formatrice de journalistes en milieu de carrière, elle a supervisé des projets de recherche et de reportage collaboratifs transcontinentaux. Son expertise repose sur plus de 15 ans d'expérience pratique en tant que journaliste. Elle est fondatrice et codirectrice d'une société de production télévisuelle. Elle est titulaire d'un master en journalisme.



Source: DR.

CONTRIBUTEURS

Ghadeer Ahmed Ali est assistante de recherche. Ses recherches portent sur les stratégies médiatiques et leurs liens avec les politiques publiques et l'administration. Ghadeer travaille actuellement en tant que responsable de la communication au sein du programme de politique publique de l'École des affaires mondiales et de la politique publique (Gapp) de l'Université américaine du Caire, en Égypte*.



Aida Alami est une journaliste indépendante basée au Maroc qui réalise des reportages en Afrique du Nord, en France et, plus récemment, dans les Caraïbes. Elle contribue régulièrement au New York Times, et son travail a également été publié par la New York Review of Books, Middle East Eye, Al Jazeera English et Foreign Policy.



Dr. Michael Andindilile est le doyen de l'école de journalisme et de communication de masse de l'université de Dar es Salaam, en Tanzanie. Auparavant, Michael a travaillé comme rédacteur en chef technique pour le Tanzania Daily News. Il a également travaillé comme rédacteur pour le Times of Zambia.



Prof. Abdellatif Bensfia est titulaire d'un doctorat en sociologie de l'information et de la communication de l'Université Paris VII. Il est directeur de l'Institut supérieur de l'information et de la communication (Isic) à Rabat, au Maroc. Il est également directeur exécutif du Centre de recherche et d'éducation aux médias de l'Université de Rabat.



Tina Bettels-Schwabbauer est chercheuse confirmée à l'Institut Erich-Brost pour le journalisme international de l'Université TU de Dortmund, en Allemagne, et rédactrice en chef du site internet allemand de l'Observatoire européen du journalisme (EJO) (www.ejo-online.eu).



Prof. Svetlana S. Bodrunova, docteure en sciences politiques, est professeure à l'école de journalisme et de communication de masse de l'université d'État de Saint-Petersbourg, en Russie. Elle y dirige le Centre pour la recherche internationale sur les médias et organise la CMSTW, une conférence annuelle sur l'étude comparative des médias*.



Prof. Monica B. Chibita est doyenne de la faculté de journalisme, des médias et de la communication, et coordinatrice du projet Norhed « Building capacity for a changing media environment » (Renforcement des capacités pour un environnement médiatique en mutation) à l'Université chrétienne d'Ouganda (UCU). Elle est titulaire d'un doctorat en littérature et en philosophie de la communication (Université d'Afrique du Sud), d'un master en journalisme (Université de l'Iowa) et d'une licence en pédagogie (Université de Makerere).



Eric Chinje est le président exécutif de l'agence internationale en communication stratégique « Kory Africa » et directeur principal de la société Greystone Global Strategies (GSS), basée à Washington. Il a été directeur général de l'African Media Initiative (AMI), directeur de la communication stratégique de la Fondation Mo Ibrahim et chercheur invité à l'université George-Mason de Fairfax, en Virginie. Auparavant, il a travaillé à la Banque mondiale et à l'Institut de la Banque mondiale (WBI). M. Chinje a étudié aux universités de Yaoundé (Cameroun), Syracuse (New York), Harvard (Cambridge, Massachusetts) et a enseigné à l'École Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication de l'université de Yaoundé au Cameroun.



Layire Diop est un journaliste de télévision ayant une longue expérience à la Radio-diffusion télévision sénégalaise. Il a obtenu des diplômes en langues étrangères, en communication et en journalisme à l'Université Cheikh Anta Diop (Sénégal). En 2016, Layire Diop a été admis à l'école de journalisme et de communication de l'université de l'Oregon pour un doctorat*.



AHM Abdul Hai a travaillé comme reporter et rédacteur à l'agence de presse nationale du Bangladesh BSS, à la télévision du Bangladesh BTV et à la Deutsche Welle au cours des deux dernières décennies. Il prépare actuellement son doctorat sur l'enseignement du journalisme et la coopération internationale en matière de développement des médias au Myanmar et à l'université de Bonn, en Allemagne*.



Prof. Naila Hamdy est professeure associée et doyenne associée pour les études de troisième cycle et la recherche, à l'École des affaires mondiales et des politiques publiques de l'Université américaine du Caire. Ancienne journaliste, sa recherche se concentre actuellement sur la profession de journaliste dans le monde arabe. Elle siège au conseil d'administration de l'Association arabo-américaine des éducateurs en communication (AUSACE), de l'Association des éducateurs de l'audiovisuel (BEA) et conseille le Réseau de journalisme éthique (EJN)*.



Dr. Sher Baz Khan est post-doc à l'Institut Erich-Brost pour le journalisme international de l'université TU de Dortmund, en Allemagne. Auparavant, il était professeur assistant au département d'études des médias de l'université Bahria d'Islamabad, au Pakistan.*



Marcus Kreutler est chercheur confirmé à l'Institut Erich-Brost pour le journalisme international de l'université TU de Dortmund, en Allemagne. Il a participé à plusieurs projets de recherche internationaux et coordonne une étude sur la couverture des questions relatives aux migrations et aux réfugiés dans les médias de 17 pays.*



Isabella Kurkowski est experte internationale dans le développement média et chargée de cours à l'Institut Erich-Brost pour le journalisme international de l'université TU de Dortmund, en Allemagne. Elle a soutenu la mise en place d'institutions d'autorégulation des médias dans plusieurs pays en tant qu'experte à long terme.*



Nadia Leihs est chargée de recherche à l'Institut Erich-Brost pour le journalisme international de l'université TU de Dortmund, en Allemagne. Par ailleurs, elle travaille comme journaliste indépendante et prépare une thèse à l'université d'Erfurt et à la Freie Universität de Berlin.



Salaheddine Lemaizi est un journaliste marocain, spécialisé dans les reportages sur la migration et les réfugiés depuis dix ans. Avec d'autres collègues du Maroc, il a créé le Réseau marocain des journalistes des migrations en 2018.*



Anna Litvinenko, docteure en philosophie, est chercheuse à l'Institut pour la numérisation et la participation de l'Institut des études sur les médias et la communication de la Freie Universität de Berlin. Entre 2007 et 2015, elle a travaillé comme professeure associée à l'université d'État de Saint-Pétersbourg, où elle a obtenu son doctorat en 2007.*



Johanna Mack prépare une thèse sur l'aide au développement des médias au sein du programme doctoral Medas21 à l'Institut Erich-Brost pour le journalisme international (EBI). Elle a soutenu de nombreux projets internationaux de l'EBI et contribue à l'Observatoire européen du journalisme (EJO).



Prof. Scott R. Maier est professeur de journalisme à l'université de l'Oregon, aux États-Unis. Il a travaillé comme journaliste pendant près de 20 ans après avoir obtenu un doctorat de l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill*.



Juanita Malagón est journaliste et rédactrice indépendante. Elle est diplômée de l'Universidad de la Sabana en Colombie et titulaire d'un master en anthropologie et développement de l'Université de Nairobi, au Kenya.*



Dr. Levi Zeleza Manda, titulaire d'un doctorat, est un chercheur malawite spécialisé dans les communications et les médias, formateur, stratège en matière de plaidoyer, spécialiste de la sensibilisation du public et éditorialiste. Il a enseigné à l'Institut de journalisme du Malawi, à l'Université du Malawi et à l'Université internationale de Blantyre.



Dr. Adolf E. Mbaine a obtenu un doctorat en journalisme de l'université de Johannesburg, en Afrique du Sud, en 2019. Il a travaillé comme journaliste de presse écrite pendant trois ans, principalement en tant que rédacteur en chef du magazine National Analyst. Il est chargé de cours au département de journalisme et de communication de l'université de Makerere, en Ouganda.



Kaitlin Miller est professeure assistante en journalisme et médias créatifs à l'université d'Alabama, aux États-Unis. Ancienne journaliste de télévision, elle donne divers cours sur le journalisme audiovisuel.*



Prof. Alice Nga Minkala est maître de conférences et directrice adjointe chargée des études à l'Université de Yaoundé II, École des sciences et techniques de l'information et de la communication, au Cameroun.



Prof. Levi Obonyo est professeur associé de communication et d'études médiatiques, et doyen de l'école de communication de l'université Daystar. Il a été président du Conseil des médias du Kenya, puis membre du conseil d'administration de l'Autorité des communications du Kenya.



Prof. Chinyere Stella Okunna est professeure de communication de masse à l'université Nnamdi Azikiwe (Unizik), au Nigeria, où elle a enseigné et occupé diverses fonctions administratives. Elle est la première femme professeure de communication de masse au Nigeria.



Lekhanath Pandey est professeur assistant de journalisme à l'université Tribhuvan, au Népal. Il enseigne la recherche sur les médias et les théories de la communication, et occupe le poste de rédacteur en chef du Nepal Youth Journal*.



Timothy Quashigah est maître de conférences à la faculté de journalisme, Institut de journalisme du Ghana, à Accra. Tim est titulaire d'un Master of Philosophy, en pouvoir d'influence mondial (Global leadership) et d'un master en journalisme du Royaume-Uni. Il prépare actuellement une thèse à l'Université du Ghana.



Rajeev Ravisankar prépare un doctorat en études médiatiques à l'université de l'Oregon. Il est titulaire d'une licence en sciences politiques et études internationales et d'un master en administration publique de l'Université d'État de l'Ohio et a obtenu un diplôme d'études approfondies en journalisme à l'Asian College of Journalism de Chennai, en Inde*.



Dr. Michael Yao Wodui Serwornoo est maître de conférences au département des études de communication de l'université de Cape Coast, au Ghana. Il est membre de l'Association internationale de la communication (ICA), de l'Association internationale (IAMCR) pour la recherche sur les médias et la communication et de l'Association des éducateurs en communication du Ghana.



Mathewos Tadesse a obtenu une licence en géographie à l'université d'Addis-Abeba en 1982 et un master en journalisme et communication à la même université en 2006. Il travaille en tant qu'instructeur universitaire, maître de conférence et professeur adjoint.



Dr. William Tayeebwa est maître de conférences au département de journalisme et de communication de l'université Makerere en Ouganda. Il a précédemment été postdoc à l'université de Cambridge au Royaume-Uni (2014) et au centre interdisciplinaire pour l'étude du changement global (ICGC) de l'université du Minnesota, aux États-Unis (2019).



Prof. Cilene Victor est professeure titulaire du programme de communication sociale de l'université Metodista de Sao Paulo (Umesp), au Brésil, et du collègue de communication Paulus (Fapcom). Elle est représentante honoraire pour l'Amérique latine du Centre international pour le développement de la paix, de la culture et de la rationalité, basé en Iran. Elle est titulaire d'un doctorat en santé publique de l'université de Sao Paulo et d'un master en communication scientifique et technologique. Elle a développé une recherche postdoctorale dans le cadre du programme de gestion et de planification territoriale de l'Université fédérale de l'ABC (UFABC) à Santo André, au Brésil. En tant que journaliste depuis 30 ans, elle s'est concentrée sur les questions humanitaires.*



Gordon Wüllner-Adomako est rédacteur politique et éditorialiste au sein du plus grand journal régional allemand, la Westdeutsche Allgemeine Zeitung. Il est titulaire d'une licence en journalisme de l'université TU de Dortmund.



* Contributeur de la ressource en ligne « Perspectives internationales sur les médias et la migration ».

REMERCIEMENTS

Ce manuel a été imaginé lors des premiers ateliers sur la couverture médiatique des migrants et des réfugiés que nous avons organisés en Afrique. Grâce au généreux soutien financier de nos partenaires, la profusion des idées de nos collègues chercheurs, journalistes en exercice, représentants d'ONG de médias et défenseurs des migrants, réfugiés et de leurs communautés d'accueil transparaît dans ces pages. Ces ateliers ont révélé le manque de connaissances sur la meilleure façon de produire des reportages de qualité sur les migrants, les réfugiés et leurs communautés d'accueil, concernant la migration et le déplacement forcé. Ces défis ont été présentés comme des problèmes urgents sur l'agenda international.

L'enthousiasme, la détermination, les connaissances et le savoir-faire des auteurs, des réviseurs, des généreux partenaires financiers et des nombreux soutiens ont permis de répondre à ces besoins et de conférer à ce manuel sa nature particulière. La collaboration à travers les continents présente des perspectives nouvelles. Nous espérons que ce travail renforcera le dialogue entre les partenaires dans les salles de rédaction, les salles de classe, les salles de formation, les salles de réunion et les bureaux (ou à domicile pour les télétravailleurs). Nous nous félicitons de cette collaboration dans un esprit de profond respect mutuel et souvent des liens d'amitié professionnelle nouveaux ou renouvelés.

Les partenaires financiers ont fait montre d'un engagement et d'une fidélité à cette cause commune au fil des années. Tout d'abord, la Robert-Bosch Stiftung (Fondation) et Christiane Käsgen, partenaires inestimables qui ont non seulement débloqué des fonds pour rendre possibles des projets novateurs, mais qui partagent également la joie de concevoir et de concrétiser des contenus. Le ministère allemand des Affaires étrangères a été un partenaire actif et dévoué, qui nous a fourni des fonds pour organiser des ateliers de lancement afin de discuter des défis et des lacunes dans la couverture des migrations depuis une perspective transcontinentale.

Nous remercions tout particulièrement Eric Chinje et Veye Tatah. Eric Chinje, à l'époque président de l'African Media Initiative (AMI), est le directeur exécutif de l'agence de communication internationale Kory Africa et directeur principal de Greystone Global Strategies (GSS), basée à Washington. Veye Tatah est la fondatrice de l'ONG Africa Positive, rédactrice en chef du magazine Africa Positive et fondatrice de l'ONG Africa Institute for Media, Migration and Development (Aimmad).

En tant qu'auteurs, nos collègues chercheurs africains ont décrit de manière saisissante le fossé entre les migrations à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique et le manque de connaissances à ce sujet dans les salles de rédaction. Ils ont rendu possible l'ambitieux projet de renforcer les capacités des futurs journalistes grâce à leurs contributions à ce manuel. Michael Yao Serwonoo, qui a obtenu son doctorat au sein de l'école doctorale de communication internationale et interculturelle (SIIC) de l'université TU de Dortmund, a discuté de ce projet avec nous à de nombreuses reprises. Nous remercions également Levi Manda (Malawi), Chinyere Stella Okunna (Nigeria),

Levi Obonyo (Kenya) et William Tayeebwa (Ouganda) pour leur contribution. Les journalistes en exercice ont laissé leurs marques tout au long du manuel, et elles sont particulièrement visibles dans les modules 10 et 13.

Le point de vue unique des membres du comité de lecture a laissé une empreinte profonde sur le manuel. Nous sommes reconnaissants envers les universitaires d'Afrique, de la région ANMO et d'Europe qui ont mis à profit leurs vastes connaissances et leur expérience dans leurs évaluations, ce qui a été déterminant pour la qualité du manuel tel qu'il se présente aujourd'hui. Nos remerciements les plus sincères vont en particulier à : Abeer Al-Najjar, professeure associée d'études sur les médias et le journalisme à l'Université américaine de Sharjah, aux Émirats arabes unis, dont la révision comprenait même la vision d'une seconde édition, encore plus étoffée, de ce manuel. Monica Chibita, professeure et doyenne de la faculté de journalisme, des médias et de la communication de l'Université chrétienne d'Ouganda, fonde son analyse sur des travaux approfondis concernant les médias et la migration. Nico Drok, président de longue date de l'Ejta, qui se concentre sur les médias et la société civile à l'université des sciences appliquées de Windesheim à Zwolle, aux Pays-Bas, a encouragé l'équipe à faire plus pour apprécier les résultats d'apprentissage. Reiner Klingholz, ancien directeur de l'Institut de la population et du développement de Berlin, a souligné la nécessité de donner vie aux chiffres. Tena Perisin, de la faculté des sciences politiques de l'université de Zagreb, a apporté non seulement le point de vue de l'Europe centrale et orientale, mais aussi le savoir des journalistes en exercice qui jonglent avec des terminologies complexes dans le domaine de la migration et du déplacement forcé. Leurs réflexions sur le projet de manuel ont constitué des avancées substantielles.

Notre gratitude va également à Hanna Fiskesjo, Kaori Kawakami, Camille Lailheugue, Jennifer Pye, Konstantinos Tararas et Nevin Yildiz. Ces réviseurs de l'Unesco ont examiné minutieusement le projet de manuel et ont mis en évidence diverses perspectives cruciales, notamment l'intégration de la dimension du genre.

La faculté de statistique de l'université TU de Dortmund a été particulièrement utile pour discuter de l'utilisation des bases de données internationales et présenter les chiffres. Carsten Jentsch a immédiatement apporté son soutien en recommandant des membres de son équipe scientifique. Jonas Rieger et Julia Steinmetz ont été des partenaires hors pair – toujours là avec une réponse, toujours encourageants.

L'Institut de journalisme de l'université TU de Dortmund a généreusement financé la mise en page et l'impression de ce volume.

La recherche n'aurait pas été possible sans l'engagement et la prestation de membres de l'équipe remarquables. Alice Pesavento a travaillé sans relâche pendant des mois, s'engageant à trouver des solutions, dégageant ses ondes positives - et elle a surpassé tous les logiciels. Roman Win-

kelhahn a rejoint l'équipe avec détermination pour accélérer la finalisation du manuel. Alice et Roman sont tous deux étudiants de l'Institut de journalisme de l'université TU de Dortmund.

Les nombreuses personnes qui ont contribué par leurs encouragements, par une idée ou un coup de main ici ou là, resteront toujours des références dans l'amitié et le soutien.

Tous les partenaires ont été des membres à part entière du projet, chacun avec une place unique et chacun avec sa part substantielle du succès.

Ce manuel permet aux formateurs en journalisme du monde entier de relever l'un des défis du XXI^e siècle : la migration et le déplacement forcé. Cet ensemble de treize modules constitue un cursus complet. Il couvre tous les aspects nécessaires pour enseigner l'analyse, la recherche documentaire, la mise en forme, le démarchage des organes de presse et l'éthique de la couverture des migrations.

Unique en son genre, il intègre les connaissances issues des champs de la communication et des sciences politiques et sociales. Il a été conçu par un groupe international et interculturel de chercheurs, de formateurs et de journalistes.

Les enseignants seront à même de lancer un programme d'études innovant. Les étudiants apprendront que les questions de migration et de déplacement forcé concernent des êtres humains et nécessitent donc une connaissance et une attention particulière à l'exactitude des faits, à la fiabilité des sources, à l'éthique de la collecte d'informations et aux bonnes pratiques en la matière. Les journalistes expérimentés y trouveront un outil d'auto-apprentissage. Quant aux organisations de développement des médias, elles pourront intégrer le cursus à leurs plans de formation.

Cette initiative vise à couvrir de manière plus complète les questions relatives aux migrants et aux réfugiés dans les pays d'origine, de transit et de destination, pour que puisse s'instaurer un débat public plus équilibré et plus éclairé à travers le monde et les cultures.

Recherche et édition



Institut Erich-Brost
pour le journalisme international

www.brost.org

ISBN: 978-92-3-200271-6

